P
P 1410
PS. III. 614
PS III 5

GLASUL MINORITĂȚILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. | IANUARIE–FEBRUARIE / JANVIER–FÉVRIER / JÄNNER–FEBER | NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 1–2

În pragul noului an.

„Juru-te drept aceea... propovăduește cuvântul, stai de el cu vreme și fără vreme, mustră, ceartă, îndeamnă cu toată îndelungă răbdarea și cu învățătura. Pentrucă va veni vremea, când învățătura cea sănătoasă nu o vor primi; ci după poftele sale își vor alege loruși învățători, cari le vor gâdili urechile și dela adevăr auzul își vor întoarce și la basme se vor pleca".

La sfârșit de an, la Sân-Vășii, în biserica catolică de s. Silvestru, se face această citire din cartea s. apostol Pavel către Timoteiu.

În pragul anului nou repetăm și noi aceste cuvinte către toți, cari stau în serviciul marei noastre cauze.

Mustră, ceartă, îndeamnă cu răbdarea și cu învățătura, aceasta e și chemarea noastră, și soartea ne-a hărăzit și nouă, că se găsesc, cari nu primesc învățătura cea sănătoasă, ci după poftele lor la basme se vor pleca.

Dar care e învățătura sănătoasă și ce e basm în situația noastră prezentă? S'au zdrobit vechile cadre ale ideei naționale maghiare. S'a pierdut unitatea statului național maghiar. Nu suntem primii și nu vom fi ultimii, asupra cărora această soarte a adus-o viforul istoriei.

Dar s'a schimbat istoria naturală a popoarelor devenite națiuni. Sfășiarea nu mai înseamnă moartea popoarelor, ci învierea a tot atâtea vieți noui, în câte s'a rupt cea veche.

A desăvârși aceste vieți, a încadra armonios acestea între cele mai vechi, a da o valoare culturală ridicată acestora și a le feri de orice stricăciune: aceasta poate fi problema impusă de învățătura sănătoasă.

Aceia însă, cari își văd chiemarea în altceva, cari trecutul vor să-l facă prezent, cari nu cumpănesc posibilitatea, ci încalecă pe aripile dorinței, aceia sunt, cari se pleacă spre basme, cărora le reamintim, în pragul noului an, cuvintele poetului:

„Pentru vis — ce-ai petrecut — nu lăsa
„Căci numai realitatea poate salvă
„Și ca fumul trece, închipuirea."

BIBLIOTECA JUDEȚEANĂ
P-41/2011
P-2214
BIBLIOTECA CENTRALA A REGIUNII BANAT

Les Droits des Minorités et la Défense de ces Droits en Roumanie.*

Par M. le **Dr. Arthur de Balogh** (Cluj).

Le principe des nationalités qui présidait à la création du nouvel ordre politique en Europe, trouvait, de l'avis général, une application logique dans la reconnaissance de certains droits aux personnes qui appartiennent «*aux minorités de race, de langue et de religion.*»

Dans cette définition des minorités nationales, le caractère ayant trait à la race est certainement le plus vague, étant difficilement saisissable à moins de se manifester par la langue ou la religion. Les droits en question sont précisément destinés à assurer l'exercice des droits civils aux personnes qui font partie de ces minorités, avec la même plénitude qu'aux membres de la nation qui en forment la majorité. La protection accordée aux minorités nationales par les traités de paix et par des conventions spéciales constitue une application nouvelle et étendue du principe général de la protection des minorités, principe qui inspirait jusqu'ici la législation intérieure des Etats, soit pour amender les lois constitutionnelles soit pour fixer le régime des élections.

Il doit être bien entendu, dès le début, que dans un Etat libre, moderne, à population mixte, les droits des minorités sont implicitement compris dans l'égalité des droits des citoyens. Et aucun doute ne peut subsister que l'égalité politique, caractéristique essentielle de l'Etat moderne, comporte, une fois admise, la conséquence que le peuple formant la majorité ne peut s'attribuer l'exclusivité pour déterminer la ligne générale à suivre en politique par l'Etat. Proportionnellement à leur force numérique, les minorités ont droit de faire sentir leur influence, notamment sur les décisions relatives à la ligne de conduite que l'Etat entend suivre et qui forme la base de la politique; de sorte que cette ligne générale se manifestera comme la résultante des forces majoritaires et minoritaires, respectant les exigences de l'éthique d'Etat qui, surtout pour la majorité, peuvent dépasser la limite fixée par le droit.

Les minorités invoquent à tout moment leurs droits, justement parce que dans la vie réelle de l'Etat ces droits restent

* Paru au No 3/1925 de la Revue de Droit International.

souvent lettre morte. En outre, depuis la conclusion des traités de paix, la question des minorités a fait éclore une littérature abondante, cherchant à definir avec netteté, au point de vue tant politique que juridique, l'institution de la protection des minorités qui ouvre, sans nul doute, une ère nouvelle dans l'histoire du droit international. Malheuresement l'étude de la question laisse beaucoup à désirer. Cela est d'autant plus regrettable que l'examen de la nature et de l'application de ces droits n'a pas un intérêt et une valeur purement théoriques.

La condition primordiale pour les minorités nationales dans leur lutte pour le respect des droits reconnus par les traités, c'ést de ne *pas quitter le terrain du droit.* D'un autre côté, il est naturel qu'elles cherchent à étendre le domaine des droits reconnus. Cela suppose une connaissance exacte des droits existants. Il importe donc de séparer clairement la base solide des droits acquis d'avec le sable mouvant des *desiderata,* de faire une distinction nette entre «*de lege lata*» et «*de lege ferenda*», en un mot, *de ne jamais confondre la politique avec le droit.* Dans les affaires publiques, le droit est toujours le fruit de luttes politiques, la résultante des forces qui s'affrontent ; il représente donc la politique du passé, tandis que la politique tend à fixer le droit de l'avenir, la lutte politique ayant toujours pour but d'imprimer au droit futur le cachet voulu. Même dans les discussions théoriques de la littérature s'occupant de la question, nous ne rencontrons pas toujours la précision nécessaire de la jurisprudence, ni les divisions exigées par la science du droit ; force nous est de constater l'oubli presque complet de certains points fondamentaux ; dans ces conditions, l'idée qui se dégage sur cette question d'importance universellement reconnue de la vie nationale et internationale est loin d'avoir la netteté désirable.

Partant de ces considérations nous voudrions attirer l'attention sur certaines questions des droits des minorités. En outre, nous nous occuperons spécialement de la question suivante : quelle est la situation juridique actuelle en Roumanie au sujet des droits des minorités et de la défense de ces droits.

1. Traité international et droit public intérieur. – Les grandes Puissances ont conclu des traités avec dix Etats, en vue de protéger les minorités nationales. Un principe fondamental du droit public dit, que les conventions internationales n'atteignent

pas directement les citoyens; les droits et obligations qu'elles comportent sont valables pour l'Etat, mais non pas pour les ressortissants, pris individuellement. Ces derniers puisent leurs droits uniquement dans la législation intérieure et non pas dans les conventions internationales. Au point de vue juridique, la convention internationale devient définitive et exécutoire, par l'acte de la ratification. C'est affaire au droit public intérieur de désigner l'organe de l'Etat qui, dans les conditions définies, est appelé à ratifier les conventions internationales. En règle générale, les constitutions exigent l'adhésion des parlements pour la ratification des conventions internationales comportant des droits et des obligations pour les citoyens; cette adhésion acquise, la ratification pourra avoir lieu. Lorsque l'assemblée législative a approuvé la convention internationale, celle-ci aquiert force de loi.

Sans aucun doute, les droits des minorités rentrent dans cette catégorie, puisqu'ils font partie des droits primordiaux des citoyens. Une fois donc que les conventions internationales fixant ces droits ont été approuvées par le législateur, elles prennent rang parmi les lois et constituent une partie de la législation positive de l'Etat.

2. *Droits des minorités et la souveraineté de l'Etat* – Faisons ici en passant la remarque que la reconnaisance des droits des minorités par conventions internationales et la mise à exécution des engagements acceptés, par des dispositions appropriées touchant à la vie intérieure de l'Etat, ne portent pas atteinte à la souveraineté de l'Etat; l'affirmation du contraire ne peut être attribuée qu'à l'ignorance complète ou au silence volontaire concernant les principes fondamentaux des sciences politiques.

Restreindre la souveraineté n'est pas lui porter atteinte. Toute convention internationale apporte une restriction à la souveraineté nationale, comme aussi toute liberté accordée à l'individu contre l'Etat, théoriquement omnipotent (d'après l'idée de la souveraineté) mais pratiquement de puissance limitée, restreint la souveraineté nationale. Cependant, ces restrictions tirent leur origine de la volonté de l'Etat lui-même, elles ne sont donc pas en contradiction avec le libre arbitre qui constitue le fondement de la souveraineté. La décision amenant une restriction de la souveraineté peut naturellement être provoquée par une contrainte. Nous savons que la Roumanie a signé la convention relative aux minorités, le 9 décembre 1919 à Paris, sous la pres-

sion énergique des Alliés et notamment des Etats-Unis. (C'est ce qui résulte aussi de la mention, dans le préambule, des agrandissements importants du territoire). Mais en dernière analyse, elle était libre de signer ou de ne pas signer, et elle déclare elle-même au début de reconnaître les droits visés, de sa propre volonté.

3. Les droits des minorités forment partie intégrante du droit public. – En prenant des dispositions intérieures convenables en vue de remplir ses obligations internationales, l'Etat fait entrer les droits des minorités parmi les éléments du droit public. Au cas où la convention se borne à énoncer l'intention d'accorder certains droits, l'Etat qui a pris l'engagenent doit édicter les lois correspondantes. Enfin si la convention ne contient que des déclarations de principe, l'Etat intéressé est tenu à s'acquitter de ses obligations internationales par des lois fixant les mesures de détail. Celles-ci sont nécessaires pour assurer à ces droits la protection judiciaire. Seule la juridiction des tribunaux indépendants offre, pour réparer les offenses faites au droit, le moyen acceptable au point de vue des libertés publiques et accepté par les Etats libres. Cependant toute juridiction a pour condition la possibilité d'invoquer un droit lésé, car le tribunal ne peut se laisser conduire que par le désir de redresser les torts infligés au droit. Et cela est particulièrement difficile lorsque les droits ne sont pas définis avec précision mais seulement en grandes lignes.

Les droits des minorités, définis avec une précision suffisante, deviendront soit des règles positives prescrivant aux organes administratifs la voie à suivre, soit des droits rentrant dans le droit commun, respectivement dans le droit administratif au cas où l'on peut recourir à la justice pour réparation. Ce dernier cas s'est produit en Tchécoslovaquie où les droits des minorités ont été inscrits d'abord dans les lois constitutionelles et ensuite le législateur a pris des dispositions spéciales pour définir dans ses détails l'exécution des principes énoncés par les lois constitutionnelles et pour assurer l'assistance des tribunaux indépendants dans l'éventualité où ces droits subiraient une atteinte de la part du pouvoir exécutif (gouvernement, autorités administratives inférieures). La Haute-cour administrative de Prague s'est prononcée, maintes fois, pour réparer les infractions, commises par les autorités administratives, des droits

assurés aux citoyens appartenant à une minorité nationale. Sans l'assistance des tribunaux indépendants, les droits en question formeront simplement partie intégrante de l'ordre administratif et lorsque les particuliers se sentiront lésés dans leurs droits, ils ne pourront que s'adresser aux autorités supérieures leur demandant d'enjoindre aux organes administratifs de se conformer aux prescriptions légales. Le droit de plainte devant les autorités administratives n'implique pas le droit de recours aux tribunaux par lequel on peut arriver, grâce à l'intervention judiciaire, à annuler ou à modifier une mesure préjudiciable.

4. Caractère juridique des droits des minorités. Droits individuels ou droits collectifs ? — On sait que la reconnaissance des droits des minorités ne constitue pas une innovation ni en matière de droit public intérieur ni en matière de droit public international. En matière de droit public international, seule la nature des garanties est une nouveauté, c'est-à-dire l'assistance judiciaire internationale et la procédure établie pour cette assistance. Pour ce qui regarde le droit public intérieur, il suffit de rappeler l'ancienne constitution autrichienne (loi fondamentale du 21 décembre 1867, article 19) et la loi hongroise sur les nationalités (loi 44 de 1868).

Quand autrefois l'égalité de droit fut reconnue aux nationalités, ce ne sont pas les nationalités en tant que personnes morales qui reçurent les droits mais les citoyens appartenant aux nationalités. *Il est caractéristique à cet égard que la loi fondamentale autrichienne, quoique parlant de l'égalité de droits des «groupes ethniques», range la liberté des nationalités parmi les «droits civils».* La loi 44 de 1868 en Hongrie, relative, comme son titre l'indique, à l'égalité des droits des nationalités, n'a pas accordé, en réalité, l'égalité de droits aux nationalités prises comme unité, mais bien aux personnes appartenant aux diverses nationalités, et n'a édicté des règles détaillées qu'en ce qui concernait l'usage officiel des langues parlées dans le pays.

Aux termes des conventions internationales de nos jours, ainsi que d'après la législation intérieure, dans le cas où celle-ci portait réglementation à la question, les droits des minorités sont des droits individuels et non pas collectifs, au moins en règle générale et en premier lieu ; ils n'appartiennent donc pas aux minorités en tant qu'unités, personnes collectives, donc personnes morales. C'est dans certains cas seulement, comme nous

le verrons plus loin, qu'ils acquièrent ce caractère. Les traités ne parlent nulle part de «*minorités nationales*«, mais de «*ressortissants*», ou de *personnes appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue*» (articles 9, 10, 12 de la convention du 9 décembre 1919, conclue avec la Roumanie) ou de «*habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion*» (articles 44 et 47 du traité de Trianon). On y trouve bien mention des minorités (article 10, alinéa 2 du traité relatif aux minorités, conclu avec la Roumanie), mais on n'est pas fondé d'en tirer la conclusion que les Parties contractantes désiraient assurer des droits aux minorités, en tant que personnes collectives, et non pas aux personnes appartenant aux minorités.

Aux termes de la décision prise par la Société des Nations le 22 octobre 1920, le droit reconnu aux membres du Conseil de signaler devant le Conseil les infractions à la convention des minorités ou le danger d'une infraction possible, n'exclut pas la faculté des „minorités elles-mêmes" de porter devant le conseil tout préjudice subi ou le danger des préjudices. Cela ne signifie pas la reconnaissance des minorités comme personnes morales, d'autant moins que, d'après la pratique suivie par la Société des Nations, les représentants des minorités ne sont même pas entendus en cas de plainte. Le requérant ou pétitionnaire portant devant la Société des Nations les infractions au droit des minorités n'est pas partie dans le litige, et l'affaire, si elle prend le caractère d'un litige (en cas de différend relatif aux articles du traité contenant des stipulations relatives aux minorités, ou de contestation relative aux faits), devient un litige entre la Société des Nations et l'Etat contractant (voir art. 12 du traité avéc la Roumanie).

Telle est aussi la conception qu'on trouve dans les droits positifs, dans les lois constitutionnelles et autres portant exécution des dispositions des traités contenant des stipulations relatives aux minorités (constitution polonaise, art. 110 ; constitution tchécoslovaque, art. 128 à 132 ; loi tchécoslovaque du 22 février 1920 sur les langues). Il est incontestable que, pour exercer des droits en tant qu'unités, les minorités devraient posséder des organes, juridiquement reconnus, susceptibles de faire usage des droit revenant à l'ensemble, à la personne morale et agissant, par suite, au nom de la collectivité. Or, actu-

ellement, les minorités de race et de langue ne disposent pas de pareils organes.

Cela ne veut pas dire que les détenteurs de ce qu'on est convenu d'appeler *droits des minorités* ne pourraient être que des individus pris isolément et que, même dans la situation juridique actuelle, aucun cas ne pourrait exister où des collectivités minoritaires seraient fondées à exercer ces droits. En effet, les traités contenant des stipulations relatives aux minorités ne portent pas atteinte aux dispositions des droits publics positifs, suivant lesquelles certains droits civils peuvent être exercés non seulement individuellement, mais aussi collectivement, ni aux dispositions qui reconnaissent à certaines associations des citoyens le caractère de corporation de droit public. Puisque le droit public positif reconnaît certains droits publics tant aux citoyens pris individuellement qu'à certains groupements, corporations reconnues, (par exemple, à côté des particuliers, les associations et les communautés religieuses ont également le droit d'établir et d'entrenir des écoles à leurs frais), c'est-à-dire qu'il permet la jouissance de certaines libertés civiques à certaines corporations de citoyens, sous forme collective, il n'est pas douteux que les droits des minorités pourront être exercés collectivement par des personnes appartenant aux minorités. Il est vrai que les traités contenant des stipulations relatives aux minorités parlent toujours, comme nous l'avons vu, de l'individu citoyen. Cependant nos conclusions résultent du fait que les personnes appartenant aux minorités jouissent, en vertu des traités, „juridiquement et effectivement du même traitement et des mêmes garanties" que les autres ressortissants (art. 9 de la convention avec la Roumanie). Par conséquent, si certains groupes des autres ressortissants peuvent exercer certains droits publics, notamment les droits fondamentaux relatifs à la liberté individuelle, il en est de même des groupes de ressortissants appartenant aux minorités. *Il ressort de ce qui précède que les droits des minorités appartiennent aussi aux minorités de religion qui les exercent par leurs organismes légaux.*

En particulier, la personnalité juridique est certainement acquise en cas d'autonomie, car alors le groupement en question a son existence de droit public bien à lui en face de l'Etat. L'autonomie comporte précisément l'attribution par l'Etat, de certaines activités d'ordre public à certains groupes de citoyens. Ce sont ces groupes qui sont alors investis du droit, ayant le

caractère de droit public, d'exercer vis-àvis de l'Etat, certaines activités intéressant le bien public, des fonctions de caractère public, les individus, en tant que parties de l'ensemble, n'étant que les porteurs de ce droit. Dans tous les cas, l'autonomie n'appartient pas aux particuliers mais à certaines collectivités et rentre dans la liberté politique, par laquelle la collectivité minoritaire est autorisée à exercer une partie du pouvoir public.

Les traités de paix ne reconnaissent l'autonomie nationale des minorités que dans un seul cas : celui du peuple ruthène de la République tchécoslovaque (art. 10 du traité avec la Tchécoslovaquie). En outre, l'autonomie scolaire et religieuse est assurée aux Székely et aux Saxons de la Transylvanie (art. 11 du traité avec la Roumanie) ; l'autonomie locale en matière de religion, de bienfaisance, et d'enseignement aux Roumains du Pinde en Grèce), l'autonomie en matière de religion et d'enseignement à toutes les minorités de la Turquie (traité de Sèvres, art. 149). L'autonomie locale appartenant aux collectivités székely et saxonnes constitue un droit collectif puisque cela ne pourrait pas être autrement, en égard à la nature même de l'autonomie.

Tout récemment, l'Esthonie a assuré aux minorités une autonomie générale en matière culturelle ; l'organe de cette autonomie est le conseil culturel de la minorité, lequel a pour mission l'organisation et la direction de l'enseignement au sein de la minorité. Nous voyons ici que les minorités (allemande, russe, suédoise) ont la possibilité d'obtenir une organisation nationale, en d'autres termes, les minorités organisées spécialement sont revêtues par l'Etat de certains droits publics.

Dans un Etat, s'acquittant loyalement de ses obligations internationales, agissant sans parti pris envers les minorités, chérissant la liberté et jouissant d'un ordre bien établi, la solution de la question des minorités sur la base et dans les limites des traités se réduit à une simple question de droit administratif, et les garanties à donner à l'exercice des droits des minorités rentrent dans la sphère de la justice administrative. Il ne faut pas dédaigner cette manière de voir au sujet des droits des minorités, car les droits civils primordiaux sont, en même temps et en raison même de leur nature, des droits administratifs, l'individu n'entrant en rapport avec l'Etat que par l'intermédiaire de l'administration et celle-ci étant le plus souvent la cause des atteintes aux droits reconnus à l'individu dans ses rapports avec l'Etat.

Cette situation juridique permet de traduire en réalité ce que les traités relativs aux minorités voulaient assurer, car les personnes appartenant aux minorités de race, de langue ou de religion pourront demander aux tribunaux indépendants réparation pour les atteintes portées à leurs droits administratifs et obtenir que ces droits soient qleinenement respectés. Sans doute, plus on réussit à faire reconnaître la personnalité juridique des minorités, plus celles-ci auront la force de défendre leur droits, ces droits auront toujours un cachet spécial en comparaison des autres droits primordiaux protégeant l'individu.

5. Droits des minorités et egalité de droit. – Les droits des minorités, forment le complément aux droits fondamentaux garantissant la liberté individuelle, et inscrits dans les constitutions depuis la déclaration française de 1789 des «*droits de l'homme et du citoyen*». Ils n'impliquent donc que la reconnaissance de certains droits, partie intégrante de la liberté individuelle, intéressant particulièrement la nationalité de l'individu. Comme la nationalité se traduit principalement par la langue, les droits des minorités ne sont au fond que des garanties pour la liberté d'emploi de la langue nationale dans l'exercice de certains droits fondamentaux, (libertés des cultes, de l'enseignement, de l'opinion de la presse, de l'association et de la réunion). Il est évident que la liberté de l'enseignement, par exemple, n'est entière pour les personnes appartenant aux minorités que si elle implique la liberté d'enseigner et d'étudier dans la langue de la minorité, ainsi que celle d'établir et d'entretenir des écoles de cette langue.

Les droits des minorités découlent donc directement de la qualité d'homme, car la race, la langue, et la religion sont inseparables de la nature de l'homme. Comme les droits fondamentaux garantissant la liberté individuelle traduisent, en somme, la reconnaissance de la nature et de la dignité humaine, et que la nationalité est la manifestation, dans l'individu, de la nature humaine sous une forme particulière, nous pouvons conclure que *les droits des minorités expriment la reconnaissance de la manifestation de la nature humaine sous une forme particulière, reconnaissance exigée par la liberté individuelle.*

Malgré les raisons développés, à côté du point de vue erroné que les obligetions internationales portent atteinte à la souveraineté de l'Etat, on rencontre aussi très souvent cet autre point de vue erroné, que les droits des minorités sont en contradiction avec l'égalité de droits et comportent des privilèges au profit de certaines catégories de citoyens.

L'égalité de droits, comme elle a été proclamée en France

dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de 1789, et comme elle s'était incorporée longtemps avant dans le droit commun anglais comportant l'uniformité de l'ordre basé sur le droit et l'égalité des citoyens devant la loi, est certainement en contradiction avec toute espèce de privilège. Mais le fait est que l'égalité de droits n'existe pas sans la reconnaissance des droits des minorités, car, en l'absence de ces droits, les personnes appartenant aux minorités seraient privées de certains droits (liberté de l'enseignement, faculté de se servir de la langue nationale devant les autorités, etc.) que les citoyens appartenant à la majoritè peuvent, de ce chef, librement exercer. En d'autres termes, c'est la majorité qui jouirait de privilèges si les droits des minorités n'existaient pas.

Garantir les droits fondamentaux »sans distinction de race, de langue, de religion», comme le fait la loi constitutionelle roumaine dans ses articles 5, 28 et 29, ce n'est pas reconnaître les droits des minorités. Ceux ci ne peuvent résulter que de la reconnaissance de certains droits fondamentaux tenant compte précisément des différences de race et de langue. Nous disons «certains» droits fondamentaux, car la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, par exemple, doivent appartenir à tous les citoyens, «sans distinction de race, de langue, ou de religion» ; tandis que la liberté de l'enseignement par exemple implique la distinction des races et des langues. Dans ces circonstances nous ne pouvons pas nous rallier à la conclusion, faite par M. Dissesen, rapporteur du projet de loi, lors de la discussion de la nouvelle loi constitutionelle de la Roumanie, disant que *«tous les ressortissants roumains, sans distinction de race, de langue et de religion, jouissent des libertés et des droits garantis par la constitution ; les minorités ont donc l'assurance d'être ellesmêmes des majorités».*

Il est à noter que les droits garantis par le traité de minorités ne sons pas tous des droits des minorités. Le droit à la vie, à la liberté des cultes appartient, en effet, mème à l'étranger ; l'égalité devant la loi est un droit dont tout citoyen peut se réclamer. En revanche, il n'est pas formulé expressément que l'individu est libre de déclarer d'appartenir à une minoritè déterminée, ce qui pourtant est fondamental pour toute la question de la protection des minorités. (Voir les procédés employés en Roumanie vis-à-vis des Juifs). Seule la convention germano-polonaise relative aux minorités fait exception à cette règle (art. 74), et on pourrait aussi tirer une conclusion dans le même sens de la disposition par laquelle la constitution tchécoslovaque (art. 134) interdit la dénationalisation. (À suivre).

Stellungnahme der Minderheiten in der Tschechoslowakei.

Von **Dr. Ernst Flachbarth** (Prag).

Auch der ausländische Leser wird sich sicher erinnern, dass bei der Verlesung des Regierungsprogrammes der neuen Regierung in den Bänken der slowakischen Abgeordneten die slowakische Hymne und unmittelbar darauf in den deutschen Reihen das Deutschlandlied erklang, worauf die Tschechen die Staatshymne angestimmt haben. Es wäre verfehlt an eine pure Demonstration zu denken, vielmehr handelte es sich hier um sehr charakteristische Symptome, welche in das innerste Wesen des tschechoslowakischen Staatsproblemes hineinleuchten. Das auch derzeit noch herrschende tschechische Koalitionssystem befolgt, obwohl dem tschechischen Volke bekanntlich nur der kleinere Teil der gesammten Bevölkerung angehört, eine extreme nationalistische Politik, welche von den übrigen Völkern, Deutschen, Ungarn, Slowaken und Ruthenen aufs heftigste bekämpft wird. Keine dieser Nationen ist geneigt ihre Individualität der Idee eines Nationalstaates zu opfern, jede fordert für sich das Recht der – territoriellen oder kulturellen – Selbstverwaltung und wenn nur im Parlamente die Hymnen der einzelnen Völker erklingen, so ermahnt dieses Symbol an die Schwäche des Nationalstaatsgedankens und an die Notwendigkeit die Fundamente des Staates von Grund auf umzubauen.

Das Programm der neuen Regierung Herrn Anton Švehla's glitt nichtsdestoweniger über dieses Urploblem leichtfertig hinweg. Die Tschechoslowakei ist das Schulbeispiel eines Nationalitätenstaates. In dem Vertrage von St. Germain hat sie sich verpflichtet den nationalen Minoritäten ihre Minderheitsrechte zu sichern. Sie ist dieser Verpflichtung ebensowenig nachgekommen, wie jener anderen Verpflichtung von St. Germain, Karpathorussland die Autonomie zu gewähren und versucht auch die in Pittsburg der Slowakei versprochene Selbstverwaltung mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln zu hintertreiben. Die nichttschechischen Nationen erwarten mit immer wachsender Ungeduld die Erfüllung ihrer gerechten Forderungen und die Regierungserklärung begnügt sich dennoch ganz unbestimmt darauf zu verweisen, dass inbezug auf die zukünftige

Stellung Karpathorussland die Verfassung und die Verträge die Richtschnur bilden sollen, während die Minderheitsrechte ganz unerwähnt bleiben. Die Frage der Autonomie der Slowakai wird nicht einmal berührt und das Regierungsprogramm sieht höchstens die Aktivierung der Gauverbände vor, d. h. sie will dieses hochwichtige politische Problem auf das administrative Nebengeleise schieben.

Wie stellt sich nun zu diesen Ausführungen die Opposition? Die Deutschen und Ungarn haben in ihren feierlichen Deklarationen klipp und klar betont, dass sie die staatsrechtlichen Verwahrungen, mit welchen sie im Jahre 1920 ins Prager Parlament eingetreten sind, vollinhaltlich aufrechterhalten. Alle ihre Sprecher hoben die Idee des Selbstbestimmungsrechtes hervor und wenn der äusserst-rechte Flügel der Deutschen als Ziel seiner Partei die Errichtung eines einigen mitteleuropäischen deutschen Reiches forderte, betonte auch der Redner der übrigen deutschen bürgerlichen Parteien (Prof. Spina), dass sie die Friedensverträge von Versailles, St. Germain und Trianon nicht als Rechtsquelle zu betrachten geneigt seien. Derselbe Sprecher verlangte ausserdem die Kulturautonomie für das deutsche Volk, eine Forderung, für welche seinerseits auch das Ungartum eintritt. Die ungarische und deutsche Minderheit wird natürlich auch fernerhin die vollinhaltliche Durchführung des Minderheitsvertrages von St. Germain fordern, insbesondere aber die Erlassung einer Sprachenverordnung, welche im Sinne des Sprachengesetzes v. J. 1920 schon seit Jahren fällig ist.

Die Selbstverwaltung der Slowaken, undzwar sowohl in der Exekutive, wie in der Legislative wurde bekanntlich im Vertrag von Pittsburg zugesichert. Die slowakische Volkspartei, die repräsentative Partei dieses Volkes beharrt, wie dies ihre unlängst in Tyrnau gefassten Beschlüsse, wie auch die programmatische Rede ihres Führers, Andreas Hlinka beweisen, bei diesen Abmachungen und will sich mit irgendeinem Ersatz für die politische Autonomie (z. B. das bereits eingeführte Gausystem) nicht begnügen. Hier liegt der Kern des slowakischen Problems und deshalb ist man auch in tschechischen Kreisen schon zu der Ansicht gelangt, dass es im Staatsinteresse liege, sich mit dem Gedanken der politischen Autonomie zu befreunden. Dr. Kramář, der bekannte tschechische Vertreter der panslawistischen Bestrebungen, wäre – wie er in seiner unlängst erschienenen

Artikelserie betont –, um die Slowaken für die minderheitsfeindlichen Bestrebungen der Tschechen zu gewinnen, bereit, der Slowakei eine Provinzialautonomie zu gewähren, eine Art der Selbstverwaltung, wie sie Böhmen, Mähren und die übrigen österreichischen Kronländer vor dem Zusammenbruch Österreichs geniessen konnten. Die Slowaken werden sich aber heute mit solch einer Lösung nicht mehr befriedigen lassen, weil die Provinzautonomie, wie sie sich Kramář vorstellt, eigentlich wiederum keine politische, sondern bloss eine administrative Selbstverwaltung bedeutete. Das offizielle Organ der slowakischen Volkspartei antwortete auf die Bestrebungen Kramář's bereits mit einem höflichen, aber unverkennbaren Refus.

Karpathorussland vernahm die Erklärungen des Regierungschefs mit ebenso grosser Enttäuschung wie die Slovakei. Auch bisher erhielt es Versprechungen, dass man den Vertrag von St. Germain und den Verfassungsbrief, welcher die Bestimmungen des Vertrages enthält, durchführen werde, aber die Autonomie blieb trotz dieser Versprechungen auf dem Papier und besitzt heute nicht einmal eine lokale Selbstverwaltung. Karpathorussland gebührt die Autonomie in kulturellen, kirchlichen, sprachlichen und administrativen Fragen und alle Schichten der Bevölkerung sind des heutigen Systems, welches aus diesem Lande ein Bosnien-Herzegowina geschaffen hat, satt geworden. Selbst die Regierungsleute aus Karpathorussland haben im Laufe der Vorweihnachtsdebatte das derzeit herrschende Regime aufs schärfste bekämpft und wir hoffen, dass der Völkerbundrat, welchem das Recht, aber auch die Pflicht obliegt, die verbrieften Rechte Karpathorusslands zu schützen, sich endlich einmal doch entschliessen wird, im Interesse der Bevölkerung zu interveniren.

Die Slovakei und Karpathorussland will und wird die Autonomie haben. Es ist bezeichnend, dass sich auch die Kommunisten für dieselbe entschlossen haben. Ihr Führer, Dr. Smerál erklärte, dass seine Partei die Autonomie zwar als einen Humbug der Bourgeoisie betrachte, trotzdem aber in derselben einen Schritt zum Selbstbestimmungsrechte der Völker erblicke. Die Begründung ist nebensächlich. Wenn nur alle Schichten der Bevölkerung, von der äussersten Rechten bis zur äussersten Linken, dasselbe Ziel verfolgen, so muss es einmal erreicht werden. Neben dem deutschen Problem ist die Frage der Autonomie der Slowakei und Karpathorusslands das wichtigste Problem, welches die tschechoslowakische Republik lösen muss, wenn sie sich erhalten will.

Paşii făcuţi de bisericile ardelene la Geneva.

De **Dr. Andrei Balázs** (Cluj).

După întrarea în vigoare a proiectului de lege asupra învăţământului particular, cu tot dreptul se naşte întrebarea: ce s'a întâmplat la Geneva; este şi anume ce legătură între Geneva şi legea română asupra învăţământului particular, la ce s'a referit cunoscuta acţiune a bisericilor la Liga Naţiunilor şi la drept vorbind, cum stă chestia la această instanţă internaţională?

La întrebările puse ne dă răspuns acomodat expunerea cronologică a faptelor.

Când d-l Ministru Anghelescu în cursul lunii Aprile anul trecut a adus în publicitate proiectul asupra învăţământului particular, fără să fie acordat bisericilor termenul de 4 săptămâni cerut pentru temeinica studiare a proiectului, era clar, că ministrul din fatalul proiect doreşte să facă lege fără modificări mai esenţiale. S'a putut vedea, că proiectul înseamnă o primejdie pentru învăţământul minoritar, ba dacă devine lege, poate avea ca urmare desvoltarea retrogradă a întregei culturi minoritare. Era foarte transparentă tendinţa de a încătuşa şcolile minoritare, de a le face imposibilă libertatea de mişcare, şi prin biurocratismu-i necruţător, de a le degrada la instrumente neputincioase ale desnaţionalizării, ale romanizării.

Confesiunile în faţa acestui pericol vedeau singurul refugiu în articolii 9, 10, 11 ai Tratatului de Paris. În senzul acestor articoli, minorităţile naţionale şi religioase ale României pot susţine şcoli cu limba de propunere proprie şi aceste şcoli le pot conduce, administra înşişi cu liberul uz al limbii lor; afară de aceasta Tratatul pune drepturile minorităţilor sub protecţiunea naţiunilor contractante. Deci reprezentanţii şcolilor confesionale, dupăce timp de 6 ani toată apărarea lor faţă de politica şcolară vexatorie, oprimantă a guvernelor, între hotarele ţării s'a dovedit zadarnică, ba în foarte multe cazuri a avut ca urmare măsuri noui, au recurs la ultimul mijloc, au cerut apărarea Ligii Naţiunilor. Acest pas s'a făcut prin adresa din 6 Mai anul trecut. Adresa arată pe scurt articolii proiectului, cari în contrazicere cu legile de până aci şi cu articolii citaţi din Tratatul de Paris,

prin călcarea în picioare a autonomiei lor şcolare, ating bisericile minoritare, în drepturile lor de a-şi susţine şcoli, îngreunează, ba fac imposibilă susţinerea şcolilor, înfiinţarea de şcoli noui.

Deşi Senatul a discutat proiectul în câteva zile, făcându-i câteva modificări neînsemnate, acela totuş nu a ajuns în faţa Camerei. Ministrul a găsit de bine a amâna pentru sesiunea de toamnă, prezintarea lui în faţa Camerei, după cercurile guvernamentale de aceea, fiindcă sesiunea de primăvară mergea spre sfârşit, în realitate chiar din cauza adresei la Geneva. Involuntar adecă se impune presupunerea, că Ministrul a primit aviz dela Geneva despre dispoziţia Consiliului Ligii Naţiunilor, care cerea guvernului moderaţiune, făcând asupra guvernului o presiune fină în interesul modificării proiectului de lege.

Bisericile prin adresa din 6 Mai nu şi-au putut considera intervenţia la Geneva de încheiată. Deoparte adresa scurtă, scumpă la vorbă, din Mai, care a fost numai un strigăt de ajutor spre Geneva, în faţa pericolului ameninţător, a trebuit motivată mai pe larg, de altă parte au avut să se apere faţă de propaganda întinsă, pe care căuta să o desvoalte guvernul pentru contrabalansarea, deplina distrugere a efectului adresei la Geneva. Abia a ajuns adresa pe masa secretarului Ligii Naţiunilor, ministrul nostru la Berna, d-l Petrescu Comnen, numai decât a fost la Bucureşti, dând o declaraţie foarte pronunţată împotriva bisericilor maghiare ce au recurs la Geneva. Voia să le reglementeze prin o lege specială, ca nu cumva în viitor să mai cuteze a merge cu doleanţele lor în străinătate. Apoi, precum se ştie, a plecat în drumul său spre Săcuime, pentru a aduna date, cu cari să dovedească la Geneva, ce mulţumiţi sunt săcuii şi numai câţiva magnaţi ce şi-au pierdut moşiile şi capi bisericeşti „iredentişti“ sunt nemulţumiţi. Datele, cu toate că s'au adunat cu ajutorul focului bengalic al autorităţilor, nu au putut fi ceva foarte mulţumitoare, dar au putut fi utilizate, ca trecute prin prisma guvernamentală, să arete realitatea spre Geneva în culorile de curcubeu ale mult trâmbiţatului liberalism al guvernului.

Deci confesiunile au avut să continue pasul început. În o adresă nouă către Liga Naţiunilor au avut să expună amănunţit primejdiile ce le ascundea proiectul de lege şi flagranta violare

de drept, care ar urma asupra bisericilor din ridicarea acelora la valoare de drept.

Noua adresă a fost depusă prin delegații confesiunilor la secretariatul Ligii Națiunilor, la 15 Septembrie.

Adresa, arătând pe scurt trecutul învățământului maghiar și ardelean, arată situația juridică a școlilor confesionale în baza legilor maghiare, arată apoi importanța învățământului confesional, căruia Ardealul are să-i mulțumească în mare parte cultura maghiară și pașnica convietuire a diferitelor rasse. Arată pe scurt tratamentul guvernelor schimbăcioase, dela preluarea „imperiului", față de școlile confesionale, scoțând în evidență politica școlară mult mai liberală a Consiliului Dirigent ardelean, față de sistemul oprimător al guvernului numit liberal. După aceea arată pe rând articolii din proiectul legii învățământului particular al d-lui Anghelescu, cari vatămă dreptul, punându-le față 'n față cu articolii 9, 10, 11 ai Tratatului minoritar de Paris, cari asigură minorităților etnice și religionare ale României un drept nelimitat de a-și susține și conduce școli, cu folosința nelimitată a limbii materne. Arată situația inegală, în care ajung, prin acest proiect de lege, școlile minoritare față de școlile statului, situație, pe urma căreia nu numai se pot desființa cu ușurință școlile minoritare, ci se dă posibilitate guvernului, ca și școlile ce eventual rămân, să le romanizeze. Scoate în evidență mai departe tendința, care ne izbește; tendința aceasta e retrogresiunea culturii minorităților etnice și confesionale și conform spiritului proiectului de lege, stațiunea finală nu e alta, decât romanizarea minorităților. Rezumă toate drepturile școlare autonome, cari le revin bisericilor conform drepturilor vechi și a convențiunilor internaționale, cerând, ca aceste drepturi să fie deosebit legiferate prin guvernul român. Anexa adresei arată pe rând, școlile desființate, edificiile școlare luate, școlile predate oarecândva cu contract, statului maghiar, pe cari statul român pur și simplu le-a luat în posesiune. Face o asemănare între legile școlare maghiare și între dispozițiile și proiectele școlare ale guvernului român, înșiră pe învățătorii trimiși la școlile maghiare (chiar și la cele confesionale) din regat, fără să știe ungurește. Arată opoziția făcută de români sub regimul maghiar, față de legile școlare maghiare cu mult mai moderate, citând vorbirile conducătorilor Românilor rostite atunci, șcl. scl.

Că ce impresie au făcut la Liga Națiunilor aceste două adrese, aceea cu greu am putea-o spune la preciziune. Suntem avizați numai la presupuneri și deducții. Evenimentele ce au urmat arată, că obiectivitatea transparentă și simtul de dreptate al adreselor noastre nu a rămas fără efect la instanțele în drept. Se știe, că d-l Ministru de Externe Duca la Geneva a vorbit cu delegații bisericilor, cari i s'au prezintat, într'un ton foarte înțelegător. S'a putut simți din vorbirea lui, că la București cu plăcere mijlocește tratative între bisericile minoritare și între ministrul instrucțiunii. A devenit loc comun zisa lui, că Bucureștiul e mai aproape de noi, ca Geneva. Se știe și aceea, că chiar ca o urmare a tratativelor cu Duca, s'au pornit la București tratative între delegații bisericilor minoritare și ministrul instrucțiunii, în interesul modificării proectului de lege.

Baza tratativelor au fost 13 puncte. In acestea și-au rezumat confesiunile principalele dorinți de ordin principiar, față de proectul de lege. Istoricul viitorului îl vor interesa dorințele confesiunilor, pentru aceea arătăm aici punctele lor:

1. Bisericile pot susține, după necesitățile lor școli confesionale în număr nelimitat, de orice grad. Școlile conduse de căluguri cad sub același tratament ca celealalte școli confesionale.

2. Școlile confesionale existente azi toate sunt considerate ca publice. Cele ce se vor ridica după aceea, vor deveni publice după aprobarea ulterioară a ministrului. Aceasta aprobare nu se poate denega, dacă școala corăspunde prescriselor legii.

3. Conducerea nemijlocită a școlilor confesionale, administrarea acelora, e în dreptul bisericii care le susține. Guvernul are inspecția supremă, mai bine zis controlul din punctul de vedere al siguranței statului, dar îndrumarea pedagogică și disciplinară e a bisericilor, cari le susțin.

4. Școala confesională poate primi fără deosebire elevi de toate limbile și religiile. Părinții au dreptul să-și dee copiii în școlile de orice caracter.

5. Susținătorul de școală confesională are drepturile împreunate cu dreptul de publicitate și cu conducerea și administrarea; deci școlile susținute de el pot elibera certificat cu valabilitate la stat; examenele particulare, de admitere, de corigență, de diferență, susținătorul de școală le poate admite în competența proprie.

6. Planul de învățământ îl stabilește susținătorul de școală,

dar e dator să îmbrăţoşeze minimul planului de stat şi să-l prezinte ministrului spre aprobare.

7. Limba de predare a şcolii o stabileşte tot susţinătorul, dar fiecare susţinător de şcoală propune limba română în şcoala secundară în aşa chip, ca absolvind cl. VIII. secundară, fiecare elev să se poate exprima bine în scris şi cu graiul viu. Susţinătorul de şcoală nu poate fi obligat, să propună obiecte de învăţământ în altă limbă, decât în limba de propunere a şcolii. Examenul de admitere în cl. V. secundară, cum şi bacalaureatul, să se facă în limba de propunere a şcolii, prin corpul didactic al acesteia, în faţa unui comisar ministerial.

8. Angajarea puterilor didactice, afacerile disciplinare ale elevilor şi puterilor didactice, formează dreptul absolut al susţinătorului de şcoală.

9. Învăţătorii limbei române sunt datori în termen de 10 ani să-şi câştige calificaţie din aceasta specialitate. La funcţionarea profesorilor şi învăţătorilor noştri calificaţi nu e nevoie de nici un alt examen ori autorizaţie.

10. Ajutor corespunzător dela stat pentru şcolile confesionale.

11. Posibilitatea de a primi contribuţiuni şi taxe şcolare, dreptul de a primi ofrande şi din străinătate, afară de guvernele ori suveranii străinii; dela aceştia nu se poate primi nimic.

12. Credincioşii bisericilor, cari susţin propria lor şcoală confesională, nu pot fi obligaţi să contribue la susţinerea ori înfiinţarea şcolii de stat.

13. Restituirea edificiilor şcolare luate, indemnizarea corespunzătoare pentru imobilele şcolare luate ori, unde se poate, restituirea acelora.

Asupra acestor puncte, din tratativele amănunţite, grele, ale delegaţilor confesiunilor ardelene cu ministrul instrucţiunii şi cu organele de specialitate de aceluia a rezultat un proces verbal, în cadrele căruia însuş d-l ministru a coprins în 19 puncte modificările — numite de ministru concesiuni, ce sunt a se face proiectului de lege, în favoarea şcolilor confesionale.

In aceste puncte ministrul, ce-i drept, în parte a recunoscut justele dorinţe susarătate de confesiunilor, dar dorinţele admise au ajuns ciungărite în procesul verbal dictat de el; unele puncte, de ex. cel referitor la şcolile călugăreşti, în o formulare, care mai târziu a dat temeiu la explicaţii incorecte, odioase.

Dorințe esențiale, de ordin principiar, au fost iarăș respinse, așa dorințele juste referitoare la limba de propunere a școlilor, la examenul de bacalaureat, la elevii particulari. Dreptul nostru referitor la ajutor din partea statului, verbal l-a recuñoscut de repețite ori, dar la proces verbal nu a luat nimic referitor la aceasta. De dispenzarea credincioșilor bisericilor, susținătoare de școli, dela susținerea școolii de stat, de restituirea edificiilor școlare, de indemnizarea pentru imobile luate, ca de lucruri, cari nu-l privesc, nu a dorit să se ocupe.

Deși concesiunile ministrului au rămas mult în urma dreptelor revindicări ale confesiunilor, cele 19 puncte ale ministrului arătau totuș o îndreptare însemnată față de proiectul de lege și dacă s'ar fi luat conștiincios, consecvent, în proiectul de lege ca modificări, prin eliminarea măsurilor contrarii, înfirmate pentru aceste puncte ale proiectului, azi am fi în posesiunea unei legi dacă chiar nu mulțumitoare, dar în orice caz mai moderate, care, pelângă o executare cinstită ar asigura încâtva desvoltarea liniștită, pașnică a școlilor noastre.

Delegații pertractanți ai confesiunilor au semnat punctele ministeriale, dar numai condiționat. Condiția a fost, că protocolul numai atunci devine obligător pentru biserici, dacă sunt de acord Statul catolic ardelean, eparhiile ardelene reformată și unitară. Față de ministru era condiție, că cele 19 puncte le ridică la valoarea de lege, în forma cuvenită, prin corpurile legiuitoare; la aceasta d-l ministru s'a și obligat.

Corporațiunile bisericești, precum se știe, n'au găsit de mulțumitor coprinsul protocolului. Nu l-au putut găsi fiindcă, precum se poate constata și din scurta examinare de mai sus, concesiunile ministeriale stăteau departe de admiterea cuvenită a autonomiei școlare pe seama bisericilor. Deși cu mulțumiri au luat cunoștință de concesiuni, au trebuit să se lege și se leagă de asigurarea drepturilor lor școlare în legea ce este a se creia.

Aceasta au și adus-o la cunoștința guvernului întreg, în forma cuvenită, cerând și sperând continuarea tratativelor începute.

Ministrul nu numai că nu a reluat tratativele cu confesiunile, ci neînvrednicindu-le nici măcar de răspuns, la 2 Dec. a început desbaterea proiectului său școlar în Cameră.

Lăsând la o parte evenimentele în legătură cu desbaterea din Cameră, arătăm numai tristul rezultat. In lege nu s'au luat nici cele 19 puncte ale d-lui Anghelescu așa, cum au fost for-

mulate. S'au omis puncte esențiale ori au fost introduse în lege defectuos, scoase din înțelesul lor; de altă parte s'au aprobat prevederi ale legii, cari în mare parte infirmează și concesiunile acordate. Încât despre ajutorul din partea statului, legea observă o tăcere profundă.

Din cele de mai sus, și cea mai riguroasă examinare istorică n'ar putea decât să constate, că între biserici și guvern nu a survenit un acord *definitiv*, pentrucă ministrul instrucțiunii nu a fost dispus să iee în lege justele pretenții ale bisericilor, formulate cât se poate de moderat, ba nu a lăsat să se afirme în parlament nici punctele primite de d-sa în mod obligător.

În ce-și găsește, după acestea, explicația, pasul ministrul, că procesul verbal redactat asupra celor 19 puncte l-a trimis de urgență la Geneva la Liga Națiunilor, prezintând lucrul, că guvernul a ajuns de acord cu bisericile minoritare, mulțumind pretențiile acelora? De fapt așa este. Delegații bisericilor la Geneva au avut ocaziunea a se convinge personal la Secretariatul Ligii Națiunilor, că chestia învățământului particular a fost prezintată Ligii Națiunilor, ca aranjată în modul cel mai liberal, mulțumitor pentru confesiuni, din partea guvernului român.

Presimțirea confesiunilor nu a înșelat. Au simțit, că guvernul va prezinta înaintea Ligii Națiunilor tratativele avute, cum de fapt le a prezintat. Din justă precauțiune au căutat să contrabalanseze aceasta false prezintare, prin arătarea faptelor adevărate. Prin delegații lor, la 11 Dec., alăturea de un scurt memoriu, au prezintat Ligii Națiunilor hotărârile protocolare ale Statului catolic, ale eparhiilor reformate și unitare asupra celor 19 puncte ale d-lui Anghelescu. Din aceasta Consiliul Ligii Națiunilor poate constata fără orice îndoială, dacă se va ocupa în merit de chestie, că acordul nu a survenit, pentrucă promisiunile date în scris ale guvernului nu desființează prevederile ilegale ale legii asupra învățământului particular, drepturile școlare ale bisericilor nici pe departe nu au primit asigurare prin aceasta lege, prin urmare bisericile nu au putut fi mulțumite prin modificările promise, dar abia în parte executate de d-l ministru.

Lua-va oare Liga Națiunilor în desbatere meritorie lamentabila situație școlară a minorităților din Ardeal, în temeiul celor trei adrese ale noastre referitoare la legea învățământului particular? Și dacă da, ce șanse pot avea minoritățile etnice și naționale strâmtorate în tot chipul? La aceste întrebări poate va

da răspuns viitorul apropiat, să zicem: poate sesiunea de primăvară a Consiliului Ligii Națiunilor!

D-l Erik Colban, referentul Consiliului Ligii Națiunilor, înaintea delegaților bisericești, a dat expresiune convingerii, că guvernul român va satisface pretențiile bisericiilor și va aduce o lege mulțumitoare.

Aceasta încă nu s'a făcut, dar avem încredere în dreptatea cauzei noastre, francheța cinstită, a procedurii noastre ne îndreptățește la aceasta încredere. Nu ne descurajează nici raportul prezintat sesiunei din Decemvrie de către d-l Mello Franco, delegatul Braziliei. Precum au arătat-o temeinicile expuneri din »*Magyar Kisebbség*« dela 15. Ianuarie ale d-lui Dr. Arthur Balogh, teoriile d-lui Mello Franco referitoare la contopirea minorităților etnice, nu se pot susține juridicește; iar noi putem adăoga, că sunt în flagrantă contrazicere cu cele 14 puncte ale lui Wilson, în cari dreptul de autodeterminare al popoarelor formează ideea fundamentală, pacificătoare.

Știm bine, că guvernul nostru și-a dat silința să facă propagandă teoriilor lui Mello Franco chiar pe vremea discuției legii învățământului particular și nu e exclus, că în lege chiar în urma acestor teorii s'au redus la minim drepturile școlare ale minorităților. Cu toate acestea trebue să menționăm, că expunerile lui Mello Franco au îmbrățișat în general punctele teoretice de chestiei minoritare, dar deloc nu s'au ocupat de adresele noastre. Desbaterea acestora e datoria viitorului, independent de referatul d-lui Mello Franco. Orice ar fi, chestia minoritară progresează pe calea, pe care a pornit la primul congres din Geneva al delegaților celor patruzeci de milioane minorități ale lumei, și calea aceasta nu se poate sfârși, decât la linia deplinei recunoașteri a drepturilor minorităților.

La Geneva nu am retractat nimica și pentru Geneva nimic nu vom regreta!

Cluj, Ianuarie 1926.

Minderheiten in Jugoslavien.

Nova Europa ist eine der vornehmsten Zeitschriften Jugoslaviens, welche zweimal monatlich erscheint. Die Ideenwelt derselben ist *jugoslavisch* und ist gegen jedwelche „separatistische" Kulturbestrebung der südslavischen Stämme, da ihr Ideal die Entwicklung der einheitlichen südslavischen Nation ist. Mitarbeiter der Zeitschrift sind die hervorragendsten Vertreter der Wissenschaft, der Literatur, Politik, Kunst und Musik. Von den ausländischen Koryphäen bereichern dieselbe Scotus Viator, Stead und Benes mit Artikeln. Ein lebenskluger Gedanke der Zeitschrift ist, dass ihre Hefte je ein Problem behandelnde, fachtüchtige Artikel bringen. Die 2. Nummer, Buch XIII. vom 26-ten Jänner 1926 ist dem Minderheitsproblem gewidmet und teilen wir von den diesbezüglichen Abhandlungen den tiefgehenden Artikel *Dr. Ivo Kolbe's* wortgetreu mit, welcher jene Auffassung beleuchtet, die die liberalen Männer Jugoslaviens, in der jugoslavischen und allgemeinen Bewertung der Minderheitenfrage beseelt.

Es gehört viel Sachlichkeit und besonders viel Liebe dazu, um alles zu sehen und auch zu verstehen. All das jedoch, was bei uns vorgeht, zeugt weder von dem Einen noch von dem Anderen. Man frägt umsonst: Wozu war es notwendig, diese Leute immerfort herauszufordern und zu bedrohen, – sozusagen systematisch und sich auf etwaige Notwendigkeit und Zielgemässheit berufend! Andere, – nicht unserer Nation angehörige, – kennen diese Leute als »*Minderheiten*«. Gott strafe den, der dieses Wort erdacht hat!

Minderheiten sind die *Türken*. «*Politika*» erfand für dieselben folgendes Rezept: Man möge sie christlichen Missionären zuführen, damit diese sie taufen. Die Lösung der Frage ist somit in der Bekehrung zu suchen, das Übrige kommt dann von selbst; unsere Sprache werden sie schon erlernen, – falls sie dieselbe noch nicht beherrschen sollten – und dann werden sie schon die Unsrigen sein. Und die Anderen, – welche der Abstammung nach uns angehören, vollständig die Unsrigen sind, diese dort in den Kreisen: Bilet, Gata, Nevesinje und Trebinje, – was haben denn diese sich gegen uns vergangen? Auch sie sind Türken! Wie es scheint, erklärt dieses Wort alles und bietet für Alles eine Entschuldigung. Darum soll man sie den „Rächern der Freiheit" (ein solcher war auch Májó Vujevics) preisgeben, damit diese sie mit Messer und Gewehrkugel ausrotten. Und nachdem wir sie sodann gleich „Lämmern Gottes" als Opfer hingeworfen und dieses Opfer schon jedes Mass überschritten

hat und wenn hierauf der Ruf dieses Vorgehens die Grenzen unseres Landes überfliegt, dann werden wir darnach suchen, auf welche Weise wir auch die „Rächer" vertilgen könnnen. Und so wird dies der Reihe nach weiter fortgehen, denn es wird beständig eine Reserve Solcher vorhanden sein, wenn es nötig ist und wenn man die schon vollführten Barbareien vergessen haben wird. Dies ist ja unsere Methode. Dieses Vorgehen ist ja gut und von manchem Gehirn auch als richtig befunden. Es lebt in uns ausserdem noch eine grosse „Nationale Aufgabe": Unsere ganze türkische Minderheit muss auseinander gesiedelt, oder etwa mit trauriger Miene, ihre Mutter verfluchend, bis an die Grenze getrieben werden, wo man sie dann umarmt und ihr dann glückliche Reise wünscht – nach Kleinasien. Dies ist der Vorgang, der Zweck ist einfach und rentabel: Es wird den Schwindlern die Möglichkeit geboten das Vermögen der Übersiedelten zu brandschatzen. Eigenschaft des schriftkundigen und des schriftunkundigen Barbaren ist: enteignen, brandschatzen, ausplündern und besitzergreifen. Die hohe Staatsklugheit der Grossmächte und die Civilisationsträger derselben tun dasselbe, wenigstens scheinbar entlang der Kolonien – warum sollten es also unsere ländlichen und städtischen Bojaren nicht auch tun, welche den Talg und den Csevapcsicsa gerne essen und deren Nasenflügel erzittern, wenn sie ein fettes Frauenzimmer erblicken.

So steht die Sache mit den Türken. Wie sie mit den Bulgaren steht, wissen wir ebenso gut. Diese sind bloss „Bulgarasen", was bloss ein Synonim der Kacsáken, Banditen und Anhänger Protogerovs ist. Mit ihrer Benennung erleidet das Gesetz eine Schlappe. Man betrachtet sie nicht einmal als „Minderheit"

Es blieben noch die *Deutschen* und *Ungarn*. Diese sind solche Minderheiten, mit welchen ein Tauschhandel betrieben wird. Je nach dem Erfolge des Geschäftes werden ihre Schulen eröffnet oder geschlossen, ihre verschiedenen kulturellen und politischen Vereine aufgelöst oder geduldet, manchmal auch sogar unterstützt.

Eine solche Aussaat erbrachte auch die entsprechende Ernte: Das ungleiche und immerfort wechselnde Vorgehen der Machthaber gegen die eigenen Untertanen entrüstete auch die übrigen Staatsbürger und ebnet ein solches Vorgehen stetig den Weg solcher Überzeugung, welche weder der Civilisation entspricht, noch vernünftig und vom Gesichtspunkte des Fortbe-

stehens des Staates, politisch ist. Dies sind also die Beschreibung und Beispiele jener Methoden, welche in Südserbien zur Devise: „sie mögen sich fortpacken" führten, in der Herzegovina zu den niedergestochenen Opfern der „Rächer der Freiheit", in der Vojvodina aber zur Brandschatzung und Ausbeutung der Staatsbürger nichtslavischer Zunge. So war es gestern und ist es auch heute noch „zum Schutze der Staatsinteressen" besonders, falls Neuwahlen nötig wären – dann werden unsere Weisen alldies erneuern, nicht darauf achtend, dass sie gerade damit unser geistiges Unglück hervorrufen. Jene Unzufriedenheit der Seelen, – in welchen der Instinkt der atavistischen Bestialität der Blutdurst und die Rachsucht bereits entschlummert oder erstorben sind, – werden neuerdings zur rohen Selbstsucht führen, zu jener Selbstsucht, welche zweifellos das hervorragendste Abzeichen der menschlichen Eigenheit ist und zugleich auch die Basis der Bereicherung und der Vermögenausbeutung. Dieser Zustand, geschürt, oder geduldet von welcher Seite immer, konnte sich im Verlaufe der Geschichte der Menschheit nicht auf einen Ort beschränken, sondern breitete sich, in Gegenteil, nach allen Richtungen der ganzen denkenden Welt aus, um dann plötzlich in Wirksamkeit auszubrechen, gerade dann, wenn der primären Selbstsucht und den übrigen Eigenschaften des Thiermenschen nicht die genügend starke Autorität der moralischen Ventilation, oder die widerstehende Kraft und Macht der staatlichen, gesellschaftlichen Führer gegenüberstehen.

Dies sind also jene Epidemien, welche im siebenten Jahre der Entstehung und des Bestandes der jugoslavischen Nation, zur offenen und gewissenlosen Anratung der konfessionellen Bekehrung, zur Privilegisierung der „Rächer" zu ihren heldenhaften Angriffen, Morden und Plünderungen führten, denn „– es sollen ihrer Wenige sein, ... wir haben genug von ihnen gelitten, ... man muss der schwäbischen Macht, der ungarischen Herrschaft den Garaus machen – oder sie mögen sich hinauspacken!" Dies wird nicht blos empfohlen, man hört nnd liest es auch ... so kreisst diese jungfräuliche Nation.

Wir wehklagen. Ja, wir anerkennen es, jedoch müssen wir hinzufügen, dass wir deshalb auch nachdenken. Denn in dieser, im allgemeinen verworfenen Lage, einer solchen Lage, in welcher die moralischen Werte nicht abgetrennt werden von den Interessen der Selbstsucht, einer Lage, da wir jedem patriotischen

Lärm auf dumme Weise nachrennen; in dieser Lage ist etwas, was uns besorgt macht. Es ist etwas, was auch vor unseren geschlossenen Augen ein Bild vorschweben lässt, welches unser Herz zusammenschnürt und unsere Seele erbeben macht: und dieses Etwas heisst *Pogrom*. Dieses Wort ist übervoll mit solchen Visionen, welche alle Windungen der langen Entwickelung des menschlichen Gedankens schwarz färbten. Wie oft wiederholte sich dieses Wort im Verlaufe des Bestandes der Menschheit, einer langen Serie von Zeitaltern hindurch und wie oft klagten wir, dass es sich immer und neuerdings wiederholte? Doch denjenigen, welchen es möglich war, sich in diese betrübende Erscheinung zu vertiefen, gelang es nicht, sich davon freizumachen, jene Masse nicht zu besudeln, welche, – von gewissen geheimen Kräften geknebelt, – sich so gebärdete, als hätte sie keine eigenen Gedanken und nicht das ererbte und gebildete Mitleid für das Leiden anderer – zulassend dass eine gewisse, unsichtbare und versteckte Hand sie fortreisse, welche die Rettung der eigenen Macht in der Zerstörung des Besitzes Anderer und sein eigenes Prestige und eigene Bereicherung im Vergiessen unschuldigen Blutes sucht.

Und wenn wir mit diesen Gedanken erfüllt nun in den trauten Kreis unseres Häuschens zurückkehren und all das übersehen, was hier geschah und auch noch geschieht, wenn man auch fernerhin so umgeht mit dem öffentlichen Hab- und Gute, dasselbe so verteilt und so enteignet, wenn man so zerstört und nicht aufbaut, wenn man so dem Menschen, dem Bürger und dem Staatsangehörigen in seine Begriffe über Recht und Pflicht umwälzende Ideen mengt, dann – man möge es bedenken – muss ein noch viel grösserer moralischer und socialer Zusammenbruch über uns kommen, dann ist die Zeit nicht mehr ferne, wo jeder unsere Besorgnis begreifen und rechtfertigen wird. Wer aber wird die Rechnung dieses sündhaften Vorgehens und dieser groben Versäumnisse begleichen? Denn wie selten trifft der Instinkt der Masse das Richtige und wie viel öfter wird sie auf Unschuldige gehetzt? Wenn die These richtig ist, dass die Taten der Menschheit mit dieser selbst sich im Laufe der Jahrhunderte wiederholen, so ist die Antwort auf die Frage nicht schwer, wer das Kreuz für das Geschehene auf seinen Schultern tragen wird. Diesen Gedanken bis ins Unendliche zu erörtern ist, – unserer Ansicht nach, – ganz überflüssig, doch darum

ist es umso notwendiger bei dem Anderen stehen zu bleiben und dies bildet den hauptsächlichsten Gegenstand unserer Erörterungen. Denn wozu das fortwährende Hintanhalten mit der Wahrheit, warum die verschiedenen leeren Ausflüchte, wenn von uns die Rede ist, gleichwie von etwaigen Auserwählten? Diejenigen, welche in den Zahlen lesen können sagen, dass die „Minderheiten" ein Viertteil unserer Gesamtbewohnerschaft betragen. Dies zuerst. Zweitens leben dieselben in kompakten Ansiedlungen und zwar zumeist an den Grenzen unseres Landes. Ferner leben sie auf unseren fruchtbarsten Gebieten und schliesslich überragt ihre Mehrheit, betreffs ihrer höheren Bildung und dem Werte ihrer Tätigkeit sehr weit die übrigen Bürger unseres Landes. Es sind dies Daten, wenn auch keine vollständigen, jedoch genügende. Ausser alldem kommt die geografische Lage des Landes in Betracht und die grössere Zurückgebliebenheit desselben gegenüber seinen Nachbarländern, ferner muss noch in Betracht gezogen werden, dass unser Land eingekeilt ist zwischen die „guten Wünsche" dieser Nachbarn. Nicht wahr, dies wirkt einschüchternd? Wir anerkennen, es ist eine sehr geschmacklose Sache, doch müssen wir trotzdem in die Tiefe dieser Frage tatsächlich eindringen und dieselbe allseitig behandeln.

Wir haben diese Frage bisher immer übergangen, ja dieselbe nicht einmal aufgeworfen. Denn was bedeutet eigentlich in der Wirklichkeit der Ausdruck „Minderheit"? Wie viele gibt es denn unter uns, welche sich mit dieser Frage befassten, besonders in letzterer Zeit? Und sind überhaupt bloss zwei zu finden, welche auf diese Frage eine gleiche Antwort geben? Doch es ist dies auch gar nicht notwendig. Definitionen sind überflüssig. Wir wenigstens, suchen Einigkeit in den Ideen, d. h. richtiger: wir suchen ein einmütiges geistiges Reagieren, ein solches, gleichwie wenn in einer Gesellschaft ein Wort verlautet, oder es geschieht eine Bewegung, oder es wird ein Blick gewechselt und sofort entsteht in allen Anwesenden ein und derselbe Gedanke, oder drängt sich Allen gleichzeitig eine und dieselbe Frage auf. Unserseits suchen wir eher dies und eine derartige Einigkeit.

Das Wort: „Minderheit" bedeutet seinem Sinne nach eine zahlenmässige Minorität. Hier kann jedoch in dieser Frage nicht bloss von einer Zahl allein die Rede sein. Die Indier sind der Anzahl nach stärker als die Engländer, bedeuten jedoch in der

Auffassung der Menscheit trotzdem eine Minderheit. Demnach bedeutet weder die Mehrheit noch die Minderheit eine zahlenmässige Kraft, ebenso wie dies weder die konfessionelle, vielweniger noch die sprachliche zahlenmässige Differenz vertritt. In der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie wurden die Slaven als „Minorität" betrachtet, trotzdem sie in Wirklichkeit die zahlenmäs-ige Mehrheit bedeuteten, sie waren Minderheiten zufolge jenes untergeordneten Verhältnisses, in welchem sie den regierenden Deutschen und Ungarn gegenüber lebten. „Minderheit" bedeutet daher eine Unterordnung irgend einer Macht gegenüber und jede Unterordnung ist auch gleichbedeutend mit der Ungleichheit. In der Vorstellung erscheint die Minderheit vor uns gerade so, wie ein gefesselter Mensch mit der Geissel hinter dem Rücken, oder wie ein in das Joch geknechteter Mensch, — es ist dies jedoch eine Degradierung des Menschen. Und doch ist gerade darin der Kern der Sache: in der Achtung und Wertschätzung der Würde des Menschen. Denn, welcher Unterschied kann bestehen zwischen dem Jugoslaven, dessen Muttersprache die deutsche ist und demjenigen serbisch-kroatischer Zunge? Oder, um die Frage gründlicher zu stellen: Aus welchem Grunde und warum soll der Eine mehr, der Andere aber weniger Rechte besitzen? Wenn ihr sie betrachtet, z. B. in Kula oder Zombor, wo sie im hellen Sonnenlichte neben einander den Weizen ernten oder wenn man ihnen gleichmässig den Tribut an Steuern abnimmt, oder wenn sie Militärdienst leistend in Reih' und Glied nebeneinander vor euch vorüberziehen, — nimmt ihr dann etwa zwischen ihnen einen Unterschied wahr? Es besteht hier kein Unterschied! Und weiter: Wir haben unsere Staatseinigkeit begründet. Dieselbe besteht auch heute und ist zufolge des wissenschaftpolitischen Prinzipes auch lebens- und entwicklungsfähig. Diese Prämissen sind unbedingt notwendig, um das Gesetz über den Schutz der Einheitlichkeit des Staates moralisch motivieren zu können, um dasselbe auch zugleich zu verteidigen. Dies ist der Standpunkt; und die Überzeugung davon belehrt uns, dass wir mit der grösseren Masse des Volkes den Anfang machen müssen und zwar mit der quantitativen und auch der qualitativen Mehrheit. In dieser Beziehung und zwar bloss in dieser Beziehung, nur bezüglich dessen, was alles mit dieser Frage zusammenhängt: ist es möglich und begründet von einer nationalen Mehrheit oder Minderheit

zu sprechen. Hier tritt sodann zum erstenmal das Wesen der Demokratie vor uns, namentlich: Die Entscheidung der zahlenmässigen nationalen Mehrheit. Anders ist dies nicht möglich, weil es einzig und allein die wohlbegründeten Standpunkte sind, welche man verteidigen und auch mit voller Sicherheit verteidigen kann, welche die Welt in Bewegung setzen und denselben eine Rechtmässigkeit vor aller Welt verleihen. So wären wir eigentlich zum Kern der Frage gelangt, welcher uns diesmal interessiert. Natürlicherweise gibt es daher in Jugoslavien keine Türken, Deutsche und Ungarn – Minderheiten —, diese werden nur dann zu solchen, wenn sie sich gegen unser Staatsgefüge auflehnen, dasselbe zerreissen wollen oder dies erstreben. Zu Minderheiten können in diesem Sinne auch jene Stammteile der Serbo-Kroaten und Slovenen werden, welche mit derlei Wünschen gegen die wirkliche Mehrheit auftreten.

Jede Einheit wird einer bestimmten Ordnung gemäss aufgebaut und es beherrscht dieselbe ein gewisses System, welches die Einzelnen aneinander schliesst und deren Tätigkeit zum Wohle des Ganzen leitet. Die Einzelnen müssen einen Teil ihrer Selbstbestimmung dem Ganzen opfern und diese Aufopferung ist dazu nötig, sich selbst zu sichern, da doch der Einzelne sich nur so sichern und unversehrt seine eigenen Ziele zwischen den Grenzen des Ganzen erreichen kann, wenn er sich die Kraft und die Werte des Ganzen zu nutzen macht. Diese Grenzen sind ein Kompromissum zwischen dem Einzelnen und dem Ganzen, sie sind die Grenzen der unbegrenzten menschlichen Freiheit, die Ableitung der wilden Adern des Bergbaches in ein reguliertes, weites Becken, damit so alle zerstreuten Kräfte vereint zum Wohle des Ganzen ausgenützt werden. Dies wäre das Bild und sein Ebenbild müsste ihm gleichen: Die Aufsichnahme der Disciplin, die Einschränkung des eigenen Willens und der eigenen Freiheit geben auch sich selbst, sowie sich selbst zum Nutzen des Ganzen, dies alles muss den Nutzen erbringen, welchen bloss das Ganze erbringen kann und der zugleich ein Aequivalent ist für all' das, was der Einzelne zu Gunsten des Ganzen geopfert hat. Dies ist jener gesellschaftliche Vertrag, welchen die Geschichte ungeschrieben in das tiefste Innere des in der Gesellschaft lebenden Menschen hineingelegt hat, welcher heute in seinem Wirken um den stufenweisen Aufbau der Kultur, von der Gesellschaft des Lebensreiches abgelenkt wurde.

Dies alles erwägend, kommen wir zu der Folgerung, welche im Übrigen heute alle Köpfe erfüllt und zugleich auch das Herz der jugoslavischen Nation: *Für dieselben Pflichten, dieselben Rechte.* Dies ist das allgemeine Leitprinzip, die angeborene Auffassung unserer Nation, welche in ihr gestählt wurden dadurch, dass sie sich lange Jahrhunderte hindurch keinen fremden Gedanken, keiner fremden Erziehung und fremden Macht näherte. Die allgemeine Gerechtigkeit und die Gleichberechtigung für jeden fühlt der Sklave des Altertums und Mittelalters, am besten der Kmett-Bauer der Vergangenheit und Gegenwart, der Vermieter seiner geistigen und politischen Arbeitskraft. Unsere Nation, welche alle Arten des Sklaventums durchkostete, kann sich nicht solchen Ideen und Plänen annähern, welche die Staatsbürger in „Minderheiten" und „Mehrheiten" teilen. Das Gewissen der jugoslavischen Nation steht, schon auf Grund seiner Geschichte, im Gegensatze zu jedwelcher Degradierung des Menschen und jeder Rechtsschmälerung desselben, doch steht sie fest neben der vollständigen Gleichheit in Rechten und Pflichten und neben der kompromisslosen Gerechtigkeit jedermann gegenüber. Deshalb ist es eine grobe Verletzung der Gefühle unserer Nation, wenn man ihr Pflichten gegen etwaige „Minderheiten" aufbürdet, nämlich gegenüber unseren Mitbürgern nichtslavischer Zunge, weil ihr doch der Inbegriff „Minderheit" gänzlich unbekannt ist. Jene Aera, welche die Muttersprache als Heiligtum bewahrte, sich für sie jeder Versuchung und Verfolgung aussetzte und für sie auch ins Verderben kam, jenes Zeitalter, welches in diesem Glauben der Väter die einzige Basis seines Daseins und Fortbestehens sah, kann nicht willig und fähig sein, das Recht eines Anderen auf die eigene Sprache und den eigenen Glauben wegzunehmen. Es ist dies klar und überzeugend vor jedem, der es weiss, dass sich der menschliche Wert und das Wesen nicht ändert, selbst dann nicht, wenn man sie durch Apostel und Profeten jedwelcher Art zum heiligen Brunnen schleppen will und ändert sich auch dann nicht, wenn ihr die Möglichkeit geraubt wird, die Gründe des Wissens und der Kenntnisse in der Muttersprache zu erwerben.

Man muss hinabsteigen in die Tiefe jener Pfade, welche zu den tausendjährigen Vermächtnissen unserer Nation führen und man wird sehen, dass die Methoden und jenes Vorgehen, welches manche von uns, – häufig auch die Staatsmacht, sich

mit den Staatsinteressen identifizierend, – gegen die nichtslavischen Elemente unserer Nation zur Schau tragen und begehen, mit der Mentalität und dem Gewissen der serbo-kroatischen Nation im Gegensatze stehen, welche Nation, – hier numerisch die grösste, – unsere Rasse in Vereinigung brachte, den Kern des jugoslavischen Staates, dieses unseren Staates bildet, welchen sie erträumte, ersehnte, verkündete und auch erschuf. Auf Grund des unbestreitbaren Rechtes der Vereiniger unserer Rasse, der Werderufer und Sieger, verleiht unsere Rasse dem Staate den Namen, die Macht, den Geist und drückt demselben den Stempel ihrer Sprache auf und alldies muss sich durch unser öffentliches Leben, das Leben unserer Staatsbürger und unserer staatlichen Konstruktion im Inneren des Landes und auch ausser demselben äussern. Die Sache von diesem Standpunkte betrachtend, kann bei uns nur von jugoslavischen Staatsbürgern die Rede sein, von Bürgern der jugoslavischen Staatseinheit, von welchen wir die vollste und offene Liebe für die Einheit unseres Staates und ebenso für unsere ganze Nation fordern. Jeder andere Standpunkt und jedes andere Vorgehen kann in unserer noch unruhigen nationalen Seele zu unüberbrückbaren Zusammenstössen, Verstimmungen führen, während doch dieser Geist bei seinen Rasseneigenschaften, seine Liebe auch an die ganze Menschheit zu übertragen und zu überträufeln geneigt ist.

Soviel hier zur Beleuchtung und Erklärung dessen, was wir sagen wollen. Diejenigen, welche bisher zum Schutze der jugoslavischen Minderheiten ihr Wort erhoben, sind mit Hintergedanken oder Unverständnis vorgegangen. Sie wollten, oder konnten nicht alle Gründe und Erscheinungen antreten lassen, und kamen deshalb zu irrigen Folgerungen. Wenn sie alles vorgebracht hätten, so wären sie zur Einsicht dessen gelangt, dass derselbe Druck, dieselben Übel und Ungerechtigkeiten, dieselben barbarischen Methoden auch einem bedeutendem Teile der serbo-kroatischen und slovenischen Nation gegenüber Anwendung fanden, – und dann hätten sie hieraus gerechte Konsequenzen gezogen. Und auch heute, da ein gewisser neuer Nationalismus, ein gewisser Fascismus, gewisse militärische Ligen und Ähnliches, späte und unzeitgemässe Gewalt menschlichem Leib und menschlicher Seele antun, um einen Mussolini, Cankov, Pangalos, Horthy und ähnliches Gesindel (Celjad) um in der Macht und Gewalt zu halten, da wird jene Mehrheit in Zahl und Wert, – welche eine derartige Erniedrigung erdulden muss, – zur wahrhaftesten „Minderheit", in deren Interesse die ganze civilisierte Menschheit ihr Wort erheben müsste. Wenn

daher jemand in unserem Lande auf diese Weise seine Stimme zum Schutze der so gedeuteten Minderheiten erhebt, so können wir es ihm nicht übel nehmen und bleibt eine solche Verteidigung auch nicht isoliert, weil sich demselben Millionen jugoslavische Staatsbürger anschliessen, die es seit sieben Jahren mit Erbitterung betrachten, wie sich hierorts das persönliche Interesse und der Schutz der Parteiinteressen ansässig macht und wie sich diese Interessen über diejenigen der Nation und des Staates erheben.

Wenn man diese Probleme ohne Hintergedanken und Vorurteil in Betracht ziehen würde in solchen Ländern, wo auf Grund demokratischer Prinzipien regiert wird, so wären die sogenannten „Nationalen Minderheiten" nirgends auffindbar, solange sie sich nicht selbst in diese Lage brächten, bis sie nicht mit ihren Bestrebungen und ihrer Wirksamkeit den Fortbestand der Einheit innerhalb der gegenwärtigen Grenzen des Staates bedrohen.

Wie gesagt, sie kämen nur automatisch in Kollision mit der Mehrheit, welche unserem Staate ihren nationalen Stempel aufdrückte, zufolge ihrer tatsächlichen Kraft und Anzahl, sowie auf Grund der zwingenden Notwendigkeit des durch Jahrhunderte besiedelten Gebietes. In diesem Zusammenstosse käme dann die Mehrheit und Minderheit klar zum Vorschein. Einen anderen Fall giebt es nicht und es dürfte auch keinen geben.

Unserer Auffassung und unserem Standpunkte nach, welcher nach unserer Überzeugung richtig und gerecht ist, – giebt es in unserem Staate keine „Nationale Minderheiten." Unsere Nation kennt im Sinne ihres Gewissens und der Struktur ihrer eigenen Kultur, keine solche Minderheiten, welche in unseren Augen auch im übrigen so erscheinen, wie der Auswuchs einer fremden Kultur. Wir haben zwar Minderheiten, doch sind dies jene, welche gedemütigt wurden, weil auch bei uns die Idee der wahren Demokratie entwendet wurde, weil auch bei uns die Oligarchen die Devise auf ihr Banner schrieben: „Das Volk für die Macht" und auch bei uns wurde von dort die andere Losung abgelöscht: „Die Macht für das Volk". Die Mehrzahl der Nation, – nach Zahl und Kraft, – wird jedoch, unserer festen Überzeugung nach, den Modus finden, um sich von diesen zu befreien und ein auf demokratischer Basis aufgebautes Regierungssystem zu finden. Diese Regierung wird es dann jedem jugoslavischen Staatsbürger ermöglichen, sich in seinem vollsten Werte zu entfalten, in der Kraft ebenso wie im Inhalte, seine Sprache und die Erziehung seiner Familie im Hause, in Kirche und Schule bewahrend, um dann in Einheit mit uns allen, stufenweise an der Ausbildung des jugoslavischen Selbstbewusstseins und der Überzeugung zu arbeiten, dass der jugoslavische Staat fortbestehen muss, sowie an der Entfaltung jener Kraft, welche sich auf dieses Selbstbewusstsein und diese Überzeugung stützt.

Pétition des Colons Hongrois du Banat et de la Transylvanie.

„L'affaire des colons de race hongroise du Banat et de la Transylvanie est revenue devant le Conseil, dans sa séance du 5 septembre 1925, après avoir fait l'objet d'un examen approfondi du Comité du Conseil composé des représentants du Brésil, de la Grande-Bretagne et de la Suède. Le représentant de la Roumanie, M. Titulesco, a exposé devant ce Comité et devant le Conseil le point de vue du Gouvernement roumain.

Les pétitionnaires font la requête suivante :

Genève, le 18 février 1925.

A son Excellence,
Monsieur le Président du Conseil de la Société des Nations,
Genève.

Monsieur le Président,

La guerre mondiale a eu pour résultat, entre autres, d'avoir mis à l'ordre du jour la question de la réforme agraire dans les pays orientaux de l'Europe.

Le peuple roumain de la Transylvanie a demandé à l'Assemblée nationale de Gyulafehérvár, dans l'alinéa 5 de l'article III de ses Résolutions, que les grandes propriétés fussent diminuées selon les nécessités, que les fidéicommis fussent abolis et que de cette manière l'agriculteur fût mis en mesure d'acquérir une propriété (labour, pâturage, forêt) d'une étendue suffisante pour l'entretien de sa personne et de sa famille.

Nous, soussignés, sommes tous agriculteurs ; aucun d'entre nous ne possède plus de terre qu'il n'en peut cultiver avec sa famille, puisque la propriété de chacun de nous ne dépasse pas 24 jugars cadastraux, soit 13.8 hectares.

Nous, n'avons pas pensé que notre petite propriété pût être diminuée à une époque où la reforme agraire bat son plein et où tous les agriculteurs reçoivent de la terre.

Le premier gouvernement roumain dans l'esprit des Résolutions de Gyulafehérvár, a élaboré le premier décret-loi concernant la réforme agraire, décret qui fut sanctionné par le roi, et qui ne contenait pas encore de mesures spoliatrices à notre égard.

Cependant, lorsque l'intolérance nationale triompha, elle nous frappa d'un coup désastreux, nous qui faisons partie d'une

minorité nationale. A l'époque de la réforme agraire, elle édicta des lois qui nous ont enlevé entièrement notre petite terre, ou qui, par une mutilation considérable de celle-ci, ont mis en question notre existence matérielle.

C'est pour cette raison que nous, soussignés, colons hongrois, habitants des villages-colonies suivants:

Babşa (Babsa), Balinţ (Ujbálincz), Bodofalva (Nagybodofalva), Cara (Kolozskara), Detrehem (Felsődetrehem), Ferihaz (Féregyháza), Ludoşul-Murăş (Marosludas), Mănăştur (Bégamonostor), Moşniţa (Mosnicza), Târgoviste (Vásáros), Viţa (Vicze), Zentanouă (Ujszentes).

présentons nos plaintes au Conseil de la Société des Nations, en demandant tout aussi bien en notre propre nom qu'au nom de tous les colons hongrois et de leurs familles des 24 autres villages-colonies situés dans le Banat et dans la Transylvanie, et qui comptent à peu près 24.000 âmes, la constatation et la réparation des injustices commises à notre égard.

Avant d'exposer dans le détail les dispositions abusives des lois dont il s'agit, qu'il nous soit permis de faire connaître les antécédents historiques de notre situation actuelle.

L'ancien Gouvernement hongrois a inauguré, dans les dernières années du XIXe siècle, une politique de colonisation intérieure. Cette politique visait un double but: d'une part, elle désirait livrer à l'exploitation agricole des territoires d'une grande étendue appartenant au Trésor public et propres à l'exploitation agricole, mais couverts de forêts ou insuffisamment défrichés; d'autre part, elle voulait rendre une partie de ces territoires au peuple hongrois qui, avant d'être décimé et chassé par trois siècles de conquête turque, avait vécu sur les lieux en question pendant de longs siècles.

Il ne nous appartient pas d'examiner, d'un esprit critique, si cette politique de l'Etat hongrois était bonne, légitime et juste. Nous n'y voyons aucun mal.

Ainsi, en 1888, le Gouvernement hongrois décida le défrichement de 21.600 jugars cadastraux de forêts dans la vallée de la Béga; pour la plupart agriculteurs sans terre, ou possédant tout au plus des propriétés dites „naines", nous achetâmes alors à l'Etat hongrois des terres à défricher et à essoucher au prix du marché et nous remplîmes nos obligations assumées dans les contrats individuels.

Des imprimés semblables à celui qui se trouve annexé en original et en traduction française (Annexe A et B) gardés soigneusement par chaque colon comme une relique depuis vingt ans, contiennent les clauses juridiques des contrats individuels de notre colonisation.

Les originaux de ces contrats, signés individuellement, sont conservés au bureau de l'Administration des biens-fonds de l'Etat à Arad, leurs copies se trouvent aux bureaux des livres fonciers respectifs, car, en vertu de ces contrats, nous étions devenus propriétaires inscrits sur les livres fonciers.

Nous n'osons pas, par peur de trop allonger notre exposé, entrer dans le détail de la manière dont nous nous sommes aquittés de nos obligations, mais nous croyons devoir mentionner que nous avons continué, vis-à-vis de l'Etat roumain, à payer la rente que nous avions assumée. D'ailleurs, l'Etat roumain a accepté ces payements sans observation et les a portés à notre crédit dans nos livrets d'amortissement.

Nous savons, d'autre part, que notre établissement dans ces régions n'a point porté préjudice à la population roumaine de cette contrée. Nous avons, bien entendu, des plaintes formulées aux anciens conseils départementaux par les chefs politiques roumains, mais nous savons aussi qu'en vertu de l'Ordonnance No 49494 – 1892, du Ministre de l'agriculture hongrois, les villages roumains voisins des colons ont reçu des pâturages dont ils avaient besoin ; comme prix de fermage, ils n'avaient à payer, généralement, que deux couronnes par jugar cadastral et par an.

Par exemple, les villages suivants ont reçu des terres dans ces conditions favorables (le chiffre mis entre parenthèse indique le nombre des jugars cadastraux) : Kutina (626), Fadimák (425), Bálincz (102), Nevrincsa et Klicsova (197).

Depuis notre établissement dans notre région sous le régime hongrois, 53 villages roumains ont reçu à un prix de fermage modique des terres appartenant à l'Administration des biens-fonds de l'Etat de Lugos.

Lórs de l'avènement du régime, ces 53 villages détenaient 12.129 jugars cadastraux de terres affermées et payaient la somme de 49.781 couronnes, soit 4 couronnes 10 fillers par jugar cadastral.

Avec nos voisins roumains, nous avons toujours vécu en parfait accord, et nous pouvons affirmer sans vouloir nous vanter

que nous leur avons appris pas mal de procédés de bonne exploitation.

Nous n'avons aucunement empêché leur enrichissement matériel ; au contraire, par notre exemple, nous y avons contribué. Mais d'ailleurs, quel que soit l'effet de notre établissement dans ce pays, quand bien même il aurait porté préjudice à la population roumaine, la responsabilité en incomberait à d'autres, et non pas à nous. Une chose est certaine, c'est qu'aucun pouvoir public ne peut être autorisé à provoquer notre ruine matérielle pour des raisons politiques, surtout pas à un moment où, aux termes de la loi de réforme agraire, les prétentions de la population roumaine trouvent une satisfaction illimitée, sans qu'il soit besoin de confisquer nos petites terres.

Voici encore un fait qui éclairera le tableau de notre situation.

Comme il ressort du § 26 de l'Acte de colonisation (modèle de contrat de colonisation) (Annexe A et B), la répartition des nouvelles colonies une fois terminée et la première annuité payée, l'Etat hongrois aurait été obligé, aux termes de l'article 16 de la loi V de 1894, de porter notre nom sur le registre foncier et de nous rendre ainsi propriétaires inscrits sur le registre foncier. Dans un petit nombre de villages, cela s'est passé de la sorte. Cependant, dans la plupart des communes, à cause d'un retard administratif, l'inscription n'eut lieu qu'au printemps 1919, lorsque les autorités hongroises travaillaient encore ici sous le contrôle des troupes d'occupation françaises.

Cette circonstance a eu pour beaucoup d'entre nous — comme nous allons le voir — des conséquences fatales, encore qu'aucun de nous ne puisse être accusé d'incurie ou d'omission.

Mais passons maintenant aux dispositions abusives des lois en question. Il s'agit de deux lois.

L'une de ces deux lois a paru dans le *Journal Officiel* (No 93, année 1921) ci-joint, sous C) en original et sous D) en traduction française ; c'est la loi concernant la réforme agraire générale. L'autre a été publiée au même endroit (No 172, année 1921) ; elle est ci-jointe sous E) en original et sous F) en traduction française ; nous l'appelons communément «la loi spoliatrice des colons».

Dans la loi concernant la réforme agraire générale, l'art. 10 lèse particulièrement nos intérêts.

Cet article énonce que «les propriétés des colons établis

après le 1er janvier 1885 seront expropriées dans leur intégrité jusqu'à la mesure des lots de terre dus aux ayants droit énumérés dans l'art. 86.»

Le renvoi à l'article 86 est erroné. C'est l'article 92 qu'il faut lire.

Le décret portant règlement d'exécution, publié dans le *Journal Officiel* No 79, du 12 juillet 1922, ajoute à ce chapitre les remarques suivantes : «Aux termes de cet article, est qualifiée colonisation toute répartition de terres qui a eu lieu à l'exclusion de la concurrence libre, fût-ce au profit de personnes venant d'autres contrées ou de la population régionale. Cette disposition n'est pas applicable aux terres de colonisation passées en possession de tierces personnes autrement que par voie de succession.»

Les 24 villages-colonies en question ont été créés tous, entièrement ou tout au moins en partie, après 1885.

Selon cet article et le décret portant règlement d'exécution on peut, sous prétexte de «réforme agraire», exproprier, de nos terres de 16 à 24 jugars cadastraux, une portion telle qu'il ne nous reste que le «lotul-tip» (propriété normale) fixé pour notre région, soit 1 à 7 jugars cadastraux.

L'art. 50 de cette loi générale sur la réforme agraire établit le montant de l'indemnité. Aux termes de cet article : «L'indemnité à payer pour la terre expropriée sera établie par jugar cadastral, selon les branches de culture et la qualité de la terre. La base de calcul est fondée sur : le prix des terres dans cette région en 1913, les salaires qu'on y payait capitalisés à 5 %; les estimations faites par les banques, le bénéfice net inscrit sur le cadastre, l'impôt foncier et tout autre impôt des cinq dernières années précédant 1913. Néanmoins la somme de l'indemnitè ne peut pas dépasser le prix normal de l'année 1913. Le calcul se fait en lei. A l'établissement de l'indemnité, le lei est considéré comme équivalent á la couronne. Sont exceptées les terres destinées à la formation ou à l'agrandissement de pâturages communaux dont l'indemnité sera calculée de façon qu'un lei équivaille à 2 couronnes.»

Aux termes de cet article de la loi, la valeur or de 1913 de notre terre expropriée est calculée en valeur lei papiermonnaie.

Un exemple montrera ce que cette évaluation signific pour nous.

Sous G) nous présentons un tableau récapitulatif des don-

nées concernant la village-colonie de Moşnita. A Moşnita la colonisation a eu lieu en 1903 et l'on a créé 110 colonies, chacune avec 24 jugars cadastraux.

En outre 10 colons-ouvriers ont reçu chacun 4 jugars cad. et 90 ouvriers de fabrique ou autres chacun $1^1/_2$ jug. cad. près de la banlieue de Temesvár.

Le prix d'achat des colonies était de 7940 couronnes.

Sur cette somme chaque colon avait dû verser 1000 couronnes dès avant le tirage au sort, laquelle somme représentait généralement le prix de vente de la petite terre qu'il possédait auparavant ou le total de son héritage. Pour le restant de la somme, il devait payer dans la première année $2^0/_0$, dans la deuxième $3^0/_0$ d'intérêt; dans les années suivantes l'annuité de 323 couronnes 06 fillers à titre d'amortissement et d'intérêt.

La plus grande partie des colons a amorti sur le prix d'achat totat de 7940 couronnes 5560 couronnes sous le régime hongrois, 1292 couronnes sous le régime roumain; le restant est de 1088 couronnes. Même le plus mauvais payeur a versé 2355 couronnes or.

Chez nous, selon les données de la Bourse de marchandises en l'année 1903, le prix moyen du blé était de 16 couronnes par quintal. Dès lors en versant 1000 C. or après le tirage au sort, les colons de Mosnita ont versé à la Caisse de l'Etat la valeur de $62^1/_2$ quintaux de blé. Depuis lors, jusqu'en 1918 même ceux qui ont payé le moins ont amorti annuellement 100 C. en moyenne, soit 1500 C. or, en tout 2500 C. or.

Comme, entre 1903 et 1918, le prix moyen du froment était de 21 C., ils ons versé depuis 1903 en amortissement la valeur de 76 autres quintaux de blé – au total la valeur de $138^1/_2$ quintaux de blé en dehors des intérêts ponctuellement payés.

Aujourd'hui, le froment étant coté à Bucarest 1250 lei le quintal, cette valeur représente environ 173,125 lei en moyenne 7213 lei par jugar cadastral. Or, à l'expropriation, on a fixé comme indemnité 1000 lei par jugar cadastral, ce qui veut dire qu'au colon qui a versé la moindre somme à titre d'amortissement, on enlève six septièmes de son capital investi, sans compter son travail d'amélioration.

Les colons qui s'étaient empressées d'aquitter au plus vite, subissent des dommages beaucoup plus considérables encore; le calcul que nous venos de faire le montre suffisamment.

Encore est-il que l'indemnité minime accordée par l'Etat roumain pour les terres expropriées n'est pas payée au comptant, mais en bons d'Etat intransmissibles et sans valeur réelle sur le marché.

Au moment où d'autres agriculteurs reçoivent des fortunes pour rien ou pour des prestations minimes, la même loi sur la réforme agraire détruit notre fortune, bien que nous n'ayons pas reçu ces terres en cadeau; nous les avons achetées au comptant, soit dans des conditions favorables. Mais si les conditions favorables suffisent à créer un titre à l'abrogation des conséquences juridiques des obligations civiles, comme toute la réforme agraire roumaine, en cours d'exécution, produit des résultats de cette nature, la notion du droit de propriété tombe dans un état de complète obscurité.

L'autre loi est la loi dite «loi spoliatrice des colons».

Nous avons dit que l'Etat hongrois, dans la plupart des cas, n'a fait inscrire individuellement les colonies au nom des colons sur les registres fonciers (art. 16, loi V ex 1894) qu'au printemps 1919.

Lorsqu'au mois de mai 1919 les Roumains prirent chez nous le pouvoir en main et que les pouvoirs publics furent exercés par des fonctionnaires roumains au nom du Gouvernement roumain, nous étions déjà inscrits sur les registres fonciers; c'était d'ailleurs notre droit incontestable.

Les organes du pouvoir public roumain ont intenté des procès contre nous devant des tribunaux roumains afin d'établir si nos noms ont été inscrits sur les registres fonciers dans les formes légales.

Cependant, comme il était manifeste pour tout juriste que notre inscription avait été effectuée sur la base d'un droit acquis depuis longtemps, et incontestable aux termes des anciennes lois, le Gouvernement Averesco, dans son parlement sans opposition, a fait voter la loi publiée dans le No 172 de l'année 1921 du *Monitorul Oficial*, aux termes de laquelle les bureaux des livres fonciers ont pu et dû radier nos noms sans procédure, et réinstaurer dans le registre foncier le droit de propriété de l'Etat concernant nous immeubles.

En effet, cette loi déclare nul et non avenu tout acte juridique passé *après* le 1er décembre 1918, soit par le Gouvernement hongrois, soit par ses organes, soit par toute autre per-

sonne ou organe, si cet acte a été passé à l'exclusion du ministre tout compétent du Gouvernement roumain. En outre, a été déclaré nul et non avenu acte juridique passé même *avant* le 1er décembre 1918 et exécuté dans les formes légales, mais non inscrit sur le registre foncier jusqu'au 1er décembre 1918 ou dont l'inscription sur le registre foncier a eu lieu sans autorisation ou avec une autorisation autre que celle du ministre compétent du Gouvernement roumain ou celle du Conseil des ministres. En conséquencs la loi déclare que tous les immeubles qui ont été inscrits individuellement, non par le régime roumain, mais sur le registre foncier seront restitués à l'Etat exempts de toute charge sans que l'Etat soit obligé de payer une indemnité quelconque.

Cette loi annule notre droit de propriété incontestable et acquis depuis plusieurs dizaines d'années et cela sans aucune indemnité pour la raison unique que l'inscription a eu lieu.

Les jurisconsultes roumains les plus distingués n'ont pas voulu croire que pareille chose pût arriver dans un Etat constitutionnel. Ils s'efforçaient de montrer que cette loi ne pouvait être appliquée qu'en cas de fraude. Mais cette interprétation a dû s'incliner devant le texte formel de la loi et devant son application impitoyable.

En effet, la loi contient même des dispositions relatives aux actes juridiques passés entre le 18 octobre 1918 et le 1er décembre 1918, encore que la légitimité du régime hongrois n'ait même pas été mise en question à cette époque.

La loi déclare au sujet de ces actes juridiques, que ceux qui ont été passés au cours de cette période par le gouvernement hongrois ou par ses organes, fussent-ils inscrits ou non sur les registres fonciers, sont nuls et non avenus et qu'ils restent tels, si conformément à l'art. 2 du décret No VII-1919 du Conseil de gouvernement ils n'ont pas été, jusqu'au 30 juin 1920, portés à la connaissance du Gouvernement roumain et ratifiés par celui-ci.

Ainsi la loi présume le contrat préjudiciable à l'Etat roumain et l'invalide, si la présomption n'est pas réfutée. Cependant la loi n'admet la voie de recours que pour ladite période de 1918, ce qui prouve qu'en ce qui concerne les immeubles inscrits après le 1er décembre 1918 sur le registre foncier, elle entend abroger sans condition le droit de propriété déjà acquis.

Après avoir pris connaissance des textes des deux lois susmentionnées, nous avons d'abord, en sujets loyaux, et par la voie de la presse, attiré l'attention sur la situation affreuse où nous ont fait tomber la mauvaise foi et l'ignorance juridique de quelques législateurs, mais plus tard nous avons décidé d'aller réclamer en personne auprés du Gouvernement et des deux Chambres la modification de ces lois, en montrant notre situation sous sa vraie lumière.

En avril 1922 nous nous présentâmes chez le Président du Sénat qui nous promit des réparations ; chez M. Orleanu, Président de la Chambre des Députés, qui déclara qu'il considérait l'art. 10 de la loi générale sur la réforme agraire dans sa forme actuelle comme une mesure démagogique qui doit être amendée.

Nous nous présentâmes ches M. Constantinesco, Ministre de l'agriculture, qui nous a déclaré qu'il jugeait impossible qu'on nous enlevât une portion de propriétés aussi petites que les nôtres. Et enfin nous avons déposé notre mémorandum au cabinet de Sa Majesté, puisqu'une audience ne nous a pas été accordée vu l'absence de Sa Majesté.

Nous avons donc fait tout notre possible pour obtenir la réparation du tort qu'on nous a fait. Tout a été inutile, hélas, car en automne 1922 l'expropriation effective a commencé sur la base des lois mentionnées ci-dessus.

Les commissions cantonales, appelées à juger en premier ressort sur les affaires d'expropriation, ont pris les décisions les plus diverses.

Il y en eut – par exemple à Lugoj – qui declarèrent n'avoir rien à exproprier, le droit de propriété ayant été, pour les terres de tous les colons, retransféré au profit de l'Etat sur les registres fonciers. Ailleurs, on a jugé individuellement chaque cas et laissé 1 à 7 jugars à toute personne ayant figuré sur le registre foncier avant les radiations. Ce fut le cas à Moşniţa.

Dans d'autres cas, sans prendre en considération le nombre des personnes ayant figuré sur les registres fonciers, on a laissé, non pas à chaque colon, mais à chaque famille de colon, le lot-type, c'est-à-dire le terrain de 1 à 7 jugars dû à un prétendu ayant droit.

Les commissions agraires de seconde instance (commisions départementales) ont agi avec plus d'uniformité et suivi partout le principe de l'expropriation individuelle.

Pour certaines communes, la commission de seconde instance ne s'est pas encore prononcée. Mais là où la décision de la seconde instance a été rendue, comme à Moşniţa, Ferihaz, Recas, etc., les colons durent peu après quitter leurs terres et celles-ci furent distribuées aux ayants droit roumains de la localité ou des localités voisines.

Dans ces conditions, nous avons attendu avec une émotion compréhensible la décision de la troisième instance, qui a déjà été prise, en effet, pour deux communes, Ludoşul-Mureş et Zentanouă. Nos espoirs ont été vains. La troisième instance n'a laissé également à chaque colon que le tot-type, c'est-à-dire 1 à 7 jugars de terre.

Nous ne pouvons pas produire ici les décisions de la troisième instance car elles ne nous ont point été communiquées. Par contre, nous pouvons nous en rapporter à M. Cipoianu, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'agriculture, qui nous a déclaré que dans toutes les communes, les colons ne garderont chacun que le lot-type, c'est-à-dire 1 à 7 jugars de terre.

Ayant appris ainsi de source officielle la décision cruelle prise à notre égard, et attendu que dans deux communes l'affaire a été réglée déjà en fait suivant ce principe nous ne pouvons plus mettre notre espoir qu'en la pitié de la Société des Nations à notre égard, pitié qui la déterminera, nous l'espérons à demander à notre Gouvernement d'user aussi vis-à-vis de nous de l'esprit de la justice et du principe de l'égalité devant la loi.

Avant de terminer notre requête, nous devons encore appeler l'attention sur deux faits.

1o) En dressant la liste des ayants droit, on a déjà commis une injustice envers nous. Au début, on a omis nos fils de la liste en donnant comme justification que, nous autres pères, nous possédions des terres. El maitenant, nous voilà dépossédés de la majeure partie de nos terres, de sorte que dans beaucoup de familles la part d'un enfant ne dépassera pas un jugar. On a bien dressé, dans quelques endroits, une liste supplémentaire, mais dans de nombreuses communes ce n'est pas le cas ; la liste supplémentaire, a été établie d'une façon tout à fait arbitraire.

2o) M. Constantinesco Ministre de l'agriculture, a fait, dans la séance du 10 novembre 1923, du Sénat, la déclaration suivante : «Nous avons retenu des terres expropriées en Transylvanie, dans la zone s'étendant de Temes-Torontál par Arad

jusqu'à Szatmár, pour y établir des Roumains vivant au-delà de nos frontières et sur nos montagnes neigeuses. Je pense en effet, que ces terres expropriées doivent revenir à ceux qui représentent le berceau du nationalisme roumain.«

Les paroles de M. le Ministre de l'agriculture furent naturellement applaudies. Ont applaudi aussi ceux d'entre les sénateurs qui avaient voté l'article 10 de la loi agraire, article qui ordonne l'expropriation de nos terres; ils ont trouvé une justification dans le fait que les Gouvernements hongrois nous avaient donné des terres dans la proximité des communes habitées par des Roumains.

La colonisation annoncée par M. Constantinesco, Ministre de l'agriculture, a, en effet, commencé et dans les comitats mentionnés, habités par des Hongrois, on attribue aux Roumains des terres de 16 à 20 jugars et plus, alors qu'on nous enlève les terres achetées et payées entiérement ou en grande partie par nous. La seule explication que nous puissons trouver c'est pue notre Gouvernement nous considère, nous, appartenant à la minorité hongroise, comme des citoyens de second ordre, dont les intérêts viennent après ceux des personnes de race roumaine.

Nous avons tout essayé pour convaincre notre Gouvernement. N'ayant obtenu aucun résultat dans notre pays, nous nous sommes permis, tout en protestant de notre entière fidélité envers notre Etat, de venir devant la Société des Nations et d'élever ici notre voix.

Nous demandons qu'elle soit entendue enfin.

Vu que notre expulsion de nos terres est en cours, ou tout au moins imminente, vu par conséquent, l'extrême urgence de l'affaire et le péril en la demeure, nous nous permettons de formuler en même temps la demande de bien vouloir traiter notre affaire comme extrêmement urgente, conformément aux dispositions spéciales de la résolution du Conseil du 27 juin 1921, et de bien vouloir, en outre, inviter le Gouvernement roumain, dès la prochaine réunion du Conseil, à surseoir sans retard à tous les délais d'expropriation et d'éviction des colons jusqu'à la sentence de la Société des Nations, éventuellement sur arrêt de la Cour permanente de Justice internationale, au sujet du fond de cette affaire.

(Signé) JULES TORNYA,
Avocat à Ciacova, en Roumanie.

Au nom des colons hongrois des villages-colonies de Babşa (Babsa), Balinţ (Uj-Bálincz), Bodofalva (Nagybodófalva), Cara (Kolozskara), Detrehem (Felsődetrehem), Feriház (Féregyháza), Ludosul-Murăş (Marosludas), Mănăştur (Bégamonostor), Moşniţa (Mosnicza), Târgovişta (Vásáros), Viţa (Vicze), Zenta-nouă (Ujszentes), dont les signatures authentiques se trouvent sur les procurations ci-jointes.

La demande ci-dessus est appuyée par le Parti Hongrois de Roumanie ainsi qu'il ressort de la procuration donnée à M. l'Avocat Tornya, également ci-jointe.

En réponse aux plaintes de colons, le Gouvernement roumain a fait remarquer que, tandis que les colonisations faites avant 1885 avaient pour but la mise en valeur des régions manquant de bras, celles qui ont été faites après cette date n'avaient pas un but économipue et privaient de la possibilité d'acquérir de la propriété une population agricole considérable qui manquait complètement de terrains de culture. Le résultat de ces colonisations a été qu'au moment de l'application de la réforme agraire roumaine dans les régions où cette colonisation avait eu lieu, il y avait, d'une part, de nombreux colons possédant des superficies variant de 15 à 25 jugars et, d'autre part, des paysans autochtones privés de terres et vivant dans le plus complet dénuement. La stipulation de l'article 10 de la loi agraire pour la Transylvanie a donc été nécessaire parce que, malgré l'expropriation de la grande propriété, il n'y avait pas dans la région des colonies en question une superficie suffisante pour satisfaire le droit de tous ceux qui étaient appelés à bénéficier de l'expropriation. Le Gouvernement roumain a ajouté que, pour l'attribution des lots formés avec les terres expropriées, soit aux grands propriétaires, soit aux colons, il n'était fait aucune distinction quant à la nationalité des bénéficiaires.

En ce qui concerne la loi sur l'invalidation des actes relatifs aux biens dans les territoires rattachés à la Roumanie, le Gouvernement a affirmé qu'elle n'avait affecté en rien la situation des colons qui avaient acquis leurs biens d'une façon régulière et pouvaient prouver qu'ils ont acquitté leur annuité aux organes compétents. Ce sont donc les acquisitions irrégulièrement faites qui ont été revisées et annulées conformément aux dispositions

de la loi sus-mentionnée. Ces annulations n'ont entraîné aucune dépossession, de 1918 à 1925, date à laquelle les pétitionnaires ont porté plainte.

De l'examen du tableau statistique fourni par le Gouvernement roumain, il ressort que le nombre de colons intéressés est de 2.300 environ. La surface totale des colonies en question est de 42.000 jugars. De cette surface on a exproprié et on se propose d'exproprier, en vertu de l'article 10 de loi sur la réforme agraire, en tout 24.000 jugars, soit environ 60% de la surface totale. Le prix d'achat total (sans intérêt) des colonies, d'après les contrats, est 11,300.000 couronnes hongroises. Les colons devaient payer à partir de la troisième année pendant cinquante ans (dans certains cas, dans un délai plus court) une somme annuelle pour l'amortissement du capital et l'intérêt. Pendant les premières années, ces versement annuels ont consisté surtout en intérêt, et seulement une somme relativement faible a représenté l'amortissement.

M. Titulesco a expliqué devant le Conseil qu'à supposer que les colons aient payé en or leurs annuités juspu'à 1918, et en monnaie dépréciée le restant du prix, ils auraient payé en tout 1,670.000 couronnes, le prix total des colonies étant de 11,300.000 couronnes. Le Gouvernement roumain considère que les bâtiments, construits en grande partie par l'État hongrois, et que les colons ont gardés, doivent bien valoir, même sous-estimés, 1,400.000 couronnes qui additionnées aux 300.000 francs or qu'ils ont reçus du Gouvernement roumain comme indemnité pour la terre qui leur a été expropriée, forment une contrepartie égale, sinon supérieure, aux 1,670.000 couronnes payées par eux.

Finalement, le tableau préparé par le Gouvernement roumain montre que l'application de l'article 10 de la loi agraire laisse aux colons expropriés une étendue de terres supérieure, parfois même de beaucoup supérieure, au lot-type de la région, à savoir au lopin de terre alloué par les autorités de la réforme agraire aux ayants droit, fussent-ils roumains, qui habitent les vingt-six villages-colonies. Les colons expropriés sont laissés en possession de leurs maisons d'habitation, leurs plantations et toutes les installations de la ferme. Un nombre considérable (1.314 sur un total de 6.303) des ayants droit auxquels la terre expropriée est distribuée, est contitué par des personnes appartenant aux familles des colons.

En outre, le Gouvernement roumain a fait examiner la situation de chaque colon au point de vue de l'accomplissement de toutes ses obligations sous son contrat. Il ressort de cet examen qu'un nombre considérable de colons pourraient être entièrement privés de leurs colonies (avec les maisons et autres installations), si le Gouvernement exerçait contre eux le droit de rachat tel qu'il a été établi dans les contrats. Ces contrats rédigés par l'ancien Gouvernement hongrois contiennent en effet des conditions extrêmement dures pour les colons et offrent au Gouvernement maintes occasions d'exercer vis-à-vis du colon ce droit de rachat qui, dans les circontances actuelles, priverait ces colons de leurs foyers contre une indemnité presque illusoire. Le Gouvernement roumain a d'ailleurs déclaré avec la plus grande netteté qu'il n'entrait nullement dans ses intentions de se prévaloir de ce droit tant qu'il ne serait pas porté atteinte à l'article 10 de la loi agraire.

Le Gouvernement roumain a reconnu que le cas des colons sujets aux mesures prévues à l'article 10 de la loi agraire doit être considéré par suite de la situation géographique de leurs propriétés, comme exceptionnel. Ces proprétés se trouvent, en effet, dans une région où, à cause du manque de terres disponibles, il a fallu exproprier jusqu'à une limite plus étroite que dans le reste du pays pour donner satisfaction aux personnes qui devraient recevoir de la terre. Tenant compte de cette situation exceptionnelle, le Gouvernement roumain a proposé au Conseil, sans modifier l'article 10 de la loi agraire qui recevra pleine exécution, d'offrir aux colons frappés par cette clause une indemnité humanitaire qui, sans avoir aucune connexion avec le prix d'expropriation, leur donne un témoignage matériel de l'intérêt qu'il porte à leur situation particulière.

L'indemnité offerte par le Gouvernement roumain s'élève à la somme de 700.000 francs or qui seront répartis entre les colons conformément à des arrangements à faire d'accord avec le Gouvernement roumain.

Cette solution pratique de l'affaire a paru au Conseil plus favorable aux intérêts des colons et à la pacification de la population directement intéressée qu'une décision juridique annulant l'article 10 de la loi agraire. Il a, en conséquence, accepté la proposition du Gouvernement roumain qui donne au Conseil, a dit le rapporteur, M. de Mello Franco, l'occasion de clore cette affaire avec la conviction d'avoir rendu possible, entre le Gouvernement roumain et certains de ses sujets, un arrangement satisfaisant qui prouve l'esprit de bienveillance que le Gouvernement roumain désire apporter dans ses relations avec les colons de race hongroise.

Statistische Mitteilungen.

Statistik der Abgeordneten- und Senatorwahlen Siebenbürgens und des Banates.

Von **Dr. Ladislaus Fritz.**

Das „Indicatorul comunelor din Ardeal şi Banat" benannte Werk Nicolae Istrate's, Sectionschef des Klausenburger staatlichen statistischen Amtes, verfasst im Jahre 1925, enthält mit besonderer Berücksichtigung der neuen Komitats-Einteilung detaillierte Daten über die Bevölkerung Siebenbürgens und des Banates vom Jahre 1923. Diese Daten wurden im „Buletinul Statistic" veröffentlicht, welches als Ausgabe des staatlichen zentralen statistischen Bureaus als unbedingt „offizielle Daten" zu betrachten sind. Auf Grund dieser Daten ist laut folgender Tabelle ersichtlich:

Die Gesamtbevölkerung Siebenbürgens und des Banates beträgt 5,471.000 Seelen. Die Zahl der Siebenbürgen und das Banat vertretenden Abgeordneten 122, der Senatoren 39.

Hinsichtlich der Nationalität verteilt sich die Bevölkerung folgendermassen:

a) Rumänen 3.221.000, welche Zahl beiläufig 650.000 Stimmen entspricht – (beiläufig $^1/_5$ der Seelenzahl ist mit Wahlrecht bekleidet und in die Namensliste aufgenommen.)

b) Ungarn 1,353.000, wovon Wahlrecht besitzen cca 270.000
c) Deutsche 557.000, „ „ „ „ 112.000
d) Juden 203.000, „ „ „ „ 40.000
e) Übrige 137.000, „ „ „ „ 27.000

f) Gesamtzahl der Minderheiten 2.250.000 Seelen, was bei einer Abgeordnetenwahl beiläufig 450.000 Wahlstimmen bedeutet.

Im Verhältnis der Seelenzahl würden auf die einzelnen Nationalitäten folgende Abgeordneten- und Senatoren-Mandate entfallen:

a)	auf die	Rumänen	73	Abgeordete,	23	Senatoren
b)	„	„ Ungarn	30	„	10	„
c)	„	„ Deutschen	12	„	4	„
d)	„	„ Juden	4	„	1	„
e)	„	„ übr. Nation.	3	„	1	„

f) auf sämtliche Minderheiten entfielen von den 122 Abgeordneten- und 39 Senatoren-Mandaten 49 Abgeordneten- und 16 Senatoren-Mandate.

Name des Komitates	Population des Komitales		Sind zu wählen		Auf die Ungarn entfallen nach Proportionszahl		Auf die übrigen Minderheiten entfallen nach Proportionszahl		Auf sämtliche Minderheiten entfallen zusammen	
	Gesamtbevölkerung	Die Minderheiten zusammen in absoluten Zahlen	Abgeordnete	Senatoren	Abgeordnete	Senatoren	Abgeordnete	Senatoren	Abgeordnete	Senatoren
Unter-Albenser	210.569	32.313	5	1	0·50	0·11	0·19	0·03	0·69	0·14
Arad	424.601	179.176	9	3	2·11	0·70	1·68	0·56	3·79	1·26
Bihar	485.364	189.561	9	4	2·79	1·24	0·72	0·32	3·51	1·56
Bistritz-Naszód	138.538	36.925	3	1	0·12	0·04	0·67	0·22	0·79	0·26
Kronstadt	150.526	72.549	3	1	0·76	0·25	0·68	0·22	1·44	0·47
Csik	122.069	112.576	3	1	2·71	0·90	0·01	0·00	2·72	0·90
Fogaras	78.184	13.180	3	1	0·22	0·07	0·28	0·09	0·50	0·16
Háromszék	131.807	105.424	3	1	2·35	0·78	0·00	0·00	2·35	0·78
Hunyad	348.630	70.399	9	3	1·22	0·40	0·67	0·19	1·89	0·59
Klein-Kokel	146.096	63.383	4	1	1·03	0·25	0·69	0·17	1·72	0·42
Klausenburg	342.581	130.009	6	2	1·84	0·61	0·43	0·14	2·27	0·75
Krassó	455.154	108.211	5	2	0·23	0·09	0·94	0·37	1·17	0·46
Szörény			6	2						
Marostorda	275.974	161.680	6	1	2·85	0·95	0·66	0·22	3·51	1·17
Maramaros	151.342	50.958	4	1	0·17	0·04	1·18	0·29	1·35	0·33
Gross-Kokel	163.086	83.082	4	1	0·46	0·10	1·63	0·40	2·09	0·50
Szatmar	340.842	146.478	6	1	1·46	0·24	1·11	0·18	2·57	0·42
Hermannstadt	189.615	65.618	5	2	0·16	0·03	1·56	0·31	1·72	0·34
Szilágy	312.189	131.048	6	2	1·90	0·63	0·61	0·20	2·51	0·83
Szolnok	220.981	48.674	5	2	0·74	0·29	0·40	0·14	1·14	0·43
Temes	473.516	282.799	10	4	1·41	0·56	4·55	1·82	5·96	2·38
Tordaaranyos	179.091	41.792	4	1	0·84	0·21	0·08	0·02	0·92	0·23
Udvarhely	130.636	124.376	4	1	3·73	0·93	0·01	0·01	3·76	0·94
Zusammen	5.471.391	2,250.211	122	39	29·60	9·42	18·75	5·90	48·37	15·32
Rund	5,471.000	2,250.000			30	10	19	6	49	16

GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. | MARTIE–APRILIE / MARS–AVRIL / MÄRZ–APRIL | NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 3–4

Die erste öffentliche Sitzung der Minderheiten-Sektion der Ungarischen Landespartei.

Im Sinne des § 16 der Statuten wurden von seiten der Ungarischen Landespartei, zum fachgemässen Studium der Lebensverhältnisse der politischen, nationalen Minderheiten, zur Bearbeitung der Ergebnisse desselben, im Interesse der Parteiziele, und zur Vorbereitung von Fachgutachten, verschiedene Sektionen aufgestellt, deren eine sich mit Minderheitsangelegenheiten im Allgemeinen, sowie mit juridischen und historischen Fragen befasst.

In der Vorstandssitzung vom 7. März 1925 wurde der Vizepräsident der Partei, Elemér Jakabffy mit der Leitung dieser Sektion betraut, die sich dann am 12. August desselben Jahres auch konstituierte. Die Sektion behandelte vorerst die ihr zugewiesenen Angelegenheiten in drei Sitzungen, bis der Vorstand es schliesslich für notwendig erachtete, im Sinne des Organisations-Statutes, eine öffentliche Sitzung einzuberufen, die am 12. Jänner im Lokale der Partei abgehalten wurde und zu der, ausser den Mitgliedern der Sektion, auch die politischen Redakteure der ungarischen Zeitungen in Kolozsvár und die Berichterstatter der Provinzblätter eingeladen wurden.

Nach erfolgter Begrüssung betonte der Präsident *Elemér Jakabffy*, dass die ungarische Volksminderheit – trotz der im In- und Auslande allgemein herrschenden Unruhe und unzähligen Übel – unabhängig von den damit verbundenen, traurigen Erscheinungen des öffentlichen Lebens, unentwegt

ihrem grossen Ziele: dem Fortschritte und der allgemeinen Anerkennung der Minoritäts-Idee, zustreben muss. Im Interesse dieses Zieles erschienen die Vertreter der ungarischen Minderheit auch in Genf, an der Konferenz der organisierten, nationalen Minoritäten, von deren Beschlüssen hauptsächlich zwei von ganz besonderer Bedeutung sind: der, in dem zum Ausdruck gebracht wird, dass jede organisierte Gruppe ausdrücklich auf dem souveränen Rechte eines jeden Individuums einer Minorität besteht, seine nationale Zugehörigkeit selbst zu bestimmen und deren Anerkennung von jeder Macht zn fordern; und der zweite, der festlegt, dass jeder organisierten Minorität das Recht auf eine eigene Kulturautonomie zusteht, für deren Ausbau Estland ein vorzügliches Beispiel bietet. In Estland war es besonders der Journalist Dr. Ewald Ammende, der den Gedanken der Kulturautonomie durch hingebungsvolle Arbeit zum Siege führte. Ihm und seiner unermüdlichen Arbeit ist es auch gelungen die Genfer Konferenz zu organisieren und ihren moralischen Erfolg zu sichern. Nun hat sich Ewald Ammende mit dem Ersuchen an den Präsidenten der Sektion gewendet, seine Ansicht darüber auszusprechen, was wohl zum Gegenstand der nächsten Konferenz zu wählen sei und welches jene Probleme wären, die, nach entsprechender Erörterung, im Interesse des Fortschrittes der allgemeinen Minoritäts-Idee, von jeder Regierung zu fordern sind.

Diese Anfrage Dr. Ammendes machte die Einberufung der öffentlichen Sitzung notwendig. Nachdem der Präsident noch erwähnte, dass die internationalen Minoritäten-Konferenzen sich mit speziellen, nur in einzelnen Staaten Interesse bietenden, Fragen nicht befassen kann, fordert er die Anwesenden auf, Ihre, das zukünftige Programm betreffende Ansicht zu äussern.

Bevor er jedoch um den Vortrag der verschiedenen Auffassungen bittet, sieht er sich gezwungen, die Aufmerksamkeit der Teilnehmer auf eine bedauerliche Äusserung zu lenken.

Wie bekannt, war es der brasilianische Gesandte Mello Franco, der in der, im September vorigen Jahres abgehaltenen Sitzung des Völkerbundes einen Rapport vortrug, der sich mit den von seiten Galvanauska's und Apponyi's gemachten Einsprüchen befasste.

In diesem Referate hielt Mello Franco, obwohl er die Wichtigkeit der Ausführungen des ungarischen Hauptdelegierten,

„sowohl wegen deren Gegenstand, als auch infolge der Autorität des, dieselben vortragenden, hervorragenden Staatsmannes" anerkannte, den, auf die Abänderung des Verfahrens mit den Petitionen der Minderheiten bezüglichen Vorschlägen *Apponyi's* einfach nur die bestehenden Vertragsbestimmungen entgegen. Hier machte aber der Rapport eine Bemerkung, die keinesfalls übergangen werden darf. Nach Apponyi's Vorschlag sollten vor dem Rate sozusagen kontradiktorische Verhandlungen, zwischen dem betreffenden Staate und der sich beklagenden Minorität, stattfinden. Ich glaube nicht – sagt hier der Rapport –, dass diese Auffassung verwirklicht werden könnte, *ohne das moralische Endziel zu gefährden, das sich das inaugurierte System, des Schutzes der Minderheiten durch Verträge gesetzt hat.* Denn es erscheint zweifellos, dass diejenigen, die dieses System geschaffen haben, *keinesfalls daran gedacht haben, im Verbande gewisser Staaten einen Block von Bewohnern zu schaffen, der sich stets als etwas anderes betrachtet, als die allgemeine Organisation der Nation. Sie wollten – im Gegenteil – für die Elemente dieser Massen ein Statut des Rechtschutzes schaffen, das geeignet sei, die Achtung vor der Unverletzbarkeit der Person zu sichern und* ***langsam die Bedingungen für das Platzgreifen der vollen nationalen Einheit vorzubereiten.***»

Da der Präsident das Gefühl hat, dass das Durchdringen dieser Auffassung die Existenz und die kulturelle Entwicklung der Minderheiten bedroht, stellt er die Frage, ob die Mitglieder der Sektion es für angebracht halten, gegenüber derselben Stellung zu nehmen.

Als erster sprach nun Domherr *Andreas Balázs* zur Sache. Er betrachtet den Standpunkt Mello Franco's, auf Grund folgenden Gedankenganges, als irrig: Die Minoritätenverträge beruhen auf dem, von Wilson proklamierten Recht, der freien Selbstbestimmung der Völker und gab diese Idee auch den Anstoss zum allgemeinen moralischen Niederlegen der Waffen. Die Wilson'schen Ideen bezogen sich in erster Linie auf die Minoritäten der Österreichisch-Ungarischen Monarchie, müssen sich daher um so mehr auch auf die neuentstandenen nationalen Minderheiten beziehen, die unter dem speziellen Schutze der Friedensverträge stehen. Abgesehen hievon, ist jedoch die Auffassung Mello Franco's auch deshalb irrig, weil sie im direkten Widerspruch mit den Artikeln No. 9, 10 und 11 der Pariser

BIBLIOTECA JUDEȚEANĂ TIMIȘ
P.41.011-D
P.2244

Convention stehen. Der Standpunkt Mello Franco's würde die Vernichtung des nationalen und kulturellen Lebens der Minoritäten bedeuten, womit dann auch die Auflassung der Traditionen bedingt wäre. Deshalb ist er der Ansicht, dass eine entsprechende Form zu finden wäre, in welcher die organisierten Minderheiten diese Auffassung in der, so gewichtigen Faktoren, wie Mello Franco gegenüber angebrachten, diplomatischen Art und Weise zurückweisen. Dieser Protest könnte vielleicht gelegentlich der nächsten internationalen Konferenz stattfinden, falls derselbe in die Tagesordnung aufgenommen würde.

Universitätsprofessor *Arthur Balogh* bezeichnet den Standpunkt Mello Franco's ebenfalls als grossen Irrtum. Das immerwährende Bestehen der Minderheitsrechte und deren unbedingt wirkungsvolle Sicherung ist für die individuelle Freiheit unerlässlich. Das Vorhandensein dieser Rechte steht im engsten Zusammenhange mit der Idee des modernen, demokratischen Staates und des Rechtsstaates im Allgemeinen.

Es ist vollkommen klar, dass ich keinerlei Gedanken- und Lehrfreiheit geniesse, wenn ich nicht das Recht habe, meine Gedanken in Wort und Schrift meiner Muttersprache auszudrücken, und wenn es mir versagt ist, in meiner Muttersprache zu lehren oder zu lernen. Sind mir nun diese und die sonstigen Freiheiten gerade mit Rücksicht darauf entzogen, dass ich einer nationalen Minderheit angehöre, so geniesse ich überhaupt keinerlei persönliche Freiheit, und existiert dann für mich auch die bürgerliche Gleichberechtigung nicht, was offenbar im Widerspruch mit den Prinzipien der modernen Demokratie stehen würde.

Die Auffassung, wonach diese Rechte nur Privilegien der Minderheiten darstellen, muss, da sie jeder Grundlage entbehrt, mit der grössten Entschiedenheit und Standhaftigkeit zurückgewiesen und bekämpft werden. Gerade das Gegenteil steht fest, denn eben das Vorhandensein und die Sicherheit dieser Rechte sind die unumgänglich notwendige Bedingung der persönlichen Freiheit und bürgerlichen Gleichberechtigung. Ausser den bei der Genfer Konferenz bereits angenommenen Beschlüssen, würde der Redner daher für notwendig halten, dass sich der nächste Kongress auch mit der Erörterung der Frage befasst, wie das materielle Recht der Minoritäten im formalen Rechte am vollkommensten zur Geltung gebracht und besonders, wie

das Minderheitsrecht der Beschwerdeführung vor dem Völkerbunde bestmöglich vervollkommnet werden kann.

Ein sehr wichtiger Gegenstand der nächsten Konferenz wäre ausserdem die Frage der Agrarreformen, denn es steht ausser Zweifel, dass die verschiedenen Agrargesetze in allen Staaten, in denen die Minderheiten im Allgemeinen Bedrängnis erleiden, die Vermehrung dieser Leiden herbeigeführt haben. Alle Regierungen, die ihren Minoritäten gegenüber nicht tatsächlich auf dem Standpunkte der bürgerlichen Gleichberechtigung stehen, fanden in der Agrarreform das erwünschte Mittel, die Mitglieder der nationalen Majoritäten auf Kosten der Minderheiten zu bevorzugen.

Eine dritte Frage, die der Beratung wert ist, wäre auch die der Autonomien, und zwar nicht nur die der kulturellen Autonomie, sondern auch die Frage der administrativen und territorialen Autonomien.

Auch Redakteur *Stephan Zágoni* missbilligt seinerseits den Standpunkt Mello Franco's, glaubt jedoch, dass es wenig nützen, ja vielleicht sogar schaden würde, wenn unsere Minoritäts-Blätter mit lauten Missfallskundgebungen gegen einen so hervorragenden Faktor des Völkerbundes, wie Mello Franco, demonstrieren würden. Jedenfalls wäre es weit zweckdienlicher, wenn ausländische Autoritäten und grosse Blätter gewonnen werden könnten, die diesem Standpunkte entgegentreten und im Allgemeinen die Vertreter derjenigen Gedanken würden, die im Herzen der ungarischen Minderheit reifen. Hiezu ist es jedoch notwendig, dass wir die verschiedenen Fragen vorerst selbst erörtern und selbst zu geklärten und stichhältigen Ansichten über die Minoritätsprobleme gelangen. Aus diesem Grunde schlägt er vor, die Minoritäten-Sektion möge Enquêten veranstalten, in denen die einzelnen Fragen beraten werden könnten, um den Vertretern für die nächste Konferenz, auf Grund der Debatten, entsprechende Direktiven zu erteilen, wobei diesen Vertretern zur besonderen Pflicht gemacht werden sollte, auf der Konferenz die allgemeinen Gesichtspunkte der in den westlichen Staaten eingebürgerten Denkweise in jeder Hinsicht zu berücksichtigen.

Als Gegenstand der ersten Enquête würde er die Behandlung folgender Frage vorschlagen: Wie soll die ungarische Minderheit die Wirksamkeit des Völkerbundes beurteilen?

Georg Boros betont ebenfalls, wie wichtig es sei,

die ausländischen, wissenschaftlichen Kreise, in entsprechender Form, über die theoretische Auffassung der ungarischen Minderheit Siebenbürgens zu informieren. Die von Arthur v. Balogh eben kurz angedeuteten Gesichtspunkte gelangen in dessen, unter dem Titel «Über die Rechte der Minderheiten und deren Schutz in Rumänien" erschienenen Studie, die in der *Revue de droit international* auch in französischer Sprache veröffentlicht wurde, in vollkommener Art zum Ausdruck, und wird der Redner trachten, diese Studie auch im „Headway", einem vornehmen Organe der englischen wissenschaftlichen Kreise erscheinen zu lassen.

Dr. Aurel Várady ist der Ansicht, dass auch die Frage der Staatsbürgerschaft der Konferenz vorzubringen sei, da auch diese als gemeinsame Angelegenheit der Minderheiten zu betrachten ist. Wie bekannt, hat jedermann im Sinne der Friedensverträge das Bürgerrecht jenes Staates erworben, dem sein Wohnort angegliedert wurde, und doch können verschiedene schwere Rechtsverletzungen bei der Frage der Anerkennung der Staatsbürgerschaften beobachtet werden.

Dr. Béla Fekete Nagy billigt den Vorschlag, die Agrarfragen in die Tagesordnung der nächsten Konferenz aufzunehmen.

Als Ergebnis des Studiums der einzelnen Agrargesetze ist er nämlich zu der Überzeugung gelangt, dass jedes derselben Abschnitte enthält, die im Widerspruche mit den, den Minderheiten zugesicherten Rechten stehen. Er glaubt jedoch, dass — ausser den, in den bisherigen Vorschlägen berührten Fragen — noch ein sehr wichtiger Gegenstand auf der nächsten Konferenz behandelt werden sollte. Der Kongress hätte nämlich einen Modus dafür zu finden, dass eine, den Nobelpreisen entsprechende, bedeutende Prämie für ein mächtiges, den ganzen Komplex der Minoritätenfrage wissenschaftlich behandelndes Werk ausgesetzt werden könnte, das die Aufmerksamkeit der ganzen Welt auf die Tragweite dieses Problems lenken soll. Er ist davon überzeugt, dass die Organisationen der vierzig Millionen übersteigenden Minderheiten eine so mächtige Summe auftreiben könnten, die die hervorragendsten Geister der Welt veranlassen würde, um den Preis und den, damit verbundenen moralischen Ruhm zu erringen. Seinerseits erklärt er sich bereit, die notwendigen Mittel, falls der Kongress eine solche Konkurrenz ausschreibt und die hiezu erforderliche Summe auf die

einzelnen Gruppen verteilt, im Kreise der ungarischen Minorität Rumäniens aufzutreiben und glaubt sicher, dass ihm dies in der kürzesten Zeit gelingen würde.

Ludwig Kömives Nagy hielte die Gründung einer soziologischen Gesellschaft der Minderheiten für notwendig, die sich bei uns ständig mit den grossen Problemen zu befassen hätte, die dann, durch den Kongress der organisierten Minderheiten, vor die Öffentlichkeit der gesamten Welt getragen würden. Das Organ für eine solche Gesellschaft ist in der Zeitschrift *Magyai Kisebbség* (Minorité Hongroise) bereits vorhanden.

Árpád Paál betont, im Zusammenhang mit der Aufnahme des Gedankens der Minderheitsautonomien in die Verhandlungen der nächsten Konferenz, dass hiebei von der Angelegenheit der, im Friedensvertrag bereits zugesicherten, Autonomie der Székler ausgegangen werden könnte.

Indem der Präsident *Elemér Jakabffy* hierauf für die gemachten Vorschläge bestens dankt, bemerkt er, dass er bezüglich derselben keinerlei Beschlussfassung beantragt und verspricht, sein Möglichstes zu tun, um den Zyklus der Enquêten, zu denen er alle, die sich mit den Minderheitsproblemen wissenschaftlich und fachmännisch befassen, einladen wird, baldigst beginnen zu lassen.

Les Droits des Minorités et la Défense de ces Droits en Roumanie.

Par M. le **Dr. Arthur de Balogh** (Cluj).

Situation juridique des minorités en Roumanie. – La Roumanie a assumé des obligations en faveur des minorités par le traité signé à Paris le 9 décembre 1919. Ce traité fut ratifié par la loi roumaine du 30 août 1920 (Monitorul Oficial, no 140, du 26 septembre). Le traité de Paris, relatif aux minorités, prévoit, pour l'exécution des dispositions qui y sont contenues, la garantie d'ordre constitutionnel d'une part et d'ordre international d'autre part. La garantie constitutionnelle consiste dans l'engagement, accepté par la Roumanie, de reconnaître comme

lois fondamentales les dispositions contenues aux articles de 2 à 8. Le terme „loi fondamentale" est employé dans le sens matériel, à savoir qu' „aucune loi, acun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et qu'aucune loi, aucun règlement, aucune action officielle ne prélavent contre elles" (Chap. 1, art. 1).

Il convient de souligner que les arlicles 2 à 8 précités ne prévoient, parmi les droits des minorités proprement dits, que l'usage libre de la langue dans les relations privées, le commerce, en matière de religion, de presse, ou de publications de toute nature et dans les réunions publiques (art. 8), ainsi que les facilités en ce qui concerne la langue à employer devant les tribunaux (loc. cit.). La garantie constitutionnelle ne s'étend donc pas à une remarquable partie des droits des minorités, tels que la création et l'entretien des écoles minoritaires (art. 9), l'établissement, par l'Etat, d'écoles de langue minoritaire, entretien par l'Etat de ces écoles et subventions aux écoles minoritaires (art. 10), autonomie des Székely et des Saxons de Transylvanie (art. 11). A l'encontre de cela, les traités avec la Tchécoslovaquie et avec l'Etat serbe-croate-slovène comprennent parmi les dispositions relatives aux minorités et devant être érigées en lois fondamentales le droit de fonder et d'entretenir des écoles de langue minoritaire (art. 8). Il n'y a pas de raison pour supposer qu'on ait voulu infliger aux minorités de Roumanie un sort plus dur qu'aux minorités des deux autres Etats ; l'écart dans le traité avec la Roumanie s'est produit certainement par mégarde. Le traité avec la Roumanie contient un article qu'on ne trouve pas dans les autres traités. C'est l'article 7 relatif aux Juifs. Comme tous les traités attribuent le caractère de loi fondamentale aux dispositions des articles 2 à 8, et que le traité avec la Roumanie inscrit le droit aux écoles à l'article 9, ce droit ne figure pas parmi les dispositions reconnues comme lois fondamentales.

Il est caractéristique pour l'inégalité des traitements sous ce rapport que les traités de paix étendent la garantie constitutionnelle à la totalité des droits de minorité (ainsi le traité avec la Hongrie, art. 54. le traité avec l'Autriche, art. 62.) D'après cela, tandis que la garantie constitutionnelle est seulement partielle, la garantie internationale est générale. Cette garantie internationale consiste à donner aux stipulations en question le

caractère d'obligation d'intérêt international ; elles ne peuvent donc pas être modifiées d'une façon unilatérale mais seulement avec l'assentiment du Conseil de la Société des Nations (Rapport de M. Tittoni, adopté par le Conseil le 22 octobre 1920) et sont placées sous la garantie de la Société des Nations (art. 12 du traité).

L'Etat roumain n'a pris aucune mesure législative en dehors de la ratification du traité sur les minorités (loi du 30 août 1920, Monitorul Oficial No 140) pour assurer les droits qui y sont stipulés. On n'a pas pu les inscrire, de l'avis du parti libéral au pouvoir, car les minorités en retireraient des privilèges et en acquerraient des droits qui n'appartiennent pas aux ressortissants, roumains de naissance. Le président du conseil, M. Bratianu a soutenu que l'emploi des langues minoritaires devait être réglé non pas dans la constitution mais par la loi spéciale. Cependant, le règlement par loi spéciale se fait toujours attendre et comme on n'a pas saisi l'occasion qui y était particulièrement propice, nous entendons l'établissement de la nouvelle loi administrative, aucun doute ne peut subsister quant à l'intention. N'oublions pas que quant à la forme et au fond la loi constitutionnelle a plus de force que les lois ordinaires, notammet qu'elle est plus difficilement modifiable (art. 127 et 130 de la loi constitutionnelle) et par conséquent plus stable, et afin que l'article 103 de la nouvelle loi constitutionnelle autorise la Cour de cassation à établir l'inapplicabilité des lois contraires à la constitution on tâchait d'éviter l'insertion des droits des minorités, dans la constitution.

Il est inutile d'insister sur l'absurdité juridique que le gouvernement actuel ne reconnaîtrait pas le traité sur les minorités, puisque ce n'est pas lui qui l'a conclu. Les parties contractantes ne sont point les gouvernements éphémères mais les Etats. Le contraire pourrait être soutenu par la sophistique de parti, seulement bravant même le ridicule. Nous rencontrons, du reste, des vues peu favorables aux droits des minorités non seulement dans les facteurs politiques, mais aussi dans les écrits de personnes se réclamant de la science. Aussi M. Hacman, prof. à l'université da Cernovic trouve étrange qu'on a demandé des garanties pour les droits des minorités non seulement aux Etats vaincus mais aussi à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie, etc. (Dreptul international, p. 107). Un autre

professeur d'université, M. Popovici déclare à propos de la pétition des femmes hongroises transmise à la Reine en faveur des écoles hongroises, qu'il faudra restreindre le droit de pétition pour qu'on ne vienne pas avec de pareilles vétilles ternir le symbole de la souveraineté nationale (Problema scoalelor minoritaire). Rien ne caractérise mieux la conception du gouvernement roumain que les paroles adressées par le ministre des finances à un homme politique de Transylvanie, au cours de la séance de la Chambre, le 14 février 1925: „C'est la seule réponse que nous pouvons attendre d'un homme qui a signé le traité sur la protection des minorités".

En Roumanie les droits des minorités sont garantis par la loi. – Voici donc la situation en Roumanie: Lors de l'établissement de la nouvelle loi constitutionnelle, on a refusé d'inscrire dans la constitution les droits contenus dans le traité des minorités. Aucune loi ordinaire n'a été promulguée pour mettre en exécution les stipulations obligatoires contenues dans le traité, et on les a entièrement négligées chaque fois quo'n arrêtait le texte d'une loi. Cependant, d'après le droit public roumain aussi, les conventions internationales ont force obligatoire et sont valables aussitôt après leur ratification par le pouvoir législatif, qui leur fait acquérir force de loi. (Loi constitutionnelle, art. 88, dernier alinéa; Dissescu, Dreptul Constitutional, p. 786; Boila, Dreptul Const., p. 25). Or, la Roumanie a ratifié le traité de Paris; celui-ci est donc devenu loi et, allant audelà de la simple déclaration que la Roumanie serait disposée à accorder certains droits, mais conférant des droits sous une forme positive, elle constitue partie intégrante du droit public intérieur du pays. (M. Boila considère, loc. cit. p. 23, le traité de Paris, ratifié, comme loi fondamentale, en raison de son caractère, ayant trait aux droits d'une partie des ressortissants de l'Etat, notamment des minorités).

En nous plaçant à ce point de vue, nous devons ranger les stipulations du traité signé à Paris en deux catégories. La première comprend les stipulations par lesquelles la Roumanie se reconnaît disposée à accorder certains droits, l'existence de ces droits étant subordonnée à des mesures législatives intérieures. L'individu est impuissant à forcer l'Etat à prendre ces mesures, à faire la loi correspondante: un tel acte serait en contradiction avec la nature du pouvoir législatif par excellence, sou-

verain. Seules, les parties contractantes ont la faculté de réclamer les lois garantissant les droits qui ont été reconnus dans le traité.

Il convient de faire rentrer dans la même catégorie la disposition de l'article 8 stipulant que „des facilités raisonnables seront données aux ressortissants roumains de langue autre que le roumain pour l'usage de leur langue soit oralement, soit par écrit devant les tribunaux". De même la disposition de l'article 10 disant que „le gouvernement roumain accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants roumains de langue autre que la langue roumaine, des facilités appropriécs pour assurer que dans les écoles primaires, l'instruction sera donnée, dans leur propre langue, aux enfants de ces ressortissants roumains". De même l'article 11 : „La Roumanie agrée d'accorder, sous le contrôle de l'Etat roumain, aux communautés des Székely et Saxons en Transnlvanie, l'autonomie locale, en ce qui concerne les questions religieuses et scolaires." Aucune des lois traduisant en acte les dispositions annoncées aux articles 8, 10 et 11, n'a été faite par l'Etat roumain jusqu'à ce jour. (Le contraire est illustré par l'exemple de la constitution tchécoslovaque dont l'article 3 définit nettement et organise l'autonomie des Ruthènes, au sud des Carpathes).

Les dispositions de cette nature, d'insuffisante valeur juridique, sont en parfaite opposition avec les stipulations du traité relatives aux minorités lesquelles, par le fait de la ratification qui les érige en lois, ont une importance et un effet direct, juridique, pour les individus, les citoyens. Nous répétons que cela résulte du fait que la Roumanie a signé le traité, car celui-ci n'a aucun effet direct juridique sur les individus, les citoyens. Pour l'individu, pour le citoyen, seule la loi peut être source de droits et d'obligations. Mais la loi peut avoir pour texte celui d'une convention internationale.

Parmi les stipulations du traité des minorités, qui appartiennent à la seconde catégorie, on peut compter, au titre de droits des minorités proprement dits, la disposition de l'article 8 prescivant: „il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant roumain d'une langue quelconque soit dans les relations privées, ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publications te toute nature, soit dans les réunions publiques." Il en est de même de l'article 9 stipulant que „les ressortissants rou-

mains appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue auront un droit égal (à celui des autres ressortissants roumains) à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue". Tous ces droits garantis par la loi, appartiennent aux personnes faisant partie des minorités de race, de langue et de religion, et ces personnes groupées en personnes morales, peuvent exercer ces droits, d'après ce qui a été dit au chapitre 4. Ainsi, par exemple, le droit de créer et d'entretenir des écoles, enseignant dans la langue voulue revient non seulement aux personnes et aux associations appartenant aux diverses minorités mais aussi aux organisations reconnues des Eglises.

La défense des minorités en Roumanie. — Le droit des minorités à faire usage librement de leur langue (art. 8 du traité) est, comme nous l'avons vu, protégé même vis-à-vis du pouvoir législatif. Aucune loi qui s'y opposerait ne saurait être valable (art. 1 er du traité).

Comme les dispositions du traité des minorités sont des lois et qu'elles constituent, par suite, une source de droit se rangeant après la loi constitutionnelle, il est évident que, pour protéger ces droits, on peut avoir recours aux moyens généraux de la protection des droits; et au cas où la voie judiciaire est ouverte pour la protection de ces droits, ceux-ci deviennent des véritables droits publics subjectifs, le droit subjectif étant un intérêt (privé ou public) légalement reconnu qu'on peut faire valoir moyennant la puissance de l'Etat par laquelle l'exercice du droit pourra être assuré de force. Il y a lieu aussi de prendre en considération la protection des lois pénales. Point n'est douteux, par exemple, que la protection pénale du libre exercice des cultes implique, sur le terrain religieux, le libre usage des langues minoritaires (art. 8 du traité de Paris).

En ce qui concerne les droits résultant des rapports administratifs, le moyen de protection le plus général consiste dans la justice administrative. Sous ce rapport, la situation est telle que les droits en question appartiennent sans nul doute, dans tout l'Etat roumain, aux personnes faisant partie des minorités (il s'agit des droits inscrits aux articles 8 et 9 du traité des minorités) et pourtant, au point de vue de la protection,

par justice administrative, de ces droits, une inégalité considérable subsiste entre les minorités habitant le territoire de l'ancien royaume et celles des territoires détachés de la Hongrie. En effet, les principes directeurs de la justice administrative sont fixés par l'article 107 de la loi constitutionnelle, mais l'article 135 de la mème loi stipule qu'en attendant la promulgation de la loi spéciale s'inspirant de ces principes, les anciens règlements, relatifs à l'organisation et à la procédure de la justice administrative, seront maintenus en vigueur. Ces réglements sont contenus dans la loi du 17 février 1912 qui confie la justice administrative à la 3me classe de la Cour de cassation et qui admet la réparation, par juridiction administrative, de toute injustice de nature administrative (en opposition avec la loi hongroise qui ne l'admet que dans des cas expressément énumérés).

Actuellement, la juridiction administrative de la Cour de cassation ne s'étend pas aux droits définis plus haut des minorités habitant les territoires détachés de la Hongrie. Sur ces territoires, la justice administrative fût réglementée pour la première fois depuis le changement de souveraineté par le décret No 4 du Conseil dirigeant (Consiliul Dirigent, Gazeta Oficială, No du 19 février 1919) et, en vertu de l'article 2 du décret, le tribunal administratif, organisé ad hoc à Sibiu (Nagy-Szeben), ne doit connaître que des affaires énumérées dans la loi hongroise XXVI de 1896 sur la justice administrative. Le décret-loi du 6 mai 1920 étend la compétence de la Cour de cassation à la Transylvanie et aux autres territoires détachés de la Hongrie et déclare que la Cour de cassation jugera les affaires des ces territoires d'après les lois et procédures qui y sont en vigueur. Or, la justice administrative hongroise avait adopté le principe de l'énumération et n'avait prévu le contentieux administratif que dans les cas des violations de droit énumérées une à une dans la loi. Parmi ces violations, celle des droits des minorités ne figure naturellement pas. Donc, juridiquement, les minorités habitant le territoire de l'ancien royaume peuvent faire appel à la compétence de la Cour de cassation lorsque les droits définis aux articles 8 et 9 du traité des minorités se trouvent violés ; les minorités habitant les anciens territoires hongrois ne peuveut pas recourir à ce moyen de protection. Dans tout autre

litige, de nature non administrative aussi, les tribunaux de ces derniers territoires doivent naturellement tenir compte de la loi. Ainsi, ils devraient proclamer l'inapplicabilité des décrets contraires à la loi et de même, établir dans les procès civils et criminels l'illégalité éventuelle d'un acte administratif contraire à la loi.

La loi du 17 février 1912 parle en général d'actes administratifs en violation du droit (art. 15). Par „acte administratif", il faut entendre non seulement les actes des autorités inférieures mais encore ceux mêmes des Ministres voire du Roi, les Ministres et le Roi étant aussi des organes administratifs. De cette façon, le terme „acte administratif" embrasse les décrets, décisions et mesures de toutes les autorités administratives. (Voir Onisor, loc. cit., p. 8 et suiv., p. 175, 306 et suiv.)

Il va sans dire qu'un acte administratif, en violation du droit, peut être attaqué même au cas où il serait fondé sur un règlement contraire à la loi ratifiant le traité des minorités, ou constituerait l'exécution d'un tel règlement, puisqu'un règlement ne doit pas contredire une loi et les tribunaux n'appliqueront pas un règlement illégal. (Loi constitutionelle, art. 40, alinéa 2; Dissescu ; loc. cit., p. 665, 663, 794 ; Boila, loc. cit., p. 310 ; Onisor, loc. cit., 13). Un acte administratif en violation du droit peut résulter soit d'excès de pouvoir, soit d'incompétence, soit de violation d'une loi. La Cour de cassation établit l'illégalité de l'acte administratif attaqué et invite l'autorité administrative à annuler ou à modifier cet acte. Au cas où l'autorité administrative ne céderait pas à l'injonction dans un délai de 30 jours, la Cour de cassation peut, sur la demande du plaignant, obliger l'autorité à payer une indemnité minimum de 200 lei par jour.

A la question : qui est-ce qui peut exercer le recours, la réponse est simple. Tous ceux dont les droits ont été lésés. En vertu de la déclaration, rédigée sous une forme tout à fait générale, de l'art. 5 de la loi du 17 février 1912, les personnes morales comme les personnes physiques peuvent être lésées dans leurs droits. (Onisor, loc. cit., p. 177). Comme, d'après ce qui a été exposé au chapitre 4, les groupes composés de personnes appartenant aux minorités, et revétus du caractère corporatif peuvent également être sujets des droits de minorité, ils ont la faculté de provoquer des décisions judiciaires.

Les minorités habitant les anciens territoires hongrois ne

jouissent pas, nous l'avons vu, de l'assistance de la justice administrative pour faire valoir leurs droits. A l'heure qu'il est, elles ne peuvent donc, (abstraction faite des cas où les tribunaux doivent tenir compte de la loi en question), que recourir à l'assistance de la Société des Nations. (Cette voie est d'ailleurs ouverte aussi aux minorités qui habitent le territoire de l'ancien royaume). Comme les circonstances actuelles rendent assez difficile le recours à cette assistance, il en résulte la situation absolument intenable, fausse et en opposition irréductible avec les caracteristiques d'un Etat constitutionnel, que ces minorités sont, pour ce qui regarde l'exercice des droits des minorités, complètement livrées au bon plaisir du gouvernement et de ses autorités inférieures.

Quand les droits sont-ils lésés ? – Il convient d'examiner de près quand il est légitime de parler de droits lésés. Aux termes de l'article 9 du traité relatif aux minorités, les ressortissants roumains qui appartiennent aux minorités de race, de langue et de religion ont un droit égal à celui des autres ressortissants roumains de „créer des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres institutions d'éducation". Les personnes faisant parties des minorités ont, sous ce rapport, les mêmes droits que le reste des citoyens roumains appartenant à la majorité. Par conséquent, si ces derniers ont la faculté de créer et d'entretenir des écoles soit comme simples particuliers soit groupés en associations civiles ou confessionnelles, la mème faculté doit être reconnue aux personnes appartenant aux minorités. Si le droit de créer et d'entretenir des écoles, reconnu aux „autres ressortissants roumains" s'étend aux écoles de toutes espèces, le même droit doit avoir la même étendue quand il s'agit des personnes appartenant aux minorités.

Le „droit égal" comporte aussi la conséquence que les personnes appartenant aux minorités sont également tenues à satisfaire aux conditions prescrites pour la création et l'entretien des institutions charitables' etc. et des écoles. Ces conditions ne peuvent naturellement pas confisquer aux minorités leurs droits. Donc, si certains de ces conditions étaient posées avec l'intention de restreindre ou d'annuler les droits des personnes appartenant aux minorités, ce fait constituerait und violation des droits.

Il ressort de ce qui précéde que pour constater une viola-

tion de droit, on doit tenir compte de l'esprit et des intentions des règles édictées, les droits minoritaires ayant précisément le but essentiel d'exclure toute distinction au préjudice des personnes appartenant aux minorités.

En matière administrative, au point de vue de l'assistance judiciaire à donner aux droits des minorités, il existe une grande inégalité au préjudice des habitants de l'ancien royaume de Roumanie. Tandis que, sur le territoire de l'ancien royaume de Roumanie, ces droits bénéficient de la complète assistance judiciaire en matière administrative (art. 5 de la loi du 17 février 1912), sur les territoires autrefois hongrois, les habitants sont privé de cette assistance.

Cela est en contradiction absolue avec l'égalité de droit et l'idée de l'Etat constitutionnel. Qu'un Etat fasse une telle distinction entre citoyen et citoyen lorsqu'il s'agit des droits les plus importants et qu'il refuse l'assistance des tribunaux, précisément là où on en aurait le plus grand besoin, cela devient intenable à la longue.

Faire cesser au plus vite cette situation provisoire est éminemment dans l'intérêt et de l'Etat roumain et de ses minorités. La généralisation de l'assistance judiciaire en matière administrativa amènera la disparition de la criante inégalité de droit qui sépare les citoyens, habitant les deux territoires, dans l'exercice de leurs droits les plus importants. En outre, lorsque l'assistance judiciaire, concernant la majeure partie des droits reconnus par le traité des minorités, s'étendra à la totalité des citoyens, l'Etat ne trouvera plus devant lui cet autre moyen de défense juridique: les plaintes portées devant la Société des Nations, moyen qui rentre dans les droits des minorités mais que les gouvernements ont toujours regardé avec antipathie. Une fois que la défense judiciaire des droits des minorités sera générale, ce ne sera pas une juridiction étrangère mais un organe même de l'Etat qui établira si oui ou non il a été porté atteinte à ces droits; alors cet organe réparera les torts commis et assurera le règne de la loi, volonté souveraine de l'Etat, vis-à-vis même des organes exécutifs de l'Etat.

Inutile de dire que le changement aura une importance énorme au point de vue des minorités. Sans aucun doute, les droits minoritaires subsistent aussi aujourd'hui. La possibilité de faire valoir un droit est inséparable de la notion du droit, et

c'est justement cette possibilité qui manque aujourd'hui à ceux qui en auraient le plus pressant besoin. Pour eux, ces droits n'ont pas leur pleinevaleur. La généralisation de l'assistance judiciaire en matière administrative leur apporterait ce complément nécessaire. Et cela aura une importance décisive.

Ce jour-là la déclaration du préambule du traité de Paris relative aux minorités, suivant laquelle „la Roumanie a, de sa propre volonté, le désir de donner de sûres garanties de liberté et de justice aussi bien à tous les habitants de l'ancien royaume de Roumanie qu'à ceux des territoires nouvellement transférés", acquerra pleine valeur pour les minorités. Et alors on pourra invoquer avec plus de droit et avec une insistance mieux justifiée ce que nous entendons souvent aujourd'hui, savoir que la Roumanie compte au nombre des Etats constitutionnels, modernes, démocratiques, et chérissant les libertés publiques, ce qui est suffisamment contredit par le seul fait de laisser sans protection judiciaire deux millions et demi de citoyens dans l'exercice de leurs droits élémentaires.

Das politische Leben und die Kämpfe des Ungartums in SHS.

Von: **Josef Gáj.**

Von den ungarischen nationalen Minderheiten, welche den Nachfolgestaaten angeschlossen wurden, gestaltet sich das Schicksal der in Jugoslavien lebenden am traurigsten. Die Lage derselben erreicht im neuen Staate der Serben-Kroaten und Slovenen – weder politisch und kirchlich, noch bezüglich der Schule – nicht einmal jene Stufe, auf welcher sich das Ungartum Rumäniens und der Tschechoslovakei befindet. Die Ungarn in SHS. konnten, in Ablauf von sieben Jahren, noch bis heute nicht frei organisiert, in völliger Einheit, zur Wahrung ihrer menschlichen, minderheitlichen und staatsbürgerlichen Rechte auf den Kampfplatz der Landespolitik des südslavischen Staates treten. Noch bis heute konnte in ihnen nicht zum Bewusstsein

erwachen die unbedingte Notwendigkeit der Minderheitspolitik und die Schlussfolge jenes gewichtigen und opfermütigen Gedankens, dass sie, zur Minderheit degradiert, in fremder, ja feindlicher und noch dazu balkanischer Athmosphäre zu leben gezwungeu sind und ihr gottverliehenes Dasein, ihre nationale Kultur, ihren Karakter, dass heisst ihre ganze Zukunft hier für die kommende Geschichte sichern müssen. Die grossen ungarischen Massen leben – hinsichtlich der zielbewussten und erhabenen Politik der grossen Zukunft – noch in der Steinzeit der schreckvollen Letarghie oder des politischen Vegetierens. Bei der Intelligenz des Ungartums gab und gibt es den Willen zur klugen Erkenntnis der ungarischen Lage und auch zur Übersicht der südslavischen Politik, doch schwang sich die Gesamtheit des Ungartums noch immer nicht auf jene Höhe der aktiven und immer klugen Politik empor, wo sie in Betracht ihrer eigenen Gegenwart und ihrer tausendjährigen Nation stehen müsste und wo sie jeder Ungar des heute zerrissenen Karpatenlandes zu sehen so sehnlichst wünscht.

* * *

Diese Fesstellungen diktiert uns nicht die Kritik, sondern im Gegenteil die Liebe für unsere verwaisten allerschwächsten Brüder und unsere spezielle geschwisterliche Fürsorge für dieselben. Um die politische Lage des Ungartums in SHS. verstehen und wahrheitsgetreu würdigen zu können, müssen wir jene äusseren und inneren Ursachen erforschen, welche diese in jeder Hinsicht traurige, negative und erfolglose Lage hervorbrachten.

Das Ungartum des SHS. stand vorerst den balkanischen und absolut ungeschlachten grossserbischen oder panserbischen nationalen Aspirationen gegenüber. Es kannte diese grossserbischen Aspirationen weder in ihren Zielen, noch in ihren orientalischen Mitteln. Als sodann, nach Zusammenbruch der Fronten, der balkanische Panserbismus auf das Ungartum niederschlug und als dieses besonders am eigenen Körper die prepotente, jedwelchen europäischen Fühlens fremde balkanische Verwaltung des belgrader Panserbismus fühlen musste, fiel es gleich dem unerwartet niedergeschlagenen Kulturmenschen in die tiefste, keines Gedankens fähige Ohnmacht. Die panserbischen Aspirationen waren ihm vorher gänzlich unbekannt und jetzt musste es konsterniert die Stärke derselben kennen lernen.

Vor Trianon war die ungarische Intelligenz des Südlandes nicht im Klarem mit dem Wesen, dem Umfange und Inhalte der politischen Bestrebungen der Serben und überhaupt der Südslaven. Die staatlichen und noblen Exponenten der ungarischen Verwaltung beobachteten zwar mit mehr oder weniger Glück und Können „die fanatischen serbischen Popen" und das duckmäuserische Betragen der, die Ujvidéker serbische Lehrerpräparandie absolvierten serbischen Lehrer, jedoch auf gänzlich missverstandener Basis, weil sie in diesen fantastische, allweltliche „Panslaven" zu erforschen suchten und nicht sahen, dass eine nahe Gefahr den Himmel des Südlandes verdunkle. Die serbischen Popen waren Panserben, die serbischen Lehrer aber die Streiter und Vorposten der Belgrader Narodna Obrana. Wie gering war die Zahl jener südländischen Ungarn, welche klar und deutlich sahen, was seitens der Balkaner Serben für die nächste Zukunft vorbereitet wurde! Und wenn auch diese wenigen ihre Stimme erhoben, ob vor der Behörde, oder in südungarischen Gesellschaftskreisen, ihre Worte verklangen hinter einem spöttischen oder herabsetzenden Lächeln, gleichsam als wollte man sagen: Armer Pessimist, er malt sich selbst Schauerbilder, um damit sich selbst zu schrecken und zugleich den Landesbekannten hellen, liederreichen Humor Südungarns zu trüben! Tausendjähriges Land, wirtschaftliche und geografische Einheit, balkanische Wildheit: dies waren jene beruhigenden Argumente, welche jeden, als nahe bezeichneten Schrecken über die serbische Gefahr verstummen liessen. Gegen den Panslavismus zu kämpfen war aber nicht der Mühe wert, es war dies keine Realpolitik. Gegen die legendenhaften Träumereien schwärmerischer Slavophilen, konnte doch das auf europäischen Kulturliberalismus basirende uralte Komitat nicht auftreten, ebenso nicht die hauptstädtisch-leichtlebige, lustige, südungarische Gesellschaft. Und wenn die südungarische Intelligenz sich so erhaben sicher fühlte in ihren geschichtlichen Rechten, in ihrer wirtschaftlichen Einheit, ihrer geographischen Dogmatik und in der Unterschätzung der rohen, verschwörerischen Kräfte des Balkans, was konnte man dann von der Gesamtheit des südungarischen Ungartums erwarten? Ardebat proximus Ukalegon und diejenigen, welche die zum emporschlagen bereiten Flammen zu allererst zu verchlingen drohten, sahen noch nicht einmal den Rauch.

Wenn wir aber anderseits darnach forschen, weshalb das

Ungartum des Südens die sich organisierende, nahende serbische Gefahr nicht sah und auch nicht sehen konnte, so müssen wir die Ursache dessen in dem traurigen Umstande verzeichnen, dass die südungarischen Kreise die serbische Sprache nicht erlernten und auch nicht erlernen wollten. Und es ist doch kl r, dass infolgedessen alle Schutzmassregeln gegen jedwelche Aspirationen unmöglich sind. Das Ungartum kannte den weitausgebreiteten, entschlossenen und lebenskräftigen serbischen Nationalismus nicht, welcher sich vor ihm entfaltete und welchem es den Prozess machen sollte, während dem sich auf dem Tschaikistengebiete kaum ein serbisches Haus befand, in dessen Gaststube nicht das Heldenbild des serbischen Caren Dusan zu sehen gewesen wäre, gleichsam auch dem ungeschultesten serbischen Granicsaren (Grenzer) die geschichtliche Rechtfertigung der Vereinigung aller Serben verkündend.

Unter solchen Umständen betraf die politische Gedankenwelt des serbischen Imperiums das südliche Ungartum gänzlich unvorbereitet. Von dieser verstanden die dort verbliebene ungarische Intelligenz wie auch die ungarischen Massen teils garnichts oder bloss äusserst wenig. Die Folge dieses alten Fehlers war sodann, dass nach dem traurigen Imperiumwechsel Jahre vergiengen, bis wenigstens die ungarische Intelligenz die Balkan-Ziele erstrebende Politik und die diesbezügliche byzantinische Methodik der Serben erkannte. Dass diese „ignorantia facti", der Minderheitspolitik des SHS. nicht zum Nutzen gereichte, braucht wohl nicht besonders erörtert zu werden.

Geradezu konsternierend ist aber, dass das, im Staate SHS. eingeschlossene Ungartum noch heute nicht jenen unduldsamen, in seinen Mitteln wenig gewissenhaften Panserbismus klar sieht, welcher das Niedertreten des Ungartums erzielt, nicht bloss aus altherkömmlicher Animosität seiner balkanischen Mentalität, sondern aus seinem allertiefsten Wesen logisch und historisch darauf hinstrebend, die „eingewanderten" Ungarn zu zerschmettern, umzuformen und zu vertreiben. Eben deshalb müssen wir trachten, mit dieser geschichtlichen Ursache, dem historischen Panserbismus bekannt zu werden, welcher ein regelrechter Ausrottungskrieg war gegen den geschichtlichen Hungarismus in den Vorkriegs-Jahrzehnten, — damals unterirdisch, oder auf allgemeinerem Terrain der Litte-

ratur, – heute aber offen, mit der Macht des drastischen serbischen Imperiums.

Das Ungartum des Südlandes begriff die Gedanken und Ziele der am 29. Oktober 1918 in Ujvidék konstituierten Narodna Uprava nicht, ja viele erblick en in derselben bloss den serbischen Nationalrat mit derselben Freude, mit welcher sie die Konstituierung der ungarischen Nationalräte begrüssten. Sie waren erst dann erstaunt, als die Narodna Uprava erklärte das Imperium über die „Vojvodina" zu übernehmen, welche ein uraltes serbisches Gebiet sei; sie waren erst dann bestürtzt, als die Serben in Ujvidék den Anschluss an Serbien proklamierten und bei glänzenden nationalen Festen darüber jubelten, dass nun der tausendjährige Prozess um die „Vojvodina" zwischen den Serben und Ungarn sein Ende erreichte. Und doch war die Struktur und sämtliche Ziele der Narodna Uprava schon längst umschrieben in dem serbischen Nationalismus der „Vojvodina", in politische Dogmen verdichtet in der Verfassung der „Schwarzen Hand", von welcher das Ungartum des Südlandes sehr wenig wusste. Dieser ungarische politische Analfabetismus ist jedenfalls auch auf die Rechnung der österreichischen Diplomatie zu schreiben, weil diese die Fachwissenschaft der Diplomatie und Politik des Balkans für sich in Beschlag nahm, sich jedoch für die Angelegenheiten, Aspirationen und Pretensionen des Balkans bloss vom Gesichtspunkte der „Gesamtmonarchie" interessierte. Doch deshalb kann auch das Gesamtungartum nicht von der Anklage freigesprochen werden, sich nicht mit jener Intensität mit den politischen und kulturellen Bewegungen der Serben beschäftigt zu haben, welche eben die ungarische Zukunft erfordert hätte. Wir illustrieren die historische Form, das Wesen, die Ziele und Mittel des Panserbismus, um zu sehen, mit welcher Kraft, mit welchem Inhalte und welchen Mitteln jener Panserbismus arbeitet, im ungleichen Kampfe mit dem Ungartum in SHS.

Das nationale Bewusstsein des Slaventums erweckte zweifellos die Zarin Katharina II. Ihr Ideal war die Vereinigung aller Slaven im Zeichen des pravoslaven Doppelkreuzes mit dem Sitze in Konstantinopel. Dieses durch Katharina erweckte panslavische Ideal war jedoch in erster Linie politischen Karakters, dessen zum weiten Ziele führendes Mittel die Kraft und das speziell slavische Kartenmischen der russischen Diplomatie war. Doch

dieser politischen Skizze des panslavischen Ideals war die russische nationale Literatur bemüht einen lebendigen nationalen Inhalt zu verleihen. Diese romantische Arbeit vollführten die sogenannten russischen Slavophilen, Aksakov und Konsorten, jedoch bloss den blutverwandten Nationalismus des Slaventums betonend und entfachend. Solojev erweiterte schon den panslavischen Nationalismus mit religiössittlichem Inhalt, während Dostojewsky und dessen Anhänger das panslavische Ideal auf die höchste Stufe sintetisierten: sie anerkannten die Blutverwandtschaft sowie die religiössittliche Basis, ergänzten jedoch dieselben mit dem mehr umfassenden und allgemeineren Karakteristikon der slavischen Kulturberufenheit.

Die immer planmässige Wirksamkeit der russisch-zarischen Diplomatie und die allgemeine Verbreitung der russischen Literatur seit Herder, besonders aber die agile und zielbewusste slavische Propaganda der Tschechen erreichte es schliesslich, dass die durch Russland verbreiteten slavischen Ideen in allen, von Slaven bewohnten Gebieten einen fruchtbaren Boden fanden. So durchdrang der Slavismus von Grund aus auch die slavischen Stämme des Balkans. Die selbstbewusstesten Balkanslaven wurden die Serben. Doch ist es selbstverständlich, dass die Serben aus der russischen Gedankenwelt bloss den Slavismus annahmen und hiebei den separaten Serbismus nicht aufgaben. Im Gegenteil, die Belgrader Historiker, mit dem Bischof Nikefor Ruzsicsics an der Spitze, rechtfertigen es mit unglaublich legendenhaften historischem Romantizismus, dass sie, die Serben die Stammesahnen aller, heute in der Welt lebenden Slaven seien, dass es daher ihre hauptsächlichste geschichtliche Mission sei, jene geraubten Gebiete zu befreien, auf welchen Serben unter ungarischem, türkischem und österreichischem Imperium leben. Ihrer Meinung nach reicht daher der serbisch-nationale Prozess in das VI. Jahrhundert v. Chr. zurück. Wann diese „grossartige geschichtliche Konzeption" im politischen Leben der Serben das Gebiet der realen Durchführung betrat, darüber gibt der 29-te Mai 1903 Aufschluss. Dies ist der Tag, an welchem eine Offiziersverschwörung unter Führung des Hauptmannes Dragutin Dimitrijewich-Apis und des Majoren Kristics den König Alexander Obrenovics und die Königin Draga Masin ermordeten. Die Motivierung, dass man König Alexander darum ermordete, weil seine Gattin die Witwe eines Arztes war, gehört in das Reich der Märchen und durchsichtigen Ausflüchte.

Die wirkliche Ursache der Ermordung des letzten Obrenovics war seine austrophile Politik und sein Vertrag mit Franz Josef, was natürlich geradeaus im Gegensatze stand mit den Bestrebungen jener Politik, welche den aufspriessenden Panserbismus bedeutete und welche sich die Vereinigung aller Serben und Kroaten als nationale Pflicht zum Ziel setzte. Die Thronerhebung der durch die Russen unterstützten Dinastie Karagyorgyevics signalisierte den ersten siegreichen Schritt des expansiven Hervorbrechens der panserbischen Politik. Dimitrijevics aber, der franzosenhaft gebildete balkanische, fanatische und robust verwegene serbische Offizier, nachdem er so mit dem, durch den Königsmord vollzogenen Staatsstreich im inneren Leben Serbiens jede Möglichkeiten einer, mit dem Westen Verbindung suchenden serbischen Politik im Blute erstickte, – griff sodann zur Befreiung der unter der Oberherrschaft des „Kranken Mannes am Bosporus" lebenden serbischen Brüder. Er organisierte die Komitatschi-Banden, stellte an deren Spitze den Major Vaja Tankosics und inscenierte fortwährende Einbrüche in das türkische Macedonien. Diese Angriffe setzte er solange fort, bis er den balkanischen „kristlichen Krieg» herausforderte und um den Preis des Sieges bei Kumanovo die südlichen Serben befreite. Nach der Vollendung der südlichen Mission, nahm er durch die im Jahre 1911 inslebengerufene geheime Organisation, »Vereinigung oder Tod" mit unermesslicher Ambition die Befreiung der im Gebiete der Monarchie lebenden Serben, Kroaten und Slovenen in Angriff. Die fünfer Gruppen der „schwarzen Hand" breitete er auf Bosnien, die Hercegovina, Dalmatien, Kroatien und die „Vojvodina" d. h. Südungarn aus. Hier schloss er, durch einen Heidenschwur die „fanatischen Popen", die serbischen Lehrer und die, im ungarischen Parlamente grosssprechenden Abgeordneten der serbisch-kroatischen Koalition zusammen. Er trieb die, am Gebiete der Monarchie lebende südslavische Hoch- und Mittelschuljugend in Wien, Prag, Zagrab, Sarajevo und Ujvidék unter eine Idee, einen Gedanken: Vereinigen oder sterben. Die äussere Umhüllung der Vereinigungen war die Entwickelung der slavischen Kultur, das innere Wesen derselben jedoch war: arbeiten am Werke der Befreiung durch den Terror von Attentaten. Diese Wirksamkeit führte zum Morde in Sarajevo und zur Herausforderung des Weltkrieges.

Wer nahm diesen Zusammenhang wahr im Südlande?

Vielleicht allein „die Spezialisten der slavischen Frage.“ Diese Politik und die mit schrecklichen Mitteln arbeitende Aktivität des Panserbismus kannte Pasics und seine ganze radikale Partei sehr gut. Er nahm dieselbe auch mehrmals in Anspruch, obzwar er die stetig wachsende Autorität derselben fürchtete.

Als daher in das freiwillig und sündhaft im Stiche gelassene Südungarn das serbische Imperium seinen Einzug hielt, zog dort der alte Panserbismus ein, mit seiner „historischen Ideenwelt“, mit seiner Politik und politischen Methodik.

Dies ist die eine *äussere Ursache*, welche bisher das Aneinanderschliessen des Ungartums in SHS. verhinderte und die eine politische Orientation desselben unmöglich machte. Das Ungartum fühlte es zwar mit seinem angeborenen Instinkt, dass es die, diesen Allserbismus vertretende radikale Partei fürchten müsse, weil es jedoch mit der geschichtlichen, inhaltlichen Vollständigkeit derselben und jener Entschlossenheit, das Ungartum zu erwürgen, nicht im Reinen war, besass es nicht die Fähigkeit, die Richtung und die Taktik seiner Defensivpolitik bis in die kleinsten Details auszuwählen.

Dem echten Balkan mit europäischer Mentalität gegenüberzustehen ist jederzeit eine schwere Sache, doch ist dies dann am schwersten, wenn dieser Balkan noch dazu mit zielbewussten, umsichtsvollen, nationalen Fanatismus durchtränkt ist. Demselben wie immer gegenüber zu stehen ist: ein Martyrium.

(Fortsetzung folgt.)

Spargerea frontului dela Bucureşti.

De: **Dr. Nicolae Meskó.** (Deva.)

Nu există în lumea materială o putere, care să poată emula cu capacitatea de rezistenţă şi de pătrundere a puterilor morale. Şi între puterile morale adevărul e, care e regele tuturor puterilor, căci e mai mult decât putere, e generatoarea şi finalitatea a toate. Ea însaş e — însaş dumnezeirea.

Rătăcind prin labirintul vieţii noastre minoritare, emoţionaţi şi uimiţi, plini de nădejdi noui, aproape periodic îi vedem făclia aprinzându-se.

Timp de peste un deceniu, în cei patru ani ai războiului mondial şi în anii următori, ai păcii de sancţiune pentru vitejie şi credinţă, de sub stânca răsturnată asupra noastră în sălile imperiale franceze, desnădăjduiţi am ascultat, cum se aşează deasupra mormântului nostru movila calomniilor, cari inficiază sufletul omenimii. Cei răi şi mici la credinţă au putut să creadă, că din groapa, în care am fost aruncaţi şi din noroiul, care s'a aruncat asupra onoarei noastre naţionale, învierea nu e cu putinţă.

Nici nu ar fi fost cu putinţă, dacă ar fi fost adevărat puhoiul de acuze. Dar a fost minciună, cu boala mortală înăscută minciunei, şi orice pas şi orice clipă, ce trece, ne aduce mai aproape de ziua, în care vom ajunge înaintea tribunalului inapelabil al istoriei, menit a aduce judecată asupra crimelor şi onoarei popoarelor şi naţiunilor.

*

În una din cele mai de frunte corporaţiuni ale României, în baroul avocaţial de Ilfov – Bucureşti, a erupt de data aceasta, dreptatea maghiară cu putere elementară. Fără cel mai îndepărtat concurs al maghiarilor, absolut peste intenţiunea ilustrei corporaţiuni, întrând cu putere autogenetică în conştiinţa românilor seduşi.

Baroul avocaţial de Ilfov la 1 Dec. anul trecut, la a şaptea aniversare a creiării relicviilor istorice, a aducerii hotărârilor dela Alba-Iulia, aşezate cu grijă în arsenalul diplomatic, a ţinut sărbătoare. A sărbătorit pe proclamatorul valabilităţii pe vecie a acestor hotărîri, pe preşedintele adunării dela Alba-Iulia, d-l Dr. Ştefan Cicio Pop din incidentul cererii acestui vrednic coleg ardelean de a fi admis între membrii activi ai baroului de Ilfov.

D-l Dr. Cicio Pop merită, ca românii să-l sărbătorească. La această serbare meritată însă oratorii festivi – fără să fie voit – au ţinut lecţii înaintea alor peste douăsute de intelectuali, despre ţinuta istorică a maghiarilor, a naţiunii maghiare, din trecut, faţă de minorităţile sale, de pe vremea, când principii wilsoniane încă nu existau, tratate minoritare nu se încheiaseră şi marile puteri, forfecând hărţile, nu obligaseră statele la tratamentul uman al minorităţilor primite în cinste.

Cum ne-am purtat noi, când noi eram elementul susţinător de stat în Ardeal! Despre aceasta au vorbit oratorii festivi:

D-l *Constantin L. Naumescu*, vicepreşedintele „Uniunii advocaţilor din România“, primul orator, a sărbătorit pe eroul zilei,

care pe vremea maghiară, *«deja pe băncile şcoalei era conducătorul studenţilor, cari luptau pentru păstrarea neştirbită a limbii, culturii şi naţionalităţii române.»*

„Ca avocat la Arad, mii îl binecuvântă, *pentrucă a reuşit să salveze drepturile comunelor române la pădurile lor, faţă de maşterile legi maghiare.»*

Într'atâta l-a iubit poporul român, încât „cu mare majoritate l-au ales deputat *faţă de candidatul guvernului maghiar.* Au făcut-o aceasta ţăranii români prin *votare pe faţă*, conştienţi de importanţa voturilor lor, *spunând în faţa preşedintelui maghiar al alegerii: votez pe baciul Ştefan!* Şi până la unire, fără interval *de patru ori a fost ales în circumscripţia lui de deputat.»*

La 1917, când românii din Ardeal au făcut declaraţie de fidelitate Coroanei sfântului Ştefan, „d-l Cicio Pop protestând împotriva acestor batjocuritoare însinuări, de tradare a patriei şi naţiunii, din partea Românilor, *a declarat în parlamentul maghiar dela Budapesta, că poporul român se va simţi bine numai atunci, dacă îşi va obţine libertatea deplină în marginile graniţelor firesti ale naţiunii române.»*

La 2 Nov. 1918, cu mult *înainte de luarea în primire a stăpânirii de către Români, «el a convocat, a organizat, a prezidiat* sfatul, ca şi adunarea dela Alba-Iulia, la care adunare naţională trenurile statului maghiar au dus gratis poporul român şi în care s'a hotărât, că Ardealul se rupe de Ungaria.

Din gura eminentului codificator, d-l *V. Ioncescu* au auzit apoi sutele de avocaţi români că

la 1896, în deceniul de sărbătoare al gloriei naţionale în Ungaria milenară, „la Oradea d-l Cicio Pop apără pe un dascăl român, care a adresat cuvinte insultătoare unui demnitar maghiar. *Tribunalul maghiar l-a achitat pe dascălul român, deşi cuvintele insultătoare de fapt s'au pronunţat.»*

La congresul interparlamentar dela Brüssel Dionisie Pázmándy învită la Budapesta pe parlamentarii lumii la congresul următor. Şi d-l Cicio Pop, membru al parlamentului maghiar, face propunerea, ca membrii congresului să vină şi la Seghedin, să vadă „pe reprezentanţii poporului român, cari au fost întemnitaţi, pentrucă au cutezat să-şi apere naţiunea. Urmarea a fost – adaogă d-l Toncescu – că nu la Budapesta s'a ţinut congresul următor.

D-l Dem. Dobrescu, preşedintele Uniunii avocaţilor,

sărbătorește pe d-l Cicio Pop, ca pe leul tuturor naționalităților din Ungaria, ca pe campionul profesiunii de credință a ideei naționale universale, care „la Aradul maghiar apărându-și iubiții săi țărani români într'un proces politic nedemn, a reportat un mare succes avocațial. *Colegii maghiari încântați de succesul colegului lor român, au dat un banchet în onoarea avoeatului român pentru marele lui succes național și profesional.*»

*

Am reprodus numai din vorbirile oratorilor celor mai de frunte, ca să ne putem da seamă de constatările istorice de mare importanță ale sărbătoarei avocaților dela București.

Peste două sute de membrii ai baroului dela București, a uneia dintre cele mai de frunte corporațiuni a României, au aflat, întărite prin depoziția martorului principal prezent, că cum era poporul maghiar, când el era încă națiunea dominantă a Ardealului, când nu era încă Liga Națiunilor, tratat minoritar internațional și statele la nimic nu au fost obligate prin convențiuni internaționale. Atunci

elevul român deja pe băncile școalei lupta pentru dreptatea națiunii sale. Atunci

avocatul român, în ciuda legilor maghiare, era în stare să salveze pădurile țăranilor români pentru fii națiunii române minoritare.

Guvernul maghiar a suferit, ca alegătorii români patru sesiuni parlamentare dearândul, prin votare pe față, să-și aleagă pe candidatul opoziționist român, față de candidatul guvernului maghiar.

Pe vremea războiului, în ceasurile fatale ale luptei pe viață și moarte ale națiunii, guvernul și parlamentul maghiar au trecut cu vederea, că un deputat român, dela tribuna parlamentului maghiar, să propage desființarea iredentistă a frontierelor țării.

Tribunalul special maghiar a achitat pe dascălul vinovat, despre care s'a dovedit, că a insultat pe un demnitar maghiar.

La congres internațional, față de un act de curtenie a colegului deputat maghiar, a unui Pázmándy Dénes, atacul grav al deputatului român față de maghiari — cauzând mare pagubă prestigiului țării — rămâne fără orice urmări pentru deputatul român.

Și avocații maghiari sub stăpânirea maghiară, într'un oraș maghiar, au putut sărbători și au sărbătorit prin banchet pe colegul român, care a avut succes într'un proces politic român.

*

E înălțător și numai a citi decurgerea serbării strălucite, ce i-a făcut, primul barou al țării, avocatului crescut și format de către școala maghiară.

Din toastele înflăcărate, din admirabilele cuvântări ale eminenților juriști și codificători, citim manifestarea dragostei și mândriei de neam.

Dar peste toate ovațiunile furtunoase pătrunde o voce puternică, din toată sărbarea reiese, orice însămnătate o întrece și dintre toate se înalță mărturisirea involuntară a tuturor oratorilor:

În toate manifestațiile vieții naționale a poporului maghiar rupt în atâtea părți, – dela băncile școalei, peste scaunul judecătoresc și bara avocațială, până în sus la reprezentanța națională și internațională, – peste toate – până la războiul ucigător, cu viforul sângelui, dela zenitul gloriei naționale până la sunarea clopotului macabru al debaclului național –

era mai înțelegător și mai iertător, mai cu considerare și mai uman față de națiunile sale, fără orice obligament, decât cum sunt guvernele statelor succesoare, pe lângă toate angajamentele și condițiunile.

Acest verdict, se spune tuturor, de data aceasta dela București, prin graiul personagiilor celor mai ilustre, celor mai independente, ale corpului avocațial român.

Die politischen Parteien der nationalen Minderheiten der Nachfolgestaaten.

Dr. Fritz Stricker (Münster i. W.) publiziert in seinen Heften fortsetzungsweise die Daten, welche sich auf die politischen Parteien der einzelnen Staaten der Welt beziehen.

In der Regensburg'schen Buchhadlung Münster i. W. sind von obigen Heften soeben die Nummern 12–18 erschienen, welche die Daten Hollands, Frankreichs, Italiens, Jugoslaviens, der Tschechoslovakei, Rumäniens und Russlands enthalten.

Für uns besitzen besonders die auf die Nachfolgestaaten

bezugnehmenden ausserordentlichen Wert, am vorzüglichsten das von den Verfassern gegebene Bild der National-Minderheits-Parteien.

Den Jugoslavien betreffenden Teil schrieb Dr. K. Friedrichs, den die Tschechoslowakei betreffenden Dr. E. Sagnich, den Rumänien betreffenden Dr. K. Braunias.

Die Parteiverhältnisse in Jugoslavien.

Die politische Betätigung wurde den Deutschen bis zum Jahre 1923 unter dem nichtigen Vorwande unmöglich gemacht, dass sie nach den Friedensverträgen das Optionsrecht für Deutschösterreich hätten, weshalb ihr staatsbürgerliches Verhältnis zweifelhaft sei! Nach Ablauf der Optionsfrist schritten die Deutschen zur Gründung einer eigenen politischen Partei, die sich ebenso wie der schon früher ins Leben gerufene «Schwäbisch-deutsche" Kulturband loyal auf den Boden des Staates stellte. Auf dem Parteitage zu Hatzfeld am 17. Dezember 1922, wo die Parteigründung stattfand, wurde sogar der Beschluss gefasst, dass irgendeine irredentische Betätigung eines Parteimitgliedes dessen Ausschluss aus der Partei zur Folge habe. Das Programm der Partei der Deutschen fordert die Gewährung der nationalen Autonomie und alle Massnahmen, die zur Erhaltung des deutschen Volkstums erforderlich sind. Auf Grund dieses Programms wurden bei der Wahl am 18. März 1923 8 deutsche Abgeordnete ins Parlament entsandt, von denen 1 in Slowenien, die anderen in der Wojwodina gewählt wurden, bei der letzten Wahl gelang es den Deutschen jedoch, trotz vermehrter Beteiligung der Wähler infolge des ausgeübten Terrors nur 5 Abgeordnete durchzubringen. Es sind dies die Abgeordneten Dr. Stefan Kraft, Dr. Georg Grassl, Dr. Hans Moser, Senior S. Schumacher und Dr. Wilhelm Neuner.

Die serbischen Regierungskreise zeigten sich anfangs geneigt, den deutschen Forderungen entgegenzukommen, doch blieb es leider bei leeren Versprechungen. In der letzten Zeit ist jedoch die Belgrader Regierung von ihrer neutralen Haltung abgewichen und hat den Deutschen auf kulturellem Gebiete schwere Wunden zugefügt, denn es wurden ihnen alle deutschen Mittelschulen, die sie zu ihrer kulturellen Entwicklung dringend benötigen, mit einem Federstrich weggenommen! Sehr schwer empfinden die Deutschen die Behandlung in den staatlichen Ämtern, wo die Beamten über Weisung aus Belgrad sogar im

mündlichen Verkehr nur den Gebrauch der slawischen Sprache zulassen. Auch sind die Deutschen den Chikanen und Gewalttaten untergeordneter Amtsorgane schutzlos ausgesetzt. So werden die Bestimmungen über den Schutz der nationalen Minderheiten, die den neugebildeten Nationalstaaten von den Westmächten im Anschlusse an die Friedensverträge auferlegt wurden, den Deutschen gegenüber ebenso missachtet, wie die Gebote der Verfassung über die Gleichberechtigung aller Staatsbürger.

Um nichts günstiger als die Deutschen werden die Magyaren behandelt, die ebenso wie die Deutschen mit den anderen Volksstämmen gemischt die Wojwodina und Syrmien bewohnen. Beschuldigt man schon die Deutschen – mit Unrecht – pangermanischer Bestrebungen, so haben die Magyaren noch mehr unter dem Verdachte irredentischer Absichten zu leiden. Ihrer politischen Betätigung werden derartige Schwierigkeiten in den Weg gelegt, dass sie bisher, trotzdem sie eine halbe Million zählen, nicht in der Lage waren, auch nur einen eigenen Abgeordneten ins Parlament zu entsenden.

Am ärgsten ist der Terror gegen die Minderheiten in Südserbien, wo die dortigen Türken und Albanesen (mehr als 600.000) dem Drucke der Behörden und der von diesen geschützten faschistischen Elemente weichend, in immer grösserer Zahl ihr Hab un Gut verkaufen und zum Wanderstabe greifen.

Die Lage der Rumänen (rund 200.000) ist ebenfalls nicht rosig, allein sie finden immerhin einen gewissen Rückhalt an ihren Volksgenossen im angrenzenden rumänischen Königreiche, dessen Regierung mit der südslawischen im Bündnisverhältnisse steht. Selbst die Slowaken, die verstreut in der Wojwodina und Slawonien wohnen, sind mit ihrem Schulwesen nicht zufrieden, doch werden sie als Slawen immerhin weit besser behandelt, als die nichtslawischen Minderheiten.

Die Parteien der nationalen Minderheiten in der Tschechoslovakei.

Entsprechend der Verteilung der Minderheiten in der Tschechoslowakei gibt es hier vier Parteigruppen der Minderheiten: für die Magyaren, die Ruthenen, die Polen und endlich die Deutschen, die infolge ihrer Zahl und ihrer Bildung einen ganz besonderen Platz einnehmen und besonders zu behandeln sind.

Die Magyaren stehen in starker Opposition zum tschechi-

schen Staate; sie verlangen eine möglichst baldige Vereinigung mit ihrem Mutterlande und haben durch ihre Einstellung schon wiederholt den masslosen Zorn der Tschechen erweckt. Vor den letzten Wahlen gingen sie in ihrem Gebiete mit den Deutschen zusammen und bildeten magyarisch-deutsche Listen; nunmehr haben die Minderheiten strenger nach Nationaliäten gewählt. Die bedeutendste Vertretung der Magyaren is die „Magyarisch-christlich-soziale Partei", die über 4 Mandate verfügt, während viele andere Magyaren noch mit den Deutschen zusammengingen.

Die Ruthenen haben ihre Vertretung in der Partei der „landwirtschaftlichen Ruthenen", die ein Mandat innehat.

Der „Polnische Verband" ist die politische Vertretung der Polen, die sich trotz der korrekten Beziehungen zwischen Polen und der Tschechoslowakei keineswegs wohl im Staate fühlen.

Die Deutschen, die innerhalb des tschechoslowakischen Staates eine fast ganz kompakte Masse von $3^1/_2$ Millionen Menschen bilden, sind mehr als irgendeine der anderen Minderheiten und müssen daher mit Recht an dieser besonderen Stelle behandelt werden. Die Deutschen verfügen über fünf verschiedene Parteien, die unter sich zwar grosse Verschiedenheiten aufweisen, aber in der Vertretung, der Erhaltung und dem Schutze des Deutschtums gemeinsam, wenn auch in verschiedenen Graden vorgehen.

Die „deutsche Nationalpartei" (10 Mandate) stand bisher unter der Führung des Abgeordneten L. v. Lodgeman, der sich aber infolge des für seine Partei verhältnismässig ungünstigen Wahlausfalles einstweilen vom öffentlichen Leben zurückgezogen hat. Sie geht in ihrem nationalen Programm am weitesten und weigert sich, den tschechoslowakischen Staat anzuerkennen. Sie steht heute noch auf dem Standpunkt der Erklärung von 1920, der damals in der ersten Enttäuschung über die Einführung in den tschechoslowakischen Staat folgendermassen formuliert wurde:

„Durch den Friedensvertrag von St. Germain en Laye ist mitten in Europa ein Staat entstanden, welcher neben rund $6^1/_2$ Millionen Tschechen unter anderen auch fast 4 Millionen Deutsche umfasst. Vergebens waren unsere Vorstellungen, welche wir vor Beginn und während des Verlaufes der Friedensverhandlungen erhoben haben, vergebens war unser einmütiges Bestreben, das

Schicksal unseres Siedlungsgebietes selbst zu bestimmen, vergebens haben wir darauf hingewiesen, dass ein so gestalteter Staat nicht den 14 Punkten Wilsons, nicht den Begriffen der Demokratie entspräche, dass er niemals zur Ruhe käme und schon infolge seiner unglücklichen Zusammensetzung eine stete Bedrohung des europäischen Friedens bilden würde. Wir Vertreter des deutschen Volkes im tschechischen Staate stellen fest, dass die Bedingungen und Grundlagen, von welchen sich die verbündeten Mächte bei Verfassung der Friedensverträge leiten liessen, irrig waren, dass dieser Staat auf Kosten der geschichtlichen Wahrheiten entstanden ist und dass die entscheidenden Grossmächte über den wahren Sachverhalt getäuscht worden sind. – Die Tschechoslowakische Republik ist das Ergebnis eines einseitigen tschechischen Willensaktes und sie hat die deutschen Gebiete widerrechtlich mit Waffengewalt besetzt. Die deutschen Sudetenländer sind in der Tat um ihren Willen niemals befragt worden und das Ergebnis der Friedensverträge ist daher mit Beziehung auf sie die Sanktionierung eines Gewalt-, niemals aber eines Rechtszustandes. Selbst der karge Schutz, den die alliierten und assoziierten Hauptmächte dem deutschen Volke zugedacht haben, ist durch das gewalttätige Vorgehen der tschechoslowakischen Revolutionsversammlung zunichte gemacht worden. Die gesamte tschechoslowakische Gesetzgebung, einschliesslich der oktroyierten Verfassung, stellt eine offenkundige Verletzung des Minderheitenschutzvertrages dar. Wir erklären daher feierl ch, dass wir keines dieser Gesetze als für uns verbindlich anerkennen (!). Für uns Deutsche, die wir an keiner Abmachung über die Errichtung dieses Staates Anteil hatten, sind seine Staats- und Regierungsform, sein Verhältnis zu uns und der Nationen zueinander, die staatsgrundgesetzlichen Rechte und Freiheiten seiner Bewohner und seine Stellung zu den übrigen Staaten Europas heute noch ungelöste Probleme und wir fordern, dass sie einzig und allein vom Gesichtspunkte wahrer Demokratie und ungehinderter nationaler Freiheit gelöst werden. Wir verwerfen daher die Fabel vom rein tschechischen Staate, von der tschechoslowakischen Nation und von der tschechoslowakischen Sprache als mit den Tatsachen handgreiflich im Widerspruche stehend, wir werden niemals die Tschechen als Herren anerkennen, niemals uns als Knechte in diesem Staate fügen. Unrecht kann auch durch tausendjährige Übung niemals

Recht werden, insolange es nicht von den Betroffenen selbst auf Grund freier Entschliessung anerkannt wurde und wir verkünden demnach feierlich, dass wir niemals aufhören werden, die Selbstbestimmung unseres Volkes zu fordern, dass wir dies als den obersten Grundsatz aller unserer Massnahmen und unseres Verhältnisses zu diesem Staate, den gegenwärtigen Zustand aber als unserer unwürdig und mit den Grundsätzen moderner Entwicklung unvereinbar betrachten."

Durchaus nicht weniger national, wenn auch realpolitischer eingestellt ist die „deutsch-christlich-soziale Volkspartei" mit 12 Mandaten. Auch sie ist, wie alle deutschen Parteien, vom grossdeutschen Gedanken durchtränkt, glaubt aber, solange eine Abtrennung von der Tschechoslowakei ausser der Wirklichkeit liegt, das zum Schutze und Vorteil des Deutschtums tun zu müssen, was sich eben erreichen lässt. Sie ist der Überzeugung, durch Mitarbeit am Staate mehr für den deutschen Gedanken tun zu können, als durch hemmungslose Ablehnung. Dass auch sie am Selbstbestimmungsrecht der Deutschen festhält, beweist die Erklärung ihres Führers im neuen Parlament, die zugleich auch im Namen der Landwirte, der deutschen Gewerbepartei und der deutschen Nationalsozialisten abgegeben wurde und inhaltlich das Festhalten am Selbstbestimmungsrecht und bei Anerkennung des Staates volle Gleichberechtigung in Sprache, Arbeitsplatz, Schule und Scholle bedeutete. Die Partei ist katholisch und von gutem sozialpolitischen Einschlag. Neben Spina wird sie geführt von Krepek und v. Medinger.

„Der Bund der Landwirte" steht nationalpolitisch auf gleichem Boden, wie die Christlich-Sozialen. Sie vertreten besonders das Bauernprogramm und sind fast durchweg christlich eingestellt; zu dieser Partei ist die deutsche Gewerbepartei gestossen, die nicht mehr selbständig blieb.

Die „national-sozialistische Partei" teilt ihren Standpunkt in nationaler Beziehung mit den Christlich-Sozialen und dem Bund der Landwirte.

Die „deutsche Sozialdemokratische Arbeiterpartei", die stark verlor in ihrer Stärke bei der letzten Wahl, vertritt das bekannte Programm der zweiten Internationale. Nationalpolitisch haben sie keine eindeutigen Formulierungen aufgestellt. Mit den bürgerlichen Parteien in einem festen Block zusammenzuarbeiten lehnen sie ab, aber nah den Erklärungen ihrer Führer kann

wohl kein Zweifel bestehen, dass sie in allen wichtigen Fragen den deutschen Standpunkt unterstützen.

In Rumänien.

Durch die Angliederung der neuen Gebiete, wurde auch eine grosse Anzahl von Nichtrumänen dem rumänischen Staat einverleibt, die nun 29 v. H. der Bevölkerung Grossrumäniens ausmachen. Von den Minderheiten sind in politischer Hinsicht am besten die Deutschen organisiert und von diesen wieder die Siebenbürger Sachsen. – Die Siebenbürger Sachsen hatten zur Zeit der ungarischen Herrschaft eine ansehnliche Vertretung im ungarischen Reichstag und ihre Abgeordneten waren dort meist die einzigen deutschen Abgeordneten. Diese Vertretung war ihnen hauptsächlich nur infolge ihrer Zusammenarbeit mit der jeweiligen ungarischen Regierungspartei möglich. Unter den Banater Schwaben war es zu einer deutschen politischen Bewegung erst 1906 gekommen. Die Führer der ungarländischen deutschen Volkspartei: Steinacker, Heegn und Kremling hatten schwierige Arbeit zu leisten, um unter den Schwaben Anhang zu gewinnen, denn das schwäbische Volk war national sehr gleichgültig und stand zumeist im Lager der Achtundvierziger Partei, der Kossuthisten. In der Bukowina standen im Lager der Deutschen die deutsch-fortschrittliche Partei, die deutschen Agrarier, die Christlich-Sozialen und die deutschen Sozialdemokraten einander gegenüber. Unter den Bessarabien-Deutschen hat eine politische Bewegung zur Zeit der russischen Herrschaft nicht bestanden.

Der Anschluss dieser verschiedenen Gebiete an Grossrumänien stellte die Deutschen vor die Aufgabe, sich geistig neu einzustellen. Sie traten in enge Beziehungen zu einander und es wurde zwischen ihnen eine Einheitsfront hergestellt. Der allgemeine Volkstag der Sachsen in Schässburg vom November 1919 nahm ein neues Volksprogramm an und beschloss eine Neuorganisation. Auf Grund dieser Beschlüsse werden die politischen Richtsätze von dem Sachsentag festgelegt, der bloss bei geschichtlich notwendigen Entscheidungen zusammentritt und zu der jede sächsische Gemeinde von mehr als 200 Seelen einen Vertreter entsendet; grössere Gemeinden entsenden eine entsprechend grössere Vertreterzahl. Die politische Organisation ist folgendermassen aufgebaut: aus den Ortsausschüssen

werden Kreisausschüsse (im ganzen 16) und von diesen wieder der deutsch-siebenbürgische Volksrat gebieldet, der die höchste politische Vertretung der Sachsen darstellt und dessen laufende Geschäfte von einem Vollzugsausschuss geleitet werden. – Im Banat vereinigte sich die aus der ungarländisch-deutschen Volkspartei entstandene deutsch-schwäbische Volkspartei mit der Schwäbischen Autonomiepartei, die von den früher zu der Achtundvierziger Partei gehörigen schwäbischen Führern, die zum deutschen Volksbewusstsein zurückgekehrt sind, gegründet worden war. Ebenso vereinigten sich die deutschen, nichtsozialistischen Parteien der Bukowina zu einer einheitlichen Partei. In Bessarabien wurde eine deutsche politische Organisation geschaffen.

Das deutsche Volksprogramm, das zuerst im September 1919 in Temesvar zustandekam, umfasst folgende Hauptpunkte: Die Deutschen Grossrumäniens sind als eine Nation mit Besteuerungsrecht zu organisieren, der die Verwirklichung der kulturellen, nationalen und wirtschaftlichen Aufgaben obliegt. Die Zugehörigkeit zur Deutschen Nation in Grossrumänien wird durch Eintragung in einen Nationalkataster festgelegt. Die Verwaltungsgebiete sind national abzugrenzen, es hat für weitgehende Selbstverwaltung Sorge getragen zu werden. Die Kirchen sind einander rechtlich gleich zu stellen. Die Frauen sind zur Mitarbeit am politischen Leben und an der Verwaltungstätigkeit heranzuziehen. Solange es nicht möglich ist, die deutsche Nation in Rumänien rechtlich festzulegen, das heisst die kulturelle Autonomie zu erwirken, schliessen sich die Deutschen Grossrumäniens zu einem „Verband der Deutschen in Grossrumänien", also in der Form eines Vereines, zusammen. Der im Jahre 1919 gegründete Verband wird nach den einzelnen deutschen Siedlungsgebieten in Gaue untergeteilt, deren oberste Vertretung der Volksrat ist. So besteht für Siebenbürgen der siebenbürgisch-deutsche Volksrat in Hermannstadt, für das Banat, das Arader und Satmarer Gebiet der deutsch-schwäbische Volksrat in Temesvar, in Czernowitz der Deutsche Volksrat für die Bukowina und in Tarutino der Deutsche Volksrat für Bessarabien. Die nichtpolitische Volksorganisation der Deutschen des Banats, des Arader und Satmarer Gebiets ist die Deutsch-Schwäbische Volksgemeinschaft, neben welcher noch der unbedeutende Deutsch-Schwäbische Kulturverband besteht.

Die Deutschen des Buchenlandes (Bukowina) sind, wenn auch politisch geeinigt, in kultureller Hinsicht in zwei Lager gespalten, die durch den Verein der christlichen Deutschen in der Bukowina und den Katholisch-deutschen Volksbund dargestellt werden. Neben diesen politischen und kulturellen Verbänden besteht eine grössere Anzahl Spitzenvereine für die einzelnen Gebiete, so der Siebenbürgisch-sächsische Landwirtschaftsverein, der Schwäbische Landwirtschaftsverein, der Verband der Schwäbischen Geldinstitute und der Verband der schwäbischen Raiffeisengenossenschaften in Temesvar, der Revisionsverband siebenbürgisch-sächsischer Geldinstitute und der Ve band Raiffeisenscher Genossenschaften in Hermannstadt, der Verband der Landwirtschaftlichen Genossenschaften in der Bukowina, der Verband der deutschen Konsume und Genossenschaften in Bessarabien, die Lehrerverbände, Hochschülerverbände u. a. Für die Deutschen evangelischen Bekenntnisses bildet die Evangelische Landeskirche A. B. in Siebenbürgen, der auch die deutschen Protestanten des Banats, des Altreichs, der Bukowina und Bessarabiens angehören, auch in nationaler Hinsicht ein einigendes Band.

Die deutschen Abgeordneten und Senatoren traten zuerst zu einer deutsch-parlamentarischen Gruppe zusammen. 1921 wurde eine einheitliche Deutsche Parlamentspartei für Rumänien gegründet. Die führenden Politiker der deutschen Minderheit sind: Rudolf Brandsch, der Obmann des Verbandes der Deutschen in Grossrumänien, Hans Otto Roth, der Obmann der Deutschen Parlamentspartei, beide Siebenbürger Sachsen; von den Führern der Banater Deutschen ragen der Abgeordnete Franz Kräuter und der Senator Karl Möller hervor, ferner der Obmann der Volksgemeinschaft, Dr. Kaspar Muth und der Präsident des Schwäbischen Landwirtschaftsvereins, Prälat Franz Blaskovics. Führer der Bukowinaer Deutschen sind der ehem. Abgeordnete Kohlruss, Stadtrat Kipper und die Professoren Spiegel und Lebouton, die der Deutschen Bessarabiens Christian Kalmbach, Oberpastor Daniel Haase, Wilhelm Mutschall und Peter Mutschler. In wirtschaftlichen Fragen sind die Vertreter der deutschen Forderungen im Parlament der Abgeordnete Fritz Konnnerth, Direktor des Siebenbürgisch-sächsischen Landwirtschaftsvereines und der Senator Arthur Polonyi. Das wirtschaftliche Programm der Deutschen Parlamentspartei ist kein fest

umrissenes, da diese Partei in erster Linie kulturelle Belange einer wirtschaftlichen nicht ganz einheitlichen Minderheit zu vertreten hat. In wirtschaftlichen Fragen sind die deutschen Vertreter bisher immer gegen ein zu starkes Einmischen des Staates in wirtschaftliche Angelegenheiten, für eine Befreiung des Handels im Innern und Aussen von den Fesseln der Reglementierungen und Zollschranken, für die Beteiligung ausländischen Kapitals an der Wirtschaft des Landes, gegen die ungerechte Durchführung der Agrarreform und vor allem für die Hebung der Landwirtschaft eingetreten.

Die Juden verfolgen eine streng nationale Politik vor allem in Bessarabien, während sie im Altreich infolge ihrer bisherigen politischen Rechtlosigkeit zu keiner politischen Betätigung kommen konnten. In Bessarabien wurde eine jüdische Partei auf orthodoxer Grundlage geschaffen (Agudas Isroel). Im Altreich bestand keine jüdische Partei, der Kampf um die politischen Rechte der Juden wurde von dem „Allgemeinen Verband der eingeborenen Israeliten Rumäniens" geführt. Unter den Juden der Bukowina hat sich der nationale Gedanke seit langem durchgesetzt, während die Juden Siebenbürgens und des Banats magyarisch eingestellt sind. In der Bukowina bestanden in der österreichischen Zeit zwei jüdische nationale Parteien, die Jüdische Nationalpartei und die Jüdische Volkspartei, die heutigen Zionisten. Auf marxistischer Grundlage steht der Verband Poale Zion, der in der Bukowina eine Anhängerschaft besitzt und in einem Gegensatz zu den bürgerlichen Jüdisch-Nationalen steht. In sprachlicher Hinsicht betont der Poale Zion das Jiddische (Abart des Deutschen), während die Jüdisch-Nationalen die Einführung des Hebräischen fördern. — Der Führer der bessarabischen Juden ist der Rabbiner Zirlsohn, der der Bukowinaer Juden Dr. Benno Straucher, ehemaliger österreichischer Reichstagsabgeordneter, der der jüdischen Sozialisten Dr. Jakob Pistiner, der der Bukowinaer Zionisten Dr. Mayer Ebner.

Was die Stellung der magyarischen Minderheit zum rumänischen Staate betrifft, lassen sich zwei Etappen unterscheiden: die erste dauerte von der Besetzung Siebenbürgens durch rumänische Truppen bis zur Unterzeichnung des Friedensvertrages von Trianon durch Ungarn, die zweite beginnt in jenem Augenblick. Während des ersten Zeitabschnittes haben die Magyaren,

die noch am 22. November 1918 in ihrer Nationalversammlung zu Klausenburg den Verbleib Siebenbürgens bei Ungarn beschlossen hatten, vollkommene Untätigkeit geübt und soweit möglich passiven Widerstand geleistet. Sie haben sich auch nicht an den Wahlen von 1920 beteiligt. Nach der Unterzeichnung des Trianoner Vertrages nehmen die Magyaren eine andere Stellung gegenüber dem rumänischen Staate ein. Die eine Richtung war für eine Beteiligung am politischen Leben und schuf die sogenannte „Magyarische Volkspartei" und umfasste die mehr links gerichteten, demokratischen Kreise, während die andere, konservative Richtung ein Fernhalten vom parlamentarischen Leben wünschte und das Hauptgewicht auf die kulturelle und wirtschaftliche Organisierung der magyarischen Minderheit legte. Diese Richtung gründete den „Magyarischen Bund" (Magyar Szövetség) im Jahre 1921, dessen Tätigkeit jedoch mangels Bewilligung der Regierung eingestellt werden musste. Die Mitglieder des Bundes riefen nun die Magyarische Nationalpartei ins Leben. Beide Parteien nahmen an den Wahlen von 1922 teil. Im Dezember 1922 entstand durch Zusammenschluss der beiden Parteien die Magyarische Partei, deren Präsidentenschaft Baron Samuel Josika bis zu seinem Tode 1923 führte. Auf der Kronstädter Hauptversammlung der Partei im Dezember 1924 wurde Stefan Ugron zum Präsidenten gewählt. Neben ihm spielen in der Partei noch Graf Georg Bethlen, Dr. Elemér Jakabffy, die Abgeordneten József Sándor und Georg Bernády, sowie Dr. Elemér Gyárfás eine Rolle. – Die magyarische Partei ist ebenso wie die deutsche Parlamentspartei eine völkische, alle Klassen umfassende Partei. Unter den Magyaren sind jedoch die Klassenunterschiede viel grösser als unter den Deutschen. Der Mittelstand ist bei den Magyaren Siebenbürgens nicht so stark entwickelt wie bei den Deutschen und daher ist die Brücke, die von den magyarischen Grundbesitzern und Adeligen zu den kleinen Landwirten führt viel zu schwach. So stehen in der Magyarischen Partei aristokratische und demokratische Strömungen einander gegenüber. Die Magyarische Partei verficht in erster Linie Forderungen zum Schutze und zur Erhaltung der magyarischen Minderheit; besonderes Augenmerk lenkt sie auf die Erhaltung des magyarischen Schulwesens, auf eine gerechte Durchführung der Agrarreform und der Bodenverteilung ohne Rücksicht auf die Nationalität, auf die Beteiligung des Judentums an der

magyarischen politischen Parteibewegung, auf die Bekämpfung der Auswanderung unter den Magyaren und auf die Einrichtung einer weitgehenden Selbstverwaltung. – Neben der politischen Partei besteht seit der Auflösung des Magyarischen Bundes keine eigene Volksorganisation. In wirtschaftlicher und kultureller Hinsicht haben die Siebenbürgische landwirtschaftliche Gesellschaft und der siebenbürgisch-katholische Volksbund eine erhebliche Bedeutung.

Bei den übrigen nationalen Minderheiten sind die parteipolitischen Bestrebungen noch in den Anfängen, so bei den Serben des Banats, oder durch die allgemeine politische Lage, durch die andauernde Verhängung des Ausnahmezustandes in den Grenzgebieten unmöglich gemacht, so bei den Ukrainern und Russen in Bessarabien.

Es sind nur 12 Abgeordnete und 6 Senatoren, die ausdrücklich als Vertreter der Minderheiten gewählt worden sind, wozu noch ein als „Unabhängiger" gewählter Magyare hinzukommt. Es sind wohl auf der Liste der Regierungspartei 3 jüdische Abgeordnete und 2 Senatoren, ein bessarabischer Deutscher, Ukrainer, Türken u. a. gewählt worden, doch sind diese Parlamentarier an die Parteibeschlüsse gebunden und können daher in Minderheitenfragen nicht von diesen Beschlüssen abweichen. Die politische Vertretung der Minderheiten ist folgende

	Tatsächliche pol. Vertretung	
Magyaren	3 Abg.,	3 Senatoren
Juden	1 „	– „
Deutsche	9 „	3 „
Ukrainer	– „	– „
Bulgaren	– „	– „
Türken und Tataren	– „	– „
Andere	– „	– „
	13 Abg.,	6 Senatoren

	Auf Grund des Anteils an der Gesamtbevölkerung sollten entfallen	
Magyaren	34 Abg.,	16 Senatoren
Juden	20 „	9 „
Deutsche	17 „	8 „
Ukrainer	14 „	6 „
Bulgaren	8 „	3 „
Türken und Tataren	8 „	3 „
Andere	6 „	3 „
	107 Abg.,	48 Senatoren

Keine der Minderheiten hat jene politische Vertretung, die ihrem Anteil an der Gesamtbevölkerung entsprechen würde. Die Deutschen sind noch in der günstigsten Lage, da sie über die beste politische Organisation verfügen. Nachteilig für sie und in noch höherem Masse für die Juden ist die zerstreute Siedlungsweise, da sie auf diese Weise bei der Einteilung der Wahlkreise schlecht davonkommen. Bei den Ukrainern, Russen und Bulgaren ist weniger eine nationale, als eine soziale, radikale Einstellung zu verzeichnen, so dass sie in der Mehrzahl für die Bauernparteien gestimmt haben dürften. Die Magyaren haben ihre ungünstige parlamentarische Vertretung zum grössten Teil ihrer Wahlenthaltung zuzuschreiben, die sie befolgten, nachdem von den Wahlkommissionen von 33 magyarischen Bewerbern 28 wegen irgendeines „Formfehlers" zurückgewiesen worden sind.

Von den 9 Abgeordneten der deutschen Parlamentspartei sind 6 Siebenbürger Sachsen und 3 Banater Deutsche, von den 3 Senatoren 2 Siebenbürger Sachsen und ein Banater Deutscher. Von den siebenbürgisch-sächsischen Abgeordneten wurden R. Brandsch in Hermannstadt, Arthur Konnerth in Bistritz, Hedrich in Baassen, Binder in Mediasch, Roth in Schässburg und Fritz Connerth in Zeiden gewählt, von den drei Banater deutschen Abgeordneten Kräuter in Billed, Reitter in Modosch und der inzwischen aus der deutschen Parlamentspartei ausgeschlossene Abg. Kausch in Neuarad. Die deutschen Senatoren gingen aus den Wahlkreisen Kronstadt (Senator Polonyi), Schässburg (Senator Adolf Schullerus) und Neuarad (Senator Möller) hervor. Der Abgeordnete der Bessarabien-Deutschen, Mutschler, der im Akkermaner Wahlkreis gewählt wurde, gehört nicht der deutschen Parlamentspartei, sondern der nationalliberalen Partei an. Der deutsche Bewerber für Czernovitz ist bei den Wahlen nicht durchgedrungen.

Von den magyarischen Abgeordneten wurden Josef Sándor im Oderhellener Wahlkreis und Georg Bernády im Maroschtordaer Wahlkreis gewählt. Als dritter magyarischer Abgeordneter zog Tibor Zima nach einer Ersatzwahl im Wahlkreis Arad-Stadt ins Parlament ein. Die drei Senatoren gingen aus den Wahlen in den szeklerischen Komitaten hervor.

Von den Juden wurde auf einer eigenen jüdisch-nationalen Liste in Kischinew der Rabbiner Zirlsohn gewählt. Der Vertreter der Czernovitzer Jüdisch-Nationalen, Dr. Benno Straucher, der Senator von Czernovitz, Dr. Weisselberger, sowie drei jüdische Abgeordnete und ein Senator des Altreichs wurden auf der Liste der Regierungspartei gewählt. Der Abgeordnete der jüdischen Arbeiter, Dr. Jakob Pistiner, ist als Wahlwerber der sozialdemokratischen Partei auch mit den Stimmen nichtjüdischer Wähler in Czernowitz durchgedrungen.

Caracterul averilor bisericii catolice

De **Ludovic Brösztel.** (Oradea-Mare.)

Caracterul averilor bisericii catolice este o chestie de istorie de drept. Expunerea ei o pretinde fraza aruncată din nou în viaţa publică, care aminteşte mereu originea de stat a bunurilor bisericeşti.

E noroc, că la judecarea faptelor de drept istoric, nu frazele, ci datele istorice sunt decizătoare şi că trecutul nu se poate schimba după placul nimănui. Aceste date istorice anume dovedesc incontestabil, că a declara bunurile bisericeşti de provenienţă de stat, prin urmare de bunuri cari se pot şi sechestra de către stat, este cea mai mare greşală de drept-istorie, care poate obveni în rândurile greşelilor.

La expunerea naturii juridice a averilor bisericeşti ar duce prea departe dacă s'ar expune cu amănuntul desvoltarea lor şi diferitele titluri de drept, cum sunt: cumpărările, donaţiunile private, schimburi etc. Dar nici nu e nevoe; e deajuns a cunoaşte înfiinţarea averii bisericeşti sub Regele Ştefan cel Sfânt; donaţiunile lui erau prima avere, care constitue şi astăzi baza substanţială a averilor bisericeşti.

Din ce avere a făcut Ştefan cel Sfânt donatiunile bisericii, din ce a înfiinţat episcopiile?

Acest fapt trebue să-l căutăm la istorici pragmatici. Katona [1] vorbind despre averea episcopiilor şi abaţiilor înfiinţate de Ştefan cel Sfânt, întreabă: de unde avuse Ştefan cel Sfânt chieltuielile şi pământul necesar. Şi răspunde: partea cea mai mare a Ungariei era averea lui, deci din ea putut dona *fără ştirbirea drepturilor altora.*

După istoriograful Ladislau Szalay [2]: Ştefan a donat bisericei bunuri, din ale a lui şi din prada de războiu după învingerea lui Koppány, Gyula, Keán şi Othum.

După Lányi—Knauz [3] fondul, din care s'au creiat bunurile

[1] Katona: Hist. Crit. Reg. Hung. 1779. I. pag. 117.
Despre bunurile lui Árpád scrie dr. Ioan Karácsonyi în opul comemorativ: Csánky: Árpád és az Árpádok. 1908. p. 137.

[2] Szalay: Istória Ungariei. 1852. I. p. 107.

[3] Lányi—Knauz: Magyar Egyháztörténelem. 1886. I. p. 107. (Istoria bisericei maghiare.)
D. Ö. Dr. Karácsonyi: Sz. István király élete. 1904. p. 29. (Viaţa regelui Ştefan cel Sfânt.)

bisericeşti, a fost cuprins în moştenirea familiei domnitoare maghiare.

Iuliu Pauler [1] astfel expune lucrurile cu amănuntul: Ştefan a ales de reşedinţa primatului comuna Esztergom, deci reşedinţa domnitorului lumesc. La sudost dela Esztergom, într'o regiune de mocirle între Dunărea şi Tisa, asemenea pe moşia familiară a casei domnitoare Árpád, era Kalocsa; şi aci a proiectat o episcopie ... în ţinutul episcopiei de Veszprém erau moşiile cele mai însemnate ale casei domnitoare Árpád şi pentru aceasta a devenit aceasta oarecumva episcopia de casă a familiei regale.

După Porubszky [2]: partea cea mai mare a Ungariei era posesiunea casei domnitoare Árpád. Din aceasta făcând donaţiuni bisericei Ştefan cel Sfânt şi urmaşii lui, averea acestora e de caracter privat şi nu donaţiuni venite dela stat, ca şi averea nobililor privaţi, acăror antecesori au primit moşiile drept donaţiune *din averea privată* a regilor din casa domnitoare Árpád.

Iata izvorul din care şi-a luat originea averea bisericei noastre catolice: *bunurile private ale casei domnitoare Árpád.* Din aceste a fondat Ştefan cel Sfânt episcopiile precum după el, de exemplu, prinţul Álmos din averea lui familiară a fondat prepozitura din Dömös, regele Géza I. abaţia din Garamszentbenedek şi a. m. d. Din averea statului aceastea nu s'au putut înfiinţa din simplul motiv, fiindcă atunci nu existau încă bunuri de stat.

Spre a înţelege starea faptică, trebue să ne gândim la situaţia secolilor X şi XI, pe cât de caracteristică, atât de diferită de cea de azi. Poporul maghiar nomad a ocupat teritorul, natural nu în stare cultivată, ci aşa cum a fost lăsat de popoarele vagabonde, găsând numai păduri strevechi, câmpii şi mocirle. Aci şi-a construit corturile, ocupându-se cu vânătoare, pescuit şi cu aventuri de război.

Teritorul ocupat s'a împărţit între domnitor şi familii aşa că, conform documentelor, pământul întreg era al casei domnitoare Árpád şi alor 108 familii. A vorbi despre o organizaţie de stat sau de bunuri de stat în acele timpuri ar fi a strămuta actuală situaţie de drept avansată în acele timpuri străvechi şi primitive.

[1] Iuliu Pauler: A magyar nemzet története az Árpádházi királyok alatt. 1893. I. p. 40 şi 53. (Istoria naţiunea maghiare sub regile din casa domnitoară Árpád.

[2] Porubszky: A magyarországi kath. püspökségek, káptalanok, plébániák, zárdák javainak jogi jellege és alanya. 1871. p. 21. (Caracterul de drept şi subiectul bunurilor episcopatelor, capaţiilor, parochiilor şi mănăstirilor.)

Statul, ca o unitate separată de totalitate, ca un organizm, care lucrează în interesul totalităţii — zice Timon[1] — n'a existat în concepţia popoarelor din evul mediu. Dar nici regele nu s'a considerat, ca fiind ceeace e azi. In timpul vieţei de stat atât de primitive — zice mai departe Timon — nu s'a considerat puterea regală moştenită de putere publică care se bazează pe dreptul public universal, exercitată de rege în interesul tuturora şi cu care s'a investat regele în interesul totalităţii, ci mai mult de o putere personală a regelui, de putere privată.

Era deci o viaţă de drept cu totul alta, decât azi; altă situaţie, alte instituţiuni, alţi oameni. In conformitate cu cele două felului de averi private — averea casei regale şi a familiilor — erau două feluri de armate: regale şi familiare. Puterea regelui a crescut sau a slăbit în măsura în care s'a schimbat averea lui; de aci a venit d. e. slăbirea autorităţii regelui Andrei II, care a luptat cu criză de bani şi a fost nevoit să distribue marea parte a bunurilor familiare, şi autoritatea lui Bela III, care a luat în căsătorie pe fica regelui francez, dispunând de considerabilă avere privată.

Fiind donate bunurile bisericeşti din *averea privată familiară* a casei Árpád, acele în nici un caz nu se pot numi de bunuri originare dela stat. Pentru aceasta a putut să pronunţe Ştefan cel Sfânt în legile sale: bunurile bisericilor stau sub scutul regelui, tocmai ca şi celelalte, cari se ţin de averea lui moştenită; pentru aceasta documentul de Tihany numeşte teritoriile donate mănăstirei de „lunci regale", „păduri regale".[2]

Convingerea bazată pe actul de fondaţiune a mănăstirii călugăriţelor din Valea Veszprém, a doctorului Karácsonyi, specialist al acestor timpuri, este că primii regi nu au donat bisericilor imobile (având acele pe atunci valoare mică), ci numai iobagi şi împreună cu aceştia, ca adaus, s'a dat pământul. Tot aceasta o dovedeşte şi istoriograful Dr. Ladislau Erdélyi. Mai târziu, începând dela secolul XII, biserica însaşi a mai câştigat bunuri, estfel că jumătate din bunurile bisericeşti nu e donaţiune şi bunuri câştigate.

Astfel stând chestia conform dovezilor istorice, Acsády şi

[1] Timon: Magyar alkotmány és jogtörténet. 1903. p. 106—107. (Istoria constituţiei şi dreptului maghiar.)

[2] Marczali: A magyar történet kutfői. 1902. p. 64, 77 şi 82. (Izvoarele istoriei maghiare.)

Kossutányi au afirmat ceva, ce nu corespunde adevărului, când au zis despre episcopiile din epoca Sf. Ștefan că: baza materială, averea imobilă a dat-o regele, care din imensele bunuri de stat a donat foarte mult bisericei.

Pe timpul acela n'a existat avere de stat, nici „bunuri imense de stat"; așa ceva numai mai târziu, prin desvoltarea principiului coroanei sfinte, la sfârșitul epocei regilor din casa domnitoare Anjou începe a obveni.

Ce anachronisme: stat, necesități publice de stat, bunuri de stat în timpul casei domnitoare Árpád, la un popor de pescari și vânători!

Așa nu se poate dovedi originea de stat a bunurilor noastre bisericești.

Antoniu Günther, în monografia sa clasică[1] la timpul său a arătat cu amănuntul, că în totală necunoștință a desvoltării dreptului de proprietate, pentru judecarea felului averilor noastre s'au aplicat teorii de drept germane, cu totul străine. Iar' aceasta e o grașală mare. Dreptul de proprietate german s'a desvoltat în baza dreptului feudal, la noi nu; pe când acolo averea se dădea numai în uzufruct subvazalilor și putea fi reluată, la noi baza de drept a proprietății ducelui și familiilor era ocupațiunea, deci era o avere particulară adevărată și de care nu se putea atinge niminea.

Ceeace biserica a primit pe atunci din averea particulară a casei domnitoare, a avut caracter de avere de „sălaș", deci constituia o avere irevocabilă, care nu se putea relua nici chiar de către rege și nu s'a putut folosi pentru alte scopuri. Cnracterul aceasta al averei noastre bisericești s'a remarcat în toate legile vechi și este exprimat și în Tripartitum.

Situația de drept a catolicilor este deci lămurită și nu se poate întuneca prin fraze și teorii juridice false. Bunurile noastre nu obvin, nu sunt avere originară dela stat, ci s'au donat *din averile particulare a casei domnitoare* și au crescut prin câștiguri ulterioare, tocmai așa, ca și *averea particulară* câștigată pe titlu drept, a oricărui particular. E avere, de care a avut mai mare folos sute de ani, cultura.

În numele științei protestăm deci în contra falșificării evoluției de drept și în contra răspândirii frazelor false, cari sunt în contrazicere cu cunoștințele istorice desvoltate de azi. Noi catolicii respectăm averea altora, să respecteze deci și a noastră.

[1] Günther: Die kath. Autonomie in Ungarn. 1901. Mainz.

RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Protection des Minorités.

Janvier—Mars 1926.

1. Minorités en Haute-Silésie.

Le Conseil s'est occupé, dans sa séance du 17 mars, de deux pétitions qui lui avaient été adressées conformément à la convention entre l'Allemagne et la Pologne concernant la Haute-Silésie, conclue à Genève le 15 mai 1922: l'une par le Comité de direction de l'Union des Polonais en Allemagne, l'autre par M. Karl Michalik.

1° *Pétition de l'Union des Polonais en Allemagne.* — Le Comité de direction de l'Union des Polonais en Allemagne avait adressé le 26 mai 1925 au Conseil une pétition datée d'Oppeln et relative au paiement d'indemnités en Haute-Silésie par le Gouvernement allemand. Le Gouvernement du Reich, à qui cette pétition avait été communiquée, a fait parvenir ses observations le 21 novembre 1925.

Le Conseil a chargé son rapporteur, M. de Mello Franco (Brésil), d'examiner cette affaire avec les représentants de l'Espagne et de la Suède.

2° *Pétition présentée par M. Karl Michalik.* — Cette pétition est un appel de la solution donnée par les autorités administratives de la Haute-Silésie allemande à une demande introduite par M. Karl Michalik pour obtenir une indemnité et l'assignation d'un domicile dans son ancienne résidence.

Sur le rapport de M. de Mello Franco, le Conseil a décidé de ne pas se prononcer maintenant sur la question préalable de la nationalité de M. Karl Michalik, ni sur la question de fond et il a chargé le secrétaire général d'attirer l'attention du pétitionnaire sur certains articles de la convention germano-polonaise qui fixe la procédure régulière pour la solution de problèmes de nationalité.

2. Musulmans d'origine albanaise en Grèce.

Le Conseil s'est occupé, dans sa séance du 16 mars, des Musulmans d'origine albanaise en Grèce et notamment de la situation des Albanais habitant la région de la Tchaméria.

Saisi de cette question au cours de sa précédente session, le Conseil, après avoir entendu les parties intéressées, ainsi que le général de Lara, président de la Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques, et mandataire

du Conseil pour la protection de la minorité albanaise en Grèce avait décidé de communiquer le procès-verbal de sa séance aux autres membres neutres de la Commission et au Gouvernement hellénique.

En réponse à cette communication, les mandataires ont fait savoir qu'ils se ralliaient entièrement aux déclarations faites devant le Conseil par le général de Lara.

Ils ont en outre envoyé au Conseil un rapport dans lequel ils estiment dès maintenant, sur la base des observations faites sur place ainsi que des informations recueillies, que la population musulmane de la Tchaméria est d'origine albanaise et par conséquent non échangeable, à quelques exceptions près.

De son côté, le Gouvernement hellénique a fait savoir qu'il considérait que l'échange était actuellement terminé dans la Tchaméria et qu'il ne demanderait pas le départ des 800 personnes qui avaient fait en décembre dernier l'objet d'un débat au Conseil. Il a fait savoir également que la population non échangée jouirait en droit et en fait du même traitement que les autres citoyens helléniques. Il a ajouté que toutes les mesures exceptionnelles que le Gouvernement hellénique avait pu prendre seraient levées.

Le Conseil a exprimé sa satisfaction pour la décision prise par le Gouvernement hellénique.

3. Échange des populations grecques et turques.

Dans sa séance du 18 mars, le Conseil a procédè à la nomination d'un membre de la Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques en remplacement de M. Ekstrand (Suédois), nommé ministre plénipotentaire de Suède auprès des Gouvernements de la République Argentine, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay.

Il a désigné pour lui succéder, M. Hans Holstad (Norvégien).

STATISTISCHE MITTEILUNGEN.

Die Magyaren in Rumänien.

Von **Karl Braunias.** (Wien.)

Die Magyaren in Grossrumänien bewohnen hauptsächlich die früher zu Ungarn gehörenden Teile des Reiches (Siebenbürgen, Banat und siebenbürgisches Vorland), in geringerer Anzahl das Altreich und die Bukowina; in Bessarabien sind sie nicht vertreten.

Das Magyarentum in Siebenbürgen, Vorland und im Banat bewohnt drei Siedlungsgruppen: die magyarischen Randgebiete

an der Westgrenze Rumäniens, die einen Teil des geschlossenen magyarischen Sprach- und Siedlungsgebietes bilden, den Széklerboden, eine grosse Inselsiedlung, die fast ganz von Rumänen umgeben ist, und die zerstreuten Inselsiedelungen, die sehr zahlreich sind.

Die Aufteilung des Magyarentums auf diese einzelnen Gruppen ist (auf Grund der Zählung von 1920) folgende:

	Magyaren	hievon in Städten über 10.000 Einwohner	
1. Westgrenze	316.919	142.463	(45%)
2. Szeklerboden	502.477	57.313	(11%)
3. Zerstreuung (Inseln)	486.357	127.786	(26%)
	1,305.753	327.562	(25%)

Das magyarische Randgebiet an der Westgrenze umfasst Teile der Komitate Satmar, Szilágy, Bihar und Arad mit den Städten Satmar, Grosskarol (Nagykároly—Careii Mari), Grosswardein, Grossalonta (Nagyszalonta—Salonta-mare) und Arad. Die magyarische Bevölkerung dieses Gebietes beträgt 316.919, d. i. 24% des gesamten Magyarentums in Siebenbürgen, Vorland und Banat.

Das Szeklerland umfasst die fast rein magyarischen Komitate Oderhellen, Csik und Dreistühle, ferner Teile der Komitate Marosch-Torda, Kronstadt und Kleinkokel. Grössere Städte mit mehr als 10.000 Einwohnern mit magyarischer Mehrheit sind Neumarkt a. M. (Marosvásárhely—Târgu-Mureş), Oderhellen (Udvarhely—Odorhei), Sepsi-Szent-György (Sf. Gheorghe) und Kronstadt. Von dem Gesamtmagyarentum Siebenbürgens usw., wohnen 38 Prozent im Szeklerland.

Die dritte Gruppe, das Inselmagyarentum, besteht aus einer Anzahl kleinerer Siedlungsgruppen, deren bedeutendste die Klausenburger ist. Dieser Gruppe gehören die magyarischen Teile der Komitate Klausenburg, Torda-Aranyos und Szolnok-Doboka, sowie der Nordteil von Unterweissenburg an. 187.178 Magyaren wohnen in dieser Gruppe, hievon 56.684 in den Städten Klausenburg, Torenburg (Torda) und Deesch (sämtliche mit magyarischer Mehrheit). Die zweitstärkste Gruppe ist die Banater Gruppe, die aus sehr zerstreut liegenden magyarischen Landgemeinden und Stadtminderheiten besteht; sie zählt 88.155 Magyaren, hievon 30.420 als Ortsminderheit in Temesvár und Lugosch. Die Szilágyer Gruppe umfasst die Magyaren des Komitates Szilágy mit Ausnahme der des Tasnáder Bezirkes, die zum geschlossenen magyarischen Siedlungsgebiet gehören. Die Zahl der Magyaren in dieser Gruppe beträgt 56.252, eine Stadt mit über 10.000 Einwohnern gibt es hier nicht. Die Hunyader Gruppe setzt sich aus zwei Teilen zusammen: den nördlichen mit Deva, Piski (Simeria) und Broos, den südlichen mit den Schieltaler Kohlenorten. Von den 39.978 Magyaren dieser Gruppe wohnen 17.960 in Kohlen-

bergbauorten mit mehr als 10.000 Einwohnern (Petroscheni, Lupeni, Petrilla und Vulkan). In der Zerstreuung, ohne Verbindung mit grösseren Gruppen leben die Magyaren der restlichen Teile des Biharer und Arader Komitates, ferner die des Marmaroscher Komitates, in einer Zahl von 114.794, hievon 22.722 Stadtbewohner.

In der Bukowina siedelten sich die Magyaren unter Maria Theresia, nachdem das Land zu Österreich gekommen war, an. Ihre wichtigsten Orte sind Hadikfalva, Andrásfalva, Istensegits u. a. bei Radautz. Ihre Zahl betrug: 1890: 9.516, 1900: 8.139, 1910: 10.391; 1919 wurden sie nicht mehr gesondert ausgewiesen.

Die Magyaren des Altreichs gehören teils den schon im 14. Jahrhundert entstandenen Csángó-Siedlungen an, teils sind sie erst in der zweiten Häfte des 19. Jahrhunderts aus Siebenbürgen eingewandert. Die Csángó-Siedlungen umfassen eine grössere Anzahl Ortschaften in der Nähe von Bacau, ganz von rumänischen Siedlungen umgeben, und gehen auf kumanische Dörfer zurück, die Jahrhunderte hindurch durch Zuzüge aus dem Szeklerlande verstärkt wurden. Die Zahl der Csángós betrug 1899: 60.139. Noch grösser ist die Zahl der Magyaren, die Bukarest und andere Städte des Altreichs bewohnen und überall nur kleine Ortsminderheiten bilden.

In den ehemals ungarischen Gebieten wurden, wie erwähnt, 1,305.753 Magyaren ausgewiesen. Auf Grund der ungarischen Volkszählung von 1910 würden auf dieses Gebiet 1,661.110 Magyaren entfallen. Der Unterschied von 355.357 ist folgendermassen zu erklären: im Jahre 1910 wurde die Muttersprache erhoben, 1920 dagegen die Nationalität, wobei die Juden als besondere Nationalität gezählt wurden. Von den 182.294 Angehörigen der israelitischen Konfession hatten 1910: 142.221 magyarisch, 39.243 deutsch, 684 rumänisch und 146 eine andere Sprache als ihre Muttersprache angegeben. Die Anzahl der Magyaren im Jahre 1920 ist infolge der Sonderzählung der Juden um 142.221 geringer als 1910. Ferner wanderten infolge der veränderten politischen Lage von 1918 bis 1920: 154.276 Personen aus den zu Rumänien gekommenen Gebieten nach Ungarn aus, wohl ausschliesslich Magyaren. Auf diese Weise ist der Rückgang der Magyaren um 296.497 Köpfe von 1910 bis 1920 zu erklären. Es verbleibt demnach ein Minus von 58.860 gegenüber 1910, wovon 19.882 nach Jakabffy auf unrichtige Additionen zurückzuführen sind, während der Rest von 39.000 dem Umstand zuzuschreiben sein dürfte, dass magyarische Szekler griechisch-katholischer und griechisch-orientalischer Konfession von den rumänischen Zählorganen fälschlich als Rumänen gezählt wurden.

GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. MAI–IUNIE / MAI–JUIN / MAI–JUNI 1926. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 5–6

După alegeri.

De **Dr. Elemér Jakabffy.**

Asupra rezultatului alegerilor ne stau acum la dispoziţie date oficiale. Din acestea putem constata, că guvernul Averescu a primit temei parlamentar de existenţă. Sistemul de premiu al legii aduse prin guvernul liberal a făcut baza aceasta atât de tare, încât guvernul a fost dispenzat de alte coaliţii.

Pentru noi, minorităţile naţionale, acest rezultat e îmbucurător. E îmbucurător, pentrucă în acest chip a ajuns la bază morală acel guvern român, care prima oară ne-a întins dreapta de împăcare, care mai întâi a înţeles, că fără noi, ba împotriva noastră nu se poate face consolidare. E îmbucurător şi pentru aceea, pentrucă cartelul electoral încheiat cu guvernul ne-a asigurat în corpurile legiuitoare un număr considerabil de locuri, prin alegeri, la a căror curăţenie cinstită nu încape îndoială.

Noi, minorităţile, avem datoria de onoare, să verificăm înaintea lumii întregi, această circumstanţă. Precum din dragoste de neam aveam datoria să aducem toate doleanţele noastre în faţa marei publicităţi, tocmai aşa ne-a revenit acum *această* datorie, ca marea publicitate a lumii să se convingă şi din aceasta, că strigătele noastre de până aci nu au fost rezultate de dorul destrucţiei, ci de nedreptăţile comise faţă de noi.

Nu am putut aproba legea electorală adusă de liberali, pentrucă am văzut în aceea afirmarea spiritului lui Mussolini. E însă un adevăr vechiu, că din orice rău provine şi bine, deci şi acest sistem electoral ne-a adus anumite avantajii.

Prin aceea, că din fiecare partid numai cei puşi înainte pe liste ajung în parlament, fără îndoială nivelul acestuia va fi mai înălţat. Cei mai distinşi ai fiecărui partid, cei aleşi de în-

tregul partid au putut ajunge numai la mandat, ceeace ne prezintă ca probabil, că luptele electorale nu vor degenera. De aceasta noi avem mare nevoie. Noi am trimis în corpurile legiuitoare pe cei mai distinşi ai noştri şi dorim, ca aceştia să poată desvolta acolo o activitate în sens european apusean, iar aceasta devine imposibil, dacă duzinele de demagogi conturbă ordinea.

Dar e îmbucurător rezultatul pentru noi şi pentru aceea, pentrucă Partidul Maghiar iarăş a dovedit-o şi indiscutabil, că dispune de masse, a dovedit-o, că şi în viaţa politică urmează porunca cinstei sincere, a dovedit, că toţi aceia, cari ajung la acord cu el, nu se înşeală în combinaţiile lor.

D-l Octavian Goga, ministru de interne, a spus-o după alegeri înaintea unui gazetar: «*Maghiarii au stat locului cu cinste. Sunt mândru de pact şi de aceea, că ţara noastră a primit în Maghiari o forţă atât de distinsă*». Noi putem asigura pe d-l Ministru şi pe toţi cari se gândesc ca el, că noi vom căuta cu tot preţul, ca această mândrie a lor să devie satisfacţie la suspiciunile, cu cari unii îi privesc.

Graf Albert Apponyi über die Nationalitäten- u. Minderheitenfrage

Ich möchte die Aufmerksamkeit der öffentlichen Meinung auf eine solche Frage lenken, die für die letzten Zweijahrhunderte unserer vaterländischen Geschichte ausschlaggebend war und die durch den katastrophalen Abschluss des Krieges ganz neue Formen angenommen hat und eine ganz neue Orientierung erfordert. Ich meine die Nationalitätenfrage.

Erstens: Wann und wie ist sie entstanden? Die Feinde der ungarischen Nation halten ihre Antwort bereit. Sie meinen, unsere Vorfahren hätten bei der Landnahme in ihrem neuen Vaterland, auf dem Gebiet des historischen Ungarns blühende, teils slawische, teils rumänische Staaten vorgefunden, dieselben besiegt, ihre Organisation vernichtet und ihre Völker unterjocht. Die Nachkommen der auf diese Weise ihrer Freiheit und ihres

nationalen Staatsorganismus beraubten Völker wären eben die Einwohner nichtmagyarischer Zunge in Grossungarn: Opfer einer tausendjährigen Unterdrückung. Die zertrümmerte Freiheit derselben hätte der Trianoner Vertrag zu neuem Leben erweckt und eine tausendjährige Ungerechtigkeit wieder gut gemacht. Der Oberste Rat der Ententemächte hat damals, als sich die ungarische Friedensdelegation auf unsere tausendjährige Vergangenheit berief, tatsächlich den Satz ausgesprochen: „Eine Ungerechtigkeit wird dadurch nicht zur Gerechtigkeit, dass sie tausend Jahre dauert".

Diese Einstellung aber steht mit den historischen Tatsachen in diametralem Gegensatz und fusst auf solchen Legenden, die auch von den ernsten Geschichtsschreibern der interessierten Nation schon endgültig fallen gelassen wurden. Wahrheit ist, dass es zwischen der Vernichtung der römischen Herrschaft und der Landnahme unserer Vorfahren keiner einzigen Völkergruppe gelungen ist, auf irgend einem Teil dieses Gebietes bleibende politische Formationen zu bilden. Die Herrschaft der Hunnen und Avaren hat kaum Spuren hinterlassen, und wenn auch welche geblieben wären, hätten dieselben natürlich keinen slavischen oder rumänischen Nationalcharakter. Ebenso sind die Versuche der Karolinger, für ihr Reich in Ungarn ein Bollwerk zu errichten, spurlos verschwunden. Die schüttere Bevölkerung lebte im Zustand ständiger Gärung und Ungewissheit.

Die Landnahme unserer Urahnen war also keineswegs mit der Vernichtung oder Unterjochung von freien Nationen verbunden, die ein selbstständiges nationales Leben führten und staatlich organisiert waren, sondern bedeutete vielmehr das Ordnungmachen in einem wogenden Chaos oder die Besiedlung öder Gebiete durch einen staatsbildenden Faktor. Dass dieses geschehe, dass diese Gebiete zum Rahmen eines endgültigen und widerstandsfähigen Staatsorganismus werden, war durch grosse Menschheitsinteressen bedingt.

Das Recht der ungarischen Nation auf dieses Gebiet basiere ich nicht auf den immer zweifelhaften Titel der Unterwerfung, sondern auf die volksrechtliche Analogie, die das römische Privatrecht als Eigentumserwerbung „per specificationem" bezeichnet und die darin besteht, dass derjenige, der aus wertlosen Stoffen einen wertvollen Gegenstand schafft, zum rechtmässigen Eigentümer dieses Gegenstandes und damit zugleich

naturgemäss der verwendeten Stoffe wird. Ein Volk, das auf strittigem Gebiet an Stelle des Chaos staatliche Ordnung geschaffen hat, wird auf ähnlicher ethischer Grundlage zum rechtmässigen Inhaber dieses Gebietes.

Diesen Ausführungen zufolge können die Bürger des historischen Ungarns nichtmagyarischer Zunge nur in einem sehr kleinen Teil, den wir hauptsächlich in westlicher und südwestlicher Richtung zu suchen haben, die Nachkommen der Ureinwohner des Landes sein, ihre Spur ist denn auch in der ganzen Entwicklung der Nation nicht zu finden. Wäre es auch richtig, dass die ungarische Landnahme ihnen gegenüber ein Unrecht begangen hat, so steht doch eines fest, nämlich, dass die späteren Einwohner nichtmagyarischer Nationalität nicht ihre Rechtsnachfolger sind und unter diesem Titel keine Reparation verlangen können. Die grosse Masse der Nationalitäten besteht aus Einwanderern und deren Nachkommen.

Oberungarn, wo sich die beliebten Jagdgebiete der Könige aus dem Arpadenhause befanden, wurde seit dem XI. Jahrhundert allmählich durch die aus der Oder- und Weichselgegend kolonisierten und eingewanderten Slowaken bevölkert, die in der Chronic „Weisskroaten" heissen, die also — wie auch einige sprachliche Eigenheiten zeigen — eher mit den Südslawen als mit den Tschechen stammverwandt sind. Die deutschen Kolonisierungen in den Städten, in der Zips, in Siebenbürgen, später in Südungarn sind ebenso wie die Einwanderung der Serben genau feststellbare historische Zeitpunkte. Das Hereinfluten der Rumänen, die aus dem westlichen Teil der Balkan-Halbinsel in unsere östlichen Gebiete eindringen, und die in Ungarn hauptsächlich nach der Tartarenzeit immer zahlreicher erscheinen, ist eine ebenso anerkannte historische Tatsache, wie die starke slawische Mischung ihrer Rasse, die in der Benennung ihrer Wojwoden (kenéz-knáz) ja sogar in ihrer kirchlichen Liturgie zum Ausdruck kommt.

Als Folgerung hieraus ergibt sich, dass die nichtmagyarische Bevölkerung Ungarns — abgesehen von einem unwesentlichen, zahlenmässig nicht feststellbaren und seinem Charakter nach nicht erkennbaren Bruchteil — in der freiwilligen Einwanderung oder — was dasselbe bedeutet — in der Kolonisation ihren Ursprung hat. Die Vorfahren unserer Nationalitäten

kamen aus freiem Willen in dieses Land, als dasselbe bereits ein vollständig eingerichteter christlicher Staat war.

Es ist also ein ungeheurer Unterschied zwischen ihrer und der Lage unserer, durch den Trianoner Frieden von uns abgetrennten Brüder, die ohne jede Willensäusserung, zum grossen Teil gegen ihren mutmasslichen Willen jenen Ländern einverleibt wurden, deren Untertanen sie jetzt sind.

Wer irgendwohin freiwillig einwandert, der nimmt aus freien Stücken die rechtlichen Existenzbedingungen an, die er in seinem neuen Vaterland vorfindet. Seine moralischen Pflichten diesem neuen Vaterland gegenüber sind jedenfalls deutlicher als die eines gegen seinen Willen irgendwohin hineingeschobenen Opfers.

Was nunmehr die Nationalitätenfrage betrifft, die sich aus dem freiwilligen Hereinfluten von Nichtmagyaren ergeben konnte, müssen wir feststellen, dass bis zum XVII. Jahrhundert eine derartige Frage nicht existiert.

Das ungarische Recht stand von Anfang an den eingewanderten Fremdsprachigen gegenüber auf dem Grundsatz der Rechtsgleichheit, was zur Zeit der Privilegien soviel bedeutete, dass jedermann, dem Ureinwohner und Kolonisten ebenso wie dem Rassenmagyaren die Möglichkeit offen stand, in die privilegisierten Klassen aufzusteigen, sofern er die Zugehörigkeit zu diesen nicht bereits mit sich brachte. Ein Beweis hiefür sind die slowakischen oder deutschen Namen vieler alt-ungarischer Adelsfamilien, das eklatanteste Beispiel aber liefert die von Rumänien abstammende Familie Hunyadi, die bis zum Königsthron aufsteigen konnte. Ein Teil der Kolonisten und Einwanderer, insbesondere die deutsche städtische Bürgerschaft, aber bis zu einem gewissen Punkt und zu einer gewissen Zeit auch die walachischen Eingewanderten, behielten in ihrer lokalen Selbstverwaltung die alten Rechtsgepflogenheiten bei, was im Ideenkreis des Mittelalters und bei den damaligen technischen Schwierigkeiten einer Zentralverwaltung auch garnicht anders möglich war. Dass aber jedermann dem König gegenüber rechtlich gleichgestellt war und dass das nationale Gemeinrecht anerkannterweise immer über den lokalen Rechtsverhältnissen stand, hat dennoch von Anfang an ein solches Ausmass der allgemeinen Rechtseinheit geschaffen, dessen sich damals kein einziger Staat rühmen konnte.

Die mittelalterliche deutsche Rechtsauffassung war gerade das Gegenteil.

Eine Nationalitätenfrage, nämlich ein Konflikt zwischen staatlicher Einheit und dem Bewusstsein der nationalen Eigenart konnte deshalb nicht entstehen, weil einerseits auf den primitiveren Stufen der Kultur, bei der lateinischen Amtssprache, eine Sprachenfrage nicht bestand, andererseits die Masse der Nichtmagyaren in gar keiner Weise mehr entrechtet war, als die gleichen ungarischen Massen. Wer aber aus ihren Reihen zu den privilegisierten Klassen emporgestiegen war, verschmolz mit diesen, assimilierte sich mit ihnen in gesellschaftlichen Gepflogenheiten und in der Sprache.

Der grösste Teil der Nationalitäten behielt also seine Sprache und niemand trachtete ihr diese zu nehmen. Doch konnte sich ein völkisches Bewusstsein bei ihnen in dem Sinne, dass dasselbe mit den Anforderungen der staatlichen Einheit auch in Konflikt kommen könnte, nicht entwickeln, weil jene leitenden Elemente, ohne deren Führung dieses Bewusstsein nicht entstehen kann, von den magyarischen privilegierten Klassen aufgesogen wurden. Eine Ausnahme bildeten die Siebenbürger Sachsen, die als vollständig gegliederte selbständige Gesellschaft in das Land hereinkamen. Diese aber erhielten durch die alte Siebenbürger Verfassung die Anerkennung einer besonderen Rechtspersönlichkeit. Das bürgerliche Selbstbewusstsein jener deutschen Siedlungsstädte, die eine Selbstverwaltung hatten, war eher ein bürgerliches, als deutsches Selbstbewusstsein und wurde durch die örtliche Verwaltung vollauf befriedigt. Für die grosse Masse, die in Leibeigenschaft lebte, gilt die obige Feststellung, d. h. wer aus ihren Kreisen emporstieg, verschmolz zugleich mit den magyarischen privilegisierten Klassen. Überdies bildete das Magyarentum bis zum XVIII. Jahrhundert ständig die überwiegende Mehrheit der Landesbewohner. Zahlen lassen sich über diese vergangenen Zeiten nur schwer anführen, doch steht die Tatsache selber unzweifelhaft fest. Die nationale Einheit und deren magyarischer Charakter war also, solange diese Zustände bestanden, von seiten der Fremdsprachigen keinerlei Angriffen ausgesetzt, ja es wurde dagegen keine Einwendung erhoben. Mit anderen Worten: eine Nationalitätenfrage bestand nicht.

Im Laufe des 18. Jahrhunderts traten jedoch solche Verschiebungen ein, welche die Sachlage wesentlich abänderten.

In erster Linie fand auf den von den Türken zurückeroberten Gebieten eine so grosse, hauptsächlich deutsche Kolonisierung statt, dass sich das zahlenmässige Übergewicht des Magyarentums zu einer Minderheit veränderte. Das Magyarentum betrug zur Zeit König Mathias, nach aproximativen Berechnungen 75% der Bevölkerung, während es nach den erwähnten Einwanderungen auf 40% herabsank. Aber auch dies wäre noch nicht ausschlaggebend gewesen, da ja der grösste Teil der neuen Einwanderer aus einfachen Landleuten bestand und das gebildete Element darunter keinen nennenswerten Prozentsatz ausmachte. Eine Nationalitätenfrage entstand damals, als beinahe unbemerkt der Klassenaufstieg aus den nichtmagyarischen Schichten aufhörte gleichzeitig eine Verschmelzung mit dem Magyarentum zu sein, sondern immer häufiger mit der Erhaltung und Ausgestaltung des völkischen Selbstbewusstseins verbunden war. Das Entstehen einer ausgesprochenen Nationalitätenintelligenz hat die Nationalitätenfrage geboren. Dieser Prozess, der in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts schon genau feststellbar ist, stand im Zusammenhang mit der Verbreitung der allgemeinen Bildung und dem zunehmenden Einfluss der Honoratiorenklasse (der Geistlichen, Rechtsanwälte, Ingenieure, kurzum der Diplomierten). Selbstbewusster wurde dieser Prozess durch die in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts erfolgte Anerkennung des Magyarischen als Amtssprache, womit der ganze Fragenkomplex des Geltungsbereiches der Staatssprache und der Muttersprache aufgeworfen wurde. Ausschlaggebend aber war, wie bereits erwähnt, der zu keiner Verschmelzung mit dem Magyarentum führende Klassenaufstieg. Wie richtig dies ist, erhellt am unmittelbarsten aus dem Fall der Siebenbürger Sachsen, die von Anfang an als vollkommen gegliederte Gesellschaft in diesem Lande lebten und demzufolge von einem starkem völkischen Bewusstsein erfüllt waren, von einem so hochgradigen Bewusstsein, welches den allgemeinen Interessen des Staates gegenüber mehr oder weniger gleichgültig bleibt und in allen vorkommenden Fragen allgemeiner politischer Natur bloss deren Rückwirkung auf das Volksinteresse oder die Ausnützbarkeit für dasselbe im Auge hat.

Wir brauchen uns aber nicht zu wundern, dass die im Anzuge befindliche grosse Veränderung lange Zeit beinahe unbemerkt blieb oder zum mindesten in ihrer ganzen Tragweite nicht gewürdigt wurde. Die führenden Elemente des Magyarentums

behielten noch lange Zeit in der Leitung des ganzen Volkes das traditionelle Übergewicht. Auch der Zahl nach waren sie stärker als die Vertreter der neuen Nationalitätenrichtung und überdies wirkte eine Jahrhunderte alte Tradition zu ihren Gunsten. Ja auch unmittelbar vor dem Zusammenbruch, wo das Magyarentum 54·5% der Gesamtbevölkerung ausmachte, betrug dasselbe unter denen, die eine Mittelschule absolvierten, also unter der Intelligenz volle 80%.

Nur wenigen fiel es auf, dass sich ein Prozess vollzog, der schliesslich natürliche Wurzeln hat, womit man also rechnen muss. Zu den wenigen gehörte Széchenyi, dessen glühende magyarische Rassenliebe unzweifelhaft feststeht und der dennoch genau so wie der radikalere Wesselényi den nichtmagyarischen Mitbürgern gegenüber Billigkeit empfahl, ohne jedoch diese Billigkeitsforderung näher zu präzisieren.

Und damals hatten die Intellektuellen, die wir nunmehr Nationalitätenführer nennen können, noch keine Anhängerschaft, die im Besitz politischer Rechte war! Diese Anhängerschaft wurde für sie durch die grosse und notwendige soziale sowie politische Umgestaltung des Jahres 1848 geschaffen, denn die Massen, die damals politische Rechte erhielten, waren zum grossen Teil Nichtmagyaren. Das Problem erhielt damit eine ganz neue Bedeutung. Die vor den Ereignissen der Jahre 48—49 zeitweise ausgebrochenen Bewegungen waren zwar ein Beweis dafür, dass die Massen auch ohne politische Rechte mobilisiert werden können und zwar in noch gefährlicherer Weise, als durch die Ausübung politischer Rechte; aber die Ereignisse, auf die ich hier Bezug nehme, waren dennoch bloss Episoden, und da bei denselben auch die mit Ungarn in Gegensatz geratene dynastische Politik eine Rolle spielte, können sie nicht ausschliesslich aus dem Gesichtspunkte der Nationalitätenfrage beurteilt werden. Ich befasse mich also nicht mit deren besonderer Würdigung, sondern nehme den Faden dort auf, wo sich die offizielle ungarische Nationalitätenpolitik auf der im Jahre 1848 abgeänderten Verfassungsgrundlage entwickelt hat.

Hat diese Politik die Wurzeln der Nationalitätenpolitik, die wir jetzt deutlich sehen: die entscheidende Bedeutung des Entstehens einer Nationalitäten-Intelligenz erkannt?

Hatte sie ein bewusstes Ziel im Auge? Zog sie die Möglichkeiten und Unmöglichkeiten in entsprechender Weise in Er-

wägung ? Diese Fragen haben heute nur historischen Wert, denn der Krieg und die darauffolgenden Friedensschlüsse haben zwischen Vergangenheit und Gegenwart solche Gräben gezogen, dass die einfache Fortsetzung der früheren Methoden, vernünftig gedacht, unter allen Umständen ausgeschlossen sein muss. Auch kann man auf die Frage nicht apodiktisch antworten, ob die Nationalitätenpolitik der Ära 67 zum Ziele geführt hätte, wenn nicht der Weltkrieg und Umsturz dazwischen gekommen wären und wir die Wege ruhiger Entwicklung hätten gehen können. Auch lässt sich dieser Politik kein einheitlicher Charakter zusprechen. Es ist schwer z. B. in der Nationalitätenpolitik eines Josef Eötvös und eines Desider Bánffys eine gemeinsame Richtung festzustellen. Soll ich dennoch die ganze Zeitperiode aus dem Gesichtspunkt unseres Problems charakterisieren, so muss ich erklären, dass diese Zeitperiode von dem Einfluss der früheren Ideenwelt, nämlich von dem Gedanken durchdrungen war, dass die Leitung, wenn auch die Massen verschiedenen Sprachen angehören, in magyarischen Händen bleiben wird und dass der magyarische Charakter der führenden Elemente auch weiterhin gesichert werden kann. Die rechtliche Grundthese war die Übertragung des Werbőczy'schen Gedankens „una eademque nobilitas" auf den demokratischen Staatsorganismus : die einheitliche ungarische Staatsbürgerschaft, die einheitliche und unteilbare politische ungarische Nation. Diese Grundauffassung gedachte den Anforderungen des Liberalismus im Namen der Freiheit des Individuums Genüge zu leisten, indem sie bei den vielen Hunderttausenden oder Millionen ungarischer Staatsbürger nichtmagyarischer Zunge das individuelle Recht anerkannte, ihre sprachliche Eigenheit ebenso wie die sonstigen integrierenden Elemente der Persönlichkeit innerhalb der festgefügten Grenzen des staatlichen Lebens frei zu entfalten und zu diesem Zweck die Freiheitsrechte (kulturelle Bestrebungen, Vereinsrecht, Presse usw.) in Anspruch zu nehmen. Aber die Gesamtheit der einer Rasse oder einer Sprache Angehörigen wurde als solche, d. h. die Nationalität wurde als Rechtssubjekt, als staatsrechtliches Gebilde nicht anerkannt.

Diese Rechtsauffassung war die gemeinsame Grundlage der Nationalitätenpolitik Eötvös' und Bánffy's. Nur darin, wie die staatlichen Schranken der individuellen völkischen Freiheit gezogen und wie die im Prinzip anerkannte Freiheit loyal oder weniger loyal durchzuführen sei, bestand zwischen ihnen ein

allerdings wesentlicher Unterschied. Die Nationalitätenführer aber verlangten die Anerkennung der Nationalität als politische Körperschaft, als staatsrechtliches Rechtssubjekt. Diese beiden entgegengesetzten Auffassungen ergaben schon bei der Schaffung des Nationalitätengesetzes vom Jahre 1868 einen Konflikt, obwohl damals der Geist Josef Eötvös', also die liberalste Auffassung, die in der Nationalitätenpolitik der neuen Aera zur Geltung gelangte, herrschte.

Diese staatsrechtliche Konstruktion, d. h. die Konstruktion der unterschiedlosen ungarischen Staatsbürgerschaft war, wie bereits erwähnt, nichts anderes, als die Uebertragung des Werbőczy'schen Satzes „Una eademque nobilitas" auf die auf demokratischer Basis geschaffene neue Ordnung. Es ist nicht zu verwundern, wenn auch der politische Gedanke oder, sagen wir, die politische Annahme — in vielleicht nicht ganz deutlichem Bewusstsein — die alte blieb, die Annahme nämlich, dass die aus den Nationalitäten-Massen aufsteigenden Personen in der als einheitlich angenommenen ungarischen Intelligenz aufgehen werden. Zwar scheint die Bestimmung des Nationalitätengesetzes, wonach für die Erziehung in der Muttersprache bis einschliesslich des Mittelschul Unterrichtes gesorgt werden müsse, hiermit im Widerspruch zu sein, aber diese Bestimmung wurde eben zufolge des vorerwähnten politischen Grundgedankens bekanntermeise sehr unvollkommen durchgeführt und kam eigentlich nur dort zur Geltung, wo die Nationalität mit der kirchlichen Organisation zusammenfiel, d. h. bei den Rumänen, Serben und Siebenbürger Sachsen.

Die Gesetzgebung des Jahres 1868 geriet nämlich, als sie die Autonomie der griechisch-orientalischen Kirchen auf völkischer Grundlage organisierte, wenn auch nicht in der Theorie, so doch im praktischen Ergebnis mit jenem Grundsatz des Nationalitätengesetzes in Gegensatz, der nur die Freiheit des individuellen Sprachgebrauches anerkannte, aber keine auf völkischer Grundlage sich konstituierende Rechtspersonen und Autonomien. Auf Umwegen, durch die kirchliche Autonomie, erhielt die Mehrheit der rumänischen Nationalität, die ganze serbische Nationalität und der sächsische Zweig der deutschen Nationalität in der Tat den Charakter eines körperschaftlichen Rechtssubjektes und die Autonomie. Somit gelangten gerade jene Nationalitäten zu einem solchen Besitze, deren seelische Verfassung am ehesten

zum Widerspruch gegen den einheitlichen ungarischen Staatsgedanken neigte. Dieses war das eine Leck, das sowohl das staatsrechtliche Prinzip, als auch der politische Gedanke der einheitlichen Intelligenz erhalten hat. Dies konnte natürlich auf jene Nationalitäten nicht ohne Wirkung bleiben, die dem einheitlichen, ungarischen Staatsgedanken viel näher standen, doch eine abgesonderte, mit der Nationalität zusammenfallende kirchliche Organisation nicht besassen, sondern entweder Katholiken oder Protestanten waren.

Gerade diese weniger bedenklichen, grösstenteils aufrichtig loyalen Rassen hielten sich bezüglich der im Nationalitätengesetz enthaltenen Versprechungen für benachteiligt.

Die Frage ist nun: konnte die Durchführung des Grundgedankens auch unter den neuen, auf demokratischer Grundlage aufgebauten Verhältnissen gelingen, was zur Zeit der Privilegien viel leichter, doch ebenfalls nicht ohne Hindernisse zur Geltung kam, nämlich, dass die führenden Elemente, nunmehr die Intelligenz, vereinigt und durch die intransigente, staatsrechtliche Einheit der ganzen Nation gewährleistet werden? Zweifellos war das letztere Ergebnis nur durch Erlangung des früheren zu erreichen.

Diese Frage lässt sich jetzt nachträglich nur schwer beantworten. Ich behaupte auch nicht, dass die Durchführung unmöglich gewesen wäre, wenn noch eine lange Reihe von Jahren friedlicher Entwicklung zur Verfügung gestanden hätte, aber auch dann nur, wenn wir — und das ist der Hauptgesichtspunkt! — über alle Mittel zur Schaffung der staatlichen Einheit, über die siegreiche Gewalt des staatlichen Prestiges unbedingt verfügt hätten. Die politisehe Einschmelzung fremder Rassen hängt von dieser Vorbedingung ab. Wenn die durch zunehmende Bildung naturgemäss wachsende Kraft des Rassenbewusstseins mit einem staatlichen Ideal in Konflikt gerät, so kann letzteres in den Seelen nur dann die Oberhand gewinnen, wenn es in der Tat Anziehungskraft besitzt, vor allem aber, wenn es zu imponieren imstande ist. Daraus erklärt sich beispielsweise die seelische Einschmelzung des deutschsprachigen Elsass in den französischen Staat, wo die gewaltige Organisation, die kräftigen geistigen Bewegungen und der Weltnimbus die Massen geradezu faszinierten. Eine solche Wirkung konnte aber die unvollkommene Staatlichkeit, die Ungarn besass, unmöglich ausüben.

Ich, der ich Jahrzehnte hindurch gegen die staatsrechtlichen Mängel der 67er Aera gekämpft und die Vollständigkeit des nationalen Lebens gefordert habe, will mir jetzt nachträglich durch die heute schon ungefährliche Herabsetzung dieser Aera keine billigen Lorbeeren erwerben. Ganz im Gegenteil. Ich erkenne den ungeheueren Fortschritt an, den die Nation in diesem halben Jahrhundert durch das Selbstbestimmungsrecht in der inneren Verwaltung erreicht hat. Am wenigsten werde ich mir den bitteren Hohn leisten, die Trianoner Unabhängigkeit jener Aera gegenüber als Errungenschaft zu bezeichnen. Doch behaupte ich, dass die Lösung des Nationalitätenproblems im Sinne eines über jedem Rassenbewusstsein stehenden einheitlichen ungarischen staatsbürgerlichen Selbstbewusstseins und Selbstgefühls undurchführbar war, u. zw. deshalb, weil die unvollkommene ungarische Staatlichkeit in den Augen derer, die nicht durch Fleisch und Blut zu ihr gehören, keinen solchen Glanz entfalten konnte, der die Anforderungen des völkischen Rassenbewusstseins und Selbstgefühls hätte zurückdrängen können. Am deutlichsten kam diese Unvollkommenheit darin zum Ausdruck, dass dem ungarischen nationalen Gedanken jene staatliche Einrichtung fehlte, in welcher das staatliche Prestige am besten zum Ausdruck kommt und welche bei der allgemeinen Wehrpflicht die stärkste Einrichtung zur Erziehung der Nation bildet: die nationale Wehrmacht. Wo soll sich das Prestige eines Staates vorfinden, wo die Oberhoheit, ja die Existenz des Staates in dieser Einrichtung keine Wurzel hat, ja sogar, wo diese Einrichtung irgendeine andere Oberhoheit suggeriert?

Seinerzeit warfen mir diejenigen, denen die Ventilierung der militärischen Fragen unbequem war, Kleinlichkeit, Formenreiterei, Erneuerung der fruchtlosen Gravaminalpolitik usw. vor, weil ich die Abstellung des schreienden Mangels an staatlicher Organisation und an Prestige forderte. Jetzt aber kann ich auch nachträglich erklären, dass ich damit meinen Finger auf einen Hauptgrund unserer erfolglosen Nationalitätenpolitik, auf einen verheerenden Faktor der nationalen Schwäche gelegt habe.

Man suchte ja allerlei Surrogate: die Schule, die Verwaltung. Es lässt sich behaupten, dass der innerpolitische nationale Chauvinismus von der Tisza-Aera angefangen in demselben Masse zunahm, in dem die Idee der natürlichen staatsrechtlichen Selbstergänzung hoffnungslos wurde. Die ganze nationale Energie

wurde in diesen Kanal gezwängt, nachdem man vorher das Hauptbett des Flusses abgedämmt hatte. Damals galt das geflügelte Wort: wer die Schule besitzt, dem gehört die Nation. Viele von ihnen, darunter hervorragende Geister, suchten das Heil in der sogenannten staatlichen Verwaltung. Was die Schule betrifft, werde am wenigsten ich deren Wichtigkeit leugnen, der Jahre hindurch bemüht war, für den nationalen Charakter der Schule den Grund zu legen. Doch tat ich dies in der Annahme, dass auch die übrigen Punkte meines politischen Programmes zur Geltung kommen werden, insbesondere, dass der Militärdienst die Arbeit der Schule fortsetze und nicht verderbe, dass überhaupt uns sämtliche staatliche Kraftfaktoren zur Verfügung stehen sollen. Ohne dieselben ist die Wirkung jener Schule, die nicht im Einklang mit dem Einfluss des Elternhauses steht nur gering und vergänglich, was am besten aus der Tatsache hervorgeht, dass ein grosser Teil der rumänischen Nationalitätenführer aus Lehranstalten mit magyarischer Unterrichtssprache und magyarischem Geist hervorgegangen ist, ferner, dass die unleugbare Entfremdung eines Teils des Banater Deutschtums hauptsächlich durch die überflüssige Forcierung der ungarischen Volksschulen verursacht wurde, wovon ich mich mit eigenen Augen überzeugt habe.

Was die Verwaltung betrifft, konnte dieselbe aus Nationalitätengegenden wohl ungarische Abgeordnete entsenden, die Seele jener Völker aber dem ungarischen Staat nicht näher bringen. Mangels der wesentlichsten Kraftfaktoren des staatlichen Prestiges konnten wir bloss äusserliche Erfolge erzielen, nur den Schein erwecken, der Aufgabe selbst aber nicht nahekommen, was in der Stunde des Zusammenbruches überaus deutlich zutage trat.

Ich weiss, dass dies keine angenehmen Beobachtungen sind. Wenn wir jedoch die ungarische Zukunft selbst begründen wollen, müssen wir frei von Illusionen in die ungarische Vergangenheit schauen. An dieser Stelle muss ich noch eines hervorheben. Wie einem fast schablonenhaften Zierat begegnet man bei allen Erörterungen über die Nationalitätenfrage immer wieder dem Hinweis auf die Politik der Dynastie, welche dem Magyarentum gegenüber die auf die Zerstörung der nationalen Einheit gerichteten Bestrebungen zu fördern suchte. Dass dieses in neuerer Zeit öfters geschah, steht zweifellos fest. Doch unter der 67er Ära, also im letzten halben Jahrhundert kam diese

Gegenwirkung nicht zur Geltung. Seitens des verstorbenen Thronfolgers Franz Ferdinand kamen zwar ähnliche Tendenzen zum Ausdruck, doch König Franz Josef und ebenso, während seiner kurzen Herrschaft, König Karl IV. unterstützten mit voller Loyalität die Nationalitätenpolitik, welche die aufeinander folgenden Regierungen, gestützt auf ihre parlamentarische Mehrheit, befolgten. König Karl ging noch weiter. Er wollte jene Vollständigkeit des ungarischen nationalen Lebens schaffen, mit Hilfe derer das ungarische staatliche Prestige den erforderlichen Grad erreicht hätte. Wenn wir also die Erfolge und Misserfolge der Nationalitätenpolitik des letzten halben Jahrhunderts einander gegenüber halten, können wir den Faktor dynastischer Gegnerschaft nicht in Rechnung ziehen, weil damals eine solche tatsächlich nicht in Tätigkeit war.

Betrachten wir jetzt wieder ohne Voreingenommenheit und Illusion die gegenwärtige Lage und ziehen wir soviel als möglich die Eventualitäten der Zukunft in Erwägung. Wie soll die Nationalitätenpolitik von Rumpfungarn beschaffen sein? Wie könnte sie sich in Grossungarn stellen, wenn dasselbe ganz oder zum Teil wieder hergestellt wird? Diese Möglichkeit dürfen wir nie aus dem Auge lassen, ohne jedoch dabei in eine abenteuerliche Politik zu verfallen.

Heute steht die Sache so, dass sich unter den 10 Millionen Seelen, die der Trianoner Vertrag vom eigentlichen Ungarn abgetrennt hat, nahezu dreieinhalb Millionen Rassenmagyaren befinden, also der dritte Teil des gesamten Magyarentums, mit alten und grossen magyarischen Kultureinrichtungen zusammen.

Dieser Teil des Magyarentums führt um die Erhaltung seiner nationalen Eigenart einen verzweifelten Kampf. Der Erfolg dieses Kampfes bedeutet heute, wo es nicht in unserer Macht steht, die territorialen Verhältnisse abzuändern, die grösste Sorge der ungarischen Politik.

Wir haben auf das Los der von uns abgetrennten Brüder keinen unmittelbaren Einfluss. Doch müssen wir mittelbar alles daransetzen, womit wir ihre Lage erleichtern, die Aussichten ihres Selbsterhaltungskampfes verbessern können und müssen vor allem alles vermeiden, was eine entgegengesetzte Wirkung auslösen könnte. Aus diesem Grunde müssen wir den in Rumpfungarn befindlichen wenigen Nichtmagyaren gegenüber jene Politik einschlagen, die wir dem von uns abgetrennten Magya-

rentum gegenüber eingeschlagen wissen wollen. Jede Empörung, welche die Unterdrückung des Magyarentums in den Nachbarstaaten bei uns auslöst, jeder Wehschrei, jede noch so berechtigte Beschwerde dieser unserer Brüder wird selbstverständlich in seiner moralischen Kraft zusammenbrechen, wenn man sich darauf berufen kann, Ungarn behandle seine fremdsprachigen Bürger ebenfalls nicht anders. Dies ist eine solche auf der Hand liegende Wahrheit, dass sich nur eine an Unzurechnungsfähigkeit grenzende Kurzsichtigkeit dieser Erkenntnis verschliessen könnte. Die Verordnungen der Regierung sind in dieser Beziehung richtig und einwandfrei, nur muss mit grösster Energie die genaue Durchführung derselben an den Peripherien gefordert werden.

Doch betrachten wir nunmehr die seelische Verfassung der von uns abgetrennten Mitbürger nichtmagyarischer Zunge, ich wiederhole, ohne Illusionen, so, wie sie tatsächlich ist und nicht wie wir sie wünschen würden, so, wie sie sich aus der Gesamtheit der Erscheinungen feststellen lässt und nicht, wie man sie aus einzelnen verbitterten Erklärungen voreilig zu erkennen meint.

Vor allem stellen wir fest, dass unsere Mitbürger nichtmagyarischer Zunge im Weltkrieg als Soldaten tadellos ihren Mann gestellt haben.

Erscheinungen von Massen-Verrat, wie sie bei den tschechischen Truppen auf der Tagesordnung waren, sind in den ungarischen Regimentern nicht einmal sporadisch vorgekonmen. Die Pressburger und Kaschauer, grösstenteils aus Slowaken bestehenden Armeekorps können sich der glänzendsten Waffentaten rühmen. Die südungarischen Serben haben ebenso wie die Kroaten in Serbien einwandfrei gekämpft und auch an den aus Rumänen bestehenden Regimentern wurde nichts ausgesetzt. In diesen Erscheinungen kam denn doch zum Ausdruck, dass der tausendjährige ungarische Staat eine stärkere einigende Kraft besass, als der österreichische, eine Kraft, die zwar aus den oben erwähnten Gründen keine vollständige politische Assimilierung herbeiführen konnte, die psychologischen Faktoren des Zerfalls aber nicht so stark werden liess, dass sie über die militärische Disziplin hätten triumphieren können. Zu einer ähnlichen Feststellung gelangen wir — wobei hier auch die militärische Disziplin ausseracht gelassen ist — wenn wir die geringe

Wirkung der russischen Besetzung auf das ungarländische ruthenische Volk mit jener auflösenden Wirkung vergleichen, die bei den galizischen Ruthenen ausgelöst wurde. Zur Zeit der kurzen rumänischen Besetzung aber ging ein grosser Teil der siebenbürgischen rumänischen Intelligenz, z. B. 50% der rumänischen konfessionellen Lehrerschaft, zum stammverwandten Feind über.

Das Verhalten der Einwohner des alten ungarischen Gebietes unmittelbar nach dem Kriege und dem Zusammenbruch lässt keine bestimmte Folgerung auf ihren Seelenzustand zu, einerseits weil der ungarische Staat zur Zeit der Oktober-Revolution und des Kommunismus sozusagen gelähmt, nach aussen und innen gleichmässig aktionsunfähig und abstossend war, andererseits weil die Besetzungstruppen der Nachbarstaaten infolge der sträflichen Zerrüttung des ungarischen Heeres und — was die schwärzeste Tat der Oktober-Regierung war — ohne die Möglichkeit eines Widerstandes die für sie bestimmten Gebiete in Besitz nahmen.

Jene psychologische Umgestaltung aber, welche die von uns abgetrennten Mitbürger nichtmagyarischer Zunge, nachdem das ungarische Imperium tatsächlich aufgehört hatte und die Lostrennung Tatsache geworden war, durchmachten, lässt sich zum Teil durch Folgerungen aus der Natur der Sache, zum Teil durch solche Beobachtungen feststellen, welche eben jene Folgerungen bestätigen.

Und an diesem Punkte, wo ich zum wesentlichsten Teil meiner Ausführungen, zugleich aber auch zum schwierigsten Problem der zukünftigen ungarischen nationalen Politik gelangt bin, bitte ich nicht bloss um vollständige Unbefangenheit, sondern auch um eine gewisse seelische Anstrengung, die immer notwendig ist, wenn man in die Seelenwelt anderer eindringen will. Der oberflächliche Forscher verfällt zumeist in den Fehler, dass er bei den anderen ähnliche Gefühle voraussetzt, wie er selbst besitzt, ja sogar von ihnen fordert, solche Gefühle zu haben und in Zorn gerät, wenn dieses nicht der Fall ist. Auch dazu besteht die Neigung, dass man das, was man wünscht, für tatsächliche Wahrheit hält, wie man denn auch jederzeit einzelne Symptome entdeckt, die diese Illusion zu bestätigen scheinen. Die erste Bedingung der Erforschung der Wahrheit aber verlangt, dass wir uns von diesen Grundfehlern bei der Untersuchung und dem Raisonnement freimachen und den wirklichen

Tatsachen ins Auge schauen, ob nun dieselben angenehm sind oder nicht. Eine erfolgreiche nationale Politik kann, wie jede ernste Aktion, nur auf Wahrheit, auf wirklichen Tatsachen und nicht auf Fiktionen und frommen Wünschen aufgebaut werden. Diese Auffassung leitete mich bei folgenden Ausführungen.

Ohne Illusion können wir gleichwohl feststellen, dass die von uns abgetrennten Mitbürger nichtmagyarischer Zunge in ihrer neuen Situation nicht glücklich sind. Sogar dort, wo sie zu herrschenden Rassen wurden, wie beispielsweise das Rumänentum in Siebenbürgen, fühlen sie die Schwere der schlechteren Verwaltung und ihre sekundäre Rolle gegenüber den Einwohnern des Altreiches. Auch jener Teil der Slowaken, der nach der Tschechoslowakei gravitierte, hat eine furchtbare Enttäuschung erlebt, weil das slowakische Volkstum im Lande der tschechoslowakischen nationalen Fiktion in grösserer Gefahr ist, als man eine solche durch das ungarische Imperium zu erleiden glaubte. Damals konnte sie nur darüber Klage führen, dass ihr Rassentum nicht genügende Unterstützung erhält, heute stehen sie der Verleugnung desselben und überdies dem Bruch eines feierlichen Versprechens: der Verleugnung der im Pittsburger Vertrag mit der Unterschrift von Massarik und Benesch gewährleisteten Autonomie gegenüber. In ähnlicher Lage befinden sich die Ruthenen, denen der Trianoner Vertrag selbst eine Autonomie versprochen hat; die Tschechoslowakische Republik aber kümmert sich um dieses Versprechen einfach nicht. Was das von uns abgetrennte Deutschtum betrifft, war dieses auch früher durch den westeuropäischen Instinkt mit dem ungarischen Staat als der auf diesem Gebiet einzig möglichen Grundlage westeuropäischer Regierungsform verbunden. Das Deutschtum wird hauptsächlich durch das orientalische, nach Balkan schmeckende politische System verbittert, und diese Verbitterung kommt deshalb mit voller Kraft zur Geltung, weil es hinsichtlich der Anerkennung seiner Rassenindividualität keinesfalls besser daran ist, als es unter dem ungarischen Imperium war.

Die Unzufriedenheit ist also bei den von uns losgetrennten nichtmagyarischen Volksstämmen tatsächlich vorhanden. Wenn wir aber die Wahrheit über die Gefühlswelt dieser Völkerschaften erfahren wollen, und nicht unsere eigenen Beweggründe (womit wir keine annehmbare Basis für eine weitere Aktion gewinnen, sondern nur ein sicheres Fiasko vorbereiten) in ihre

Seelen hinein erklären wollen: müssen wir feststellen, dass nicht die Trauer um die verlorene ungarische Staatsbürgerschaft, sondern eher die Enttäuschung in ihren völkischen Hoffnungen, die materiellen und administrativen Nachteile die Quelle ihrer Unzufriedenheit bilden.

Wie lässt sich dieses mit der Staatstreue in Einklang bringen, die ich auch auf Grund der Kriegserfahrungen betreffs des überwiegenden Teiles unserer nichtmagyarischen Brüder kurz vorher festgestellt habe?

Einfach so, dass diese Staatstreue eigentlich die Ergebung in eine hundertjährige, für unabänderlich gehaltene Tatsache war, deren Erfassung in die Seelen als Staatsbewusstsein eingedrungen ist, und da dieses Bewusstsein wirklich nicht drückend war, auch ein gewisses patriotisches Gefühl ausgelöst hat. Wie wir aber gesehen haben, konnte dieses Staatsbewusstsein und dieser Patriotismus wegen der Unvollständigkeit des ungarischen nationalen Lebens nicht so erstarken, dass es — hauptsächlich in letzterer Zeit — dem immer stärker werdenden Volksbewusstsein gegenüber nach und nach nicht Raum verloren hätte, zumal die traditionelle ungarische Staatspolitik (nicht die Idee, sondern die Politik) einigen logischen Forderungen dieses Volksbewusstseins Einhalt tat. Wenn im grossen und ganzen vielerorts dennoch das Staatsbewusstsein vorherrschend blieb, so ist dies auf die Staatsverhältnisse: auf die Tatsache des im Nimbus der Unabänderlichkeit stehenden ungarischen Imperiums oder aber auf ausnahmsweise günstige lokale Einflüsse zurückzuführen.

Jetzt ist diese Tatsache in sich zusammengefallen, dieser Nimbus zerflogen und damit die stärkste Säule des darauf ruhenden psychologischen Baues gestürzt. Andererseits nimmt die Kraft des Rassenempfindens zu. Sie hat bereits durch die an die territorialen Änderungen geknüpften Hoffnungen zugenommen und nimmt — obwohl dieses paradox klingt — infolge der bezüglich dieser Hoffnungen erfolgten Enttäuschungen weiter zu. Die Enttäuschung löst nämlich einen Kampf aus um die Einlösung der gebrochenen Versprechungen, um die Verwirklichung der verweigerten völkischen Selbständigkeit, kurzum: um die Rasseninteressen. Diese erfüllen die ganze Seele der von uns abgetrennten nichtmagyarischen Völker, und zwar ohne Gegengewicht und jede andere Mischung; diese werden in dem

Kampf gestärkt, der ausschliesslich im Interesse des Rassentums geführt wird. Die auch ursprünglich nicht genügend starke, durch die tatsächliche Lostrennung noch mehr geschwächte ungarische Staatstradition hat gegenüber dem in unberechenbaren Dimensionen erstarkten Volksbewusstsein heute kaum mehr Chancen. Umso weniger, weil noch zwei Momente, die ich nur kurz berühren will, in die Wagschale fallen. Das eine Moment besteht darin, dass auf den abgetrennten Gebieten die führenden Elemente, deren grösster Teil magyarisch war: die Klasse der Gross- und Mittelgrundbesitzer, durch eine zielbewusst durchgeführte nationalistische Bodenreform auch als Einflussfaktor sehr geschwächt wurde. Unter den übrigen Elementen der Intelligenz aber nimmt die Zahl der Anhänger des Rassenkultus immer mehr zu, was ich Gelegenheit hatte in den Reihen des Deutschtums selbst festzustellen.

Das andere Moment besteht darin, dass die Psychologie der Nachkriegsmassen von der der Vorkriegszeit wesentlich abweicht. Jene waren durch richtige oder unrichtige Mittel, per fas et nefas, viel leichter zu führen. Den Krieg betrachten die Massen — nicht ganz ohne Grund — als politischen Bankerott der führenden Klassen. Eine solche Weisheit — so denken sie mit mehr oder weniger Selbstbewusstsein — die zu diesem Zusammenbruch geführt hat, bringen wir auch selber auf, mit einem Wort: wir wurden geprüft und sind durchgefallen. Hieraus ergibt sich der zunehmende Einfluss der führenden Elemente unberechenbaren Charakters, die naturgemäss ihren Einfluss auf den Instinkt, also auf die sozialen Ausgleichsbestrebungen und auf die Eingebung des Rassentums basieren, deren ersteres auch von der offiziellen Politik der Nachfolgestaaten ausgenützt wird. Die alte Ideologie kann mit diesen erstarkten Elementarkräften den Wettkampf nicht aufnehmen und kann gegen sie nicht mit Erfolg auftreten.

Ist denn also alles verloren? Bei weitem nicht. Das Ziel bleibt, doch muss sich die Methode gründlich ändern und sie kann es auch, ohne Verleugnung des Zieles.

Das Ziel ist, den ungarischen Staat zu erhalten, das heisst, das in entsprechenden Staatsgrenzen wohnhafte Volk in den Aussenbeziehungen, in der Solidarität der Landesverteidigung, in der Pflege der natürlichen wirtschaftlichen Zusammenhänge zu vereinheitlichen. Das ist das Wesen der Sache.

Die traditionelle ungarische Nationalitätenpolitik wollte diese zwangsweisen Einheiten durch eine solche Auffassung der nationalen Einheit sicherstellen, welche die Nationalitätenrechte bloss individuell gelten liess und der Nationalität als solcher keine staatsrechtliche Persönlichkeit zuerkannte, die führenden Klassen im Gegensatz zum Nationalitätengesetz mehr oder weniger zielbewusst mit dem Ungartum zu verschmelzen suchte und sich an die strenge territoriale Konzentration klammerte. Die psychologischen Grundlagen dieser Ideologie, die aus den angeführten Gründen schon längst nicht mehr stark genug waren, sind jetzt so schwach geworden, dass es ein vergeblicher Versuch wäre, darauf irgend etwas bauen zu wollen.

Sollte das Gebiet unseres Vaterlandes nicht durch irgend ein Hazardspiel, wozu ich beileibe nicht anspornen will, sondern durch die natürliche Entwicklung der Dinge, deren Möglichkeit wir uns immer vor Augen halten müssen, zum Teil oder ganz wieder hergestellt werden, so müssten wir mit dieser Tatsache rechnen. Man dürfte die Anerkennung einer gewissen Einheit der Angehörigen einer Rasse, die auf Umwegen bei manchen auch früher schon zur Geltung kommt, nicht halsstarrig von der Hand weisen. Man dürfte sich auch der Forderung auf gewisse territoriale Autonomien nicht starr verschliessen, wo die geographischen Zusammenhänge eine Grundlage dafür bieten. Man dürfte sich auch nicht an die Fiktion der einheitlichen magyarischen Intelligenz klammern, da doch das Volksbewusstsein sich auf der ganzen Linie auf dem Gebiete der Kultur ausleben will. Hiezu muss man ihm jede Gelegenheit geben und es seinem freien Willen anheimstellen, sich in die ungarische Kultur einzuschalten, deren natürliche Überlegenheit und zusammenschliessende Bestimmung auf dem geographisch und wirtschaftlich zusammenhängenden früheren ungarischen Gebiet in der Atmosphäre der Freiheit vielleicht noch besser zur Geltung kommen würde, als dies unter dem Verdacht der Aufoktroierung möglich war. Der magyarische Charakter des Staates ginge auch nicht verloren, sondern käme im Wege natürlicher Auswirkungen zur Geltung.

Vielen fällt es sicherlich schwer, sich in diese neue Ideologie hineinzudenken; manche weisen sie aus Denkfaulheit einfach von sich; viele andere protestieren dagegen mit der ganzen Kraft ihrer tiefeingewurzelten Gefühlswelt. Es lässt sich ja ge-

wiss nach den gewohnten Schablonen viel bequemer fortklügeln, als neue grundlegende Gedanken zu schaffen oder anzunehmen. Auch steht ausser Zweifel, dass gerade starke Seelen sich nur schwer in die Umgestaltung achtungswerter Gefühle hineinfinden. Auch ich tue dies nicht leichten Herzens, sondern deshalb, weil meiner tiefsten Überzeugung nach nur so eine Auferstehung erhofft werden und in Zukunft nur so, nicht anders, der ungarische Staat bestehen kann. So hat er eine psychologische Basis, die nebst einer geographischen und wirtschaftlichen, sowie der zwar stark verwundeten, aber nicht ganz ausgestorbenen historischen Tradition ein starkes Staatsgebäude errichten kann. Das ist nicht anders. Das ist die nackte Tatsache, auf Fiktionen aber kann man nicht bauen! Diese Umgestaltung der nationalen Ideologie, die analog auch auf sozialem Gebiete notwendig ist, bedeutet keinen Bruch mit der Tradition. Denn die Tradition bedeutet keine verknöcherte Rückständigkeit, sondern im Gegenteil, die Kontinuität der Entwicklung. Stamm und Wurzel bleiben immer dieselben, nur manche Äste trocknen ab und an ihrer Stelle wachsen andere. Das Interesse der Selbsterhaltung verlangt nicht, dass man auch die trockenen Äste behalte, sondern im Gegenteil, dass man diese selbst entferne und sie nicht dem Sturm preisgebe, wo ihr Abbrechen auch unter den gesunden Zweigen Verheerung anrichten kann. Man muss für die sich organisch entwickelnden neue Triebe die ganze belebende Kraft der aus den alten Wurzeln entspringenden Säfte, die feste Zähigkeit des alten Stammes sicherstellen.

Die Zukunft unserer Nation hängt davon ab, ob uns der Geist der Tradition in der Art beseelt, dass wir aus der Vergangenheit all das sorgfältig in die Zukunft übertragen, was Leben hat und womit wir die Kontinuität sichern können. Doch sollen wir uns nicht daran klammern, was seine Lebensfähigkeit verloren hat. Meiner Überzeugung nach würde Széchenyi, wenn er heute unter uns leben würde, auch dieses lehren, denn seine ganze Methode basierte auf der Berücksichtigung der gegebenen Kräfteverhältnisse. Die im Nationalitätenproblem verborgenen Gefahren aber fühlte er beinahe mit Seherblick voraus. Jetzt, unter den heutigen verzweifelten Verhältnissen befassen wir uns wieder mit seinem, beinahe zum Gemeinplatz gewordenen abgedroschenen Ausspruch, der aber jetzt eine neue Deutung verlangt: „Ungarn war nicht, sondern wird sein!“ Die

schreckliche Wendung in unserem Schicksal veranlasst uns beinahe diesen Ausspruch umzukehren und zu sagen: „Ungarn war, doch wird es nicht sein". Finden aber müssen wir in uns selber, finden und erwecken in der ganzen Nation, doch vor allem in der Verkörperung des „wird", in der ungarischen Jugend jene seelische Energie, die gegen eine solche Aeusserung der Verzagtheit in intransingenter Weise protestiert und auch dann protestieren würde, wenn ihr Protest keinen vernünftigen Grund hätte.

Ein solcher aber ist vorhanden. Ich sehe nämlich keinen Zusammenhang zwischen den erkennbaren organischen Gesetzen des Weltgeschehens und der Katastrophe unseres Vaterlandes; ich erblicke in den neuen Formungen der Friedensverträge keine Folge der Wirkung dieser Gesetze; im Gegenteil: alles geschah gegen diese Gesetze, indem das momentane Ergebnis einer entsetzlichen Erschütterung planlos und willkürlich ausgenützt wurde. Vorläufig bedeutet dies eine unüberwindliche Macht, doch die ewigen Gesetze der natürlichen Entwicklung wirken fort und werden in langsamer Arbeit all das aufreiben, was mit ihnen im Widerspruch steht.

Ich hege die feste Ueberzeugung, dass die Existenz Ungarns, sein kräftiger Bestand und seine Entwicklung auf der Linie dieser gesetzlichen Wirkung liegt, denn wie sonst hätte dieses Vaterland 1000 Jahre lang bestehen können? Wie hätte es sich siegreich aus allen Katastrophen zu retten vermocht, die es anscheinlich verschlungen hatten? Wir müssen die historisch feststellbare Harmonie unserer Existenz mit den grossen Entwicklungsgesetzen der Menschheit ergänzen und deren Geltendmachung damit fördern, dass wir auch die Art und Weise unserer Existenz immer wieder mit dieser Harmonie in Einklang bringen, denn dann werden wir sein, weil wir nicht nur sein müssen, sondern auch sein können, weil wir den irdischen Bestimmungen der göttlichen Vorsehung Genüge geleistet haben und darauf rechnen können, dass Gott uns helfen wird!

La Situation des Minorités roumaines Trans-Danubiennes.

Dans le royaume Jougo-Slave, pour ne parler que de la région trans-Danubienne de cet état (en faisant par conséquent abstraction du Banat), on trouve des Roumains : dans la Macédoine-Serbe annexée en 1913 et dans l'ancien royaume de Serbie entre le Timok et la Morava.

Les premiers, connus sous le nom de Koutzo-Valaques, sujets Ottomans jusqu'en 1913, purent, comme tous leurs congénères de l'empire, malgré les chicanes du Patriarcat et du clergé grec, avoir sous le régime turc, leurs écoles nationales et des églises dans lesquelles on officiait dans leur langue maternelle.

La guerre balkanique de 1912 à 1913, étant survenue et la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, s'étant partagées presque tout le territoire de la Turquie d'Europe, les Roumains de Macédoine purent craindre à juste titre pour leurs écoles et leurs églises, l'attitude prise à leur égard par ces trois pays et l'intolérance qui y régnait, ne leur promettant rien de bon. Cependant l'intervention décisive de la Roumanie en 1913 dans le conflit balkanique, eut entre autres résultats aussi celui d'obtenir, comme annexe au traité de Bucarest, une déclaration identique de la part de chacun des trois États Balkaniques, par laquelle : il consentait à donner l'autonomie aux écoles et aux églises des Koutzo-Valaques, se trouvant dans les territoires nouvellement acquis et à permettre la création d'un Episcopat pour ces mêmes Koutzo-Valaques avec la faculté pour le gouvernement roumain de subventionner, sous la surveillance du gouvernement territorial, les dites institutions présentes et à venir.

Si ces dispositions n'ont encore été appliquées dans leur teneur par aucun des états signataires, la Serbie au mépris de ses engagements de 1913 et à l'encontre de principe proclamé solennellement à Versailles, selon lequel tous les peuples grands et petits ont droit à une vie libre et indépendante, conforme à leur origine et à leurs traditions, n'a pas hésité à supprimer brutalement d'un seul coup les 32 écoles primaires et les 2 écoles secondaires roumaines qui fonctionnaient dans la partie de la Macédoine tombée en 1913 sous sa domination. De même

les prêtres roumains furent chassés de leurs églises et remplacés par des prêtres serbes qui substituèrent le service en langue slave au service en langue roumaine.

Ces mesures ne sont du reste pas isolées car elles font partie de tout un système de destruction par la violence de tout un peuple, en lui faisant la vie impossible tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel. Nous nous bornerons à citer la serbisation forcée des noms, la persécution des Roumains dans leurs affaires pécunniaires, l'application à tout propos d'amendes ruineuses, la distribution par mesure officielle des terres de l'état exclusivement aux paysans d'origine slave, la prohibition de l'usage en public de la langue roumaine par mesure de police. Aussi le résultat ne s'est pas fait longtemps attendre car les malheureux Koutzo-Valaques de la Macédoine Serbe ne pouvant plus y tenir, émigrent en masse de leur pays, devenu pour eux un véritable enfer.

Quant aux Roumains de l'ancien royaume de Serbie privés totalement d'églises, d'écoles et de toute espèce de vie nationale, avec des noms serbisés au point d'être meconnaissables, ils végètent sous l'oppression serbe et ne résistent que grâce à leur force d'inertie dûe a leur grand nombre (plus de 300.000) et à l'endurance de la race.

Il est intéressant de comparer la situation des Roumains de Serbie à celle des Serbes de Roumanie qui au nombre de tout au plus 40.000, ont cependant un vicariat serbe et plus de 100 églises et écoles nationales et sont traités à tous les points de vue sur un pied de parfaite égalité, ayant bénéficié dans la même mesure que les paysans roumains de la réforme agraire.

La situation des Roumains qui habitent au nombre de plus de 100.000 la région Danubienne de la Bulgarie n'est pas bien meilleure.

Manque total d'école roumaines, bulgarisation des noms, persécutions et sévices exercées contre tous ceux qui osent s'affirmer roumains ou qui envoient leurs enfants faire leur éducation en Roumanie. La seule différence est que la langue roumaine est encore tolérée dans un certain nombre d'églises.

Par contre les Bulgares de Roumanie ont 5—6 lycés et collèges sans parler des écoles primaires, et envoient librement leurs enfants, faire leurs études en Bulgarie.

En Grèce, incontestablement la situation est moins mauvaise,

car un certain nombre d'écoles roumaines fonctionnent, voire même 3 écoles secondaires, mais il n'en est pas moins vrai que beaucoup d'organes inferieurs de l'administration et même de l'armée, ne se font pas faute de chicaner les instituteurs et d'intimider les parents pour les empêcher d'envoyer leurs enfants aux écoles roumaines.

D'autre part, l'agglomération des réfugiés d'Asie Mineure et de Trace, de préférence dans les régions habitées par les Roumains, a rendu, au point de vue économique, l'existence de ceux-ci tellement précaire qu'il vient de se produire parmi eux un puissant courant d'émigration. Il n'est pas besoin de rappeller la situation florissante des colonies grécques en Roumanie avec leurs églises opulentes et leurs écoles à l'abris de toute vexation.

Il est hors de doute que de tous les États Balkaniques celui dans les frontières duquel les Roumains pouvaient fonder le plus d'espérences pour le libre développement de leur nationalité c'est l'Albanie.

Ceci résulte des relations traditionnelles de constante amitié que Roumains et Albanais, vivant côte à côte, ont toujours entretenues.

Toutefois nous sommes obligés de constater que ces espérances tardent à se réaliser, car jusqu'à présent les Roumains n'ont encore que 4 écoles sur les 12 qu'ils avaient avant la guerre et qui elles même étaient dérisoirement insuffisantes pour la population d'environ 60 à 70.000 Roumains qui vivent dans le pays.

Nous nous plaisons cependant à espérer que les Albanais secouant les mauvaises influences étrangères, adopteront à l'égard de la minorité roumaine une ligne de conduite, conforme à leurs traditions et à leurs intêrets en même temps.

Inutile de rappeler l'accueil fraternel qui a toujours été fait aux Albanais en Roumanie et le fait de notoriété publique que la première école dans laquelle on ait enseigné l'Albanais, a été fondée à Bucarest, de même que le premier service religieux célèbré dans la même langue, l'a été dans une église roumaine de la même ville prêtée à la colonie Albanaise.

Nous avons tenu à exposer d'une façon succinte la situation des minorités roumaines d'au delà du Danube qui comptent

certainement parmi les plus mal traitées, afin de prendre date et rang pour le jour tant souhaité où l'on redressera les iniquités de la nature de celles que nous avons signalées, ce à quoi nous avons d'autant plus droit qu'en âme et conscience, notre peuple a été toujours et partout un élèment d'ordre, de large tolérance et de civilisation.

Pan-Irredentismus — der heilige Irredentismus.*

Von: **Josef Széll.**

Aus dem Ungarischen übersetzt von *Dr. Ervin Pick.*

Ein inherenter Bestandteil der Gedankenwelt der Minderheiten ist jenes unausrottbare Gefühl, das die Minderheiten als abgesplitterte Teile mit dem nationalen Mittelpunkte jenseits der Grenze verbindet. Dieses Gefühl ist die natürliche Frucht jener Sprach-, Geist- und Abstammungs-Gemeinschaft, welche Gemeinschaft wir Nation nennen, sowohl wenn sie in einheitlichem Rahmen, als auch wenn sie durch Landesgrenzen in verschiedene Teile getrennt, lebt. Wir nationale Minderheiten haben das heiligste und natürlichste Recht zu unserer Sprache, zu unserer nationalen Kultur und zu dem hehren Andenken unserer Geschichte. Würden wir dies nicht tun, oder der Gewalt die uns davon berauben will weichen, so würden wir damit jenes aufrichtigste und innerste Wesen des nationalen Empfindens leugnen, das auch ein innerlichster Teil der ganzen menschlichen Gemeinschaft is.

Die Berufung der Nation und des nationalen Geistes besteht

* Ich bitte die geehrten Leser, die untenstehenden Erörterungen mit Geduld durchzulesen, bevor unter Einwirkung der Titelüberschrift ihre Gefühle in Erregung kämen. Der Schreiber dieser Zeilen ist weder ein Politiker, noch ein irredentistischer Agent, sondern ein Maschinenbauingenieur. Als solcher geht er von jenem Gedanken aus, dass ebenso wie die wilden Gewässer der Natur durch die Mittel der Technik bezwungen, statt Zertrümmerung nützliche Arbeit leisten, auch die in Frage stehende Art der historisch-dynamischen Kräfte, zu einer friedlichen, schöpferischen Arbeit heranziehbar ist.

nicht im Bau von Dämmen und in dem in sich isoliertem Leben mit abgetrennten Teilen anderer Nationen. Ihre Berufung ist eben jene Brücke zur Zukunft zu bilden, die zur bleibenden Einheit der brüderlichen menschlichen Gemeinschaft führt. Die Nation ist kein Endziel sondern eine Entwicklungsstufe. Nicht immer gab es Nationen und wird es auch nicht immer geben. Die gesellschaftliche Entwicklung bildete diese Gruppierung in der Reihe der immer grösser werdenden gesellschaftlichen Gruppeneinheiten und sobald sie ihre Berufung im Sinne der Entwicklungslehre erfüllt hat, so wird die schöpferische Kraft der Völker neuere und grössere Einheiten bilden. (Siehe die Vereinigten Staaten von Nordamerika). Aller Nationen Weg ist aber gemeinsam und aller Nationen Schicksal die Internationalität. Die Mission dieser ist: durch den in ihr steckenden allgemeinen Menschheitsgedanken alle Nationen mit einer je stärkeren und zusammenfassenderen Kraft umzuschlingen.

Der richtige Nationalismus ist also nicht jener, der in seiner überschwänglichen Eitelkeit sich als Selbstzweck betrachtet und in seinem egoistischen Machtbestreben durch Unterdrückung anderer Nationen sich stärken will, sondern derjenige Nationalismus, der als Nation sich als Genosse anderer Nationen betrachtend, aus sich selbst heraus der Menschheit Werte schafft.

*

Aus diesem Gesichtspunkte betrachtet erfordert der Begriff des Irredentismus einer Um- und Aufwertung. Unser Bestreben ist, jene höherwertige und neue Deutung des Begriffes des Irredentismus zu geben, die sich organisch in den geistigen und moralischen Aufbau des Ideenkomplexes des Minderheitsgedankens einfügt. Im Jahre 1878 entstand unter dem Namen „Italia irredenta" in Italien eine politische Vereinigung zum Zusammenschluss aller italienischsprachigen Gebiete, die als solche die nicht befreite italienische Bevölkerung bedeutete. Unter Irredentismus versteht man heute jene Bewegung, die unter fremder Herrschaft lebende Teile einer Nation dem Mutterlande zurückbringen will.

Der Irredentismus findet seinen geistigen Ursprung eigentlich im Ideenkreis der französischen Revolution, die die Freiheit an die Spitze der heiligsten Menschenrechte stellte und in der Ideenwelt der Völker den dynastisch-feudalen Staatsinteressen den nationalen Gedanken und das Selbstbestimmungsrecht der

Völker gegenüberstellte. Heute aber, dreizehn Jahrzehnte nach der französischen Revolution, ist die Lage die, dass, obwohl der nationale Gedanke gegenüber dem dynastisch-feudalen Prinzipe einen absoluten Sieg erreichen konnte, er trotzdem die ihm gezogenen Grenzen überschritt und damit – zwar in geringerem Masse – wieder der nationalen Freiheit zum Schaden gereiht. Der Irredentismus, als ein verspäteter Spross der französischen Revolution, befolgt also nur das edle Vermächtnis dieser Bewegung, wenn es die noch bestehenden Freiheitseinschränkungen radikal aus der Welt schaffen will.

Bei näherer Untersuchung zeigt es sich aber, dass der Irredentismus dieses Ziel niemals erreichen kann. Es wird sich auch zeigen, dass der staatsverneinende und in der Macht der Waffen trauende Irredentismus heute schon überholt ist. Da er aber nur ein romantischer Versuch sein kann, ist er als solcher umso gefährlicher und von der verhehrendsten Wirkung.

Der Irredentismus kann schon deswegen sein Ziel nicht erreichen, weil er eben durch die so erreichten neuen Grenzen selbst einen neuen Irredentismus schaffen würde. Letzten Endes wäre dies also nur ein Rollenwechsel. Nur dort würde er eine klare Lage schaffen können, wo neben der so geschaffenen Landesgrenze die betreffende Minorität in einer homogenen Masse vorzufinden ist. Dies ist aber eine seltene Ausnahme; sowohl in Mittel- als auch in Osteuropa ist die allgemeine Lage so gestaltet, dass wegen der unendlich gemischten etnographischen Lage es unmöglich ist eine geographische Grenze zu ziehen die mit der etnographischen zusammenfallen soll. An Stelle der so befreiten Minderheiten würden neue treten, die wieder Irredentismus betreiben würden. Dieses Herumpendeln würde so anhalten bis eben alles in Trümmern liegen würde. Nur dies kann das einzige reale Ergebnis sein, Vernichtung und wieder Vernichtung. Bei dem heutigen System der öffentlichen und geheimen Verbindungen würde jede irredentistische Bewegung ein zündender Funke für das Pulverfass sein, das Europa neuerlich zum Schauplatz eines schrecklichen Weltkrieges machen würde. Was aber dies sowohl für die Majoritäts- als auch Minoritätsvölker Europas bedeutet, braucht jenen, die nur ein kleinwenig Fantasie besitzen und Abhandlungen über die heutigen Möglichkeiten des Luft- und Gaskrieges lasen (was mag dann hier noch die Zukunft mit sich bringen), nicht besonders erklärt werden.

Der verflossene Weltkrieg war nur eine kurze Andeutung dessen, was der Zukunftskrieg zu verrichten vermag. Unter solchen Umständen würde der sich auf Waffengewalt stützende Irredentismus die Lösung des blinden Samsons wählen.

Der Irredentismus erfüllt also seine Aufgabe damit, dass er seine statische Spannung wirken lässt und die schicksalsschwere Bedeutung der Minderheitsfrage beleuchtet. Als dynamischer Faktor kann er aber nur dann wirken, wenn er in seinem Wesen abgeändert erscheint und sich den neuen Ideengängen und Zukunftsaufgaben anpasst.

Hier taucht das für den ersten Moment fast unlösbar erscheinende Problem auf: wie lässt sich mit der Treue des Staatsbürgers jener natürliche Wunsch al'er Minderheiten vereinen, sich mit der kompakten nationalen Masse jenseits der Grenze zu vereinigen? Wie liesse sich jene staatsgemeinschaftliche Bindung, zu welcher eine Minderheit staatsrechtlich und durch die Landesgrenzen gehört, mit jener national-gemeinschaftlichen Bindung, zu welcher diese betreffende Minderheit durch ihre Sprache, Kultur, Abstammung und mit ihrem Herze gehört, in Einklang bringen?

Finden wir hierauf eine befriedigende Antwort, jenen gemeinsamen Nenner, dann finden wir auch für den Irredentismus jene neue begriffliche Erklärung, die gegenüber der früheren ganz klar und absolut pazifistisch sein wird, ohne die höchsten Wünsche der Minderheiten im Stiche zu lassen. Inzwischen muss auch bemerkt werden, dass die neue begriffliche Gestaltung des Irredentismus schon deswegen notwendig ist, weil das Minderheitsproblem in der neueren Zeit seit dem Friedenschluss eine ganz andere Gestaltung aufnahm als vor dem Kriege. Vom Minderheitsproblem als eine innerpolitische Frage behandelt, bis zum Minderheitsproblem, das durch die Friedensverträge zu einer internationalen Frage wurde und sich so als ein universelles Minderheitsproblem darstellt, führt ein langer Weg. Die letztere Gestaltung hat also eben deswegen ihren eigenen geistigen Aufbau im universellen Minderheitsgedanken, was bei der früheren Gestaltung fehlte beziehungsweise sich nur in der irredentistischen Literatur bemerkbar machte.

Der Minderheitsgedanke schliesst aber gänzlich und endgültig den Irredentismus aus. Da aber die ultranationale Mentalität in allem dies vorzufinden bestrebt ist und da das die Grundlage

des Irredentismus bildende gefühlsmässige Moment – zwar des Irredentismus absolut frei ist, muss es dennoch im vollständig ausgebauten Minderheitsgedanken zum Ausdruck kommen. Deswegen ist die hier beabsichtigte Erklärung des neuen begrifflichen Inhaltes des Irredentismus erforderlich. Der Minderheitsgedanke enthält ausser politischen und kulturellen Problemen ein stetig wachsendes gefühlsmässiges Problem. Mit Ausserachtlassung des Sowjetstaates sind an dem Siege des Minderheitsgedankens in engerem Sinne 40 Millionen, in weiterem Sinne 50 Millionen Europäer interessiert.

Mehr oder weniger bewusst leidet also heute fast jede neunte, beziehungsweise siebente europäische Seele an einer gemeinsamen Nostalgie. Dies muss im Panirredentismus zum Ausdruck kommen.

*

Die Lösung des so gestellten Problems is einfacher, als man es für den ersten Augenblick glauben würde. Wir müssen uns an jene Idee wenden, die die einzig mögliche Heilung dem durch und durch an Seele und Körper kranken Europa bringen kann: an Paneuropa!

Nach der Lehre der Philosophie ist jeder Gegensatz in einer höheren Einheit auflösbar. Die Soziologie lehrt uns, dass wenn im Verlauf der gesellschaftlichen Organisierung eine bestehende Einrichtung nicht mehr entspricht und der Weiterentwicklung nicht mehr dienlich ist, so macht ihre Anpassungsfähigkeit zum Leben das Entstehen einer höheren Organisation notwendig. Die Rechtsphilosophie ist bestrebt, ausgehend von dem Begriffe der Menschheitsrechte, dem neuen Rechte eine prinzipielle rechtliche Grundlage zu schaffen, um damit die Rechtsordnung der Menschheit mit neue positive Rechte zu vermehren.

Die ideelle Konstruktion Paneuropas ist das Ergebniss einer Synthese, die Frucht der geistigen und materiellen Erfordernisse des Zeitalters, die die dynamische Kraft der Entwicklung zur Reife bringen wird. Diesen Entwicklungsprozess zu fördern ist die eminente Aufgabe der Denker, der Politiker, der Volkswirtschaftler und der Erzieher. Wenn der Begriff der Staatsbürgerschaft die Gesamtheit der staatsrechtlichen und politischen Beziehungen des Individuums zum Staate beinhaltet, so kann man die Gesamtheit der sprachlichen, kulturellen abstam-

mungs- und gefühlmässigen Beziehungen zwischen Individuum und seiner Nation als Nationalbürgerschaft benennen. Jener Teil der rechtlichen Bevölkerung des Staates, bei welcher die Staatsbürgerschaft nicht mit der Nationalbürgerschaft zusammenfällt, bildet die nationale Minderheit. Bei den Minderheitspersonen entsteht so eine eigentümliche Teilung der Persönlichkeit: mit dem Kopfe ist er Staatsbürger, mit dem Herzen Nationalbürger. Die rechtliche Grundlage der Nationalbürgerschaft bildet die Minderheitskonvention und der Minderheitsschutz, wodurch die nationalen Eigenschaften als zur Persönlichkeit des Menschen gehörend anerkannt und der rechtschöpferischen Fähigkeit der nationalen Beziehungen zugestimmt wird.

Der Gegensatz zwischen Staatsbürgerschaft und Nationalbürgerschaft, der sich bei den Minderheiten zeigt und die absolut freie Entwicklung ihrer Persönlichkeit behindert, kann in einer höheren Einheit, in der europäischen Bürgerschaft zum Ausdruck kommen.

Die Minderheitskonvention und der Minderheitsschutz schränkt aber die Suverenität der Staatsmacht ein, wodurch die Minderheiten im gewissen Sinne und in gewissem Grade aus der Staatsgemeinschaft herausragen und Mitglieder einer höheren Gemeinschaft werden, welche Gemeinschaft über die staatsbürgerliche und nationalbürgerliche Gemeinschaft zu stellen ist und zwischen beiden die Verbindung herstellt.

Durch die Weiterentwicklung dieser höheren Gemeinschaft gelangen wir zu jener höheren Einheit, wo sich der Gegensatz zwischen staatsbürgerlicher Bindung und nationalbürgerlicher Bindung in völliger Harmonie löst. Diese höhere Einheit sind die Vereinigten Staaten von Europa.

Die endgültige Form Paneuropas wird sich durch Überwindung der Übergangsphasen verwirklichen lassen. Wir leben jetzt in der ersten Phase der anfänglichen Konzentrierung, wobei der eine Konzentrierungsbrennpunkt eben der universelle Minderheitsgedanke ist. Wird mal dieser Gedanke ganz verwirklicht werden, dann wird der Begriff der Minderheiten gänzlich verschwinden.

Die letzte Phase wird durch jene Organisation karakterisiert, wo auf Grund des paneuropäischen nationalen Registers (Personen-Kataster) durch die verschwundenen Landesgrenzen

auch die geographische Entfernung zwischen den zerstreuten Mitgliedern einer Nation überwunden wird.

Es wird eine einzige Staatsbürgerschaft geben: die europäische und so viele Nationalbürgerschaften, wie viele Nationen es nur geben wird. Es wird eine einzige Staatssprache geben: das Esperanto und es wird so viele Muttersprachen geben, in wie vielen Sprachen nur die gemeinsame europäische Kultur zum Ausdruck gebracht werden kann.

*

Panirredenta: bedeutet jede nicht befreite, gebundene europäische Minderheit – geeinigt in einem Ziel, in einem Bestreben, in einer Gemeinschaft. Der Panirredentismus ist die Bewegung der universellen und gemeinsamen Erlösung.

Dieser Irredentismus ist gegenseitig und universell, denn er will in einem Vaterlande vereinigen sowohl sämtliche Rumänen als auch sämtliche Ungarn; will im nationalen Register vereinigen die im entferntesten Europa lebenden deutschen Volksinsel wie er auch das zerstreute Judentum zu einer Nation vereinigen will.

Der Panirredentismus bezweckt die absolute nationale Freiheit, nationale Gleichheit und nationale Selbstbestimmung. Jedermann wird sich in jenem Register eintragen, das sein Gewissen wählen wird. Der Panirredentismus leugnet den Nationalstaat und bejaht Paneuropa als den Kollektivstaat der Nationen. Er will einen unteilbaren Staat und darin soviel Nationen wieviele durch das Schicksal in die europäische Gemeinschaft berufen sind.

Der Panirredentismus bekämpft den politischen und wirtschaftlichen Individualismus der Nationen, da dies den Imperialismus, die Unterdrückung, den Krieg mit sich bringt. Er will vielmehr jenen Kollektivismus, der Frieden, Wohlstand und Einvernehmen mit sich bringt und den schönsten Individualismus der Nationen sichert: den nationalen Karakter in der universellen Kultur. Darum will er nicht die neuen Grenzen sondern sämtliche Grenzen niederreissen.

Der Panirredentismus will die Vollkommenheit des Lebens, die Schönheit des Lebens. Darum werden wir Minderheiten, welcher Nation wir immer angehören sollen, niemals dulden, dass die eine Hälfte unserer Seele vernichtet werden soll. Wir fordern die Fülle des Lebens, das Maximum unserer Rechte, die Erfüllung unseres sehnlichsten Wunsches.

Darum sind wir Panirredentisten und darum tragen wir im Herze die Farben Paneuropas: das Sonnenkreuz in rotgoldenem Felde, das doppelte Symbol des Geistes und des Humanismus.

*

Die Förderung der paneuropäischen Entwicklung bildet die evolutionäre und geschichtliche Aufgabe des Minderheitsgedankens.

Innerhalb des Minderheitsgedankens rüstet sich eine neue Bewegung. Das Ziel dieser Bewegung ist: Paneuropa; die treibende Kraft: der Panirredentismus; ihre Kämpfer: Europas sämtliche Minderheiten.

Diese Bewegung ist nur ein Zweig jener allgemeinen Bewegung, die berufen ist Europa zu retten, jener in Zeit und Raum universellen Bewegung die ewig, trotz aller Leiden, alles Hohnes, aller Dummheiten und Verfolgungen mit unveränderter Liebe an ihrer grossen Berufung, an der Mission des menschlichen Geistes glaubt!

Unsere Minderheitsnostalgie steht nicht allein. An gleichem Heimweh leiden auch Minderheiten in einem anderen Sinne: ein Wells, Barbusse, Rolland, Coudenhove-Calergi, Costa-Foru ...

Ihre Seele – und die Seele alljener, die den neuen Rythmus des Lebens zu erfassen vermögen – versteht uns ...!

Minoritățile în focul concentric.

De o vreme încoace, minoritățile din România se găsesc în mijlocul unor atacuri concentrice pentru pactul ce au încheiat cu guvernul în vederea alegerilor. Campanii durează dela publicarea alegerilor, în zilele premergătoare alegerilor s'a intensificat ca focul de mitralieră, iar acum, când între voturile obținute de către partidul guvernamental se găsesc și voturile minorităților naționale, întreaga presă române ca și când ar găsi de sosită vremea pentru un asalt general, firește, cu excepția celei guvernamentale.

Incepând cu gazetele partidului liberal, continuând cu organele oficiale ale partidului național și țărănesc, până la ziarele independente, dela Adevărul până la Universul și până la Cuvântul ajunge frontul de idei, care se înșiră împotriva partidelor

şi masselor minoritare. Atacurile, desigur, sunt foarte variate, atât cu ton cât şi cu conţinut. Sunt între ele şi unele manifestaţii făcute în ton objectiv, ce nu se poate explica prin reavoinţă şi ură; şi sunt atacuri grosolane, înstigătoare, purtând timbrul evident al intereselor şi prejudiciilor, şi durere, acestea sunt în număr mai mare!

In orice caz, atacurile sunt a se primi cu linişte şi cu demnitate. Trebue să se renunţe şi la încercarea de a demonta cu mijloacele convingerii pe aceia, cari o asemenea prezintare a chestiei minoritare doresc să o aibă de ciomag împotriva guvernului şi uită, că minorităţile naţionale nu sunt totalitate de unelte, ci totalitatea unor oameni vii şi simţitori, pe cari îi doare, dacă îi lovesc şi îi doare, dacă se loveşte cu ei. Nu avem pentruce ne ocupa nici de atacurile personale, îndreptate împotriva unor politiciani minoritari, întrucât în loc de acuze concrete nu coprind decât ofense disgustătoare şi fapte inexacte. Cel mult atâta se poate observa, că asemenea pietri cad totdeauna asupra celui ce atacă şi dovedesc, că partidele române, ale căror organe oficiale îşi permit asemenea mijloace, pelângă toate afirmaţiile lor contrare, nu dispun de un program minoritar hotărît şi obligător între toate împrejurările, căci altfel s'ar gândi şi la viitor, nu numai la avantajiile de propagandă ce se îmbie la moment. Avem însă să ne ocupăm de obiecţiunile cari în bază de idei atacă pactul electoral dintre partidul guvernamental şi partidele minoritare, find interesul nostru vital, ca elementele româneşti obiective să nu stee ostile faţă'n faţă cu tendinţele minorităţilor naţionale.

Dintre atacurile venite din dreapta, merită să se cunoască punctul de vedere al *Universului*, care din capul locului, principiar e contra oricărui pact între un partid român şi între minorităţile naţionale, şi aceasta concepţie şi-a accentuat-o la timpul său atât faţă de pactul dela Cucea, cât şi faţă de acordul electoral încheiat cu liberalii. *Universul* se teme, că sistemul pacturilor electorale va produce o licitaţie între partidele româneşti asupra voturilor minoritare şi fiecare partid va oferi tot mai multe şi mai multe concesiuni partidelor minoritare. *Universul* spune, că guvernele României au dat deja minorităţilor tot ce li se cuvine, a da mai mult e împotriva intereselor naţionale române. Doreşte deci o înţelegere între partidele române, ca nici unul să nu dee minorităţilor mai mult ca cellalt.

Cu deosebire pe d-l Octavian Goga îl atacă *Universul* aspru. Zice, că d-l Goga până acum a propovădint fanatismul național, iar acum din interes electoral a pactat cu minoritățile. Universul scoate în evidență, că pe Goga toți l-au ținut de bun antisemit, iar acum reiese, că el era numai un demagog al acestei idei. Îi impută, că a lăsat să între în parlament, pe lista guvernului, deoparte oameni ca Bela Szele și Bela Barabaș, de altă parte oameni ca Streitmann (publicist cu bun nume, oarecândva evreu, fost primredactorului „Viitorului" timp de zece ani). În general toate gazetele neguvernamentale sunt de acord în a acuza pe Oct. Goga de duplicitate din cauza pacturilor încheiate cu minoritățile naționale, uitând, că Oct. Goga deja înainte cu trei ani a fost pe punctul de vedere al unor asemenea pacturi, deci prin nimic nu a îndus în eroare nici opinia publică, doar nu în urma ajungerii la guvern a început a aplica politica armoniei cu minoritățile.

*

Un alt punct de vedere e acela, care se poate găsi în mai multe gazete române și care a fost concipiat mai pregnant de către *La Roumanie Nouvelle*. În aceasta gazetă d-l Victor Hillard zice: „pacturile electorale încheiate cu minoritățile sunt antinaționale și imorale, pentrucă susțin numai spiritul de separatism și de desbinare, și îndeamnă minoritățile la solidaritate osțilă. Pentrucă două posibilități există. Ori minoritățile au obținut totalitatea drepturilor lor sancționate prin legi și atunci favorurile acordate sunt în contrazicere cu interesele statului național unitar; sau minoritățile nu au obținut drepturile lor, dar atunci a le acorda drepturile în asemenea condițiuni e o faptă profund imorală."

Cam aceasta e baza și la constatările, pe cari le propovăduesc *Adevărul* și *Dimineața*. Editorialul d-lui Train Vlad prezintă aceasta concepție în mod pregnant. Contrar *Universului*, el ține că în pacturile dîntre partidele române și cele minoritare nu e nimica rău, dincontra: prin asemenea pacturi minoritățile se încopciază în mod organic în politica română și sustragându-se influințelor străine, interesul minorităților se încadrează în sfera Bucureștiului. Își dă seama, că și așa rămân încă în rândurile minorităților iredentiști, dușmani ai statului, dar în acest chip aceștia vor fi tot mai puțini și vor avea tot mai puțin teren între massele minoritare. Nici altfel nu este a se teme de minorități, cari nici pe vremea dominațiunei lor nu au putut sgudui

românimea. Românii — scrie el — în liniște pot fi toleranți și marinimosi, față de minorități. Înse d-l Traian Vlad e contrarul pacturilor electorale, cari se încheie în momentul ultim.

Arată, că în ce privește dreptul de publicitate al școlilor minoritare, el îl aprobă foarte mult și admite, că aceasta poate servi ca bază de pact între oarecarea partid românesc și între minorități. Condamnă înse, dacă se zice minorităților: „votează cu mine și atunci vei primi dreptul de publicitate, la caz contrar nu.“ Condamnă, dacă pe timpul campaniei electorale minoritățile primesc drept de întruniri, când tot atunci acela se deneagă partidelor românești. Și așa mai departe.

*

Cam în acestea se pot resuma părerile organelor române, cari nu țin strict de cercul de interese ale cutărui partid. E numai natural, că *Viitorul* acum condamnă aspru pactul dintre guvern și minorități, deși pe vremea alegerilor comunale guvernul liberal a încheiat acel pact și e natural si aceea, că *Viitorul* nici nu găsește de necesar să și motiveze aruncarea acestei păreri.

E de înțeles și aceea, dacă gazetele partidului național și țărănist acuză pe minoritari cu trădarea democrației și scriu, că chiar voturile minoritare au adus majoritatea guvernului. E greu a întra în polemică cu aceste manifestări și trebue să sperăm, că trecerea timpului și depărtarea dela dureroasele lupte electorale vor aduce liniștea relativă, care dă posibilitate la o mai culmă judecare a evenimentelor și la o discuție obiectivă.

Până atunci putem numai să repetăm, ceeace de atâtea ori am spus. Pentru minoritățile naționale e o situație de cea mai regretabilă forță, că neparticipând la luptele partidelor maghiare, caută să-și obție numărul drepturilor constituționale, ce li se cuvine conform tuturor acordurilor internaționale și a dreptății omenești.

Minoritățile ar fi fericite, dacă în baza unei convenții între partide, o lege solemn aprobată și tradusă în realitate le ar acorda aceste drepturi, cari cu nimic nu ating ideea de stat român și interesele națiunei române. Dacă s'ar întâmpla aceasta, atunci chestia minoritară, ca problemă politică, ar înceta, și minoritățile naționale, grupându-se conform caracterului lor de clase și a concepției lor, și-ar ocupa locurile în taberele politicei românești. Dar până ce nu se va avea aceasta situație de drept,

minoritățile naționale sunt nevoite a se alătura solidar totdeauna de aceia, dela cari pot spera cât mai curând îndreptarea situației lor, acordarea libertăților.

Partidele de opoziție, cari condamnă acest oportunism, ele împing minoritățile naționale spre acest oportunism. Doar atacurile lor actuale dovedesc, că și programul lor minoritar depinde de considerații electorale și în practică numai decât se schimbă, după cum situația momentană la o alegere îi pune față'n față cu partidele minoritare. Pe minorități le va câștiga în măsură deplină acel partid român, care va propovădui în chestia minoritară o politică cât mai stabilă, cât mai solidă, cât mai independentă de considerațiile electorale.

Das politische Leben und die Kämpfe des Ungartums in SHS.

Von: **Josef Gáj.**

II.

Das Ungartum in SHS. gelangte jedoch nicht bloss dem Panserbismus ohne Vorbereitung gegenüber, sondern gleichzeitig auch dem Panslavismus. Und es muss festgestellt werden, dass dasselbe, – so wenig es den drohenden Panserbismus erkannte, – noch weniger den umfassender und allgemeiner ausgeprägten Panslavismus sah, welcher in den kroatischen Bestrebungen die Idee des Jugoslavismus bedeutete und sich ebenso gegen den Besitzstand der Skt. Stefanskrone richtete. Wenn man auch von irgend einem Trialismus, im Rahmen der Monarchie Kenntniss hatte, welcher die Errichtung eines föderativen südslavischen Staates erzielte, so war man mit dessen wahrer, nicht sehr verhüllter, die Monarchie auflösender, Ungarn verstümmelnder Tendenz nicht im Reinem; wenn aber ja, so qualifizierte man diese bloss als harmlose und irreale, höchstens aber als vaterlandsverräterische Auflehnung. Um zu beweisen, dass sich die Sache wirklich so verhielt, wollen wir in wesentlichen Zügen auf den zielbewussten, literarisch und geschichtlich verzeichneten Panslavismus resp. Jugoslavismus der Kroaten und Dalmatiner hinweisen.

Es scheint auf den ersten Blick, als ob der Jugoslavismus irgend ein regionaler Nebentrieb des Panslavismus wäre. Wenn wir jedoch den Jugoslavismus der Kroaten näher prüfen und in seinem Wesen erwägen, so wird es uns klar, dass der Jugoslavismus den Inhalt des Panslavismus vollständig deckt, der scheinbare Unterschied ist bloss der, dass die allslavische Idee am Balkan, d. h. im Süden Jugoslavismus genannt wird.

In den mit westlichem Charakter bedachten Kroaten erweckte Napoleon I. das slavische Rassenbewustsein mit der Aufwerfung der Idee des Illyrismus behufs Auflösung des gehassten Österreichs. Dieser napoleonische illyrische Gedanke, welcher mit romantischer Glorie bis in das Klassische Zeitalter des römischen Reiches zurückverwies, verblieb unauslöschlich im dem von lateinischer Kultur erfüllten Gedächtnisse der kroatischen Magnaten und der hohen Geistlichkeit haften. Auch Österreich vergass den Illyrismus nicht und brachte demselben 1848 gegen Ungarn in Anwendung, als es Jellasics ein autonomes, nationales Kroatien versprach, wenn er mithilft die rebellischen Ungarn niederzuringen. Er half auch mit, doch wurde nichts aus dem unabhängigen Habsburg-Kroatien, – Bach brach demselben den Hals, ebenso wie vorher der ingeniöse Metternich es mit Illyrien tat. Etwas jedoch verblieb auch trotz Bach in den Kroaten: das kroatisch-nationale Selbstbewusstsein. Und sodann kam der glatte, biegsame, philosophiereiche, fulminant redegewaltige Bischof von Djakovar, Juraj Strossmayer, der ein Slavophile war voll hochschwellender Kulturwissenschaft und jugoslavischer, panslavischer Mentalität. Die ganze moderne kroatische Literatur, die Kunst, unter Führung der imponierenden Autorität Mestrovics, die Presse auf den ernsten Taktschlag des Obzor, die Politik über Inspirierung Trumbics', Supiló's – die kroatische Jugend mit den Gyurisics-Radic-schen Ideen: Alle verkündeten, malten, ja posaunten die Srbo-Slavjanstvo, den Jugoslavismus. Im Jahre 1911 redete dann die „Schwarze Hand" mit drein in die kroatisch-panslavistischen Velleitäten. Von nun an zog in den akademischen panslavischen Willen die balkanische Konspiration ein, welche hauptsächlich die Jugend organisierte. Es begann die Verbrennung der ungarischen und kaiserlichen Fahnen in Kroatien und Bosnien. Es konstituirten sich „Jugoslavische Nationalvereine" der Gymnasien, ohne Protokollführung in Bosnien, in der „Vojvodina" und die kroatischen

„Orlov's-Adler". Die panslavische Idee wogte ober- und unterirdisch: Man erwartete den Weltkrieg für 1917, wie es Izvolskij aus Paris verkündete, weil bis dahin Russland für den Sieg mit den Waffen fertig stehen wird. Princip übereilte die Sache ein wenig mit dem Attentat in Sarajevo, doch erwarteten die Südslaven trotzdem einmütig den grossen slavischen Sieg: die vollständige Befreiung. Bloss das eine erwarteten sie nicht, dass gerade ihr grosser Befreier, Russland zusammenbrechen und eine ohnmächtige Beute des internationalen Judeobolsevismus' werden wird. Und wie emsig gerade die Kroaten an dem Zusammenbruch der Monarchie arbeiteten, das wussten sehr wenige Südländer. Sie betrachteten die grünen Kader als die Desperados kriegerischer „Abscheulinge", obzwar diese in der Wirklichkeit durch die jugoslavische Propaganda behufs Destruierung der Centralarmeen organisiert wurden. Und wer wusste etwas in den Kreisen der südlichen Ungarn von der „grossen jugoslavischen Emigration" von Trumbics, von Supiló mit den schmutzigen Fingernägeln und dem struppigen Barte, vom Judeopanslaven Hinkó Hinkovics, dem geistreichen Potocsnyák und von der Korfuer Deklaration. Nur wenige, die wir uns zur Zeit des Krieges an der Südfront befanden oder dort litten, lasen es in den zurückgelassenen und verstummten serbischen Zeitungen, dass der Kampf um die Befreiung des südslavischen Staates geführt wird und mit welcher Begeisterung die kroatischen „Emigranten" im Interesse des zukünftigen südslavischen Staates in London, Paris und Cleveland arbeiten, da zuhause diese Begeisterung wegen der österreichischen Soldateska sich nicht kund geben kann. In dem fettdurchtränkten Brotsacke nicht eines serbischen Soldaten mit Bundschuhen fanden wir den kleinen Katechismus des Krieges, welcher es klar verkündete: „Nas rat", „Unser Krieg": für die Befreiung sämtlicher Brüder. Und eben dortselbst lasen wir: „Nasa Vojvodina", „Unsere Vojvodina".

Die Kroaten waren daher im grössten Masse Panslaven und arbeiteten paralell mit dem panserbischen Gedanken, sie lebten bloss in dem Wahne, dass sie im neuen südslavischen Staate die politische Hegemonie besitzen werden, schon mit Rücksicht auf ihre höhere Kultur.

Die Stellungnahme der Slovenen glich ganz derjenigen der Kroaten und heute ist auch ihr Schicksal dasselbe. Radics

ist ein ebensolcher Panslave wie jedwelcher „Obzorás“,[1] „Zajednicsár“[2] oder „Nova Európás“[3], ihm war der separate kroatische Nationalismus bloss ein „gradus demagogicus“ zur Ehre und der Macht des Bauern-Volkstribuns. Der europäische kroatische Nationalismus der Frankisten ist heute bloss ein in der Wüste verhallender Ruf. Wenn derselbe auch echt ist, so ist er doch vorläufig gewichtlos.

Obzwar das südliche Ungartum sehr nahe zum Kroatien des Königs Koloman war, so wusste man von alldem äusserst wenig.

Und wer war mehr voll des unverständlichen Erstaunens über die auf sie niederschlagenden Ereignisse als die Ungarn des Südlandes, als sie hörten, dass der Zagraber „Narodno Vijecse“ Nationalrath, im Namen der Südslaven der Monarchie, wie auch im Namen der Vojvodina die Losreissung von Ungarn und den „gesetzlichen und begeisterten“ Anschluss an Jugoslavien aussprach. Die Kroaten aus Zagrab kamen nach Ujvidék, um das „Imperium“ über die Vojvodina zu übernehmen. Und doch, wenn sie den, durch die Kroaten vertretenen „Panslavismus“, alias kroatischen Jugoslavismus, zeitgerecht erkannt hätten, wer weiss, ob sich nicht Vieles anders gestaltet hätte?

Das an Jugoslavien angeschlossene Ungartum kam daher auch in Gegenüberstellung mit der südslavischen Ideenwelt der Kroaten. Dass es nach alldem sehr schwer, vielleicht auch unmöglich war eine kroatische Orientierung zu suchen, oder geradezu anzunehmen, ist selbstverständlich, konnte doch die Politik der Kroaten dem Ungartum keine Stütze bieten, weil diese dasselbe geradeso zu verschlingen droht und drohte, wie der Belgrader Panserbismus. Der engere Sack der balkaner Panserben, oder der weitere Sack der kroatischen Panslaven: kommt auf eins heraus. Dort schnelle Drosselung, hier langsamer Untergang.

Dies ist die zweite *äussere Ursache* der Schwäche des Ungartums in SHS.

Ein Hauptgrund ist auch der, dass die Seelenzahl der Ungarn im Verhältnisse zur übrigen Bewohnerschaft des Staates SHS. sehr gering ist. Nach der serbischen Volkszählung be-

[1] Anhänger des Obzor.
[2] Vereinigte Kroaten.
[3] Anhänger des „Nova Europa“.

trägt dieselbe kaum 470.000, d. h. rund eine halbe Million. Doch was bedeutet dieses, eine halbe Million zählende Ungartum im Verhältnisse zu den Südslaven in der Stärke von 11 Millionen, welche, – wenn sie auch in Hinsicht der Constitution und der Stammesprävalenz von einander abweichen, – einzeln keine Freunde des Ungartums in nationaler Hinsicht sind? Die Ungarn besitzen auf irgend einen slavischen Stamm, höchstens in Hinsicht der zeitweisen Taktik, einen übergangsweisen Einflus, doch können sie auf das Verständniss und hauptsächlich den Schutz ihrer Rechte von Seiten keines einzigen slavischen Stammes rechnen. Zufolge ihrer numerischen Schwäche und besonders bei der balkanischen, politischen Methodik, stöhnen sie wahrhaft unter der politischen Imponderabilität. Die kulturelle Kraft und das moralische Gewicht fällt bei ihrer geringen Zahl bloss in einem, mit europäischen Mitteln und in ebensolcher Gedankenwelt arbeitenden Staate in die Wagschale, am Balkan jedoch nicht.

Längere Zeit, 4–5 Jahre hindurch – und dies schmerzt das Ungartum im SHS. am tiefsten – wurde es auch nicht von dem, sich gleichfalls in der Lage als angeschlossene Minderheit befindlichen, südungarischen Deutschtum unterstützt. Im Gegenteil, es schien oder es war manchmal auch mehr als anscheinend, als wollten die Deutschen, gerade durch Angriffe gegen das Ungartum, ihre Sonderinteressen schützen und zum Erfolge bringen. Und doch war hiefür in der engeren Heimat der Fernbach's, Leibach's und Ertl weder ein Grund, noch eine Erklärung, am allerwenigsten aber eine Entschuldigung denkbar. Der einzige Umstand, welcher dieses, für das Ungartum so schmerzliche Unverständnis einigermassen erklärlich macht, war der, dass sich gleich anfangs nicht die bácskaer Deutschen an die Spitze des südländischen Deutschtums stellten, sondern ein serbisch fühlender Reinhold Heegn und Ludwig Kremling, sowie ferner die slavonischen und slovenischen deutschen Intellektuellen, welche sehr wenig Verständnis für die geschichtliche Vergangenheit des schwäbischen Volkes Südungarns hatten, oder aber plumpen, unreifen und flüchtigen Ideen, oft auch aus schnödem Egoismus, nachjagten. Heute aber hat das Deutschtum – auch dessen Führer – diesen Schönheitsfehler seines minderheitlichen Lebens bereits abgestreift, einsehend, dass ihm für die Zukunft kein anderer, realer Weg offen steht, als mit-

zuschreiten mit den Ungarn, oder wenigstens einander die Wege nicht zu durchkreuzen in den politischen Kämpfen, welche das minderheitliche Leben erfordert. Sie gelangten vielleicht zur Erkenntnis der kulturell und strategisch gleichsam siegreichen, gemeinsamen Vergangenheit der Ungarn und Deutschen, oder sie ahnten jene gemeinsame und einzig mögliche Zukunft, welche die neuen Renaissance-Aufgaben des Germanentums und Ungartums einander zuweisen? So viel steht fest, dass die deutsche „Misera plebs et contribuens" selbst sich nie gegen das ungarische Volk und gegen die geschichtliche Logik verging. Die Angriffe der Führer ad hoc erweckten anfangs eine schmerzliche Resignation im Ungartum und des Öfteren erklang von den Lippen der Besten der Ungarn der bittere Ausspruch des sterbenden Caesars: „Et tu, mi fili Brute!" Der Schmerz ist heute vergangen, und es lebt nur noch ein bitterer Nachgeschmack in der minderheitlichen Erinnerung des Ungartums. Dass jedoch diese unerwartete Angriffs-Serie dem Ausreifen und dem kühnen Ausbau der ungarischen Minderheitspolitik vielen Schaden zufügte, ist vielleicht nicht nötig näher zu erörtern, man braucht sich bloss daran zu erinnern, dass das „Deutsche Volksblatt" in Ujvidék und die „Neue Zeit" in Becskerek nichts anderes tat, als in sächsische Fraseologie gemischte ungarfeindliche Anklagen zur Unterstützung der Belgrader unterdrückenden Politik zu liefern.

(Fortsetzung folgt.)

Die Revision des rumänischen Staatsbürgerschaftsgesetzes.

Von: **dr. Árpád Bedő.**

Aus dem Ungarischen übersetzt von *Dr. Ervin Pick.*

Die Union der Völkerbundsligen beschäftigte sich bei ihrer Apriltagung in Genf mit der Staatsbürgerschaftsfrage. Auf den Vorschlag des Vertreters der ungarischen Völkerbundsvereinigungen, Dr. Georg v. Lukács, entschied man sich dafür, dass die in der Staatsbürgerschaftsfrage durch die sieben Nachfolgestaaten der österreichisch-ungarischen Monarchie, Österreich und Ungarn

miteinbegriffen, im Jahre 1922 in Rom abgeschlossene Konvention ehestens ratifiziert werden soll.

Die Konvention von Rom besteht aus 5 Kapiteln und bestimmt zur Regelung der in Frage stehenden Staatsbürgerschaftsfragen eine gewählte dreigliedrige Kommission. Diese Kommision besteht jeweils aus je einem Vertreter der interessierten Staaten und einem durch die ersteren gewählten Präsidenten. Für den Fall, dass sich die Vertreter der beiden Staaten in der Person des Präsidenten nicht einigen können, so wird derselbe vom schweizerischen Bundespräsidenten aus Persönlichkeiten der nicht interessierten Staaten delegiert.

Keine der sieben Nachfolgestaaten ratifizierte diese Konvention bis nun, auch Rumänien nicht.

Demgegenüber traf jeder der Nachfolgestaaten gesetzliche Vorkehrungen zur Regelung der Staatsbürgerschaftsfragen. Diese Frage erscheint aber jeweils nur vom Standpunkte des Majoritätsvolkes als geregelt, denn eben die zahllosen Klagen der betroffenen Minderheiten zeugen dafür, dass diese Frage abschliessend noch nicht geregelt sein kann.

Im Rahmen dieses Aufsatzes werde ich mich in dieser Hinsicht nur auf den Stand der Dinge in Rumänien beschränken.

Die Gemeindezuständigkeit als Minderheitsbeschwerde.

Rumänien regelte die Staatsbürgerschaftsfrage durch ein Gesetz, das am 24. Februar 1924 im Amtsblatte erschien.

Zu diesem Gesetze diente als Richtschnur der Trianoner Friedensvertrag, welcher die Erlangung der Staatsbürgerschaft von der Gemeindezuständigkeit abhängig macht und darin von dem Pariser Minderheitsvertrag abweicht, da dieser zur Erlangung der Staatsbürgerschaft nur den ständigen Wohnsitz vorschreibt. Rumänien verschärfte die Vorschriften des Trianoner Vertrages noch insoweit, als es die Gemeindezuständigkeit zu dem Zeitpunkt vom 1. Dezember 1918 gebunden hat. (§ 56). Dieser so festgesetzte Zeitpunkt ist äusserst wichtig und für die ungarische Minderheit besonders beklagenswert, da dadurch einer grossen Zahl Ungarn die Möglichkeit genommen wurde, ihre ungarische Staatsbürgerschaft in rumänische zu verwandeln. Zunächst fällt dieser Zeitpunkt in eine Zeit, wo man noch entsprechend der ungarischen Gesetze das Staatsbürgerrecht erlangen konnte und musste. Dem ungarischen Gesetze nach war es

zur Erlangung der Gemeindezuständigkeit unumgänglich notwendig, in jener Gemeinde einen vierjährigen ständigen Wohnsitz nachzuweisen und den Beweis über seinen Beitrag zu den Gemeindelasten zu liefern.

Am 1. Dezember 1918 hatten und konnten also nur alljene ihre Gemeindezuständigkeit nachweisen, die vorhergehende vier Jahre ihren ständigen Wohnsitz dort hatten und den Beweis ihrer Steuerzahlungen liefern konnten. Aber die vier Jahre vor dem 1. Dezember 1918 verbrachte ein grosser Teil der männlichen Einwohner, nach welchen sich doch die Zuständigkeit der übrigen richtet, an den Kriegsschauplätzen, hielten so keinen ständigen Wohnsitz, waren andererseits aber eben durch den Kriegsdienst von der Tragung der Gemeindelasten enthoben. Alle diese können also ihre Gemeindezuständigkeit per 1. Dezember 1918, beziehungsweise ihr Recht zu dieser Zuständigkeit nicht nachweisen, was dann zur Folge hat, dass alljene laut dem rumänischen Gesetze auch keine rumänische Stsatsbürgerschaft erreichen können; ihre ungarische Staatsbürgerschaft verloren sie aber in Trianon.

Diese diplomatische Bindung zum 1. Dezember 1918 im rumänischen Gesetz erwies sich besonders dem Ungartum der Grenzgebiete als äusserst schädlich und wurde besonders in den grösseren Städten dieses Gebietes, in Arad, Temesvar, Grosswardein und Szatmár mit grosser Strenge ausgenützt, wodurch viele tausende Ungarn ihrer rumänischen Staatsbürgerschaft verlustig erklärt wurden und damit ihnen auch das Recht genommen wurde, wenigstens mit den übrigen Ungarn jener Gebiete in gleichem Rechte zu leben.

Die Beschwerde der ungarischen Jugend.

Es lebt in Rumänien eine grosse Zahl der männlichen ungarischen Jugend, die irgendwo am Gebiete des heutigen Ungarns geboren sind, aber bereits in ihren Jugendjahren auf das heutige rumänische Gebiet gezogen sind. Jene wohnen also bereits seit vielen Jahren hier, gründeten hier ihre Familien, können aber dennoch das rumänische Staatsbürgerrecht und damit die gleichen Rechte mit den übrigen hier lebenden Ungarn nicht erlangen, da sie zufällig nach dem Jahre 1890 geboren wurden. Demzufolge waren sie im Jahre 1914 noch minderjährig und konnten mit dem 1. Dezember 1918 auf diesem Gebiete noch keine persönliche Gemeindezuständigkeit erlangen.

Aber auch die Gemeindezuständigkeit der respektiven Väter kann ihnen nicht zu Hilfe kommen, da ihre Väter etwa noch vor dem 1. Dezember 1918 verstorben sind, oder gar nicht auf diesen Gebieten wohnen oder gewohnt haben.

Ein Teil dieser ungarischen jungen Leute zieht im Altreiche umher, wo man ihrer Staatsbürgerschaft nicht so genau nachgeht oder bezahlt hier Backsisch, um nicht über die Grenze gesetzt zu werden.

Wenn sie nun schon zu einer entsprechenden Stellung gelangen, so kann diese immer nur eine provisorische sein, denn sie können niemals wissen, wann ihre Aufenthaltsbewilligung abläuft, oder wann man eine solche verlangt, wo sie keine besitzen, da sie doch mit keinem fremden Pass in das Land kamen, sondern im Lande, in ihrer Heimat zu fremden Staatsbürgern wurden.

Diese Ungarn finden, eben wegen dieser Unbestimmtheit ihres Aufenthaltsrechtes, auch wenn sie die besten Arbeitskräfte und Produktionselemente sind, nur schwer eine bessere Arbeitsgelegenheit oder Anstellung. Das Land können sie dennoch nicht verlassen, denn auch diese noch so unsichere und kümmerliche Existenz bindet sie hierher.

Die Beschwerde der Witwen.

Der Weltkrieg versetzte viele Frauen in den Witwenstand. Aber auch aus der Vorkriegszeit sind viele tausende Witwen auf diesen heutigen rumänischen Gebieten, die schon vor 10—20 Jahren hierher gezogen sind. Diese Witwen wohnen seit Jahrzehnten hier, leben ständig hier, fanden bei irgend einem Verwandten Unterkunft oder besetzen eine bescheidene Privatanstellung. Ein grosser Teil dieser armen ungarischen Witwen kann die rumänische Staatsbürgerschaft nicht erreichen, da sie von 1914—1918, also während des Weltkrieges, keine Steuern bezahlten. Können also nicht den Nachweis liefern, dass sie zu den Gemeindelasten beigetragen haben und besitzen demnach laut dem ungarischen Gesetze nicht das Recht zur Gemeindezuständigkeit. Ihre Lage ist umso bitterer, als gerade eine gesetzliche Bestimmung ihres eigenen Volkes nachträglich sie so hart trifft.

Die Beschwerde der Fremden des früheren Ungarns.

Es sind deren viele, die sich noch zu Friedenszeiten im ehemaligen Ungarn als Fremde niederliessen. Man fragte sie

damals nicht danach, von wo sie kamen, was sie wollen, mögen sie nur friedliche Bürger und produktive Elemente des Landes sein. Auch diese Leute gründeten sich hier ihre Existenz, ihre Familie, kauften sich Häuser und Felder an und wohnen seit Jahrzehnten auf ihrem jetzigen Wohnsitze, wo sie auch zur Tragung der Gemeindelasten herangezogen wurden. Dennoch können diese Leute die rumänische Staatsbürgerschaft nicht erhalten, da sie ausserhalb des Gebietes des heutigen Ungarns geboren wurden.

Dem rumänischen Staatsbürgerschaftsgesetze nach kann in Siebenbürgen und in den dazu gehörenden Gebieten nur das ungarische Staatsbürgerrecht in das rumänische umgewandelt werden. Die betreffenden Personen müssen also zunächst ihre ungarische Staatsbürgerschaft nachweisen. Neunundneunzig Prozent dieser Leute kann diesen Nachweis aber nicht liefern, da sie die ungarische Staatsbürgerschaft zu erreichen gar nicht bestrebt waren, da sie am Gebiete des ehemaligen Ungarn auch ohne dies in Ruhe leben konnten. Heute bekommt aber eine solche Person keinen rumänischen Pass, um etwa Verwandte im Nachbarlande zu besuchen oder dort geschäftliche Angelegenheiten zu erledigen.

Die Beschwerde jener Repatrierten, die dennoch im Lande zurückblieben.

Bei dem Imperiumwechsel verliessen hunderttausende des Ungarntums das Land. Es waren aber deren viele, die zwar ihre Repatrierung verlangten, das Land aber nicht verliessen. Diese mussten aber den Behörden eine Erklärung unterfertigen, darin sie ein für allemal von ihrem Rechte auf die rumänische Staatsbürgerschaft und ihre Gemeindezuständigkeit verzichten und sich verpflichten, niemals nach Rumänien zurückzukehren.

Unter dem Einfluss der damaligen Zeiten blieben einige Repatrierte zurück, beziehungsweise verliessen nicht das Land. Diesen Leuten entzog man durchwegs ihr rumänisches Staatsbürgerrecht.

Die Repatrierung war mit gewissen Eisenbahnfrachtbegünstigungen verbunden. Dieser Frachtbegünstigungen wurden jedoch nur alljene der fliehenden Ungarn teilhaft, die die vorhergenannte Erklärung gaben. Unter solchen Umständen kamen diese Erklärungen in Ausnützung einer Zwangslage zustande und sind demnach in ihrer Rechtsmässigkeit zweifelhaft.

Tatsache ist jedenfalls, dass dieses Vorgehen der lokalen Behörden eine Willkür war, da weder in einem Gesetz, noch in einer Verordnung vorgesehen war von den in einer solchen Zwangslage befindlichen Leuten diese Erklärung zu fordern, ja sogar diese Erklärungen mit einem Lichtbild zu versehen.

Das Gesetz zur Regelung der Staatsbürgerschaft legalisierte aber dieses willkürliche Vorgehen der lokalen Behörden, indem es im § 51 den Grundsatz ausspricht, dass die Optierungserklärungen endgültig uud unwiderruflich sind.

Diese Bestimmung des Gesetzes ist erklärlich insoweit sie sich auf alljene bezieht, die das Land tatsächlich verliessen, für diese ist ja diese Bestimmung letzten Endes ganz irrelevant. Geradezu katastrofal ist diese Bestimmung aber für alljene, die zwar ihre Repatrierungsabsicht kundgaben, die diesbezügliche Erklärung unterfertigt haben und sich verpflichtet haben, nicht ins Land wiederzukehren, das Land aber in der Tat nicht verliessen, sondern hier blieben.

Geradeso, wie die illegale behördliche Massnahme legalisiert werden konnte, ebenso sind auch die rechtmässigen Folgen alljener persönlichen Erklärungen ausser Kraft zu setzen, die eben unter Einwirkung jener illegalen Massnahmen zustande kamen.

Die Beschwerde der Besitzer von fremden Pässen.

Sowohl vor, als auch während und nach dem Imperiumwechsel kamen sehr viele hinüber auf das heutige ungarische Gebiet oder blieben nach Auszug der rumänischen Truppen auf jenem Gebiet zurück. Für diese Leute gab es nur eine Möglichkeit nach Rumänien zurückzukehren, indem sie sich ungarische Pässe verschafften. Ungarn hatte kein Interesse diese Davonziehenden zurückzuhalten und gab jenen gerne die entsprechenden ungarischen Pässe. Alljene aber, die mit solchen ungarischen Pässen ins Land zurückkehrten, wurden in Rumänien als Fremde betrachtet und registriert, wie begründeten Anspruch sie auch auf die rumänische Staatsbürgerschaft haben mögen.

Jener Beschluss der Union der Volksbundsligen, wonach die umstrittenen Staatsbürgerschaftsfragen durch ein gewähltes Schiedsgericht geregelt werden sollen, ist ja, theoretisch betrachtet, eine schöne und annehmbare Lösung dieser Frage. In der Praxis kann es aber der Sache der Minderheiten nicht dienlich sein und ist demnach nur als eine letzte Lösungsmöglichkeit zu betrachten.

Viel wichtiger und dem Staatsinteresse auch viel zuträglicher wäre eine Lösung dieser Frage zu Hause.

Die neue Regierung, die die politische Unterstützung der ungarischen Minderheit geniesst, steht ja auf der Grundlage der Karlsburger Beschlüsse und des Pariser Minderheitsabkommens, dessen einer Grundsatz wie folgt lautet:

„Rumänien wünscht aus freiem Willen sämtlichen Einwohnern der angeschlossenen Gebiete, ohne Unterschied der Religion, der Sprache und der Rasse, die Garantie der Freiheit und Gerechtigkeit zu bieten."

Damit Rumänien diesen Grundsatz in die Wirklichkeit umsetzt, bedarf es nur eines aus einem Paragraphen bestehenden Gesetzes und einer kurzen ministeriellen Verordnung bezüglich der Regelung der Staatsbürgerschaftsfrage.

Die rumänische gesetzgebende Körperschaft möge das Gesetz über den Verlust und Erreichung der rumänischen Staatsbürgerschaft vom 24. Februar 1924 nachstehender Umänderung unterwerfen:

„Ohne Rücksicht auf ihre frühere Staatszugehörigkeit sind und bleiben rumänische Staatsangehörige alljene Personen, ohne besondere Formalitäten zu erfüllen, die den Nachweis erbringen, dass sie zur Zeit der Verkündung dieses Gesetzes auf rumänischem Gebiet ihren ständigen Wohnsitz haben, für keinen fremden Staat optierten, für den Fall, dass sie zwar ihre Repatriierung verlangten, das Land dennoch nicht verliessen."

Dieser eine Paragraph enthält in seiner Abänderung die Erfüllung aller Beschwerden der ungarischen Minderheit bezüglich der Staatsangehörigkeitsfrage.

Diesem kurzen Paragraph müsste sich nur noch eine kurze ministerielle Durchführungsverordnung anschliessen, die folgendes enthalten müsste:

a) Sämtliche zurückgewiesenen Gesuche bezüglich Erreichung der Staatsangehörigkeit müssen einer Revision unterzogen werden.

b) Während welcher Zeit sind entsprechend des modifizierten Gesetzes neue Gesuche und Anmeldungen zu berücksichtigen?

c) In welcher Art und Weise geschehe die Eintragung dieser Neuanmeldungen und Neuaufnahmen in das Register der Staatsangehörigen.

d) Die Pässe alljener, deren Einbürgerungsgesuch bereits im Amtsblatt erschienen ist, sind bei dessen Nachweis durch die zuständigen lokalen Behörden auszustellen.

Wenn Rumänien diese Gesetzmodifizierung durchführen würde, wäre erwiesen, dass uns Bukarest näher liegt als Genf. Sonst wird man massenhaft die in Frage stehenden Akten bezüglich der Staatsbürgerrechte dem gewählten Schiedsgerichte in Genf vorlegen müssen, denn sowohl in Siebenbürgen, als auch in den übrigen angeschlossenen Gebieten gibt es hunderttausende ungarische Familien, deren rumänische Staatsangehörigkeit in Zweifel ist.

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.

GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. IULIE–AUGUST / JUILLET–AOUT / JULI–AUGUST 1926. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 7–8

Literatură română — în limba maghiară.

De **Dr. Gheorghe Kristóf.**

D-l Ministru al Artelor Lapedatu a ordonanţat înainte cu câteva luni, treizeci mii Lei *Societăţii Literare Ardelene* (Erdélyi Irodalmi Társaság) cu scopul ca Soc. Lit. Ard. pe banii aceştia să dee operele alese ale literaturii române, în traducere corăspunzătoare, pe seama publicului maghiar. Societatea desbătând chestia şi în şedinţă plenară, traducerea în faptă a acestei probleme a încredinţat-o unei comisii compuse din dnii Bitay Árpád, Kádár Imre şi scriitorul acestor rânduri. Comisiunea, ce-i drept, cu răspundere, dar totuş a primit depline puteri, a proceda după cum va găsi de mai bine. Comisiunea examinând chestia temeinic şi serios, doreşte să realizeze această foarte momentoasă întreprindere cam după următoarele principii sumare.

În ce priveşte esenţa întreprinderii, fără îndoială, că modul şi calea, putem zice, cea mai utilă şi care promite mai multe rezultate, pentru mult dorita colaborare culturală şi pentru liniştita împăcare a sufletelor, e cunoaşterea reciprocă a valorilor literare şi de artă. *Faţă de adevărurile politice, cu mult mai mare putere are acordul social, iubirea umanitară.* Cam aşa a exprimat d-l Goldiş, noul ministru al Artelor, acel fapt al istoriei universale, că puterea legilor pozitive, efectul cu adevărat binecuvântat şi neperitor al măsurilor de guvernament, depind de căldura sentimentelor, cu cari le primesc cetăţenii, le simţesc de ale lor şi ca fiind pentru ei. Şi de altfel, atât în teorie, cât şi în practică, de o sută de ori s'a adeverît, că în literatură, în artă,

cum se cunosc, cum se găsesc sufletele!... În vara trecută s'a întâmplat, că un roman cu subiect războinic al lui *Laczkó Andor*, tradus în franţuzeşte, trecea din mână în mână, între publicul de intelectuali români ai unei localităţi climaterice din Moldova. Un avocat din Constanţa, care a făcut şi el războiul mondial până la sfârşit, zicea: dacă lumea ar fi cunoscut această carte, nu ar fi fost războiul mondial. El cel puţin, la nici un caz nu ar fi luptat... Aceasta şi asemenea experienţe dovedesc, că cu cât mai bine ar fi, într'adevăr, *mai puţină* politică şi *mai multă* literatură, artă...

Din acest motiv, Soc. Lit. Ard. a primit cu cea mai mare mulţumire ajutorul ministerului şi din partea sa cu cea mai mare bucurie primeşte sarcina de-a face să progreseze buna intenţiune, pe cale curat literară şi cu mijloace literare, şi eventual să corijeze, ceeace eventual politica poate greşi. O primeşte din interes curat literar, cu scop şi cu sistem.

Căci e firesc, că la realizarea acestui program foarte important, suma primită acum e nesfârşit de importantă, dar într'adevăr e numai o picătură în mare. E nesfârşit de importantă, pentrucă ea înseamnă, că prin acest ajutor deoparte însuş Ministerul Artelor a recunoscut şi apreciază importanta valoare pacificătoare şi consolidătoare, de altă parte, pentru că dela cuvintele frumoase ale admiterii în principiu, a mers mai departe: *a făcut un pas şi spre calea realizării faptice.*

Care va fi rezultatul acestui pas? Comisiunea sus pomenită crede, că cu ajutorul acestei sume are să se dee în mâinile cititorilor maghiari, a iubitorilor de literatură, dar în primul rând a tinerimii, ceeace spre mai mare durere lipseşte: o antologie a poeziei lirice clasice a Românilor, începând cu Eminescu şi Coşbuc. In această direcţie au apărut şi apar zilnic multe traduceri şi bune. Dar nu avem o colecţie corăspunzătoare. Traducerile singuratice se pierd pe coloanele gazetelor şi revistelor. Nici marelui public, nici tineretului şcolar nu avem de unde să-i recomandăm un volum prezentabil, care să dee în limba maghiară, cele mai caracteristice creaţiuni lirice ale literaturi române. Aceasta e necesitatea cea mai arzătoare. Aceasta se poate face oarecumva şi din suma aceasta. Ei, dar numai cu multe restricţiuni, pentrucă se cere, nu-i aşa, ca hârtia, executarea acelei cărţi să fie agreabile. Aşa că chiar scoţind din calcul onorariile auto-

rilor, extensiunea volumului abia poate fi peste 5—6 coale. Atâta de bună seamă va fi; pe Crăciun va apare.

Dar e firesc, că nu numai pentru scriitorul acestor rânduri şi pentru comisiune, ci putem zice pentru oricine, e clar, că dacă numai atâta se face şi nu mai mult, spre ruşinea noastră, aproape nimic nu se va face: cum a zis un membru al comisiunei, *numai pentru atâta* e aproape pagubă a începe ceva!

Comisiunea nici nu s'a oprit la ideea aceasta, ci a proiectat o scrie de cărţi, ce mereu ar fi să se continue, care să dee, în traducere maghiară frumoasă, în mâinile publicului maghiar, deocamdată în primul rând operele principale ale literaturii române, dar dup'aceea acelea ale istoriei, etnografiei române şcl. Intre cele zece volume proiectate ar apărea câte un volum ori colecţie de poezii ori de proză, mai prezentabile, de Goga, Agârbiceanu, Rebreanu, Iorga, Caragiale, Brătescu-Voineşti, Minulescu, Sadoveanu, Coşbuc şcl. Dup'aceea treptat s'ar putea introduce şi celealalte ramuri ale creaţiunii literare române, cum sunt bibliotecile de popularizare *Magyar* sau *Olcsókönyvtár* (dar rămânând numai la Români.)

La aceasta însă e nevoie de bani; cu vremea trebuesc sute de mii. Pentrucă aici deja nu e vorba de traduceri gata, ci de aceea, ca cei mai chiemaţi să primească traducerea operelor necesare aşa, că să fie demne de original şi să fie un câştig şi pentru literatura maghiară. O asemenea întreprindere literară, de concepţie înaltă, pornită sistematic, a contemplat comisiunea, evident bazată pe aceea, că până când nu se face aceasta, până atunci literatura română şi maghiară sunt una alteia un teritor *străin* necunoscut, unde poate fi vorba numai de excurzii, nu de cunoştinţe precise şi de *binele* cel mult, ce poate urma din aceea.

E vorba că la o asemenea întreprindere literară sistematică şi de o concepţie înaltă, să dee guvernul ajutor corăspunzător, Societăţii Literare Ardelene. Nu e nevoie, ca sutele de mii să le ordonanţeze numai decât, ci ca 1. să-şi însuşească programul Soc. L. A., 2. ca pentru executarea acelui program — se extinde pe mai mulţi ani — să-i pună la dispoziţie totdeauna sumele corespunzătoare, şi 3. să-i dee mereu sprijinul moral prin aceea, că îl recomândă în atenţiunea şcolilor, a instituţilor de cultură, a societăţiilor literare şi ştiinţifice. La *acestea* e nevoie în primul rând de hotărîrea şi sprijinul energic şi înţelegător ale d-lor miniştri Goldiş şi Goga. Sunt oameni din Ardeal, însişi

cultivători ai artei şi ştiinţelor! Pare imposibil, că o hotărîre izvorâtă dintr'un temeiu atât de nobil, de un nivou atât de înalt şi cu urmări atât de binecuvântate, să nu se realizeze chiar sub guvernarea lor — din cauza lipsei de parale. Dar cu tot dreptul şi cu toată încrederea apelăm şi la întreagă românimea : la guvern, politiciani, la personalităţile conducătoare ale literaturii şi artei, la însaş opinia publică literară română. Chestia e: meritâ, o asemenea concepţie, împărţită pe un rând de ani, subvenţia de câteva sute mii Lei? Noi credem că răspunsul nu sufere nici o îndoială,

Dar nici aceea nu sufere nici o îndoială, că subvenţia din chestie numai guvernul o poate da. Publicul maghiar, Soc. Lit. Ard. sub nici un cuvânt. Mai întâiu, pentrucă n'are parale. Nu are nici atâtea, ca să poată sprijini cu efect literatura *maghiară* în sensul cel mai strict al cuvântului. Deci nu poate face faţă nici celor mai proprii nevoi de casă. De aceea cu atât mai puţin poate fi vorba de acoperirea materială a unor nevoi cari stau mai departe.

Soc. Lit. Ard. însă cu cea mai mare bucurie îşi ofere sprijinul şi puterea morală; îşi dă ştiinţa, promptitudinea, însufleţirea, greutatea literară, ca această întreprindere atât de necesară şi de importantă, să ajungă la bun sfârşit, ca o adevărată faptă culturală. Voim să dăm publicului maghiar cele mai distinse creaţiuni ale literaturii şi geniului românesc, în traducerea artistică a scriitorilor celor mai distinşi. De aceasta e vorba; la aceasta cerem ajutorul d-lor miniştri Goga şi Goldiş şi a tuturor românilor. Noi, Soc. Lit. Ard., comisiunea şi membrii aceleia, adecă în definitiv: maghiarimea, nu vom fi piedică. Noi ne angajăm bucuros, cu promptitudine.

Ne angajăm bucuros şi cu promptitudine având convingerea, că programul nostru e de vieaţă, e necesar şi e folositor. Ne angajăm, fiind convinşi, că prin aceasta se va avea dorita *apropiere sufletească* pe teren literar, între cele două neamuri. Ne angajăm, fiind siguri, că paralel cu această acţiune se va desvolta o acţiune, care de altă parte va edita pe româneşte istoria literaturii, artei maghiare, cele mai distinse creaţiuni literare maghiare, mai ales pentru tinerime şi pentru cercurile literare ale vechiului regat. Pentrucă şi pe acest teren trebue sistematizată nobila iniţiativă a traducătorilor singuratici. Are să fie sistematică direcţia popularizării literaturii maghiare, în care primul pas l-a făcut tot

d-l ministru Lapedatu, când a comandat să se facă, prin scriitorul acestor rânduri, biografia lui Jókai pentru publicul român.

Efectul binecuvântat al acestei apropieri spirituale mai intenzive ar fi apoi, că şi pe terenul ştiinţific s'ar porni cunoaşterea şi schimbul împrumutat al valorilor.

Doamne, câte lucruri frumoase şi nobile nu s'ar putea face, dacă politica barem din când în când, ar da ascultare şi literaturii!

Rugăm pe d-nii miniştri Goldiş şi Goga şi toţi factorii competenţi: asculte de acest glas cinstit, bine intenţionat, al literaturei, al artei. O politică mai bună, ca aceasta — nici că se poate închipui!

Cluj, Iulie 1926.

Wie lange werden wir eine Minderheit bleiben?

Von: **Josef Széll.**

Da wir die Frage derart aufstellen und als Titel über diese Zeilen schreiben, tun wir es nicht mit der Absicht, als wollten wir irgendeinen Irredententraum zu Ende träumen... Diese Frage erscheint alljenen, die nicht nur an Morgen, sondern auch an Übermorgen denken und denen, die etwa aus irgend einer inneren Neigung das Endziel der auf Wahrheit und Menschlichkeit fussenden Kämpfe suchen und folgen, als ganz natürlich. Aber das Aufwerfen dieser Frage ist zufolge des berüchtigten Berichtes über das Minderheitenproblem, welchen der Delegierte Brasilier *Mello Franco* dem Völkerbunde vorlegte, auch logisch.

Mello Francos persönliche Auffassung interressiert uns nicht näher. So seine frühere, wie seine neuere in Genf gespielte Rolle beweist es, dass die durch ihn vertretene Mentalität dem Kriterium der Kompetenz weder geistig noch moralisch entspricht.

•

Die europäische Krise gipfelt in 3 Hauptproblemen. Diese sind: 1. das Friedensproblem, oder richtiger das politische Prob-

lem, 2. das wirtschaftliche Problem, 3. das Problem der völkischen Minderheiten. Das Friedensproblem bedeutet nur das, dass die Lösung der europäischen Probleme unbedingt auf friedlichem Wege, ohne Anwendung kriegerischer Mittel erfolge, das heisst, dass es in Wirklichkeit bloss einen provisorischen Frieden statt des heutigen gewalttätigen Friedens bedeuten würde. (Seine Mittel: Schiedsgericht-Verträge und Einschränkung der Bewaffnung). Denn eine wirkliche Versöhnung und eine neue Friedensperiode Europas kann nur nach der Lösung der politischen, wirtschaftlichen und Minderheitsprobleme eintreten.

Jedermann, der den Lauf der Dinge aus höherem menschlichen Standpunkte betrachtet und Sinn für die Zukunft der Menschheit besitzt, teilt die Auffassung, dass es die geschichtliche Aufgabe der uns bevorstehenden Zeit ist, alldas in Ordnung zu bringen, was als Folge eines langen und grässlichen Weltkrieges und in dessen verzerrtem Seelenzustand zustandegekommene Versailler und andere Friedensdiktate verdorben haben. Und derart gründlich verdorben, dass das Verderben kaum zum Stehenbleiben zu bringen ist. (Sicher ist es, dass der wirtschaftliche Niedergang, — sollte ein rasches und energisches Eingreifen nicht helfen —, seinen Tiefpunkt noch nicht erreicht hat.) Es gibt Dinge, die nie wieder zurückzumachen sind. Das bezieht sich auf einige politische Seiten des Problems.

Zum Glück gibt es aber eine Lösung, welche zwar nicht imstande ist das Alte zurückzustellen, aber umso Besseres, Vollkommeneres herbeizuführen vermag.

Und diese Lösung, was ansonsten die natürliche Entwickelung und der gesellschaftliche Fortschritt wie auf der Hand liegend darbietet, ist *Pan-Europa*.

Diese europäische Vereinigung kann wohl auf einige Zeit aufgeschoben werden — trotz aller nüchternen Erwägung und Eigeninteresse — aber ihr auszuweichen ist unmöglich. Ob man will oder nicht, wir kommen ihr von Tag zu Tag näher. Die Richtlinien der Entwicklung streben ihr von allen Seiten derart zu, wie die Lichtstrahlen in den Fokus der Glaslinse. Es existiert in der Entwicklung der Menschheit eine absolute Realität und das ist die sich in einander fügende und sich allmählich verdichtende Kette jener kleinen Zweckmässigkeiten, jener fortwährenden kleinen Verbesserungen, welche zwar auf kurz oder lang unterbrochen und verdorben werden kann, welche aber nachher einer neuen Etappe

der Entwicklung entgegen, mit neu erwachender Kraft immer wieder hervorbricht. Und diese allernächste grosse Etappe ist: die *Europäischen Vereinigten Staaten.*

Das tiefste Wesen der Weltkrise und die primäre Ursache der Wirrnis dieser Zeit besteht darin, dass zufolge des beispiellos raschen technischen Fortschrittes und infolge der dadurch stürmisch umgeänderten gesellschaftlichen Lebensformen die zivilisierte menschliche Gesellschaft über Nacht den alten, jedoch heute noch bestehenden Organisationsformen entwachsen ist. Weder unsere politischen, noch unsere wirtschaftlichen und sozialen, ja nicht einmal unsere pädagogischen Institutionen vermögen unseren natürlichen Wunsch nach grösserer Freiheit, mehr Wohlstand, nach grösserer Sicherheit und höherer Geistigkeit (Kultur) zu befriedigen. Die technischen Möglichkeiten sind uns über den Kopf gewachsen und erregen heute mehr Angst als Freude, bedrohen uns mehr als sie beruhigen. Und alldas deshalb, weil wir wohl eine monstruöse Zivilisation besitzen, diese aber eine einseitige technische Zivilisation ist, ohne innere Organisiertheit, ohne wirklich institutionelle und geistige Kultur. Auch der Weltkrieg war bloss die Explosion einer vorhergehenden schrecklichen inneren Spannung und die kurzsichtigen Friedensverträge haben statt Zusammenfassen und Ausgleichung noch mehr auseinander getrennt, statt reorganisieren desorganisiert und haben dadurch wider die Entwicklung gebaut.

Der einzige Weg der Möglichkeit, welcher aus der Krise herauszuführen und die angehäuften Probleme zu lösen imstande ist, kann nur die konsequent und systematisch durchgeführte allgemeine Reorganisation sein. Und die Rahmen dieser allgemeinen Neuorganisation können nicht kleiner sein, als — *Paneuropa!* Es ist nicht unser Ziel, auch mangelt es uns an Raum zur Beweislieferung dessen, wie die gesellschaftliche Entwickelung — wenn sie auch nicht durch bewusste und planmässige Führung geleitet wird — notgedrungen zu allmählich grösseren Organisationseinheiten führen muss.

Wer auch nur ein einzigesmal imstande war, über die technischen und natürlichen Gegebenheiten des modernen Lebensbetriebes, über die durch die sozialen und wirtschaftlichen Kraftlinien determinierte Bewegung einen Überblick zu gewinnen, kann darüber nicht im Zweifel sein. Aber auch derjenige, wie z. B. Romain Roland, der die in die Zukunft führenden Fäden

aus dem Gesichtswinkel einer neuen moralischen Weltordnung betrachtet, sagt: „Diejenigen, die sich auf den Ritmus der Geschichte verstehen, wissen es, dass das Gute und das Schlechte an dem Aufbaue desselben Werkes werktätig sind... Die nicht vorwärts schreiten wollen, auch diese werden durch unsichtbare Kräfte vorwärts geschleudert und werden in einer Herde dem Ziele entgegen getrieben, welches: die Einheitlichkeit ist." Das Gute und das Schlechte sind zwei Hämmer, welche am Ambosse der Geschichte die Menschheit in eine stets grösser werdende Einheit hämmern. Es wird vielleicht die Arbeit von Jahrhunderten, vielleicht Jahrtausenden sein, aber die im menschlichen Geiste lebende instinktive Sehnsucht nach der Vervollkommnung treibt unaufhörlich zum Endziele der Menschheit: *zur moralischen, politischen und wirtschaftlichen Einheit der Welt.*

*

Nach Vorausschickung des Obigen können wir zu unserem eigentlichen Gegenstand, worauf die Antwort nunmehr leicht sein wird, übergehen.

Als die Schöpfer der Friedensverträge, die sich auf den Schutz der Minderheiten beziehenden Verträge schufen, hatten sie kaum daran gedacht, welcher fruchtbaren Ideentwickelung sie die Basis legen. Durch diese Verträge wurden die Minderheiten gleichzeitig Mitglieder zweier Gemeinschaften: 1. Mitglieder ihres eigenen Staates, 2. *Mitglieder einer über den Staaten stehender Gemeinschaft höherer Ordnung.* Diese Gemeinschaft höherer Ordnung, d. i. europäische Gemeinschaft befindet sich wohl noch in dem Anfangsstadium der Verdichtung, d. h. zwischen dem nebelhaften Stadium der Ideen und des endgültig institutionellen Festwerdens; dass sie aber doch schon so weit gelangte, zeigen ausser der Minderheitsverträge und ausser dem Gestehen des diese garantierenden Völkerbundes der Minderheitsschutz selbst und das Ausüben des Klagerechtes. Während Personen der Mehrheitsvölker gegenüber die Souverenität unbeschränkt ist, ist sie den Volksminderheiten gegenüber nur beschränkt. Da kann gesagt werden, dass *die durch die Verträge und den Völkerbund geschützten Volksminderheits-Personen theoretisch jetzt schon als Bürger der kommenden Vereinigten Staaten von Europa zu betrachten sind.*

Nach meiner Ansicht erreichte nebst der Nützlichkeitsbewertung des Minderheitsschutzes deren ideelle Bewertung noch

nicht die ihr gebührende wichtige Rolle. Obzwar über ihrer Nützlichkeits-Bedeutung ihre ideelle Bedeutung eine riesige ist. Eben deshalb hat Karl Kovács vollkommen Recht, wenn er die Minderheitsrechte für den Sauerteig der Europäischen Vereinigten Staaten erklärt und behauptet, dass man durch die Anerkennung und Vorwärtsbildung die aus dem Minderheitsgedanken spriessende Menschenpersönlichkeit zum Begriffe der eigentlichen europäischen Staatsbürgerschaft gelangt.

Was folgt nun aus dem Obigen?

In erster Reihe das, *dass die Minderheiten diese ideelle und evolutionäre Bedeutung des Minderheitsgedankens fühlen und in ihrem Selbstbewusstsein zum Ausdruck bringen müssen.* Durch diese, im Selbstbewusstsein eintretende Erhöhung wird der zweitrangige Staatsbürger — denn zufolge der jetzigen Lage ist er vorläufig noch ein solcher — sich auf einmal als europäischer Bürger und als Kämpfer der europäischen Vereinigung fühlen, *was für die weiteren Minderheitskämpfe neue Kraft und neue Mittel verleiht.*

Zweitens *ermöglicht es die Vereinigung der Minderheitskämpfe auf einer einheitlichen und gemeinsamen Grundlage, wie auch eine entschiedene Zielsteckung des zu erreichenden Endzieles.* Die heutige Lage ist nämlich eine unmöglich verwirrte, wo — trotz der gleichförmigen Minderheitsverträge und des einzigen Völkerbundes, als einzig leitenden obersten Forums — die Minderheit des einen Staates bereits ihre Kultur-Autonomie geniesst, während selbe eines anderen Staates zur gleichen Zeit sogar der elementarsten Freiheitsrechte entbehrt; wie auch, dass selbst im Schosse der Hüterin der Minderheitsrechte, also im Schosse des Völkerbundes die Auffassung zu einer Rolle gelangen konnte, laut welcher der Minderheitsschutz kein anderes Ziel habe, als die Vorbereitung der langsamen und schonenden (?) Assimilation. In dieser wirrigen, von inneren Widersprüchen strotzenden Unsicherheit ist es die Aufgabe und das Eigeninteresse der Gesamtheit der Minderheiten, die Lage wenigstens prinzipiell endgültig zu klären. Eben deshalb ist die Zeit da, dass die 40 Millionen zählende organisierte Minderheit Europas — wie sie in der vorjährigen Genfer Konferenz den dahinführenden ersten Schritt getan — seine geistige Front und Arbeitsgemeinschaft auszubahnen, welche sich es zur Aufgabe machen sollte, ausser der Leitung des *äusseren* Kampfes oder

Selbstverteidigung das ganze System der Minderheitsrechte, als den Kodex der Freiheitsrechte des *Europa-Bürgers* und als einen Absatz der Verfassung der künftigen Vereinigten Staaten von Europa zu bewerkstelligen.

Hieraus erfolgt naturgemäss, dass *die Gesamtheit der Minderheiten ein kraftvolles, offenes Bekenntnis für die Europäischen Vereinigten Staaten ablegen müssten!* Je stärker jene zweite Gemeinschaft ist, zu welcher sie grund der durch den Völkerbund garantierten Minderheitsverträge sekundärerweise gehört, desto fester, freier und sicherer wird ihre Lage auch im eigenen Staate sein. Ausserdem sind die Vereinigten Staaten von Europa das einzig mögliche Endziel, wohin die Bestrebungen der Volksminderheiten, — wie alle sinngemässen, humanitären und fest konsequenten Bewegungen bei der heutigen Lage Europas — führen müssen. Sollte darauf jemand sagen, die Minderheiten könne auch eine derartige Lage vollkommen befriedigen, in welcher all ihre Rechte tatsächlich verwirklicht sind, wie es, sagen wir, in einem westlichen modernen Staate ist oder sein sollte und dass dazu das Zustandekommen einer Europa-Föderation nicht notwendig wäre, müsste ich meinerseits darauf antworten: es genügt nicht! Und zwar, weil erstens: in der Mitte und im Osten Europas die Lage zufolge der grosszügigen Grenzverschiebungen eine ganz andere ist und keine restlose Gerechtigkeit wäre; zweitens: kann es auch bei der vollkommensten Befriedigung der Minderheiten, also auch im Falle eines auf grund Gebiets- oder persönlichen Katasters organisierter kultureller und Verwaltungs-Autonomie vorkommen, dass in einem Kriegsfalle eine Minderheit gezwungen wäre, gegen seine eigenen Brüder oder Stammesverwandten ins Feld zu ziehen; drittens, weil die Minderheitsrechte bloss der Völkerbund garantiert, welcher — wie das die Ereignisse bewiesen, — sich selbst in einer durch Geburtsfehler verursachten Krise befindet und dessen Bestehen in einem auf vulkanischem Boden stehenden Europa unsicher ist: können daher die Minderheiten ihre Zukunft betreffend beruhigt sein und wäre es deshalb nicht zweckmässiger, mit eben solcher oder mit kaum etwas mehr Mühe gleich auch um Paneuropa, welches die endgültige und gründliche Lösung sämtlicher derzeitigen Probleme wäre, zu kämpfen?

Sollte aber jemand sagen: warum sollen wir den an und für sich schweren Kampf um die bessere Minderheitszukunft an

eine Utopie, wie die E. V. Staaten sind, binden, — da könnte ich nur darauf antworten: ich glaube eher an die Verwirklichung *dieser*, wie daran, dass z. B. Rumänien oder Jugoslavien ihren Minderheiten die kulturelle und Verwaltungsautonomie aus eigenem Willen gewähre! Und das Endziel des Minderheitsgedankens und -bestrebung muss auch über diese Autonomie hinausgehen, da das natürliche Endziel kein anderes ist, als dass der Minderheitsbegriff mit all seinen Anhängseln endgültig verschwinde, beziehungsweise sich in der Rasse, Nationalität und Landesgrenzen nicht kennender, universal organisierten menschlichen Freiheit auflöse. Zweidrittel der Bevölkerung von der Schweiz sind Deutsche, während die übrigen Franzosen und Italiener sind. Aber wer weiss etwas von schweizerischen Minderheitsbestrebungen? oder wer hat überhaupt den Ausdruck: „schweizerische Minderheit" gehört?

Die endgültige Lösung des Minderheitenproblems wird also nicht die Assimilation sein — wie es die Mello Francoische Mentalität sich einbildet — *sondern die Föderation*; und zwar jener grosse europäische Bund und Vereinigung, welche die in dieselbe europäische Schicksalsgemeinschaft gehörenden Völker, Nationen und Nationalitäten, ohne Rücksicht auf Mehrheit oder Minderheit, auf grund gleicher Rechte und Pflichten des europäischen Bürgers in eine harmonisch lebende und friedlich produzierende neue Staatsgemeinschaft: in die Vereinigten Staaten von Europa zusammenschmelzt.

*

Nach Obigem fühle ich mich ermutigt, folgenden Antrag zu stellen:

Befasse sich der nächste Kongress der organisierten Volksminderheiten mit dem ideellen und politischen Zusammenhange des Minderheitsgedankens und Paneuropas; er lege eine feierliche Erklärung für Paneuropa ab und erkläre, dass er die endgültige und ideale Lösung des Minderheitsproblemes — welche Lösung er auch definiert — nur in diesem Rahmen für möglich hält; er erkläre weiters, dass er diese Bewegung mit seiner vollen Kraft unterstützt, zu welchem übrigens der Minderheitsgedanke zufolge seiner grossen Bedeutung und Beziehungen dazugehört und was nach seiner Ansicht allein imstande ist, den Frieden, das Fortkommen und die Zukunft Europas zu schaffen.

Das geistige Leben der Siebenbürgischen Ungarn seit 1919.

Von: **Dr. Ludwig György.**

Deutsch von *H. Zillich.*

In dem unmittelbar dem Weltkrieg vorangehenden Halbjahrhundert sprach niemand von einer siebenbürgisch-ungarischen Literatur oder von solchen Aeusserungen des ungarischen Geisteslebens, die man mit dem Zeichen „siebenbürgisch" hätte begrenzen müssen. Jede literarische, künstlerische und kulturelle Bestrebung fand ihre Zusammenfassung im einheitlichen Körper des ungarischen Geisteslebens, ob nun deren Quelle Siebenbürgen, die Theissebene oder das Gebiet westlich der Donau war. Es ist überflüssig heute darüber zu urteilen, inwieweit diese geistige Zentralisation günstig oder schädlich wirkte, oder die Gründe zu suchen für diese charakteristische Ausgestaltung des ungarischen Geisteslebens, das sich nach 1867 mit grossartigem Schwung entwickelte. Dies ist Tatsache, dass der auf den Weltkrieg folgende geschichtliche Umschwung das anderthalb Millionen zählende siebenbürgische Ungartum nicht nur einer tausendjährigen politischen Einheit entriss, sondern auch einer solchen seelischen Gemeinschaft, die durch grosse Vergangenheit zu einem festen Körper zusammengeschweisst worden war. Es ist durchaus natürlich, dass die Festsetzung der neuen Grenzen Rumäniens ausser auf politischem auch auf seelischem Gebiete das siebenbürgische Ungartum in eine Lage versetzte, für die es nicht gerüstet war. Alle Nervenstränge seines Geisteslebens, die es an die ungarische Hauptstadt fesselten, rissen von heute auf morgen. Von seiner nicht vorhergesehenen nuen Geschichtslage wurde es vorwärts gezerrt in eine unvorstellbare Ratlosigkeit, Weglosigkeit und Hilflosigkeit.

Es wäre umständlich zu zeigen, wie im siebenbürgischen Ungartum nach kurzer Betäubung die Erkenntnis erwachte, dass es sich innerhalb der durch die neuen Grenzlinien bewirkten Vereinsamung selbst um die Deckung seines geistigen Bedarfs zu kümmern habe und gerade auf literarischem und kulturellem

Gebiete starke Wurzeln seines Minderheitsdaseins schlagen müsse. Das Erwachen und die Ausgestaltung dieser kulturellen Selbsterkenntnis wurden bedeutend gefördert durch die tief in den Herzen schlummernden seelischen Überlieferungen, die in Siebenbürgen stets viel stärker und lebendiger waren als in allen anderen ungarischen Strichen. Jahrhundertalte Selbständigkeit in der Vergangenheit entwickelte bestimmte reine Traditionen, edle kulturelle Bestrebungen, einen selbständigen siebenbürgischen Geist und ein starkes siebenbürgisch-ungarischen Eigenbewusstsein. Diese Tatsachen stuften schon früher wirkungsvoll die Kraft der einheitlichen ungarischen Allgemeinkultur ab, in den neuen Verhältnissen aber dienten sie als mächtiger Kraftquell zur verblüffend schnellen Befreiung des siebenbürgisch-ungarischen Geisteslebens. Mit ihrer Unterstützung überdauerte dies den grossen Zusammenbruch und mit ihrer Hilfe schuf es sich die dem Riss folgende geistige Selbständigkeit. Die Hoffnungslosigkeit und Verzagtheit, die anfangs die Herzen gelähmt hatten, wurden von kräftigender Zuversicht und einem bald zur Arbeit rufenden Pflichtgefühl abgelöst. Aus der Aussichtslosigkeit des politischen Lebens rettete es sich auf geistiges Gebiet: hier fand es seinen einzigen Ruhepunkt, wo es ohne entmutigende Hoffnungslosigkeit arbeiten konnte.

Bei der Beurteilung des siebenbürgisch-ungarischen Geisteslebens ist die hier berührte Geschichtslage nicht ausser acht zu lassen, die den Leser überzeugen wird, dass das gegenwärtige siebenbürgisch-ungarische Geistesleben ein ganz frischer Trieb ist, der erst jetzt seine ersten Knospen entfaltet. Die Arbeit der verflossenen sieben Jahre konnte zum Grossteil nicht einmal die Zielfestsetzung, die Bezeichnung der Aufgaben und die geeignetste Lösung der Probleme erschöpfen. Soviel allerdings steht schon fest, dass die Losreissung aus der organischen Einheit des ungarischen Geisteslebens, wenn sie das siebenbürgische Ungartum auch ärmer machte, es seelisch nicht ermattet, ja es im Gegenteil zum Selbstvertrauen angespornt und zu tapferen Unternehmungen begeistert hat. Diese wenigen Jahre brachten so frische Werte hervor, dass sie nicht nur die Grundlage des selbständigen geistigen Lebens des siebenbürgischen Ungartums schufen, sondern auch im allgemeinen eine Kraftvermehrung und Auffrischung der gesamtungarischen Kultur bedeuten.

Der Schreiber dieser Zeilen hat vor Kurzem zwei bibliographische Arbeiten fertiggestellt zur genauen und objektiven

Bemessung der Ausdehnung des sieb.-ung. Geisteslebens.[1] Die gesammelten Daten zeigen ein staunenswertes Ergebnis: Bei der Zählung der Bücher stellte sich heraus, dass in Siebenbürgen in den verflossenen sechs Jahren 1919—1924 1066 ungarische Bücher erschienen sind, soviel wie vor dem Umschwung 1919 in höchstens zwei Jahrzehnten. Die Bucherzeugung des letzten Friedensjahres 1919 in den ehemals ungarischen Teilen Rumäniens betrug insgesamt 77 ungarische Bücher und überstieg dagegen 1925 schon die Zahl 300. Da diese Jahre viel Zeit und Energien an die Organisationsarbeit gebunden hatten, verheissen die folgenden an innerem Wert und äusserer Verbreitung eine aufsteigende Tendenz. Das hiesige Ungartum führt, das ist gewiss, gegenwärtig ein so lebendiges Geistesleben wie nur im 16. und 17. Jahrhundert, wo der Schwerpunkt der ungarischen Literatur ausschliesslich in Siebenbürgen lag. Zu diesem Aufschwung trug unbedingt auch die strenge Grenzsperre bei, die schon seit acht Jahren den Eintritt geistiger Erzeugnisse Ungarns nach Rumänien verhindert. Das siebenbürgische Ungartum war, wie ersichtlich, zur Schaffung einer selbständigen eigenfarbigen geistigen Kultur gezwungen.

Ein Drittel der oben erwähnten 1066 Bücher fällt auf die Schöne Literatur. Die führende Kunstgattung ist darunter die Schöne Prosa, der es aber erst im letzten Jahre gelang, die Lyrik zurückzudrängen, die sich der Stimmung leichter anpasste, welche das neue Regime bewirkt hatte. Das Ziel dieses Überblicks ist nicht kritische Wertung, kann aber dahin weisen, dass die ungarische Literatur heute schon ernstlich teil nimmt an der siebenbürgischen Schönen Literatur und schon mehrere ansehnliche und einige bleibende Werke geschaffen hat. Die wissenschaftliche Literatur umfasst in dieser geistigen Statistik ungefähr ein Fünftel der Schlussumme. Obgleich die Übergabe der Klausenburger ungarischen Universität und der wissenschaftlichen Institute gerade auf diesem Gebiete die Arbeitsmöglichkeit am meisten lähmte, andererseits die Auswanderung des Lehrkörpers gerade die Arbeitskraft dieser Kreise am deutlichsten verringerte, kann immer noch ansehnlich genug genannt werden, was das siebenbürgische Ungartum auf diesem Gebiete aufweist, vor allem

[1] A romániai magyar időszaki sajtó öt esztendeje 1919—1923, Klausenburg 1924. — Az erdélyi magyar irodalom bibliografiája 1919—1924, Klausenburg 1926. — Siehe darüber auch „Klingsor" Juniheft 1926 Seite 239.

in den für die Herausgabe solcher Bücher nicht besonders geeigneten Zeiten. Da es noch nicht gelang, den ungarischen wissenschaftlichen Bestrebungen in Siebenbürgen einen moralischen und tatsächlichen Rückhalt zu geben, ist die Aufrechterhaltung unseres ganzen wissenschaftlichen Lebens auf die Unterstützung der Masse gewiesen. Daher blühen natürlich nur diejenigen Wissenschaftszweige, die allgemeinem Interesse unmittelbar begegnen. Dazu gehören die Literaturgeschichte, Geschichte und Kulturgeschichte. Deren Aufschwung fördert vor allem der Umstand, dass der an und für sich lebendige geschichtliche Blick des Siebenbürgers in diesen Zeiten mit besonderer Lust bei den lebensvollen Erinnerungsbildern seiner Vergangenheit weilt. Doch auch auf den Gebieten der Sprachwissenschaft, der Aesthetik, der Soziologie, Volkswirtschaft, Philosophie und Naturwissenschaft tauchten der Beachtung würdige Erscheinungen auf. Besonders vermehrte die Zahl unserer Bücher die Kirche und Schule (30%). Die Erklärung dafür liegt auf der Hand. Die Budapester Lehrbücher mussten wir durch in Siebenbürgen hergestellte ersetzen. Die drei ungarischen Kirchen taten auch auf literarischem Gebiete alles, um das nach dem Kriege umgekippte seelische Gleichgewicht wiederherzustellen.

Einen der Literatur ähnlichen reichen Aufschwung beobachten wir auch bei der Presse, die in den letzten fünf Jahren 330 periodische Blätter hervorbrachte. Davon erbten wir bloss 87 aus der Zeit vor 1919, die übrigen 243 sind Neugründungen: natürliche und erfreuliche Erfolge der geistigen Einstellung, die dem ungarischen Kulturempfinden neu entsprang. Wer die Verhältnisse kennt, wird leicht verstehen, dass neben den Ersatzgründungen, die uns Bedürfnis waren, auch eine ganze Menge von heut auf morgen missglückter Versuche gewagt wurden. Nach dem Stand am 31. Dezember 1923 waren von den oben erwähnten 330 Blättern 104 eingegangen, wir traten also in das Jahr 1924 mit 200 ungarischen und 26 gemischtsprachigen (rumänisch-ungarisch-deutschen) Blättern. Diese Zahl bleibt mit gewissen Schwankungen fest, darunter sind 53 politische Tageblätter. Die Kirchenarbeit unterstützen 35 kirchliche Blätter, 70 Fachzeitungen dienen dem Gewerbe, dem Handel und der Volkswirtschaft. Das Kulturleben zog sich grösstenteils hinter die tapfere Beständigkeit der Kirche zurück. Auch ergab sich für das Ungartum als notwendig, sich auf volkswirtschaftlichem und gewerblichem Gebiete in seiner neuen

Stellung einzurichten. Bezeichnend für die Entwicklung unserer schönen Literatur sind die seit 1919 gegründeten 14 Literaturblätter, von denen allerdings 11 inzwischen eingegangen sind. Nur eins konnte erstarken und in weiteren Kreisen Eingang finden: der im 12. Jahre halbmonatlich erscheinende *Pásztortüz*, dessen Bedeutung bei der Schöpfung des sieb.-ung. Literaturlebens sich bald aus geschichtlicher Ferne ersehen lassen wird. Während die beiden anderen schöngeistigen Blätter (*Hirnök*, Klausenburg. *Vasárnap*, Arad) ausgesprochen katholisch sind, betont der *Pásztortüz* stark sein siebenbürgisch, ungarisch und künstlerisches Gepräge und ist, indem er auf der Grundlage der ungarischen Einheitsliteratur steht, der heutige einzige Träger der magyarischen literarischen Einheitsbestrebungen in Siebenbürgen, Ungarn und Tschechoslowakei. Anmerkung verdient die literarische Sonntagsbeilage des in Klausenburg erscheinenden *Ellenzék* unter Leitung von Dr. Aladár Kuncz und Ludwig Aprily, die mit ihrer grossen Verbreitung unsere literarischen Bestrebungen wohltätig volkstümlich macht. Auf dem Gebiete der Volksbildung leistet die bemerkenswerteste Arbeit das unter Leitung von Demeter Gyallay und Koloman Petres im 6. Jahre bestehende Volksblatt *Magyar Nép*, das wöchentlich in 18.000 Exemplaren erscheint. Eine ernste und grosse Aufgabe erfüllt die im dritten Jahre vierteljährlich erscheinende *Erdélyi Irodalmi Szemle*, die einerseits mit ihrem enzyklopädischen Inhalt die mangelnden Fachschriften zu ersetzen und das zerstreute ungeführte sieb.-ung. wissenschaftliche Leben zusammenzufassen sucht, andererseits bemüht ist, durch eine auf festen Grundlagen stehende Kritik gesunde Literatur zu schaffen. In der Reihe der Blätter darf die von Elemér Jakabffy ausgezeichnet geleitete und in Lugos erscheinende politische Halbmonatsschrift *Magyar Kisebbség* nicht unerwähnt bleiben, das wichtigste politische Organ des siebenb. Ungartums und der tapfere Kämpfer für Minderheitsrechte. Eine ganz neue Gründung ist die in Klausenburg erscheinende Monatsschrift *Korunk*, die den Ideengehalt der Gegenwart von weltanschaulicher Seite aus bekannt zu machen sucht.

Nur ein äusseres, aber nicht gleichgültiges Zeichen zur Beurteilung des siebenb.-ung. Kulturlebens ist die führende Rolle Klausenburgs unter den Buch- und Zeitungen schaffenden Städten. Diese Stadt gab beinahe die Hälfte der ganzen siebenb.-ung. Buchproduktion heraus. Sie hält ein Drittel der ungarischen Zeitun-

gen in Händen. Zum Mittelpunkt des ungarischen Geisteslebens in Rumänien wuchs sie naturgemäss aus ihrer Vergangenheit und ihren Überlieferungen. Zur Umrahmung des geistigen Situationsberichtes ist noch zu bemerken, dass eine sehr wichtige Arbeit die 1920 gegründete Literarische und Kunstdruckanstalt „Minerva" leistete, deren planmässig durchgeführtes Programm die Arbeitskreise unserer seit 1919 in ihrer Tätigkeit behinderten Kulturvereinigungen im Einzelnen ersetzte. Sie ist der bedeutendste ungarische Verlag in Siebenbürgen, der seit 1919 ein Viertel der erschienenen Bücher herausgegeben hat, und nicht nur der Besitzer der erwähnten Schriften *Pásztortüz*, *Magyar Nép* und *Erdélyi Irodalmi Szemle*, die unzweifelhaft die Pfeiler unseres kulturellen Lebens darstellen, sondern auch Herausgeber einer wissenschaftlichen, einer schöngeistigen, einer Jugend- und einer Volksbücherei und in allen diesen Zweigen ein zielsicherer Wegweiser.

Das siebenbürg. Ungartum vermisst auch diejenigen literarischen und kulturellen Vereinigungen nicht, die die äussere Wirkung eines geistigen Lebens ermöglichen. Hier war es ein Glück, dass fertige Organisationen von der Vergangenheit ererbt wurden, die man den veränderten Verhältnissen bloss anpassen und mit entsprechendem Inhalt versehen musste. Dank ihrer Geschichte, ihres Ansehens und ihrer Leistung steht an erster Stelle die „Siebenbürgische Literarische Gesellschaft" (Erdélyi Irodalmi Társaság) in Klausenburg, die zusammen mit der Kemény Zsigmond Irodalmi Társaság in Marosvásárhely auf eine 40-jährige bedeutende Vergangenheit zurückblickt. Die Temesvárer Arany-János Társaság und die Grosswardeiner Szigligeti Társaság sind die kleinen Mittelpunkte des literarischen Lebens ausserhalb des engeren Siebenbürgens. Neben diesen arbeiten noch fünf literarische Vereine in Siebenbürgen, oder kämpfen vielmehr gegen die rückständigen Beschränkungen, die die Verwirklichung ihres rein literarischen Programmes noch hindern. Vor allem ist es schmerzlich, dass die zwei mächtigsten kulturellen Massenvereine: die aus der Opferwilligkeit der ungarischen Gesellschaft noch in den 60er Jahren geschaffene Siebenbürgische Museumgesellschaft (Erdélyi Muzeum Egyesület EME), die siebenb.-ung. wissenschaftliche Bestrebungen in ziemlich akademische Verbundenheit bringen könnte, schon im achten Jahre gelähmt und die in den 80er Jahren gegründete Siebenbürgisch Magyarische Allgemeine

Bildungsgesellschaft (Erdélyi Magyar Közmüvelődési Egyesület, EMKE), deren Aufgabe es wäre, alle Äusserungen des siebenb.-ung. Kulturlebens zusammenzufassen, zu völliger Untätigkeit genötigt ist.

Das künstlerische Leben ist ebenfalls ziemlich bewegt, wenn auch die wenigen verflossenen Kampfjahre sich als zu kurz erwiesen haben, um es seiner Bedeutung entsprechend zu einem wichtigen Faktor unserer Kultur zu verdichten. Ja, in der Theaterkunst können wir sogar einen klaren Verfall feststellen. Auch hier sind die alten Organisationen noch vorhanden: in acht ungarische Theaterkreise ist Siebenbürgen eingeteilt und diese spielen unter der geistigen Zielsetzung des 134 Jahre alten Klausenburger ungar. Theaters. Aber, offen eingestanden, ihre Tätigkeit ist in Wahrheit nur eine ununterbrochene Kette von Kämpfen. Während sie zur Befriedigung der feindlichsten Ansprüche gezwungen sind, zappeln sie ewig zwischen Streitfällen und schweren materiellen Belastungen. So ist es kein Wunder, wenn sie sich vorläufig mit künstlerischen Zielen wenig beschweren, nur um im Dienste ihrer wichtigen Aufgabe eine Daseinsmöglichkeit zu finden. Dennoch lässt sich auf eine Besserung der Verhältnisse und eine günstigere Zeit hoffen, die auch die Theater wieder unter die unentbehrlichen Faktoren unseres Geisteslebens einschalten, aus dem sie Verhältnisse rissen, die ausserhalb unserer Einwirkung lagen.

Traurig ist auch unsere musikalische Lage. Vor dem Kriege war unser Musikleben so stark an Budapest gefesselt, dass die Provinz ohne Bedeutung blieb. Unsere lebendige Verbindung mit dem Musikmittelpunkt liess übrigens die örtlichen Mängel leicht verschmerzen. Knapp vor dem Kriege drückten einige siebenbürgische Städte, besonders Klausenburg und Marosvásárhely, dem musikalischen Leben einen günstigen Stempel auf, der dann im Kriege zu verblassen begann und nach dem Herrschaftswechsel völlig unsichtbar wurde. Mit der Übergabe des vor einer schönen Entwicklung stehenden Klausenburger Musikkonservatoriums und der Marosvásárhelyer Musikschule wanderte der Hauptteil unserer guten Musiker aus und auch das Klausenburger ung. Theater war durch Mangel an Geldmitteln vor kurzem gezwungen die Opernaufführungen einzustellen. In einzelnen Städten, Arad und Temesvar, ist viel freudiges Wollen, ja Dezső Járosy, früher Professor an der Budapester Musik-

akademie, gründete auch zwei Musikblätter, doch all dies ist bloss ein Versprechen für bessere Zeiten. Gegenwärtig ist dies die Lage: zu wirklichem Musikgenuss gelangt das ung. Publikum nur dann, das heisst es nimmt nur dann an der eigenen musikalischen Kultur teil, wenn ungarländischen Künstlern zu einer siebenbürgischen Musikrundreise die Grenzüberschreitung erlaubt wird.

Stellen wir die Verhältnisse in Rechnung, so können wir auch von unserer darstellenden Kunst nicht viel verlangen. Bildhauerei, Bau- und Kunstgewerbe ernähren sich kümmerlich, nirgends ist Aussicht vorhanden, dass sich die Wirtschaftsvorsorge auch dieser Künste annähme. Wirtschaftsfragen sind eng verknüpft mit künstlerischen, aber gegenwärtig erschlaffen diese Bande eher als sie sich festigen. Die meisten Aussichten eröffnen sich bisher der Malerei. Ein grosses Glück für uns ist zweifellos der Besitz von Nagybánya, das „ungarische Barbizon", das vor 30 Jahren die ungarische Kunst revolutionär umformte und ihr neue Entwicklungswege wies, auf denen sie seither auch Welterfolge errang. Die Begründer und Kämpfer dieser Richtung, Réthy, Glatz, Rudnay, Csók, sind heute Professoren der Budapester Kunsthochschule, und einer ihrer besten Meister, Hans Thorma, führt auch jetzt die Nagybányaer Malschule. Unsere siebenb.-ung. Malerei steht noch heute unter Nagybányaer Einfluss. Ihr Entwicklungsweg ist allerdings noch nicht sichtbar. Aus allen Städten des Landes, auch aus Nagybánya, kommen Künstler nach Klausenburg, wo sich vom Herbst bis zum Sommerbeginn die Ausstellungen ablösen. Doch sind sie ziemlich auf sich allein angewiesen: sie haben keine Kunsthalle; weder eine Künstlervereinigung, noch einen für Ausstellungen geeigneten Raum können wir ihnen freistellen, nur der *Pásztortüz* unterstützt sie. Es lässt sich nicht bestreiten, dass es ihm gelang, zwischen Künstler und Publikum einen lebendigen Kontakt herzustellen. Die weiteren Wege sind unbekannt, aber nicht aussichtslos.

Dieses geistige Leben, dessen Umrisse durch diese engbegrenzte Zusammenfassung eben vor den Leser gestellt wurden, ist noch im Gären und Werden. Die Ziele aber stehen klar und fest vor dem in die Minderheit gedrängten Ungartum, das sein in rauher Zeit erblühtes Geistesleben ohne Entmutigung und Zaghaftigkeit als das einzige sichtbare werthafte Gebiet erblickt. Auch dies beweist seine Eigenart, die sich in der Geschichte oft äusserte; grosse geschichtliche Proben und Wendungen erdrücken es nicht, sondern erfüllen es im Gegenteil mit neuer Kraft.

Le manifeste du „Heimatbund."

C'est à une heure particulièrement grave que les soussignés s'adressent aux Alsaciens-Lorrains pour leur demander de s'occuper activement de leurs destinées.

Hésiter davantage, ce serait trahir notre pays et nous rabaisser nous-mêmes, car *la mesure est comble.*

Depuis sept ans, nous assistons, jour par jour, au spectacle écoeurant d'une spoliation méthodique : sur notre sol, *on nous dépossède de nos droits*, on oublie, *on foule aux pieds les promesses solennelles* qu'on nous a faites, on s'applique à ignorer les qualités de notre race et notre langue, *on se moque de nos traditions et de nos coutumes.* Nous savons aujourd'hui que les fanatiques partisans de l'assimilation veulent s'attaquer au caractère, à l'âme et à la civilisation même du peuple alsacien-lorrain, sans respect aucun de la liberté de conscience et de la conviction intime des Alsaciens-Lorrains.

Dès que nous parlons de nos droits, naturels ou acquis, on nous bafoue et on nous accable de calomnies et de menaces.

Sous aucun prétexte, nous ne supporterons désormais cette misère.

Nous avons compris, que presque tous les Alsaciens-Lorrains, ceux surtout qui, au milieu des défaillances, ont su rester des Alsaciens-Lorrains conscients de leurs devoirs et de leurs droits, pensent comme nous et, se plaçant avec résolument au point de vue de la conscience alsacienne-lorraine et du culte du sol natal, voudraient remplacer la division qui existe actuellement, par un sentiment d'estime réciproque et les liens d'une forte solidarité. *Au premier signe de ralliement, ils chercheront à former ce front unipue tant désiré pour empêcher, d'un effort unanime, l'oppression et la décadence de notre race.*

Nous sommes convaincus que la sauvegarde des droits imprescriptibles et inaliénables du peuple d'Alsace-Lorraine et la réparation des torts causés à des milliers de nos concitoyens ne nous seront garantis, en la situation de minorité nationale, où nous nous trouvons, que si nous obtenons l'autonomie complète dans le cadre de la France.

Cette autonomie législative et administrative trouvera son expression naturelle dans une assemblée représentative élue par notre peuple, jouissant du droit de budget et dans un pouvoir exécutif, ayant son siège à Strasbourg ; les membres de ce dernier seront pris dans le peuple alsacien lorrain et auront à assurer, à côté du Parlement de Paris, seul compétent pour les questions françaises d'ordre général, le contact avec l'Etat français.

Notre premier devoir sera la création d'un front unique par rapport à la question si délicate des convictions personnelles en matière religieuse, afin de ne pas affaiblir notre force par des divergences d'opinion ou de parti.

C'est pourquoi nous désirons, en ce qui concerne les rapports dé l'Eglise et de l'Etat et la question scolaire, le maintien de la législation actuelle, jusqu'au moment où le peuple alsacien-lorrain sera lui-même en mesure de donner à ces questions la solution définitive. Quant à la question scolaire, nous pensons qu'l appartient aux parents, de par un droit intangible, de décider du genre d'éducation qui convient à leurs enfants.

Nous demandons, en outre, que la conviction chrétienne, qui constitue la base de la vie de la forte majorité de notre population et qui, durant plus de douze siècles, a produit les éléments constitutifs de notre patrimoine alsacien-lorrain, soit pleinement respectée et que, loin de vouloir la détruire, on laisse — dans l'intérêt même de notre peuple, qui aspire au progrès et à la prospérité — se développer librement les forces morales qu'elle nous prodigue.

La tolérance impliqée dans ce point de notre programme garantira dans la même mesure le respect de toute autre conviction et évitera les discordes intestines dont nos ennemis savent si bien profiter pour nous désunir et nous dépouiller de nos „Heimatrechte".

Nous exigeons que la langue allemande occupe, en tant pue langue maternelle de la majeure partie de notre population et langue classée parmi les premières du monde civilisé, dans la vie publique de notre pays la place qui lui revient. A l'école elle sera point de départ, véhicule permanent de l'enseignement et matière d'enseignement. Comme telle elle figurera au programme des examens. Dans l'administration et aux tribunaux elle sera employée simultanément et au même titre que la langue française.

Notre enseignement primaire, secondaire et supérieur et

toutes nos autres institutions pédagogiques et intellectuelles seront réglés et organisés non pas selon les ordres du pouvoir central de Paris, mais par notre futur Parlement en conformité avec le caractère et la situation particulière de notre race et en plein accord avec les parents et le corps enseignant.

Nous estimons que l'une de nos principales tâches est de cultiver le caractère régional alsacien et lorrain et de conserver à notre peuple le souvenir vivant et exact de son riche passé historique et intellectuel, afin de l'encourager à tirer de ses dispositions naturelles et de ses propres ressources le plus d'avantage et de prospérité possible.

En vertu de notre droit primordial et des principes de la justice sociale et en tenant compte de notre langue, nous insistons pour que nos compatriotes qui se sont orientés vers une carrière administrative, aient leur place dans l'administration et la direction de ce pays.

Eux seuls pourront, jusque dans les plus hauts emplois, fournir, le travail administratif indispensable, rendu doublement difficile par la situation particulière où nous nous trouvons. Eux seuls pourront nous affranchir enfin du poids d'une bureaucratie arriérée et de tant d'injustices qui menacent de nous étouffer.

Nous exigeons en outre l'autonomie complète du réseau des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine, en propriété de la population d'Alsace-Lorraine ;

la protection de l'agriculture, de la viticulture, du commerce et de l'industrie en Alsace et Lorraine, tant dans les traités commerciaux qu'en face de la concurrence des départements de l'intérieur ;

la réforme du régime des impôts conformément aux principes de la justice commutative ;

le développement de notre législation sociale, engourdi et retardé depuis des annés par les efforts d'une assimilation à rebours ;

le rétablissement de l'ancienne législation cummunale en l'adaptant aux conditions politipues et économiques actuelles.

Nous sommes partisans enthousiastes de l'idée de paix et de collaboration internationale, ennemis du chauvinisme, de l'impérialisme et *du militarisme sous toutes leurs formes.*

Etant le sol, où deux grandes civilisations se trouvent en

contact ininterrompu, notre pays doit avoir sa part à l'oeuvre de civilisation commune de l'Europe occidentale et centrale.

Sur le terrain de ces revendications nous voulons grouper tout le peuple alsacien-lorrain dans une ligue, le „Heimatbund" (Ligue des Alsaciens-Lorrains), qui sans respect humain ni faiblesse, remplira son rôle de défenseur et de guide.

Nous ne formerons pas de parti nouveau, nous ne serons qu'une organisation qui décidera les partis déjà existants à renoncer enfin à la politique d'atermoiement, de faiblesses et d'erreurs et à mener avec une énergie inlassable la lutte pour les droits et les revendications du peuple alsacien-lorrain.

Vive l'Alsace-Lorraine forte, libre et saine !

Strasbourg, le 5 juin 1926.

Das politische Leben und die Kämpfe des Ungartums in SHS.

Von: **Josef Gáj.**

III.

Es berührte das Ungartum äusserst schmerzlich, auch die sog. Emigrantenfrage und hintertrieb die Sache desselben in grossem Masse. Die kläglichsten Führer der ungarischen Oktobristen flüchteten sich nach Jugoslavien. Auch Graf Michael Károlyi selbst lebte längere Zeit an der Dalmatinischen Küste und nach dem komischen Fiasko der Pécser Republik von kurzer Herrlichkeit, strömte die rote, herbstrosengezierte Schaar mit dem antimilitaristischen, an horror militaris leidenden Ex-Kriegsminister Béla Linder an der Spitze, unter dem Schutze der serbischen Regierung Jugoslavien zu. Diese zweifelhafte Schaar organisierte sich auch sofort unter der Benennung: „Wirtschaftliche Organisation der Baranyaer Flüchtlinge" – und gelangte unter das Protektorat des Ministers für Socialpolitik in Belgrad, – materiell, wie auch moralisch, vor Allem aber in politischer Hinsicht. Man muss diese Politik so verstehen, dass diese „Flüchtlinge" jene Journalistengarde liefern sollten, welche das Ungar-

tum in den Spalten des „Bácsmegyei Napló“ gegen Belgrad orientierte „bei Auflassung der ungarischen Minderheitspolitik“ welche fortwährend vom „weissen Terror“, von ungarischen Mördern, rechtraubenden ungarischen Magnaten und tölpelhaft duldenden, gestiefelten, Paprika-Bauern rumorte. Und dieser entflohene Desperado-Chor überschäumte völlig in der Beschmutzung der ungarischen Rassenehre. Es ist jedoch erfreulich, dass sich die Majorität des Ungartums in SHS. instinktiv einer solchen Politik abwendete. Des öfteren war eine wahrhaft legendenhafte ungarische Rassenliebe bei den verwaisten, allseitig angegriffenen Ungarn der Theissgegend bemerkbar. Ein stattlich schöner ungarischer Bürger der Theissgegend brach, – die in Wien erdichtete „weisse“ Schauermähr des Bácsmegyei Napló lesend, in die bitteren Worte aus: Selbst wenn dies Alles wahr wäre, so würde ich meine arme, verfolgte Mutter trotzdem lieben! „Es gibt keine schlechte Mutter, bloss deren Kinder können undankbar sein“. Schliesslich verdunsteten die ewigen weissen Banditenmärchen, sie wurden lächerlich und langweilig und der syrische Heuschreckenschwarm suchte eine andere Richtung. Der Styl des Blattes wurde zum Ernsten gewendet, der gewesene Szegeder Regierungskommissär, Herr Johann Dettre, presste die emigrantischen Blasphémien in eine Kurutzen-Mente, (ung. Pelzrock) und jetzt wurde bloss an dem oligarchischen reaktionären ungarischen Systhem herumgesägt und der eigene grossmütige Liberalismus und die Demokratie ausposaunt. Inzwischen wurden in Belgrad auch Kulturmatinées in ungarischer Sprache abgehalten, zu welchen auch der legitime Präsident der „ungarischer Volksrepublik“ vom schönen Meeresstrande erschien, wo er seiner berühmten Memoiren gedachte und in seiner grossen Rede dem tausendjährigen Ungartum eine aussenpolitische Richtung zuwies. Diese Emigranten verfolgten kein anderes und minderes Ziel als, – sich mit den Emigranten der übrigen Nachfolgestaaten zusammenschliessend, – es vor dem „gebildeten Westen“ zu dokumentieren, dass das Ungartum dort, wo es sich „frei“ äussern kann, die Demokratie fordert und sich weinend nach dem Oktobrismus zurücksehnt, was natürlicherweise, nur so möglich ist, wenn ihnen entweder durch die kleine, – oder die grosse Entente die Rückkehr nach Budapest ermöglicht wird.

Es ist traurig aber wahr, dass die Ursache der erfolglosen

politischen Wirksamkeit des Ungartums des öfteren Einkerkerung und Landesverweisung der Ungarn, zumeist aber ein Teil der ungarischen Juden und deren „Emigration" ist. Und so traurig diese Tatsache für sich ist, so ist das traurigste in derselben, dass das Ungartum sie nicht mit vollster Offenheit brandmarken kann, weil hinter ihnen balkanische Macht und Gewissen stehen.

Es wäre auch jene Täuschung zu erwähnen, welche das Ungartum seitens der bunyevác, schokáz'schen sog. Nevenisten erfuhr durch jene unmotivierten Angriffe, welche die sich um den „Neven" gruppierenden, ihr Kroatentum entdeckenden Bunyevacen verursachten. Es ist selbstverständlich, dass die Ungarn in SHS. es von den Bunyevacen nicht erwarteten, dass dieselben Ungarn bleiben sollen, da doch der bodenlose Umsturz auf so erstaunliche Weise das, durch den „Magyaronismus" eingeschläferte, verschiedene, slavisch-nationale Selbstbewusstsein entfachte, selbst auch in den sich kurutzenhaft gebärdenden Achtundvierzigern, doch gab es für die Angriffe keinen Grund und kein Motiv. Der katholische Slavismus Blasius Raics', der temperierte, jedoch nicht immer vorurteilsfreie Kroatismus des Administrators Budanovics, erweckten oft herbe Gedanken im katholischen Ungartum. Dass diese dann im Laufe der Zeit des Vielen belehrt wurden, besonders betreffs der geschwisterlichen slavischen Liebe Belgrads, daran könnte sich das Ungartum vielleicht mit Schadenfreude weiden, wenn es im Verlaufe seines, zum balkanischen degradierten Lebens nicht die bitteren und herben Wahrheiten des stoischen „nil admirari" gelernt hätte.

Doch erging es dem Ungartum noch um eine Nuance schlechter mit den im tschechischen Panslavismus schwebenden lutheranischen Slovaken. Obzwar es nicht viel, oder absolut nichts Vorteilhaftes von denselben erhoffte, – kannte doch jeder den Tschechophilismus des Ujvidéker *Micsatsek* mit der frommen Miene ebenso den Hussiten *Medveczky*, wie auch den *Hodzsa* anbetenden *Siska* nicht minder, die in ihren weinseelig-offenen Aussagen während der Tarockpartie nicht selten auf die grossslavische Zukunft Anspielung machten, – doch dachten die Ungarn nicht auf solch' schändliche, tiefgehende Angriffe, welche das in dem durch Hopfenbau steinreich gewordenen Petröc erscheinende, slovakische Organ »*Jednota*« gegen sie vollführte. Es ist eine Ironie des Balkans: Das Belgrader Verhängniss er-

reichte auch die Slovaken und falls sich der ungarische Zukunftshimmel heute-morgen erhellen sollte, so würden auch sie von Herzen gerne, bereitwilligst den aschigen Weg Canossa's betreten. Bezüglich beider Fälle müssen wir jedoch feststellen, dass in der schwäbischen Politik, wie auch in derjenigen der Bunyevac–Sokacen und Slovaken die Stimmung des profanum vulgus eine ganz andere war und auch heute noch ist, als die Physiognomie ihrer officiell verkündeten Marktpolitik. Doch gereichten weder die Angriffe der Politik der Sokac–Bunyevacen, noch diejenigen der Slovaken der Ausgestaltung der ungarischen Politik zum Vorteile.

Es liessen sich noch viele Gründe aufzählen zur Erklärung und Entschuldigung der erfolglosen Politik des Ungartums in SHS. doch genügt es vielleicht sich auf den brutalen, balkanischen Terror zu berufen, welcher seit sieben Jahren in offizieller und nichtoffizieller Form alle leitenden und nichtleitenden Ungarn gleichsam bedrückt. Das Schicksal des Ungartums ist nirgends ein rosiges, doch steht soviel fest, dass dasselbe nirgends unter einem solch rohen physischen Terror lebt, wie hier. *Dobrovoljac*: welch' schrecklichen Terror bedeutet dieser Name! *Er ist bewaffnet,* um den Staat gegen das staatsfeindliche ungarische Element an der nördlichen Grenze Grosserbiens zu verteidigen, ein *agrarischer Anspruchswerber,* der Ackerfeld bekam, – acht Joche, – umsonst vom serbischen Staate, doch bearbeitet er dasselbe nicht selbst, weil er zu faul dazu ist und auch nichts von der Landwirtschaft versteht. Er gibt dasselbe dem vorherigen Eigentümer in Unterpacht zurück, erscheint jedoch beim Einheimsen der Ernte, um den Ertrag wegzuführen. Klage führen? Die Behörde straft den pachtenden gewesenen Eigentümer, da er dem Gesetze entgegen sein eigenes Feld in Subarenda nahm. Benötigt der staatschützende Dobrovoljac Speck: so geht er hinein zum Ungarn und nimmt sich welchen, bei sonstigem Bedrohen mit der Anklage der Irredenta, der Spionage und dem Kommunismus. *Izbeglica:* Dies ist der separate Dämon der Baranyaer und Bácskaer. Es sind dies die aus Rumpfungarn geflüchteten und optierten Serben. Sie wohnen in ungarischen Häusern – in der guten Stube und die Ungarn im Stalle und den Speichern. Dass sie sich auch am Mehle des Ungarn vergreifen, ist kein Wunder, denn dies ist balkanisches Recht. *Orjuna, Srnao:* wer kennt nicht diese serbisch-nationalen

Formationen? Das Zertrümmern und Einschlagen der Firmenschilder, Fenster und Köpfe zur Kräftigung und „Konsolidierung" des südslavischen Staates: dies ist die heroische Chronik dieser beiden berühmten, wichtigen Organisationen. Bombenwerfen in Druckereien, Auseinandertreiben der Redaktionen, Fortschleppen der Geschäftsbücher derselben auf Automobilen: dies ist ihre Kulturtätigkeit.

Agrarreform: Das ewige Damoklesschwert, welches die Existenz eines jeden Ungarn bedroht, wenn er sich auf ungarischer Basis zu politisieren getraut.

Dies ist jene historische Athmosphäre in welcher das Ungartum seit sieben Jahren zu leben gezwungen ist. Und die Ungarische Partei des Ungartums wurde, *his non obstantibus*, trotzdem ins Leben gerufen, sie lebt und kämpft und man kann hinzufügen, zum Lobe des politischen Instinktes der ungarischen Rasse, auf einzig richtiger Basis und ebensolchen Principien aufgebaut. Wenn auch das Resultat ihrer Wirksamkeit betreffs der positiven Erfolge, nicht befriedigend ist, so ist doch auch der Erfolg nicht immer der Gradmesser der Wahrheit und der richtigen Prinzipien. Ja, wie wenn heute der Erfolg nichts gemein hätte mit der Wahrheit der politischen Principien, heute, wo in aller Welt der Brachialismus seine Triumphe vergänglichen Wertes feiert. Wir sehen es vielmehr, dass die Wahrheit und das Recht der politischen Prinzipien, den politischen Sieg der Zukunft bedeuten.

Die ungarische Partei konstituirte sich trotz der inneren Schwierigkeiten, welche das Ungartum in sich selbst trägt.

Der Zusammenschluss musste vor sich gehen, denn ein Fünfmalhunderttausende zählendes Ungartum, welches zur Minderheit wurde, durfte sich, ohne Gefahr der gänzlichen Zerbröckelung, nicht den Luxus mehrerer ungarischer Parteien erlauben. Doch woher sollte der Kohesionsgedanke hergenommen werden, um alle Ungarn: den Torontal-Temeser Ansiedler, den Domestiken in Slavonien, den Bacskaer wohlhabenden Kleinbauern, den Baranyaer Kalvinisten, den sozialistisch veranlagten Arbeiter, die Mittelklasse mit Tisza'scher Mentalität oder die in der Ideenwelt des Achtundvierzigers, Nikolaus Bartha lebende und auferzogene Intelligenz in ein einziges, einheitliches Lager zu pressen? Es gab zwei solche zusammenziehende, ver-

einigende Gedanken: Entweder sich auf einen ausgesprochenen international zustandegekommenen und garantierten ungarischen Minderheitsvertrag stützen und als selbständige Minderheitspartei auftreten, oder sich auf eine selbständige ungarische Basis zu stellen, sich jedoch auf die Konstitution des Landes stützend. Auf den ersteren Gedanken war es unmöglich zu bauen, weil die serbische politische Mentalität hierin die Verleugnung der grossangeschwellten staatlichen Souveränität erblickt und als ausgesprochenen Separatismus verfolgt hätte; so blieb daher nichts anderes übrig, als die selbständige ungarisch-nationale Organisierung, bei Anerkennung der Vidovdaner Verfassung, auszusprechen. Die Entscheidung war daher prinzipiell richtig. In seiner praktischen Textierung lautete das Prinzip folgendermassen: Mitglied der Ungarischen Partei kann jeder sein, der sich in seinen Gefühlen als Ungar bekennt und der die damit verbundenen Rechte geniessen will, aber auch die hiezu gehörigen Lasten zu tragen geneigt ist. „Eine ideale Praktik, denn auf diese Weise ist es möglich die Ungarn ohne Rücksicht auf Rang, Stand und Weltanschauung zu vereinigen. Und doch gab es viele Übelstände um das „ungarische Fühlen". Auch die „ungarischen Juden" traten in die Partei ein, da sie sich als Ungarn fühlten, doch wäre dies allein kein Fehler gewesen, ja teilweise war es ja der Zweck der Textierung, doch begann das Übel dort, dass der grösste Teil der Juden die Rechte acceptierte, die Pflichten aber nicht, weshalb sie für das Ungartum vorläufig bloss eine Last bedeuteten. Das andere Übel war, dass das Judentum, auf die fordernde Inspiration der Emigranten, der Ungarischen Partei die „Demokratie", den farb- und geschmacklosen „Liberalismus" der Károlyianer samt den sozialistischen gemischten Aufschnitt, aufoktroyieren wollte. Das dritte Übel war schliesslich, dass dieses, sich als Ungarn fühlende Element mit dem ihm angeborenen Opportunismus, „die selbständige Ungarische Partei" in den Rahmen der slavischen Parteien überliefern wollte. Es ist natürlich, dass hierauf im Kreise der Ungarischen Partei ein abscheulicher innerer Krieg ausbrach, — zur Abschwächung der Ungarischen Partei. Und hier muss hervorgehoben werden, dass der besonnene, vom Scheitel bis zur Sohle ungarisch denkende und fühlende Präsident der Partei, Georg Sántha, der temperament-

volle, doch in Mark und Bein ungarisch gesinnte Vizepräses Dr. Edmund Nagy, der von grosser und mutvoller Agilität beseelte Zomborer Advokat Dr. Leo Deák und der wortkarge jedoch unbeugsam rückgrätige Zentaer Advokat Dr. Johann Csettle wacker Stand hielten, um es zu verhindern, dass die Ungarische Partei aus ihrem umfassenden Ideenkreise in die sumpfige Tiefe des Oktobrismus, oder des rückgratlosen serbischen Servilismus herabstürze.

Dieser innere Kampf, welcher „dem ungarischen Fühlen" zu danken ist, zeitigte auch ein unendlich trauriges Resultat: Zufolge einer Denunzierung gelangte die ganze Leitung der Ungarischen Partei ins Gefängnis. Der Denunziant war ein jüdischer Emigrant Namens Eugen Fürt-Fürst, – nach Lukás Vukov, – über Arrangement der um den „Bácsmegyei Napló" gruppierten „liberalen" Ungarn.

Und welches ist das Programm der Ungarischen Partei? Man kann dasselbe in zwei Teile teilen. 1. Es fordert die gleichmässige Anwendung der in der Verfassung garantierten bürgerlichen, politischen, kulturellen und wirtschaftlichen Rechte auch den Ungarn gegenüber. 2. Es fordert die gesetzliche Sicherung und institutionelle Durchführung der im Schutzvertrage (Saint-Germain-en Laye 1919) umschriebenen minderheitlichen Erleichterungen am Gebiete der Sprache, Schule und Kirche. 3. Es fordert schliesslich die sociale Gesetzgebung. Wie daher ersichtlich, wurde das Programm auf der richtigen, den Verhältnissen angepassten Basis aufgebaut, weil die Partei alle Bestrebungen in sich umfasst und weil im Rahmen derselben jeder Ungar Platz findet.

Die grössten Schwierigkeiten muss jedoch die Ungarische Partei nicht so sehr betreffs ihres Programmes, als vielmehr bezüglich der zu verfolgenden Taktik erfahren. Hierin trafen sie von allen Seiten die meisten Anschuldigungen und der böswilligste Tadel. Sie verhandelte des öfteren mit den Radikalen Pasics', doch erhielt sie niemals die Garantien dafür, am Gebiete der Agrarreform und der Schule jene Rechte zu erhalten, auf welche sie vertragsmässig Anspruch erheben muss, wenn sie vor das Ungartum treten will, und konnte sie auch im Übrigen

nicht ihrem magyarischen Gepräge entsagen, da dies auch die Deutschen nicht taten und weil das Ungartum in den übrigen Nachfolgestaaten auch auf selbständiger Basis steht, lebt und kämpft. Es wäre für sie der moralische Tod, in eine slavische Partei einzuschmelzen. Ein politisches Paktum, mit dem berüchtigten Pribicsevics wäre aber noch unmöglicher, da es doch allbekannt ist, dass alle Rechtsschäden, Thränen, Einkerkerungen, Schuldrosselungen, Feldenteignungen, welche das Ungartum betrafen, mit dem Schreckensnamen Pribicsevics in naher Verbindung sind. Und dann weisen ja die, jetzt unabhängigen Pribicsevics-Demokraten jede rechtliche Existenz der Minderheitsparteien a limine zurück. Die Davidovicsianer? Dies wäre die einzige Möglichkeit. Doch trat ihr Sturz zu früh ein und besitzen sie daher heute noch nicht die gehörige Kraft zur realen Erkämpfung der ungarischen Rechte. Dann war es auch vielleicht die sich allerseits äussernde Sympathie für die Davidovicspartei, welche den vernichtenden Terror Pasics' anlässlich der Wahlen am 8. Feber 1925 herausforderte. Ein Bündniss mit Radics aber hätte, wenigstens bisher, die äusserste Gefahr der Auflösung der Ungarischen Partei nach sich gezogen, da man dieselbe direkt des verschwörenden Separatismus angeklagt hätte. Der Koalition mit den Sokac-Bunyevacen hätte bloss dann eine positive Kraft innewohnen können, wenn dadurch ein Block sämtlicher Parteien der „Vojvodina" zustande gekommen wäre. Ein ausgesprochenes Paktum mit den Deutschen ist, – wie natürlich dasselbe auch erscheint, – geradezu überflüssig in Serbien, da das Zusammenwirken jetzt ohnehin selbstverständlich ist. Obzwar es feststeht, dass die serbische radikale Politik durchwegs auf hochdrastischer und amoralischer Erpressung beruht, so konnten doch bisher selbst die Slaven, d. h. die Kroaten, Spahoaner und Korosecianer, – trotz des häufigen Paktierens, nichts von dem omnipotenten Pasics herauspressen.

Unter solchen Verhältnissen hat die Ungarische Partei Recht, indem sie erklärt, dass das Ungartum kein Interesse an den verfassungspolitischen zwistigen Kämpfen der regierenden slavischen Stämme hat, in dieselben nicht dreinzureden wünscht, sondern bloss ihre eigenen, speziellen, nationalen Rechte vor Augen hält. Bisher war dies ihre einzig mögliche Taktik.

Und wie unterblieb der positive Erfolg? Am Balkan ist das Wetter launisch, was heute einen Erfolg bedeutet, kann morgen

die Ursache eines Sturzes sein. Doch kann selbst der Balkan die moralische Integrität nicht brechen. Die Kraft der Ungarischen Partei ist: ihre reine Zukunft, welche dieselbe nicht durch Herumpaktieren vergeudete in ihrer tränenvollen Vergangenheit.

(Fortsetzung folgt.)

Der europäische Nationalitätenkongress.

Die Vorarbeiten zum kommenden europäischen Nationalitätenkongress, der Ende August – spätestens in den ersten Tagen September – stattfinden wird, gehen, wie man uns von gutunterrichteter Seite mitteilt, erfolgreich vor sich. Die Zahl der nationalen Gruppen die sich am Kongress beteiligen werden ist eine sehr grosse. Schon heute lässt sich sagen, dass der Kreis der Nationalitäten aller Staaten und Völker Europas so gut wie vollständig sein wird. Bekanntlich haben im vorigen Jahr mehr als dreissig Nationalitäten an der Konferenz in Genf teilgenommen. Diese Zahl dürfte jetzt auf etwa vierzig Gruppen – eine Bevölkerungszahl von vierzig Millionen Menschen umfassend – anwachsen.

Der kommende Kongress wird die tatsächlichen Führer aller europäischen Nationalitäten, Dänen, Deutsche, Juden, Kroaten, Litauer, Polen, Russen, Slovenen, Tschechen, Ungarn usw. zu einem Austausch der Anschauungen und Erfahrungen vereinen. Die Arbeit des Kongresses wird von den grundsätzlichen Resolutionen der vorigen Konferenz in Genf ausgehen; auf diese Weise soll die Kontinuität des Vorgehens gewahrt bleiben. Wie im vorigen Jahr, so wird die Tagung auch dieses Mal einen rein sachlichen Charakter tragen und sich in konkreter Weise mit den einzelnen alle Gruppen in gleichem Masse interessierenden Fragen des Nationalitätenproblems befassen. Besonders aufmerksam sollen die in Estland und andererwärts bereits erzielten Forschritte bei der Regelung der nationalen Frage durch die Einführung der Kulturautonomie usw. behandelt werden.

Es verdient bemerkt zu werden, dass zur Beteiligung an der Tagung nur nationale Gruppen zugelassen sind, deren Majorität auf dem Standpunkt einer bewusst empfindenden Nationalität stehen; dadurch will man verhindern, dass Gruppen herangezogen werden, die in ihrem Empfinden überhaupt keine Nationalitäten sind. Ziel der Tagung ist eben an einem Zustandekommen des nationalen Ausgleiches und der Beseitigung von Konfliktsmomenten nützliche Mitarbeit zu leisten.

Die Organisation des Kongresses wird von einem besonderen, aus den Vertretern der verschiedenen Nationalitäten bestehenden Ausschuss besorgt. Vorsitzender dieses Ausschusses ist Dr. J. Wilfan, slovenischer Abgeordneter im italienischen Parlament. Als Mitglieder gehören ihm an: Leo Motzkin, Exekutivpräsident des Komités der Jüdischen Delegationen, Dr. Paul Schiemann, deutscher Abgeordneter im lettländischen Parlament, Graf Stanislaw Sierakowski, ehem. polnischer Abgeordneter im preussischen Landtag und Géza von Szüllő, ungarischer Abgeordneter im tschechoslowakischen Parlament. Die Durchführung der Vorarbeiten ist Dr. Ewald Ammende Estland übertragen.

Rolul liceului r. cat. din Cluj în trecutul vieţii intelectuale române.

De **Dr. Arpad Bitay.**

În toamna anului curent vor fi 150 ani, că Maria Terezia pentru o demnă continuare a operei de învăţătură şi educaţie a ordului iezuit cassat la 1773, a aşezat la Cluj ordul piariştilor de un trecut mare. De atunci acest ord a săvârşit şi săvârşeşte până azi fără întrerupere, opera nepreţuită a răspândirii luminei morale şi intelectuale, la liceul din Cluj al Statului r. cat. ardelean, sau cum se zice pe scurt, la liceul piarist din Cluj. În decursul acestui timp de un secol şi jumătate — umblând pe urmele antecesorilor lor, a iezuiţilor — mulţi, mulţi profesori distinşi, ba cu nume european, au funcţionat în acest institut şi mulţimea elevilor ieşiţi de sub mâna lor, din căldura sufletului

lor, a aruncat mai departe, razele ştiinţei şi căldura dragostei spre ţinuturi îndepărtate, în aceasta parte a Europei. Şi nu numai vieaţa spirituală maghiară poate mulţumi nespus de multe acestui institut, ci el a avut şi în trecutul Românilor un rol strălucit, binefăcător, a crescut şi pentru vieaţa intelectuală română bărbaţi distinşi de mari îndemnuri şi de îndrumări vitale.

Şi din acest punct de vedere e însemnată opera de învăţător şi educator a lui Ioan Gull, erudit profesor piarist şi director, decedat acum o sută de ani la Nitra, şi care nu numai pe marele scriitor maghiar Nicolae Josika l-a crescut pentru vieaţa intelectuală maghiară, ci a avut influenţă hotărîtoare şi asupra sufletului primitor al românului Gheorghe Lazăr. Gheorghe Lazăr (1779—1823) a fost pentru vieaţa intelectuală română, ce a fost la maghiari Apácai Cseri János, a fost înfocatul întemeietor al instrucţiunei naţionale române!

Ioan Gull s'a născut la Orade în 1754. La vârsta de 22 ani a întrat în ordul piariştilor, în cadrele căruia în mai multe părţi a funcţionat ca profesor. Din funcţiunea lui de profesor şi director, mai bine de un sfert de veac cade pe Cluj. In acest timp a învăţat şi educat el pe Gheorghe Lazăr, pe tînărul român din jurul Sibiului (Avrig—Feleac) chiemat la rolul istoric pomenit. Lazăr, cu excepţia unui an şcolar, a învăţat şi a crescut în institutul cu mare trecut al piariştilor din Cluj între anii 1798—186. In timpul din urmă — afară de contele Iosif Kemény, istoricul de mai târziu — era acolo micul Nicolae Josika, ca elev aflător sub îngrijirea specială a lui Gull. (Altfel Gull a învăţat şi crescut pela anul 1780 şi pe tatăl micului Nicolae Josika, care avea acelaş nume.) Aşa — deja şi graţie profesorului comun — desigur se întâlneau în institutul piarist dela Cluj, cei doi aleşi ai vieţii intelectuale ale celor două popoare. Oare cunoscutu-şi-au reciproc splendoarea, seriozitatea şi gravitatea vocaţiunii? Cine ar putea răspunde?

Afară de Ioan Gull, istoricul, în institutul piarist din Cluj încă doi profesori au avut înfluenţă însemnată asupra vieţii lui Lazăr. Aceştia au fost Adolf Gegő, distinsul matematician şi Emeric Kovos, prietinul lui Francisc Kazinczy, filozof erudit, care vorbea multe limbi şi-şi aduna bibliotecă mare. (Frumoasa bibliotecă şi-a lăsat-o institutului.) Iacă pentru ce constată cel mai bun cunoscător al vieţii lui Lazăr, d-l G. Bogdan-Duică prof. universitar, cu obiectivitatea scrutătorului serios, că „Lazăr la

Cluj trăia într'o atmosferă foarte bună..." (Gheorghe Lazăr, Bucureşti 1924 p. 16.) La Bucureşti în 1818, la organizarea şi intemeierea primei şcoli secundare şi superioare cu limba română, Lazăr avea înaintea ochilor organizarea şi spiritul institutului piarist din Cluj.

Dar afară de Lazăr, înaintea lui şi după el, încă foarte mulţi români învăţaţi au crescut în acest institut atât sub iezuiţi (1579—1773), cât şi pe urma lor, în epoca piaristă. Dintre aceştia, Lazăr a avut câţiva ani ca coleg de şcoală, scutit de taxe, pe acel Teodor Racocea din Bucovina (1780—1822), care a scos prima revistă română.

Aceasta legătură fructuoasă a institutului iezuit, apoi piarist din Cluj cu vieaţa întelectuală română, s'a început foarte de timpuriu şi într'un chip foarte caracteristic. Numai decât după înaugurarea institutului, pela începutul anului 1780, când învăţa acolo Petru Pázmány, vlădica Ioan dela Prislop personal şi-a dus un nepot la Cluj la iezuiţi, ca erudiţii părinţi să facă din el om învăţat şi evlavios. De atunci legătura aceasta era permanentă. Menţionând numai numele istorice mai mari, iată lista românilor învăţaţi şi crescuţi în acest institut: Ioan Patachi (1682—1727), al doilea episcop unit al Românilor din Ardeal, a învăţat la Cluj în aceeaş vreme cu Mikes Kelemen, Gheorghe Şincai (care mai nainte învăţase şi la piariştii dela Bistriţa), şi Petru Maior, doi dintre cei trei luceferi, de însămnatate epocală, Ioan Bob (1739—1830) episcop la Blaj, Ioan Pinariu (Molnár), oculist erudit, primul român, care a ajuns profesor universitar, Demetriu Caian sen., prepozit la Blaj.

Deja sub piarişti au învăţat aici: Demetriu Caian inv., tot prepozit la Blaj, Simion Ramonţai (177—1844), care a făcut mari fundaţii pentru ajutorarea tinerimei române care studiază la Viena şi în alte părţi; Vasile Moga (1774—1845), episcop gr. or. de Sibiu; Ioan Lemeni (1780—1867) episcop gr. cat. de Blaj; Vasile Coloşi, unul dintre colaboratorii la Dicţionarul român de Buda din 1825; Vasile (Ladislau) Vaida-Voevod, profesor de istoria dreptului şi de drept penal, funcţionar superior guvernial; Gavril Munteanu (1812—1869), primul director al liceului Şaguna din Braşov, traducătorul lui Goethe şi Tacitus, inrudit de aproape cu poetul Iosif; Ioan (Trifu) Maiorescu (1811—1864) vestit organizator al învăţământului din principate, tatăl vestitului Tit Maiorescu; Florian Porcius distins botanist, unul

dintre stâlpii liceului din Năsăud; Gheorghe Bariţiu (1812—1893), intermeietorul gazetăriei române în Ardeal, preşedintele „Astrei“ şi al Academiei române; Aron Pumnul, fost profesor al lui Eminescu, deşteptătorul naţional al Românilor din Bucovina; baronul Ladislau Papp, fost viceguvernator al Ardealului, preşedintele Curţii de Casaţie, al doilea preşedinte al „Astrei“; Ioan Meţianu, mitropolit gr. or. la Sibiu; Nicolae Popea, episcop gr. or. la Caransebeş; Alexandru Papiu Ilarian, istoricul şi primul român din Ardeal, care a ajuns ministru; Avram Iancu; David Almăşan (1807—1897), profesor şi scriitor; Ştefan Micle; (1820—1879), profesor la Iaşi, bărbatul Veronicei Micle; Ranta Buticescu (1841—1922) scriitor şi poet; Bădescu ş. a. ş. a.

Memoriile lui Popea şi Hossu Longin (fost şi el elev al institutului), dovedesc, că elevii institutului duceau vieaţă naţională română, aveau societatea de lectură română şi participau în mod activ la viaţa casinoului aranjat la parohia gr. cat., la seratele literare şi la concertele aceluia.

Dintre notabilităţile vieţii publice române, cari trăiesc şi azi ori nu demult au murit, putem aminti pe: administratorul finanţiar Toşa, senatorul Tripon, senatorul şi primarului Clujului Teodor Mihali, cei doi fraţi Haţeganu, profesori universitari, R. Boila tot profesor universitar, Emil Isac poet şi inspector general al artelor, Constantin Pavel directorul Operei, ş. a. ş. a.

Iată pentru ce a spus-o deja la 1910. un distins reprezentant al vieţii intelectuale române: „la Cluj piariştii au călăzit pe mulţi învăţaţi ai noştri pe cărările ştiinţelor (Dr. Ilie Dăianu, Transilvania 1910 p. 320.) Şi pentru aceea zice învăţatul autor al biografiei lui Lazăr, că liceul r. cat. din Cluj „a fost un institut binefăcător faţă de Români“. (G. Bogdan-Duică o. c. p. 12. nota 1.) La fel s'a declarat cu un sfert de veac în urmă, şi mitropolitul Blajului, Victor Mihali.

Communiqué au Conseil et aux Membres de la Société des Nations.

C. 312 (1) M. 118. 1926. I.
Genève, le 1 juin 1926.

Protection des minorités.

Note du Secrétaire général concernant la procédure actuellement suivie en ce qui concerne les réponses adressées, en matière de protection de minorités aux pétitionnaires privés.

I. Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer au Conseil la présente note où est exposée la procédure actuellement suivie en ce qui concerne les réponses faites aux personnes qui adressent des pétitions à la Société des Nations au sujet de questions relatives à la protection des minorités.

II. Le Secrétariat accuse réception des pétitions de minorités lorsqu'une adresse suffisante est indiquée. Cet accusé de réception est, habituellement, d'un caractère purement formel et se borne à indiquer que la pétition a été reçue.

III. Dès qu'une pétition de minorités est reçue au Secrétariat, on l'examine pour rechercher si elle remplit les conditions prescrites dans la résolution du Conseil du 5 septembre 1923, et si, par conséquent, elle doit être soumise à la procédure ordinaire en matière de questions de minorités. Si la pétition est jugée recevable, l'accusé de réception ne mentionne pas ce fait. Si le pétitionnaire adresse par écrit une question formelle au Secrétariat pour savoir si la pétition a été jugée recevable, ou pour demander la suite qui y est donnée, il lui est répondu que la pétition est traitée conformément à la procédure prescrite par le Conseil pour les cas de ce genre. Mais n'indique pas expressément que la pétition a été jugée recevable. Le Secrétariat n'est pas disposé à donner au pétitionnaire des renseignements précis et officiels à cet effet. Les raisons de cette attitude réservée vis-à-vis d'un pétitionnaire au sujet de la recevabilité de sa pétition sont au nombre de deux:

a) En principe, toute personne, quelle qu'elle soit, a la faculté d'adresser une pétition à la Société en matière de minorités. Mais le pétitionnaire, selon les traités de minorités et la procédure en vigueur, n'est pas partie à un procès entre lui-même et le Gouvernement intéressé. Sa pétition constitue

seulement une source de renseignements à l'usage des membres du Conseil pour permettre à ceux-ci d'exercer les droits et remplir les devoirs qui découlent pour eux des traités.

b) La décision prise par le Secrétariat de considérer une pétition comme recevable n'a pas un caractère définitif, car elle peut être contestée par le Gouvernement intéressé ; la question de recevabilité est alors soumise au Président du Conseil qui peut se concerter avec deux des autres membres. Enfin, la question de recevabilité peut être soumise au Conseil sur la demande du Gouvernement intéressé.

IV. Lorsqu'une pétition de minorités n'est pas jugée recevable par le Secrétariat, elle est traitée dans chaque cas, selon l'espèce. En principe, il serait suffisant d'envoyer un accusé de réception de pure forme, sans donner d'autre suite à la pétition. C'est la procédure ordinairement suivie lorsque le Secrétariat peut considérer comme assuré que le pétitionnaire est au courant des conditions que doivent remplir les pétitions pour être recevables, mais néanmoins ne les observe pas. Dans les cas où l'on peut considérer que le pétitionnaire, tout en étant peut-être au courant des règles qui doivent être observées pour qu'une pétition soit recevable, ignore le fait que sa cause est présentée d'une manière telle que lesdites règles ne sont pas observées, le Secrétariat s'efforce d'attirer l'attention du pétitionnaire sur les points obscurs. Toutefois, le Secrétariat est obligé de faire preuve de la plus grande prudence en cette matière, car il n'est pas autorisé à conseiller les pétitionnaires sur la façon de présenter leurs pétitions. C'est pourquoi le Secrétariat se borne à répondre que tel ou tel fait, qui serait nécessaire pour faire rentrer la pétition dans les cas prévus par le traité de minorités, ne ressort pas de la pétition. Si la pétition émane de personnes qui semblent ignorer les conditions fixées par le Conseil pour que les pétitions puissent être jugées recevables, le Secrétariat, dans certains cas, s'est borné, en accusant réception de la pétition, à indiquer d'une manière tout à fait générale, que celle-ci ne semblait pas remplir ces conditions. Dans certains cas, copie de la résolution du Conseil du 5 septembre 1923, où sont énumérées ces conditions, a été communiquée au pétitionnaire pour lui servir de guide. A cet égard, il y a lieu de signaler que toute personne peut, en écrivant au Secrétariat, obtenir des renseignements sur les règles

de procédure fixées par le Conseil. La brochure publiée par la Section d'Information du Secrétariat au sujet du problème des minorités, donne des renseignements détaillés au sujet des conditions que doit remplir une pétition pour être jugée recevable.

V. Lorsqu'une pétition est jugée recevable par le Secrétariat, elle est communiquée, pour observations, au Gouvernement intéressé et ensuite elle est transmise, accompagnée, le cas échéant, desdites observations, à tous les membres du Conseil, à titre de renseignement. Aux termes de la résolution du Conseil en date du 5 septembre 1923, la pétition et les observations du Gouvernement intéressé sont communiquées uniquement aux membres du Conseil et ne sont pas rendues publiques. Toutefois, les Membres de la Société non représentés au Conseil peuvent, en vertu de la Résolution de la quatrième Assemblée, en date du 26 septembre 1923, prier le Secrétariat de leur communiquer les pétitions, ainsi que les observations du Gouvernement intéressé, qui ont été transmises au Conseil. Le Conseil, en vertu de la résolution du 5 septembre 1923 et après qu'il a été dûment saisi de la question, peut ordonner que les documents soient rendus publics. En pratique, on a considéré que, lorsqu'une question de minorités a été portée devant le Conseil, sur l'initiative d'un ou de plusieurs des membres du Conseil, toute la documentation relative à l'affaire est accessible au public. Mais si cette procédure n'est pas adoptée, il n'est pas donné connaissance au pétitionnaire du contenu des observations formulées par le Gouvernement intéréssé, au sujet de sa pétition. Naturellement, de nombreux pétitionnaires, par exemple les députés au Parlement, peuvent normalement, obtenir de leur propre Gouvernement copie du document du Conseil, contenant les observations du Gouvernement intéressé.

VI. Lorsqu'une pétition et, le cas échéant, les observations du Gouvernement intéressé ont été communiquées aux membres du Conseil, le Président fait appel à deux de ses collègues pour examiner avec lui, en Comité, les documents. Un exposé détaillé de la situation, en ce qui concerne les travaux des Comités de minorités, est donné dans le rapport supplémentaire à la sixième Assemblée. Les Comités de minorités ne portent pas à la connaissance des pétitionnaires le contenu des observations du Gouvernement intéressé et n'engagent aucune discussion avec eux. Cette procédure se justifie par la même raison que l'attitude

adoptée par le Secrétariat, et indiquée au chiffre III a. ci-dessus, à savoir que le pétitionnaire n'est pas une partie à un procès entre lui-même et le Gouvernement intéressé. Un Comité de minorités peut charger le Secrétariat de vérifier certains renseignements, quelle que soit leur source. Mais cette procédure n'implique pas la communication au pétitionnaire des observations du Gouvernement intéressé, et dans la pratique, les Comité de minorités s'abstiennent en règle générale, d'entrer en correspondance avec les pétitionnaires.

VII. Le Comité de minorités peut conclure ses travaux de deux manières :

1) en référant la question au Conseil. Dans ce cas les pétitionnaires auront la même faculté que le public en général de prendre connaissance du rapport du Comité et de tous les documents soumis au Conseil, y compris les observations du Gouvernement intéressé.

2) sans référer la question au Conseil. (Ainsi qu'il ressort du rapport supplémentaire à la sixième Assemblée, cela ne signifie naturellement pas que le Comité s'est confiné dans une attitude entièrement négative). Dans ce cas, le Comité n'adressera ordinairement aucun rapport au Conseil. Toutefois, il s'est présenté en 1922 quatre cas dans lesquels les Comités de Minorités ont adressé au Conseil des rapport sur le résultat négatif de leur examen d'une pétition de Minorités et des observations du Gouvernement intéressé (Documents du Conseil C. 197. M. 109. 1922. I., C. 210. M. 114. 1922. I., C. 478. 1922. I. et C. 479. 1922. I.) Dans aucun de ces cas, le Gouvernement intéressé n'a été prié de formuler son opinion avant que le rapport soit adressé au Conseil. Les rapports n'ont pas été insérés au Journal officiel. Dernièrement, un procès-verbal a été rédigé par un Comité de Minorités et, avec l'assentiment du représentant du Gouvernement intéressé, il est publié dans le Journal officiel. Dans aucun autre cas, la conclusion des travaux d'un Comité de Minorités n'a abouti à une communication au Conseil ou au public, et lorsqu'aucune communication de ce genre n'a été faite, le Secrétariat ne se considère pas comme autorisé à prendre l'initiative de faire connaître au pétitionnaire le résultat de sa pétition. Si le pétitionnaire demandait ce renseignement, on lui répondrait d'ordinaire que, jusqu'ici, aucun membre du Conseil n'a pris l'initiative d'attire l'attention du Conseil, en vertu du Traité de Minorités, sur la question qui constitue le fond de la pétition.

STATISTISCHE MITTEILUNGEN.

Statistische Betrachtung der rumänischen Parlamentswahlen 1926 mit besonderer Beachtung Siebenbürgens, Banats und der angeschlossenen Gebiete.

Von: **Dr. Ladislaus Fritz.**
Mitglied der Minderheitsabteilung der ungarischen Landespartei

Aus dem Ungarischen übersetzt von: *Dr. Erwin Pick.*

Entsprechend des § 1 des am 27. März 1926 veröffentlichten Wahlgesetzes[1] wählten die männlichen grossjährigen (die das 20. Lebensjahr hatten) Bürger Rumäniens, durch allgemeine, gleiche, unmittelbare, verpflichtende und geheime Wahl, in Wahlbezirke eingeteilt und auf Grund des Namenslistensystems mit proportioneller Beteiligung der Minderheiten, im ganzen Lande am 25. Mai 1926 die 387 Mitglieder des Abgeordnetenhauses.

Das zweite Haus des Parlaments, der Senat, besteht entsprechend des § 3 des Wahlgesetzes aus gewählten und von amtswegen entsendeten Mitgliedern. Die Zahl der gewählten Senatoren ist 204, die mit verpflichtender, gleicher, unmittelbarer, und geheimer Wahl gewählt werden und zwar wählen:

1. alle über 40 Jahre alten rumänischen Staatsbürger in Wahlbezirke eingeteilt mittels Namenslistensystems 113 Senatore,
2. die Gemeinde- und Komitatsräte 71 Senatore,
3. die Handels- und Gewerbekammern 8 Senatore,
4. die Landwirtschaftskammern 4 Senatore,
5. die Arbeitskammern 4 Senatore,
6. die vier Universitäten des Landes, Bucureşti, Cernăuţi (Cernovitz) Cluj (Klausenburg) und Jaşi 4 Senatore.

Mit Ausnahme der unter 2 und 5 genannten Senatoren wurden diese Wahlen am 28. und 30. Mai 1926 durchgeführt.

Im Rahmen dieses Aufsatzes soll ausser der Abgeordnetenwahl nur noch die Statistik der Wahlen der in den Wahlbezirken gewählten 113 Senatoren im Bezug der Minderheiten behandelt werden.

[1] Legea electorală pentru adunarea deputaţilor şi senat". (Erschienen im Amtsblatt Nr. 71 vom 27. Mai 1926).

I. Die Statistik der Abgeordnetenwahlen.

Die Abgeordnetenwahl erfolgt auf Grundlage des Minderheitsproportionalsystems. Dies bedeutet, dass neben der Majorität auch die in der Minderheit gebliebenen politischen Richtungen zu einer proportionalen Vertretung gelangen. Dieses Wahlsystem wird eben durch die Verteilung der Mandate unter den einzelnen politischen Gruppen besonders kompliziert und sozusagen zu einer höheren mathematischen Rechnung erhoben, zu deren Verständnis die nachstehenden Kenntnisse erforderlich sind.

Jedes Komitat bildet einen Wahlbezirk. Diese Wahlbezirke sind in Wahlkreise eingeteilt.

Die in den Wahlkreisen auf die einzelnen Wahllisten abgegebenen Stimmen beziehungsweise Ergebnisse werden vom Komitatswahlbüro des Wahlbezirkes gesammelt und dem Präsidenten der im Justizministerium errichteten Zentralwahlkommission übermittelt. Die Aufgabe dieser Zentralwahlkommission ist die Zusammenfassung der Einzelergebnisse, die Verteilung der Mandate und die Verkündung der Gewählten entsprechend der Bestimmungen der §§ 89—96 des Wahlgesetzes.

Die Ergebnisse der jetzt abgelaufenen Abgeordnetenwahlen wurden durch die Zentralwahlkommission laut dem in No. 122 des Monitorul Oficial (Amtsblatt) veröffentlichten Protokoll wie folgt festgestellt:

1. Die Zahl der in die Wahllisten aufgenommenen Wähler ist im ganzen Lande 3,496.814

2. Die Gesamtzahl[1] der im ganzen Lande abgegebenen Stimmen ist 2,622.565

3. Das Verhältnis zwischen der Zahl der auf die einzelnen Listen abgegebenen Stimmen und der Gesamtwählerzahl[2] weist für die Volkspartei („partidul poporului“ die unter Führung des Ministerpräsidenten Averescu steht und die durch die ungarische Landespartei unterstützte Regierungspartei ist) eine über 40% Stimmvereinigung auf, welche Partei dann entsprechend des § 90 des Wahlgesetzes durch die Zentralwahlkommission als die Mehrheitsgruppe[3] erklärt wurde.

[1] In diese Ziffer sind auch die strittigen abgegebenen Stimmen und die annullierten miteinbegriffen. Die Verteilung der abgegebenen Stimmen unter den Listen der an der Wahl teilnehmenden 25 politischen Gruppen zeigt die Spalte 2 der zusammenfassenden Tabelle.

[2] Siehe Spalte Nr. 3 der zusammenfassenden Tabelle.

[3] § 90, Punkt B, zweiter Absatz sagt: „Jene politische Gruppe, von welcher entsprechend der vorhergenannten Berechnung erklärt wird, dass sie im ganzen Lande die meisten Stimmen erhielt, mindestens aber 40% der Stimmen gegenüber den übrigen Gruppen, diese Gruppe ist die Mehrheitsgruppe, die übrigen dagegen die Minderheiten.

4. Die Zentralwahlkommission berechnete dann die prozentuale Stimmzahl der einzelnen politischen Gruppen im Verhältnis zu sämtlichen abgegebenen Stimmen in den einzelnen Wahlbezirken. (Wahlgesetz § 90 Punkt C, erster Absatz).[1]

5. Die so gewonnenen prozentualen Ziffern wurden dann durch die Zentralwahlkommission in die dazu dienenden Spalten in sinkender Reihenfolge eingereiht. (Wahlgesetz § 90 Punkt C Absatz 2.)

6. Auf Grund dieser Berechnung stellte dann die Zentralwahlkommission jene Minderheitsgruppen fest, die in den einzelnen Wahlbezirken die absolute Mehrheit erreichten. Das Ergebnis dieser Berechnung war, dass die Nationale Bauernpartei (Blocul național-țărănesc, Vereinigte Opposition) als politische Gruppe in den nachstehend angeführten Komitaten die absolute Mehrheit und damit 23 Parlamentssitze erreichte. Und zwar:

Komitat	Fogaras	62·31%	2	Mandate
„	Unter-Albenser	65·76%	3	„
„	Hunyad	59·—%	5	„
„	Cahul	62·81%	3	„
„	Muscel	54·21%	2	„
„	Tulcea	55·97%	2	„
„	Szolnok	58·91%	3	„
„	Klausenburg	55·92%	3	„
		Zusammen	23	Mandate.

Von den im Gesetz vorgesehenen 387 Mandaten für das Abgeordnetenhaus werden diese 23 Mandate in Abzug gebracht; es verbleiben demnach 364 Sitze, deren Hälfte — also 182 Sitze — entsprechend dem §. 93 des Wahlgesetzes die Mehrheitspartei, in diesem Falle die Volkspartei, erhielt, die zweite Hälfte hingegen unter sämtlichen Gruppen, mit einbegriffen aber auch die Mehrheitsgruppe, durch die Zentralwahlkommission aufgeteilt wird. Diese Aufteilung erfolgt im Verhältnis mit der im ganzen Lande erreichten Stimmzahl der einzelnen Parteien, entsprechend der Vorschriften des §. 91 Absatz 2 des Wahlgesetzes.[2]

7. Diese Aufteilung erfolgte entsprechend der folgenden Berechnung:

[1] Siehe Spalte Nr. 3 der zusammenfassenden Tabelle.

[2] §. 91 Absatz 2 des Wahlgesetzes besagt, dass diese Berechnung so zu erfolgen hat, dass die Zahl der im Wahlbezirke zu vertretenden Mandate mit der Prozentzahl der erreichten Stimmen zu multiplizieren ist. Bruchteile über 0·5 werden auf ein ganzes aufgerundet, dagegen Bruchteile unter 0·5 und 0·5 selbst werden nicht in Betracht gezogen.

a) Die Zentralwahlkommission brachte von der im ganzen Lande erzielten Stimmzahl der National-Bauernpartei (727.202) die Zahl derjenigen Stimmen in Abzug mit welcher Stimmzahl diese Partei in den einzelnen Wahlbezirken die absolute Mehrheit erreichte (154.915).

b) Aus der Gesamtziffer der auf die einzelnen politischen Gruppen entfallenen Stimmen wurden dann jene Stimmen in Abzug gebracht, die auf Gruppen entfielen, die im ganzen Lande nicht die erforderlichen 2% der gesamten Stimmzahl auf sich vereinigten und jene Stimmen die annulliert wurden.

c) Nach diesen Abzügen stellte die Zentralwahlkommission zur Aufteilung der verbliebenen 182 Mandate eine neue Verhältniszahl fest, die sich auf das ganze Land bezieht und die mit der sich aus der obigen Berechnung ergebenden Stimmzahl in Verhältnis gestellt wird. Dies gibt folgendes Ergebnis:

Die Volkspartei (part. pop.) mit	1,360.160	Stimmen erhielt	60·57%	= 110	Mandate
„ National-Bauernpartei „	572.287	„ „	25·37%	= 46	„
„ Liberale Partei . . „	192.399	„ „	8·53%	= 16	„
„ Christl.-Nat.-Schutzliga „	124.778	„ „	5·53%	= 10	„
Zusammen	2,255.624		100%	= 182	Mandate

Zusammfassend erhalten wir folgende Verteilung sämtlicher Mandate:

Die Volkspartei . . bekommt	182	+ 110 Mandate	= 292	Mandate
„ Nation.-Bauernpartei (Vergte. Opposition) „	23	+ 46 „	= 69	„
„ Liberale Partei . . „	—	+ 16 „	= 16	„
„ Christlich-Nationale Schutzliga (antisem. Cuza-Partei) . . . „	—	+ 10 „	= 10	„
		Zusammen	387	Mandate

8. Die Zentralwahlkommission verteilte dann diese Mandate entsprechend der Wahlbezirke.[1] Diese Aufteilung der Mandate in den Wahlbezirken unter den einzelnen politischen Gruppen erfolgte laut den Vorschriften des Wahlgesetzes §. 94 zweiter Absatz und zwar in sinkender Reihenfolge der Stimmzahlen, so dass jedem Listenführer ein Mandat zukommen soll (câte un mandat de fiecare cap de listă). Die Mehrheitspartei erhielt demnach insgesamt 292 Mandate und auf dieser Art und Weise wurden die im Wahlgesetz für das Abgeordnetenhaus vorgesehenen 387 Mandate aufgeteilt.

Der zusammenfassende Ausweis der Zentralwahlkommission zeigt über die am 25. Mai 1926 abgehaltenen Wahlen für das Abgeordnetenhaus, folgendes Bild[2]:

[1] Die von der Kommission festgestellte Tabelle hierüber wurde in No. 122 des „Monitorul Oficial" veröffentlicht.

[2] Veröffentlicht auf Seite 8005 des „Monitorul Oficial" vom 4. Juni 1926 No. 122.

1	2	3	4
Politische Gruppen und Parteien, die Kandidierungslisten aufstellten	Gesamtzahl der auf die einzelnen politischen Gruppen und Parteien im ganzen Lande entfallenen Stimmen	Die Zahl der auf die einzelnen Listen abgegebenen Stimmen in Prozenten der gesamten Stimmzahl	Die im Sinne des Wahlgesetzes erfolgten Abzüge
1. Volkspartei (Regierungspartei, Averescupartei) (partidul poporului)	1,366.160	52·09	—
2. National-Bauernblock (Vereinigte Opposition) (blocul național-țărănesc)	727.202	27·73	154.915 Stimmen kommen für jene Bezirke, wo die absolute Mehrheit erreicht wurde, in Abzug
3. National-Liberale Partei (partidul național-liberal)	192.399	7·34	—
4. Christlich-Nationale Schutzliga (Cuza'sche Antisemiten-Partei) (Liga apărării naționale creștine)	124.778	4·76	—
5. Block der städtischen und ländlichen Arbeiter (Kommunistische Partei mit Zeichen) (blocul muncitoresc și țărănesc cu semn) .	39.203	1·49	Minderheits-Gruppen unter 2 Prozent
6. Sozialistische Partei (Partidul socialist) . .	40·594	1·55	
7. Bürgerlicher Bund (Uniunea cetățenească)	7·300	0·28	
8. Handelsrat (Sfatul negustoresc)	1·861	0·07	
9. Bauern- und Gesellsch.-Ordnungs-Partei (Partidul țărănesc și al armoniei sociale) .	754	0 03	
10. Unabhängige Bauernpartei (Tighina), (Partidul țărănesc independent)	670	0 03	
11. Bauernpartei (ausserhalb des Blockes) . .	16·824	0·64	
12. National-Partei „ „) . .	37.672	1·44	
13. Gemässigte Bauernpartei (Part. țărănesc moderat) Cetatea Alba	719	0·03	
14. Block der städtischen und ländlichen Arbeiter (ohne Zeichen)	70	0·00	
15. National-Demokratische Partei (Ismail) . .	295	0·01	
16. Unabhängige Gruppe (Grupa indep.) (Bălți)	931	0·04	
17. „ „ „ (Fălticeni)	869	0·03	
18. „ „ „ (Gorj) . .	49	0·00	
19. „ „ „ (Bălți) . .	121	0·00	
20. „ „ „ (Vâlcea) .	186	0·01	
21. „ „ „ (Tutova) .	4	0·00	
22. „ „ „ (Roman) .	29	0·00	
23. „ „ „ „ .	24	0·00	
24. „ „ „ „ .	24	0·00	
25. „ „ „ (Lăpușna)	351	0·01	
Zusammen .	2,559,089	97·58	
Die Zahl der bei der Zählung annullierten Stimmzettel	63.476	2·42	
Zusammen .	2,622.565	100·00	

5	6	7	8	9	10	11
Die Gesamtziffer der Stimmen (massa electoralâ) die sich ergab: a) bei Abzug alljener Stimmen, die im ganzen Lande in Minderheit in einigen Bezirken aber Mehrheit waren (abgezogen wurden jene Stimmen, mit welchen in den Bezirken eine Mehrheit erreicht wurde), b) bei Abzug der Stimmen von Parteien, die 2 Prozent im Lande nicht erreichen konnten, c) bei Abzug der annullierten Stimmen	Punkt 5 in Prozenten	Die auf die einzelnen Listen entsprechend ihrer Stimmzahl entfallenden Mandate	Mandate, die Parteien zukommen, die in einzelnen Bezirken die Mehrheit erreichten, im Lande aber in Minderheit blieben	Der Mehrheitsliste zufallende 50% der Mandate vom ganzen Lande	Zusammen	Bemerkungen
1,366.160	60·57	110	—	182	292	
572.287	25·37	46	23	—	69	Die Zahl sämtlicher Mandate im Lande . . . 387
192.399	8·53	16	—	—	16	Die Zahl der Mandate, die Gruppen zufallen, die als Landesminderheit in einzelnen Bezirken die Mehrheit erreichten . . 23
124.778	5·53	10	—	—	10	Verbleiben . 364
						Der Mehrheitsliste fallen zu 182
						Zur Aufteilung verbleiben . 182
2,255.624	100·00	182	23	182	387	

Für die ungarische Minderheit Rumäniens haben die jetzt abgelaufenen Abgeordnetenwahlen besonders in den Komitaten Siebenbürgens und des Banats ein Interesse.

Die ungarische Landespartei schloss mit der Volkspartei als Regierungspartei für diese Wahlen ein Kartell, wonach die ungarische Landespartei keine selbständigen Wahllisten aufstellt, sondern entsprechend der vorher getroffenen Vereinbarungen ihre Kandidaten auf den Listen der Volkspartei figurieren lässt, so dass das Ungartum seine Stimmen auf die volksparteilichen Listen (mit * bezeichnet) abgab und zwar auch dort, wo ungarische Kandidaten nicht gestellt wurden. Dass das Ungartum die getroffene Vereinbarung ehrlich einhielt und zwar in allen 23 Komitaten, zeigt deutlich die untenstehende Tabelle. Wir greifen davon nur jene Komitate heraus, die eine ungarische Majorität haben:

Komitat	Die ungarische Bevölkerung in %	Zahl der insgesamt abgegeb. Stimmen	Auf die Regierungsliste abgegebene Stimmen In absoluten Ziffern	In %
Csik	91%	23.664	23.142	98%
Háromszék . . .	79%	23.151	21.223	92%
Marostorda . . .	47%[1]	42.375	25.540	60%
Udvarhely	94%	21.043	19.557	93%

*

Welch grosse Macht das Ungartum Rumäniens darstellt und welche Bedeutung ihr zukommt, zeigen am besten die jetzt abgelaufenen Wahlen.

Der Führer der oppositionellen Nationalpartei Julius Maniu schrieb in der in Klausenburg erscheinenden Zeitung *Patria*,[2] mit Berufung auf statistische Daten über diese Wahlen folgendes:

„Die Regierung hätte ohne der Unterstützung der Minderheiten nicht einmal 40% der Gesamtstimmen erhalten." Sie erhielt aber 53%, wovon 13–14% die Minderheiten beigetragen haben, ohne welche Stimmen folglich die Regierung nur 39% erreicht hätte. In Siebenbürgen erhielt die Regierung nur 7% der Stimmen des Rumänentums, den Rest gaben die Minderheiten.

Das von Maniu aufgeworfene Problem macht es notwendig festzustellen mit wieviel Stimmen die ungarische und deutsche Minderheit zu dem Siege der Regierungspartei beitrugen?

[1] Mit den ungarischen Juden (4·25%) hat das Ungarntum auch hier die Majorität.

[2] Nr. 124 vom 11 Juni 1926.

Wieviel Stimmen der nationalen Minderheiten, insbesondere der Ungarischen, die Regierung bei dieser Wahl erhielt lässt sich nicht genau feststellen, da die Wahlen geheim waren. Ein ungefähres Bild kann man sich aber machen, wenn man folgende Momente in Betracht zieht:

a) In die Wahllisten der 23 Komitate Siebenbürgens und des Banates wurden 1,280.764 Wahlberechtigte aufgenommen, was 23·4% der Gesamtbevölkerung dieser Komitate (5,471.000) ausmacht. Wir können daher feststellen, dass 23·4% der Bevölkerung wahlberechtigt war, welche Ziffer sich aber im Bezug auf das Ungarntum sehr vermindert, da mancherorts, so zum Beispiel in Klausenburg von 51.600 Ungarn nur 7342 also 14·2% Wahlrecht hatten. Im Durchschnitt genommen waren aber 20% der ungarischen Bevölkerung wahlberechtigt.

b) Unser zweiter Ausgangspunkt ist nun, dass von den 1,280.764 Wahlberechtigten der 23 Siebenbürger und Banater Komitate 923.687 abgestimmt haben. 72·12% der Wahlberechtigten haben also ihre Stimme abgegeben. Auf das Ungarntum bezogen runden wir diese Verhältniszahl nach unten stark ab und stellen fest, dass 70% der wahlberechtigten Ungarn abgestimmt haben. (In Wirklichkeit dürften es sogar 80% gewesen sein).

Laut der amtlichen Statistik beträgt die Zahl der Ungarn in Siebenbürgen und im Banate 1,353,000. (Wir glauben bedeutend mehr!) 20% hievon sind wahlberechtigt gewesen. Wir bekommen so die Zahl von 270.000 Wahlberechtigten. Wenn nur 70% davon ihre Stimmen abgaben, so bedeutete dies 190.000 ungarische Stimmen, wovon etwas weit gegriffen ungefähr 20.000 Stimmen anderen Listen zukamen und 170.000 Stimmen der Regierungspartei zugute kamen. Die Regierungspartei erhielt in Siebenbürgen und im Banat 420.479 Stimmen, wovon also 170.000 Stimmen das sind 40% das Ungartum gab. Im ganzen Lande erhielt die Regierung 1,366.160 Stimmen. In dieser Relation lieferte das Ungartum 12·4% der Stimmen für die Regierungspartei.

Wenn man diese ungefähren Daten auf das Deutschtum Siebenbürgens und des Banates bezieht, so lässt sich feststellen, dass von 557.000 Deutschen 20%, also ungefähr 110.000 wahlberechtigt waren. Hievon stimmten 70%, also 77.000 ab. Wenn wir davon 10–12%, also ungefähr 9000 Stimmen anderen Parteien

zurechnen, so erhielt die Regierungspartei wenigstens 68 – 70.000 deutsche Stimmen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass seitens der ungarischen und deutschen Minderheit 240.000 Stimmen der Regierungspartei zukamen, was also von den 420.479 Stimmen, die diese Partei in Siebenbürgen und Banat erhielt 57% beträgt, also die Hälfte weit übersteigt. Diese Stimmen machen 17·57% der im ganzen Lande durch die Regierungspartei erzielten Stimmen aus.

Die sprechenden Zahlen der Statistik beweisen also die Tatsache, dass es der Regierung nur mit Hilfe der Minderheiten gelang, die Regierungsmacht zu behalten.

Die wissenschaftliche und daher unparteiische statistische Feststellung dieser Tatsachen muss unser ungarisch-nationales Selbstbewusstsein heben und fördern. Wir müssen auch darauf hinweisen, dass der zahlenmässige Ausdruck unseres Lebens als Minderheit uns beweist, von welcher eminenten Wichtigkeit die Pflege der Minderheitsstatistik ist.

Es ist eine bekannte Tatsache, dass die ungarische Landespartei für die abgelaufenen Parlamentswahlen mit der Volkspartei als Regierungspartei ein Wahlübereinkommen – Kartell – traf, wonach statt der dem Ungarntum zahlenmässig zukommenden 30 Abgeordneten- und 10 Senatorenmandate wir nur 14 Abgeordneten- und 9 Senatorenmandate erhielten. Wie dies auch der stellvertretende Präsident der ungarischen Landespartei Graf Georg Bethlen in seiner Székelyudvarhelyer Programmrede ausführte, war bei dem Abschluss des Abkommens der Zweck nicht der, eine je grössere Zahl von Abgeordneten- und Senatorensitze zu erreichen, obwohl das auch von grosser Wichtigkeit ist, dass das Ungartum in der gesetzgebenden Körperschaft mit einer je grösseren Zahl vertreten sei.

Wenn wir auch von dem durch die jeweilige Regierungspartei bei den Wahlen ausgeübten Terror und Wahlmachinationen absehen und die Wahl zu einer absolut reinen Wahl gedankenmässig abstrahieren, so können bei dem jetzigen Wahlsystem kleinere Gruppen oder politische Parteien nur in geringem Masse dur hdringen.

(Fortsetzung folgt.)

GLASUL MINORITĂȚILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. SEPTEMVRIE / SEPTEMBRE / SEPTEMBER 1926. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 9

Congrès des groupes nationaux organisés des États Européens.

Par : **Ewald Amende.**

Il est évident et un fait indiscutable que le problème des Nationalités est une des causes essentielles des troubles et du mécontentement européens, et les dernières décisions de l'International Law Association prouvent ce que nous venons de dire. Il est démontré avec une clarté absolue que le sentiment national de tous les groupes qui vivent en dehors de leurs peuples a augmenté de beaucoup pendant et depuis la guerre, et l'on ne peut plus parler d'une dénationalisation même pas d'un empêchement durable de la vie et de la culture nationale des groupes des Minorités. Il s'agit donc : ou de trouver un moyen de régler cette vie culturelle des Minorités nationales dans le cadre des États, et comment elle pourra s'adapter à la vie de ses peuples, ou bien de regarder tranquillement comment se feront tôt ou tard de nouvelles explosions sur le continent . . . vu l'état de haine nationale et des contradictions existantes en ce moment, il ne saurait être question de raisonnements économiques en Europe. C'est un fait que les dernières années viennent de prouver. La pratique actuelle, de passer simplement outre cette question qui est la plus importante de toutes les questions européennes, et de ne prendre aucune note du mécontentement national de tant de millions d'hommes, n'est pas seulement erroné, mais encore très nuisible car ce silence n'est admissible que jusqu'au moment où les explosions se produisent et où l'équilibre du continent européen est bouleversé.

Le mouvement des Nationalités européennes, qui trouve son expression dans le congrès de Genève veut suivre la première des deux voies pour aboutir à une solution pacifique du problème des Nationalités européennes. Depuis l'année passée les Leaders, représentant les minorités les plus diverses se sont réunis pour résoudre eux-mêmes la question à l'aide d'un échange de leurs expériences et de leurs points de vue. Ils délibérèrent sur la possibilité d'arriver à une solution nationale pacifique et à une juste égalité des groupes des minorités, leur assurant la liberté du développement de la culture. Cette coopération est née avant tout de la conviction que seuls un règlement et un changement des frontières des États en Europe centrale et occidentale ne sauraient jamais éliminer la question nationale. Les peuples de ces contrées sont tellement mélangés les uns aux autres que des millions d'hommes vivront toujours – quelles que soient les frontières – comme des minorités dans des États étrangers. Si ce ne sont pas des Roumains, ce seront des Hongrois, si non des Allemands, alors des Polonais et si non des Slovènes, ce seront des Italiens. Mais de l'avis des Leaders une solution de la question nationale sera impossible tant que ceux qui connaissent et sont les plus intéressés du problème, c'est à dire les Leaders des minorités eux-mêmes ne seront entendus et invités à la collaboration.

C'est précisément ce sentiment de responsabilité envers le public européen et les affiliés des groupes de minorités qui a fait une réalité d'une chose qui semblait impossible autrefois: un rapprochement entre les Dirigeants de groupes tout à fait différents tels que les Allemands du Danemark et les Danois d'Allemagne, les Lithuaniens de Pologne et les Polonais de Lithuanie, les Hongrois de Yougoslavie, et les Slovènes d'Autriche. Tous se sont retrouvés sur la même scène et ont exprimé leur volonté de ne traiter à ce congrès que les questions concernant le règlement du problème national dans le cadre des États. C'est précisément cette exclusion de toute attitude irredentiste au congrès qui sera la meilleure preuve que le travail des groupes nationaux organisés des États européens est d'une immense importance pour la consolidation et la pacification du continent européen.

Bericht des vorbereitenden Ausschusses an den Kongress.

In der Sitzung am 16. Oktober 1925 hat die erste europäische Nationalitätenkonferenz einen Ausschuss zur Vorbereitung des Nationalitätenkongresses im Jahre 1926 gewählt.

Der Ausschuss hat bis zur Eröffnung des diesjährigen Kongresses vier Tagungen abgehalten, deren erste kurz nach Beendigung der Nationalitätenkonferenz am 17. Oktober in Genf stattfand. Damals wurde beschlossen, die Arbeiten zur Vorbereitung im April 1926 zu beginnen und die Leitung und Durchführung der Arbeiten dem Generalsekretär der vorjährigen Nationalitätenkonferenz, Dr. E. Amende zu übertragen.

In seiner zweiten Sitzung, die am 8. April in Dresden stattfand, wurde vom Ausschuss vor allem die Ordnung für die Aufnahme von neuen Gruppen — es hatte sich nämlich eine ganze Reihe gemeldet – festgelegt. Entsprechend diesen Festsetzungen ist denn auch seitens der Geschäftsführung des Ausschusses in jedem einzelnen Falle die Klärung der Fragen über die Aufnahme neuer Gruppen erfolgt; ein Verfahren, das eingehende Studien erforderlich machte.

Besonders schwierig gestaltete sich die Aufrechterhaltung der Beziehungen zwischen der Geschäftsführung des Ausschusses und den einzelnen nationalen Gruppen. Es war hierzu nicht nur die Aufrechterhaltung einer regelmässigen Korrespondenz mit ca. 200 Personen, sondern in verschiedenen Fällen auch vielfache Besprechungen an Ort und Stelle erforderlich.

Es ist gleichfalls das Bestreben des Ausschusses und seiner Geschäftsführung gewesen, die Beziehungen zu den bestehenden internationalen Organisationen, soweit sie für das Nationalitätenproblem in Frage kommen, aufrechtzuerhalten, wie speziell auch zur Presse der einzelnen Länder, welch letztere in den Monaten vor Zusammentritt des Kongresses fortlaufend mit den Informationen hierüber versehen werden musste.

Das Programm des Kongresses wurde endgiltig auf der dritten Sitzung des Ausschusses in Bad Teplitz am 9. Juli festgesetzt. Besondere Schwierigkeiten verursachte die Sammlung des Materials über die Verhältnisse in den einzelnen Minderheitsgebieten als Grundlage für die Referate. Bei dieser Gelegenheit zeigte es sich, dass eine wirklich umfassende und grundlegende

Enquête über die Zustände in den einzelnen Staaten nur in einer genügend lang befristeten Zeit und von einer entsprechenden Geschäftsführung durchgeführt werden kann.

Die letzten Sitzungen des Ausschusses vor Beginn der Tagung (am 23. und 24. August) galten vor allem der Regelung aller technischen Kongressfragen.

Eröffnung des Kongresses.

Die Rede Dr. Josip Wilfans.

Den zweiten Kongress eröffnete am 25. August 1926 Vormittag 10 Uhr Dr. Josip Wilfan, Präsident des vorbereitenden Ausschusses mit folgenden Worten:

Meine Herren!

Der Ausschuss für die Vorbereitung unseres Kongresses hat mich beauftragt, den Kongress zu eröffnen. Ich solle mich dabei aber nicht allein auf die Formalität der Eröffnung beschränken, sondern in meiner Rede die Punkte behandeln, die für den Fortschritt und den Erfolg unserer Arbeit von besonderer Bedeutung sind. Da ich mir bewusst bin, wie weit diese zweite Aufgabe meine Kräfte übersteigt, so bitte ich im Voraus um Ihre Geduld und Nachsicht.

Im Namen des Ausschusses begrüsse ich Sie, meine Herren, und die durch Sie vertretenen Gruppen. Es sind dies nach Völkern und Staaten folgende Gruppen:

Groupes hongrois:

Tchécoslovaquie: Député Géza de Szüllő, Dr. Flachbarth.
Roumanie: Député Dr. E. de Jakabffy, Sénateur Prof. Dr. de Balogh.
Yougo-Slavie: Dr. Leo de Deák, Balint de Törley, Dionisios Strelitzky.

Groupe catalan:

Espagne: Député Maspons y Anglassell, Avocat Ioan Casanovas Red. Avocat Iosep Pla.

Groupes polonais:

Allemagne: Député Barczewski, Dr. Ian Kaczmarek.
Lettonie: Député Vilpischewsky.

Lithuanie : Député Budzinski.
Roumanie : Dr. Gregor Szymanovicz.
Tchécoslovaquie : Député Dr. Léo Wolf, Wajcik Wladyssaw.

Groupes slovènes et croates :

Italie : Député Dr. Iosip Wilfan, Député Dr. Engelbert Besednjak.

Groupe slovène :

Autriche : Député Franz Petek.

Groupes russes :

Esthonie : Député Prof. Kurtschinski.
Pologne : Député Serebjennikow, Dr. M. Sochocki.

Groupes ukrainiens :

Roumanie : ont donné leur accord par écrit.

Groupe Carpathorusse :

Tchécoslovaquie : Député Kurtjak.

Groupe croate :

Autriche : Dr. Karall.

Groupes juifs :

Lettonie : Député M. Nurock.
Lithuanie : Député Robinson.
Pologne : Député J. Grünbaum, Député Dr. Inseler, Député Dr. Schipper.
Tchécoslovaquie : Dr. E. Margulies.
Bulgarie : M. Tadjer, M. Romano.

Groupes Allemands :

Danemark : Député J. Schmidt-Wodder.
Esthonie : Député Dr. Werner Hasselblatt.
Hongrie : Dr. Guido Gündisch, Anton Potz.
Italie : Député Baron de Stornbach, Député Tienzl.
Yougoslavie : Député Grassel, Dr. Petz.
Lettonie : Député Dr. Paul Schiemann.
Lithuanie : Ivar de Berg.
Pologne : Député Naumann, Député Arthur Kronig, Deputé Graebe, Député Ulitz (Haute – Silésie) Sénateur Hassbach.
Roumanie : Député Rodolphe Brandsch, Dr. Kaspar Muth.
Tchécoslovaquie : Député Dr. de Medinger.

Groupe Danois:

Allemagne: Chefradacteur Christiansen, Redacteur Bogensee, Redacteur Hansen.

Groupe suèdois:

Esthonie: a donné leur accord par écrit.

Groupe tchecoslovaque:

Autriche: Député Anton Machat, E. Strnad.

Serbes de la Lausace:

Allemagne: Président Jacob Lorenz, Curé Jan Cyz, Redacteur Melle, Mina Witkoja.

Observateurs:

Groupes blanc-russes:

Pologne: Deputé Fabian Joromitcz.

Groupes ukrainiens:

Pologne: Député Dimitri Lowitzky, Sénateur Michael Czerkawsky, Député Paul Wasynczuk, Dr. Alexander Maritczak.

Groupe lithuanien:

Pologne: Curé Vincent Zujanskanska.

Im Zusammenhang mit der soeben verlesenen Liste muss ich die Grundsätze präzisieren, nach denen der Ausschuss bei der Zulassung neuer Gruppen vorgegangen ist. Er erachtete, dass nur solche nationale Gruppen aus den einzelnen Staaten Europa's zuzulassen seien, die bestimmten Bedingungen entsprechen. Einerseits müssen sie organisiert sein und einen selbständigen nationalen Kulturwillen haben, ohne dass die Mehrheit in ihnen selbst das Auftreten als besondere nationale Gruppe ablehnt. Andererseits müssen sie mit den Grundprinzipien unserer Bewegung und den Grenzen, die wir ihr gezogen haben, einverstanden sein. Die Plattform, auf der wir uns im vorigen Jahr das erste Mal zusammengefunden haben, muss die gleiche bleiben, denn sie hat sich bewährt. Der klarste Beweis dafür liegt nicht nur im Erfolg der vorjährigen Tagung, sondern besonders auch in dem Umstand, dass unser Kreis sich nun erweitert hat. Durch die neuhinzugekommenen Gruppen hat unsere Bewegung eine nicht blos numerische Verstärkung erfahren. Lassen Sie mich diese Gruppen noch besonders bewillkommnen!

Unser Kongress ist die Fortsetzung und Erweiterung der Konferenz, die Mitte Oktober vorigen Jahres in diesem gleichen Saal stattgefunden hat. Um ihn richtig zu beurteilen, ist es nötig, vor Augen zu haben, wie jene Konferenz zu Stande gekommen und verlaufen ist. Sie ist dadurch zu Stande gekommen, dass die teilnehmenden Gruppen ihre Übereinstimmung bezüglich der Grundsätze der zu fassenden Resolutionen und bezüglich der staatsbürgerlichen Pflichten als Voraussetzung der gemeinsamen Arbeit im Voraus feststellten. Die Konferenz gestaltete sich auf dieser Grundlage zu einem einmütigen und feierlichen Bekenntnis der vertretenen nationalen Gruppen zu ihren gemeinsamen Grundanschauungen über die Anerkennung und Gewährleistung der national-kulturellen Freiheit, über die kulturelle Selbstverwaltung, über die Aufgabe des Völkerbundes hinsichtlich der Minderheiten und die Bereitschaft der nationalen Gruppen zur Mitarbeit, woran sich der Dank und die Bitte um weitere Unterstützung an die internationalen Organisationen schloss, die sich mit der Lösung des Minoritätenproblems befassen.

Wir waren uns damals wohl bewusst, dass mit den angenommenen Resolutionen nur die fundamentalen Grundsätze unserer Bewegung fixiert waren und dass unser noch viel Arbeit wartete. Der Haupterfolg unserer Konferenz war ja der, dass wir überhaupt zusammengekommen waren und unsere Befähigung erwiesen hatten, zur Lösung des Minderheitenproblems und hiermit zur Befriedigung Europa's unseren Beitrag an ehrlicher und sachlicher Arbeit zu leisten. Wenn wir dann auch beschlossen haben, dass schon heuer eine neue Tagung stattfinden solle, so haben wir doch in der richtigen Einschätzung unserer Kräfte und mit Rücksicht auf die obwaltenden Verhältnisse es unterlassen, eine ständige Organisation zu schaffen. Wir begnügten uns damit, einen Ausschuss für die Vorbereitung dieses Kongresses zu bilden, dessen Aufgabe mit dem Schlusse unserer Tagung eigentlich beendigt sein wird.

Neben den nationalen Gruppen selbst sind es die internationalen Organisationen, die dem Problem der Minderheiten ihre Aufmerksamkeit zuwenden, und die auch in der Zeit, die seit unserer vorjährigen Konferenz verflossen ist, sich um die Lösung einiger darin umfassten Fragen bemüht haben. Fast gerade zu der Zeit, als wir hier in Genf versammelt waren, tagte die interparlamentarische Union in Washington und Ottava. Auf der

Tagesordnung ihrer Konferenz standen auch zwei die Minderheitenfrage betreffenden Resolutionen. Durch die eine wurde die schon auf der in Kopenhagener Konferenz von 1923 gemachte Empfehlung paritätischer Kommissionen für die Lösung von Konflikten zwischen Mehrheiten und Minderheiten neuerdings und mit Nachdruck in Erinnerung gebracht. Die andere Resolution empfahl dem Völkerbund eine öftere Inanspruchnahme des Internationalen Gerichtshofes für die Entscheidung von Rechtsfragen und Abgabe von Gutachten in Minderheitsangelegenheiten.

Anfang Juni dieses Jahres versammelte sich die Internationale Union der Völkerbundligen in Aberyswith. Über Antrag ihrer sehr verdienstvollen Kommission für Minderheitsfragen wurden mehrere wichtige Resolutionen angenommen. Die erste betrifft das Verfahren für die Behandlung von Streitfragen zwischen Mehrheiten und Minderheiten im Schosse der Union selbst. Die zweite Resolution empfiehlt dem Völkerbund den in ihr wiedergegebenen Entwurf für die Regelung des Verfahrens in Minoritätenangelegenheiten. Die dritte Resolution betont, dass die die Minderheiten kennzeichnenden Verschiedenheiten die Loyalität der Staatsbürger und die Einheitlichkeit der Staaten nicht beeinträchtigen können, dass das Bestreben, die Minderheiten zu absorbieren, unverständig und ungerecht ist und dass durch die Befriedigung der Bedürfnisse der Minderheiten am ehesten der Gerechtigkeit und dem Staats-Interesse Genüge geleistet wird, und schliesst mit der Bitte an den Völkerbund, die Aufforderung seiner dritten Versammlung zu wiederholen, dass diejenigen Staaten, die bezüglich ihrer Minderheiten keine rechtlichen Verpflichtungen gegenüber dem Völkerbund haben, ihnen trotzdem das gleiche Mass von Gerechtigkeit und Duldung angedeihen lassen sollen, wie es durch die Verträge und die beständige Praxis des Völkerbundrates festgelegt ist. Eine vierte Resolution genehmigt die von einem Unterausschuss formulierte Anschauung, die dem Völkerbund zur Berücksichtigung und Durchsetzung bekannt zu geben ist, dass der Verzicht auf Minderheitsrechte nichtig und jede direkte oder indirekte Einwirkung der Regierungen, um einen solchen Verzicht herbeizuführen, der internationalen Rechtsordnung und den Pflichten der Staaten zuwider sei.

Endlich hat vor Kurzem auch die International Law Asso-

ciation in Wien höchst bedeutsame Resolutionen beschlossen, die die Verbesserung des für die Behandlung von Minderheitsbeschwerden beim Völkerbund geübten Verfahren betreffen.

Angesichts dieser Kundgebungen der internationalen Organisationen in der Minoritätenfrage ist es angebracht, die schon erwähnte vierte Resolution unserer vorjährigen Konferenz in Erinnerung zu rufen und mit unserer Danksagung auch wieder das Ersuchen zu verbinden, jene hochansehnlichen Körperschaften mögen trotz den Schwierigkeiten und Reibungen, die sich in ihrem eigenen Schoss ergeben, auf dem beschrittenen Wege weitergehen.

Ich fühle mich nicht berufen und nicht befähigt, die Entwicklung des Minoritätenproblems in den einzelnen Staaten darzustellen. Dazu wird sich den Vertretern der einzelnen Gruppen bei der Behandlung der Gegenstände, die auf der Tagesordnung stehen, Gelegenheit bieten. Hingegen halte ich es für meine Pflicht, der Resolution zu gedenken, womit wir auf der Konferenz des vergangenen Jahres unsere Stellung gegenüber der Aufgabe des Völkerbundes in Minde heitenangelegenheiten kennzei hneten und unsere Bereitschaft erklärten, im Bereiche unserer Kräfte beizutragen, dass der Völkerbund sein Ziel erreiche. I h gedenke dieser, d. i. unserer dritten Resolution, um zu betonen, dass wir auch nach den bekannten Äusserungen des Herrn de Mello-Franco keinen Anlass haben, unsere Slellung gegenüber dem Völkerbund zu ändern und unsere Bereitschaft zur Mitarbeit zu widerrufen. Die erwähnten Äusserungen des Herrn de Mello-Franco, die übrigens ausdrücklich als in seinem persönlichen Namen gemacht bezeichnet wurden, beziehen sich entweder auf die zu erstrebende Gemeinschaftsgesinnung der Staatsbürger als solcher, dann haben sie mit jenen Dingen, auf die die zugunsten der Minoritäten getroffenen Schutzbestimmungen abzielen, überhaupt nichts zu tun, oder hat Herr de Mello-Franco die zu erstrebende nationale Einheit wirklich in dem Sinne gemeint, der für die Minderheiten den Verlust gerade jener Besonderheiten bedeutet, die durch die Schutzbestimmungen gestützt werden sollen. Dann aber hat sich Herr de Mello-Franco nicht nur mit diesen Schutzbestimmungen, sondern auch mit dem Völkerbund selbst in Widerspruch gesetzt, der doch im September 1922 eine dem Mindestmasse der Schutzbestimmungen entsprechende Behandlung der eigenen Minderheiten sogar jenen Staaten empfohlen

hatte, die keine derartigen Verpflichtungen haben. Oder, hatte etwa der Völkerbund sie auch nur deswegen empfohlen, damit auch diese Staaten sobald als möglich der nationalen Einheit im Sinne des Herrn de Mello-Franco teilhaft werden könnten? Es bleibt uns wohl nur noch mit Befriedigung zu konstatieren, dass das Rechtsgefühl der europäischen öffentlichen Meinung die Äusserungen des Herrn de Mello-Franco entschieden abgelehnt hat.

Es sei mir nun gestattet, einiges über die Aufgaben unserer Versammlung und über die Bedeutung unserer Arbeiten zu sagen.

Die organisierten nationalen Gruppen Europa's haben ihre Vertreter hierher gesandt, nicht damit sie tönende Proteste erheben, sondern damit sie in den Grenzen, die wir unserer Zusammenarbeit mit Bedacht gezogen, sachliche, positive, ja wir können sagen, schöpferische Arbeit leisten.

Wir haben damit schon voriges Jahr begonnen, als wir unsere gemeinsamen Anschauungen und Bestrebungen gleichsam in Fundamentalartikeln formulierten und damit den Ausgangspunkt für unser gemeinsames Vorgehen fixierten. Nun heisst es weiter gehen. Wir müssen nun die einzelnen Fragen, die unser Problem umfasst, zusammen studieren und klären und die wichtigsten Lösungen dafür zusammen ausarbeiten. Ob wir später den Umfang unserer Zusammenarbeit auch unmittelbarer auf die Verwirklichung der für richtig erkannten Lösungen ausdehnen sollen, muss der Zukunft vorbehalten bleiben.

Auf dem Arbeitsprogramm unseres Kongresses steht an erster Stelle die Sicherung der kulturellen Entwicklungsfreiheit. Diese Frage betrifft wohl den Kernpunkt unseres Problems. Wir haben ja auch in den Resolutionen der vorjährigen Konferenz das Postulat der national-kulturellen Freiheit an erster Stelle verkündigt. Wie den nationalen Gruppen in den einzelnen Staaten die Entwicklung, als selbstverständlich und zunächst die Bewahrung ihrer eigenen nationalen Kultur sichergestellt werden soll, das ist die Frage, auf die sich wohl Ihr Interesse besonders konzentrieren wird. Die Verschiedenartigkeit der betroffenen Interessen und die grossen Unterschiede der Lage in den einzelnen Staaten und Gruppen werden die Behandlung der Frage gewiss erschweren, aber der vielfältige Reichtum ihrer Erfahrungen verspricht uns dafür auch beson-

ders wertvolle Resultate gerade zum ersten Punkt unseres Programms.

Weitere Punkte der Tagesordnung sind die Sprachenfrage, die wirtschaftliche Gleichberechtigung, die Sicherung des Rechtes auf die Staatsbürgerschaft und die Gleichberechtigung im Wahlrecht und in dessen Ausübung. Alle diese Punkte betreffen ebenfalls lebenswichtige Fragen der nationalen Gruppen. Die richtige Lösung dieser Fragen würde erst die Schaffung einiger der Hauptbedinungen bedeuten, die für ein Zusammenleben in den Staaten auf dem Fusse gleicher Menschenwürde und gleichen Bürgerwertes erforderlich sind. Mit ihnen würde erst der Weg eröffnet zur wahren Verständigung und zum dauernden Frieden sowohl in den Staaten als zwischen ihnen und den Völkern.

Endlich wollen wir in unseren Verhandlungen zu der Frage Stellung nehmen, welche Mittel für die Regelung der sich aus unserem Problem ergebenden konkreten Streitigkeiten in den Staaten und zwischen ihnen in Betracht kommen und wie diese Mittel, sei es dass sie schon zur Verfügung stehen oder erst in Vorschlag gebracht sind, sich bewähren, beziehungsweise bewähren würden. Wir werden uns diesbezüglich von vorneherein nicht verhehlen können, dass auch das beste Mittel dort nicht hilft, wo der Macht, die allein ihm Wirkung verleihen kann, der gute Wille gebricht, es wirklich zweckmässig anzuwenden.

Meine Herren! Es ist ganz gut möglich, dass es in den einzelnen Fragen, die unser Arbeitsprogramm umfasst, nicht gleich zu einer vollen Übereinstimmung unserer Ansichten kommen wird. Dies wird uns nicht beirren, und darf auch nicht unsere Freunde und unsere Kritiker täuschen. Unsere Versammlung ist von Vertretern verschiedener sehr zahlreicher Gruppen besucht, die sich nicht nur durch ihre Sprache, ihre Kultur, ihre Sitten und Gebräuche, ihre Geschichte und ihre Aspirationen unterscheiden, sondern auch, trotzdem sie im Grunde das gleiche Los haben, doch in sehr verschiedener Lage sind. Es wird also ganz natürlich sein, dass in einer solchen Versammlung Meinungsverschiedenheiten auftauchen, die einer einverständlichen Lösung der Fragen hinderlich sein können. Aber wir alle sind davon überzeugt, lassen Sie mich das als dem Vorsitzenden unserer vorjährigen Konferenz mit besonderer Ge-

nugtuung betonen, dass sich eben deswegen das Streben, das Gemeinsame zu finden und voranzustellen und die Gegensätze zu überwinden, umso mächtiger regen und betätigen wird, sodass es wohl einer Mahnung in diesem Sinne weder von diesem Platze aus, noch aus Ihrer Mitte bedürfen wird.

Herr de Mello-Franco hat in seinen bekannten Ausführungen besonders die Verschiedenartigkeit der geschichtlichen Bildung der Minderheiten betont, die auch für ihren Anspruch auf internationalen Schutz massgebend sein soll. Auch von anderer Seite und selbst von Freunden unserer Bewegung oder wenigstens einzelner Gruppen wird hervorgehoben, wie sehr sich die nationalen Gruppen Europa's und ihre Verhältnisse unterscheiden und wie es daher unmöglich ist, das Problem in allen betroffenen Staaten Europa's nach allgemein gültigen Normen zu regeln.

Es kann nun darüber kein Zweifel bestehen, dass die nationalen Gruppen in den Staaten Europa's wirklich sehr verschieden sind. Es fällt uns auch gar nicht ein, zu versuchen, diese Wahrheit uns oder anderen zu verhehlen. Unsere Lage hat uns zur Genüge daran gewöhnt, der harten Wirklichkeit in's Antlitz zu schauen und unsere Gegner haben wohl das Übrige getan, um uns jede Selbsttäuschung oder Irreführung anderer unmöglich zu machen. Ja, die nationalen Gruppen und ihre Verhältnisse sind verschieden. In der Art und Geschichte ihrer Entstehung, in ihrer Zahl und Siedlungsweise, in ihrer wirtschaftlichen Lage und sozialen Schichtung, in der Art und Höhe ihrer Kultur, in ihren Beziehungen zum Gros ihres eigenen Volkes, in der individuellen Lage dieses Volkes selbst und im Verhältniss der Gruppen zu den in den betreffenden Staaten vorherrschenden Völkern sind unendlich viele Abstufungen möglich, sodass sich die verschiedensten Kombinationen dieser Momente und daher die grössten Verschiedenheiten zwischen den einzelnen Gruppen ergeben müssen. Dazu kommt jetzt noch der bedeutende rechtliche Unterschied zwischen den Minoritäten, die durch internationale, unter die Obhut des Völkerbundes gestellte Verpflichtungen der Staaten geschützt sind, und solche Minoritäten, die eines derartigen Schutzes entbehren. Bei dieser Sachlage scheinen die Gegner der Minoritäten, die unbedingten und vorbehaltlosen Verfechter ihrer im Namen des Staatsinteresses verlangten Unterdrückung, gewonnenes Spiel zu haben

und diejenigen im Recht zu sein, die, zwar von ganz entgegengesetzten Voraussetzungen ausgehend, doch den einen nationalen Gruppen von der Solidarität mit den übrigen abraten.

Aber die bezeichneten Unterschiede können die innerste Wesensgleichheit unserer Lage nicht verwischen, die tiefste Wurzel, aus der für uns alle der gleiche elementare Rechtsanspruch erwächst, nicht verdecken. Dr. Paul Schiemann zog in der gedankenreichen Rede, die er auf unserer vorjährigen Konferenz hielt, zum Verständniss unseres Kampfes um die national-kulturelle Freiheit, die Erinnerung an den vor dreihundert Jahren ausgefochtenen Kampf der europäischen Menschheit um die Glaubensfreiheit heraus. Ich gestatte mir, den aufstrebenden Bogen von den tieferen zu den höheren, noch zu ersteigenden Stufen der geistigen Entwicklung, noch weiter zu spannen. Das Verständniss für die Unantastbarkeit des psychischen Lebens hat sich nur langsam entwickelt. Der Kreis, in dem diese Unantastbarkeit anerkannt wurde, nur langsam erweitert. Die Zahl der Güter, die der Wertung und Anerkennung und dann des Schutzes würdig befunden wurden, ist nur langsam gewachsen. Nur langsam haben sich die Menschen zur Anerkennung des Wertes und der Schutzbedürftigkeit ideeller Güter aufgeschwungen. Noch langsamer wird die europäische Menschheit – wir sagen es wehen und doch hoffenden Herzens – die Stufe erklimmen, wo nicht nur im Angriff auf das individuelle Leben, sonden auch in der absichtlichen Entnationalisierung von Volksteilen oder ganzen Völkern eine Versündigung am Leben allgemein anerkannt werden wird.

Aber, so sagen die Gegner, die Entnationalisierung, die Assimilierung, die Amalgamierung, die Verschmelzung oder wie immer dieses kulturfeindliche und kulturmörderische Verfahren genannt werden mag, ist eine notwendige Erscheinung der europäischen Entwicklung. Fast kein einziges Volk habe sich in Europa rein entwickelt, fast jedes sei das Ergebnis der Verschmelzung und Absorbierung verschiedener Völker und Volksteile. Aber die Gegner berufen sich auf eine Zeit, in der die Zugehörigkeit zu einem Volke als natürlicher Volksgemeinschaft nicht als einer der höchsten Lebenswerte empfunden wurde, wo daher deren Lösung und Vernichtung nicht jene Reaktion auslösen konnte, die heute Millionen von Europäern beunruhigt und

quält und, wie es unsere Versammlung offenbart, über alle Unterschiede hinweg in einem Fühlen und Streben vereint.

In der Reaktion gegen die Bedrohung, die Beschränkung oder gar Verneinung der national-kulturellen Freiheit fühlen sich die nationalen Gruppen Europa's einig, ohne Unterschied der besonderen Lage, von denen, die Dank ihrer eigenen Kraft oder der besseren Einsicht des Volkes, mit dem sie im gleichen Staate leben, für ihr Volkstum und ihre Kultur nicht zu fürchten brauchen, bis zu jenen, die – wie das in diesem schönen Europa vorkommt – sich ohnmächtig und verlassen dem brutalen Ansturm einer Assimilierungspolitik ausgeliefert sehen, die offen mit allen Mitteln einer raffinierten Technik vorgeht.

Aber die Solidarität, die die nationalen Gruppen Europa's eint, erhebt sie auch über eigenes Geschick zu einer noch höheren Aufgabe, als der der Selbsterhaltung. Wir können zugeben, dass die einzelnen Gruppen vor allem im eigenen Interesse an der gemeinsamen Arbeit teilnehmen. Auch dieses Interesse wäre eine hinreichende Rechtfertigung unseres Unternehmens, da es sich ja nicht um niedrige Bestrebungen, sondern um die Verteidigung und Förderung von hohen kollektiven Lebenswerten handelt, die auch von den Gegnern unserer Bewegung ebenso hochgeschätzt werden, freilich nur, soweit es sich um ihre eigenen handelt. Aber unsere Bewegung dient auch einem gemeinsamen, über das Einzelinteresse der Gruppen hinausgehenden gesamteuropäischen Interesse. Dies ist uns selbst, oder wenigstens vielen unter uns erst, als wir uns voriges Jahr hier zum ersten Mal zusammengefunden hatten, vor Augen getreten. Die Solidarität der nationalen Gruppen, oder, um den geläufigeren, wenn auch nicht immer passenden Ausdruck zu gebrauchen, der nationalen Minoritäten Europa's bildet den Ansatz, mehr noch, die erste teilweise Verwirklichung der Solidarität der europäischen, als natürlicher, besonders kultureller Gemeinschaften. Die persönlichen Opfer, die uns unsere Arbeit auferlegt und die wir im Dienste unseres Volkes mit Freuden tragen, bringen uns so neben dem Lohn, der im Bewusstsein der erfüllten Pflicht liegt, noch die Genugtuung, dass wir zugleich der gemeinsamen Sache der europäischen Menschheit dienen. Deswegen wage ich es zu sagen, dass unsere Bewegung mit Recht Anspruch auf die Sympathie und Unterstützung aller derjenigen erheben kann, die ein

einiges und geeintes Europa anstreben. Wir glauben sogar, dass unser Weg eher als die von ihnen empfohlenen zum Ziele führen wird, weil wir gerade dort, wo die Gegensätze am empfindlichsten und für die Beziehungen der Völker und der Staaten am gefährlichsten sind, mit unserer völkereinigenden Arbeit einsetzen.

Unsere vorjährige Konferenz, die den Beginn der Zusammenarbeit auf einer gemeinsamen Grundlage für die Besserung der Lage der nationalen Gruppen Europa's bedeutete, fand in Genf statt. Als einer der drei Einberufer der Konferenz hatte ich in meiner Begrüssungsansprache die Gelegenheit, die Bedeutung der Schweiz, als des Landes, in dem die nationale Frage die ideale Lösung erfahren hat, also gerade vom Standpunkte unserer Bestrebungen, hervorzuheben. Die Konferenz fasste begeistert den einstimmigen Beschluss, der Bundesregierung den achtungsvollsten Gruss und den Dank für die Gastfreundschaft, die wir hier genossen, zu entbieten. Mit unveränderten Gefühlen gedenken wir auch diesmal, in unserem erweiterten Kreise, dieses edlen Landes und der berühmten Stadt, die uns beherbergt; wollen Sie, meine Herren, dem zu wählenden Präsidium den Auftrag erteilen, diese Gefühle an zuständiger Stelle zu verdolmetschen.

Ich konstatiere die einstimmige Annahme dieses Antrages und erkläre hiermit im Namen des Ausschusses den Kongress für eröffnet. Möge unsere Arbeit vom Geiste der Solidarität der europäischen Minderheiten beseelt sein, derjenigen Solidarität, in der sich dem hoffnungsfrohen Sehnen die kommende Solidarität der europäischen Völker als natürlicher Kulturgemeinschaften selbst in den ersten Umrissen ankündigt! Möge uns das Bewusstsein stärken, dass unsere Arbeit der Verständigung der Völker und dem Frieden der Welt dient! Möge der Erfolg nicht ausbleiben, wo der gute Wille so Vieler zu einem gleichen hohen Ziele strebt!

Discours d'ouverture du député hoingrois en Tchécoslovaquie Géza de Szüllő.

Mesdames et Messieurs,

Il y a une année qui s'est écoulée depuis notre premier congrès, mais malgré ce court délai, je puis constater avec une réelle satisfaction que notre tâche avait un succès universel. Non seulement la presse, cette grande puissance inaltérable, mais aussi les Etats intéressés dans la question des Minorités ont reconnu l'importance de notre Congrès.

L'effet produit démontre que nous avons bien jugé la situation politique actuelle de l'Europe, que nous avons reconnu que la question des Minorités présente pour ainsi dire la maladie d'Europe, et que c'est là où l'on doit chercher le germe de l'intoxication mais en même temps aussi son remède.

Il nous faut prendre le rôle de médecin en déterminant la maladie et en cherchant le remède efficace. Il faut avouer que le remède d'ailleurs était insuffisant. La Société des Nations devait être ce remède, mais malheureusement avec sa constitution actuelle cette grande institution née du génie politique n'est autre chose qu'une Institution plutôt défendant la situation actuelle et puisque cette institution aura une administration secrète, tant nous ne pouvons pas leur reconnaître la faculté d'être un remède efficace. Ce n'est pas seulement notre opinion, c'est-à-dire l'opinion des Minorités, mais c'est bien l'opinion générale, fait qui a été démontré dans les décisions de tous les congrès internationaux laïques et ecclésiastiques, juridiques et politiques.

En réalité, un célèbre membre de la Société des Nations, Monsieur Mello-Franco, a exprimé une opinion très singulière, c'est à-dire que le but des Traités pour la Protection des Minorités serait l'amalgamation, donc l'anéantissement des Minorités. Jusqu'à ce moment, la Société des Nations n'a pas encore prononcé le mot pour démentir cette grave erreur. Nous ne pouvons passer sans critiquer de pareilles opinions car dans le passé nous sommes devenus les victimes de notre patience. Dans le passé, nous avons souvent toléré de fausses opinions mais les temps ont changé. Nous autres Minorités sommes maintenant convaincus de la nécessité de nous défendre, de protester contre des erreurs, car nous sommes de l'avis que notre effort loyal, notre manifestation énergique, mais juste, auront leur résultat et nos plaintes

atteindront le coeur du monde, et trouveront l'appui dans le pays cat ex ochen de la liberté : les Etats-Unis. L'appui moral de l'Amérique est pour nous d'une valeur de premier ordre. Tout notre malheur est issu du fait que ni Woodrow Wilson, ni l'Amérique, en rédigeant le Traité de Paix et en remaniant l'Europe Centrale n'ont compris leur tâche.

Ainsi que dans la médecine, le traitement individuel est la seule méthode garantissant une guérison, il en est de même en ce qui concerne la maladie des Minorités : le traitement collectif, c'est-à-dire un traitement qui ne prend en considération ni le passé, ni le développement des individus constituant le peuple, et pire que la maladie même.

J'admets, qu'en principe, il serait peut-être plus avantageux pour l'humanité d'avoir des Etats-Unis en Europe, où il n'y avait aucune différence entre les races, en ce qui concerne leur origine, leur langue et leur religion ; mais en étudiant l'histoire nous trouvons que jamais un état pareil était possible. Nier en Europe la Nationalité, c'est nier l'Histoire. Bien sur : si l'on réussissait d'imposer à l'humanité une seule langue, un seul esprit, une seule ambition, l'humanité aurait peut-être plus de succès. Mais c'est contre la nature.

Le mouvement le plus énergique n'a pas réussi de créer une seule langue pour toute l'Humanité, et ainsi il est impossible de créer un seul Etat.

L'Espérantisme gramatical n'a pas plus d'avenir que l'Espérantisme politique. Une Humanité sans conviction individuelle, donc sans Nationalité, serait le Bolchévisme général.

On pouvait construire en Amérique des Etats-Unis c'était donc un territoire sans tradition, mais jamais on arrivera en Europe centrale à faire la même chose.

Il y a un seul remède, c'est la Démocratie. Mais que cette Démocratie soit fondée sur la Bible, qu'elle soit imbue de l'Amour de la Justice !

Ce ne sont pas : Egalité, Fraternité, Liberté qui nous rendent heureux, fait qui est prouvé par la situation actuelle, car, tant que dans le monde n'existe pas l'amour pour son prochain, il y aura toujours des Persécutés, des Oppressés et des Deshérités !

Tant que les Minorités ne sont pas reconnues comme égales tant que les Minorités ne sont que des sujets, mais pas

des Citoyens tant que dans le Monde il existe des Etats armés et des Etats désarmés, tant que dans le monde ne règne pas le premier Commandement: „Aime ton prochain comme toi-même"... le monde sera toujours malade.

Pour chercher, et pour trouver une guérison, nous nous sommes réunis ici, et je souhaite de tout mon coeur que notre Réunion soit couronnée de succès!

Die Eröffnungsrede des lettländischen Abgeordneten Dr. Paul Schiemann.

Viele Millionen europäischer Staatsbürger haben uns hierher entsandt, um in gemeinsamer Arbeit ein neues Recht zu finden, ein Recht, das die Grundlage für ein friedliches Zusammenleben der Völker bilde, indem es zwei Gegensätze, die im Laufe des letzten Jahrhunderts sich immer unheilvoller gegeneinander zugespitzt haben, zum organischen Ausgleich bringe: die Gegensätze der Volksangehörigkeit und der Staatszugehörigkeit.

Gestatten Sie mir, über die Entwicklungsmöglichkeiten eines solchen Rechtes, das ja wohl eine Frage der fernen Zukunft ist, einige grundsätzliche Betrachtungen anzustellen, Ihnen ein Bild zu zeigen von künftigen Zeiten, wie es sich in mir persönlich malt.

Jedes Recht, sagt der Holländer Krabbe, setzt einen Zweck voraus. Das will besagen, dass jeder neue Zweck auch ein neues Recht bedingt. Ein neuer Zweck ergibt sich aus der Erkenntnis, dass neue Interessen in die Welt getreten sind, die geschützt werden müssen, nachdem ihr Rechtwert von den dazu Berufenen bezeugt worden ist. Darin lag, will mir scheinen, die Aufgabe und die Bedeutung unserer ersten Konferenz im vergangenen Jahre, dass sie vor der Welt den Rechtswert der Interessen der Volkszugehörigkeit zu bezeugen vermochte. Unsere Konferenz hat damals bezeugt:

„Die national-kulturelle Freiheit ist ebenso ein geistiges Gut der Kulturwelt, wie die religiöse Freiheit. Dieser Grundsatz soll als ethisches Prinzip für die Völkerbeziehungen an-

erkannt werden und soll seinen wirksamen Ausdruck und seine tatsächliche Geltung in positiven Rechtsformen und gesetzlichen Massnahmen finden. Dementsprechend soll jeder Staat, in dessen Grenzen auch andere nationale Volksgruppen leben, gehalten sein, diesen als Gemeinschaften, die freie kulturelle und wirtschaftliche Entwickelung und ihren Angehörigen den freien und unverkürzten Genuss aller ihrer staatsbürgerlichen Rechte zu gewährleisten. Die Anerkennung und praktische Durchführung dieser Prinzipien schaffen die Voraussetzung für eine Verständigung der Völker und damit für den Frieden Europas".

Diesem Zeugnis ist von keiner Seite widersprochen worden und ihm kann auch nicht widersprochen werden. Wir dürfen heute davon ausgehen, dass ein Schutz der Interessen der Volkszugehörigkeit gegenüber dem Staate in Europa als Vorbedingung der Erhaltung des Weltfriedens zu gelten hat und daher einen internationalen Rechtswert besitzt. Ein Recht, sagt Krabbe, wird nicht gemacht, sondern bezeugt, und daher dürfen wir heute schon sagen: Das Recht der Nationalität im europäischen Staat ist bereits vorhanden. Es liegt fest begründet im Rechtsbewusstsein der neuzeitlichen Menschheit. Unsere Aufgabe ist nun die, diesem bereits vorhandenen Rechte die Gestalt, die festumrissene Form zu geben, um es zur europäischen Rechtsgiltigkeit zu erheben.

Da die zu schützenden Interessen einen internationalen Rechtswert besitzen, so lag es nahe, dass eine internationale Instanz, wie der Völkerbund, sich zuerst vor die Aufgabe gestellt sah, dem immanenten Rechte zu verhelfen. Da aber die Tätigkeit des Völkerbundes sich auf der Ebene des Völkerrechts bewegt und nur die Verhältnisse von Staat zu Staat zu regeln vermag, so kann er an den eigentlichen Kern eines Rechtes nicht dringen, das offenbar auf der staatsrechtlichen Ebene liegt und das Verhältnis von Bürgern und Bürgergruppen zum Staate zu regeln hat. Dadurch wird der Arbeit des Völkerbundes von vornherein eine sehr fühlbare Grenze gezogen.

In zwei bedeutsamen Kundgebungen ist der Wille des Völkerbundes zur Lösung der nationalen Frage manifestiert: im Selbstbestimmungsrecht der Völker und in den Minderheiten-Schutzverträgen.

Aber ich will gleich hier einem vielfach verbreiteten Irrtum

entgegentreten. Meine Herren, das Selbstbestimmungsrecht der Völker ist kein Recht der Nationalität, es ist ein demokratisches Recht, ein politisches Recht. Es ist die Zubilligung der *«volonté générale»* an die ein geschlossenes Gebiet besiedelnde Bevölkerung. Die Anerkennung eines Generalwillens der neue Grenzen zu schaffen vermag. Diesem Generalwillen, kann die Volkszugehörigkeit als politisches Motiv zugrunde liegen, aber Wille und Motiv fallen keineswegs zusammen, sie können tatsächlich und rechtlich, wie so manches Abstimmungsresultat der letzten Jahre bewiesen hat, einander widersprechen. Das Selbstbestimmungsrecht ist das Recht zur Willensäusserung des Bürgers über seine Staatszugehörigkeit, die keineswegs identisch zu sein braucht mit seinem Willen über die Volkszugehörigkeit, oder mit der Tatsache seiner Volkszugehörigkeit. Da aber der Wille zur Staatszugehörigkeit in einer Mehrheit der Völker praktisch mit der Volkszugehörigkeit übereinstimmen wird, so bedeutet die Gewährung des Selbstbestimmungsrechts eine wesentliche Erleichterung der Lösung der nationalen Frage, indem in einer erheblichen Anzahl von Fällen der Gegensatz von Volkszugehörigkeit und Staatszugehörigkeit vermieden wird. Deshalb können wohl auch wir an diesem Orte unserer Sympathie für die weitere Durchführung des Selbstbestimmungsrechts Ausdruck geben und hoffen, dass durch seine Durchführung so mancher Konfliktstoff beseitigt werde. Wir müssen uns aber darüber klar sein, dass das Selbstbestimmungsrecht auf dem Boden der Staatenpolitik liegt und von der Antithese von Volkszugehörigkeit und Staatszugehörigkeit ausgeht, während wir hier zusammengekommen sind um einen staatsrechtlichen Grundsatz zu finden, der eine Synthese dieser beiden Tatsachen schafft. Selbst wenn das Selbstbestimmungsrecht auf die korrekteste Weise auf allen Gebieten durchgeführt würde, müsste der Gegensatz von Volkszugehörigkeit und Staatszugehörigkeit in unzähligen Staaten in gleicher Schärfe weiterbestehen. Einen Ausgleich dieses Gegensatzes, ein Mittel zur Erzielung des friedlichen Zusammenlebens von Angehörigen verschiedener Nationalitäten auf einem Territorium, bietet das Selbstbestimmungsrecht der Völker nicht. Das aber ist die Frage, die uns hier beschäftigt, das ist die Sphäre, aus der das Recht entstehen soll, das wir zu bezeugen haben. Das Selbstbestimmungsrecht der Völker könnte eine Lösung der nationalen Frage nur dann bieten, wenn man sich entschliessen

wollte, den bisherigen Staatsbegriff völlig umzuwerfen und ihn von seiner Bindung mit dem Territorium zu lösen. Alle diejenigen, die allein von der Selstbestimmung das Heil und nationalen Frieden erwarten, müssen zu einem exterritorialen Staatsbegriff gelangen, den Staat zu einem Personalverbande gestalten. Ich glaube, dass eine solche Massnahme so wesentliche Verschiebungen der heutigen staatlichen Aufgaben nach sich ziehen müsste, dass wir eine solche Lösung schlechthin in den Bereich der Utopie verweisen müssen.

Der Völkerbundsgedanke hat sich aber nicht damit begnügt, das Selbstbestimmungsrecht als einen Weg zur Lösung der nationalen Frage zu bezeichnen, sondern er hat in der Form der Minderheiten-Schutzverträge gleichzeitig uns eine Institution geboten, die auf den ersten Blick den Eindruck eines Minderheitenrechtes machen könnte. Aber gerade hier zeigt es sich, dass der Völkerbund als eine Gemeinschaft der Staaten nur auf der völkerrechtlichen Ebene zu arbeiten vermag. Er kann rechtliche Bindungen zwischen Staat und Staat schaffen, aber nicht rechtliche Bindungen zwischen dem Staat und seinen Gliedern. Die Minderheiten-Schutzverträge stellen kein positives Minderheitenrecht dar, schon deshalb nicht, weil eine Gemeinschaft ein Recht nur schaffen kann, das innerhalb der ganzen Gemeinschaft seine Giltigkeit hat. Die Minderheitenschutzverträge enthalten aber nur völkerrechtliche Bindungen einzelner gesonderter Staaten und es muss zugegeben werden, dass ihre Ausdehnung auf die gesamte Rechtssphäre des Völkerbundes, d. h. auf die ganze Welt, nicht angängig wäre. Die Minderheitenfrage ist eine europäische Frage. Das Recht, das wir suchen, muss aus einer Synthese der nationalen und staatlichen Interessen Europas erwachsen. Mit einem internationalen Minderheitenrecht der ganzen Welt wäre weder uns noch der ganzen Welt gedient. Aber auch die in den Schutzverträgen enthaltenen Bindungen schaffen für diese Minderheiten kein positives Recht. Die Minderheiten sind nicht Subjekte des Rechtes, sondern sie bleiben Objekte von Abmachungen zwischen einzelnen Staaten und Staatsgemeinschaften. Auch hier ist Abhilfe vorgeschlagen worden und man hat gemeint, die Minderheiten als Subjekte des Völkerrechts proklamieren zu können. Solange der Völkerbund nicht ein Bund von Volksgemeinschaften, sondern ein Bund von Staaten, von Regierungen ist, wollen mir persönlich alle Bemühungen,

ein positives Minderheitenrecht auf der Grundlage des Völkerbundes zu schaffen, illusorisch erscheinen. Erst wenn innerhalb der europäischen Staaten ein positives Recht des Volkstums geschaffen worden ist, dann könnte diese staatsrechtliche Bindung von einer internationalen europäischen Gemeinschaft durch eine völkerrechtliche Bindung garantiert werden.

Dieses Recht, innerhalb der Staaten, ein neues Staatsrecht zu suchen, zu bezeugen, ist eigentlich der Zielpunkt unseres Kongresses, ist unsere Aufgabe. Welchen Weg wir zu diesem Zweck einzuschlagen haben, darüber müssen wir die Entscheidung fällen. Es liegt nahe, bei dieser Suche von denselben Gedankengängen auszugehen, von denen der Völkerbund bei seiner völkerrechtlichen Konstruktion ausgegangen ist. Zunächst also vom Selbstbestimmungsrecht. Wenn man völkerrechtlich einen Grundsatz schuf, demzufolge dem einzelnen Volke das Recht gegeben wurde, sich innerhalb der Staatengemeinschaft als selbständiges Gebilde zu etablieren, warum sollte nicht innerhalb des Staates ein staatsrechtlicher Grundsatz geschaffen werden, in dem einer Bevölkerungsgruppe das Recht gegeben wird, sich als selbständiges Gebilde zu verwalten? Eine derartige Lösung kann ernsthaft aber nur da wirksam werden, wo es sich nicht nur um eine kulturelle, sondern auch um eine territoriale Gemeinschaft handelt, also um Fälle, die in Wahrheit unter die Grundsätze des staatlichen Selbsbestimmungsrechtes fallen. In Wahrheit handelt es sich dann um neue Staatsbildungen und deren Föderation, eine Lösung, die praktisch gewiss vielfach von Erfolg gekrönt sein kann, die aber im wesentlichen nach politischen und nicht nach rechtlichen Gesichtspunkten entschieden werden wird. In allen Fällen, in denen mehrere Nationalitäten auf einem Grund und Boden nebeneinander leben, ist das Prinzip der nationalen Selbstbestimmung nicht brauchbar.

In sehr viel höherem Masse kommen für unsere Zwecke die Gedanken in Frage, die den Minderheitenschutzverträgen zugrunde liegen. Sie lassen sich doch wohl kurz dahin zusammenfassen, dass sie den nationalen Minderheiten volle Freiheit in ihrer kulturellen Entwicklung und volle Gleichheit der Rechte und Pflichten inbezug auf den Staat geben wollen. Meine Herren, wir werden zugeben müssen, dass mit einer restlosen Durchführung dieses Grundsatzes der nationale Notstand in allen Ländern Europas behoben würde. Dass sie nicht durchgeführt worden

sind, können wir unmöglich lediglich dem bösen Willen aller Mehrheitsvölker Europas zuschreiben. Wir werden vielmehr nach den Gründen suchen müssen, welche tatsächlich ihrer Durchführung hindernd im Wege stehen.

Wenn die Volkszugehörigkeit die kulturelle Betätigung als Sondergebiet für sich in Anspruch nimmt, so muss diese Betätigung auf einer Ebene erfolgen, die sich mit der des Staates und seiner Interessen überhaupt nicht schneidet; das heisst, das nationale Interesse muss auf das kulturelle Gebiet beschränkt, das staatliche Interesse vom kulturellen Gebiete gelöst werden. Tatsächlich aber müssen wir sehen, dass die nationale Scheidelinie in alle Gebiete der staatlichen Betätigung hineingezogen wird: das mit einer immer grösseren Zielsicherheit der Staatsgedanke zu einem nationalen Gedanken gemacht wird. Dank dieser Durchsetzung des Staatsgedankens mit der nationalen Ideologie, ist dem Bürger der nationalen Minderheit die restlose Hingabe an den Staatsgedanken unmöglich gemacht, und es ist andererseits den Vertretern der Mehrheit im Staate nicht zuzumuten, dass sie ernsthaft daran glauben sollen, dass die Angehörigen eines fremden Volkstums ihre nationalen Ideale und somit ihre staatlichen Ideale mitempfinden könnten. Der Vertreter einer nationalen Minderheit sollte normalerweise, wenn ihm auf kulturellem Gebiete volle Freiheit gewährt wird, mit gleichem Ernste und mit gleicher Inbrunst an dem Gedeihen seines Staates, an der Aufrechterhaltung der Ordnung, am wirtschaftlichen Gedeihen, an der Geltung des Staates im Auslande interessiert sein. Aber in dem Augenblick, wo man ihm sagt, dass die Polizei, welche die Ordnung aufrecht erhält, eine nationale Polizei sei, dass die Wirtschaft, um deren Hebung der Staat bemüht ist, nur die eines bestimmten Volkstums sei, dass die Achtung, die sich der Staat erwirbt, nur den Angehörigen einer Nationalität gilt, wird die ganze Staatlichkeit der Minderheiten zur Unwahrhaftigkeit. Ich sehe keinen anderen Weg zu einer Lösung der bestehenden Gegensätze und zu einer Erzielung friedlicher Zusammenarbeit verschiedener Völker in einem Staate, als den der Trennung des Staates von der Nationalität, als den einer Ausschaltung des Begriffes „Nationalstaat".

Als vor einigen Jahren in Ausführung des Prinzips der Selbstbestimmung in einzelnen Gebieten Abstimmungen über die Zugehörigkeit zu diesem oder jenem Staate stattfanden, da haben

in sehr hohem Masse die Angehörigen des einen Volkstums für ihr Verbleiben im Staate des anderen Volkstums gestimmt. Es zeigte sich, dass auch heute noch faktisch die nationalen Interessen mit den staatlichen nicht automatisch zusammenfallen. In der Tat, als die Wanderungen der Völkerschaften in die Fremde begannen und jene Buntheit geschaffen ward, die uns heute so grosse Schwierigkeiten macht, da gab es den nationalstaatlichen Begriff nicht. Der dynastische Staat als solcher war durchaus anational. Erst von dem Augenblicke an, als die Dynastie aufhörte, Träger des Staatsgedankens zu sein und an ihre Stelle dass Volk trat, da hat man, um diesem Volksbegriff eine stärkere Realität zu verleihen, den nationalen Gedanken in den Staatsbegriff hineingetragen. In allen modernen Verfassungen aber finden wir die unzweifelhafte Festlegung, dass Träger der staatlichen Souveränität die Gesamtheit der Staatsbürger darstellt und in dem Augenblicke, wo diese Gesamtheit national nicht völlig geschlossen ist, kann der Staatsgedanke nicht mehr auf ein einzelnes Volkstum festgenagelt werden. Wir müssen uns wieder daran gewöhnen, dass der Staat als solcher ein anationaler Begriff ist. Und das können wir rechtlich nur in der Form durchführen, indem wir rechtens dem Staate nur solche Zwecke zusprechen, die ausserhalb des nationalen Interessenkreises liegen. So wie wir die religiöse Gewissensfreiheit erst mit dem Augenblicke durchsetzen, wo wir den Begriff der Staatsreligion abschafften und eine völlige Sicherheit für die religiöse Freiheit erst in einer Trennung von Staat und Kirche sehen, so müssen wir, um die nationale Freiheit durchzusetzen, zunächst den Begriff der nationalen Staatskultur eliminieren und an deren Stelle die Freiheit jeder nationalen Kulturpflege im Staate setzen, um im Endziel eine Trennung des Staates von der Kulturpflege überhaupt zu erzielen.

Meine Herren, der Gedanke, dass für eine Durchführung einer vollen nationalen Freiheit eine anationale Konstruktion des Staatsgedankens unbedingte Voraussetzung ist, dass der Träger der Staatsgewalt das politische Volk und nicht das ethnische Volk darstellt, ist nicht nur von mir, sondern noch kürzlich auch in der Schrift von A. Senior über Minderheiten und internationales Recht ausgesprochen worden. Man hat aber geglaubt, diese Forderung auf die sogenannten Nationalitätenstaaten beschränken zu müssen, während man den Staaten, in denen

verhältnismässig wenig, oder gar keine nationalen Minderheiten leben, die alte nationalstaatliche Ideologie belassen will. Meine Herren, ich halte eine derartige Halbheit für ganz besonders gefährlich. Solange die nationalstaatliche Konstruktion überhaupt beibehalten, ideologisch und rechtlich ausgenutzt wird, solange wird der Nationalitätenstaat sich niemals damit zufrieden geben können, von diesem Ideal ausgeschlossen zu sein. Ebenso wie heute die mit den Schutzverträgen gebundenen Staaten sich als deklassiert empfinden, so wird der Nationalitätenstaat sich gegenüber seinen glücklicheren Kollegen rechtlich benachteiligt fühlen. Und er wird bemüht sein, durch die schärfsten Massnahmen der Entnationalisierung seiner Bürger sich vom Nationalitätenstaate zum Nationalstaat herauszuarbeiten. Und auch die Minderheiten werden durch eine solche Klassifizierung in eine unmögliche Lage gebracht, indem die einen geschützt werden und ein Recht erhalten, während die anderen bestraft werden, nur weil sie einen zu kleinen Prozentsatz in ihrem Staate ausmachen. Sie werden also bemüht sein, diesen Staat zu verkleinern um ihren Prozentsatz wachsen zu lassen. Und dann vergessen Sie nicht eins: die Loslösung des Staatsbegriffs von der nationalen Idee bedeutet nicht nur eine Beschränkung der staatlichen Aufgaben, sondern zugleich die Anerkennung einer zweiten Gemeinschaft neben der staatlichen, d. i. die nationale Gemeinschaft der Kultur. In dem Augenblick, wo die Kulturpflege aus dem staatlichen Rahmen herausgehoben wird, wird sie zur Aufgabe einer überstaatlichen Gemeinschaft. Und diese überstaatliche Gemeinschaft, sie wird dann die eigentliche und alleinige Trägerin des nationalen Gedankens. Das kann sie nur sein, wenn sie überall von jeder staatlichen Gebundenheit, von jeder staatlichen Zielsetzung befreit wird. Die Minderheit, die im Nationalitätenstaate kulturell freigeworden ist, kann eine Kulturgemeinschaft aber nicht aufnehmen mit Volksgenossen, deren kulturelle Arbeit staatlich gebunden ist, weil sie sonst wirklich zweien Herren diente und sich einem fremden Staatszwecke zur Verfügung stellte. Gerade wir aber, die wir im Kampfe für die Güter unseres Volkstums stehen, wir müssen verlangen, dass auch wir mit als Vertreter unserer Nationalität angesehen werden. Wir können nicht zugeben, dass lediglich die im Nationalstaat vereinigten Volksgenossen als wahre Deutsche, Polen, Slovenen oder Tschechen angesehen werden.

Und ist denn das Opfer wirklich so gross, das wir von den Staaten, in denen Volkszugehörigkeit und Staatsangehörigkeit zum grössten Teil zusammenfallen, verlangen, wenn wir auch ihnen die nationalstaatliche Konstruktion absprechen?

Vor allem ist das insofern überhaupt kein Opfer, als auch die ernsthafte Rechtswissenschaft von heute die Staatskonstruktion auf der Grundlage des ethnischen Volkes an Stelle des politischen gar nicht kennt. Die Gefahr liegt nur darin, dass die aussenrechtliche Ideologie die Begriffe Volkstum und Staat immer mehr zusammenwirft und dadurch zu Irrtümern Anlass gibt. Auf solchem Wege entstehen so verhängnisvolle Verwechslungen, wie sie Herrn Mello-Franco bei seiner Definition der Ziele der Minderheitenschutzvertretung unterlaufen sind. Wir wollen und können der nationalen Mehrheit innerhalb des Staates das Recht nicht nehmen, ihren Einfluss im Staat auch im Sinne ihrer nationalen Ideologie auszuüben. Wohl aber können wir einem Staate das Recht bestreiten, sich als die nationale Vertretung des Volksgedankens zu proklamieren. Wir dürfen verlangen, dass als echte nationale Repräsentation nur die Gesamtheit der zu einem Volkstum gehörenden Menschen anerkannt werde, unabhängig davon, in welcher Staatsgemeinschaft sie stehen. So teilt sich dann die Bevölkerung Europas in zwei Gemeinschaften, die von verschiedenartigen Merkmalen ausgehen, auch verschiedene Zielsetzungen haben müssen, die staatliche Gemeinschaft, deren Zielsätze sich aus dem Zusammenleben auf einem staatlich geschlossenen Territorium ergibt, und die Volksgemeinschaft, die an der Pflege und Entwicklung einer gemeinsamen nationalen Kultur arbeitet.

Und noch ein Weiteres:

Wenn heute so viel von einer Krise des Parlamentarismus und des Staatsgedankens überhaupt gesprochen wird, so glaube ich, dass der Ausweg aus dieser Krise nicht von einer noch zu findenden, oder nachzuahmenden Staatsform zu erwarten ist, sondern dass vielmehr diese Krisis begründet ist in einer unerhörten Belastung des Staates mit allzu verschiedenartigen Aufgaben, denen weder ein Einzelmensch, noch eine beständige Gemeinschaft gerecht werden kann. Es gibt gewiss eine ganze Reihe von Aufgaben, die dem Staat entzogen werden können.

Aber die erste solcher Aufgaben ist gewiss die der Kulturpflege. Die einheitliche Kulturpolitik, die auf dem Wege des Mehrheitsbeschlusses bestimmt wird, bedeutet ganz gewiss nicht

nur eine Unterdrückung der unter diese Schablone fallenden Minderheiten, sondern sie bedeutet auch die Vergewaltigung der kulturellen Persönlichkeit überhaupt, deren Entwicklung unserem geistigem Leben erst den wahren Reichtum und die echte Tiefe verleiht. Und haben wir nicht in einem der kulturell am höchsten stehenden Länder, in England, bereits heute schon eine fast völlige Trennung von Staat und Kulturpflege?

Die angelsächsische Freiheit des Schulwesens hat dahin geführt, dass unter diesem Regime eine Minderheitenfrage, wie sie auf dem Kontinent besteht, überhaupt nicht gross werden könnte.

Man hat zuweilen behauptet, die Minderheitenunterdrückung sei eine Folge des kapitalistischen Systems, das in sich nationalistisch-imperialistische Tendenzen trage, aus denen auch die Ansätze zu immer neuen Kriegen entstehen. Meine Herren, der Imperialismus des Mittelalters beruhte auf dem Bedürfnis der Dynastien nach einer Erweiterung ihrer Macht und ihres Besitzes. Der Imperialismus des modernen Staates – mag er nur auf dem Kapitalismus beruhen oder nicht – drapiert sich mit der nationalen Ideologie. In dem Augenblicke, wo Sie den Staatsbegriff auf den ganz nüchternen Boden einer Gemeinschaft von Bürgern stellen und alle dem Gefühlsleben nahestehenden nationalen Ideologien aus dem Staate herausnehmen und einer über-staatlichen Kulturgemeinschaft übertragen, die keinesfalls über Waffen und Kriegsmittel verfügt, nehmen Sie dem kriegerischen Imperialismus seinen stärksten Rückhalt.

Die Aufgabe des neuen Rechtes, das wir suchen, ist es zu verhindern, dass die beiden Gemeinschaften, die Volksgemeinschaft und die Staatsgemeinschaft, deren Umrisse schon heute klar zu erkennen sind, reibungslos nebeneinander arbeiten und einander stützen. Jeder Gewissenskonflikt zwischen nationalen und staatlichen Pflichten muss unter allen Umständen vermieden werden. Wir wollen die Augen nicht davor verschliessen, dass ein solcher Gewissenskonflikt nicht ausgeschlossen werden kann, solange wir die Möglichkeit europäischer kriegerischer Verwicklungen nicht bestreiten können. Es ist klar, dass in solchem Augenblicke die staatliche Pflicht in den Vordergrund zu treten hat. Es ist aber auch klar, dass dadurch dem nationalen Gewissen schwere und unheilbare Wunden geschlagen würden. Erst ein geeintes Europa schliesst die Mög-

lichkeit solcher Konflikte aus. Gerade solch einem geeinten Europa aber scheint mir die Lösung von Staat und Nationalität den Weg zu bereiten. Wenn die Staatsgemeinschaften in den Wettbewerb untereinander, ohne die ewige Aufreizung des nationalen Machtgedankens treten, so schaffen die überstaatlichen, rein geistigen Volksgemeinschaften eine Umklammerung über die staatlichen Grenzen weg, die mit der Zeit jeden Gedanken eines europäischen Krieges als Unnatur kenntlich machen muss. So darf ich die hier versammelten aussenstaatlichen Volksgemeinschaften mit besonderer Genugtuung als Grundpfeiler für den kommenden Bau eines befriedeten Europas begrüssen. Lassen Sie uns an die Arbeit gehen, um aus einer harten und armen Zeit, die aber reich an neuen Gedanken und Problemen ist, hinüberzugehen in eine neue Zeit, die die Entwicklung solcher Gedanken bringen muss.

Aus der Rede Dr. Jan Kaczmarek.

Nachdem der Präsident meldete, dass Graf Sierakowski, der Vertreter der polnischen Gruppe zu seinem grössten Bedauern nicht erscheinen konnte, sprach im Namen der polnischen Gruppe Dr. Jan Kaczmarek u. A.:

Volkstumsinteressen können allzuleicht Staatsinteressen berühren. Ganz gleich, ob im günstigen oder ungünstigen Sinne. Als Volksreste eines in seiner Mehrheit staatlich gebundenen Volkes stehen wir immer im Verdacht der Sympathie zu unserem Mutterstaat, die das Staatsinteresse unseres Siedlungsstaates an zweite Stelle rückte. Wir müssen alles tun, um diesen Verdacht zu entkräften. Ganz besonders aber, wenn wir am Anfang unserer Bewegung stehen. Je jünger eine Idee, desto grösserem Misstrauen begegnet sie. Andererseits müssen wir aber auch von unserem Siedlungsstaate verlangen können, dass er uns unser Streben nach einem *Nebeneinander* mit den Mitbürgern des Mehrheitsvolkes mit allen Mitteln, die ihm zur Verfügung stehen, ermöglicht. Wir unsererseits werden beachten, dass unser Programm niemals die Souveränität des Staates irgendwie anrührt. Wir wollen unsere *kulturellen* Interessen mit

den *Staatsinteressen* unseres Siedlungsstaates unbedingt in Einklang bringen: Das ist das Wesen des Minderheitsrechtes, sein Inhalt ist die Wahrung unserer kulturellen Eigenart. Wir wollen die Kinder eines neuen Freiheitsbegriffes werden. Die vergangenen Jahrhunderte kannten nur den Freiheitsbegriff des Herrschers, bezw. des Kriegers. Nach der Ideologie des Kriegers aber sind wir, staatliche Minderheiten, nur Gefangene oder Beherrschte und können nichts anderes wollen, als an die Stelle des Beherrschtwerdens das Herrschen zu stellen. Aber wir wollen doch die Vermeidung des Krieges, die Befriedung Europas; und das erreichen, heisst den Begriff des freien Menschen nicht gleichzusetzen mit staatlicher Herrschaftsteilnahme des politisch interessierten Menschen. Gleichwie die liberale Revolution nicht an Stelle der Herrschaft der Adelsklasse die Herrschaft des Bürgertums setzt, ihr Programm war doch die Verlangung des Mitbestimmungsrechts, so auch wollen wir die Gleichberechtigung für unsere kulturellen Ideen mit denen des Mehrheitsvolkes. Wir wollen also nicht Herrschaft, aber menschliche Freiheit oder Gleichberechtigung.

Ob nun die Einen von uns die Selbstverwaltung wünschen, die Andern Mitbestimmungsrecht, Alle von uns denken in den Kategorien, wie ich sie oben dargelegt habe. Trotzdem die polnischen Gruppen die kulturelle Autonomie nicht unbedingt annehmen, so denken sie doch, dass auch das Mitbestimmungsrecht, die Mitverwaltung einen guten Weg zur Sicherstellung ihrer kulturellen Interessen darstellt.

Die Begrüssungsrede des Abgeordneten Dr. Motzkin.

Sehr geehrter Kongress!

Ich habe Ihnen einen Gruss zu übermitteln seitens der jüdischen Minderheiten, die hier vertreten sind, der Minderheiten aus Polen, Litauen, Lettland, Tschechoslovakei und Bulgarien, sowie aus einigen Ländern, die hier nicht vertreten sind. Sie alle entbieten Ihnen den wärmsten Gruss und den Wunsch, dass diese Tagung in Harmonie und in schöpferischer Arbeit verlaufen möge.

Wir gestatten uns deswegen Ihnen den Gruss zu entbieten, obwohl wir nicht neu am Kongress erscheinen, sondern bereits seit dem letzten Mal mit Ihnen zusammenarbeiten, weil wir uns als die älteste Minderheit überhaupt betrachten. Wir kennen als älteste Minderheit daher auch das Schicksal der Minderheiten überhaupt und haben daher nolens volens ein starkes Empfinden für solche Schicksale in uns ausgebildet. (Beifall).

Nun möchte ich nicht Ihre Zeit rauben und auch nicht die herrlichen Ausführungen unseres Präsidenten, der wirklich den Gegenstand in der Tiefe erfasst hat, durch Wiederholungen abschwächen, sondern ich möchte nur etwas klären, was wir von dieser Tagung erwarten, vielleicht eine kleine Nuance hinzufügen, zu dem, was hier bereits vom Präsidenten und anderen Rednern gesagt wurde.

Wir wollen zwei Dinge erreichen. Erstens einmal die Verständigung der Minderheiten unter sich selbst, eine Verständigung, nicht im Sinne eines Zusammengehens der Interessen in rein diplomatischer Art, sondern eine Verständigung im Sinne eines höheren Ideals, aus dem vielleicht manchmal auch Interessenzusammenhänge kommen mögen. Zweitens möchten wir etwas aus der Welt schaffen, das noch immer vorherrschend geblieben ist und worin wir die besondere Schwäche der Lage der Minderheiten sehen. Sie wissen, dass es heute in Europa, abgesehen von Sowjetrussland, das ja ein ganz anderes Leben führt, ca. 40 Millionen Seelen gibt, die sich zu den Minderheiten bekennen, etwa 15% der Gesamtbevölkerung Europas. Sie leben in einem gewissen Sinn in dem Bewusstsein, dass sie eine Art Belastung für den Staatsgedanken sind. Sie sind eine Last, die man in einer oder anderen Form abschütteln möchte. Diesen Begriff der Last möchten wir aus der Welt schaffen.

Wir sind selbst bei den höchsten Instanzen, die für den Frieden der Völker zu sorgen haben, nicht dazu gekommen, dieses Bewusstsein dauernd zu schaffen. Selbst in dem Moment, wo Rechte der Minderheiten vertreten werden, kommt immer der Gedanke, man müsse die Minderheiten befriedigen, damit in den Staaten Ruhe und Frieden sei. Wir aber wollen einen ganz anderen Gedanken in die Welt bringen: Man muss die Minderheiten befriedigen, damit die höchste Artentfaltung und Arterhaltung möglich sein soll. Daraus resultiert der Friede der Welt.

Aber der Friede ist eine Konsequenz aus dieser Auffassung. Da gestatten Sie mir, einige Worte über Erfahrungen aus unserer gemeinsamen Arbeit zu sagen. Unser kleiner Ausschuss, der im Laufe dieses Jahres wiederholt Gelegenheit gehabt hat zu arbeiten, war ja schon ein gewisses Beispiel für die Zusammenarbeit verschiedener Nationen. Wir haben es erlebt, dass die Mitglieder dieses Ausschusses, die Vertreter ganz verschiedener Nationen, also auch ganz verschiedener Erlebnisse, gerade durch die Zusammenarbeit einander so nahe gekommen sind, wie eben Personen verschiedener Art einander nahekommen können. Darin besteht der Unterschied. Auch wir wollen Amalgamierung in einem gewissen Sinne, Verschmelzung zu einem Ideal und dieses Ideal hat uns so zusammengehalten, dass wir direkt in freundschaftliche Beziehungen gekommen sind.

Warum ist das geschehen? Weil wir uns gegenüber dasselbe Gefühl und Empfinden hatten, das unsere eigene Person beseelt. Dieses Empfinden möchten wir auch der umgebenden Welt beibringen. Gestatten Sie mir Ihnen zu sagen: Der Nationalismus ist erst dann echt und ist erst dann ein wirklicher Nationalismus, wenn er Verständnis hat nicht für seine Nation allein, sondern zugleich für die anderen Nationen. (Beifall.) Da beginnt der Nationalismus.

Und gestatten Sie mir weiter zu sagen: Wir wollen mit der gleichen Vorsicht auch in Zukunft arbeiten, denn zu teuer ist uns das Ideal, das uns zusammenbringt, und zu schön sind die Momente, in denen wir alle miteinander harmonieren. Das gestattet uns auch, die Dinge zu besprechen, in denen sich unsere Ansichten trennen. Wir zweifeln gar nicht, dass wir noch weitere Auseinandersetzungen haben, wenn wir diejenigen Probleme aufnehmen, zu deren Erörterung wir Dank der historischen Entwicklung gezwungen sind. Den Weg der Vorsicht werden wir auch weiter gehen. Aber wir wollen noch etwas anderes ausarbeiten. Einen Sittenkodex für die Völkerfamilie, der die Beziehungen der Völker zueinander regelt, indem wir auf diesem Gebiete arbeiten und uns zwingen einander anzuhören nicht nur in unserem engen Kreise, nicht nur in unserer Exekutive, nicht nur in unserer künftigen Organisation, sondern überall in den verschiedensten Organisationen Fortschritte machen werden. Es sollen noch mehr solche Zirkel gegründet werden, wo Vertreter von verschiedenen Nationen miteinander zusammen-

kommen, nicht um demagogische Reden nach Aussen zu halten, nicht um Kämpfe gegeneinander zu führen, sondern um eine Verständigung zu erzielen. Wenn das so weiter geht, können wir sagen, dass wir wirklich der Völkerfamilie einen unschätzbaren Dienst erweisen, dass wir wirklich für den höchsten Frieden, für den Frieden, gegründet auf einer idealen Arbeit, wirken.

Die Comités.

Nachdem im Namen der neuhinzugetretenen Gruppen deren Vertreter, im Namen der Catalanen Dr. Maspons y Anglassel, sowie im Namen der russischen Minderheiten mehrerer Länder Professor Kurtschinski äusserst interessante Äusserungen taten, las der Präsident die Deklaration der ukrainischen, weissruthenischen und litauischen Delegationen aus Polen vor, laut welcher sie erklären, am Kongress wieder nur als Beobachter teilzunehmen, weil der Kongress nicht auf dem Princip des Selbstbestimmungsrechtes fusst. Hierauf kam die Reihe auf die Wahl des Präsidiums; auf Antrag Dr. Jakabffy's wurde Dr. Josip Wilfan einstimmig zum Präsidenten gewählt, zu Vizepräsidenten Dr. Géza Szüllő, Dr. Leo Motzkin, Dr. Paul Schiemann und Dr. Jan Kaczmarek. Zum Sekretär des Kongresses wurde wieder Dr. Ewald Amende gewählt. Schliesslich delegierten die einzelnen Gruppen Mitglieder und Referenten in die Comités.

Die Comités hielten am 25. und 26. August nachmittags ihre Sitzungen. Die Comités und ihre Referenten waren die folgenden:

1. Sicherung der kulturellen Entwicklungsfreiheit.

Referenten: Abg. Dr. Robinson (jüdische Gruppe) und Dr. Kaczmarek (polnische Gruppe.)

2. Regelung der Sprachenfrage.

Referenten: Abg. Dr. Besednjak (slowenisch-kroatische Gruppe) und Dr. Paul Schiemann (deutsche Gruppe.)

3. Sicherung der wirtschaftlichen Gleichberechtigung.

Referenten: Dr. Guido Gündisch (deutsche Gruppe) und Abg. Dr. Barczewski (polnische Gruppe.)

4. Sicherung des Rechtes auf die Staatsbürgerschaft.

Referenten: Dr. Elemér von Jakabffy (ungarische Gruppe) und Abg. Dr. Nurock (jüdische Gruppe.)

5. Gleichberechtigung im Wahlrecht und seiner Ausübung.

Referent: Dr. Leo Deák (ungarische Gruppe.)

6. Wege zur Regelung von Konflikten zwischen Regierungen und nationalen Gruppen.

Referenten: Dr. von Medinger (deutsche Gruppe) und Dr. Grünbaum (jüdische Gruppe.)

7. Organisationsfragen.

Referent: Dr. Flachbarth (ungarische Gruppe).

In den am 26. und 27. August abgehaltenen Kongresssitzungen trugen die Referenten ihre Referate und die Resolutionen der Comités vor, welche der Kongress nach einigen Äusserungen der Mitglieder alle einstimmig annahm.

Wichtige Resolutionen.

Der Kongress erinnert an die im Vorjahre gefasste Resolution u. zw.:

„In den Staaten Europas, in deren Grenzen auch andere nationale Volksgruppen leben, soll jede nationale Volksgruppe berechtigt sein, in eigenen öffentlich-rechtlichen Körperschaften, je nach den besonderen Verhältnissen, territorial oder personell organisiert, ihr Volkstum zu pflegen und zu entwickeln. In diesem Recht der Selbstverwaltung erblicken die Delegierten einen Weg, um in den bezeichneten Staaten die loyale Zusammenarbeit aller, der Minderheiten und Mehrheiten, reibungslos zu gestalten und um auch die Beziehungen der Völker Europas untereinander zu bessern,"

und betont dabei ausdrücklich, dass:

1. Die Konstituierung und Durchführung der national-kulturellen Selbstverwaltung bezw. des ins Lebentretens entsprechender Zweckverbände durch das Einverständnis der Minderheiten bedingt ist, in deren Willen die diesbezügliche Beschlussfassung liegt.

2. Das freie Bekenntnis des Einzelnen zu einer Nationalität und sofern ein Nationalregister angelegt wird, das Beitreten

zum Register weder bestritten noch nachgeprüft werden darf, unter strafrechtlichem Schutz stehen muss und im staatlichen Leben mit keinerlei Nachteilen für den Einzelnen oder die Gesamtheit der nationalen Gruppe verbunden sein darf.

3. Der Staat und alle Zwangskörperschaften, die aus allgemeinen Finanzmitteln Kulturaufgaben besorgen, zu dieser Selbstverwaltung kostenpflichtig sind und zwar in demselben Verhältnis wie zum Kulturleben des Mehrheitsvolkes.

*

1. Jedermann hat einen Rechtsanspruch auf eine Staatsbürgerschaft.

2. Das Staatsbürgerrecht ist ein erworbenes Recht, dessen man nur auf Grund eines eigenen Willensaktes verlustig werden kann, wobei der Willensakt auch in konkludenten Handlungen festgestellt werden kann.

3. Der Abschluss von Verträgen zwischen den interressierten Staaten, wie die Konvention von Rom, ist ein geeignetes Mittel zur Lösung der im Zusammenhang mit den staatlichen Umwälzungen akut gewordenen Probleme der Staatsbürgerschaft vieler hunderttausender, die unverschuldet um ihr Staatsbürgerrecht gekommen und dadurch oft wirtschaftlicher Gefährdung und Elend preisgegeben sind.

Die Konferenz empfiehlt daher für das Gebiet der ehemals österreichisch-ungarischen Monarchie die Ratifikation der Konvention von Rom durch die Nachfolgestaaten.

Für die übrigen Länder, in denen Gebietsveränderungen stattgefunden haben, empfiehlt sich die Einführung der auf diese Frage bezüglichen Grundsätze des Friedensvertrages von Versailles in die staatliche Gesetzgebung, bzw. deren Anwendung unter gleichzeitiger Aufhebung entgegenstehender Ausnahms- und Polizeivorschriften.

*

Der Kongress verlangt die Anwendung solcher Wahlmethoden, dass die nationalen Minderheiten in den parlamentarischen und Selbstverwaltungskörperschaften, genau entsprechend ihrer zahlenmässigen Stärke, in der Gesamtbevölkerung des Staates vertreten sind.

Künstliche Wahlkreisgeometrie, Begünstigung der Majorität und alle sonstigen Bestimmungen und Massnahmen des Wahlgesetzes, bezw. bei der Ausübung des Wahlrechtes, welche auf

die Beeinträchtigung der nationalen Minderheiten abzielen, stehen im Widerspruch mit dem Grundsatz der Gleichberechtigung.

Es liegt im Interesse der Staaten selbst und einer reibungslosen, verantwortlichen, produktiven Mitarbeit der nationalen Minderheiten an den Aufgaben des Staates, dass tunlichst jeder nationalen Minderheit eine Vertretung im Parlament und den Selbstverwaltungskörperschaften möglich gemacht wird. Insbesondere sind Änderungen des Wahlgesetzes, welche dazu führen, dass nationale Minderheiten ihre parlamentarische Vertretung verlieren, unbedingt zu vermeiden.

*

Ohne die Gleichberechtigung aller im Staate ansässigen Nationalitätsangehörigen im wirtschaftlichen Leben ist die nationalkulturelle Freiheit, die als ethisches Prinzip für die Völkerbeziehungen Anerkennung gefunden hat, praktisch wertlos. Zur vollen bürgerlichen Gleichberechtigung und zum vollen und ganzen Schutz von Leben und Freiheit gehört ohne Zweifel in erster Linie die Garantierung der gleichen rechtlichen und tatsächlichen Bedingungen im materiellen Daseinskampf. Der Staat soll keinen wirtschaftlichen Protektionismus betreiben, der die Aufgabe hat, Angehörige einer Minderheit zu benachteiligen. Der Staat als öffentlich berechtigter oder privater Arbeitsgeber darf die Angehörigen der Minderheiten nicht anders behandeln, als die Angehörigen des Mehrheitsvolkes. Die Herbeiführung von Zuständen, welche eine Abdrängung von Minderheitsangehörigen von ihrer Berufsausübung zur Folge haben, ist unzulässig. Der Staat soll nicht veranlassen und nicht dulden, dass die Existenzmöglichkeit für die einzelnen Angehörigen einer Nationalität institutiv oder praktisch unterbunden wird. Das Vermögen und die Vermögensobjekte von Angehörigen der nationalen Minderheiten geniessen den im Staate auch sonst geltenden Schutz des Privateigentums. Im bürgerlichen Recht, im Verwaltungsrecht, im Handels- und Gewerberecht, im Steuerrecht, im Bergrecht und in der sozialen und Arbeitergesetzgebung darf kein Unterschied zwischen den Angehörigen der verschiedenen Nationalitäten gemacht werden, und zwar weder bei der Zielsetzung noch bei der Durchführung. Dasselbe gilt für wirtschaftliche Reformen, insbesondere für Agrarreformen, wobei zu fordern ist, dass die Bodenständigkeit der Minderheiten nicht erschüttert wird. Auch soll unter gar keinen Umständen eine solche Reform ökonomische Schwächung

der Minderheiten zur Folge haben. Bei Regelung wirtschaftlicher Fragen, welche im wesentlichen gerade die Angehörigen von Minderheiten als geschädigte betreffen, sollen nicht durch Spezialgesetzgebung rechtlich Ausnahmszustände herbeigeführt werden, welche zu den allgemeinen Grundsätzen des materiellen und prozessuellen Rechtes in Widerspruch stehen.

Beispielsweise sollen bei allen Betätigungen des Staates als Unternehmer, bei allen Monopolen, so besonders bei Post und Eisenbahn, die Interessen der Minderheitsangehörigen Berücksichtigung finden. Wo der Staat auf dem Gebiet des Ackerbaus, des Handels, des Gewerbes und der Industrie oder in anderen Berufen Konzessionen und Lizenzen gewährt, Kredite, Unterstützungen oder Benachteiligungen austeilt, sollen die Nationalitäten gleichmässig behandelt werden. Wo der Staat durch die Errichtung öffentlich-rechtlicher Korporationen Einfluss auf die Privatwirtschaft nimmt, wo der Staat unmittelbar in die freie wirtschaftliche Betätigung durch die Errichtung von Zwangsorganisationen eingreift, muss die Wirtschaft der Nationalitäten entsprechende Beachtung finden. Auch bei der Festsetzung der gesetzlichen Arbeits-Ruhetage ist eine wirtschaftliche Schädigung von Angehörigen einer nationalen Minderheit zu vermeiden. Die Aufforderung zum wirtschaftlichen Boykott von Minderheitsangehörigen soll strafgesetzlich verfolgt werden. Was die Agrarreform anbelangt, so ist namentlich hervorzuheben, dass bei der Enteignung und bei der Zuteilung von Grund, von Häusern und von Pachtungen, die zu einer Minderheit gehörigen Staatsangehörigen keine unterschiedliche Behandlung erfahren sollen. Die Entschädigungsart der enteigneten Grundbesitzer darf nicht zu einer Verschiebung der Vermögensverhältnisse zu Ungunsten der Minderheit führen.

Zur Vermeidung, bezw. möglichsten Einschränkung dieser und ähnlicher wirtschaftlichen Benachteiligungen empfiehlt der Kongress 1. die Schaffung genau detaillierter Normen in allen wirtschaftlichen Vorschriften des Staates; 2. eine angemessene Beteiligung der Nationalitäten in der Leitung staatlicher und offizieller ökonomischer Körperschaften und Unternehmungen; 3. den Ausbau eines wirtschaftlichen Rechtsschutzes.

•

I. Der Kongress beschliesst, dass im Jahre 1927 ein dritter Kongress stattfinden soll und entsendet zur Vorbereitung

desselben ein vorbereitendes Komité, bestehend aus den Herren: Dr. Wilfan, Dr. F. Maspons Y Anglassel, Dr. Motzkin, Dr. Schiemann, Graf Sierakovsky und Geza von Szüllö. Jedes Mitglied des Komités ist berechtigt, sich vertreten zu lassen. Dem vorbereitenden Komité, das auch den genauen Zeitpunkt der nächsten Tagung bestimmen soll, wird ein geschäftsführender Sekretär zugeteilt, dessen Sitz und Arbeitskreis festzustellen, der Ausschuss berufen ist.

II. Neben den Vorarbeiten für den nächsten Kongress, wird es die Aufgabe des geschäftsführenden Sekretärs sein, über die wichtigsten Ereignisse der Minderheitenbewegung ein monatlich in französischer und deutscher Sprache erscheinendes Bulletin herauszugeben. Die Richtlinien für das Bulletin sind vom vorbereitenden Komité festzustellen.

III. Zwecks genauerer Feststellung der Zahl und der Situation der Minderheiten wird eine Enquête veranstaltet und die am Kongresse vertretenen Gruppen werden ersucht, bei dieser Arbeit dem vorbereitenden Komité tatkräftigst beihilflich zu sein.

Referat Dr. Jakabffy's über Sicherung des Rechtes auf die Staatsbürgerschaft.

Als die siegreichen Grossmächte nach dem Weltkriege den meisten mitteleuropäischen Staaten neue Grenzen bestimmten, sogar völlig neue Staaten gründeten oder Staaten in's Leben riefen, die schon lange vorher ihre Unabhängigkeit einbüssten, mussten sie auch darüber Verfügungen treffen, welche Personen in diesen neuen oder vergrösserten Staaten Anspruch auf Zuständigkeit und Staatsbürgerschaft haben sollen. Zum Teil enthalten die Friedensverträge diese Bestimmungen, zum Teil aber jene Verträge, die eben zum Schutz der nationalen Minderheiten zwischen den verbündeten und assoziierten Hauptmächten und den einzelnen Staaten abgeschlossen wurden.

Dass die Art und Form der Regelung der Zuständigkeits- und Staatsbürgerschaftsfrage zu Beschwerden der nationalen Minderheiten Anlass geben kann, beweist eben jene Tatsache, dass die Grossmächte durch die im Interesse der nationalen Minderheiten abgeschlossenen Verträge, diesbezüglich den Gesetzgebungen der einzelnen Staaten Schranken aufzustellen bestrebt waren.

Wenn wir die diesbezüglichen Verordnungen der Friedens-

verträge und der Verträge zum Schutze der nationalen Minderheiten einer näheren Untersuchung unterziehen, so können wir feststellen, dass die Verfasser dieser Bestimmungen bestrebt waren, die Regelung dieser Fragen möglichst zu vereinfachen. Dies beweisen jene Verträge, die am 10. September 1919 mit der Tschechoslovakei, dann auf derselben Grundlage mit dem Serbisch-Kroatisch-Slovenischen Staat und am 9. Dezember mit Rumänien abgeschlossen wurden, ebenso die Texte der mit Österreich in Saint Germain en Laye und mit Ungarn in Trianon abgeschlossenen Friedensverträge, die durchwegs bestimmen und betonen, dass *ohne jede Formalität* alljene Personen als Staatsbürger anzuerkennen sind, die entsprechend der getroffenen Vereinbarungen Anspruch darauf haben.

Konnten sich jemals die Persönlichkeiten, die in diese Verträge den Satz „ohne jede Formalität" aufnahmen, denken, dass in Mitteleuropa gerade die Fragen der Zuständigkeit und Staatsbürgerschaft für Hunderttausende zu einer Angelegenheit werden, die fast durchwegs durch Formalitäten sie heimatlos macht?

Ganz genau kennen wir noch heute nicht die Geschichte jener Verhandlungen und Beratungen, deren Ergebnis einzelne Paragraphe der Friedens- und Minderheitsschutzverträge sind. Auffallend ist für jeden Fall jener Umstand, dass der Text der zur Regelung der Zuständigkeits- und Staatsbürgerschaftsfrage bestimmten Paragraphen in den einzelnen Verträgen nicht gleichlautend ist. Es gibt sogar Fälle, wie zum Beispiel bei Rumänien, wo der Trianoner Vertrag und der diesbezügliche Minderheitsschutzvertrag ganz entgegengesetzte Bestimmungen enthält.

Laut Kapitel 61 des Trianoner Vertrages anerkennt Rumänien als rumänische Staatsbürger jene Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Vertrages auf einem Ort *Zuständigkeit* besassen, der jetzt zu Rumänien gehört. Dagegen bestimmt der Minderheitsschutzvertrag vom 9. Dezember 1919 im Kapitel 3 und 4, dass Rumänien alljene Personen als rumänische Staatsbürger anerkennt, die zur Zeit des Inkrafttretens des Vertrages auf irgend einem Ort, der jetzt zu Rumänien gehört, ihren *ständigen Wohnsitz* haben, in diesem Ort geboren wurden, und zwar von ständig hier wohnenden Eltern, auch wenn sie selbst zu dieser Zeit ihren ständigen Wohnsitz anderswo haben.

Die verschiedenen Dispositionen der beiden Verträge geben

der rumänischen Regierung bei der gesetzlichen Regelung dieser Frage die Möglichkeit, zu entscheiden, nach einer dieser Bestimmungen sich zu halten, entweder nach der des Friedensvertrages oder nach der des Minderheitsschutzvertrages. Das Gesetz vom 24. Februar 1924 nahm die Bestimmungen des Ersteren als Richtschnur, der die *Zuständigkeit* zu ihrer Grundlage hat. Es ist vielleicht überflüssig zu betonen, dass die Zuständigkeit zu beweisen schwerer ist, als den ständigen Wohnsitz.

Äusserst interessant und auffallend ist jener Umstand, dass die Kapitel 3 und 4 der Minderheitsverträge, die am 10. September 1919 von der Tschechoslovakei und Jugoslavien unterzeichnet wurden, noch von „Wohnsitz oder Zuständigkeit" sprechen, wogegen der von Rumänien am 9. Dezember 1919 unterzeichnete Vertrag nur mehr des „Wohnsitzes" Erwähnung macht.

Weiterhin behandelt der Trianoner Friedensvertrag einerseits Rumänien, andererseits die Tschechoslovakei und Jugoslavien anders. Es macht den Letzteren im Kapitel 62 ein Zugeständnis, indem es ihnen überlässt, ob sie jenen Personen, die ihre Zuständigkeit nach dem 1. Jänner 1910 erreichten, die Staatsbürgerschaft gewähren wollen oder nicht.

Der mit der Tschechoslovakei und mit Jugoslavien abgeschlossene Minderheitsvertrag enthält diese Ausnahme schon nicht mehr.

Wenn wir diese Unterschiede in Betracht ziehen, weiterhin bedenken, auf welch' grosse Schwierigkeiten die Feststellung der Zuständigkeit stösst, so werden wir es als selbstverständlich finden, dass die Regierungen der daran interessierten Staaten bereits im Jahre 1922 in Rom in der Frage der Staatsbürgerschaft ein Übereinkommen trafen, worin sie sich darüber einig wurden, dass in umstrittenen Fragen der Staatsbürgerschaft ein dreigliederiges, gewähltes Schiedsgericht die Entscheidung treffen soll, in welches Gericht die betreffenden Staaten je einen Delegierten entsenden, die dann einen gemeinsam gewählten Präsidenten berufen. Für den Fall, dass sie sich in der Person des Präsidenten nicht einigen können, entsendet der schweizerische Bundespräsident einen aus den nichtinteressierten Staaten stammenden Präsidenten. Diese Konvention war unumgänglich notwendig, wenn die Machtfaktoren Europa's einen Zustand vermeiden wollten, in welchem tausende und abertausende Perso-

nen ohne entschiedener Staatsbürgerschaft, ihrer elementarsten Rechte beraubt, leben.

Und dennoch, wie selbstverständlich auch das Zustandekommen dieser Konvention war, wurde sie bis zum heutigen Tag noch von keinem Staat ratifiziert. Und zwar deswegen, um sich bei der Regelung dieser Fragen freie Hand zu behalten, um die Frage der Staatsbürgerschaft und der Zuständigkeit zu einer ausschliesslich internen Angelegenheit zu machen und dadurch sich die Möglichkeit zu belassen, jene Verpflichtungen, die sie in den Friedensverträgen und in den Minderheitsschutzverträgen übernahmen, ausser Achtung lassen zu können.

Die einzelnen Staaten regelten die Frage der Staatsbürgerschaft, beziehungsweise der Zuständigkeit in ihren Verfassungsgesetzen oder durch spezielle Gesetze. Wenn wir diese einzelnen Gesetze und ihre praktischen Ergebnisse einer näheren Untersuchung unterwerfen, müssen wir traurig feststellen, dass ein Teil dieser Staaten die Frage der Staatsbürgerschaft und der Zuständigkeit gesetzlich in einer Form regelte, die für die nationalen Minderheiten schädlich ist.

Das rumänische Gesetz vom 24. Februar 1924 zum Beispiel, das wie wir bereits erwähnten, bei der Entscheidung dieser Frage nicht den Minderheitsschutzvertrag sondern den Friedensvertrag als Grundlage benützte, und demzufolge die Erreichung der Staatsbürgerschaft von der Gemeindezuständigkeit abhängig macht, erschwert die Erlangung derselben noch dadurch, dass es die Zuständigkeit zum Zeitpunkt des 1. Dezember 1918 bindet, (Paragraf 56) wodurch einer grossen Masse der ungarischen Minderheit die Möglichkeit genommen wurde, ihre ungarische Staatsbürgerschaft in eine rumänische umzuwandeln.

Dieser Zeitpunkt fällt nämlich in eine Zeit, wo man noch entsprechend der ungarischen Gesetze das Staatsbürgerrecht erlangen konnte und musste. Dem ungarischen Gesetze nach war zur Erlangung der Gemeindezuständigkeit unumgänglich notwendig, in jener Gemeinde einen vierjährigen ständigen Wohnsitz nachzuweisen und den Beweis über den Beitrag zu den Gemeindelasten zu liefern.

Am 1. Dezember 1918 hatten und konnten also nur alljene ihre Gemeindezuständigkeit nachweisen, die vorhergehend vier Jahre hindurch dort ihren ständigen Wohnsitz hatten und den Beweis ihres Steuerbeitrages liefern konnten. Aber die vier Jahre

vor dem 1. Dezember 1918 verbrachte ein grosser Teil der männlichen Bevölkerung, nach welcher sich doch die Zuständigkeit der übrigen richtet, an den Kriegsschauplätzen, behielten so keinen ständigen Wohnsitz, waren andererseits aber eben durch den Kriegsdienst von der Tragung der Gemeindelasten enthoben. Alle diese können also ihre Gemeindezuständigkeit per 1. Dezember 1918, beziehungsweise ihr Recht zu dieser Zuständigkeit nicht nachweisen, was dann zur Folge hat, dass sie laut dem rumänischen Gesetze auch keine rumänische Staatsbürgerschaft erlangen können, ihre ungarische Staatsbürgerschaft aber verloren sie in Trianon.

Es lebt in Rumänien eine grosse Zahl männliche ungarische Jugend, die irgendwo am Gebiete des heutigen Ungarns geboren wurde, aber bereits in ihren Kinderjahren auf das heutige rumänische Gebiet gezogen ist. Jene wohnen also bereits seit vielen Jahren hier, gründeten hier ihre Familien, dennoch können viele von diesen das rumänische Staatsbürgerrecht nicht erlangen, da sie zufällig nach dem Jahre 1890 geboren wurden und so im Jahre 1914 noch minderjährig waren. Dadurch konnten sie für den 1. Dezember 1918 noch nirgends eine Gemeindezuständigkeit erreichen, da ihre Väter etwa noch vor dem 1. Dezember 1918 verstorben sind oder garnicht auf rumänischem Gebiete wohnen, noch gewohnt haben.

Weiterhin konnte noch eine grosse Zahl der Witwen die rumänische Staatsbürgerschaft nicht erreichen, da sie während des Krieges 1914—1918 keine Steuer bezahlten.

Hiemit wiesen wir nur einige Fälle der Folgeerscheinungen des rumänischen Staatsbürgerschaftsgesetzes nach.

In der Tschechoslovakei regelt das Grundgesetz Nr. 236 vom Jahre 1920 die Frage der Staatsbürgerschaft. Wie wir bereits erwähnten, bestimmt der Paragraph 62 des Trianoner Vertrages, dass jene Personen, die nach dem 1. Jänner 1910 auf dem Gebiete des tschechoslovakischen Staates ihre Zuständigkeit erreichten, nur dann die tschechoslovakische Staatsbürgerschaft erlangen können, wenn entsprechend den Umständen der tschechoslovakische Staat ihnen dies gewährt. Das genannte tschechoslovakische Gesetz bestimmt einfach, dass nur jenen die Zuständigkeit anzuerkennen ist, die dies bereits vor dem 1. Jänner 1910 erreichten und zwar durch Abstammung, Ehe, Ansiedlung, das heisst vierjähriger ständiger Wohnsitz und Nachweis des

Beitrages zu den Gemeindelasten, sowie durch Aufnahme in den Gemeindeverband.

Diese Bestimmungen des Gesetzes wurden durch Rechtsanwendung verschärft, dass der Nachweis des Beitrages zu den Gemeindelasten während der ganzen Zeit der vier Jahre gefordert wurde, wogegen die alte ungarische Rechtsanwendung, die die Interpretation des Gesetzes Nr. XXII vom Jahre 1886 ist, dies in diesem Masse nicht erfordert, sondern sich mit einem einfachen Beitrag begnügt. Die Entscheidung des höchsten tschechoslovakischen Verwaltungsgerichtshofes vom 6. Oktober 1923 lautet: „durch die Erfüllung der Bestimmungen des Paragraphen 10 des Gesetzes XXII—1886 erreicht eine in einer Gemeinde einziehende Person in jener Gemeinde ipso jure noch nicht das Recht der Zuständigkeit; sie kann diese Zuständigkeit nur dann erreichen, wenn die Gemeinde ausdrücklich erklärt, jene Person in ihren Gemeindeverband aufnehmen zu wollen."

Wie weit diese Bedingung dem Prinzipe, das die Verfasser der Friedensverträge und der Minderheitsschutzverträge zum Ausdruck bringen wollten, widerspricht, beweist uns am besten jene Erklärung des slovenischen Ministers Dr. Ivan *Dérer*, wonach: „jene Entscheidung des Verwaltungsgerichtshofes erschüttert in ihrer Grundlage das Staatsbürgerrecht vieler zehntausender friedlicher Bürger der Slovakei und Karpathorusslands, da eine solch' akzessorische Zuständigkeit nachzuweisen und aufzuweisen, dass nämlich die betreffenden Personen, ihre Väter oder Grossväter ausdrücklich in einem Gemeindeverband aufgenommen wurden, nur ein ganz geringer Teil der Bevölkerung der Slovakei können wird."

Wohin eine solche Gesetzesdeutung führt, zeigen uns traurige Beispiele in der Tschechoslovakei.

Personen, die seit 25 Jahren an einem Orte wohnen, seit 21 Jahren Hausbesitzer und folglich Steuerzahler sind, ja sogar 15 Jahre im Staatsdienst waren, wurden ihrer Staatsbürgerschaft verlustig erklärt, ebenso wie die Arbeiter, da die meisten nicht einmal die Zuständigkeit ihrer Väter nachweisen können.

In den neuangeschlossenen Gebieten Jugoslaviens ist die Frage der Staatsbürgerschaft gesetzlich noch nicht geregelt. Hier sind also allein die Paragraphen 61 und 62 des Trianoner Vertrages massgebend, wonach jene Personen unbedingt als Staatsbürger des S. H. S. Staates zu betrachten sind, die bereits

vor dem 1. Jänner 1910 dort Zuständigkeit erreichten, alle übrigen nur für den Fall, wenn sie dazu entsprechend der Umstände, vom Staate die Zustimmung erhalten.

Dementsprechend müssen die betreffenden Personen auf administrativem Wege den Nachweis liefern, dass sie am 1. Jänner 1910 bereits in den neu angeschlossenen Gebieten Jugoslaviens ständigen Wohnsitz und Zuständigkeit hatten, diese auch behielten und für keinen fremden Staat optierten.— All diese Nachweise auf administrativem Wege zu erbringen ist sehr schwer, da die Beschaffung jeder einzelnen Angabe mit vielen Schwierigkeiten und Spesen verbunden ist.

Wenn schon in jenen Staaten, wo die Minderheitsverträge berufen sind, bei der Regelung der Frage der Staatsbürgerschaft als Richtschnur zu dienen, diese doch auf solche Schwierigkeiten stösst, so sehen wir ein noch traurigeres Bild dort, wo die Staatsmacht durch Minderheitsschutzverträge nicht beeinflusst wird. Italien steht zum Beispiel auf dem Standpunkt, dass die Gewährung der italienischen Staatsbürgerschaft in einigen Fällen von der freien Entscheidung Italiens abhängt. Demzufolge wurde die Staatsbürgerschaft auch solchen Familien versagt, deren Mitglieder schon seit einigen hundert Jahren in Südtirol leben, nur deswegen, weil die betreffende Person zufällig nicht in Südtirol geboren wurde. Ebenso wurden solche Personen abgewiesen, die nirgends als in einer Gemeinde Südtirols Heimatsrecht hatten, nur, weil sie nicht dort, sondern im Auslande geboren wurden.

Leider erbrachte Italien unter Nr. 16 am 10. Jänner 1926 sogar ein Gesetz, wonach „die Gewährung der Option auf Grund der Friedensverträge jederzeit widerrufen werden kann, wenn der Optant sich wegen seines politischen Verhaltens der italienischen Staatsbürgerschaft als unwürdig erweist."

Am 31. Jänner 1926 wurde wieder ein Gesetz erlassen, wonach die italienische Staatsbürgerschaft jenen Personen entzogen werden kann, „die im Auslande eine Handlung begehen, von welcher eine Störung der öffentlichen Ordnung im Reiche, eine Schädigung der italienischen Interessen oder Verringerung des guten Namens und Prestiges Italiens zu erwarten ist, auch wenn die Tat kein Vergehen beinhalten sollte. In schwereren Fällen kann über entsprechenden Vorschlag einer Kommission mit der Aberkennung der Staatsbürgerschaft auch die Konfiskation des Vermögens verfügt werden".

Es ist zwar wahr, dass all' diese gesetzlichen Massnahmen, die die einzelnen Staaten in der Staatsbürgerschaftsfrage und in der Zuständigkeitsfrage treffen, einen allgemeinen Charakter haben, nachdem die betreffenden gesetzlichen Massnahmen auf alle auf dem Gebiete des Staates lebenden Personen angewandt werden; dennoch muss festgestellt werden, dass diese gesetzlichen Massnahmen hauptsächlich die nationalen Minderheiten besonders hart treffen, ihre Lage in einer Weise beeinflussen, wie dies die Friedensverträge und die Minderheitsschutzverträge nicht beabsichtigten.

Obwohl uns keine genauen statistischen Daten zur Verfügung stehen, so besteht darüber kein Zweifel, dass die Nachteile dieser gesetzlichen Massnahmen zum grössten Teil nur die nationalen Minderheiten zu verspüren bekommen und nur in den seltensten Fällen Mitglieder des Majoritätsvolkes.

Demgegenüber muss man immer die Feststellung der Fachmeinung Nr. 6, aus der dritten Sitzung des ständigen internationalen Schiedsgerichtes vor Augen halten, wonach „wirkliche Gleichheit herrschen muss und nicht nur die scheinbare Gleichheit der juristischen Formen. Dementsprechend muss auch die verschiedenartige Auslegung des Gesetzestextes vermieden werden."

Es scheint so, als in den letzten Monaten bei den Staatsregierungen eine bessere Einsicht Platz gegriffen hätte. In Rumänien und Jugoslavien verringerte sich die Zahl der Ausweisungen wesentlich, wir können bei der Gewährung der Staatsbürgerschaft und der Zuständigkeit einen grösseren Liberalismus merken. In der Tschechoslovakei wurde in den letzten Wochen ein neues Gesetz angenommen, das sich auf Personen bezieht, für die das Datum des 1. Jänner 1910 von grosser Bedeutung ist.

Dieses neue Gesetz betritt zwar statt der Rechtsanerkennung den Weg der Bewilligung, das Parlament akzeptierte aber einen gesetzlichen Schutz, als es aussprach, dass jene Personen, die auf Grund dieses neuen Gesetzes die Staatsbürgerschaft erreichen, so zu betrachten sind, als hätten sie dies bereits am 28. Oktober 1918 erreicht. Dieses neue Gesetz verbessert zwar wesentlich die Lage der Minderheiten in der Tschechoslovakei, obwohl diese noch nicht als befriedigend betrachtet werden kann.

Wenn wir all' dieses feststellen, so ergibt sich die Frage, was wir eigentlich verlangen müssen, damit den Minderheiten in

der Frage der Staatsbürgerschaft und der Zuständigkeit in der Zukunft kein Schaden mehr zugefügt werden soll.

Wir glauben in erster Reihe das verlangen zu müssen, was auch in der Aprilsitzung des laufenden Jahres der Union der Völkerbundsliga betont wurde. Auch wir müssen die interessierten Staaten auffordern, die Staatsbürgerschaftskonvention von Rom 1922 ehestens zu ratifizieren. Wir müssen aber ausserdem noch verlangen, dass die Gesetzgebungen der einzelnen Staaten einsehen, dass sie im Interesse der europäischen Konsolidation handeln, wenn sie bei der Gewährung der Staatsbürgerschaft und Zuständigkeit liberal vorgehen.

Mögen die Staaten die Revision dieser Angelegenheiten je eher anordnen, sämtliche Personen in ihr Heimatsrecht derart restituiren, wie dies der wahre Geist der Friedens- und Minderheits-Verträge fordert, damit auch die jetzt staatsbürgerschaftslosen und meistens zu den Minderheitsnationen gehörigen, als treue Untertanen ihres Staates an dessen Emporblühen ruhig und zufrieden mitwirken.

Referat Dr. Deák's über Gleichberechtigung im Wahlrecht.

Mir ist die Aufgabe zugefallen, über die Frage des Wahlrechtes das Referat zu erstatten. Dies ist die Frage, die uns nationale Minderheiten am meisten interessiert, weil derzeit, wo das Prinzip der parlamentarischen Volksvertretung wenigstens am Papiere noch besteht, die öffentliche Meinung der Welt auf Grund unserer parlamentarischen Vertretung und Stärke sich über uns einen Begriff bildet, was wohl eine bequeme, aber keinesfalls richtige und gerechte Methode ist. Denn, wenn wir die nationale Struktur irgend eines Staates darnach feststellen wollen, ob und wie die Minderheiten im Parlamente vertreten sind, werden wir uns oft einen grundfalschen Begriff bilden. Der Umstand, dass im Parlamente die nationalen Minderheiten nicht vertreten sind, beweist noch keinesfalls, dass es in diesem Staate keine Minoritäten gibt, ebenso wie man aus der Zahl der parlamentarischen Vertreter der Minderheiten noch nicht auf ihren Prozentsatz in der Bevölkerung folgern kann.

Es braucht nicht besonders betont zu werden, dass die herrschenden Nationen der einzelnen Staaten die Minderheiten vor der Welt zu verbergen und ihren Prozentsatz zu vermindern trachten. Die einfachste Methode dazu ist nun die, dass man ihnen keine entsprechende parlamentarische Vertretung ermöglicht,

denn — wie ich schon erwähnt habe —, folgert die Welt aus den parlamentarischen Stärkeverhältnissen auf die Verhältnisse im Staate.

Eine geschickte, skrupulöse und gewaltsame Regierung, wie die auch eine schlau ausgeklügelte Wahlordnung genügen, um die parlamentarische Vertretung irgend einer Minderheit unmöglich zu machen und zu verhindern, dass die Gesetzgebung ein treues Spiegelbild des Volkswillens darstelle.

Um die induktive Methode anwenden zu können, sei es mir gestattet einige Beispiele zu erwähnen, die wir erlebt haben und gegen welche wir gezwungen sind, Klagen zu erheben.

Betrachten wir zuerst die Methoden der Wahlgeometrie. Die natürliche und gerechte Lösung wäre nicht wahr die, dass jene Gebiete, wo die Minderheiten eine kompakte Masse darstellen, einen Wahlkreis bilden würden. Dieses System würde der Minderheit im Falle der Listenwahl unbedingt mehrere Mandate, wahrscheinlich auch den vollen Sieg ihrer Liste zusichern. Die herrschende Nation will aber solch ein Ergebnis verhindern, weshalb sie die Siedlungsgebiete der Minorität nicht zu einem Wahlkreis vereinigt, sondern sie geteilt, dasselbe auf zwei, vier, acht Teile und gliedert jeden dieser Teile einen anderem Wahlkreise an, in welchem die der Minderheit angehörenden Wähler einen ganz kleinen Bruchteil der Bevölkerung bilden, so, dass die weder bei der individuellen, noch aber bei der Listenwahl eine entsprechende Vertretung erreichen können. Dem leichteren Verständnis halber nehmen wir an, dass das Siedlungsgebiet der Minderheit ein Quadrat darstellt. Bei einer richtigen und gerechten Lösung würde dieses Quadrat einen Wahlkreis bilden. In der Wirklichkeit aber wird dieses Quadrat auf zwei, vier und acht geometrische Figuren zerteilt und jeder derselben anderen Wahlkreisen angegliedert. Infolge der so eingerichteten Zerspaltung der Kräfte, werden die Wahlen für die Minderheit ein sehr trauriges Ergebnis zeitigen, woraus man aber natürlich keine Folgerung auf die Existenz oder Nichtexistenz der Minderheit ziehen darf.

Eine andere Methode der Verfälschung des Volkswillens ist die folgende: In den Wahlkreisen der Minderheiten müssen zur Erreichung eines Mandates mehr Stimmen zusammengebracht werden, als in den Kreisen der Mehrheiten. Es sind uns Fälle bekannt, die wir bei dieser Gelegenheit noch nicht detaillieren wollen, wo auf 110.000 Minderheitsangehörige ein Wahlkreis entfällt, während in den Wahlkreisen der Majorität die Summe der Wähler 30 bis 40.000 beträgt.

Das estländische Wahlgesetz enthält ein typisches Beispiel, wie man mit legitimen Mitteln die Minderheiten schädigen kann. Im Gegensatz zu dem Gesetze vom Jahre 1920 bestimmt § 92 des Gesetzes vom Jahre 1926, dass nur diejenigen Listen ein

Mandat erhalten, die wenigstens soviel Stimmen zusammengebracht haben, als zur Erreichung zweier Mandate notwendig sind. Wenn also die Minderheitenliste so viele Stimmen mit Mühe doch erreicht hat, als zur Erreichung eines Mandates erforderlich sind, wird sie trotzdem kein Mandat erhalten, weil dasselbe nicht verifiziert wird.

Ein ähnlicher Fall tritt ein, wenn das Wahlgesetz die Reststimmen nur unter bestimmten Vorbedingungen in Betracht nehmen lässt. Solch eine Vorbedingung ist z. B. die, dass die Reststimmen nur in dem Falle berücksichtigt werden, wenn die Listen in 5 oder mehr Wahlkreisen Mandate herausgebracht haben, oder aber wenn im ersten Scrutinium ein Mandat zugeteilt wurde.

In Italien wurde, wie bekannt, im Jahre 1925 das Wahlrecht der Frauen eingeführt. Unmittelbar vor den Wahlen wurde eine Verordnung veröffentlicht, dass jene Frauen, die kein Volksschulzeugnis aufweisen können, eine besondere Prüfung ablegen müssen. Ich brauche nicht zu sagen, dass die Prüfung in italienischer Sprache abgelegt werden muss, so, dass die zu den Minderheiten angehörigen Wählerinnen sich an der Prüfung entweder nicht beteiligen, oder aber dieselbe nicht bestehen können.

Noch viel brutaler sind jene Fälle, wo direkt gesetzwidrige Mittel in Anspruch genommen werden, damit die Minderheiten das entsprechende politische Recht nicht erhalten können. Hierher gehören die Missbräuche bei der Zusammenstellung der Wählerverzeichnisse. Wir kennen Fälle, wo tausende Wähler der Minderheiten in die Verzeichnisse nicht eingetragen wurden, oder die schon eingetragenen wieder gestrichen wurden. Das Traurigste ist aber, dass, obwohl die Gesetze für ähnliche Fälle strafrechtliche Sanktionen androhen, die schuldigen Beamten oder Behörden nie bestraft, oder zur Verantwortung gezogen werden. In mehreren Nachfolgerstaaten der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie wurden zahlreiche ungarische Wähler sehr oft mit der Begründung in die Verzeichnisse nicht eingetragen, dass sie keine Staatsbürger des betreffenden Staates sind. Es kam aber auch vor, dass in einem der Nachfolgerstaaten diese Methode nur in einem Bezirke des einen Wahlkreises angewendet wurde, während in den anderen Bezirken die Staatsbürgerschaft derselben Kategorie nicht bezweifelt wurde. Bis heute ist die Frage nicht bereinigt, wieso diese unterschiedliche Behandlung möglich war.

In Rumänien ist es Sitte, dass die Spesen der Ankündigungen durch die Kandidaten getragen werden müssen. Es ist also selbstverständlich, dass 90% der Spesen die Minderheitskandidaten und nur 10% die sonstigen Kandidaten zu tragen haben.

Es ist auch ein Ausspiel der Minderheitenrechte, wenn die einzelnen (Landes- oder Munizipial-) Wahlen überhaupt nicht

abgehalten werden. So können nämlich die Minderheiten überhaupt nicht zu ihren Rechten kommen.

Diese dokumentarisch belegten Fälle, die auch in der Weltpresse mehrmals besprochen wurden, beweisen, dass auch das gleiche, moderne und liberale Wahlrecht nicht alle Rechte den Minderheiten gewährleisten kann. In keinem Falle diese Rechte, welche für die Minderheiten in den Friedenverträgen stipuliert sind. Der einer Minderheit angehörige Wähler erfährt erst am Wahltage, dass er und nur er mit einem Personalnachweis versehen verpflichtet ist, um sich zu legitimieren. Widrigenfalls wird er in seinem Heimatsdorfe, wo ihn jeder Mensch kennt, mit seinem Wahlrechte abgewiesen. Sogenannte unverantwortliche, bewaffnete Elemente greifen mit Genehmigung der Behörden die Kandidaten der Minderheiten an und nachdem sie diese vertrieben haben, plündern sie ihre Fahrzeuge aus. Die Gewalttaten bleiben natürlich ungestraft, zur Ermutigung, dass man auch in der Zukunft die Minderheiten ähnlich behandeln darf.

Schon der Umstand, dass wir uns hier versammelt haben, verweist genügend, dass die Rechte der Minderheiten ausser Betracht gelassen werden. Die Verträge, welche die Minderheiten schützen sollen, statuieren keine Sanktionen gegen den Vertragsbrechern. Es ist aber doch evident, dass ein Vertragsbruch geschehen ist.

Und wenn wir es nicht in Betracht nehmen, was ich schon oben erwähnt habe, muss es doch auffallen, dass die Minderheiten kaum in einem Staate entsprechend der Zahlenverhältnisse vertreten sind. Die Ursache dessen liegt in keinem Falle in dem, dass der Wunsch des Herrn Mello Franco in einigen kurzen Jahren verwirklicht wurde. Von diesem Wunsche des genannten Herrn halte ich bei diesem Falle meine Meinung zurück, doch kann davon überhaupt nicht die Rede sein, dass die Minderheiten in einigen kurzen Jahren assimiliert worden sind. Diese Assimilation kann eventuell in einigen hundert Jahren geschehen, doch halten wir heute dort, dass ja die Vertragswidrige Haltung der Majoritäten die politischen Rechte der Minderheiten verhindert.

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.

GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. OCTOMVRIE / OCTOBRE / OKTOBER 1926. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 10

Rezultatele congresului Partidului Maghiar dela Gheorgheni.

„Trebue să se întâmple o minune la Gheorgheni, ca să nu se facă ruptură în partid".

Când am citit cu câteva zile mai înainte, aceste cuvinte în fruntea unui ziar maghiar, nu m'am speriat deloc. Simplaminte am constatat, că cel ce a scris aceasta propoziţie, nu cunoaşte situaţia. Căci cu cunoaşterea situaţiei numai aşa şi-ar fi putut formula tesa: „Trebue să se întâmple o minune la Gheorgheni, ca să se facă ruptură în partid". Şi fiindcă de prezent nu se întâmplă minuni, n'am aşteptat aşa ceva nici dela Gheorgheni.

Intreg cursul congresului a adeverit, că aceia, de cari temeau cei neiniţiaţi, unitatea partidului, „nu au venit, ca solul Romanilor la Cartagena, aducând în o mână pacea, în ceealaltă războiul, ci în ambele mâini au adus pacea". A adeverit, că nici scopul lor nu e altul, decât al nostru, „ca minoritatea maghiară să poarte coiful şi peruca puterii". A adeverit, că ei numai „ofer massele cari nu se mişcă de sine", ceeace salută bucuros oricine. A adeverit că: „s'a sfârşit cu superstiţia, că maghiarimea nu se poate organiza", doar au stat între noi delegaţii fraţilor pripăşiţi pela Bucureşti şi acolo cu lacrămi în ochi am putut strânge mâna maghiarilor din Bucovina.

Dar a adeverit şi mai mult decât acestea. A adeverit, că nu suferim între noi instigarea confesională, că primul curator al bisericii reformate respinge copilăriile nepoliticoase, că omul catolic nu poate fi maghiar integral. A adeverit, că o parte considerabilă a concetăţenilor noştri evrei nu permite să fie

smulsă din comunitatea culturală a maghiarismului, că o asemenea încercare o califică de vătămarea celui mai elementar, celui mai natural drept omenesc. Şi a adeverit, că aceasta comunitate culturală maghiară nu cu silă şcolară împusă, nu cu ură, ci cu spiritul său cavaleresc liberal, a asimilat pe un Paul Bordeaux, încât acum a dăruit 100.000 Lei spre scopul acestei culturi.

Cu adeverirea acestora se echivalează şi simţul politic al congresului maghiar. S'au auzit multele reclamaţii, au ieşit la iveală vocea desiluziei, dar fiecare orator a vorbit, ca şi când ar participa la şedinţa consiliului Societăţii Naţiunilor. Nobilul ton parlamentar nici un moment nu a devenit oratorie de mahala, a rămas în aşa chip, că dorinţa fiecărui maghiar au exprimat-o cuvintele vicepreşedintelui, care conducea desbaterea: „De ar fi fost aici întreg publicul român, de ar fi fost aici toată lumea să vadă că: Una suntem, şi ştim ce învăţau romanii: în cele îndoielnice libertate, în cele necesare unitate şi în toate dragoste!

Şi dacă în urma acestor constatări adresez o rugare către Tine, noul nostru preşedinte ales, mai bine o pot face cu cuvintele marelui orator, a duhovnicului dela Ciomafaia:

„Şi tu ai fost mare boier, dispunând de domenii şi de mulţime de servitori; sătul de toate bunătăţile. Acum legea agrară a luat de pe umerii tăi marile griji gospodăreşti. Vino deci încoace, şezi în scaunul de preşedinte, căci acesta acum nu mai înseamnă podoabă, ci datorie gravă. Apoi pleacă, poate şi de două ori la săptămână, spre Calvarul drumurilor la Bucureşti şi vorbeşte, pertractează cu domnii, cu cari atât de greu ne vine nouă a şedea la o masă, pentrucă nu le înţelegem vorba şi nu le cunoaştem măruntăile. Inarmează-te cu marea ta cultură, cu înţelepciunea de politician rămasă ţie ca o tradiţie familiară, cu ştiinţa adunată cu atâta sirguinţă, cu obligativitatea de nobil, moştenită cu naşterea ta. Arată că eşti domn, pentrucă aşa te ai născut. Eşti domn şi atunci, dacă suferi umilire, eşti domn şi atunci, dacă te înjură, dacă te defaimă şi rămâi domn şi prin aceea, că nu minţi, pentrucă aceea nu e lucru domnesc".

Dr. Elemér Jakabffy.

Die Nachfolgestaaten der österreichisch-ungarischen Monarchie und ihre Agrarreforme.

In der zukünftigen gesellschaftlichen Entwicklung Mitteleuropas spielen ohne Zweifel die aus der österreichisch ungarischen Monarchie entstandenen oder vergrösserten Staaten eine sehr grosse Rolle.

Wir müssen uns daher mit der inneren Struktur dieser Staaten eingehender beschäftigen. Die Agrarreforme dieser Staaten sind so sehr mit den Bedingungen der weiteren gesellschaftlichen und staatlichen Entwicklung dieser Staaten verbunden, dass ohne Kenntnis der inneren Konstruktion dieser Staaten die Richtung ihrer Agrarrevolutionen gar nicht zu erklären wäre. – Hier ist vor allem die Tschechoslovakei. Dieser Staat bietet eine weitgehende geschichtliche Grundlage seiner Enteignungsaktion. Eine halbamtliche Meldung, die der Sekretär des Bodenamtes, Pável verfasste, besagt, dass nach der Fehérhegyer Schlacht am 6. November 1620, die erste „Agrarrevolution" vor sich ging, die das Ergebnis hatte, dass die Familien Lichtenstein, Colloredo, Huerti zu einem grossen Grundbesitz gelangten. Dies ist die Agrarrevolution des Kaisers und des deutschen Adels. Deswegen bedürfen wir, so äussert sich der Sekretär des Bodenamtes, jetzt einer Reform, die revolutionär und konstruktiv ist. Die politische Befreiung soll durch die landwirtschaftliche Befreiung ergänzt werden. Diese wenige Worte schildern uns am treuesten nicht nur die Richtung der Tschechoslovakei, sondern auch einige der übrigen Staaten. Was ist eigentlich die Tschechoslovakei? Die Tschechoslovakei bedeutet das Emporkommen einer neuen, bisher unbekannten Staatsgruppierung, emporgetragen durch einen Strom, der das schlafende Polen auch zum Leben rief, das kleine Rumänien und Serbien so wesentlich vergrösserte. Es ist dies ein ganz neuer geographischer Begriff, den Europa lernen muss.

Eine tschechoslovakische Einheit, eine tschechoslovakische Sprache und ein tschechoslovakisches Volk gibt es gar nicht. Die slovakische Sprache ist eine ganz andere als die tschechische Sprache. Die Tschechen und Mähren sind mit den Nordslaven, die Slovaken mit den Südslaven verwandt, obwohl die Tschechen immer wieder ihre Verwandtschaft mit den Slovaken zu beweisen bemüht sind.

Die nationalen Minderheiten sind in der tschechoslovakischen Republik sehr zahlreich. Von der Gesamtbevölkerung der tschechoslovakischen Republik (insgesamt 13,604.080 Staatsbürger) wurden am 15. Februar 1921 8,759.186 als Tschechen und Slovaken, 459.349 als Russen, 75.656 als Polen, 3,122.390 als Deutsche, 745.935 als Ungarn und 180.332 als Juden festgestellt. Dieser Staat beruht weder am Selbstbestimmungsrecht der Völker, noch am Prinzip des Nationalitätenstaates, aber auch nicht an militärischen oder politischen Kräften. Er wurde zur Erreichung wirtschaftlicher Zwecke gegründet. Er erhielt die Naturkräfte und die Industriewirtschaft Österreichs und einen grossen Teil der Naturschätze Ungarns. Er wäre berufen die Balkanisierung der kleinen Staaten zu verhindern. Die hochentwickelte Industrie und Handelsbevölkerung des Landes könnte ihre Beziehungen in ganz Ost- und Mitteleuropa verbreiten. Dies ist aber unmöglich, denn diese „Jankees" Mitteleuropas bringen der Freiheitsliebe der andern kein Verständnis entgegen. Dies ist die Ursache der ungünstigen Wirtschaftslage des Landes.

Der Bericht des englischen Handelsministeriums über die wirtschaftlichen Verhältnisse der tschechoslovakischen Republik im Wirtschaftsjahre 1925 stellt fest, dass die tschechische Industrie die grössten Anstrengungen zur Rückeroberung der verlorenen Absatzgebiete macht.

Im vergangenen Jahre erstrebten die meisten Fabriken eine Erhöhung der Produktion um dadurch die Herstellungskosten herabzudrücken. Dies machte es notwendig auf den Exportplätzen den Absatz auch ohne jeden Nutzen zu vergrössern.

Die Lage der tschechoslovakischen Textilindustrie ist eine äusserst schwierige. Die Herstellungskosten konnten sich der jetzigen Kaufkraft der Währung noch nicht anpassen, was zum Teil den nach den notwendigen Rohmaterialien zu zahlenden Zöllen zuzuschreiben ist. Die tschechoslovakische industrielle Produktion ist auf die ausländischen Absatzmärkte angewiesen,

so dass die ungestörte Ausfuhr eine der hauptsächlichsten Vorbedingungen dieser Industrie ist. In der Wollindustrie vergrösserten zahlreiche Betriebe ihre Produktion, konnten aber ihre Erzeugnisse zu normalen Preisen nicht absetzen, was besonders die mährische Wollindustrie empfindlich berührte. Die hohen Steuern und der allgemeine Geldmangel sind auch grosse Hindernisse.

Die Kohlenförderung leidet, einem Berichte der Vereinigung der Kohlengrubenbesitzer nach, an folgenden Übeln: a) hohe Löhne, b) hohe Transportkosten, c) schwere Steuern. – Die Glasindustrie leidet unter der deutschen Konkurrenz.

Bezüglich der Metallindustrie stellt dieser Bericht fest, dass im Jahre 1924 von 27 Hochöfen nur 10 Hochöfen im Betriebe waren.

Die industrielle Produktion der Slovakei erreicht kaum 40–50% der Friedensproduktion. Kaum 15% der slovakischen Industrie kann ihre volle Produktionskapazität ausnützen. Seit Beginn des vorigen Jahres liegt der ganze Holzhandel brach.

Die Baumwollindustrie muss mindestens 60% ihrer Produktion exportieren. Die normalen Absatzmärkte waren früher Ungarn, Rumänien und Polen. Den Absatz in Ungarn verhinderte das System der Einfuhrbewilligungen. Die rumänischen Kaufleute beanspruchen einen langfristigen Kredit, was nach den letzten Erfahrungen mit einem grossen Risiko verbunden ist. Der polnische Absatzmarkt ist durch Schutzzölle versperrt.

Die slovenischen Mühlen können nur 23% ihrer Mahlkapazität ausnützen. Infolge der schlechten Aussichten der Mühlenindustrie musste man 459 Mühlen ganz still legen und 637 Mühlen arbeiteten mit zeitweise eingestelltem Betrieb.

Es ist natürlich, dass in der Bodenreform und in ihrer Durchführung die noch unentwickelte politische und gesellschaftliche Lage dieses neuen Staates, die Kämpfe der entgegengesetzten Rassen und Klassen am klarsten zum Ausdruck kommen. Dies bezieht sich hauptsächlich auf die neu angeschlossenen Gebiete.

Der slovenische Agrarverein kommt in seinem Jahresbericht von 1925 zu der Überzeugung, dass ohne behördlicher Kontrolle, durch Bodenverkäufe aus freier Hand die Bodenreform viel glatter und mit grösseren Vorteilen für die Interessenten vor sich gegangen wäre.

Dagegen bedeutet die Durchführung der Bodenreform durch

das staatliche Bodenamt für beide Parteien grosse Nachteile, da erstens die Bodenbeansprucher durch das bürokratische Verfahren erst nach Jahren grundbücherliche Eigentümer des ihnen zugewiesenen Bodens sein werden, zweitens aber auch die Bodenbesitzer die zugeurteilten Ablösungsbeträge nicht in barem Gelde erhalten. Das Bodenamt bezahlte bis jetzt kaum einen viertel Teil der Entschädigungsbeträge für die enteigneten Güter.

Die Administration der Bodenreform kostet jährlich Kč. 29 Millionen, die die kleinen Leute bezahlen müssen, da das Bodenamt einen 12%-igen Zuschlag nach der den Grundbesitzern zufallenden Ablösungsbeträgen erhält. Die Bodenbeansprucher müssen ausserdem noch entsprechend der Bestimmungen des Bodenreformgesetzes 15% zu Gunsten des Siedlungsfonds bezahlen und ebensoviel zur Deckung jener Verluste, die dem Schatzamt aus der auf den Grossgrundbesitz entfallenden Vermögensabgabe erwachsen. Das tschechische Bodenreformgesetz versteuert also mit 42% den den kleinen Leuten zugeurteilten Boden.

Von dem enteigneten Waldbesitz verstaatlichte man bis jetzt 100.000 ha und obwohl dadurch der staatliche Waldbesitz sich auf 800.000 ha vergrösserte, beabsichtigt man im Jahre 1925 weitere 207.000 ha, im Jahre 1926 286.000 ha Waldbesitz zu verstaatlichen. Auch diese Politik bedeutet für die Staatsfinanzen eine schwere Belastung, da nach den Daten des Budgets der staatliche Forstbesitz pro Hektar nur Kč 90·– der Staatskassa einbringt, wogegen die entgangenen Steuern und die den enteigneten Waldbesitzern zufallenden Ablösungsrenten pro Hektar 156·– Kč ausmachen, der jährliche Verlust pro Hektar is also Kč 66·–. Von den landwirtschaftlichen Angestellten, die auf dem zur Bodenreform herangezogenen Grundbesitz beschäftigt waren, erhielten nur 38.000 Personen durch das Bodenamt zum Teil Boden, zum Teil aber eine Abfertigung oder Ruhegehalt. Man verteilte auf diese Weise 25.000 ha Boden, 62 Millionen Kč wurden als Abfertigung und 3½ Millionen Kč werden jährlich als Ruhegehalt ausbezahlt.

Die karakteristische Richtung der auf tschechischem Gebiet durchgeführten Bodenreform ist, dass mit Beibehaltung der Grossbetriebe zum grössten Teil Zwerggüter bis zu 0·2 ha geschaffen wurden. Laut dem Bericht des Bodenamtes verteilt sich der enteignete Grundbesitz entsprechend der neuen Besitzgrössen

wie folgt: 53·55% bis zur Grösse von 2 ha, 28·44% bis zur Grösse von 2–4 ha, wobei der Kategorie 8–10 ha Grösse nur mehr 4·3% zufallen. Demgegenüber schuf die nationalistische Siedlungspolitik auf slovakischem Gebiete massenhaft den tschechischen und slovakischen Kleingrundbesitz.

Eine ganz eigenartige Institution ist der Überschussgrundbesitz. Das sind Grundbesitze von grösserem Umfange – meistens Mittelgrundbesitz – die der Staat, die Gemeinden, die Körperschaften und in grosser Zahl Private als Eigentum oder in Pacht erhalten. Statt der Sozialisierung des Grundbesitzes bilden sich so nun Eigentumsformen durch neue Donationen. Der grösste Fehler dieser neuen Aktion ist, dass nachdem diesen Gütern meistens der Karakter des Geschenks anhaftet, sie das volkswirtschaftliche Leben schädlich beeinflussen. (Künstlich grossgezogener Bodenhunger.) Laut dem Memorandum des slovenischen Agrarvereins entstanden in der Tschechoslovakei bis 1924 aus 61.000 ha Boden 858 solche Überschussgüter.

Laut dem amtlichen Bericht des Bodenamtes (III. Heft, Seite 135–136) verteilte man schon bis zum Ende des Jahres 1923, 415 Überschussgüter und zwar wurden 19 dem Staate, 16 den Gemeinden, 9 den verschiedenen Körperschaften, 12 den Genossenschaften, 70 gewesenen Gutsverwaltern, 24 anderen landwirtschaftlichen Angestellten, 2 humanitären Vereinen, ausserdem 123 Pächtern und 55 privaten Personen zugesprochen. Zu Tauschzwecken verwendete man 40; verkauft oder unter den Legionären verteilt wurden 301 solche Güter.

Der tschechische Siedlungsfond beträgt 65 Millionen Kč. Dieser Fond entstand aus folgenden Beträgen: nach dem Wert der enteigneten Güter werden 10%, nach dem Wert der verpachteten Güter ¼% bezahlt, ausserdem aus Strafgeldern und endlich aus dem 15%-igen Zuschlag, der zum Kaufpreis gerechnet wird, der zur Versorgung der Angestellten des enteigneten Grossgrundbesitzes dient. Diese Beträge wurden seitens des Staates durch eine Dotation von 20 Millionen Kč. ergänzt.

Dieser Fond befriedigt natürlich nicht den hundertsten Teil der Kreditansprüche.

Die tschechische Kritik weist auch darauf hin, was auch der englische Bericht erwähnte, dass die tschechische Zuckerindustrie und Spiritusindustrie durch die Bodenverteilung in eine schwere Krise kam. Dies beeinflusste auch die Aussenhandels-

bilanz sehr ungünstig und ist besonders für die Zuckerindustrie schädlich, da das Bodenamt unter dem Eindruck des Schlagwortes der Zurückführung der Zuckerindustrie in den Besitz der kleinen Landwirte, die Grundbesitzer zum Verkauf der Zuckerfabriken und der dazu gehörenden Güter zwingt.

Betrachten wir aber das neue Rumänien.

Rumänien, das im Jahre 1861 aus der Vereinigung zweier Donauwoiwodschaften entstandene Fürstentum, verdreifachte im letzten Halbjahrhundert sein ursprüngliches Gebiet von 114.500 Quadratkilometer. In 1878 verschaffte es sich die alte Dobrudscha, in 1913 das Quadrilater oder Neudobrudscha und nach dem Weltkriege die östlichen Gebiete Ungarns, die Bukowina und vorher noch, nach der russischen Revolution, Bessarabien. Das Gebiet beträgt jetzt 298.000 Quadratkilometer, die Bevölkerung die im Jahre 1912 noch $7^1/_2$ Millionen ausmachte, vergrösserte sich mit $8^1/_2$ Millionen auf 16 Millionen. Davon sind 66·32% (10,785.174) Rumänen und Juden, 5,234.132 sind Fremde, in erster Reihe Ungarn, Ruthenen, Russen, Deutsche, Bulgaren, Türken und Serben. Kleinere Nationalitäten gibt es noch in der Dobrudscha und in Bessarabien. Es ist ein karakteristischer Nationalitätenstaat, da vor dem Kriege die Nationalitäten nur 12% der Gesamtbevölkerung ausmachten.

Das Siebenbürger Rumänentum beschloss schon vor der Friedenskonferenz am 1. Dezember 1918 in der Nationalversammlung von Karlsburg den Anschluss an Rumänien, fasste aber gleichzeitig einen Beschluss über die Bedingungen des Anschlusses, worin am demokratischesten die freie kulturelle Entwicklung der anderen Nationalitäten und die Autonomie des ganzen Gebietes festgestellt wurde. Diese Beschlüsse wurden auch vom König sanktioniert, zur Durchführung kamen sie aber noch heute nicht. Der erbitterte Kampf der seit Jahren geführt wird, entstand hauptsächlich wegen der Nichtbeachtung der Karlsburger Beschlüsse.

Der Hauptreichtum des Landes besteht in seinen landwirtschaftlichen und Bergwerksprodukten.

Durch die Bodenreform entstand hier folgende Lage: der alte Besitzer liess den Boden, von dem er wusste, dass er ihn nicht behalten darf, unbebaut, dem neuen Besitzer fehlt zur Arbeit die landwirtschaftliche Ausrüstung. Die Weizenfelder wurden nur zu 40% bebaut, so dass nach der Meinung des statistischen

Amtes auf lange Zeit nicht nur von keiner Ausfuhr die Rede sein kann, sondern man wird auch den inneren Bedarf nur schwer decken können.

Die grossen Holzvorräte faulen schon seit langer Zeit, da man das Holzmaterial wegen der gesunkenen Leistungsfähigkeit der Eisenbahnen nicht exportieren kann, die Brennholzversorgung im Inlande macht aber auch eine grosse Krise mit. Allein in Siebenbürgen schätzt man das gefällte und nur zum Teil verarbeitete Ei henholzmaterial auf 50.000 Waggone – zirka 1 Milliarde Lei.

Der Bericht des statistischen Amtes des rumänischen Finanzministeriums stellt für die Ausfuhr im zweiten Jahrviertel 1925 ein allgemeines Sinken der Ziffern fest. In der Ausfuhr der wichtigsten Ausfuhrartikel Rumäniens – Lebendvieh, Getreide und Mehlprodukte, Holz und Petroleum – zeigen die Monate April – Juni 1925 im Vergleich mit den Vorjahren einen wesentlichen Rückschlag. In Weizen betrug die Ausfuhr im zweiten Viertel des Jahres 1925 nur 3 Tonnen im Werte von 72.000 Lei; in Roggen war gar keine Ausfuhr. Die Maisausfuhr weist trotz der im Frühjahr aufgehäuften grossen Vorräte keine wesentlichere Steigerung auf; die Ausfuhr betrug im ersten Jahrviertel 168.476 Tonnen im Werte von 1516 Millionen Lei, im zweiten Jahrviertel 175.997 Tonnen im Werte von 1583 Millionen Lei. Der Wert der Getreideausfuhr war im ersten Jahrviertel 2072 Millionen Lei, im zweiten Jahrviertel 1742 Millionen Lei. Auch die Mehlausfuhr sank; im ersten Jahrviertel wurden 10.225 Tonnen Weizenmehl im Werte von 184 Millionen Lei und 312 Tonnen Roggenmehl im Werte von 5.3 Millionen Lei ausgeführt, im zweiten Jahrviertel wurden dagegen nur 301 Tonnen Weizenmehl im Werte von 6.6 Millionen Lei und gar kein Roggenmehl ausgeführt. Die Brennholzausfuhr sank von 250.129 Tonnen (1875 Millionen Lei) auf 247.481 Tonnen (185.6 Millionen Lei). Die Holzkohlenausfuhr sank von 5353 Tonnen auf 4918 Tonnen. Die Bauholzausfuhr sank von 7836 Tonnen (50.9 Millionen Lei) auf 5614 Tonnen (36.6 Millionen Lei).

Die Königin von Rumänien gibt in der bedeutenden Zeitschrift von Keynes im „Manchester Guardian" ein treues Bild der Lage ihres Landes. „Wenn ein Fremder durch unser Land fährt – so schreibt die Königin – so wird sein erster Eindruck sein, dass im Lande nicht die beste und zufriedenstellendste

Administration die Geschäfte leitet. Die Eisenbahnen sind herabgekommen, der Verkehr ist mangelhaft, die Reichtümer der Bodenfläche und des Bodeninneren sind unausgenützt, der Boden wird nur ganz ungenügend bearbeitet, das Reichtum der Gruben wird nur ungenügend gehoben, die Universitäten sind überlastet, die Schulen sind noch nicht neu aufgebaut.

Wenn der Fremde unser Staatsbudget untersucht, so wird ihm der Mangel an einem Prinzip, an einer Einheitlichkeit auffallen... Die Kriegsschäden blieben noch immer unbeachtet, die schwebenden Schulden sind noch nicht konsolidiert und noch viele andere Mängel sieht man rechts und links.

– Das Gebiet und die Bevölkerung Rumäniens verdoppelte sich – und dieses Land wird heute noch nach vier Regierungssysteme verwaltet. In Siebenbürgen und im Banat ist noch immer das ungarische System massgebend, in der Bukovina das österreichische System, in Bessarabien das russische System und im Altreich das rumänische System. Das Eisenbahnnetz gravitiert nach vier Teilen, der erste Teil nach Fiume, der zweite nach Lemberg, der dritte nach Odessa und der vierte nach Galatz. Dennoch müssen wir unsere Produkte auf diesen Bahnen zur Donaumündung und zu den Grenzstationen der sechs Nachbarstaaten liefern. Man kann sich vorstellen welch' schwere Aufgabe dies ist".

Soweit der Bericht der Königin. Und er übertreibt nicht.

Zur Zeit der Kritik der rumänischen Agrarreform, als der Gesetzesvorschlag im rumänischen Parlament verhandelt wurde, war jeder rumänischer Politiker in der Beurteilung der Reform voreingenommen. Jeder Redner betonte die absolute Notwendigkeit dieses Gesetzes – nur seitens der Rassen- und Glaubensminderheiten machte sich eine furchtsame Opposition bemerkbar, die aber auch bald eingeschüchtert wurde. Das Gesetz wurde durchgeführt und die mit dieser Durchführung verbundenen Erscheinungen sind solcher Art, dass dies nicht einmal die schärfsten Bekämpfer und Gegner der Reform hätten voraussagen können.

In einer vornehmen rumänischen Zeitschrift – „Convorbiri Literare" – nimmt Professor Mihaileanu mit seinen umfassenden und sachlichen Bemerkungen gegen die Bodenreform Stellung.

Mihaileanu geht in seinem Artikel von jenem Satz aus, dass diese Agrarreform, die, wie die Mitglieder der Regierung

es gegenüber den Vertretern der ausländischen Presse erklärten, radikaler ist als man sich es jemals denken konnte, in ihrem Wesen eigentlich nichts anderes darstellt, als die einfache Verneinung des Prinzipes der Unverletzbarkeit des Privateigentums im Namen der sogenannten gesellschaftlichen Gerechtigkeit, die in Rumänien die Sicherheit des Privateigentums, diese Hauptvorbedingung des Wirtschaftslebens in Gefahr brachte. Mit dem Bergwerkgesetz (legea minelor) wurde ein grosser Schritt zur Kommunisierung des Privateigentums gemacht, da das Bodeninnere als staatliches Eigentum erklärt wurde.

Diese Massnahme des Bergwerkgesetzes erweckte die Besorgnis und das Misstrauen des in den Petroleumunternehmungen interessierten ausländischen Kapitals gegenüber der rumänischen Wirtschaftspolitik. Das ausländische Kapital erachtet im Zusammenhang mit dem Bergwerkgesetz auch die ganze Agrarreform als eine Konfiszierung des Privateigentums, wie dies in Russland erfolgte. Mihaileanu beruft sich dabei auf Äusserungen ausländischer Wirtschaftskreise, wo diese Auffassung allgemein verbreitet ist und weist auf jene Schwierigkeiten hin, die dadurch hervorgerufen werden, dass das Betätigung suchende ausländische Kapital, wegen dieser vollkommen begründet erscheinenden Meinung, Rumänien meiden wird.

Die dem Privateigentum feindliche Wirtschaftspolitik der rumänischen Regierung wird aber bei dem Bergwerkgesetz und bei dem Agrargesetz keinen Einhalt machen, sondern wird unbewusst weiter in jener Richtung gehen, in welcher mit diesen zwei Gesetzen die ersten Schritte bereits getan wurden. Sie wird dazu durch die Lage gezwungen, welche Lage durch das allgemeine Wahlrecht geschaffen wurde.

Trotz des radikalen Enteignungsgesetzes konnte ungefähr $^2/_3$ der sogenannten Bodenberechtigten zu keinem Grundbesitz gelangen. Es ist höchst unwahrscheinlich, dass diese grosse Menge der ohne Grundbesitz gebliebenen Bauern sich in diese Lage hereinfindet und keinen Boden mehr fordern wird. Gelegentlich der versuchten, aber nicht gelungenen Fusion zwischen der Bauernpartei und der Siebenbürger Nationalpartei wurde ein neues politisches Programm verfasst, das unter anderem auch die „weitere Vermehrung der Bauerngüter" als Ziel sich setzte. Diese Zielsetzung ist nichts anderes als die Ankündigung einer neuen Enteignung.

Die Verfassung von 1869 besagt klar, dass „das Privateigentum heilig und unverletzbar" sei. Die Verfassung Grossrumäniens von 1922 besagt nur, dass die Verfassung das Privateigentum garantiert, lässt also die Möglichkeit zu einer weiteren Enteignung offen. Diese Möglichkeit wird noch vergrössert durch die Bestimmungen der Verfassung über die Bedingungen der im Gemeininteresse möglichen Enteignungen. Die Begriffsbestimmungen der diesbezüglichen Paragraphe sind dermassen dehnbar und unklar, dass nicht nur eine weitgehendste weitere Enteignung dadurch nicht verhindert ist, sondern auch die absolute Sozialisierung des Privateigentums nicht ausgeschlossen erscheint.

Der rumänische Landwirtschaftliche Studienverein fasste seine Bemerkungen und Vorschläge bezüglich der Vergrösserung der Produktion in einer Denkschrift zusammen. Diese Denkschrift ist nicht nur von wirtschaftlichem Gesichtspunkt, sondern auch politisch beachtenswert. Die Grundzüge dieser Denkschrift sind:

Das frühere Rumänien nahm in der Weizenproduktion und Weizenausfuhr bis 1916 in Europa nach Russland die zweite Stelle ein. Es verkaufte jährlich im Auslande 150.000 Waggone Weizen, dessen heutiger Wert 12 Milliarden ist, oder 1 Milliarde 200.000 Goldfranken. Um zur Zeit, wie vor dem Kriege, ebenfalls 150.000 Waggone Weizen ins Ausland liefern zu können, müssten statt den jetzt bebauten 2 Millionen ha 4 Millionen ha Boden mit Weizen angebaut werden. Zum Zwecke des inneren Konsums und des Saatkornes müssen heute schon 2,200.000 ha Boden mit Weizen angebaut werden mit einem Ertrag von mindestens 1000 Kg. pro Hektar, um den Bedarf des inneren Konsums und des Saatkornes zu decken. Die Denkschrift bemerkt dann noch, dass nicht übersehen werden darf, dass es sich um ein Land der Kleinbauern handelt, wo der Bauer nur für sich arbeitet.

Mit anderen Worten gesagt, ist der Grossgrundbesitz, der Mittelgrundbesitz, die zweckmässige Musterwirtschaft und die intensive Weizenproduktion durch die Agrarreform gelähmt, oder haben aufgehört zu existieren.

Das Sinken der Weizenproduktion verteuerte das Brot, richtete die Mühlenindustrie und die Landwirtschaftsmaschinenindustrie zugrunde, wodurch natürlich auch andere Zweige der

Industrie schwer geschädigt wurden. Mit dem Schwinden des Grossgrundbesitzes schwand auch der grösste Teil des für den Export bestimmten Viehstandes, die Rasseviehzucht hörte auf, die Fleisch- und Fettpreise stiegen kollossal, der Kurs des Leu's sank dagegen.

Der Gedanke, dass man die Bauern, die durch die Bodenverteilung zu einem minimalen Preis zum Grundbesitz gelangten, zwingen könnte zu einer gewissen Weizenproduktion, ist nicht ernst zu nehmen. Bei der wirtschaftlichen Einrichtung des Kleingrundbesitzers erweist sich die Weizenproduktion als nicht genügend rentabel. Die Viehzucht ist hier gewinnbringender. Wenn der Bauer durch die Agrarreform zu Grundbesitz gelangt und wenn er dazu genügend Zugtiere, Wirtschaftsgebäude und Ausrüstung hat, so fächst er höchstens so viel Weizen um statt Maisbrot jetzt Weizenbrot zu essen und um auch wieder Saatkorn zu haben. Geld verdient er mehr und leichter durch Viehverkäufe.

Die neuen Kleingrundbesitzer sind überhaupt nicht in der Lage die zur Wirtschaftführung erforderlichen Gerätschaften sich anzuschaffen und sich Investitionen zu leisten. Sie geben daher den erhaltenen Grundbesitz entweder in Pacht oder lassen sie ihn brach liegen. Demgegenüber überwuchert Gras die Höfe der von ihrem Besitz beraubten Grundbesitzer, ihre Wirtschaftsgebäude fallen allmählich zusammen und an ihren Landwirtschaftsmaschinen frisst der Rost. Auch auf diesem Wege gehen Milliarden zugrunde, was letzten Endes ebenfalls an der wirtschaftlichen Kraft des Staates zehrt und sie schwächt. Das ist die Lage Rumäniens.

Sehen wir nun das serbische Reich.

Von den Nachfolgestaaten weist ohne Zweifel das S. H. S. Königreich eine gemischtere Zusammensetzung auf. Das kaum 3 Millionen Seelen zählende Serbien erhielt durch den Trianoner Frieden ein sechsmal so grosses Gebiet und wollte eine viel grössere Kultur als sie selbst früher besass, in sich aufnehmen und einschmelzen.

Abgesehen von den vielen Nationalitäten herrschen hier drei südslavische Sprachen, die serbische, die kroatische und die slovenische Sprache, kämpfen hier drei Kulturen miteinander, leben mindestens fünf Staatsgedanken mit der lebhaftesten Kraft im Volke. Kulturell weist das Land die grössten Differenzierungen

auf, da stellenweise die Kultur vier verschiedener Jahrhunderte vorherrschend ist. Das jugoslavische Staatsgebiet ist keine Einheit, weder geographisch, noch wirtschaftlich, da es mindestens in sieben ganz heterogene Gebiete zerfällt, und zwar: Serbien, Mazedonien, die Vojvodina, Montenegro, Bosnien und Herzegovina, Kroatien, Dalmatien, Slavonien.

Vor dem Balkankriege war Serbien 48.000 Km² gross, war also kaum grösser als Westungarn (vor dem Berliner Kongress 37.000 Km²), die Bevölkerung belief sich auf zirka 3 Millionen.

Das Gebiet des neuen jugoslavischen Staates ist 250.000 Quadratkilometer, die Bevölkerung beträgt 12,300.000 Seelen, davon ungefähr 6 Millionen griechisch-orientalischer Religion, 4·5 Millionen römisch-katholischer Religion, die übrigen sind Mohamedaner, Protestanten und Juden. Von den 12 Millionen Einwohnern sind 9·6 Millionen Südslaven. Die Bevölkerung der Bácska, Baranya und des Banates also der sogenannten Vojvodine beträgt 1,300.000, wovon selbst die serbische Statistik 710.000 als Ungarn und Deutsche anerkennt (382.000 Ungarn, 318.000 Deutsche und 80.000 andere Nationalitäten). Laut den Daten der serbischen Volkszählung machen die Ungarn 28% und die Deutschen 23% der Bevölkerung der Vojvodine aus. Das jugoslavische Staatengebilde wird niemals zu einer Einheit werden. Religionen, Rassen, geschichtliche Traditionen, die Kulturen bauten solche Schranken auf, die die ärmliche kleine Intelligenz des alten Serbiens nicht niederreissen wird können.

Eine, in 1925 in Jugoslavien erschienene deutsche Fachschrift beleuchtet interessant auch die Folgen der jugoslavischen Agrarreform.

Infolge der Agrarreform sank die Zuckerrübenproduktion von 6000 Waggone vor dem Kriege, auf 3500 Waggone, was einer Einnahmeverminderung von einer halben Milliarde Dinare entspricht. Der Staat wurde dadurch mit 100 Millionen Dinare Zuckersteuer verkürzt und man musste ausserdem 2500 Waggone Zucker aus dem Auslande einführen, wofür man 300 Millionen Dinare bezahlen musste.

Die 63 Spiritusbrennereien produzierten früher 140.000 Hektoliter absolutes Alkohol, wonach der Staat pro Hektoliter 597 Dinare Konsumsteuer erhob. Unter diesem Titel flossen früher jährlich 83 Millionen Dinare der Staatskassa zu und auch diese Einnahme verringerte sich wesentlich durch die Agrar-

reform. In den ehemaligen ungarischen Gebieten der Vojvodine sank der Pferdebestand von 311.373 Stücke im Jahre 1920 auf 280.657 Stück, im Jahre 1923. Die gleiche Tendenz weist auch der Bestand an Hornvieh und Schweine auf.

Besonders auffallend ist jene Ungerechtigkeit, mit welcher man gegen die deutschen und ungarischen Gemeinden vorging, indem man deren Weiden, Wiesen und Ackerfelder im Ausmasse mehrerer tausend Hektare enteignete. Es ist selbstverständlich, dass der Grundbesitz der serbischen Familien von solchen operativen Eingriffen verschont blieb.

Die Auswanderung wird durch nachstehende Ziffern beleuchtet: Die Zahl der Auswanderer betrug im Jahre 1924: in Nord- und Südserbien 582, in der Vojvodine 3970, in Montenegro 225, in Kroatien und Slavonien 2538, in Dalmatien 1155, in Slavonien 779 und in Bosnien und Herzegovina 111, zusammen 9370. Die Vojvodine lieferte also mit 42% den grössten Prozentsatz der Auswanderer. Von den 3970 Auswanderern der Vojvodine entfielen auf die Deutschen 2094, auf die Ungarn 1144, auf die Rumänen 129, zusammen also 3367 (84%), der Rest von 603 entfiel auf die Serben, Bunievazen (katholische Serben) und Slovaken.

Vergleichen wir nun diese Daten mit der Bevölkerung der Vojvodine, die laut den Daten der Volkszählung von 1921 401.173 Serben, 112.738 Bunievazen, (katholische Serben) 75.835 andere Slaven, 328.173 Deutsche, 382.070 Ungarn, 74.099 Rumänen und 6112 andere Nationalitäten aufwies und es wird sogleich auffallen, mit wie vielem die Zahlenproportion der deutschen, ungarischen und rumänischen Auswanderer grösser ist als die der slavischen Völker auf demselben Staatsgebiet.

Das Bild das wir hier zu geben bestrebt sind wäre nicht vollständig, wenn wir die Lage Rumpfungarns nicht erwähnen würden. Die Bestimmungen des Trianoner Friedensvertrages mussten Ungarn die Lebensmöglichkeit entziehen. Entsprechend dem Beispiele des im 18. Jahrhundert zerstückelten Polens, waren die Bestimmungen des Friedensvertrages dazu berufen, die zweite endgültige Zerstückelung des Landes, und damit sein Verbluten, vorzubereiten.

Diese Verblutung trat aber nicht ein. Die Lage des Landes entlang der Donau, seine zentrale Lage und die Lebenskraft seines Volkes verhalf es zur Aufnahme des Lebenskampfes. Trotz

der ungerechten und unerbittlichen Mehrlasten schreitet das Land am Wege der Kräftigung vorwärts. Zur Zeit wo der Handel und das Wirtschaftsleben Rumäniens und der Tschechoslovakei die Kritik des Auslandes hervorruft, bestätigen unvoreingenommene Faktoren das allmähliche Emporblühen Ungarns.

Das englische Aussenhandelsministerium berichtet über die ungarischen Wirtschaftsverhältnisse in den Jahren 1924–25 welch' ausserordentlich wichtige Aufbauarbeit in diesem Zeitraum geleistet wurde. Der Absatzmarkt der ungarischen Produkte ist zur Zeit auf 8 Millionen Einwohner beschränkt. Eben deshalb bedarf das Land ausländischer Absatzmärkte, um seine landwirtschaftlichen und industriellen Artikel absetzen zu können.

Bezüglich der mit dem Wiederaufbau unumgänglich verbundenen Opfer bemerkt der Bericht, dass es zwar zu einer Auslese der kräftigeren und gesunder aufgebauten Unternehmungen kommen muss, die Befürchtung einer grösseren Handelskrise ist aber völlig unbegründet. Ein gutes Zeichen der allgemeinen Stabilität und des wachsenden Vertrauens ist das Anwachsen der Bankeinlagen.

Das Jahr 1924–25 brachte in dem Wirtschaftsleben des Landes eine wesentliche Stärkung mit sich, was eine weitere Verbesserung der Wirtschaftsverhältnisse des Landes erhoffen lässt.

Die landwirtschaftliche Produktion weist eine ständige Besserung auf; das Ausmass der brach liegenden Felder verminderte sich von 1·1 Millionen Joch im Jahre 1920 auf 0.7 Millionen Joch im Jahre 1924. Vor dem Kriege betrug der Wert der landwirtschaftlichen Produktion im Durchschnitt 1699 Millionen Goldkronen; im Jahre 1920 sank dieser Betrag auf 1197 Millionen, aber schon im Jahre 1923 erhöhte sich dieser Betrag auf 1367 Millionen Goldkronen.

Der Oberkommissär Smith weist in seinem Bericht an den Völkerbund vom Ende des Jahres 1925 über die Gestaltung des Aussenhandels Ungarns in den ersten acht Kalendermonaten des Jahres 1924, auf folgende Tabelle hin:

	1924			1925		
	Einfuhr	Ausfuhr	Differenz	Einfuhr	Ausfuhr	Differenz
	in Millionen Goldkronen					
Januar	37·6	32·3	− 5·3	63·4	35·2	− 28·2
Februar	44·1	30·8	− 13·3	58·8	39·9	− 18·9
März	51·4	44·5	− 6·9	57·7	52·2	− 5·5
April	59·−	51·4	− 7·6	52·6	46·6	− 6·−
Mai	57·4	45·5	− 11·9	52·4	52·5	+ 0·1
Juni	48·6	35·4	− 13·2	47·4	46·1	− 1·3
Juli	59·9	40·2	− 19·7	53·4	50·7	− 2·7
August	54·3	34·5	− 19·8	62·7	71·−	+ 8·3
	412·3	314·6	− 97·7	448·4	394·2	− 54·2

Die Handelsbilanz vom August weist seit dem Kriege zum erstenmal ein Aktivum auf – sagt Smith in diesem Bericht –, dies kam in diesem Monate auch vor dem Kriege nur selten vor. Dies ist ohne Zweifel die Folge der günstigen Ernte und da die letzten Kalendermonate des Jahres vom Standpunkt des ungarischen Ausfuhrhandels immer die günstigsten sind, so ist allenfalls zu erhoffen, dass in diesem Jahre die Handelsbilanz mit dem kleinsten Passivum der Nachkriegsjahre schliessen wird, vielleicht wird sogar der Friedenszustand annähernd erreicht.

Die obigen Ziffern weisen ein Steigen des Gesamthandels von ungefähr 16% gegenüber 1924 auf.

Die Schätzungen und Vermutungen der Ernteergebnisse bleiben kaum von den wirklichen Ernteergebnissen zurück, obwohl diese Schätzungen eher zu vorsichtig sind.

Die nachstehende Zusammenstellung weist die Daten der Ernteergebnisse für die Jahre 1923, 1924 und 1925 auf. Aus diesen Ziffern ergibt sich klar, dass die Ergebnisse des Jahres 1925 weitens die besten sind, die die ungarische Landwirtschaft seit dem Kriege erreichen konnte, und zwar:

	in Millionen Meterzentnern		
Produkt	1923	1924	1925
Weizen	18·4	14·−	18·3
Roggen	7·9	5·6	7·9
Gerste	5·9	3·2	9·4
Hafer	3·9	2·2	3·4
Mais	12·5	18·8	23·4
Kartoffeln	13·3	15·3	23·−
Zuckerrüben	8·6	12·7	15·2
	Endgültige Daten		Vorläufige Daten

Criza monetară şi stabilizarea Leului.

Conferinţa d-lui Elemer Gyárfás ţinută la Gheorgheni în şedinţa secţiei economice.

Din cei opt ani dela schimbarea imperiului, azi trecem prin cea mai mare criză finanţiară, care e cu mult mai gravă şi mai acută, decât lipsa de numerar, ce toamna de regulă se observă la noi, deci e evident, că are cauze cu mult mai adânci.

În cea mai mare parte a statelor învinse a reuşit a stabiliza valuta, a sana criza de numerar şi a reduce la normal etalonul. La noi durere, toate trei problemele sunt încă nerezolvite. Zilnic vedem tot mai clar, că la producţia economică efectivă numai bani ieftini se pot întrebuinţa cu succes, dar etalon redus numai o valută stabilă poate avea şi că prin urmare, stabilizarea e unicul remediu al profundei crize finanţiare.

1. Stabilizarea Leului.

A devenit deja loc comun, ceeace mereu susţin laicii — şi durere, la aceştia trebue să socotim pe mai mulţi politiciani dela guvern — că ţara noastră e atât de bogată şi de productivă, încât această bogăţie în sine poate asigura valoarea banilor noştri. Pentru combaterea acestei concepţii eronate e superfluu poate a mă referi la somităţi de economie politică, dar — pentrucă nu mă pot exprima mai pregnant — voiu cita cuvintele lui Keynes[1]: „O ţară foarte bogată poate avea o monetă foarte proastă şi o ţară săracă poate avea valută bună. Economia şi valuta unei ţări sunt două lucruri desebite. Valoarea monetei unei ţări nu e în funcţiune absolută de economia ei, ba nici de bilanţul ei comercial".

Acum doi ani, în conferinţa[2] ţinută la Camera Comercială şi Industrială din Cluj, ocupându-mă de criza catastrofală a mo-

[1] I. M. Keynes, La reforme monetaire, Paris 1924 p. 9.

[2] Cursul Leului şi criza monetară, Cluj 1924.

netei noastre, am arătat cursul la vale, făcut de Leu dela isbucnirea războiului şi ca rezultat al expunerilor mele am ajuns la concluzia, că principala cauză a oscilării cursului Leului e, că factorii responsabili ai vieţii noastre economice — cu deosebire ministrul finanţelor de atunci, d-l Vintilă Brătianu şi directorul general al băncii de emisiune, d-l Kiriacescu — în loc, ca sub influinţa atâtor argumente convingătoare şi a atâtor experienţe amare, să se fie decis în fine, ca să sconteze — după părerea mea — ireparabila scădere a Leului şi astfel să stabilizeze valoarea monetei noastre, încă tot aleargă după fantoma revalorizării şi în interesul acesteia forţează deflaţiunea. Am expus, că acest plan — dacă în oarecareva chip totuş s'ar putea realiza, ar ruina deadreptul întreaga producţie economică, am căutat să lămuresc, că chiar din această cauză fantoma revalorizării e absolut irealizabilă şi toate măsurile, ce se ieau în interesul acesteia, numai agravează situaţia noastră economică.

Ca o realizare a acestei concepţii financiare, anul trecut s'a făcut un contract între guvern şi Banca Naţională, a cărui scop mărturisit este ca statul în rate anuale convenite să amortizeze datoriile de stat, ce sunt la banca de emisiune, iar ca urmare se spera, că sub durata contractului de 15 ani, cursul Leului se va urca cât mai sus, dacă e posibil, chiar la paritate aur. Deşi după judecata calmă, acest plan e irealizabil, cu toate acestea însuş faptul, că factorii conducători ai ţării au stabilit un asemenea program, deja în sine a expus vieaţa noastră economică la cea mai gravă zguduire, pentrucă e clar, că nu numai paritatea aur, dar şi cursul de 5 centime la Zürich ar însemna totala ruinare a tuturor întreprinderilor noastre industriale şi al întregii producţii şi circulaţii economice.

Mai mulţi membrii ilustri ai guvernului actual, şi între ei cu deosebire d-l ministru Garoflid, cu mare vază, au accentuat pe faţă după schimbarea guvernului, faţă de acestea, punctul de vedere, care şi după părerea mea e singurul corect, că *planul revalorizării Leului trebue abandonat definitiv şi Leul trebue stabilizat la actualul curs de 2·50 centime*, ceeace în practică s'ar întâmpla astfel, că îndatăce Leul ajunge la acest curs, banca de emisiune, prin cumpărarea de valută forte, împiedecă urcarea mai departe, şi contra valutei forte, ce se va obţine în acest chip şi se va depozita, ca contra unei acoperiri în aur, Banca Naţională ar emite o nouă cantitate de bancnote,

pe care, contra unor cambii comerciale în valoare deplină, ar întrebuința-o pentru alimentarea pieții noastre financiare.

Fiindcă în acest moment valoarea Leului a ajuns la cursul de 2·75 centime, a sosit timpul, ca întrucât față de planul de revalorizare de mai înainte, se afirmă concepțiunea guvernului actual, mai bine zis a d-lui ministru Const. Garoflid, factorii competenți să iee măsurile necesare, ca prin cumpărare de valută forte și prin nouă emisiune de bancnote, deoparte să pună stavilă urcării mai departe a Leului, iar de altă parte să remedieze lipsa de numărar, care e direct catastrofală.

2. Lipsa de numărar.

Adecă, catastrofală lipsă de numărar de azi e în legătură cu chestia de mai înainte și provine de acolo, că stocul de bani în circulație nu e suficient pentru îndestularea nevoilor economice ale țării. Tendința care urma ridicarea Leului la paritate aur, se opunea rigid oricărei noui emisiuni de bancnote în credința, că lipsa de numărar în mod automatic va aduce cu sine și urcarea valorii Leului.

După concepția noastră, o nouă emisiune de bancnote, având acoperire comercială la valoarea deplină, nu se poate considera de inflațiune și nu ar avea ca urmare, devalorizarea monetei noastre, ba din contra, prin înlesnirea producției ar promova îmbogățirea țării.

Deci după părerea noastră trebue să dorim cu asiduitate, ca banca de emisiune rupând cu rigiditatea egoistă de până aci, nu pentru improductive scopuri ale statului, ci spre scopurile îndreptățite deplină acoperire comercială, să pună la dispoziție creditele necesare chiar și atunci, când aceasta ar reclama nouă emisiune de bancnote.

3. Etalonul urcat.

Etalonul urcat, ce este astăzi la noi, fără îndoială omoară întreaga noastră viață economică, pentrucă nu există ram de producție, care să poată realiza beneficiul corăspunzător la acest etalon urcat și astfel pe lângă cametele actuale, agricultura, industria, și comerțul la fel, nu pot face uz decât de credite pe termen absolut scurt.

Prin urmare, între reprezentanții ramurilor de producție nu este deosebire de păreri în ce privește chestia, că aceste camete

oribil de urcate, în definitiv vor cauza ruinarea totală a întregului sistem de producţie din ţară.

Şi moneta e o *marfă*, prin urmare *preţul* ei, adecă *procentul cametelor*, în sistemul nostru economic, îl stabilesc *regulele căutării şi ofertei.* Politica finanţiară greşită a produs la noi o lipsă de numărar artificială. Urmarea necesară a acestei artificiale lipse de numărar e scumpirea banilor şi urcarea procentelor, la ce singurul antidot poate fi, dacă ministerul finanţelor, renunţând la politica finanţiară eronată, despre care acum s'a dovedit că e greşită, dă posibilitatea de a se satisface cererile de credit legale, pelângă procente normale, din partea băncii de emisiune.

Orice altă măsură ar duce numai la muşamalizarea răului şi la cangrenarea rănii. De aceea trebue cât se poate de hotărît să ne opunem la orice tendinţe, cari prin intervenţiile autorităţilor şi prin asemenea măsuri vexatorii, absolut ineficace, dar neliniştitoare pentru întreaga noastră vieaţă economică, ar dori să seducă opinia publică.

4. Procedeul maşter al Băncii Naţionale.

Dacă în general avem să reclamăm, că Banca Naţională nu pune la dispoziţie destulă monetă pentru alimentarea vieţii economice a ţării, în măsură şi mai mare şi cu glas tare trebue să reclamăm, că la banca de emisiune, în ce priveşte creditul, de ce tratament maşter au parte institutele finanţiare minoritare, cu deosebire cele maghiare.

Dintre 98 bănci maghiare, cari conform bilanţurilor din 1922 reprezentau în total 174 milioane Lei capital social şi 54 milioane Lei fonduri de rezerve, în anul 1924 abia *patru* aveau credit la banca de emisiune în suma totală de 9 milioane Lei. Creditul acordat face deci abia 4% din capitalurile lor.

Că acest tratament cât e de nedrept, o arată clar faptul, că capitalul social şi de rezervă al marilor institute financiare dela Bucureşti, cu creditul obţinut la banca de emisiune în 1923 e în următorul raport (în milioane de Lei):

	Capit. soc. şi de rez.	Credit
Banca Românească	380	866
Banca Marmorosch Blank . . .	287	874
Banca de Credit Român . . .	195	529
Banca Comerţului Craiova . .	118	236

Deci marile institute financiare dela Bucureşti în decursul anului 1923 au obţinut la Banca Naţională un credit, care trece deabinele peste 200% din capitalul lor social şi de rezerve.

Faţă de acestea conform datelor, ce le-am adunat în 1925, dintre 114 institute maghiare, a căror capital social făcea la sfârşitul anului 1924, 212 milioane, iar rezervele 109 milioane, totalul capitalurilor făcea deci 322 milioane Lei, încă şi în luna Mai 1925, abia 8 institute aveau credit la Banca Naţională în suma totală de 19 milioane, cu toate că într'aceea băncile noastre satisfăcuse în măsura cea mai largă, toate condiţiile şi formele, pe cari le-a impus Banca Naţională în vederea creditului.

Creditul băncilor maghiare chiar şi azi abia atinge suma de 30 milioane, cu toate că capitalurile lor la sfârşitul anului 1925 făcea deja 398 milioane, prin urmare încă abia face 8% din capitalurile proprii. Iar tot atunci Banca Agrară din Cluj cu capital social de 50 milioane, are 150 milioane credit la banca de emisiune.

Departe să fie de noi, ca cu sentimente de invidie să reclamăm creditele acordate băncilor române, ba precum reiese din cele de mai sus, şi aceste sume sunt cu mult mai mici decât necesităţile. Dar nu putem să nu arătăm lipsa de consideraţie, cu care şi acum, în al 8-lea an de stăpânire românească, se tratează minorităţile şi pe acest teren, şi cu puterea maghiarimei organizate pretindem schimbarea acestui tratament maşter, pentrucă până când băncile maghiare numai în aşa măsură disproporţional de redusă pot ajunge la banii ieftini cu 6% şi sunt nevoite a-şi acoperi trebuinţele de credit prin depuneri cu 18—20%, firește nici nu poate fi vorba, ca nevoile de credit ale publicului maghiar să le poată satisface pe lângă procente mai acceptabile.

5. Problema împrumutului de război

O condiţie importantă a sanării vieţii noastre finanţiare e, ca aşa numite chestii lichidaţionale, rămase încă neresolvite din timpul războiului, să fie rezolvite.

Durere, nici în privinţa aceasta nu ne putem mândri, pe partea guvernelor noastre, nici cu prea mare bunăvoinţă nici cu un zel extraordinar, pentrucă şi acum, în anul al optălea, o parte însemnată a acestor probleme e încă nerezolvită, cu deosebire acelea, la cari statul ar avea ceva să plătească şi publicul să primească.

Nu întru în expunerea amănunţită a acestor chestii lichidaţionale, pentrucă priveşte în primul rând pe specialişti; dar trebue dintre acestea să menţionez una, care atinge în mod simţitor păturile largi ale publicului nostru şi aceasta e problema împrumutului de războiu.

Chestia împrumuturilor de războiu a fost lăsată, prin tratatele de pace, în seama statelor interesate. Cu toate acestea, afară de România, nici un stat succesoral nu a lăsat nerezolvită chestia aceasta, pentrucă afară de apărarea intereselor propriilor lor cetăţeni, au fost conduse şi de consideraţia de o nebănuită importantă, ca chestia împrumuturilor de războiu să nu fie discreditată pentru viitor în ochii propriului popor.

Guvernul României la 1921. a ordonat conscrierea şi s'a şi executat, dar altfel chestia cu nici un pas nu a fost adusă mai aproape de soluţie.

Valoarea nominală a titlurilor de împrumut de războiu maghiar în Ardeal e 2 miliarde 226 milioane Coroane.

N'are Ardealul poate nici un cetăţean minoritar, care să nu fie interesat la aceste împrumuturi de războiu şi aşa într'adevăr nu e greu a înşira argumente în favorul grabnicei soluţionări a acestei chestii. Găsesc însă de cât mai corect, ca în loc de cuvintele şi argumentele mele să citez, ceeace a spus relativ la această chestiune, actualul ministru de finanţe, d-l Ion I. Lăpedatu, în 12 Martie 1922 la Sibiiu:

„Statului român nu-i poate fi indiferent, chestia acestei însemnate averi a cetăţenilor săi şi după părerea noastră nu poate nimici această avere prin simpla anulare a titlurilor ce se află în posesiunea cetăţenilor săi. Aceasta e părerea, pe care eu am reprezentat-o şi o reprezint totdeauna.

Cu vremea numai s'a întărit în mine convingerea, că Statul nu poate lăsa fără despăgubire pe proprietarii din România ai acestor titluri, proprietari, cari în mare parte sunt instituţii publice, corporaţiuni, orfani şi văduve.

Să ne gândim d. e. numai la averea orfanilor, cari sub presiunea împrejurărilor au fost aşezate în asemenea hârtii. Şi cine poate privi cu indiferenţă nedreptatea morală şi socială, cu care ar fi împreunată distrugerea atâtor existenţe nevinovate, în caz de anulare a acestor titluri? Nu ar fi aceasta pedepsirea nedreaptă a unor oameni nevinovaţi?

Ori să ne gândim la instituţiile altruiste, mai ales la acelea,

cari au îndatoriri materiale faţă de societatea, cari le-a creiat, cum sunt institutele de asigurări sociale, de asistenţă muncitorească, de penziune. Cum să-şi satisfacă acestea îndatoririle, dacă izvoarele lor de venite, prin anularea titlurilor, se stâng? Şi oare în asemenea cazuri Statul poate rămânea indiferent în faţa ruinei materiale, ce urmează?

Să ne gândim, în sfârşit, la ţărănime, care s'a încurcat în datorii, ca să poată participa la semnarea forţată a împrumutului? Cine poate privi impasibil la prăbuşirea materială a acestei ţărănimi, dacă în caz de nerecunoaştere a împrumulurilor de răsboiu, trebue să-şi plătească datoriile din al său?

În numele justiţiei sociale pretindem, ca aceste sarcini să le supoarte toată lumea în mod proporţional, mai ales aceia, cari au tras folos din răsboi şi nu numai aceia, cari în mod fatal au trebuit să participe la semnarea împrumutului de răsboiu austro-ungar. Aceste sarcini sunt urmarea răsboiului, ca oricare datorie a vechiului regat, ori a noului stat unit. Precum sarcinile acestea din urmă fie acum, fie în viitor, le va suporta oricare cetăţean al ţării fără excepţie, tot aşa nici sarcinile de mai înainte nu se pot lăsa numai pe umerii acelora, cari sunt proprietarii efectelor din chestie".

În baza celor expuse, doleanţele noastre se cuprind în următoarele:

1. Cerem stabilizarea Leului, încetarea oricărei speculaţii cu Leul, abandonarea definitivă şi pe faţă a politicei, care doreşte urcarea Leului la paritatea aur.

2. Cerem sanarea lipsei de numărar şi în interesul acesteia, satisfacerea nevoilor legale de credit ale ţării prin banca de emisiune, prin credit de scont contra unei acoperiri comerciale integrale.

3. Cerem reducerea etalonului urcat în mod insuportabil şi în interesul acesteia, desfiinţarea tuturor restricţiunilor, cari împiedecă aşezarea în România a capitalului străin ieftin.

4. Cerem, ca Banca Naţională la repartizarea creditelor de scont, să trateze la fel băncile bucureştene şi ardelene deoparte, de altă parte cele române şi maghiare.

5. Cerem şi pretindem cu toată energia, cu referire şi la principiile depuse la 1922 de actualul ministru al finanţelor, d-l Lăpedatu, rambursarea titlurilor împrumutului de răsboiu.

Die Lage des Ungarntums im SHS. Staat seit 1924.

Von: **Josef Gáj.**

Aus dem Ungarischen übersetzt von: *Dr. Erwin Pick.*

Die allgemeine Lage.

Seit 1924 zeigte sich im Leben des jugoslavischen Ungartums gegenüber der früheren Lage weder ein bedeutender Fortschritt noch eine fühlbare Besserung.

Diese ungünstige Erscheinung hat zwei Gründe: 1. Der SHS. Staat ist seit sieben Jahren in einer ständigen Staatskrise und hat so „keine Zeit" sich speziell mit der Sache der Minderheiten zu befassen, oder jene Gesetzesvorschläge als Gesetze anzunehmen und durchführen zu lassen, die wenigstens indirekt die schwebenden Fragen, die die Minderheiten betreffen, regeln würden. 2. Die bisherigen die Minderheiten betreffenden Verordnungsmassnahmen bewegten sich in ihren Grundprinzipien in der Richtung der Verslavung, beziehungsweise der Entnationalisierung, so dass die Entnationalisierung heute als gesichert betrachtet werden kann. Die Zurückziehung dieser Verordnungen oder ihre Umänderung erfolgte nicht, denn seit der kurzen dreimonatigen Regierung der Davidovics-Koalition, wie auch vorher, war ununterbrochen der grosserbische Kurs an der Macht. Radics hingegen ist trotz all seiner Versprechungen machtlos.

Darum ist im SHS. Staat die ungarische Minderheitsbewegung erfolglos.

1. Jene schon früher, seit 1918, erbrachten gesetzlichen oder verordnungsmässigen Massnahmen, durch welche man vor dem Jahre 1924 die früheren ungarischen konfessionellen Volks- und Mittelschulen sperrte — was natürlich das Ungartum in seiner geistigen und kulturellen Existenz bedrohte — sind noch heute in Kraft.

Da aber diese verschiedenen Schulverordnungen die Tendenz haben die Kulturkraft des Ungartums allmählich zu schwächen,

was auch eintrat, so ergab sich tatsächlich seit 1924 eine allmähliche Verschlimmerung in der Unterrichtsfrage der ungarischen Minderheit.

2. In der Religionsfrage leben die jugoslavischen ungarischen Katholiken in einer Organisationsgemeinschaft mit den slavischen und deutschen Katholiken. Da aber bisher zwei apostolische Administraturen — die Becskereker und die Szabadkaer — auf Grundlage der provisorischen kirchlichen Jurisdiktion die Angelegenheiten sämtlicher Katholiken versehen, so beruht heute noch die staatsrechtliche Lage der ungarischen Katholiken auf der prinzipiellen Entscheidung der vidovdaner Verfassung (§ 12). Das kirchenpolitische Konkordat mit Rom besteht noch nicht und auch der Staat hat noch kein interkonfessionelles Gesetz, da nur der diesbezügliche Gesetzesvorschlag bekannt wurde, so dass die rechtliche Sicherheit des katholischen Ungartums noch immer nicht hergestellt ist. Eben diese rechtliche Ungewissheit veranlasste die apostolischen Administraturen, dass sie mit dem 1. November 1925 die katholischen Kirchengemeinden mit einer gewissen Autonomie versehen neu organisieren sollen, da diese durch die Agrarreform in ihrer Vermögenslage, besonders aber in den zum Grossgrundbesitz gebundenen Patronatsrechten, beziehungsweise in den ihr materielles Gedeihen unterstützenden Pratronatszuschüssen, arg geschädigt wurden. Eine ungarische katholische Theologie gibt es nicht, wodurch heute schon der Nachwuchs von ungarischen Geistlichen gefährdet ist, morgen aber schon ganz fehlen kann.

Die Lage der zwei protestantischen Kirchen, der evangelischen und der reformierten, ist aber noch ungewisser als der der ungarisch-katholischen Kirche. Die Augsburger-evangelische Kirche konnte bis zum heutigen Tage ihre entsprechende kirchenrechtliche Verfassung noch nicht schaffen, nur der Verfassungskonzil konnte für die Dauer von zwei Jahren am 15. April 1926 eröffnet werden. Aber die reformierten ungarischen Gläubigen konnten nicht einmal dies erreichen. Ihre Geistlichen sind zum Teil aus dem Lande ausgewiesen, für einen Ersatz kann aber nicht gesorgt werden, da die Staatsgewalt neue Geistliche aus Ungarn nicht zulässt, die Aufrechterhaltung einer Theologie hingegen unmöglich ist. Der Gesetzentwurf bezüglich der einzelnen Konfessionen ist zwar im konfessionell heterogenen SHS. Staat schon fertig, dieser Gesetzentwurf nimmt aber den evangelisch-

reformierten Kirchen ihre autonome Struktur. Seit 1924 erstreben beide protestantischen Kirchen die Sicherung ihrer Autonomie in dem Aufbau ihrer kirchlichen Organisation. 98% des jugoslavischen protestantischen Ungarntums gehören übrigens der kalvinistischen Kirche zu. Die baptistische, nazarenische und methodistische Kirchen sind verfassungsmässig keine Gemeininstitutionen, sondern nur geduldete Konfessionen.

Die katholischen und die protestantischen Kirchen geniessen zwar staatliche finanzielle Unterstützung in den Budgetjahren 1924—25 und 1926—27, wenn auch nicht in proportionellem Verhältnis.

3. Am härtesten wird das Ungarntum mit den Agrar- und Steuermassnahmen der Regierung getroffen. Die ungarischen Bodenbeansprücher kommen laut den Verfügungen der seit dem Jahre 1919 in Kraft getretenen Agrarreform bei der Grundbesitzverteilung nicht in Betracht und die Reihe dieser und ähnlicher Massnahmen besteht heute noch zu Recht, obwohl seit dann fast jährlich eine Revision der Agrargesetzgebung erfolgte. Aber jene der ungarischen Minderheit angehörenden Grundbesitzer, die bisher für ihre enteigneten Grundbesitze nicht einmal eine Pachtentschädigung erhielten, kamen nur in 1925 in die Lage, dass ihnen nunmehr das Recht zusteht mit den fakultativ in ihrem Grundbesitz eingesetzten sogenannten Pächtern kontraktliche Vereinbarungen bezüglich einer endgültigen Entschädigung oder bezüglich eines Verkaufes, zu treffen. In der Vojvodine kam übrigens die Bodenverteilung durch die zu Gesetzen erhobenen Verordnungen zu einem endgültigen Abschluss, aber eine einheitliche, sich auf das ganze Land beziehende Agrarreformgesetzgebung gibt es noch heute nicht. Der diesbezügliche Gesetzentwurf liegt zwar seit 1923 der Skupschtina vor, aber auch dieser Entwurf schliesst in dem II. Kapitel § 20 das Ungarntum aus der Agrarreform aus. Auch die im Gesetzentwurf vorgesehene Entschädigung ist ungerecht, da sie von den Tagespreisen weit entfernt ist und die auf den enteigneten Grundbesitz entfallenden Kolonisationsgebühren auch viel zu hoch bemessen sind.

4. Auch in politischer Hinsicht ist seit 1924 im Leben des jugoslavischen Ungarntums nichts beachtenswertes zu verzeichnen. Ein allgemeingültiges Landesgesetz zur Regelung der Staatsbürgerschaftsfrage gibt es heute noch nicht, was die unangenehme Folge hat, dass ungefähr 50—60% der ungarischen Minderheit

noch heute in den Wahllisten nicht aufgenommen ist, das heisst seine primitivsten politischen Rechte nicht ausüben kann. Die Regierungsgewalt liess aber bis zum Beginn der Wahlen die ganze Leitung der ungarischen Partei in Haft nehmen, nachher aber haben die lokalen Behörden mit den verschiedensten Machenschaften die ungarische Partei eingeschüchtert und zersetzt. Erst nach einer Lethargie von einem Jahre konnte die Leitung der ungarischen Partei allmählich ihre Mitglieder wieder zusammen bringen. Eine Gemeinde oder Komitatsautonomie hat die sogenannte Vojvodine noch bis zum heutigen Tage nicht, obwohl die diesbezüglichen Wahlen in den übrigen Teilen des Landes schon einigemal vor sich gingen.

5. In gesellschaftlicher Hinsicht zeigt sich seit 1924 auch keine besondere Besserung. Ein ständiges Theater hat das Ungarntum bis heute noch nicht, da es dazu keine Bewilligung bekommt. Jedes diesbezügliche Ersuchen wurde bisher vom Innerministerium und vom Unterrichtsministerium abweisend erledigt. Die ungarische Gesellschaft erhielt bisher auch die weggenommenen Vereinslokale und Bibliotheken noch nicht zurück.

Nach diesem allgemeinen Bild sehen wir nun die Lage auf den einzelnen Spezialgebieten:

Die Schulen der ungarischen Minderheit.

a) Die Belgrader Regierung liess auf Grundlage des Ministerratsbeschlusses Nr. 10.070 vom 23. Juli 1919 das alte serbische Volksschulgesetz vom 19. April 1904 auch auf den gewesenen ungarischen Gebieten in Kraft treten. Der § 10 dieses Gesetzes bestimmt, dass nur staatliche und private Volksschulen bestehen können, wodurch mit einem Zuge alle ungarischen konfessionellen Schulen verloren gingen.[1] Der § 16 der Vidovdaner Verfassung (vom 29. Juni 1921) sanktionierte nachträglich diese Verordnung. Diese Lage besteht auch heute noch.

b) Der Entwurf für das neue einheitliche Volksschulgesetz steht auch schon fertig, aber auch dieser Entwurf sieht nur staatliche und private Volksschulen vor.

c) Entsprechend des Ministerratsbeschlusses Nr. 10.050 vom

[1] Zur Zeit des Imperiumwechsels bestanden in der Vojvodine 631 konfessionelle und 266 staatliche Volksschulen.

13. Juli 1920 besteht heute das alte serbische Mittelschulgesetz vom 4. Juli 1912 zu Recht. Es gibt demnach auch nur staatliche Mittelschulen, private Mittelschulen sind nur für die unteren vier Klassen zugelassen, diese aber auch nur ohne Öffentlichkeitsrecht.

d) Die nationale Zugehörigkeit des schulpflichtigen Kindes bestimmen nicht die Eltern — wie dies ihr natürliches Recht wäre — sondern die Schulbehörden auf Grundlage der Zeugnisse der Verwaltungsbehörden, die die nationale Zugehörigkeit nach dem Klang des Familiennamens der Eltern bestimmen, auch dann, wenn die keine ungarischen Namen tragenden Familien schon seit Jahrhunderten ungarischer Muttersprache sind. Die Sprachmassnahmen sind durch die Ministerialverordnungen Nr. 14.449/22 u. 10.820/21 sowie 884/21 vorgesehen und bestehen heute noch zu Recht. Dies ergibt sich auch aus dem diesbezüglichen Elaborat, das der Präsident der ungarischen Partei in Zombor Dr. Leo Deák auf Aufforderung des Sekretärs des Internationalen Vereines der nationalen Minderheiten Dr. Ewald Ammende ausgearbeitet hat.[1]

e) Statt den aufgelösten konfessionellen ungarischen oder ungarischen Gemeindeschulen wurden sogenannte „Parallelklassen" für die Minderheiten eingerichtet, doch in ungenügender Zahl, welche Zahl sich aber noch vermindert. Erstens zwingt die vorhergenannte Verordnung viele Schüler wegen ihren serbisch klingenden Namen in slavische Schulen, wodurch die zu einer Parallelklasse erforderliche Zahl der Schüler herabgedrückt wird (30—40 Schüler), für welchen Fall dann in diesen Orten für die ungarischen Schüler eine serbische Schule entsteht, die ungarische Schule aber angeblich automatisch zu bestehen aufhört. Zweitens werden die aus der früheren Zeit die ungarische Sprache noch beherrschenden Lehrer allmählich alt, werden ausser Dienst gesetzt, wogegen die Möglichkeit der Errichtung einer ungarischen Lehrerbildungsanstalt im Gesetz nicht vorgesehen ist. Allmählich werden also keine ungarischen Lehrer mehr sein, an die ungarischen staatlichen Schulen kommen also slavische Lehrer, die die ungarische Sprache nicht beherrschen, wodurch die ungarischen Parallelklassen wieder unmöglich gemacht werden.[2]

[1] Siehe den diesbezüglichen Teil des Elaborats in der Zeitung „Szabadkai Hirlap" vom 30. Mai 1926.

[2] Siehe das Deák'sche Elaborat vom 30. Mai 1926.

f) Eine grosse Schwierigkeit für die ungarischen Parallelklassen besteht auch in der Verordnung bezüglich der Vortragssprachen. Laut dieser Verordnung ist nämlich in der V. und VI. Klasse der Volksschulen die Vortragssprache nur die serbisch-kroatische Sprache, aber auch in den unteren Klassen dürfen die nationalen Gegenstände (serbische Sprache, Geschichte, Erdkunde) nur in serbischer Sprache vorgetragen werden. So lernen die Kinder auf einmal die Zyrillschrift, die lateinische Schrift und die ungarische Schrift, was in den Volksschulen ein pedagogisches Unding bedeutet.

Der § 35 des neuen Volksschulgesetzes stabilisiert diesen Zustand.

Die Lage der Religionsminderheiten.

a) Die Bestrebung Belgrads geht dahin, dass die pravoslavische serbische Kirche, wenn auch nicht „de jure", so wenigstens „de facto" die günstige Stellung der herrschenden Kirche einnehmen soll, eben wegen dem speziell serbischen nationalen Karakter dieser Kirche. Diese Tatsache wird bewiesen durch das Memorandum der jugoslavischen katholischen Bischöfe vom 30. April 1922 an die serbische Regierung, wie auch durch das Memorandum des Bácskaer Apostolischen Administrators vom 20. Juli 1923.[1]

b) Laut dem Kultusbudget sind gegenüber der pravoslavischen Kirche die übrigen gesetzlichen Kirchen in grossem Nachteil. Zur Veranschaulichung dieser Tatsache zitieren wir die diesbezüglichen Ziffern aus dem Kultusbudget der Jahre 1924—25 und 1926—27.

Als ordentlichen Staatszuschuss erhielten:	Im Jahre 1924—25	Im Jahre 1926—27
a) die Administration der pravoslavischen Kirche . .	9,948.995·20 D	56,510.932 D
die pravoslavische Theologie	7,447.850·— „	11,787.227 „
b) die katholische Kirche zusammen	11,872·721·50 „	33,569.276 „

[1] Das Memorandum hebt hervor, dass die Regierung die katholischen Ordenshäuser enteignete: 20 Klöster und 212 konfessionelle Schulen wurden in der Bácska den Serben übereignet.

c) die protestantischen Kirchen (evangelische u. reformierte)	141.700·— D	804.000 D
d) die Administration der mohamedanischen Kirche .	1,519.080·— „	16,290.275 „
die seriatischen Schulen . .	1,384.840·— „	2,157.126 „
die Medresschulen	700.000·— „	1,485.600 „
e) die jüdische Kirche	60.040·— „	1,078.560 „
f) die altkatholische Nationalkirche	—·— „	249.000 „
Als ausserordentliche Staatshilfe erhielten:		
a) die pravoslavische Administration	33,181.891·— „	858.000 „
die pravoslavische Theologie	1,498.880·— „	—.— „
b) die r. kath. Administration	17,172.831·80 „	500.000 „
c) die protestant. Kirche . .	364 387·— „	—.— „
d) die mohamed. Administr.	12,711.667·— „	50.000 „
die seriatischen Schulen .	366.740·— „	—.— „
e) die jüdischen Schulen . .	224.872·— „	—.— „

Demgegenüber ist das Verhältnis der Konfessionen zahlenmässig:

a) pravoslavische Kirche . . .	5,602.207	also	46·6%
b) röm. kath. „ . . .	4,735.154	„	39·4 „
c) protestantische „ . . .	216.847	„	1·8 „
d) mohamed. „ . . .	1,337.687	„	11·1 „
e) jüdische „ . . .	44.159	„	0·5 „
f) altkatolische „ (die Zahl auch dem Minist. unbekannt)[1]	—.—	„	—.— „

Mit anderen Worten: Die 46·6% der Gesamtbevölkerung ausmachende pravoslavisch-serbische Kirche erhielt im Jahre 1924—25 45·1%, im Jahre 1926—27 hingegen 48% der gesamten Kultusausgaben.

Die 39·4% der Gesamtbevölkerung ausmachende röm. kath. Kirche erhielt in 1924—25 25·4%, in 1926—27 23·5% der gesamten Kultusausgaben.

Die 1·8% der Gesamtbevölkerung ausmachenden protestantischen Kirchen erhielten in 1924—25 0·4%, in 1926—27 hingegen 0·5% der gesamten Kultusausgaben.

[1] Die Daten stammen aus dem Bericht des Kultusministers Trifunovics (1926).

Die 11·1% der Gesamtbevölkerung ausmachende mohamedanische Kirche erhielt in 1924—25 14·3%, in 1926—27 14·05% der gesamten Kultusausgaben.

Die 0·5% der Gesamtbevölkerung ausmachende jüdische Kirche erhielt im Jahre 1924—25 0·16%, im Jahre 1926—27 0·76% der gesamten Kultusausgaben.

Die slavisch-nationale altkatholische Kirche von unbekannter Mitgliedzahl erhielt im Jahre 1924—25 nichts, im Jahre 1926—27 0·17% der gesamten Kultusausgaben. Der Rest der Gesamtausgaben wurde für die internen Ausgaben des Ministeriums verwendet.

Obwohl diese Ziffern für sich ja genug besagen, so wollen wir doch hervorheben, dass auch verhältnismässig die pravoslavische Kirche den grössten Anteil an den Kultusausgaben hat. Nach dieser Kirche kommen jene Kirchen, deren Mitglieder Slaven sind, beziehungsweise laut serbischer Auffassung Serben sind, so zum Beispiel die Musulmanen (Mohamedaner), aber die von den nationalen Minderheiten gebildeten Kirchen, die evangelischen Kirchen bleiben tendenziös unter ihrer Proportion. Die auffallende Bevorzugung der jüdischen Kirche ist eine politische Zweckmässigkeitsfrage.

c) Laut dem Gesetz gibt es 13 anerkannte Konfessionen. Die Nazarener, die Baptisten und Methodisten sind nicht anerkannt, die Pflege ihrer Religion ist aber in ihrem Heim geduldet. Die Altkatholiken (kroatisch-nationale Reformkirche) sind vom Gesetze anerkannt, da sie slavsprachige Lithurgie haben, werden sie von der Belgrader Regierung sogar sehr unterstützt.

d) Die Konkordatsverhandlungen mit dem Heiligen Stuhl sind im Gange, aber viele Forderungen die darin aufgestellt wurden bedeuten eine grosse Gefahr für die Minderheiten. Die serbische Regierung bevorzugt nämlich die altslavische Lithurgie dort wo die Gläubigen zur Hälfte, oder zum grösseren Teil slavisch sind. Wo also die slavische Lithurgie eingeführt wird, dort wird die ungarische Sprache aus den Kirchen verdrängt. Dadurch aber, dass die Ernennung der Geistlichen von der Regierung abhängt, ist die Ernennung ungarischer Geistlicher in ständiger Gefahr.

e) Die religiösen Gegensätze zwischen den einzelnen Konfessionen sind sehr gross.

f) Die Agrarreform nahm natürlich der katholischen Kirche ihren grösseren Grundbesitz, gab aber der serbischen Kirche, mit Berufung auf nationale Gesichtspunkte, ihre „kirchlichen Latifundien" zurück.[1]

g) Die serbische Regierung liess die katholischen Schulvereine, Religionsvereine (Maria-Kongregation) und die Selbstbildungsvereine der Minderheiten schliessen. Die Verordnung Nr. 28.222 vom 20. November 1924 richtet sich gegen die Maria-Kongregationen, die Verordnung Nr. 28.323 vom 26. November 1924 gegen die Religionsvereine.

Die Agrarverfassung.

a) Die Belgrader Regierung enteignete seit 1919 bis heute 483 Grossgrundbesitze im Ausmasse von 509.371 Joch und beliess den früheren Grundbesitzern 100, beziehungsweise 518 Joch Grundbesitz, jenachdem ob die früheren Besitzer selbst den Grundbesitz bewirtschafteten, oder ihren Besitz in Pacht gaben. Die Aufteilung wurde im Verordnungswege und durch die Verwaltungsbehörden durchgeführt.

b) Der Grossgrundbesitz wurde in 1919—1920 in Zwangspacht gegeben, in 1920—1924 für vier Jahre ebenfalls in Zwangspacht. Seit dann wurden die aufgeteilten Grundbesitze bis zur Schaffung einer endgültigen Agrargesetzgebung, für ungewisse Zeit also, auf Grundlage einer Indemnitätsvollmacht wieder in Zwangspacht gegeben.

c) Der Pachtschilling betrug im Jahre 1919—1920 das Fünffache des reinen Katasterertrages, von 1920 bis 1924 das Achtfache des Katasterreinertrages, abzüglich $^1/_3$ beziehungsweise $^1/_4$ für Agrarreformgebühren. Aber auch diesen Pachtschilling erhielten die früheren Besitzer nicht ausbezahlt, sondern diese Beträge wurden zu Gunsten der früheren Besitzer in die Nationalbank eingezahlt, wo sie bis zur Schaffung der endgültigen Agrargesetzgebung auf Rechnung der zukünftigen Entschädigung verbleiben. Der festgestellte Pachtschilling ist im Verhältnis zu den Tagespreisen lächerlich gering.

d) Trotzdem die früheren Besitzer die Pachtbeträge nicht zu Händen bekamen, mussten sie für sämtliche Steuern, staatliche

[1] Siehe das Agramer Memorandum vom 30. April 1922 und das Bácskaer Memorandum vom 20. Juli 1923.

und Gemeindesteuern, Komitatssteuern und für die hydrotechnischen Gebühren aufkommen, nur weil sie am Papier noch als Eigentümer figurieren. Dieses Eigentumsrecht wurde aber im Grundbuch für die enteigneten Güter insoweit illusorisch, als darin ein Veräusserungs- und Belastungsverbot eingetragen wurde. Keine, wie immer geartete Entschädigung wurde also bezahlt. Auch in den Fällen der endgültigen Enteignung für Kolonisierung, wo der Grundbesitz im Grundbuch auf den serbischen kriegsfreiwilligen Besiedler überschrieben wurde, erhielt der frühere Grundbesitzer keine Entschädigung ausbezahlt, sondern nur das Versprechen des Staates, dass die Enteignung bei der endgültigen gesetzlichen Regelung der Agrarfrage vergütet wird.

e) Die auf dem Grundbesitz befindliche landwirtschaftliche Ausrüstung (lebende wie Sachausrüstung) wurde zwischen den Bodenbeansprüchern aufgeteilt. Eine Entschädigung erhielten die früheren Besitzer dafür nicht.

f) Der Grundbesitz jener Grundbesitzer, die aus dem SHS. Staate nach Ungarn zogen oder flüchteten, wurde entgegen der Bestimmungen der Friedensverträge sequestriert. Die Liquidierung dieser Sequestrierungen ist aber seit 1924 im Gange und wird gegen Verzichtleistung auf die gebührenden Pachtbeträge und gegen Löschungsgebühren von einer speziellen Kommission durchgeführt.

g) Am wichtigsten ist aber jene Tatsache, dass die ungarischen und nichtslavischen Bodenbeansprücher auf Grundlage der genannten Verordnungen bis zum heutigen Tage keine Scholle Erde erhielten. Laut dem Agrarreform-Gesetzentwurf von Miletics, der der Skupschtina jetzt vorliegt, sollen laut Kapitel II, § 20 auch für die Folge nur Serben, Kroaten und Slovenen Anspruch auf Grundbesitz haben.

h) Laut dem § 38 des Indemnitätsgesetzes von 1925 entstand insoweit eine Änderung, als die früheren Besitzer und die vorläufigen Pächter oder Ansiedler mit nachträglicher ministerieller Zustimmung fakultativ Vereinbarungen über den Kauf der enteigneten oder ihnen zugewiesenen Grundbesitze treffen können. Jedenfalls ist dies der einzige Schritt in der Richtung einer modernen Auffassung der Sachlage.

Es herrscht also nach wie vor eine allgemeine Unsicherheit auf dem Gebiete des Agrarwesens, worunter besonders die natio-

nalen Minderheiten leiden. Zu dieser schwierigen wirtschaftlichen Lage kommt noch jener Umstand hinzu, dass heute in der Vojvodine 21 verschiedene Steuern in Kraft sind: die alten ungarischen Steuern und die neuen serbischen Steuern. Die Steuervereinheitlichung wird jetzt beraten.[1]

Das Ungarntum im politischen Leben.

Das Ungarntum des SHS. Staates wäre am 8. Februar 1925 in die Lage gekommen, seine Vertreter bei den Landeswahlen in die Skupschtina zu entsenden. Aber die Wahlregierung Pasics—Pribicsevics entfaltete einen dermassen unerhörten und auch am Balkan bis dahin unbekannten physischen und moralischen Terror — besonders gegenüber den Minderheiten —, dass das Ungarntum keinen einzigen Abgeordneten entsenden konnte. Die Deutschen konnten von ihren früheren 8 Abgeordneten nur 5 wiederwählen, die mazedonischen Türken verloren alle 15 ihrer früheren Vertreter.

Die Wahltragödie der Minderheiten können wir übrigens in nachstehenden Punkten zusammenfassen:

a) Die Dobrovoljazen, die Csetniken, die Srnaosen wurden von den staatlichen Behörden bewaffnet, und vertrieben so die Volksversammlungen, misshandelten die Kanditaten und die Agitatoren.

b) Die Urnenwächter zwang man kurz vor der Wahl zum Abdanken von ihrer Stelle, leisteten diese aber Widerstand, so wurden sie verprügelt, verhaftet und sogar interniert.

c) Die Wahlleiter, die Richter waren, wurden von der Polizei vertrieben und statt ihnen Polizeikommissäre, Panduren und Diener mit der Leitung der Wahl betraut.

d) Die Wahlkugeln wurden nach Vertreibung der Vertrauensmänner einfach in die Urnen der Radikalen umgeschüttet. (In Mazedonien, Zenta, Muraköz, Varasd).

e) Zu den Urnen wurden nur jene Personen zugelassen, die sich entsprechend legitimieren konnten, wobei die Wähler der Pasicspartei für die Dobrovoljazen und Gendarmen entsprechend gekennzeichnet wurden. Die anderen erhielten keine Wahllegitimation, oder wurden als Oppositionswähler bezeichnet

[1] Siehe Dr. Slavko Miletics: Die Staatsfinanzen. Seite 4.

und durch die Terroristen an der Ausübung ihres Wahlrechtes verhindert.

f) Die Zeitungen der Minderheiten wurden vor der Wahl eingestellt (Hirlap, Werbaser Zeitung), die Flugblätter, Plakate der Opposition wurden durch unverantwortliche Elemente konfisziert.

g) An die Türen der Minderheitswähler wurden zur Nachtzeit Totenköpfe geklebt.

h) Von den 120—140.000 wahlberechtigten Ungarn wurden kaum 55% in die Wahllisten aufgenommen, die Übrigen wurden wegen ungeregelter Staatsangehörigkeit zurückgewiesen. In Zenta wurden an einem Tage 6000 Wähler aus den Wahllisten gestrichen. In Szabadka wurde die ganze Leitung der Ungarischen Partei verhaftet. Der Baranyaer Kandidat Johann Varga wurde halbtot geschlagen, dasselbe geschah auch mit dem deutschen Führer Dr. Krafft.

Die vorhergenannten Tatsachen sind übrigens im Communiqué des Oppositionsblockes vom 13. Februar 1924 — in diesem Block sind auch Serben und Kroaten vertreten — enthalten, welches Communiqué in der Belgrader Zeitung „Politika" vom 14. Februar 1926 veröffentlicht wurde.[1]

Das Ergebnis des Terrors war, dass nur 20.000 Ungarn ihr Wahlrecht ausübten, die keinen einzigen Abgeordneten stellen konnten. Seitdem konnte sich die Ungarische Partei noch immer nicht zusammenraffen und steht heute ohne parlamentarische Vertretung da.

Die kulturelle Lage des Ungarntums.

a) Obwohl die individuelle Freiheit seit 1924 wesentlich zunahm, so sind doch bezüglich der Bewegungsfreiheit der Vereine und Verbindungen sehr zahlreiche Klagen zu vernehmen. In Bezdan wurden ungarische Lesevereine mit der Begründung nicht genehmigt, dass dort bereits ein serbischer Lesezirkel besteht. In Csonopla wurde die ungarische Volksbibliothek auf den Boden des Gemeindehauses geworfen und wird von dort nicht freigegeben. Die Schaffung der „Literarischen Gesellschaft

[1] Wir können die detaillierte Behandlung des Wahlverlaufes mit Dokumenten belegt jedermann zur Verfügung stellen.

der Vojvodine" wurde verhindert, ungarische Sportvereine werden nur dann geduldet, wenn in deren Leitung auch Slaven gewählt werden, beziehungsweise diese Vereine sich den slavischen Sokols anschliessen.

b) Ein ständiges ungarisches Theater konnte man bis heute noch nicht erwirken, man bekam nur platonische Versprechungen. Auch Dilettanten bekommen nur von Fall zu Fall entsprechende Genehmigung.

c) Demgegenüber geniessen die entsprechenden slavischen Vereine eine reichliche Subvention von Staatsmitteln. Zur Veranschaulichung dieser Tatsache sollen die nachstehend angeführten Daten aus dem Budget des Jahres 1926—27 dienen:

1. Die slavischen Theater bekommen 47,194.826 Dinare, wogegen die ungarischen und deutschen Theater keinen Heller bekommen, aber auch kein Theatergebäude haben.

2. Es erhalten ferner:

a)	Die kroatische Matica	78.000 D.
b)	Die Üsküber wissenschaftliche Ges. . . .	50.000 „
c)	Die Sarajevoer Prosveta	20.000 „
d)	Die Ferialvereine	30.000 „
e)	Die slavischen Sokols	100.000 „
f)	Die Vereine Prosveta, Gajret, Napredak, Prosvetni Savez	100.000 „
g)	Der slovenische Kunstverein	100.000 „
h)	Die slovenischen Musikschulen in Agram, Sarajevo, Laibach, Marburg	2,907.219 „

Demgegenüber bekommen die Minderheiten keinen Heller, nur Hindernisse und Verbote.

*

Eine Hoffnung auf eine bessere Zukunft ist vorläufig nicht. Bis der kultivierte Westen nicht öfter und genauer auf dem Balkan Umschau hält und dort mit dem byzantinisch-balkanischen Leben bekannt wird, so lange werden die Minderheiten des SHS. Staates das traurigste Schicksal in Europa zu erdulden haben.

Discours de M. le Dr. Maspons y Anglassell

au Congrès des Nationalités, Genève, le 25 août 1926.

J'ai l'honneur de vous apporter les salutations les plus sincères des représentants de Catalogne. En même temps je dois vous exprimer notre profonde gratitude et reconnaissance pour l'accueil que vous nous avez fait. Nous sommes particulièrement reconnaissants au Comité exécutif et à Monsieur le secrétaire *Ammende* qui s'est rendu dans notre pays pour observer de près notre situation.

Notre illustre président, le *Dr. Wilfan* a exprimé d'une façon remarquable les points sur lesquels nous sommes tous d'accord. Il faut reconnaître le tact avec lequel il a traité les affaires concernant nos problèmes, tact où s'unissent le bon sens pratique au plus haut idéalisme.

Ce devoir de courtoisie et de gratitude une fois accompli, notre loyauté nous oblige de faire une déclaration préalable. Nous tenons à manifester que le groupe catalan, tout à fait compacte dans son territoire, ne renonce, par le fait d'assister à cette conférence, à aucun des droits que le principe des nationalités lui accorde.

Et nous pouvons nous exprimer ainsi – d'autant plus que nous ne croyons pas incompatible ce principe avec les fonctions et le but de l'État – et que nous sommes, au contraire, persuadés, que seulement par l'application du principe de nationalité on arrivera d'une manière pacifique à avoir un État grand et prospère.

Bien que le congrès ne pose pas la question dans toute son intégrité, nous sommes ici pour donner une nouvelle preuve – après tant d'autres – de notre bonne volonté et de notre espoir d'une solution pacifique. Nous sommes disposés, à chercher avec tout notre enthousiasme les formules juridiques qui puissent résoudre nos problèmes sans changer par la violence la carte de l'Europe. Ce procédé s'accorde d'ailleurs avec notre idéal et convient le plus à notre tempérament.

Certes, l'histoire de la Catalogne nous révèle un peuple d'une formation et d'une évolution juridiques remarquables. Dès

sa constitution au milieu du neuvième siècle, on trouve, à la base du droit public et privé l'expression de la volonté collective. C'est notre gloire d'avoir eu un des premiers Parlements d'Europe, avant même que l'Angleterre ait eu sa Charte-Magne. Et c'est à notre peuple qu'on doit le premier code international maritime, le livre du „Consolat de Mar", encore appliqué par les Tribunaux d'Amérique du Nord, et utilisé aujourd'hui par un des organismes issus de la Société des Nations pour fixer les règlements internationaux de la marine de commerce.

Quand surgit, au XVème siècle, en Catalogne, le problème de substituer la Dynastie éteinte, c'est à un arbitrage juridique, le „Compromis de Casp" que l'on eut recours. Au XVIème siècle, en plein essor de l'idée césariste, notre peuple proclama que la loi n'est pas obligatoire, si elle impose une injustice. Enfin, ces dernières années, quand notre «*Mancomunitat*» ou Gouvernement local (à présent disparu) commença l'oeuvre du redressement national, et elle usa de son effort enthousiaste pour donner une forte impulsion à l'enseignement, aux travaux publics, à la culture, à l'investigation et au progrès de l'histoire de l'art et du droit. Notre patrie renaissante n'a pas amené au monde une doctrine de violence et de désastre, mais bien au contraire : un esprit de reconstruction, de prospérité, de culture spirituelle et féconde.

Je ne désire pas vous fatiguer, Messieurs, avec une exposition de notre problème particulier. Ce n'est pas la place ici pour le faire. J'ai seulement voulu vous rappeler nos droits à siéger dans votre Congrès. Je dirai en outre, pour signaler ce qui nous caractérise parmi les autres groupes ici représentés ; que la Catalogne a toujours sauvegardé son individualité ; qu'elle a toujours formé une unité territoriale, celle des pays où la langue catalane est parlée ; et que, même aux époques d'extrême décadence, notre langue n'a pas reculé géographiquement et que notre renaissance a réussi à créer tout un vaste mouvement intellectuel. Tous les specialistes savent que la littérature catalane est déjà une littérature nationale très importante, où tous les genres sont cultivés avec un essor qui dépasse de beaucoup notre état politique.

Pour assurer le développement de tout cet effort de notre âme, la Catalogne a besoin d'abord des droits civiques supprimés et ensuite des garanties spéciales, d'accord avec le

principe d'auto-determination. Tant que la justice et les droits de l'homme ne seront rétablis chez nous et tant qu'un minimum de liberté ne sera accordé à notre peuple, il y aura chez nous et malgré nous, il faut le dire, une source de désordre, d'inquiétude et de danger pour cette paix internationale que les diplomates réunis à Genève ont tant de peine à constituer.

Dans une pareille situation doivent être la plupart des groupes. Il y en a peut-être qui sont reniés aveuglement comme si les hommes ou les États pouvaient nier ou modifier une réalité qui s'impose par elle-même. Il y en a aussi qui sont accusés par l'État respectif d'être d'insupportables perturbateurs. D'autres ont gardé leur calme serein et on était ensuite accusé de manquer de courage. Eh bien : ce congrès pacifique mais en même temps plein de courage, donnera un bel exemple de franchise et de loyauté. Si l'on ne répond pas généreusement à notre geste franc et loyal, ce ne sera pas de notre faute ! Nous avons, comme alliés, le respect des réalités, l'amour du vrai, le profond désir d'aboutir à une solution satisfaisante. Nous souhaitons – et c'est tout dire – que ce soient des armes suffisantes pour lutter contre l'esprit de persécution, d'intolérance et d'assimilation négative.

Nous nous trompons peut-être, mais tous ceux qui désirent réellement la paix, et l'union des esprits dans cette Europe malheureuse, devront être de notre avis s'ils sont sincères. Il y avait, à la base de la grande guerre, quelques problèmes de nationalité qui ont été de beaux prétextes. Aujourd'hui il y en a des douzaines ! Pense-t-on qu'on pourra les étouffer dans l'injustice ? La pensée est rébelle à le croire parce – que cette idée lui repugne. Non ! L'injustice n'engendre que la catastrophe, la guerre.

Avec cette conviction sincère nous venons donc assister à ce congrès, nous vous offrons notre collaboration, armés de foi et de bonne volonté ! Ce sont les mêmes armes que vous portez, et nous vous disons : avec elle, jusqu'au bout !

STATISTISCHE MITTEILUNGEN.

Statistische Betrachtung der rumänischen Parlamentswahlen 1926 mit besonderer Beachtung Siebenbürgens, Banats und der angeschlossenen Gebiete.

Von: **Dr. Ladislaus Fritz.**
Mitglied der Minderheitsabteilung der ungarischen Landespartei.

Aus dem Ungarischen übersetzt von: *Dr. Erwin Pick.*

(Fortsetzung und Schluss der im Heft 7–8 erschienenen Mitteilung.)

Betrachten wir nun in statistischer Beleuchtung, was geschehen wäre, wenn die ungarische Minderheit selbständig — eventuell zusammen mit der deutschen Minderheit — den Wahlkampf aufgenommen hätte? Wie viele Abgeordneten- und Senatorenmandate wären uns zugefallen, wenn wir uns in den Kampf der rumänischen Parteien nicht eingemengt hätten?

Untersuchen wir diese Frage von zwei Gesichtspunkten: 1. Wenn wir mit selbständigen ungarischen Listen den Kampf aufgenommen hätten, 2. wenn wir mit der deutschen Minderheit ein Wahlkartell geschlossen hätten. In beiden Fällen setzen wir eine reine, jedenfalls wohlwollende Wahl als Hintergrund voraus.

Zum Punkt 1. Im Sinne des Wahlgesetzes und für den Fall, dass selbständige ungarische Minderheitswahllisten aufgestellt worden wären, hätte das Ungarntum in den Wahlbezirken wo es die absolute Mehrheit erhielt, sämtliche Abgeordnetenmandate zugewiesen erhalten. Im Komitate Csik 3, im Komitate Háromszék 3, im Komitate Udvarhely 4, zusammen wären also 10 Mandate gesichert gewesen. Da es aber 6—8% sämtlicher Wahlstimmen im Lande erhalten hätte, wäre der Ungarischen Partei auch von jenen Mandaten zugekommen, die entsprechend dem Wahlgesetze von den Mandaten übrig geblieben wären, die über die 50% für die Mehrheitsliste, zwischen den Minderheitsparteien die mindestens 2% sämtlicher Stimmen erhalten haben, zur Aufteilung gekommen wären. Auf diesem Wege hätte die Ungarische Partei weitere 14—16 Abgeordnetenmandate erhalten.

Da bei den Senatorenwahlen die in den Wahlbezirken erreichte relative Mehrheit ausschlaggebend ist, so hätte die Ungarische Partei in folgenden Komitaten Senatorenmandate erhalten:

Csik 1, Háromszék 1, Udvarhely 1, Marostorda 2, Szilágy 2, zusammen sieben Mandate.

Diese Bilanz, im Vergleich mit der heutigen Lage zeigt also, dass der Ungarischen Partei statt 14, vierundzwanzig bis sechsundzwanzig Abgeordnetenmandate und statt 9 sieben Senatorenmandate gesichert worden wären.[1]

Zum Punkt 2. Wenn wir ein ungarisch-deutsches Wahlkartell voraussetzen, so dürfen wir nicht ausser Acht lassen, dass die deutsche Minderheit bei den abgelaufenen Parlamentswahlen auf der Regierungsliste in den Komitaten Arad, Kisküküllő, Nagyküküllő und Szeben je ein, im Temeser Komitat zwei Abgeordnetenmandate und weiterhin vier Senatorensitze erhielt, obwohl ihrer Zahl nach sie 12 Abgeordnetenmandate und 4 Senatorenmandate hätten erhalten müssen.

Es entsteht daher die Frage, ob die zu den 200.000 ungarischen Stimmen hinzukommenden und diese verstärkenden 80.000 deutschen Stimmen die Zahl der ungarischen Abgeordnetensitze, die der Ungarischen Partei aus den zur Aufteilung gelangenden Mandaten noch zukämen, dieselbe vergrössern würde. Dabei wäre zu beachten, dass von den Komitaten wo die Ungarische Partei die Mehrheit erhielt abzusehen ist, andererseits aber auch die, der Zahl der deutschen Stimmen entsprechenden Abgeordnetensitze, mindestens aber die erreichten 10 Mandate, für das Deutschtum gesichert sein sollen.

Die Tatsache ist festzuhalten, dass das Deutschtum in sich mit seiner über 3%-igen Stimmzahl die erforderlichen 2% übersteigt, eine absolute Mehrheit aber in keinem Wahlbezirke (Komitat) erreicht hätte und auch nicht erreicht hat, es wäre also nicht im Stande gewesen den Kampf selbständig aufzunehmen.

[1] Zur Erreichung der Abgeordnetenmandate haben wir folgende Ziffern als Rechnungsgrundlage: Von 1,353.000 Ungarn sind 270.000 (20%) wahlberechtigt. Davon haben 80%, also 216000 abgestimmt. Auf andere Listen entfallen 7—8%, also zirka 16.000 Stimmen. Die selbständigen ungarischen Listen hätten also 200.000 Stimmen erhalten, welche Ziffer 7·6% der im ganzen Lande abgegebenen 2,623.000 Stimmen ausmacht. Abzuziehen sind von diesen 200.000 Stimmen 58.000. (Im Komitate Csik 21.000, in Háromszék 19.000, in Udvarhely 18.000) da mit diesen Stimmen dort eine absolute Mehrheit und gewisse Mandate erreicht wurden. Es verbleiben dann 142.000 Stimmen, die 5·55% ausmachen und den Verteilungskoeffizient bilden für die zu verteilenden Mandate. Demnach wären dem Ungartum in Arad (24%), Bihar (31%), Kolozs (31%), Marostorda (48%), Szatmár (25%), Szilágy (32%), Torda-Aranyos (21%), zusammen in 7 Komitaten 14—16 Mandate zugefallen. (Die Prozentzahlen neben den Komitatsnamen zeigen die Zahl der Ungarn im Verhältnis und in Prozenten zur Zahl der Gesamtbevölkerung in jenen Komitaten an).

Die Zahl der Deutschen im Verhältnis zu der Zahl der gesamten Bevölkerung stellt sich in den hauptsächlich von Deutschen bewohnten Komitaten wie folgt:

Nagykükülló	65.000	Deutsche	40%	;	Verhältniszahl d.	Ungarn	10%	; zus.	50%
Temes-Torontal	168.000	„	35%	;	„	„	14%	; „	49%
Szeben	56.000	„	29%	;	„	„	3%	; „	32%
Besztercenaszód	21.000	„	15%	;	„	„	4%	; „	19%
Kiskükülló	21.000	„	14%	;	„	„	26%	; „	40%
Arad	54.000	„	13%	;	„	„	24%	; „	37%

Die Verhältniszahl der in den übrigen Komitaten zerstreut lebenden 172.000 Deutschen schwankt zwischen 0 und 8%, kommt also selbständig für sich nicht in Betracht.

Für den Fall eines deutsch-ungarischen Wahlkartells hätte diese gemeinsame Liste ausser in den drei ungarischen (Székler) Komitaten noch in den Komitaten Nagykükülló und Temes-Torontal die absolute Mehrheit erreicht. Das Ergebnis wäre also ausser den 10 Mandaten von den drei ungarischen Bezirken noch weitere 14 Mandate gewesen, zusammen also 24 Mandate, wovon den Ungarn in Csik 3, in Háromszék 3, in Udvarhely 4, dann in Nagykükülló 1, in Temes Torontal 3, zusammen also 14 Mandate zugekommen wären. Die Deutschen hätten in Nagykükülló 3, in Temes-Torontal 7, zusammen also 10 Mandate erhalten.

Im Wege der Aufteilung[1] wären in 10 Komitaten dem ungarisch-deutschen Kartell weitere 16—18 Mandate zugekommen, so dass statt den jetzigen 20 Mitgliedern der ungarisch-deutschen Parlamentsgruppe (14 Ungarn, 6 Deutsche) 40—42 Abgeordnete im Parlament sässen.

Die Zahl der zum deutsch-ungarischen Kartell gehörenden Senatoren wäre aus Nagykükülló um 1 und aus Temes-Torontal um 4 Senatoren gewachsen, zusammen also mit 5 Mandaten, wozu noch aus den Bezirken Csik, Háromszék, Udvarhely je 1 und aus Szilágy und Marostorda je 2, zusammen also 7 gekommen wären. Insgesamt hätte der Kartell 12 Senatoren gehabt, gegenüber den jetzigen 13 Senatoren, also nur um einem weniger.

Das wäre, in ungefähren Zahlen ausgedrückt, das Ergebnis eines etwaigen ungarisch-deutschen Wahlkartells gewesen.

[1] Unsere Berechnungsgrundlage bezüglich der Abgeordnetenmandate ist: Von 1,353.000 Ungarn und 557.000 Deutschen, zusammen 1,910 000 Personen (20%) 382.000 Wahlberechtigte. Davon 80% bedeuten 305.000 Stimmen. Es entfallen davon auf andere Listen (7—8%) zirka 21.000 Stimmen. Die Listen des deutsch-ungarischen Kartells hätten also rund 284.000 Stimmen erhalten, die 10·8% der im ganzen Lande abgegebenen 2,623.000 Stimmen ausgemacht hätten. In Abzug gebracht werden müssen für die Komitate mit absoluter Mehrheit und zwar in Csik, Háromszék, Udvarhely zusammen 58.000, Nagykükülló 13.000, Temes-Torontal 37.000, insgesammt 108.000 Stimmen. Es verbleiben 176.000 Stimmen, die den Verteilungskoeffizient von 7·8% ausmachen, wonach die Zahl der dem Kartell zuzuteilenden Abgeordnetenmandate in 10 Komitaten (Arad, Bihar, Kolozs, Marostorda, Szatmár, Szilágy, Tordaaranyos, Szeben, Besztercenaszód, Kiskükülló) 16—18 wäre.

Die zusammenfassende Tabelle über die abgelaufenen Abge
Einzelergebnisse

1	2	3	4	5							
Wahlbezirk (Komitat)	Die Zahl der zu wählenden Abgeord.	Die Zahl der in die Wahllisten aufgenommenen Wähler	Die Zahl der eingereichten Wahllisten	Die Zahl der auf die einzelne							
				Volkspartei (Regierungspartei) in Kartell mit den Minderheiten		Vereinigter Oppositionsblock (Nationalpartei-Bauernpartei)		Christlich-nationale Schutzliga (Cuzisten)		Nationalliberale Partei (Brătianu)	
				in absoluten Ziffern	%	in absoluten Ziffern	%	in absoluten Ziffern	%	in absoluten Ziffern	%
Alsófehér—Alba	5	46997	5	8749	25·39	22659	65·76	494	1·43	1335	3·8
Arad	9	110739	5	31093	39·43	26976	34·21	9427	11·96	2920	3·7
Bihar—Bihor	9	99998	7	25862	34·30	—	—	3908	5·18	1537	2·0
Besztercenaszód-Năsăud	3	34172	4	14967	61·14	5674	23·18	2753	11·25	587	2·4
Brassó—Braşov	3	35038	5	12488	51·32	8906	36·60	—	—	1322	5·4
Csik—Ciuc	3	33325	2	23142	97·79	—	—	—	—	290	1·2
Fogaras—Făgăraş	3	22431	4	4823	29·71	10114	62·31	391	2·41	619	3·8
Háromszék—Treiscaune	3	30444	3	21223	91·67	1336	5·77	—	—	317	1·3
Hunyad—Hunedoara	9	77942	6	16411	27.06	35771	59·00	951	1·57	2946	4·8
Kiskükküllő—Târnavamică	4	32296	3	13935	52·25	11177	41·91	—	—	980	3·6
Kolozs—Cluj	6	72627	6	14988	31·38	26700	55·92	1467	3·07	442	0·9
Krassó—Caraş	5	59272	6	14142	34·35	11233	27·29	6137	14·91	3343	8·1
Szörény-Severin	6	62044	6	18824	40·76	16571	35·88	4542	9·83	2415	5·2
Maros-Torda—Mureş	6	61739	5	25540	60·27	10008	23·62	486	1·15	1221	2·8
Máramaros—Maramureş	4	31422	3	6270	41·04	7469	48·89	—	—	1174	7·6
Nagykükküllő-Târnava m.	4	40352	3	18945	64·48	8433	28·70	—	—	1601	5·4
Szatmár—Satumare	6	63581	6	23290	54·38	7750	18·10	6415	14 98	1518	3·5
Szeben—Sibiu	5	45353	5	15114	45·36	15908	47·75	—	—	850	2·5
Szilágy - Sălaj	6	72683	5	22829	43·12	25622	48 39	1056	1·99	797	1·5
Szolnok-Doboka—Someş	5	49605	5	10635	30·60	20472	58·91	932	2·68	760	2·1
Torda-Aranyos—Turda	4	41163	5	11731	40·58	13046	45·13	1650	5·71	645	2·2
Udvarhely—Odorheiu	4	28316	4	19557	92·94	557	2·65	—	—	528	2·5
Temes-Torontál—Timiş-Torontál	10	129225	6	45921	45·97	25386	25·41	6583	6·59	2612	2·6
Zusammen	122	1280764		420479	45·52	311768	33·75	47192	5·10	30759	3·3

Die in die Wahllisten aufgenommenen Personen machen 23·4% der Bevölkerung

rdnetenwahlen in Siebenbürgen und Banat zeigt in ihren lgendes Bild:

Listen abgegebenen Stimmen								6		7	8		9	10	11	
Sozialisten-Partei		Block der ländlichen und städtischen Arbeiter (Kommunisten)		Nationalpartei (ausserhalb des Blockes)		Bauernpartei (ausserhalb des Blockes)		Die Zahl der gestrichenen Stimmen (bei der Stimmenzählung)		Die Gesamtzahl der abgegebenen Stimmen	Die Zahl der ungarischen Bevölkerung im Komitate (Wahlbezirk)		Die Zahl der der Bevölkerungszahl entsprechend auf das Ungartum entfallenden Mandate	Die Zahl der entsprechend dem Wahlpakte auf das Ungartum entfallenden Mandate	Die Zahl der tatsächlich durch die Wahl dem Ungartum zugewiesenen Mandate	
ten Ziffern	%	in absoluten Ziffern	%	in absoluten Ziffern	%	in absoluten Ziffern	%	in absoluten Ziffern	%		in absoluten Ziffern	%				Ersatzsitze
252	0·73	—	—	—	—	—	—	971	2·82	34460	24107	11·46	0·50	—	—	
—	—	5801	7·36	—	—	—	—	2630	3·34	78847	99565	23·50	2·11	1	1	
928	1·23	9349	12·40	31452	41·72	275	0·37	2080	2·76	75391	150501	31·01	2·79	2	2	
—	—	—	—	—	—	—	—	497	2·03	24478	5893	4·25	0·12	—	—	
676	2·78	566	2·32	—	—	—	—	377	1·55	24335	38213	25·38	0·76	1	1	
—	—	—	—	—	—	—	—	232	0·98	23664	110513	90·53	2·71	2	2	
—	—	—	—	—	—	—	—	285	1·76	16232	5857	7·48	0·22	—	—	
422	3·99	424	0·70	—	—	—	—	275	1·19	23151	103669	78·66	2·35	2	2	
—	—	—	—	—	—	—	—	1707	2·82	60632	47600	13·65	1·22	—	—	
444	5·11	530	1·11	—	—	—	—	576	2·16	26668	37891	25·94	1·03	—	—	
005	12·16	518	1·26	—	—	—	—	1182	2·48	47753	105393	30·76	1·84	1	—	1
324	2·37	1294	2·80	—	—	—	—	787	1·91	41165	21800	4·79	0·23	—	—	
—	—	3628	8·56	—	—	—	—	1216	2·63	46186						
—	—	—	—	—	—	—	—	1492	3·52	42375	130990	47·47	2·85	2	2	
—	—	—	—	—	—	—	—	363	2·38	15276	6200	4·10	0·17	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	402	1·37	29381	16572	10·16	0·46	—	—	
184	2·77	2197	5·13	—	—	—	—	473	1·10	42827	83422	24·48	1·46	1	—	
407	1·22	494	1·48	—	—	—	—	546	1·64	33319	6131	3·23	0·16	—	—	1
—	—	1077	2·03	—	—	—	—	1565	2·96	52946	99116	31·75	1·90	1	1	
507	1·46	—	—	—	—	—	—	1447	4·16	34753	32896	14·88	0·74	—	—	
783	2·71	—	—	—	—	—	—	1054	3·64	28909	37771	21·09	0·84	—	—	
207	0·98	—	—	—	—	—	—	194	0·92	21043	122133	93·50	3·73	3	3	
874	4·88	8249	8·25	—	—	—	—	6271	6·28	99896	67179	14·17	1·41	—	—	
013	2·27	34127	3·69	31452	3·40	275	0·29	26622	2·65	923687	1353412		29·60	16	14	2

aus. — Ihr Wahlrecht übten 72·12% der Wähler aus.

II. Die Statistik der Senatswahlen.

Bei den Senatswahlen ist das Prinzip der Minderheitsvertretung weggefallen und so fällt auch jene komplizierte matematische Berechnung weg, die zur Verteilung der Abgeordnetenmandate notwendig war. Die Komitats-Wahlämter zählen die

1	2	3	4	5	6	7		
Wahlbezirk (Komitat)	Die Zahl der zu wählenden Senatoren	Die Zahl der in die Wahllisten aufgenommenen Wähler	Die Zahl der eingereichten Wahllisten	Die Zahl der abgegebenen Stimmen	Die Zahl der ungiltigen Stimmen	Die Zahl der anullierten Stimmen	Die Zahl der	
							Volkspartei (Regierungspartei) in Kartell mit den Minderh.	National-liberale Partei (Brătianu)
Alsófehér—Alba	1	26401	3	16634	—	317	4519	600
Arad	3	53644	3	44920	—	2561	22676	1878
Bihar—Bihor	4	51663	4	36490	—	788	19499	888
Besztercenaszód-Năsăud	1	19545	4	12494	—	139	8871	746
Brassó—Braşov	1	18246	3	13019	—	157	7325	471
Csik—Ciuc	1	17516	2	13111	—	66	12950	95
Fogaras—Făgăraş . . .	1	12588	4	8665	—	93	2784	244
Háromszék—Treiscaune	1	17064	3	13646	128	134	12464	126
Hunyad—Hunedoara . .	3	42312	3	28118	—	646	10638	1265
Kiskükűllő—Târnavamică	1	—	3	13720	—	381	7684	364
Kolozs—Cluj	2	37987	5	21233	55	308	9930	150
Krassó—Caraş	2	35293	5	21370	511	199	9746	1335
Közörény—Severin . . .	2	34117	4	23795	110	316	13302	1059
Maros-Torda—Mureş .	2	—	3	21825	323	449	15334	434
Máramaros—Maramureş	1	16225	4	6515	—	192	4251	304
Nagykükűllő-Târnava m.	1	21082	3	16441	—	178	9098	3164
Szatmár—Satumare . .	1	31124	4	19216	—	337	12927	644
Szeben—Sibiu	1	23393	3	17375	—	243	8326	577
Szilágy—Sălaj	2	38749	4	27330	—	500	13768	214
Szolnok-Doboka—Someş	2	27034	4	16406	131	163	5627	698
Temes-Torontál—Timiş-Torontal	4	74228	3	57665	321	2617	35433	1780
Torda-Aranyos—Turda .	1	—	4	14257	—	327	7421	391
Udvarhely—Odorheiu .	1	18098	3	12528	—	155	11816	197
Zusammen	39	626309		476773	1579	11266	266389	17624
						2·40%	56·43%	3·73%

[1] Scheinbar wäre eine neuerliche „Korrigierung" der Ziffern notwendig, denn die Fehler wimmeln nur so in der Veröffentlichung des Amtsblattes. In den Komitaten Alsófehér, Arad, Fogaras, Háromszék, Hunyad, Kiskükűllő, Marostorda, Nagykükűllő, Szatmár, Szolnok-Doboka, Temes-Torontál ist die Zahl der Wähler durchwegs unrichtig. Besonders auffallend ist, dass die Wähler-

Ergebnisse zusammen und teilen auf Grundlage der relativen Mehrheit die Senatsmandate jenen listen zu, die die meisten Stimmen auf sich vereinigten. (Wahlgesetz § 99.)

Die nachstehende Tabelle wurde auf Grund der in No 124 des „Monitorul Oficial" veröffentlichten Ziffern entsprechend korrigiert, zusammengestellt.[1]

8					9	10	11
auf die einzelnen Listen abgegebenen Stimmen							
Vereinigter Oppositionsblock (Nationalpartei-Bauernpartei)	Christlich-nationale Schutzliga (Cuzisten)	Nationalpartei	Sozialisten-Partei	Unabhängige Partei	Die Zahl der der Bevölkerungszahl entsprechend auf das Ungartum entfallenden Mandate	Die Zahl der entsprechend dem Wahlpakte auf das Ungartum entfallenden Mandate	Die Zahl der tatsächlich durch die Wahl dem Ungartum zugewiesenen Mandate
11206	—	—	—	—	0·11	—	—
13791	—	—	—	—	0·70	1	1
—	1278	14037	—	—	1·24	1	1
2255	483	—	—	—	0·04	—	—
5066	—	—	—	—	0·25	—	—
—	—	—	—	—	0·90	1	1
5464	90	—	—	—	0·07	—	—
797	—	—	—	—	0·78	1	1
15558	—	—	—	—	0·40	—	—
5524	—	—	—	—	0·25	—	—
9712	463	—	670	—	0·61	1	1
—	1648	6307	2135	—	0·09	—	—
7752	1366	—	—	—			
5304	—	—	—	—	0·95	1	1
1575	—	—	—	193	0·04	—	—
3996	—	—	—	—	0·10	—	—
4975	—	—	332	—	0·24	—	—
8229	—	—	—	—	0·03	—	—
12591	257	—	—	—	0·63	1	1
9693	215	—	—	—	0·29	—	—
17514	—	—	—	—	0·56	1	1
—	523	5595	—	—	0·21	—	—
360	—	—	—	—	0·93	1	1
141362	6323	25939	3137	193	9·42	9	9
29·93%	1·36%	5·49%	0·66%	0·00%			

zahl in den Komitaten Kiskükullö, Maros-Torda, Torda-Aranyos nicht veröffentlicht wird, um hier nicht zu erwähnen, dass in 3 Komitaten (Kiskükullö, Kolozs, Krassó) das Wahlzeichen des Blockes der National- und Bauernpartei mit dem Zeichen der Nationalpartei verwechselt wurde, beziehungsweise dass die erstgenannte Partei ein anderes Zeichen hatte, als ursprünglich bestimmt war.

Die Statistik der Buch- u. Steindruckereien in Rumänien.

Das im Verlage und unter der Redaktion von Koloman Krizsó erschienene Buchdrucker-Jahrbuch vom Jahre 1926 veröffentlicht zum erstenmal einen genauen Ausweis über die heutige Lage der Vervielfältigungsindustrie Rumäniens nach dem Jahre 1919. Der Verfasser selbst sammelte mit unermüdlicher Arbeit die, wegen mangelnder Organisation nur schwer fassbaren Daten, aus welchen die Lage des, vom kulturellen Gesichtspunkt so wichtigen Gewerbezweiges ersichtlich wird.

Der die Mühe kennt, mit welcher die Sammlung solcher Daten verbunden ist und deren grossen statistischen Wert einzuschätzen vermag, wird das grösste Lob für die schöpferische Arbeit des Verfassers finden.

Laut seiner Zusammenstellung gibt es in Rumänien 425 Buchdruckereien die 6240 Angestellte beschäftigen. (2771 Setzer, 623 Maschinenmeister, 817 Setzerlehrlinge, 343 Maschinenmeisterlehrlinge, 1081 Arbeiterinnen, 605 Hilfsarbeiter.) Davon entfallen auf Bukarest 74 Druckereien und 2870 Arbeiter, auf die Provinz 351 Druckereien und 3370 Arbeiter.

In den 425 Druckereien arbeiten 1714 Druckmaschinen (54 Rotationsmaschinen, 811 Schnellpressen, 139 Victoria & Phönix, 449 Tiegeldrucker, 261 Bostone), und zwar 533 in Bukarest und 1181 in der Provinz. Setzmaschinen gibt es in 14 Städten und 53 Druckereien, zusammen 203, wovon der grösste Teil in Bukarest arbeitet. (in 24 Druckereien arbeiten 133 Setzmaschinen.) n den Provinzstädten sind die meisten Setzmaschinen in Temesvar (18) und verhältnismässig die wenigsten in Klausenburg (4). Im ganzen Lande gibt es 38 Steindruckereien mit 516 Arbeitern und 170 Druckmaschinen, wovon 16 Betriebe mit 261 Arbeitern und 85 Maschinen auf Bukarest entfallen. Die Statistik verspricht erst für das nächste Jahr die Zusammenfassung der Zinkografien und Buchstabengiessereien.

Aus den Daten von Koloman Krizsó konnte ich feststellen, dass in den vom früheren Ungarn an Rumänien angeschlossenen Gebieten an 69 Plätzen 238 Druckereien mit 735 Druckmaschinen und 2101 Angestellten, arbeiten. Von den Druckereien Siebenbürgens haben 66 rumänischen, 25 deutschen und 147 ungarischen Karakter.

Nicht nur in Siebenbürgen, sondern in der ganzen rumänischen Provinz ist Klausenburg mit 35 Druckereien, 556 Arbeitern und 138 Druckmaschinen am stärksten vertreten. In 6 siebenbürgischen Städten arbeiten 52 Setzmaschinen, die Steindruckereien sind in 8 Städten mit 18 Betrieben und 61 Maschinen vertreten.

Aus diesen Daten ist ersichtlich, dass die Vervielfältigungsindustrie von sämtlichen Provinzen Rumäniens in Siebenbürgen am meisten entwickelt ist. **Dr. Ludwig György.**

(Übersetzt von Dr. Erwin Pick, Lugoj.)

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.

GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. NOVEMBRIE / NOVEMBRE / NOVEMBER 1926. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 11

La visite de Mr. Erik Colban

par le **Dr. Elemér Jakabffy.**

En automne de l'année passée un des délégués au premier „Congrès des Groupes des Minorités organisées à Genève", représentant de la minorité allemande d'un état etranger, me demanda, si j'étais d'avis qu'il serait opportun de faire au cours d'un discours une allusion au fait, que Erik Colban, directeur de la section pour les minorités dans la Société des Nations fut parti de Genève justement quand les minorités allaient tenir leur premier congrès. Je recommandai à ce représentant de s'interesser chez les diplomates accrédités à Genève sur leur opinion touchant un reproche énoncé en forme si délicate. Les diplomates, interpellés ainsi, conseillaient en pleine conformité de ne pas faire allusion au départ de Colban, de ne pas lui causer de désagréments, parcequ'on verrait que ce diplomate serait en peu de temps aussi du point de vue des minorités plus sympathique qu'il ne l'était jusqu'à présent sans sa faute.

Mon compagnon allemand accepta mon conseil et pas un mot de plainte se fit entendre au congrès des minorités contre Monsieur le directeur. Un an à peine a passé et les députés des groupes des minorités organisées s'assemblèrent pour le deuxième congrès. Et tenez, parmi les auditeurs on remarque le directeur Erik Colban, suivant les discussions avec vif intérêt.

Selon les propres déclarations de Monsieur le directeur il visite maintenant pour la quatrième fois la Transylvanie. Avec assez d'attention nous suivîmes les évènements, sans pourtant

pouvoir nous rendre compte ni du temps de deux de ses visites, ni de ce qu'il eût fait parmi nous.

Mais quant à la troisième visite ayant eu lieu au mois d'août 1923 nous nous en souvenons très bien. A ce temps Erik Colban et ses compagnons firent leur tournée comme hôtes officiels, s'informèrent chez les dignitaires du gouvernement; mais devant les personnes intéressées des minorités et devant la presse, on ils restèrent inaccessibles, on ils ne se rencontrèrent avec eux que par suite d'un changement forcé. En ce temps nous lûmes que quelques habitants du pays des „Székely" se firent remarquer avec quelque impétuosité; aussi à Cluj (Kolozsvár) comme les chefs des Églises refusèrent une invitation à un dîner avec l'argumentation qu'on ne désirait point se trouver avec Monsieur le directeur et ses compagnons qu'à table — ils avaient, afin que l'affaire n'éveille pas au monde public une sensation peut-être incommode, écouté dans les appartements de l'episcope Charles Nagy, pour dire, pour les yeux du monde aussi les élocutions des chefs des Églises.

Et maintenant Monsieur le directeur arrive de nouveau. En commençant au voisinage de la frontière, à Oradea-mare (Nagy-Várad) ainsi qu'à Cluj (Kolozsvár) et à d'autres places, c'est lui qui recherche les personnes prépondérantes des minorités; c'est lui qui tâche de venir avec eux en relations à fin de les écouter et de se faire des annotations de leurs expositions.

Ce fait nous démontre assez. Nous en pouvons constater qu'aujourd'hui la Société des Nations est aussi officiellement arrivé à cet avis: les minorités ne sont point ces éléments impossibles qui désirent à tout prix en Europe la destruction, mais bien au contraire ceux, dont les affaires seraient à traîter dans l'esprit de la vérité et de l' équité qu'enfin l'Europe aviendrait à l'état d'une véritable paix.

Beaucoup de gens seront peut-être étonnés que le directeur fut toujours accompagné par un organe du gouvernement. De notre part cela nous semble tout à fait correct. Les chefs des minorités ne seraient pas dignes de la confiance mise en eux, si nous supposions que cette circonstance les auraient empêchés de démontrer tout à fait franchement au directeur la situation.

Cela nous a donc bien rassuré qu'aussi l'organe du Gouvernement romain se fit des annotations de ce qu'il avait appris et entendu, parce que ces notices seront bien utiles pour le règlement définitif de ces questions.

Si à l'un où l'autre endroit les héros incarnés de l'ancien système ont encore toujours montré des villages de Potemkin au directeur, maintenant cette circonstance ne nous contrarie point.

Du directeur même on a entendu le mot, que dans le palais de la Société des Nations toute une chambre séparée est déjà occuppée par les documents, qui se rapportent à notre situation. On ne peut donc point se figurer qu'un diplomate avenu à un poste si élevé comme Monsieur Erik Colban ne reconnaîtrait pas à ces susdits villages de Potemkin, qu'ils ne nous montrent pas la vie mais une illusion trompeuse.

Les minorités organisés envoient chaque année leurs mandants à Genève. En peu de temps ils auront aussi un organe permanent à Vienne. Le directeur assiste aux conférences jusqu' à leur fin; puis il vient pour visiter et écouter les personnes prépondérantes des minorités au lieu de leur fonction même. En Esthonie l'autonomie culturelle des minorités est déjà réalisée. Dans le Conseil de la Société des Nations est aussi un député de l'Allemagne, qui sans doute s'occupe des intérêts des minorités, et en Tchéko-Slovaquie deux sièges de ministres sont occupés par des membres des minorités...

Peut-être sommes-nous pourtant un peu avancés, pendant quelques années!

Die Agrarrevolutionen und die Minderheiten.

Die ausgleichende Bodenverteilung in den Staaten die unter dem Protektorate Frankreichs stehen, schuf die grössten Ungleichheiten. Die nationalen Minderheiten leben hier unter den Machtbefehlen der imperialistischen Gewaltigen. Es entstand

unter geschickter nationaler Führung eine agressive Gesellschaftsordnung, dessen einziges Ziel ist die wirtschaftliche Unzufriedenheit gegen die Minderheiten in den Kampf zu führen. Dies zeigt sich überall, wenn auch mehr oder wenig in versteckter Form.

Der Pariser Professor Brunet unterscheidet in seinem Meinungsbericht, den er für das internationale Gericht, über einzelne Fragen der polnischen Agrarreform vom Jahre 1923 abgab, drei Gruppen der Agrargesetze. Die erste Gruppe richtet sich ausdrücklich oder ausschliesslich gegen den Grundbesitz der Minderheiten.

Die in die zweite Gruppe gehörenden Staaten haben ein agrarreformartiges Ziel in den Augen, benützen aber gleichzeitig die Gelegenheit, dass die Reform möglichst jenen Grundbesitz treffen soll, der im Besitze der nationalen Minderheiten ist. In dem Masse, wie sich der Staat das letztgenannte Bestreben zu Eigen macht, verlässt er die eigentliche Rechtsgrundlage (detournement de pouvoir), denn so sehr er das gute Recht hat die Reform durchzuführen, ebenso unrichtig ist jene Art der Durchführung dieser Reform, denn sie macht zwischen den Besitzern der einzelnen Güter Unterschiede und trifft die zu einer Minderheitsnation gehörenden Grundbesitzer härter als sonstige. In die dritte Gruppe gehören jene Staaten, die die Agrarreform wohlmeinend und aufrichtig durchführen (sincere et bon sens).

Wir sehen, dass diese dogmatische Einteilung der Beurteilung der Möglichkeiten einen weiten Spielraum lässt. Tatsache ist jedenfalls, dass die Agrarreform überall dort, wo sie dem nationalen Imperialismus dient offensiv ist und nur dort ökonomisch ist, wo sie nur soziale Zwecke verfolgt. In den Siegerstaaten oder in den Staaten, die ihre Entstehung oder Vergrösserung dem Siege im Weltkriege verdanken können, treten die wirtschaftlichen und sozialen Ziele der Reform ganz in den Hintergrund, da hier die jahrhundertalte imperialistische Politik Frankreichs die Bodenreformen beeinflusst.

Zu den bewegenden Kräften der Bodenreform gehört die seit Jahrzehnten gut ausgearbeitete Theorie, die die Unterdrückung der kleinen Nationen als ein grosses Übel der Menschheit betrachtete und in das Bewusstsein der Welt einprägte.

Die Befreiung der kleinen Nationen war ein herrschender Gedanke der französischen und der neueren englischen Politik.

Es entstand eine grosse Literatur, die sich mit dem Schicksal der ihrer Freiheit beraubten kleinen Völker beschäftigt. (Ruyssen, Gabry, Seignobos, Dominian, Toybee, Scotus Viator).

Die einheitliche Auffassung der französischen Publizistik geht dahin, dass der Sieg und die Gründung des deutchen Reiches in 1871 den Weg zur Entwicklung und Entstehung der Nationalstaaten versperrte. Seignobos schreibt hierüber im Jahre 1913 resigniert: „Fast seit einem halben Jahrhundert besteht die europäische Machtgruppierung und die unterdrückten kleinen Nationen liegen ebenso unbeweglich auf der Landkarte Europas, wie unbeweglich auch die politische Macht hier darniederliegt."

Zum Ende des Weltkrieges war der Gedanke der Befreiung der kleinen Nationen noch keinenfalls gereift. Aus einer Arbeit des Bordeauxer Universitätsprofessors Ruyssen über die Minderheiten ist ersichtlich, dass die Aufteilung Mitteleuropas nicht in das Programm der alliierten Mächte gehörte. Die alliierten Grossmächte widerstrebten bis zur letzten Zeit dem Gedanken der Aufteilung, da sie den zukünftigen Frieden Europas von dem Wettbewerb der zu befreienden halbkultivierten Völker fürchteten, sie wollten Zentraleuropa, ein Gebiet, wo bisher ein kombinierter Staatsapparat Friede und Ordnung aufrecht erhielt, nicht balkanisieren. Sie zögerten den neuen Emporkömmling Jugoslavien anzuerkennen, sie sahen das Vordringen der Tschechoslovakei mit Besorgnis an und trauten nicht der Zukunft Rumäniens.

Die Amputation ging dennoch vor sich. Der Friedensschluss schuf neun neue Staaten (Tschechoslovakei, Polen, Littauen, Lettland, Estland, Finnland, Albanien, Georgien und Irland) und vergrösserte auf Grundlage der Theorie der nationalen Selbstbestimmung bei sechs bestehenden Staaten ihr Staatsgebiet. (Frankreich, Dänemark, Rumänien, Griechenland, Jugoslavien und Italien).

Es wurde eine neue internationale Rechtstheorie geschaffen, die die Lehre von der Staatssuverenität ersetzen soll, dies ist das Recht der Minderheiten, das aber nur in einem Teil der neuen Staaten zur Geltung gebracht werden sollte. Die Siegerstaaten ihrerseits wehren sich gegen den Schutz der nationalen Minderheiten.

Es wurde ein neuer Gerichtshof, der Völkerbund, geschaffen,

der sich aber noch über den Gedankenkreis der Liga der Siegerstaaten nicht erheben konnte.

Aus der staatsrechtlichen und gesellschaftlich-politischen Lage des neuen Europa können wir zwar einen, wenn auch nicht alleinstehenden so doch jedenfalls achtenswerten Schluss ziehen.

Das Nationalitätenprinzip, das Selbstbestimmungsrecht der Völker, die zweihundertjahralte Befreiungspolitik Frankreichs, mit einem Wort alle jene Schlagwörter, die während des Weltkrieges die moralische Kraft den Siegerstaaten verliehen, siegten zwar, aber an Stelle der befreiten Völker traten die unterdrückten Minderheiten. Neben dieser ungewissen staatsrechtlichen Lage leidet Europa auch an den Schäden der wirtschaftlichen und sozialen Ungerechtigkeiten.

Zu einer Zeit also, wo das Recht der Völker sich verwirklichte, gehen die Minderheiten zugrunde. Die meisten Bodenreformen richten sich nicht gegen die gesellschaftlichen, sondern gegen die nationalen Minderheiten. Die nationalen Minderheiten sind heute wehrlos.

Das leitende Ideal der französischen Politik „La France est une idée en marche" steht im Dienste der Freiheit. Dieser französische Geist kann die Minderheitsschutzverträge nicht als genügenden Schutz betrachten, es sei denn es will die Minderheiten ausdrücklich nicht schützen. In der französischen Gefühlswelt stossen also hier das Recht der Völker und das allgemeine Menschheitsrecht hart aufeinander.

Sämtliche Staaten, die unter französischer Führung und Kontrolle entstanden und sich entwickelten, öffneten die Türen den leitenden Gedanken der französischen Revolution. Dieses Ideal ist aber gezwungen sich in einer entstellten Form zu gebärden, denn es wurde durch die ungleiche Behandlung der Minderheiten und durch die hastigen Gewalttätigkeiten, die die Reform begleiteten, entstellt, ebenso wie die Wanderkomödianten die Glieder des gestohlenen Kindes verstümmeln und entstellen. Und dennoch wollen diese Staaten, dass der französiche Protektor dieses Kind wieder erkennt.

Die mitteleuropäischen Agrarrevolutionen wurden durch die imperialistischen Friedensschlüsse unterstützt. Das Bestreben, das die mobilisierten Millionen im Weltkriege durchdrang, wirkt jetzt im Frieden weiter. Die Siegergruppen, oder jene Gruppen,

die sich als Sieger betrachten, wollen ihre eigenen Bestrebungen zum Mittelpunkte der Geschehnisse machen und übersehen jedes andere Ziel. Zur gleichen Zeit, wo sie ihre Interessentengruppe nicht nur zum Mittelpunkte ganzer Völker, sondern zum Mittelpunkte eines ganzen Zeitalters machen wollen, bekämpfen sie unter dem Leitgedanken des Selbstbestimmungsrechtes der Völker, mit der Leidenschaftlichkeit des Rassenhasses die nationalen Minderheiten.

Vom Baltischen Meer bis herunter zum Aegeischen Meer ist der Rassenimperialismus der Leitgedanke und überall dort, wo unter den Losungsworten Wilsons die versklavten Völker befreit wurden, ist Mitteleuropa mit flüchtenden Wanderer durchzogen. Die Tschechoslovakei, Jugoslavien, Rumänien wiesen schon vor dem Friedensschluss massenhaft die ungarischen Beamten aus. Der Bericht Ungarns, der im Frühjahr 1925 dem Völkerbundsrat unterbreitet wurde (Memoir concernent les effets des emoluments des fonctionnaires refugies sur le budget de l'Etat) erwähnt 350.000 geflüchtete ungarische Beamte und ihre Familienangehörigen, die dem ungarischen Staate jährlich 47–48 Millionen Goldkronen kosten.

Es sind dies Opfer des Imperialismus.

Im imperialistischen Zeitgeist leben all jene Staaten die durch die „befreiende Demokratie" Frankreichs unterstützt werden. Unter dieser befreienden Demokratie leiden aber jene Gesellschaften und Rassen, die ihr im Wege sind.

Frankreich, der Fahnenträger der befreienden Demokratie, schuf das neue Rumänien, weckte zu neuem Leben Polen und die Baltischen Staaten, gründete mit der Hilfe Wilsons die Tschechoslowakei und entlang der Adria das grosse Südslawien.

Die Tschechoslowakei, Jugoslawien und Rumänien leben in einem niemals geahnten Glanz. Die Tschechen und Jugoslaven arbeiten an der Verwirklichung ihrer grossen slawischen Ideale. Rumänien versucht die Gründe seines glorreichen Weiterbestandes in der Geschichte der Altzeit zu finden.

Nachdem Rumänien durch ein langes Zeitalter zwischen den gallischen und lateinischen Nachkommenschaften die Rolle des armen Verwandten spielte, organisiert es heute ein Reich von 16 Millionen Einwohner.

Im Weltkriege wurde der lange Kampf zwischen dem, die Völker der österreich-ungarischen Monarchie zusammenfassenden

Habsburghaus und der durch die Bourbonen gegründeten französischen Grossmacht, ausgefochten. Das französische Königreich verbindet sich bald mit dem türkischen Halbmond, bald mit den siebenbürgischen Fürsten, dann wieder rüstet es die nordischen protestantischen Herrscher gegen das Habsburgreich aus. Das imperialistische, gewaltsame System Ludwig des XIV. Verpflanzt sich auch auf die Revolution, wo es durch Mirabeau verkündet wird, der schon gegen die Entstehung der deutschen Einheit kämpft und sein Land warnt die Möglichkeiten und Mitteln, durch die diese Einheit verhindert werden könnte, nicht zu vernachlässigen.

Das heutige Frankreich ist durch die Blutverluste der grossen Revolution und der darauf folgenden Kriege für 100 Jahre zur Passivität verurteilt. Die polnischen und griechischen Sympathien haben keine praktischen Ergebnisse gezeitigt, die Herstellung der Einheit der rumänischen Fürstentümer in 1854 ist das Ergebnis einer noch unsicheren Machtpolitik.

Das französische Sedan und die darauf folgende Revanchepolitik, der imperialistische Angriffsgeist, der den französischen Staat und die Rasse karakterisiert, erweckt die imperialistische Bestrebung.

Im Weltkriege erhielt diese Bestrebung neue Losungsworte. Sie verkündet neben der Befreiung der unterdrückten Völker das siegreiche Vordringen der reinen Demokratie.

Die Befreiung der kleinen deutschen Königreiche und Fürstentümer vom preusischen Joch, die Befreiung der unterdrückten Völker von der österreichischen Herrschaft, die Befreiung des Balkans ist das Losungswort das der „Erlöser der Völker" verkündete, in dem er sich im Weltkriege mit dem „grossen Friedhof" der Völker, mit Russland, verbündete.

Die französische Demokratie liebte es ihr Bewusstsein damit zu stärken, dass sie im grossen kampfe der Völker geradezu berufen wäre, die Unterdrückten zu stützen.

Sie pflegte gleichmässig das polnische Freiheitsbestreben und die Sympathie der Balkanvölker. Als im Weltkriege die englische Propagandapresse ihre Losungsworte ausgab, dass das Ziel des Krieges neben dem vollkommenen Sieg die Abschaffung der autokratischen Herrscher und die Befreiung der unterjochten Völker ist, da war der französische Geist darauf längst vorbereitet.

Der berühmte Professor des Collège de France Seignobos nennt in seinem, heute viel zitierten Aufsatz „The Downfall of Aristokraty in Eastern Europa" das Kriegsziel wie folgt: „Wir suchen Garantien gegen die Wiederholung des Krieges und es gibt kein pazifistischeres Regiment als die Bauerndemokratie. Seit dem Bestehen der Welt wollte noch keine Bauerngemeinschaft den Krieg". Dieses Heilmittel muss man also bei dem besiegten Gegner anwenden. Man muss die französische Revolution auf die Völker Mitteleuropas übertragen. Das ist heute das Bestreben der französischen Weltpolitik.

Ist es aber ein Wunder, dass die Neuerer der Tschechoslovakei, Jugoslaviens und Rumäniens sich auf die grossen Vermächtnisse der französischen Revolution, auf ihre Einrichtungen, Ideen und Lehren berufen und diese ihnen bei der Begründung der neuen Wirtschaftsherrschaft als moralischer Hintergrund dienen.

Auch die „Freiheit der landwirtschaftlichen Produktion" müssen die neuen Staaten erkämpfen, sagt ein Kommentator der tschechoslovakischen Agrarreform im Weltblatt von Keynes. Dazu soll der Kampf gegen den Grossgrundbesitz, gegen die Kirchen-, Körperschafts-, und Gemeindegüter dienen. Der staatsrechtlich eroberte Boden muss auch privatrechtlich erobert werden undzwar ebenso durch Gewalt wie das Erstere.

Diese Schlagworte stellen eine gewisse Rechtskontinuität jener Grundsätze und Rechtssysteme dar, die in den politischen Machtkämpfen der vergangenen Jahrhunderte Europa geleitet haben. Manche dieser „grundlegenden Prinzipien" wurden in der Seele der Völker, neben anderen Illusionen, zu unverrückbaren Wahrheiten. Solch ein Gemeinplatz ist jene Annahme, dass die Demokratie des 19. Jahrhunderts in der französischen Revolution ihren Ursprung zu suchen hat. Darum sprengte Frankreich die Fesseln des feudalen Zeitalters – weil es eine bessere, der Würde des Menschen besser entsprechende Gesellschaftsordnung schaffen wollte.

Die revolutionäre Demokratie Frankreichs wäre es also, die sich innerhalb der Überreste des Feudalismus, in den Hochburgen des Junkertums und in dem mittelalterlichen System des Grossgrundbesitzes, sich ihren Weg bahnt? Wäre diese Demokratie dazu berufen, dem verbluteten Europa neues Leben zuzuführen; wäre diese Demokratie dazu berufen, den Schutzwall gegen jenen

vom Osten kommenden Sturm zu bilden, der die Demokratie des Privateigentums mit sich zu reissen droht?

Zur Zeit des grossen Kampfes der Ideen mit den materiellen Interessen, bei einer Auflösung und Umwandlung der staatlichen und gesellschaftlichen Ordnung, das heute durchwegs Europa kennzeichnet, glauben wir nicht daran, dass jene Zielsetzungen mit den politischen Ergebnissen in Übereinstimmung gebracht werden könnten, besonders unglaubwürdig erscheint uns aber, dass hiezu die französische Demokratie besonders berufen wäre.

Die eigenen grossen Denker Frankreichs stellten fest, dass seine Demokratie abgeschwächt ist. Demagogische Übertreibungen und Drohungen führten es zum Rand des Abgrundes. Das Verantwortlichkeitsbewusstsein der bürgerlichen Gesellschaft, das zweckmässige Einrichtungen trifft, verblasst allmählich.

Die viel zu häufig angewandte Einmengung des Staates in soziale Angelegenheiten während des Krieges vernichtete alle Überlieferungen des reinen Liberalismus. Die Seele der Massen wurde mit dem Geist der Rache erfüllt. Der sein Bett verlassene Fluss ist nicht wieder einzudämmen. Die Besetzung des Rheinlandes, der Krieg in Marokko sind Ausbrüche dieser schleichenden Gefahr. Dieser Geist beherrscht auch die unter dem Protektorate Frankreichs stehenden neuen Staaten.

Der wachsende militaristische Geist verbündete sich mit der demagogischen Demokratie. Das Hauptziel ist die Machthegemonie durch die Zertrümmerung der politischen, wirtschaftlichen und geistigen Einrichtungen im alten Europa zu erwirken. Frankreich parzellierte Mitteleuropa zu kleinen Staaten, um das Protektorat über diese kleinen Staaten zu erreichen. Diesen Weg will es auch weiterhin behalten. Die bisherige Grundbesitzordnung, die ein organisches Ergebnis der Macht und der Produktionsfähigkeit war, will es atomisieren. Aus den Ruinen will es eine erdachte Agrardemokratie schaffen. Deswegen führt es den unerbittlichen Kampf gegen die heutige Grundbesitzordnung. Die Thesen der grossen Revolution dienen als Grundlage der neuen Zielsetzungen. Nicht nur die Latifundien bilden das Angriffsobjekt, sondern alle kirchlichen, körperschaftlichen, kollektiven und vermögensgemeinschaftlichen Güter, auch wenn diese als ergänzende Teile für die Wirtschaft der Zwerggrundbesitzer dienen, werden als Opfer gefordert. Dabei wird die

Kulturmission und die humanitäre Aufgabe dieser Grundbesitzformen weder durch entsprechende staatliche Fürsorge ersetzt, noch diese vom Staate übernommen. So verschwinden diese jahrhundertalten Institutionen in den „befreiten" Staaten.

Die gleichmässige Aufteilung des Grund und Bodens besorgt der allmächtige Staat, der Staat der Armen, im Namen der Freiheit und der Gleichheit. Künstliche Einrichtungen werden im Wege von Volksabstimmungen mit Gesetzen bekräftigt, ohne eine Ahnung zu haben, welche Wirkungen diese abstrakten Gebilde haben werden.

Immer neue Schichten kommen zur Führung der eigenen Geschicke aus der Tiefe empor.

Die nationalistische Bewegung, das imperialistische Bestreben in diesen neuen Staaten ist zum Teil ein abscheulicher Drang nach dem Besitz, zum Teil dient sie zur Verdeckung des demagogischen Nationalismus.

Es ist eine alte Erfahrung, dass in allen Fällen wo die breiten Schichten des Volkes zur Führung der eigenen Geschicke zur Selbstregierung gelangten, entweder durch parlamentarische Erweiterung der Rechte, oder durch revolutionäre Gewaltmittel, es seine Herrschaft immer mit der Befriedigung der Unzufriedenen beginnen musste. Es muss also zuerst von den Reichen Besitzteile wegnehmen – ist aber auch gezwungen auch die Armen zu berauben, da es die Mittel zur Aufrechterhaltung seines wirtschaftlichen und finanziellen Daseins dort nehmen muss, wo diese am leichtesten zu erreichen sind. So ist es in den neuen Staaten.

Es entstand in den protegierten, sogenannten kleinen Siegerstaaten eine agressive Staatsordnung, die sich gegen die eigenen Bürger wendet und in dem Kampf unter den Bürgern jenen keinen Schutz gewähren kann. Es entbehrt das Gleichgewicht der Macht und des Rechtes und ersetzt dies mit der Gewalt.

Sowohl in Rumänien, in Jugoslavien als auch in der Tschechoslovakei herrschen militärisierte Demokratien, wie in der Händlergesellschaft Herbert Spencers, wo man nicht nur mit einem Ukaz reisen, sondern auch nur mit einem Ukaz lachen darf.

Die militarisierte Demokratie fühlt sich aber stark. Die Stellen der vertriebenen Staatsbeamten, Richter und Verwaltungsbeamten wurden durch rasch zusammengetrommelte Massen

besetzt. Es entstanden unglaubliche Karrieren, wobei der der orthographischen Schrift unkundige Schreiber, Volksredner aus den Gemeinden, oder abgerüstete Unteroffiziere die höchsten gerichtlichen Stellen, oder hohe Stellen der Politik und der Verwaltung erreichten. Die heutige Slovakei wurde durch stellenlose tschechische Musikanten, Gewerbegehilfen und Handlungsangestellten übers hwemmt. Dasselbe geschah in Jugoslavien. Und diese kleinen Tyrannen wirken keinesfalls als „bon tyran".

Jene Personen, die in welcher Form immer und in welchem Amt immer die öffentliche Macht ausüben, kennen die wirkliche, aus dem Gefühl stammende Demokratie nicht.

Diese Schichte sieht in der Gesellschaft nicht die Überordnung der Einzelnen, kennt nicht die geistigen und vermögensrechtlichen Unterschiede zwischen den Einzelnen, sondern empfindet nur nebeneinander geordnete Individuen. Die Massnahmen der Regierungen werden von den untergeordneten Behörden missachtet und die untersten behördlichen Stellen respektieren die Massnahmen der höheren Behörden nicht. Staatliche Ernennungen können nicht durchgeführt werden, da der seiner Stelle enthobene Beamte seinen Platz nicht verlässt. In Rumänien sind daher zum Beispiel die zweifach besetzten Richter- und Bürgermeisterstellen sehr häufig.

Die grosse ausgleichende Bodenverteilung, die die schönste Errungenschaft der Demokratie sein sollte, wurde zu einem Machtmittel. Zum ethischen Hintergrund ihrer Bodenreforme wählten diese Staaten die „gemeinnützige Bodenverteilung". Aus diesem Gemeininteresse ist die Konfiszierung des Grossgrundbesitzes erforderlich. Diese gemeinnützigen staatlichen Einmengungen halten aber meistens die in den Gesetzen vorgeschriebenen Rahmen des Notwendigen und Zweckmässigen nicht ein. Der ständige internationale Gerichtshof stellte in der Angelegenheit der polnischen Siedlungen fest, dass es vom Standpunkt der Rechtsgleichheit nicht genügend ist, wenn das Gesetz zum Nachteil der Minderheiten ausdrücklich keine Ausnahmen macht, denn es ist auch eine in der Praxis sich bewährende Rechtsgleichheit erforderlich. Das bedeutet, dass eine rechtliche Differenzierung, die in ihrem Wesen die Minderheiten trifft, nicht erlaubt sein kann.

Diese in den Gesetzen nicht vorgesehene Rechtsgleichheit, die sich bei der Durchführung der Gesetze ergeben muss, ist

natürlich kaum kontrollierbar. Es ist dies die Folge jener Unverantwortlichkeit, jenes Machtüberschwunges die das ethische Sinken der Staatsregierungen karakterisiert. Je unkultivierter die ausschlaggebende gesellschaftliche Schicht ist, um so auffallender ist dies.

Je übertriebener eine Demokratie ist, um so oberflächlicher und unüberlegter sind ihre Gesetze. Ungewisse Strömungen durchsetzen sie ebenso wie die griechischen Scherbenwähler. Der wirkliche Bedarf, die Sitte, das Ansehen fehlt und wird ersetzt durch Leidenschaft und Demagogie. Die rasche und häufige Gesetzschaffung karakterisiert dies.

Die Tschechoslovakei schuf bisher, unbeachtet der kleineren Verordnungen, 17 und Rumänien 21 Bodenreformgesetze und gesetzliche Verordnungen zur Grundbesitzregelung. Rumänien besitzt ein Gesetz vom Jahre 1917 das am Kriegsschauplatz und ein Gesetz von 1918 das von einer Volksversammlung auf einer Wiese erbracht wurde. In der Tschechoslovakei wurden grundlegende Gesetze im Namen des Volksrates erbracht. Jugoslavien regelt einfach im Verwaltungswege die Bodenverteilung. Die Abänderung dieser Gesetze erfolgt am leichtesten Wege durch die Fachministerien.

Vergebens werden diese Gesetze mit dem Ornament der Demokratie geschmückt, vergebens richten sie sich gegen das „feudale Mittelalter". Die unvernünftige Verwirrung der Grundbesitzordnung schädigte weitgehendst die Agrarproduktion und damit die Städte, die Industrie, Handel, Wissenschaft und Fortschritt.

Die französische militäristische, vergiftete Demokratie tritt hier in einer Form der Wirtschafts- und Machtexpansion hervor, die für die Gefühlswelt des Westens schier unüberbrückbar erscheint.

Zum Beweis dessen, dass die schädliche Gedankenwelt dieser Demokratien, ihre Tätigkeit und Wirkung sich in nichts von der Lebenstätigkeit der sogenannten Sowjetrepublik unterscheidet, genügt eine oberflächliche Betrachtung.

Der öffentlich herabgesetzte Begriff des Vaterlandes – neben welchem aber das nationalistische panslave Gefühl gut bestehen kann, die Verkündung der universellen Brüderlichkeit, die aber breite Schichten der eigenen Gesellschaft unbeachtet lässt – sind solche Dogmen und Glauben, denen auch am Gebiet der Sovjetherrschaft keine innere Kraft beiwohnt.

Die Sovjetdemokratie oder wenn es so beliebt die Herr-

schaft der kollektiven Massenseele, die wir als Komunismus bezeichnen, ist eben solch eine Lüge, wie jene Behauptung, dass die Nachfolgestaaten Mitteleuropas durch die reinsten Lehren der Demokratie beseelt sind. In dieser Beziehung liefert uns deutliche Beispiele das innerpolitische Leben des in der Nachbarschaft der russischen Sowjetrepublik liegende Rumänien, insbesondere das Programm der sogenannten Bauernpartei, das der hochgebildete Führer der Partei Virgil Madgearu unter dem Titel „Taranismus" veröffentlichte. Dieses politische Programm baut die Struktur der Bauernpartei, ihre zukünftige politische, wirtschaftliche und verwaltungstechnische Tätigkeit ganz im Sinne der russischen Sowjets auf. Angefangen von der Propagandaschule bis herauf zum Einkammersystem, – das mit der Akzeptierung des Referendumprinzipes die letzte gesetzgebende Macht den Volksmassen anvertrauen will – ist es nichts anderes als eine genaue Nachbildung der Ideale der Räterepublik, die der Verfasser vorsichtig als Bauerndemokratie bezeichnet.

Im Wesen besteht zwischen dieser Demokratie und zwischen der Sovjetdemokratie kein Unterschied. Der grosse Irrtum unseres Zeitalters bei der Beurteilung der russischen kommunistischen Staatsordnung besteht darin, dass es die Sozialisierung der Produktionsmittel und der öffentlichen Macht, mit einem Wort den Sieg der sozialen Idee als vollbracht erachtet, oder wenigstens als eine herrschende gesellschaftliche Ordnung ansieht. Das ist aber nicht der Fall.

Im Gefolge der russisch-ukrainischen Bauern-Revolution entstand ebenso eine individualistische Produktionsklasse, wie dies vor hundert Jahren in Frankreich geschah.

Eben deswegen besteht kein entscheidender Unterschied zwischen der durch den Kommunismus durchgeführten Bodenverteilung und zwischen der das Privateigentum schützenden revolutionären Demokratie. Die eine Erscheinungform ist zäsarisch-despotisch, die andere demokratisch. Der Unterschied besteht nur in dem engeren oder weiteren Kreis der Machtausübenden.

Die russische Revolution vernichtete, oder wollte wenigstens jede mittlere Rechtsinstitution, die Körperschafts-, Gemeindeinstitution, den Familienverband vernichten. Auch die Demokratie schuf eiligst den starrsten und alles absorbierenden Zentralismus. Das zur Macht gelangte Klassenbewusstsein wird

brutal, wie zum Beispiel die Herrschaft der „Dobrovoljazen" im serbischen Staatsleben und die der tschechischen Legionäre. Neben der Herrschaft dieser, beziehungsweise unter der Herrschaft dieser, ist die Autonomie der bürgerlichen Vereinigungen geradeso eine Illusion, wie das Selbstverwaltungsrecht unter dem Zentralismus der Sowjets.

Die Gesellschaftspolitik der Sowjetstaatsordnung stimmt aber mit der Politik der demokratischen neuen Staaten insoweit überein, als sie zwar stets als das idealste Zukunftsbild die Vergesellschaftung (Expropriierung) sämtlicher Produktionsmittel hinstellt, dies aber weder durchgeführt, noch durchführen wird können. An der individuellen Produktionsordnung des Grund und Bodens zerbrach diese Richtung. Diese Richtung zerbrach an der Widerstandskraft der Bauernschaft, denn die Bauernschaft unterliess Jahre hindurch eher die Produktion – enthielt sich aber der Unterstützung der kollektiven Produktion.

Zwischen den Revolutionen bestand stets eine gefühlsmässige, massenpsychologische Gleichheit.

Wie wurde am Ende des 18. Jahrhunderts in Frankreich die Bodenverteilung durchgeführt? Wir wollen uns bei der Untersuchung der Geschehnisse weder auf den skeptischen Taine, noch auf den höhnischen Carlyl stützen. Der grosse Epiker der Revolution, der Enthusiast Michelet erzählt, wie die alten Familiengüter zerschlagen wurden, wie man mit dem Kettenmass die Felder aufteilte und Ziegel, Möbel verteilte. Wenn ein Bauer sich Holzschuhe herstellen wollte, so schlug er einen Tannenbaum aus und verfertigte es sich davon. In den Monaten September, Oktober 1791 wurde Adelsbesitz im Werte von 3 Milliarden Franken aufgeteilt. Das Prinzip des kommunistischen Grundbesitzes blieb das geistige Produkt der überhitzten städtischen Köpfe, denn es entstand das reinste Privateigentum aus diesen Gütern. In seiner im Jahre 1919 über die Diktatur des russischen Proletariats veröffentlichten Arbeit prophezeit Kautsky mit der grössten Klarheit die Richtung dieser Entwicklung. Er stellt fest, dass das Kleinbauerntum nirgends und noch niemals auf Grund theoretischer Überzeugungen zur kollektiven Produktion überging. Die Bauerngemeinschaften können alle Zweige der Wirtschaft und der Produktion umfassen, nur die eigentliche Bearbeitung des Bodens nicht.

Die auf der kleinbäuerlichen Technik beruhende landwirt-

schaftliche Produktion brachte notwendigerweise überall die Absonderung der einzelnen Kleinbetriebe von einander mit sich und damit verstärkte sie die Tendenz zur Behaltung des Grund und Bodens im privaten Besitz. Die Revolution in Russland zeitigt dasselbe Ergebnis, wie die französische Revolution von 1789. Nicht ohne jede Absicht weist hierauf der russische Delegierte bei der Genueser Konferenz im Jahre 1922 hin. Durch die Abschaffung des Feudalismus wurde klarer und ausdrucksvoller denn je der Hang am privaten Besitz an Grund und Boden erwiesen. Dieses neu bekräftigte Prinzip des Privateigentums gewann die Bauernschaft als Beschützer. Die Bauernschaft will ihre Lage eben nicht durch den kollektiven Betrieb verbessern, sondern durch Vergrösserung ihres Bodenanteiles, ihres Privatbesitzes.

Das wird in Russland das sicherste Ergebnis der Diktatur des Proletariats sein.

Die Vergeblichkeit des lautesten Losungswortes der kommunistischen Weltordnung, des Kampfes gegen den Kapitalismus, bildet unsere weitere interessanteste Beobachtung.

Aus den Trümmern des alten Kapitalismus erhebt sich der neue Kapitalismus. Der erste Sturm des Bolschevismus zerstörte jeden Impuls des Wirtschaftslebens. Es beseitigte die höchste Bewegskraft der Arbeit, den privaten Nutzen und schaltete die Gewinnsucht aus. Da es aber mangels jeglicher technischen Organisation nichts anderes bieten konnte als Gleichheit im Elend und im Untergang – so erlosch jede Arbeitslust. Jetzt kehrt daher Russland zum kapitalistischen Wirtschaftsleben zurück. Was bedeutet das? Ganz unauffällig entstand die neue Kapitalistenklasse. Valutaspekulanten, vermittelnde Händler sind – obwohl der Aussenhandel verstaatlicht ist – als Agenten unentbehrlich. Die Mitglieder der früheren Bourgoisie sehen, wenn auch vorsichtig, wieder zur Arbeit. Die Apostel der kommunistischen Weltordnung werden so zu den kühlen Nutzniessern ihres gesammelten Vermögens – und es zeigen sich bereits die Umrisse jener Kapitalherrschaft, die das neue Russland leiten wird. Es ging hier also nur eine neue Verteilung des Besitzes unter Verkündung kommunistischer Prinzipien vor sich. Die kommunistische, russische Weltordnung ist eben solch' eine herabgekommene Demokratie, wie das Staats- und Gesellschaftsleben der Nachfolgestaaten Mitteleuropas. Diese kommunistische

Weltordnung trifft sich, im Wesen betrachtet, auf der gleichen Plattform mit den die prinzipielle Beibehaltung des Privateigentums verkündenden vergrösserten oder neuen Nachfolgestaaten und einigen sich in jenem Bestreben, mit welchem sie die Überlieferungen des vergangenen Jahrhunderts vernichten wollen.

Ist es nicht ein Zeichen der Ideengleichheit der aus den slavischen Staaten hervorgegangene Gedanke der sogenannten slavischen grünen Internationale, die in Bulgarien, Serbien und in der Tschechoslovakei ihre Zentren hat und die Idee verkündet, dass die Bewegung der Kleingrundbesitzer zu einer in Europa vorherrschenden grossen slavisch-demokratischen Bewegung ausgestaltet werden müsste. Besonders der Tscheche Petko Stainor begrüsst diesen Gedanken, als einen das ganze Herrentum umfassenden Gedanken, der die Macht der Slaven Europas mit der Macht des Völkerbundes in eine Reihe stellt. Einer der Führer der slavischen Bauerneinheit ist der Kroate Radics. Wo ist hier die Grenze zwischen Asien und Europa?

Wie müssen wir jene, in ihrer Bedeutung nicht genügend gewürdigte Bewegung, die heute den Boden Ost- und Mitteleuropas angriff, deuten? Eines steht fest: *sie kann den Zerfall der Demokratie heraufbeschwören.* Namier machte zwichen der industriellen und der agrarischen Revolution jenen Unterschied, dass der Industriearbeiter durch seine revolutionären Vernichtungen jenen Ast absägte, auf welchem er selber sass, wogegen der landwirtschaftliche Arbeiter jenen Ast absägt, auf welchem ein Anderer – der Grundbesitzer nämlich – sitzt. Das Ergebnis ist in beiden Fällen das Gleiche, das Versagen der Produktion, der Ruin des Privateigentums und letzten Endes der Zusammenbruch der Demokratie.

Darum ist jener Angriff, den die herrschenden Rassen gegen die nationalen Minderheiten richten, verhängnisvoll.

(Fortsetzung folgt.)

Eine Botschaft des Grafen Bethlen an das ungarländische Deutschtum.

Eine etwa 60—70-gliedrige Abordnung der Pilisvörösvárer Wählerschaft ist am 25. Oktober erschienen, um aus Anlass der Wahl des Abtpfarrers Nikolaus Weicher zum Nationalversammlungs-Abgeordneten den Ministerpräsidenten zu begrüssen. Neben den Vertretern der Intelligenz war vor allem die Bauernschaft der 9 schwäbischen und 2 slowakischen Gemeinden dieses Wahlbezirkes in grosser Anzahl erschienen.

Es herrschte im Saal erwartungsvolle Stille, als Ministerpräsident Graf Bethlen in Begleitung des Staatssekretärs Baron Prónay, des Ministerialrates v. Angyán und des Sektionsrates v. Pataky den Saal betrat. Obergespan Elemér Pressly richtete im Namen der Abordnung begeisterte Worte an den Regierungschef. Er hob besonders hervor, dass bis jetzt der Pilisvörösvárer Bezirk durch einen oppositionellen Abgeordneten vertreten war, und dass jetzt mit grosser Mehrheit ein Abgeordneter der Regierungspartei gewählt wurde, offenbar darum, weil die deutschsprachige Bevölkerung dieses Bezirkes überzeugt sei, dass ihre Interessen in der Partei des Grafen Bethlen am besten gewahrt seien.

Der Ministerpräsident sprach einleitend einige Worte in ungarischer Sprache und dann hielt er folgende deutsche Rede:

„Meine sehr geehrten Herren! Ich benütze die deutsche Sprache, weil ich weiss, dass die grosse Mehrheit der Wähler des Pilisvörösvárer Bezirkes deutscher Muttersprache ist. Auch möchte ich haben, dass meine Worte nicht nur von Ihnen gehört werden, sondern dass Sie sie hinaustragen an alle Deutsche Ungarns. Sie haben durch die Wahl des Kandidaten der Regierungspartei bewiesen, dass Sie als deutsche Staatsbürger Ungarns Gewicht darauf legen, mit der Mehrheit der ungarischen Nation zusammenzugehen. Sie haben durch diese Wahl jener Überzeugung Ausdruck verliehen, dass Ihre Muttersprache und alle Ihre mit der Muttersprache zusammenhängenden Interessen im Rahmen einer Landespartei mindestens ebenso gut, oder vielleicht noch besser gefördert werden können, als wenn sie eine eigene nationalistische Minderheitspartei gründen würden. Sie sind dadurch den vielhundertjährigen Traditionen des deut-

schen Volkes in Ungarn treu geblieben, das immer in brüderlichem Einvernehmen mit dem Ungartum lebte und im Patriotismus dem Ungartum stets gleich war. Früher haben wir geglaubt, oder haben wenigstens viele geglaubt, dass der Patriotismus von der Sprache abhänge. Jetzt wissen wir, dass es nicht auf die Muttersprache ankommt, sondern auf die Gesinnung. Besonders in den revolutionären Zeiten haben wir es alle erlebt, dass solche Mitbürger, die ungarischer Muttersprache waren, über die Grenze schielten, während die Mitbürger deutscher Muttersprache treu zum Vaterland standen. Das heisst aber nicht soviel, als ob für das deutsche Volk in Ungarn die Staatssprache nicht wichtig wäre. Die Erlernung der ungarischen Sprache ist für alle deutschen Staatsbürger Ungarns von grosser Bedeutung. Das sieht jeder ein, der bedenkt, dass die Deutschen in Ungarn ein Landvolk sind, das sich stark vermehrt, wobei es aber unmöglich ist, den Grund und Boden entsprechend zu vermehren, so dass viele deutschungarische Bauernsöhne andere Berufe ergreifen müssen, wo sie ohne die Staatssprache kein Fortkommen hätten.

Die Regierung steht nichtsdestoweniger auf dem Standpunkte, dass der Volksschulunterricht der deutschen Bevölkerung Ungarns auch in der Muttersprache zu erfolgen hat. Es wird dafür unbedingt Sorge getragen, dass die Kinder deutscher Eltern in die Lage versetzt werden, sich die deutsche Volksschulbildung zu erwerben. In diesem Sinne hat die Regierung im Jahre 1923 die Minderheiten-Verordnung herausgegeben und ich verkünde es als eine Botschaft, die an alle Deutschen und auch an alle Behörden des Landes weitergegeben werden soll, dass die 1923-er Verordnung und alle seither erlassenen Minderheits-Verordnungen restlos durchgeführt werden müssen.

Es gibt gewisse technische Schwierigkeiten. In gemischtsprachigen Gemeinden mit einem Lehrer zum Beispiel kommt es vor, dass dieser nicht imstande ist das Ungarische und das Deutsche gleich gut zu beherrschen. Diese Hemmnisse sollen stufenweise überwunden werden, was naturgemäss eine gewisse Zeit in Anspruch nimmt.

Eines aber wird die Regierung unter keinen Umständen dulden, und dies ist, dass der Durchführung der Verordnung administrative Hindernisse seitens derjenigen in den Weg gelegt werden, die im Banne einer veralteten, bereits überholten

Ideologie leben. Ich betone es nachdrücklich, dass wir jede Bestimmung dieser Verordnung von Punk zu Punkt in Kraft zu setzen wünschen. Ich fordere alle auf, die Beschwerden haben, sich an mich und an die Regierung zu wenden.

Im Sinne dieser Auffassung hat die Regierung die Gründung des Deutschen Volksbildungsvereines gutgeheissen, damit dieser Verein die Muttersprache, die karakteristische Eigenart und überhaupt das Volkstum der Deutschen in Ungarn fördern und vorwärts bringen könne. Daneben soll der Volksbildungsverein auch die Aufgabe erfüllen, die Anhänglichkeit seiner deutschen Mitglieder an das ungarische Vaterland zu stärken. Ich bin der Ansicht, und sage es jedermann, dass die Treue zur ererbten Muttersprache und der Patriotismus miteinander nicht im Widerspruch stehen.

Das deutsche Volk in Ungarn wird auch weiter in brüderlicher Einigkeit mit dem Ungartum leben. Das Glück und die Zukunft des ungarischen Vaterlandes erfordert es, dass die Zusammengehörigkeit und diese Liebe weiter aufrechterhalten werden. Ich setze alle meine Hoffnungen darauf, dass das ungarische Volk und das deutsche Volk auch in der kommenden Zeit miteinander gehen und Schulter an Schulter arbeiten werden, denn davon hängt die Grösse und Blüte des Vaterlandes ab".

Pressestimmen zur Rede Bethlens.

Es ist sehr lehrreich, wenn man die hauptstädtischen Blätter auf das hin überblickt in welchem Umfange sie sich mit der am 25. Oktober gehaltenen bedeutsamen Kundgebung des Ministerpräsidenten zur Lage des Deutschtums in Ungarn beschäftigen.

Die ausführlichsten Berichte sind im *Pester Lloyd* und in den Regierungsblättern *Budapesti Hirlap* und *Nemzeti Ujság* enthalten. Das *Neue Politische Volksblatt* hat den Bericht schon gekürzt gebracht. Ebenso *Magyarság*, das Blatt des Grafen Julius Andrássy, und *Pesti Hirlap*, welches ein altliberales, von allen Parteien unabhängiges Blatt ist. Noch kürzer sind die frei-

sinnigen Zeitungen *Pesti Napló* und *Ujság*, während in dem Sprachrohr der Rassenschützler, des Abgeordneten Julius Gömbös, in *Magyar Ujság* bezeichnender Weise kein Wort über die Deutschtumsrede des Ministerpräsidenten Grafen Bethlen zu finden ist. Die Rassenschützler hatten im Pilisvörösvárer Bezirk einen Mann namens Budavári als Kandidaten aufgestellt, obwohl sie wussten, dass fast alle Gemeinden des Bezirkes schwäbisch sind. Gömbös und seine Freunde, die früher soviel darüber zu reden gewusst haben, dass sie deutschfreundlich sind, wollen gar nichts davon wissen, dass in Ungarn 550.000 Deutsche leben. Derselben Ansicht sind die Blätter der entgegengesetzten Seite, die linksliberale Zeitung *Magyar Hirlap* (früher *Világ*) und die sozialdemokratische *Népszava*. Die letzten zwei Blätter halten es, sowie Gömbös, auch nicht für notwendig, ihre Leser darüber zu unterrichten, was die ungarische Regierung in der Minderheitenfrage für einen Standpunkt einnimmt.

Dem *Pester Lloyd* wurde am Donnerstag aus Berlin über eine Unterredung des Reichskanzlers Marx und des Reichshauspräsidenten Schacht mit dem Reichspräsidenten Hindenburg berichtet. In dem diesbezüglichen Berichte sind unter anderem auch folgende Zeilen zu lesen:

„Es wäre sehr wünschenswert, wenn man sich in Paris von jenem Geiste beeinflussen liesse, den die Ansprache des Ministerpräsidenten Grafen Bethlen an die deutsche Wahlabordnung so laut verkündete und der in hiesigen politischen Kreisen einen ausgezeichneten Eindruck machte".

Der Tag (deutschnationale Partei) schreibt: Ganz abgesehen von der wichtigen Tatsache, dass der ungarische Ministerpräsident an eine Wählerabordnung eine deutsche Ansprache richtet, liess seine Rede so klar die Absicht der ungarischen Regierung erkennen, eine loyale Minderheitenpolitik zu befolgen, dass sie über die ungarischen Grenzen hinaus beachtet zu werden verdient. In erster Linie werden die Deutschen in Ungarn, die stets zu den treuesten Bürgern ihres Vaterlandes gehörten, es mit einem Gefühl der Genugtuung begrüssen, dass der Ministerpräsident ihren Wünschen in so bestimmter Form gerecht zu werden verspricht. Aber darüber hinaus werden es auch alle anderen deutschen Minderheiten im Hinblick auf ihren eigenen Kampf um die Selbstbehauptung als Hoffnung empfinden, dass der ungarische Ministerpräsident ohne Zurückhaltung und

Vorbehalte sich für die Rechte der Minderheiten in seinem eigenen Lande einsetzt. Das bedeutet auf dem Wege der Minderheitenpolitik einen gewissen Fortschritt, da diese Kundgebung auch in anderen Ländern nicht ohne Wirkung sein dürfte. Gerade von diesem Gesichtspunkte aus müsse man im Deutschen Reiche die Rede des Grafen Bethlen mit Sympathie begrüssen, nicht nur als einen Beweis für das Verständnis des Grafen Bethlen für die Minderheitenrechte und als ein Zeugnis kluger Politik, sondern auch als einen Beweis der aufrichtigen Freundschaft für das deutsche Volk.

Die *Deutsche Allgemeine Zeitung* äussert sich folgendermassen: Wir haben über die bemerkenswerte Rede berichtet, die der ungarische Ministerpräsident Graf Bethlen kürzlich vor einer Abordnung eines zumeist von Deutschen bewohnten Wahlkreises gehalten hat. Graf Bethlens Bekenntnis zu einer liberalen Minderheitenpolitik, das er zudem in deutscher Sprache ablegte, bedeutet eine wichtige Tatsache nicht nur für das Deutschtum in Ungarn, sondern darüber hinaus für die gesamte minderheitenpolitische Entwicklung in Mittel- und Osteuropa. Der ungarische Ministerpräsident brachte den besten Willen zum Ausdruck, der Muttersprache des ungarländischen Deutschtums im Schulunterricht Geltung zu verschaffen und sprach die Überzeugung aus, dass es seine nationale Eigenart wahren müsse. Die bekannte Minderheitenverordnung der ungarischen Regierung müsse Punkt für Punkt durchgeführt werden, eine Zusage, die umso bedeutsamer ist, als bisher die unteren Verwaltungsbehörden der Durchführung dieser Verordnung an vielen Stellen stärksten Widerstand bereitet haben. Wir begrüssen die Kundgebung der ungarischen Regierung, die in Deutschland alle Sympathien finden wird, mit dem Wunsche, dass Graf Bethlen seinem Willen Geltung verschaffen möge, zum Wohle des Deutschtums, das davon betroffen wird, im Interesse zugleich einer Erleichterung der Lösung der Minderheitenfrage in allen anderen Ländern.

Die *Tägliche Rundschau* (das Blatt der Deutschen Volkspartei, der Partei des Reichsaussenministers Dr. Stresemann) schreibt: Diese Rede des Ministerpräsidenten Grafen Bethlen soll nicht nur in Deutschland, sondern auch im Auslande gehört werden. Als vor drei Jahren Graf Bethlen die Minderheitsverordnung herausbrachte, konnten wir nicht so recht glauben, dass man in Ungarn etwas dazugelernt hätte. Bethlen stand

einer Mauer von Unduldsamkeit gegenüber. Noch dachten die meisten nationalen ungarischen Politiker im alten chauvinistischen Sinne. Nun scheint es besser geworden zu sein. Ob es den Ungarn Herzenssache ist, den Deutschen ihr Recht zu bewilligen oder lediglich Taktik, soll jetzt nicht entschieden werden. Wir Deutschen würden es freudig begrüssen, wenn die Ungarn nicht aus äusserlich-taktischen Gründen den 550.000 Deutschen ihres Landes die kulturelle Selbstverwaltung einräumten, sondern aus dem tiefinnerlichen Empfinden, eine Tat im Interesse der Menschlichkeit und der Kultur zu tun. Graf Bethlens hohe Auffassung über die Probleme der Minderheitenfragen sind uns seit langem bekannt und wir wissen, dass er nicht lediglich aus taktischen Gründen solche Worte spricht. Hoffentlich vermag Graf Bethlen auch die administrativen Schwierigkeiten zu überwinden.

Die *Leipziger Neuesten Nachrichten* (ebenfalls zur Deutschen Volkspartei gehörig) meinen: Die Erklärungen des ungarischen Ministerpräsidenten werden in Deutschland mit grosser Freude zur Kenntnis genommen werden. Nicht, dass sie Neues brachten. Das Deutschtum hat in Ungarn immer eine freundliche Heimat gehabt, und wenn es trotzdem hie und da Erscheinungen zu beklagen gab, die wenig zu der traditionellen deutsch-ungarischen Freundschaft passten, so hatten sie ihren Grund auch darin, dass es vielfach deutsche Kreise gab, die aus dem Gefühl ihres echten ungarländischen Patriotismus auf die Erhaltung ihres Volkstums keinen allzugrossen Wert legten. Die Versicherung des Grafen Bethlen, dass nunmehr sämtliche Verfügungen der Verordnungen betreffend die Minderheiten durchgeführt werden sollen, ist äusserst wertvoll.

Der Ministerpräsident hat seine Rede am 25. Oktober gehalten und am nächsten Tag, am 26. Oktober, bringen diese massgebenden deutschen Zeitungen bereits begeisterte Zustimmungen. Man sieht, wie schnell das gute Wort seinen Lohn findet!

Pentru ce au denegat coloniştii trimiterea delegaţilor lor în comisiunea de despăgubire?

Pe urma unui raport al Radorului, întreaga presă din România, cu deosebire cea minoritară maghiară a adus ştirea, că după ce coloniştii maghiari deposedaţi de pământurile lor, n'au trimis delegaţi pentru distribuirea sumei de despăgubire oferită de guvern în 700.000 franci aur, guvernul a avizat despre aceasta Liga Naţiunilor, care a căzut de acord, ca guvernul român să pregătească din oficiu tabloul de despăgubire.

Acest raport al Radorului a trezit mare surprindere în toate părţile şi diferitele organe de presă au comentat în chip diferit ştirea senzaţională a agenţiei telegrafice române, în legătură cu care, gazetele au făcut încheieri inexate şi eronate, în meritul chestiei.

De aceea raportorul ziarului „Brassói Lapok" a văzut la Lugoj pe d-l Dr. Elemér Jakabffy vicepreşedintele P. R. M., care e cel mai temeinic cunoscător al chestiei coloniştilor şi se ocupă de aceea, zi de zi, de câţiva ani, şi i-a cerut părerea, cât se poate de competentă, asupra situaţiei reale a lucrurilor.

La întrebarea pusă, d-l Dr. Jakabffy a dat următorul răspuns:

„Ştirea Radorului mă umple de legitimă bucurie. Anume, din aceasta pot constata, că coloniştii absolut şi-au ajuns scopul, pe care au dorit să-l atingă prin denegarea trimiterii delegaţilor.

Ca să putem înţelege clar acest lucru, trebue să ne reamintim motivarea, cu care d l Mello Franco a făcut, ca Liga Naţiunilor să aranjeze cauza coloniştilor. Anume, d. Mello Franco avea punctul de vedere, că dacă Liga Naţiunilor ar declara art. X. al legii agrare de contrar tratatului minoritar, în loc de a primi oferta de despăgubire a guvernului român, cauza coloniştilor s'ar înrăutăţi, pentrucă guvernul român ar avea dreptul, pe motivul de diferite neobservări ale contractului, a i deposeda total pe colonişti de pământurile lor.

Chiar pentru aceasta a spus şi a propus d. Mello Franco, ca „în interesul coloniştilor", Liga Naţiunilor să primească oferta guvernului român, făcută din „motive umanitare", în privinţa celor 700.000 franci aur despăgubire.

Întrucât, precum se ştie, în faţa Ligii Naţiunilor nu are loc

procedura contradictorie, după ce pe coloniști nici înainte nici după decizune, din partea Ligei Națiunilor nime nu i-a întrebat, dacă aceasta soluție „despăgubitoare" o găsesc de mulțumitoare pentru sine, ori nu, coloniștii au fost nevoiți a-și alege o cale extraordinară, care poate fi șiretenie țărănească, dar poate fi și așa, că anumit simț diplomatic deosebit și instinctiv li-a inspirat-o.

Anume, Liga Națiunilor a ordonat, ca pentru distribuirea celor 700.000 franci, să se constitue în fiecare comună de coloniști câte o comisiune și în aceasta să-și trimită un delegat fiecare comună interesată. Când organele autorităților deplasându-se au solicitat alegerea delegaților, coloniștii în toate comunele au denegat desemnarea acestora și în toate locurile au predat organelor autorităților o motivare cu același text, în senzul căreia nu trimit delegați autorizați din partea lor, la distribuire, ba nici nu candidează, ca nu cumva la asta să i-se poată atribui aparența, că ei ar recunoaște de drept, bun și echitabil, decisul adus de Liga Națiunilor în cauza lor. În aceeași declarație cu text identic, coloniștii au cerut și aceea, ca acest punct de vedere al lor și motivația să fie comunicate, de către autoritățile în drept, Ligii Națiunilor.

Precum reiese din reportajul Rador-ului, guvernul de fapt a comunicat acest punct de vedere al coloniștilor Ligii Națiunilor. Ce i drept, e întrebare, dacă nu cu altă motivare a cerut Ligii Națiunilor, să renunțe la dorința, ca la distribuirea celor 700.000 franci să fie și delegații coloniștilor, aceea e peste orice îndoială, că la Liga Națiunilor s'a putut constata, că decisul adus și calificat de d-l Mello Franco ca fiind „în interesul coloniștilor", pe coloniști nu numai că nu i-a mulțumit, ci din contră, i-a aruncat în cea mai grea amărăciune.

Și după ce o știe acum și Liga Națiunilor, nu rămâne alta, decât ca coloniștii să prezinte Ligii Națiunilor situația fiecărei comune.

Coloniștii demult au intenționat acest lucru, dar conducerea Partidului Maghiar, în primul rând d-l senator Iuliu Tornya, i-au rugat, să mai aștepte cu acest pas al lor, având ei încă speranța, că vor găsi înțelegere la guvern și chestia coloniștilor o pot aranja barem atât de favorabil, cum i-a reușit d-lui senator Tornya să o aranjeze cu privire la trei comune coloniste, încă sub guvernul liberal.

Între coloniști astăzi deja se arată zi de zi mai mare impacientă. Eu, care trăiesc între ei și pe care ei îl caută zilnic, cu plângerile, doleanțele, reclamațiile, disperația lor, sunt dator a o aduce nu numai la cunoștința Partidului Maghiar, ci și la aceea a opiniei publice române din țară.

Și trebue să aduc la cunoștința ambilor factori și aceea, că prefectul județului Severin, ca și d-l președinte al comisiei județene pentru reforma agrară, au raportat la fel guvernului, să trimită cât de îngrabă un delegat special pentru examinarea chestiilor coloniștilor, pentrucă aici se întâmplă ceva, ce necondiționat reclamă sanare."

Deci azi situația e așa — își încheie declarația extraordinar de importantă d-l Dr. Elemer Jakabffy — că coloniștii sunt în fața ruinei definitive și totale, dar mai așteaptă și sperează.

Dacă însă nici prefectului jud. Severin, nici președintelui comisiunii județene pentru reforma agrară, în fine nici Partidului Regnicolar Maghiar, nu-i va reuși a atrage atențiunea înaltului guvern asupra situației descrise mai sus, a coloniștilor, în acest caz coloniștii nenorociți și aduși la sapă de lemn, înainte de totala lor ruină, își vor lua satisfacția morală, că expun în fața Ligii Națiunilor rezultatele jalnice, ce a produs decisul ei.

Die neue Gerichtseinteilung und die Rechte der Minderheiten in der Slovakei.

Von **Dr. Ernst Flachbarth.**

Das tschechoslovakische Sprachgesetz Nr. 122 vom Jahre 1926 und die dazu gehörende Durchführungsverordnung Nr. 17 vom Jahre 1926 machen die sprachlichen Rechte der tschechoslovakischen Minderheiten davon abhängig, ob die betreffende Minderheit in den diesbezüglichen Gerichtsbezirken 20% der Bevölkerung erreicht. Das Recht der Minderheiten und die Einteilung der Gerichtsbezirke ist daher im engsten Zusammenhang.

Die Einteilung der Gerichtsbezirke unterlag bis in die letzten Monate der Machtbefugnis der Regierung. Die Gesetze Nr. 270 vom Jahre 1920 und Nr. 295 vom Jahre 1924 gaben nämlich der Regierung das Recht bis zum 30. April 1926 die Gerichtsbezirks- und Gerichtssitzeinteilung in der Slovakei abzuändern. Während dieser Zeit war also jenes Grundprinzip der modernen Rechtsordnung, wonach niemand seinem zuständigen Richter entzogen werden kann, ausser Kraft gesetzt.

Die Regierung benützte diese ihre Vollmacht dazu, um die Zuständigkeitsgebiete der Gerichte zum Schaden der Rechte der ungarischen Minderheit abzuändern. Vor einigen Jahren entnahm man dem Pressburger Gerichtsbezirke 20 ungarische Gemeinden, wogegen man zahlreiche slovakische Gemeinden dem Bezirke anschloss, wodurch die Proportion des Ungarntums unter 20% kam und das Pressburger Ungarntum der im Sprachgesetz zugesicherten Rechte verlustig wurde.

Diese empörende Massnahme bildete aber keinen vereinzelten Fall. Gegen Ende April d. Jahres, kurz vor Ablauf der obengenannten gesetzlichen Bevollmächtigung, erliess die Regierung die Regierungsverordnung Nr. 55 vom Jahre 1926, wodurch fast sämtliche Bezirksgerichtsgebiete abgeändert wurden, undzwar so, dass das Ungarntum in 4, das Deutschtum in 1 und das Ruthenentum ebenfalls in 1 Bezirke seiner Minderheitsrechte verlustig wurde.

In dem bisherigen Kassaer Bezirke bildete das Ungarntum 20·34% der Bevölkerung. Die Regierung schloss nun 23 Gemeinden des Saroser Komitates zum Kassaer Bezirke, wodurch die Zahlenstärke des Ungarntums auf 18·81 sank. Im Rimaszombater Bezirke bildete das Ungarntum 20·99% der Bevölkerung, welche Ziffer durch den Anschluss einiger slovakischer Gemeinden und durch Abtrennung einiger ungarischen Gemeinden auf 18·95% herabgedrückt wurde. Im Nyitraer Bezirke betrug das Ungarntum 25·62%. Die Regierung nahm einige ungarische Gemeinden aus diesem Bezirke, hingegen schloss sie diesem Bezirke 13 slovakische Gemeinden an, so dass die Zahl des Ungarntums auch hier auf 19·74% sank. Zuletzt wurde auch das Ungarntum des Galszécser Bezirkes ihrer Minderheitsrechte verlustig, da die ungarischen Gemeinden entlang des Bodrogflusses einem anderen Bezirke angeschlossen wurden und so die perzentuelle Zahl des Ungarntums von 21·71% auf 14·% sank.

Durch die Vereinigung des Stubnyabader Bezirkes mit dem Turócszentmártoner Bezirke verlor das Stubnyaer Deutschtum seine Minderheitsrechte, denn im alten Bezirke betrug die Zahl der Deutschen 39·72%, wogegen sie im neuen Gerichtsbezirke weit unter 20% bleibt.

Die Olubloer Ruthenen, die bisher auf Grund ihrer 21·08% betragenden Zahl ihre Sprachenrechte ausüben konnten, wurden dieser Rechte dadurch verlustig, dass diesem Gerichtsbezirke slovakische Gemeinden des Saroser Komitates angeschlossen wurden.

Wir sehen also, dass die in Frage stehende Regierungsverordnung in 6 Bezirken die Minderheitsrechte vernichtete. Im Justizministerium versucht man diese Massnahmen mit administrativen Gründen zu motivieren, ohne dass jemand dem Glauben schenkt. Der Pressburger und Kassaer Bezirk umfasst ungefähr je 100.000 Personen, wogegen zahlreiche andere Bezirke kaum 20–25.000 Einwohner umfassen. Wenn also die Regierung bei Abfassung dieser Verordnungen sich von administrativen Motiven hätte leiten lassen sollen, so hätte sie zunächst solche Unproportioniertheiten ausmerzen müssen.

Es sei hier noch der Fall des Levaer Bezirkes erwähnt. In diesem Bezirke betrug die Zahl des Ungarntums 66·90% der Bevölkerung, welche Zahl durch die Neueinteilung des Bezirkes auf 41·21% herabgedrückt wurde. Die Folge davon ist, dass das Levaer Ungarntum die im § 37 des Sprachgesetzes zugesicherten Rechte, wonach in jenen Bezirken, wo $^2/_3$ der Bevölkerung Ungarn sind, die Amtssprache nur die ungarische ist, nicht in Anspruch nehmen kann. Die Regierungsverordnung Nr. 27 vom Jahre 1924 bestimmt, dass in Bezirken, wo die ungarische Bevölkerung 50% der Gesamtbevölkerung erreicht, die dem Bezirksausschuss in der Staatssprache eingereichten Berichte, Vorschläge, etc. für die ungarischen Mitglieder des Ausschusses auch in die ungarische Sprache zu übersetzen sind, beziehungsweise sollen die in ungarischer Sprache gemachten Berichte und Vorschläge etc. auch in ungarischer Sprache protokolliert werden. Die ungarischen Bezirksausschussmitglieder des Levaer Bezirkes werden nun durch die neue Bezirkseinteilung auch dieses ihres Rechtes verlustig.

Die Regierung erliess zwar die Sprachenverordnug, machte

aber die Vorteile dieser Verordnung durch die Neueinteilung der Gerichtsbezirke für die ungarische Minderheit illusorisch. Diese Massnahmen beweisen am deutlichsten, dass zwischen den Versprechungen und den Taten der tschechoslovakischen Regierung grosse Dissonanz besteht.

(Übersetzt von Dr. Erwin Pick, Lugoj.)

Zur Elsass-Lothringischen Frage.

Von **Gabriel Betegh.**

Im Monat März laufenden Jahres erschien auf dem französischen Büchermarkt die Broschüre: „Die Pflichten der französischen Katholiken gegen ihre elsässischen Glaubensbrüder".

Diese Publikation verdient umsomehr Beachtung, da sie aus der Feder des Mgr. Ruch, Bischofs von Strassburg, gebürtigen Franzosen stammt, dem somit keine unbegründete Voreingenommenheit zu Gunsten der elsass-lothringischen Bevölkerung, die gegen das heutige Verwaltungs-System des Landes energisch protestiert, zugemutet werden kann. Nun findet man in dieser Veröffentlichung alle kardinalen Beschwerdepunkte des „Heimatsbundes" gegen den Mgr. Ruch übrigens sowohl in genannter Broschüre, als auch in seinem ganzen öffentlichen Wirken Stellung nimmt, Punkt für Punkt bestätigt. Er giebt allerhand grundlegende Fehler in der Verwaltung und Gesetzgebung, wie die verfehlte Schulpolitik, derzufolge den Kindern eine Sprache aufgezwungen wird, die für sie nicht viel mehr als „chinesisch" bedeutet, die rücksichtslosen Assimilierungsbestrebungen, die Zurücksetzung der Einheimischen in ihrer Karrière etc. etc., unumwunden zu. Er kommt demzufolge zum Schluss, dass der Ausdruck, wonach die ganze heutige Generation geopfert wird tatsächlich zutreffe, und verweist auf die tiefe Verstimmung, welche die Begeisterung von 1918 ablöste.

Ich kann es mir nicht versagen, einen Passus aus diesem Werk wort-wörtlich anzuführen, er trifft ja nicht nur auf das Verhältnis Elsass-Lothringens Frankreich gegenüber zu: „Wir

leben nicht mehr in einer Zeit, wenn es jemals eine solche gab, in welcher die Eroberer mit der Gewalt über Völkern herrschen können, ohne für die Zukunft zu fürchten. Früh oder spät trennen sich die Provinzen von den Staaten, deren Joch sie ertragen müssen ohne Liebe zu finden. Der diese Zeilen schreibt, kennt seine Diözese und deshalb fühlt er sich verpflichtet, Euch zuzurufen: Nehmt Euch in Acht! Die Katholiken sind gewiss nicht das ganze Land, falls Ihr aber ihre Liebe und ihr Zutrauen verloren habt, dann seht zu, was Euch von Elsass-Lothringen noch übrig bleibt. Noch einmal! Es liegt wie ein schwerer Alpdruck über uns!"

Wird diese Warnung, dieses kraftvolle Memento, das alle Staaten in deren Rahmen Minderheiten leben auf sich beziehen könnten, eine Änderung der französischen Politik Elsass-Lothringen gegenüber hervorrufen?

Ich weiss es nicht! Sicher ist nur, dass Herr Raymond Poincaré die ersten ruhigeren Tage seiner Ministerpräsidentschaft dazu benützte, um sich in Strassburg an Ort und Stelle über die Elsass-Lothringische Frage zu informieren.

Absichtlich schreibe ich von einer elsass-lothringischen „Frage", da sie — wie dies auch schon aus obiger Broschüre hervorgeht — trotz Angliederung an Frankreich und trotz aller Bemühungen, mit denen man sie in Paris wie einen Familien-Skandal zu vertuschen sucht, eine Frage geblieben ist.

In den letzten 50 Jahren versuchte man sie zuerst in deutschem, nach 1918 in französischem Sinne zu lösen, wobei aber beidemale die Bismarcksche Maxime, dass nämlich die elsass-lothringische Frage nur in elsass-lothringischem Sinne gelöst werden kann, ausser Acht gelassen wurde.

Es mag für das französische Ohr noch so paradox klingen, doch muss es der Wahrheit halber gesagt werden, dass Bismarck das Wesen des elsass-lothringischen Volkes besser erfasste, als Heriot oder Poincaré. Er war es, der als erster erkannte, dass die Bevölkerung Elsass-Lothringens zufolge der Jahrhunderte lang dauernden Blutmischung zwischen den romanischen und germanischen Elementen heute schon weder französisch noch deutsch ist, dass sie vielmehr als eine eigene und bereits ausgezüchtete Rasse anzusehen ist.

Diese theoretische Erkenntnis setzte er in die Praxis um, indem er sich den Forderungen Treitschkes und anderer nam-

hafter deutscher Politiker, die die Einverleibung Elsass-Lothringens in einen oder mehrere deutsche Bundesstaaten verlangten, widersetzte, und dem elsass-lothringischen Volke das Ziel der politischen Autonomie setzte.

Die Festhaltung dieser geschichtlichen Tatsachen ist insofern von Wichtigkeit, da hiedurch die Behauptung französisch-nationalistischer Kreise, wonach die ganze Autonomiebewegung unter dem deutschen Regime von Frankreich ausgegangen wäre und somit diese Volksbewegung lediglich als ein Protest gegen die Reannektierung von 1871 aufgefasst werden müsste, von vornherein hinfällig wird.

Im Gegenteil! Die ersten Pioniere der Autonomiebewegung, Schneegans und Genossen, wurden in den Zeiten nach 1871 in Frankreich als „Verräter" gebrandmarkt.

Wahr ist freilich, dass nachdem der Autonomiegedanke im Volke immer grösseres Echo fand, sich in die Reihen der Autonomisten auch Elemente einstellten, die nach ihren damaligen Taten und heutigen Aussagen nichts anderes im Sinne hatten, als durch ewige Schürung der Unzufriedenheit, und durch immer neue und neue Forderungen das Zustandekommen der Selbstverwaltung Elsass-Lothringens schliesslich zu sabotieren.

Dass diese Gruppe aber die Volksmeinung nicht vertrat, geht schon aus der Tatsache hervor, dass dieselbe sich von diesem Flügel der Partei, als es seine wahren Ziele durchschaute: als es im besonderen sah, dass ein Anführer desselben eine Propaganda-Reise nach Frankreich unternahm und hier so ziemlich unverhüllt die Forderung aufstellte, mit Deutschland noch vor Abschluss der Autonomieverhandlungen den Krieg zu beginnen, dass es sonst nicht zu spät werde (!) sich von ihm gänzlich abwandte, was zur Folge hatte, dass sie bei den denkwürdigen Oktoberwahlen, wo über Annahme oder Ablehnung der angebotenen Autonomie entschieden wurde, — samt und sonders durchfielen.

Da Wahrheiten, wie die angeführte Bismarcksche Erkenntnis, auch durch Wechsel in der Staatsoberhoheit ihre Geltung nicht verlieren können, ist es nur selbstverständlich, wenn sie im Geist der elsass-lothringischen Bevölkerung auch nach 1918 weiterlebt, und wenn die Autonomie — wie ehedem von Berlin — heute von Paris gefordert wird.

Als jene Gruppe, die die weitgehendsten Forderungen auf-

gestellt hat, und diese auch am lautesten ausspricht, muss der „Heimatbund" bezeichnet werden, der am 8 Juni d. J. unter Betonung dessen, dass er keine neue Partei, aber eine Organisation will „welche die bestehenden Parteien des Landes dazu antreiben wird, endlich die Politik des Hinhaltens, der Schwäche und der Täuschung aufzugeben und den Kampf für die elsass-lothringischen Volks- und Heimatsrechte mit rücksichtsloser Tatkraft zu führen", einen Aufruf an das Land richtete, welchen wir in unserem Heft VII—VIII bereits im Wortlaut publizierten.

Dieser Aufruf erregte nicht nur in Frankreich das grösste Aufsehen, sondern fand auch in den schwedischen, portugisischen, ja sogar indischen und chinesischen Blättern sein Echo, um von den verschiedenen Presseorganen der „Allierten" gar nicht zu sprechen.

Obwohl der Aufruf im Grund genommen nicht im Entferntesten als Frankreich feindlich aufgefasst werden kann, sah sich die Regierung trotzdem veranlasst, gegen die Unterzeichner desselben, die mit dem französischen Staate in irgendeinem Dienstverhältnis stehen, disziplinarisch einzuschreiten.

Über den Häuptern der Geistlichen, die den Aufruf mitunterzeichneten, hängte auch lange Zeit das Damoklesschwert, doch scheint die Regierung nach längeren diplomatischen Verhandlungen mit Rom von diesem Schritt endgültig Abstand genommen zu haben.

Da in Frankreich die Urteile der Disziplinarbehörde unappellabel sind, und das Verfahren vor mehreren Instanzen durchgeführt wurde, war es nur selbstverständlich, — deshalb nicht weniger unliebsam, — dass dasselbe „Vergehen" je nach Ansicht der verschiedenen Instanzen anders und anders gewertet wurde. So fällte man Urteile, in allen Abstufungen: von sofortiger Entlassung mit Verlust auf das Pensionsrecht, bis zum Freispruch.

Der Gerechtigkeit halber muss aber gesagt werden, dass Frankreich, obwohl es im Vertrag von Versailles keine Verpflichtungen zum Schutz der Minoritäten übernahm, und es im Prinzip auch nie anerkannte, dass selbst die deutschsprechende Bevölkerung Elsass-Lothringens eine Minorität sei, sich vielmehr auf den Standpunkt stellte, dass diese lediglich vergermanisierte Franzosen sind, in ihrem Interesse doch unvergleichlich mehr tat und mit ihnen humaner verfährt, als die Staaten der kleinen

Entente alle zusammen-genommen, die — wenn ich mich noch genau erinnere, — in Trianon und St. Germain, doch gewisse Klauseln über „Minoritätenschutz" unterschrieben haben.

In Frankreich sind im achten Jahre des Heiles wenigstens keine Kriegszonen mehr, keine Radioverbote, keine Autorequirierungen zur Wahlpropaganda, keine Vermögenskonfiszierungen, keine „Kommunisten"-Prozesse, keine namenlosen Passschwierigkeiten, Wohnungsrequirierungen und was weiss ich noch alles, womit sich die Verwaltung unseres Landes noch brüsten kann, und welche kleine und grosse Schikanen das Leben in unserem Land so ungeheuer reizend und abwechselungsreich gestalten!

Und eben dieser zivilisiertere und pazifistischere Geist lässt die Hoffnung zu, dass dies mal die Sonne ... im Westen aufgehen wird.

Hier gibt es wenigstens ein Locarno, ein Thoiry, die heute zwar nur Hoffnungen, aber doch Hoffnungen auf eine bessere Zukunft sind, die ihr Licht auch auf Strassburg werfen.

Uns Minoritäten in Rumänien ist selbst diese letzte Gabe der Pandora-Büchse verwehrt!

Was tut's? Wir haben das heroische Wort Franz Deák's nicht vergessen: „Wir können auch ohne Hoffnung kämpfen; immer wieder und wieder!"

BÜCHER UND ZEITSCHRIFTEN.

Staat und Volkstum.

Bücher des Deutschtums 2. Band.

Für den deutschen Schutzbund herausgegeben von *Dr. K. C. von Loesch* in Zusammenarbeit mit *A. Hillen Ziegfeld.*

1926. Deutscher Schutzbund-Verlag, Berlin, W. 30. Motzstrasse 22.

Vor anderthalb Jahren erschien im Verlag des „Deutscher Schutzbund" unter dem Titel „Volk unter Völkern" jenes grossartige Werk, das die Tätigkeit und die Erfolge bei der Bekanntmachung der Lage der Völker der mächtigen Organisation des Schutzbundes erläutert.

Die Wirkung, die dieses hervorragende Geisteswerk hatte, konnte mit Recht den leitenden Geist des Schutzbundes Dr. K. C. von Loesch dazu veranlassen, ein neues Werk in Angriff zu nehmen, es zu organisieren und dafür Material zu schaffen. Vor einigen Tagen verliess auch dieses Werk unter dem Titel „Staat und Volkstum" die Presse. Dieser Band von 800 Seiten bedeutet für alljene, die die Lage der nationalen Minderheiten kennen lernen wollen und deren Schicksal zu verbessern bemüht sind, einen unermesslichen Wert.

Aus der Materialsfülle dieses Bandes werden unsere Leser viel wertvolles zu lesen bekommen. Das verbindliche Entgegenkommen, das Dr. von Loesch unserer Zeitschrift erweist, wird uns ermöglichen, dass auch wir bei den Kämpfen um Verbesserung unserer Lage als nationale Minderheit, im Bedarfsfalle auf die Fülle von Tatsachenmaterial zurückgreifen, das in diesem Werk zusammengetragen wurde. Wenn wir aber noch so viele Daten aus diesem hervorragenden Werke entnehmen sollen, so wird der Umfang unserer literarischen Umschau uns nicht gestatten, das ganze Material nur annähernd unseren Lesern vorzuführen. Eben deshalb können wir jenen Leuten, die dem universellen Minderheitsgedanken dienen wollen, besonders empfehlen — ja sogar sie bitten — dieses Werk sich anzuschaffen, da ohne dieses eine moderne politische Bibliothek gar nicht denkbar ist.

Diesmal müssen wir uns auf die Behandlung des Inhaltsverzeichnisses dieses Werkes beschränken.

Nach dem Vorwort des Herausgebers beschäftigt sich das erste Kapitel mit der Idee der europäischen Völkerunion, Dr. K. C. von Loesch veröffentlicht seine Stellungnahme zu Paneuropa, Gesandter Dr. Richard Riedl schreibt über die Vereinigten Staaten von Europa als konstruktives Problem, Privatdozent Dr. Hans Gerber behandelt die Frage des europäischen Bundes.

Im zweiten Kapitel finden wir Artikel aus dem Ideenkreis des nationalen Gedankens. Pfarrer Johannes Tonnesen schreibt über „Volkstum und der Nationale Gedanke", Redakteur Dr. Hermann Ullmann zeigt uns das Bild über die Quellen und Triebkraft der österreichischen Anschlussbewegung und über das gleiche Thema schreibt Universitätsprofessor Dr. Karl Hugelmann.

Das dritte Kapitel ist für uns von grösster Wichtigkeit, da darin besonders die Frage der Minderheiten zu Wort kommt,

Abgeordneter Werner Hasselblatt schreibt über die Estländische Kulturautonomie, Baron Wilhelm Fircks schreibt über die Autonomie der lettländischen Minderheiten, Redakteur Dr. Robert Ernst bespricht in interressanten Ausführungen die elsass-lothringische Autonomiebewegung. Nachher zeigt Dr. Elemer Jakabffy, Vizepräsident der Ungarischen Partei in Rumänien der grossen germanischen wissenschaftlichen Welt das Verhältnis der ungarischen Minderheiten der Nachfolgestaaten zu dem universellen Minderheitengedanken.

Das nächste Kapitel bespricht die Lage der fremden Minderheiten die auf deutschen Sprachgebieten leben, so der Dänen, der sogenannten Mazuren und der Polen in Deutschland, der Tschechen in Österreich, der Slovenen in Kärnthen, der verschiedenen Minderheiten im Burgenland und der sogenannten Ladiner, die ungefähr 20.000 in der Gegend der Dolomiten das Leben von Minderheiten führen.

Das fünfte Kapitel führt den Titel „Fremde Völker und Staaten." Hier bekommen wir weitgehende Auskunft über die niederländische Bewegung, die nationale Entwicklung der Wallonen, über die Völker Lettlands, über die russische Emigration und über das Eherecht und Familienrecht Sovjetrusslands.

Der zweite Teil des Werkes behandelt die deutschen Völker, ihre Volksbewegungen, die Geschichte, die Wirtschaft, die Kulturgeschichte, die Kirche, die Kulturarbeit und die Ansiedlungen des Deutschtums.

Der Schlussteil behandelt die Tätigkeit des Schutzbundes im Jahre 1925—26, die Tätigkeit des Grenzdeutschtums, dessen Tagespresse, Zeitschriften und wissenschaftliche Werke.

Diese 52 Artikel führen uns eine Reihe von Schriftstellern vor, auf die der Schutzbund mit Recht stolz sein kann. Dieser Schriftsteller können sich aber auch jene erfreuen, die ein Interesse an der Zukunft der nationalen Minderheiten haben.

(Übersetzt von Dr. Ervin Pick, Lugoj.)

Viktor Otte: Die unterdrückten Völker der Welt. (Gegen Lüge und Gewalt.)

Die Frage der nationalen Minderheiten nimmt in ihrem heutigen Stadium ungefähr den Karakter des Stellungskrieges an. Die Gegner stehen sich tief in der Erde eingegraben gegenüber.

Der eine wird in seiner, auf fremder Erde eroberten Position durch das ganze Arsenal seiner Staatsmacht geschützt; der andere hat als einzige Waffe den Glauben in sich selbst, sein Schutzmittel sind die Friedensverträge und der Völkerbund. Die in den Friedensverträgen enthaltenen nationalen und kulturellen Rechte erwiesen sich aber als tote Buchstaben, der Völkerbund in seiner heutigen Zusammensetzung ist ein parteiischer Interessentenverband, von dem die Minderheiten *vorläufig* keinen wahren Schutz erwarten können. Wenn der Völkerbund auch einigemal etwas unternehmen wollte, so wurde er daran durch die verschiedensten Machtgruppen verhindert.

Diese kurze Schilderung der Lage mussten wir vorausschicken bevor wir auf die Behandlung des flugschriftartigen Buches von Viktor Otte übergehen. Der Verfasser, der durch seine weitgehende theoretische Bildung, durch seine hervorragende Denkart, durch seine grossartige Beherrschung des Tatsachenmaterials zu einem berufenen Vertreter der Literatur des Minderheitsgedankens geradezu prädestiniert ist und um den sich hervorragende Schriftsteller scharen, schöpft aus dieser trostlosen Lage jenen finsteren Pessimismus, der durch das ganze Buch hindurchzieht.

Das neunzig Oktavseiten umfassende Heft soll eigentlich die Einleitung zu einem grösseren Werk sein. Nach aussen und nach innen hin verfolgt es propagandistische Ziele: vor der Welt will er die strenge Lage der Minderheiten darstellen, nach innen erstrebt es Kraftsammlung. Das Ziel des Buches ist — was im einleitenden Teil an einer Stelle ausdrücklich hervorgehoben wird — nicht die Organisierung.

Das Buch will durch Verarbeitung des Tatsachenmaterials bezüglich der Minderheitenfrage, durch die Vereinigung der darin schlummernden moralischen Kräfte auf das Bewusstsein und auf die Solidarität der Minderheiten einwirken. Er will damit ein Mittel schaffen um den Völkerbund dadurch zu veranlassen, im Interesse der Minderheiten hervorzutreten oder im entgegengesetzten Falle daran Kritik zu üben. Im einleitenden sowie im Schlussartikel behandelt der Verfasser allgemeine Probleme, politische und moralische Möglichkeiten. Seine Gedankenreihen, besonders aber seine schönen psychologischen Motive wirken mancherorts geradezu dramatisch.

In den anderen Artikeln schildern Verfasser verschie-

denster Nationalität die Lage der völkischen Minderheiten der verschiedensten Ländern in uns bisher unbekannter Darstellung. Jeder einzelne Aufsatz schildert in starken, geradezu schreienden Farben diese Lage, die auf uns wie ein expressionistisches Bild wirkt, in dessen chaotischer Farbenzusammenstellung der ewig schöne Menschheitsgedanke untergeht. Ein andermal fühlen wir wieder, dass diejenigen, die zu diesen Bildern die disharmonischen überlebhaften Farben lieferten, sich gegen die politische Ästhetik vergehen.

Wir würden in Widerspruch mit unserem eigentlichen Ziel geraten, wenn wir das eine oder das andere dieser Bilder, die weniger Bekannten oder die zu lebhaft Geschilderten übergehen und hier nicht behandeln würden. Diesmal soll aber unser Interesse nicht durch die Neuheit und Eigenartigkeit des Stoffes gefesselt werden, sondern durch den aus dem Buche klingenden, uns bisher neuen Ton und der darin liegenden methodischen Kraft.

Wir, die Leidenden der Machtwillkür gewöhnten uns schon daran, dass nicht nur unsere Kritik, sondern auch unsere klagende Stimme leise ertönen soll. Die Folgen der Reaktion, die jede überlaute Stimme mit sich bringt, verspüren ja doch nur wieder wir. Aus dem Werke Viktor Otte's vernehmen wir durchwegs einen anderen Ton. Schon der Untertitel des Werkes „Gegen Lüge und Gewalt" lässt vermuten, dass darin keine von Loyalität triefenden Sätze zu finden sein werden, sonder Wahrheiten, die einzelnen Machtgruppen unangenehme Wahrheiten sein mögen. Das Buch bricht — betont der Verfasser — mit der sich westeuropäisch orientierenden, allzu vorsichtigen Politik, die durch die deutschen leitenden Kreise leider bis heute geführt wurde und noch geführt wird. Von dieser psychologischen Grundlage ausgehend, weist das Buch auf jene bisher kaum beachtete Tatsache hin, dass die bisherige Benennung des Fragenkomplexes als die „Minderheitsfrage" unrichtig ist und ihrem eigentlichen Wesen nicht voll entspricht. Im heutigen Umfang dieser Frage muss man einen Unterschied machen zwischen Minderheitsvölkern und unterdrückten Völkern; denn Völker, wie zum Beispiel die Deutschen Elsass-Lothringens und der Tschehoslovakai, oder die Ukranier Polens, die nicht durch natürliche Gegebenheit, sondern durch Machtzwang in einen andern Staat einverleibt wurden, kann man nicht in die Kategorie der Min-

derheitsvölker einreihen. Diese sind unterdrückte Völker. Es ist doch natürlich — sagt Otte an einer Stelle — dass der Geist dieser unterdrückten Völker ein ganz anderer ist, als der ausgesprochener Minderheitsvölker. Diese können eben durch die natürliche Gegebenheit ihrer Lage, durch ihre geographische und ethnographische Situation gar nicht daran denken, ihr Dasein innerhalb eines Staates, der vollkommen ihrem nationalen Ich entspricht, abzuleben. Die zerstreuten kleinen deutschen Sprachinseln der grossen russischen Ebene und Rumäniens können daher loyale Bürger gegenüber ihrem Staate sein, wenn sie im Staate sonst nur die Voraussetzungen ihres wirtschaftlichen und hauptsächlich kulturellen Daseins vorfinden. Welche Verkennung der Lage und welch seelische Erniedrigung ist es aber, Loyalität zu verlangen und loyal zu sein gegenüber einer aufgezwungenen Staatsmacht, worin das eigene nationale und kulturelle Dasein auf Schritt und Tritt seine eigene Verneinung sehen muss.

Diese sind jene psychologischen und politischen Gegebenheiten, die den Senator der tschechoslovakischen Nationalversammlung und Präsident der deutschen Volksliga in der Tschechoslovakei Dr. Wilhelm Medinger veranlassten, in seinem Artikel Ausdrücke zu gebrauchen, die der absoluten Verneinung des tschechoslovakischen Staates sehr nahe stehen. Wie wir aus dem Artikel von Dr. Roman Perfeczkyj, Präsident der ukrainischen Volksliga in Polen erfahren, waren es dieselben Gegebenheiten, die die Vertreter des nahezu sieben Millionen zählenden ukrainischen Volkes in Polen zu dem Schwur veranlassten, dass sie niemals die polnische Herrschaft über sich ergehen lassen, sondern jede Gelegenheit benützen werden, um das gehasste fremde Joch von sich abzuschütteln. Das war die Antwort auf die Entscheidung des Botschafterrates, der diese Ukrainer in das polnische Staatswesen einverleibte.

Hier haben wir zwei typische Beispiele, welche Wirkung die Unterdrückung der Volksfreiheit haben kann. Wenn wir nun beachten, dass sich in der Nachbarschaft des einen Staates das grosse und einheitliche deutsche Sprachgebiet befindet, neben dem anderen Staate hingegen der mit geheimnisvoller Kraft wirkende russische Sovjetstaat ist, mit seinen viele Millionen zählenden freien Ukrainern, so werden wir die grosse Wahrheit, die in den Worten Viktor Ottes liegt, verstehen

können, wenn er zwischen unterdrückten Völkern und eigentlichen Minderheitsvölkern einen Unterschied macht.

*

Es würde den Rahmen eines einzigen Artikels überschreiten, wenn wir versuchten, das sich auf die Minderheiten beziehende Material aus dem Hefte Viktor Otte's, auch nur in grossen Zügen darzustellen, umsomehr als wir auf die wichtigsten Fälle noch zurückkehren werden. Ein Teil der Materie ist ja bereits bekannt. Wir berichteten in den Spalten der Zeitschrift „Magyar Kisebbség" schon des öfteren von der Lage der deutschen Minderheiten im Memelgebiet, in Elsass-Lothringen und in Südtirol. Der Artikel von „Transsilvaniensis" über die rumänischen, besonders aber über die Siebenbürgischen deutschen Minderheiten bringt auch nichts neues, da sich die Tatsachen vor unseren Augen abspielten.

Die Unterscheidung Otte's von unterdrückten Völkern und Minderheitenvölkern schafft trotz staatlicher Selbständigkeit auch für Österreich Platz in diesem Hefte, denn die Deutschen Österreichs hätten sich ohne Einwirkungen und äussere Gewalt, militärische Repressionen, schon lange mit dem Deutschen Reich vereinigt. Der gewesene bulgarische Ministerpräsident Dr. V. Radoszlavoff schreibt über die Lage der bulgarischen Minderheiten am Balkan. In den übrigen Artikeln finden wir interessante Aufschlüsse über die Freiheitsbewegung der Iren, über die Unabhängigkeitskämpfe der Syrier, als auch über die scheinbare staatliche Selbständigkeit Aegiptens.

*

Wir glauben, den Verfasser habe bei Zusammenfassung des Inhaltes dieses Heftes, weitgehendst sein treues deutsches Herz geleitet. Die meisten Artikel beziehen sich auf das Deutschtum und auch in den übrigen Artikeln ist eine gewisse deutsche politische Einstellung wahrnehmbar. Die Frage Elsass-Lothringens, der Unabhängigkeitskampf der Syrier sind offene Wunden des alten Feindes Frankreichs, die Freiheitsbewegung der Iren und Aegypter sind heikle Punkte des Rivalen Englands.

Wir verstehen diese erhöhte deutsche Einstellung der Frage. Der dramatisch gehaltene Schlussartikel des Verfassers gibt trotz aller Sentimentalität objektiven Aufschluss darüber. Das deutsche Volk gehört zu den grössten der Welt und wird

zahlenmässig — abgesehen von den Völkern Asiens — nur durch die englisch sprechenden Völker überschritten. Hundert Millionen Deutsche leben auf der Welt — klagt der Verfasser — und ein Fünfteil dieser, also 20 Millionen, haben das Los der Minderheiten und 29 Millionen vergrössern das Kontingent der unterdrückten Völker. (Die 29 Million ergeben sich nur, wenn wir auch die Grenzdeutschen, die Deutschen Österreichs und des Ruhrgebietes hinzurechnen.) Nahezu 50% des Deutschtums verfügt nicht über sein eigenes Schicksal. Es ist dies ein einzig dastehendes Beispiel in der Weltgeschichte, umsomehr wenn man jenen Kulturwert beachtet, den das Deutschtum für die Entwicklung der Menschheit bedeutet.

Auch für einen Aussenstehenden ist solche Härte des Schicksals erschütternd, welchen Schmerz muss erst dieser Umstand für dieselbe Leiden und Härten des Zeitalters durchlebende deutsche Volksseele bedeuten. Dieses psychologische Moment lässt eben im deutschen Volk das Bewusstsein einer neuen weltgeschichtlichen Mission erwachen: es muss zum Führer und Beschützer der unterdrückten und Minderheitsvölker werden.

Váradi.

(Übersetzt von Dr. Ervin Pick, Lugoj.)

Ungarns Staatsrecht nach dem Weltkriege.

Der hervorragende Professor der Universität in Dorpat Dr. Stefan Csekey veröffentlicht im 14. Band des „Jahrbuch des öffentlichen Rechtes" eine ausserordentlich bedeutungsvolle Studie über das Staatsrecht Ungarns. In dieser seiner Studie behandelt er jene Änderungen, die im ungarischen Staatsrecht seit der Revolution durchgeführt wurden, ausserdem noch die Frage wie der ungarische rechtssprachige Geist die durch die Revolution und durch den Trianoner Friedensvertrag entstandenen Probleme gelöst hat. Die Studie Stefan Csekey's umfasst das ganze Gebiet. Uns interessiert besonders jener Teil, der die Minderheitsrechte behandelt. Dieser Teil seiner Studie gibt uns ein klares Bild über das Verhältnis der Rechte der Minderheiten, die durch den Friedensvertrag festgestellt wurden zu den Rechten, die in Ungarn schon durch den Gesetzartikel Nr. 44 von 1868 den nicht ungarischsprachigen Staatsbürgern gegeben wurden. Ebenfalls hier zitiert der Ver-

fasser jene Ministerialverordnungen, die im Sinne des genannten Gesetzes und des Friedensvertrages in den letzten Jahren erbracht wurden um den Minderheiten Rechtsgleichheit und entsprechende kulturelle Entwicklung zu sichern.

Besonders wertvoll erweist sich die Studie Professor Csekey's dadurch, dass er die wichtigsten öffentlichrechtlichen Gesetze des Provisoriums im vollen Text den deutschen juristischen Kreisen vorführt und dass er die seit dem Trianoner Vertrag entstandene ungarische öffentlichrechtliche Literatur aufzählt.

Im vierten Teil dieser Zusammenstellung finden wir auch alle jene ungarischen Werke, die uns als Minderheiten besonders interessieren. Darum sei hier dieser Teil in Gänze wiedergegeben:

Auer, The protection of national minorities. (International Law Association. Paper XXXIII, 1925). Dasselbe auch ungarisch JK. LVI, 1921, S. 121 f., 133 f.

Baranyai, A kisebbségi jogok védelmének kézikönyve (Handbuch des Schutzes der Minderheitenrechte), 2. Aufl. Berlin 1926. Literatur S, 288—318.

Berényi-Tarján, Der Erwerb und der Verlust der ungarischen Staatsbürgerschaft, Leipzig 1906.

Bibliographie de la question des nationalités. I Les nationalités avant 1918. Hrsg. von der Ungarischen Gesellschaft für auswärtige Politik, Budapest 1919.

Braun, Le démembrement de la Hongrie et la question des nationalités, Budapest 1918. Dasselbe englisch ebenda 1919.

Buza, Magyarország katonai ellenőrzése a nemzetközi jog szempontjából [Ungarns militärische Kontrolle vom Gesichtspunkte des Völkerrechtes], Budapest 1925.

Csekey, Ausnahmegewalt und Freiheitsrechte in Ungarn nach dem Kriege. (Ostrecht II, 1926).

Egyed, A nemzeti kisebbségek védelme [Schutz der völkischen Minderheiten]. (J. XIX, 1920, S. 33 f.)

— A nemzetiségi kisebbségek kérdése [Die Frage der völkischen Minderheiten]. (Magyar Kultura [Ungarische Kultur] IX, 1922, S. 513 f.)

— Békeszerződés és állampolgárság [Friedensvertrag und Staatsbürgerschaft]. (Békejog és békegazdaság [Friedensrecht und Friedenswirtschaft] I, 1921, S. 38 f., II, S. 51 f.)

— Kisebbségi jogok [Minderheitenrechte]. (Magyar Jogélet [Ungarisches Rechtsleben] XIV, 1922, Nr. 4.)

Eöttevényi, Nemzetiségi törvényünk és a kisebbségi szerződések [Unser Nationalitätengesetz und die Minderheitenverträge].

(Miskolci ev. jogakadémia tudományos értekezéseinek tára [Archiv der wissenschaftlichen Abhandlungen der evang. Rechtsakademie zu Miskolc] 25.) Pécs [Fünfkirchen] 1925.

Földes, La protection des droits des minorités et la statistique des nationalités. (Revue de la Société Hongroise de Statistique I, 1923, p. 5 et s.)

Gálocsy, La questione delle nazionalità in Ungheria, Budapest 1919. Dasselbe auch französisch.

Gündisch, Az állampolgárság a békeszerződésben [Die Staatsbürgerschaft im Friedensvertrag]. (JK. LV, 1920, S. 28 f.)

Hevesy, Nationalities in Hungary, London 1919, 1920.

Magyary Géza, Règlement de procédure relative à la protection des minorités. Projet présenté à l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations par la Magyar Külügyi Társaság [Association Hongroise des Affaires Etrangères], Budapest 1923.

Nagy Alexius, Magyarország és a Népszövetség [Ungarn und der Völkerbund], Budapest 1925.

Sipos, A nemzetiségi kérdés könyvészetéhez [Zur Bibliographie der Nationalitätenfrage], Kolozsvár [Klausenburg] 1915.

Szűcs Eugen, A trianoni békeszerződés állampolgársági rendelkezései [Die Bestimmungen des Friedensvertrages von Trianon über die Staatsbürgerschaft]. (Miskolci Jogászélet [Juristenleben von Miskolc] 1925, I, Nr. 4—6.)

Vincenty [Pseudonym], Les Nationalités en Hongrie, 3e éd., Genève 1918.

Wittmann, Past and future of the right of national self-determination, Amsterdam 1919. Dasselbe auch ungarisch JK. könyvtára [Bibliothek des JK.], Budapest 1919.

Wlassics, Az önrendelkezés joga. Plebiscitum. A nemzeti kisebbségek védelme [Das Selbstbestimmungsrecht. Plebiszit. Schutz der völkischen Minderheiten. (Bp. Sz. CLXXX, 1919, S. 1 f.)

— Der Minderheitenschutz und die Rechtswissenschaft. (Kelet Népe, Das junge Europa XIV, 1922, S. 16 f.) Dasselbe ungarisch MJSz. III, 1922, S. 194 f.

— Der ungarische Friedensvertrag und der Minoritätenschutz. (Pester Lloyd vom 14. Dezember 1919, Morgenblatt.)

— Le droit matériel et formel de la protection des minorités. (Revue de Hongrie XXVII, 1922, p. 241 et s.)

— The right of self-determination, London—New-York—Budapest 1922.

— Ungarn und der Völkerbund. (La Hongrie d'aujourd'hui, réd. par Halmay, Budapest 1925, p. 43 et s.)

STATISTISCHE MITTEILUNGEN.

Statistik der Buch-, Musikalien- und Papierhandlungen Siebenbürgens.*

In dem vom alten Ungarn an Rumänien abgefallenen Gebiete sind zusammen 361 Buch-, Musikalien- und Papierhandlungs-Firmen. In dieser Summe sind jene Trafiken, Spezereigeschäfte und Zeitungsbuden, deren einige ausser dem Verschleiss von Papier- und Schreibgeräten nicht selten den Verkauf von Büchern betreiben, nicht inbegriffen, ebenso wie jene in den letzteren Jahren in grösserer Anzahl enstandenen derartigen Verbände der einzelnen Nationalitäten, ferner die durch Tageblätter errichteten Bücher-Abteilungen.

Unter den erwähnten 361 Firmen nennen sich zwar 144 Geschäfte (40%) Buchhandlungen, obwohl sie kaum einige Bücher und Musikalien führen oder deren Verkauf überhaupt nicht betreiben. Von den übrigen 217 Geschäften sind beiläufig 130 Firmen (36%) ausser Bücher- und Musikalienverkauf eifrig mit dem Verkauf von Papier- und Schreibsachen beschäftigt. 62 Firmen der restlichen 87 betreiben vorherrschend Bücherverschleiss. Die noch übrig bleibenden 25 Firmen (7%) führen ausschliesslich Bücher und Musikalien oder verkaufen nur in ganz kleinem Masse sonstige Artikel.

In Bezug auf die Nationalität verhalten sich die Berufs-Firmen folgendermassen: rumänisch sind 80 (22%), deutsch 56 (16%), ungarisch 225 (62%), zusammen 361 Geschäfte. Also, die oben erwähnten nicht berufsweisen Bücherverkäufer und die Auslands-Bestellungen nicht gerechnet, decken den Bücher-, Musikalien-, Papier- und Schreibzeugbedarf der 5,113.224 Seelen belaufenden Zahl der Gesamtbevölkerung dieses Landstriches 361 Berufs-Firmen; auf durchschnittlich jedes Geschäft entfallen daher 14.160 Seelen.

Die Bevölkerung verteilt sich im Verhältnis der Nationalität zu den Geschäften wie folgt: die Siebenbürger Rumänen sind 3,086.704 an der Zahl, rumänische Geschäfte sind 80, somit ist

* Obige Statistik will über den Stand der benannten Firmen in den Monaten Juli, August des Jahres 1925 berichten, mit Rücksicht auf die Bevölkerung des Landstriches und deren nationalen Karakter.

die Zahl der durchschnittlich auf ein rumänisches Geschäft entfallenden rumänischen Seelen beiläufig 38.583.

90% der eingeborenen Juden müssen wir zur Masse der Ungarn rechnen. Die Juden haben keine eigene nationale Kultur entfaltet, sondern halten sich zum grösseren Teil zur ungarischen, zum kleineren Teil zur deutschen Kultur. Es haben sich zwar in den letzten Jahren selbständige Kulturbestrebungen gezeigt, doch kann man das 181.440 Seelen zählende Judentum nicht als selbständigen Faktor betrachten. Wir zählen darum deren 90% zur ungarischen und 10% zur deutschen Kultur. Auf diese Weise ergänzt sich die Zahl der ungarischen Bevölkerung (1,305.753) durch 90% der Gesamtzahl der Juden (163.206) auf 1,468.959 Seelen. Auf so viele ungarische Seelen verteilen sich die 225 ungarischen Buchhandlungen. Durchschnittlich entfallen dieser Berechnung gemäss 6524 ungarische Seelen auf eine ungarische Buchhandlung.

Die Zahl der Deutschsprachigen ist 529.427, vielmehr ergänzt durch die 10% der Juden (18.134) zusammen 557.561; dies die Zahl derer, die sich in Siebenbürgen zur deutschen Kultur bekennen. Auf Grund dieser Seelenzahl fallen auf die 56 deutschen Handlungen durchschnittlich 9557 deutsche Seelen auf eine Firma.

60% der Gesamtbevölkerung der neuangegliederten Gebiete Siebenbürgens sind rumänisch und 22% sind rumänische Buchhandlungen. Die Zahl der Deutschen beläuft sich auf 11% der Gesamtbevölkerung, die der deutschen Geschäfte 16%. Die Ungarn — beiläufig 90% Juden hinzugezählt — betragen 29% der Gesamtbevölkerung, während 62% der sämtlichen Buchhandlungen ungarisch sind.

Bei Beurteilung obiger Daten dürfen wir nicht ausser Acht lassen, dass die hier lebenden drei Nationen zufolge der ineinandergreifenden Interessen, immer mehr danach trachten, mit Sprache, Litteratur und Kultur gegenseitig bekannt zu werden. Die Rumänen kaufen sehr häufig ungarische und deutsche Bücher verschiedenster Richtung, die Deutschen interessieren sich für rumänische und ungarische Werke, während die Ungarn Produkte der rumänischen und deutschen Litteratur suchen. Den Käuferkreis der einzelnen Büchereien vertreten die hier lebenden Nationen gemischt. Darum wäre es gewagt zu behaupten, das Publikum kaufe nur in seiner Nation angehörenden Geschäften. Die vorliegenden Zahlen der auf die betreffenden Nationen entfallenden Büchereien und deren Käufer sind daher nur annähernd richtig.

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.

GLASUL MINORITĂȚILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG IV. DECEMBRIE / DECEMBRE / DEZEMBER 1926. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER 12

Die politischen Organisationen der ungarischen Minderheiten und deren Richtlinien.*

Von **Dr. Elemer Jakabffy.**

Der Friedensvertrag von Trianon hat das madjarische Volk in vier Teile auseinandergerissen. Einer von diesen lebt sein eigenes staatliches Leben, drei aber tragen das Schicksal der Minderheiten. So kann es auch den Angehörigen des grossen deutschen Volkes nicht gleichgiltig sein, wie die politische Organisation dieser drei Teile beschaffen ist und welche ihre Grundlinien sind, denn in den drei Nachfolgestaaten Rumänien, Tschechoslowakei und Jugoslawien, wo das Madjarentum ein Minderheitendasein führt, spielen auch deutsche Minderheiten eine wichtige Rolle.

Die madjarische Minderheit in Rumänien ist ein-einhalb Millionen, in der Tschechoslowakei eine Million und in Südslawien eine halbe Million stark, während die Zahl der Deutschen in Rumänien 800.000 in der Tschechoslowakei 3.5 Millionen und in Südslawien 700.000 beträgt.

In jedem der drei Nachfolgestaaten blieb die madjarische Minderheit nach dem Herrschaftswechsel eine Zeit lang in Passivität. Diese Minderheiten haben weder das Beispiel der Siebenbürger Sachsen befolgt, die kurzerhand auf Grund der Karlsburger Beschlüsse ihren Anschluss erklärten, noch das der deutschnationalen Partei in der Tschechoslowakei, welche den

* Erschienen in der Zeitschrift „Ostland", (Hermannstadt). Jahrgang I. Heft 12.

tschechoslowakischen Staat einfach als ein Produkt der Gewalt hinstellte und daher hinsichtlich des Deutschtums sogar die verpflichtende Kraft der Gesetze in Abrede stellte. Die madjarische Minderheit hat eine Zeit lang ohne Programm ihr Dasein gefristet. Sie hoffte auf den Wandel der Zeiten und malte sich trügerische Bilder aus.

Aus diesem Zustand trat zuerst die madjarische Minderheit der Tschechoslowakei zur politischen Aktivität hervor. Leider aber fanden die Angehörigen dieser Minderheit keinen gemeinsamen Weg, sondern organisierten sich in mehreren Parteien.

Die Masse des Madjarentums aus der Slowakei scharte sich von Anfang an zur christlich-sozialen Landespartei und zur madjarischen Partei der kleinen Landwirte.

Im Jahre 1920, zur Zeit des grössten Terrors und der grössten Gewalttätigkeit, konnte die erstgenannte 29.520 die letztere aber 139.355 Stimmen aufweisen, und es kam die kleinere mit 2 die grössere mit 6 Mandaten in das Parlament. Nach den Wahlen fing die Partei der kleinen Landwirte, welche in dem Wahlbezirk Kaschau schon früher mit der christlich-sozialen Partei zusammengegangen war, energisch an, sich zu organisieren und brachte mit der christlich-sozialen Partei sowie mit der Partei der Zipser Deutschen einen Parteienblock zustande. Bei den Komitatswahlen des Jahres 1923 trat der Block in mehreren grossen Komitaten gemeinsam auf, sodass die Verhältniszahl der einzelnen Parteien nicht genau festgestellt werden konnte.

Nach den annähernden Schätzungen entfielen von den 253.881 Stimmen des oppositionellen Blockes 140 000 auf die christlich-soziale Partei und 100.000 auf die Partei der kleinen Landwirte und die Partei des Zipser Deutschtums zusammengenommen. Im Laufe des Jahres 1925 zwang man den Vorsitzenden der christlich-sozialen Partei zur Abdankung und schloss ihn bald aus der Partei aus, worauf er unter dem Namen „Westslowakische christlich-soziale Partei" für die am 15. November abgehaltenen allgemeinen Wahlen eine besondere Liste im Gegensatz zur Reichsliste der Partei einreichte.

Die Partei der kleinen Landwirte gestaltete sich unter der Führung von Josef Szent-Ivany zur madjarischen Nationalpartei aus und schloss zusammen mit dem Zipser Deutschtum mit dem Sudetendeutschen Bund der Landwirte ein Bündnis, und man

nahm den Wahlkampf gemeinsam auf. So hat das Madjarentum im Jahre 1925 an drei Fronten gekämpft, teils unter der Flagge der madjarischen Nationalpartei, teils nach Szüllő orientiert unter der Flagge der (christlich-sozialen) Reichspartei, teils nach Lellei orientiert unter der Flagge der Westslowakischen christlich-sozialen Partei.

Das Ergebnis des Kampfes gestaltete sich so, dass die madjarische Nationalpartei 109.468, die Szüllő-Partei 98.793, die Lellei-Gruppe aber 17.285 Stimmen erhielt.

Zusammen gewannen die drei Parteien 225.546 Stimmen, das bedeutet eine gewisse Abschwächung gegenüber den Gemeindewahlen von 1923, die man sich vor allem daraus zu erklären hat, dass die Parteien gegen einander kämpften. Dagegen ist nicht zu leugnen, dass sie im Vergleich zum Jahre 1920 überaus grosse Erfolge erreicht und mit geschickter Ausnützung der Novelle des Wahlgesetzes die Zahl der madjarischen Abgeordneten von sechs auf neun vermehrt haben. Davon entfallen auf die madjarische Nationalpartei 5 Abgeordnete, auf die christlich-soziale Landespartei 4, während die Lelleigruppe im Kampfe endgültig unterlag. Die Zahl der madjarischen Senatoren beträgt jetzt vier an stelle der bisherigen drei und zwar: zwei Nationalparteiler und zwei Christlichsoziale.

In Ruthenien hat sich das Madjarentum auch schon früher organisiert, gelangte aber hier erst im Jahre 1924 zu parlamentarischer Tätigkeit, denn in diesem Landesteil hat man die ersten Wahlen damals erst ausgeschrieben. Bei den allgemeinen Wahlen in Ruthenien im Jahre 1925 haben die bisher bestehenden zwei Parteien unter der Flagge der madjarischen Nationalpartei eine gemeinsame Liste aufgestellt und 29.102 Stimmen erreicht, also 1800 mehr als im Jahre 1924. So konnte man von dort einen Abgeordneten und einen Senator nach Prag schicken. Es ist schmerzhaft, dass ein kleiner Bruchteil des Madjarentums dafür gewonnen werden konnte, die Regierung zu unterstützen, in der Slowakei unter dem Namen: „Bund der republikanischen madjarischen Kleinbauern und Landwirte", in Ruthenien aber mit der Benennung „Karpathorussischer Bauernbund".

In den von Ungarn an Rumänien gelangten Landesteilen organisierte sich die madjarische Minderheit nach der Besin-

nung aus ihrer Lethargie unter dem Namen „Madjarischer Verband".

Es wäre die Bestimmung oder Aufgabe dieses Verbandes gewesen, die madjarische Minderheit als geschlossene Volkspersönlichkeit vor die Augen der Welt hinzustellen, er sollte die Zusammenfassung aller kulturellen Einrichtungen und politischen Parteien sein.

Die Regierung aber hat nach langwierigem Hinziehen die Genehmigung der Statuten verweigert, hat die Schriftenbestände des Verbandes beschlagnahmt und seine Organisation aufgelöst.

Zu dieser Zeit hat das Madjarentum, das gleichsam unter Vorwegnahme dieses Ereignisses sich in politischer Hinsicht in zwei Parteien gespalten hatte — in die sogenannte Nationalpartei und in die Volkspartei — eine einheitliche politische Partei zustandegebracht, welche am 29. Dez. 1922 unter dem Namen „Madjarische Partei" gegründet wurde.

Seither ist die „Madjarische Partei" die alleinige Vertreterin des Madjarentums in Rumänien. Obwohl die Regierungsgewalt wiederholt danach trachtete, diese Partei aufzulösen, gelang es niemals. Die „Madjarische Partei" zeigte auch zuletzt auf der Vollversammlung in Gyergyo das Bild volkommener Einheit.

Nach dem Wechsel der Herrschaft war nur ein geringer Teil des Madjarentums in die Wählerliste aufgenommen worden. Es kann daher keine Rede davon sein, dass das Madjarentum bei den durch den Regierungsrat (Consiliul dirigent, Klausenburg) beziehungsweise bei den durch die erste Avarescu-Regierung angeordneten Wahlen tätigen Anteil hätte nehmen können. Die Berichtigung der Wählerliste, die zwar noch im Laufe des Jahres 1921 geschah, hat die Zahl der madjarischen Wähler nur in sehr geringem Masse vermehrt, dennoch beschlossen die Führer des Madjarentums, dass dieses bei den Wahlen, die durch die Bratianu-Regierung für Anfang des Jahres 1922 angesetzt waren, tätigen Anteil nehme und Kandidaten aufstelle.

Um die Kandidatur vollziehen lassen zu können, gestattete die Regierung merkwürdigerweise die Einberufung der Organisation des aufgelösten Madjarischen Verbandes, und so stellte diese Organisation 33 Kandidaten auf. Von diesen haben die Wahlpräsidenten mit Inanspruchnahme der ungesetzlichsten Mittel 30 zurückgewiesen. Von den verbliebenen drei Kandida-

ten kam bloss ein einziger in die Kammer, durch die interimistischen (nachträglichen) Wahlen jedoch noch zwei, in den Senat aber kamen drei Mitglieder der nunmehr bestehenden einheitlichen „Madjarischen Partei".

Die Organisierung der Madjarischen Partei ging trotz der Erfolglosigkeit im Parlament vorwärts. Als aber zu Beginn dieses Jahres vor den Gemeindewahlen die Madjarische Partei zu einem bestimmten Wahlübereinkommen mit der liberalen Partei gelangte, da zeigten sich noch grössere Möglichkeiten dieser Organisierung, welche die Partei auch entsprechend ausnützte. So geschah es daher auch, dass in 90 Prozent der madjarischen Gemeinden Vertretungen die Geschäfte übernahmen, die den Wünschen der Partei entsprachen, in den Städten aber haben etwa bis zu 70 Prozent der gemeinsamen madjarisch-liberalen Liste gesiegt.

Als die Avarescu-Regierung an das Ruder kam, konnte die Madjarische Partei, als einzige Organisation des ganzen Madjarentums noch eher ihre lokalen Gruppen ausbauen, und dem Umstand ist es auch zu verdanken, dass nur auf Grund des mit der Regierung geschlossenen Wahlkartells 14 Abgeordnete in der Kammer und zwölf im Senate sitzen.

Es wäre eine Aufgabe der am 10. Oktober (1926) in Gyergyo-Szentmiklos abgehaltenen Vollversammlung gewesen, der Madjarischen Partei ein neues Organisationsstatut zu geben. Da es sich aber so traf, dass der Entwurf, welcher der Vollversammlung vorgelegt wurde, zu einem Ausbau der Partei im vollständig demokratischen Sinne nicht geeignet war, setzte man diesen Entwurf von der Tagesordnung ab, und beauftragte den Vorstand mit der Ausarbeitung eines neuen Entwurfes. Bis aber dieses neue Organisationsstatut ins Leben treten kann, erfüllen die schon ausgebauten Ortsgruppen die Arbeit der fortschreitenden Organisierung.

In Jugoslavien betrachtete die Staatsregierung bis zum 26. Januar 1922 — damals lief für die Nicht-Slaven die Optionsfrist ab — die madjarische Bevölkerung als nicht voll berechtigte jugoslavische Staatsbürger. Diese hatten daher kein Recht, zu wählen, weder für die Gemeinden noch für die Belgrader Skupstina, aber sie konnte sich auch politisch nicht organisieren und durfte keine politischen Versammlungen abhalten.

Vom 26. Januar 1922 an aber hatte auch das Madjaren-

tum ein Recht auf Politik. So wurden schon am 29. Januar 1922 in Maria-Theresiopel die lokalen Organisationen der künftigen „Madjarischen Landespartei" gegründet. Aber immer noch sah ein beträchtlicher Teil des Madjarentums die Passivität für die richtige Haltung an, sodass man bei weiterer Organisierung diese Teile erst von der Notwendigkeit politischer Tätigkeit überzeugen musste.

Die Gründung der Ortsgruppen geschah infolge des Aufrufes des Aktionskomites von Maria-Theresiopel in rascher Folge. Die Methode der Organisierung war folgende: Erst das Madjarentum der Städte zusammenfassen, dann die madjarischen Bewohner der ländlichen Bezirksvororte, an die sich dann die Madjaren der Dörfer schlossen. Die Organisierung ging aber nicht ganz glatt. Das Madjarentum musste oft gegen die Verlockungen der Regierung, oft geradezu gegen ihre feindliche Gesinnung kämpfen.

Beide serbischen Regierungparteien, die radikale und die demokratische, wollten, als das Madjarentum sich zu organisieren begann, erreichen, dass sich das Madjarentum nicht in eine besondere Nationalpartei zusammenschliesse, denn nach ihrer Meinung wäre dieses ein taktischer Fehler vonseiten der Madjaren gewesen und hätte dem Geist der Verfassung nicht entsprochen. Ein taktischer Fehler deshalb, weil das Madjarentum infolge seiner geringen Zahl politische Erfolge nur so erreichen könnte, wenn es sich auf eine starke Regierungspartei stützte, und eine selbständige Organisation hätte der Verfassung nicht entsprochen, weil die Verfassung des S. H. S. Staates nicht etwa zwischen Slawen und Nicht-Slawen unterscheidet, sondern nur jugoslawische Staatsbürger kennt.

Daher begannen sowohl die demokratischen als auch die radikalen Politiker und ihre Presse mit honigsüssen Phrasen um das Madjarentum für ihre Politik zu werben.

Für die Madjaren aber konnte von einem Bund mit den Demokraten gar keine Rede sein, denn das bis dahin durchgemachte dreijährige Leiden hatten sie gerade dieser äusserst unduldsamen demokratischen Partei und den ultraserbischen demokratischen Behörden Pribicsevics's zu verdanken. Aber es scheint die Möglichkeit einer gewissen Zusammenarbeit mit den Radikalen von einzelnen Gliedern der Partei lange versucht worden zu sein.

Die „Madjarische Partei“ Jugoslawiens hielt ihre gründende Hauptversammlung am 17. September 1922 ab. Diese Versammlung sprach aus, dass das Madjarentum von Jugoslawien die Madjarische Partei als einheitliche Organisation und unabhängig von jeder anderen politischen Partei schaffe. Diese unabhängige Partei bereitete sich dann für die Landeswahlen vor, die auf den 18. März 1923 angesetzt worden waren. Leider hat sie weder bei diesen Wahlen noch bei jenen am 28. Februar 1925 ein Ergebnis erreichen können.

Diese Brutalität, von der die deutsche Öffentlichkeit Kenntnis hat — zu ihren Opfern gehört auch die deutsche Minderheit — bekam auch die Madjarische Partei zu spüren, deren Führung, einerseits verhaftet, anderseits terrorisiert, zu voller Ohnmacht verdammt war.

Die schwerwiegende politische Erfolglosigkeit drückte die madjarische Minderheit wieder für einige Zeit nieder und diese fing erst zu Beginn dieses Jahres energisch die Neuorganisierung an, welche nun erfolgreich vorwärtsschreitet.

Das Schrifttum über die völkischen Minderheiten ist in den letzten Wochen um eine wertvolle Arbeit bereichert worden, durch das Werk von Viktor Otte: „Gegen Lüge und Gewalt“. Darin vertritt der ausgezeichnete Gelehrte den Standpunkt, dass man zwischen unterdrückten Völkern und wirklichen Minderheiten einen Unterschied machen müsste. Jene, welche bei richtiger und natürlicher Grenzziehung Glieder des Mutterlandes hätten bleiben können — er führt hier als Beispiel die Sudeten-Deutschen an — gelten als unterdrückte Volksteile und nicht als wirkliche Minderheit.

Wenn Otte seine Unterscheidung auf die madjarischen Minderheiten beziehen würde, so fiele in allen 3 Nachfolgestaaten ein beträchtlicher Teil von diesen unter den Begriff der unterdrückten Völker. Trotzdem haben sich ohne Ausnahme die Organisationen der madjarischen Minderheiten auf dem Standpunkt der unbedingten Loyalität in Bezug auf die übergeordnete Staatsgewalt begeben.

Jede Organisation madjarischer Minderheiten hat in ihr Programm nur aufgenommen, dass sie für jene Minderheitenrechte kämpfe, die in den zwischen den alliirten und assoziirten Grossmächten einerseits und den Nachfolgestaaten andererseits

zustandegekommenen Minderheitenschutz-Verträge den Angehörigen der nationalen Minderheiten zugesichert werden.

Gerade deshalb schicken die madjarischen Minderheiten der drei Nachfolgestaaten ihre Beauftragten auf die Genfer Konferenz der organisierten Minderheiten, also zu jenem Forum, welches von vorneherein jede Irredenta-Politik von sich weist und den ukrainischen Delegierten, die mit dem Programm des Selbstbestimmungsrechtes der Nationen hervortraten, gar keinen Platz einräumte.

Ob die Organisationen der madjarischen Minderheiten in Zukunft entsprechende Erfolge erreichen werden, hängt zweifellos auch davon ab, in welches Verhältnis sie zu den übrigen Minderheiten-Organisationen treten werden, in erster Reihe mit den Organisationen jener deutschen Minderheits-Gruppen, mit denen sie zusammen unter der selben Staatsgewalt leben.

Masaryk asupra problemelor minoritare.

Preşedintele Masaryk primind pe d. dr. Rudolf Schaffer, directorul ziarului „Deutsche Presse", oficiosul partidului creştin social german din Cehoslovacia, i-a făcut unele declaraţii extrem de interesante pentru oricine urmăreşte politica republicii vecine şi aliate.

– Ce credeţi, d-le preşedinte, a întrebat ziaristul german, despre influenţa pe care o va avea intrarea germanilor în guvern, asupra înţelegerii dintre popoarele statului ?

– Este începutul celor ce le-am dorit înaintea războiului, în timpul războiului şi după război, mereu şi consecvent. Relaţiile cu germanii încă în vechiul regat (ceh, înainte de 1620. N. R.), apoi sub Austria, şi acuma în republică, este o mare chestiune politică. Aceasta rezultă din situaţia geografică a cehilor şi slovacilor în Europa Centrală, aceasta o cer relaţiile de vecinătate cu marele Reich german, cu Austria şi cu celelalte state vecine.

Şi aceasta este şi produsul forţei numerice, economice şi culturale a concetăţenilor noştri germani. Problema germană este pentru republică cea mai importantă problemă politică. Nu neg greutăţile ce trebuesc înlăturate de ambele părţi, dacă e vorba ca această întrare a germanilor în guvern să ducă la soluţia problemei.

Asupra „autonomiei şcolare", preşedintele după ce declară că nu-i s'au prezintat încă planurile de reformă şcolară ale actualului guvern, şi după ce arată că chiar partizanii autonomiei cer adesea sprijinul eficace al statului, adaogă:

„Nu mai trebue să accentuez că nu consider tendinţele autonomiste ca îndreptate contra statului; de asemenea ştiu să fac diferenţa necesară între stat şi popor. In special pe terenul cultural orice popor cult şi conştient poate şi e dator chiar să lucreze independent la desvoltarea sa proprie. Aci este un câmp deschis pentru intelectuali, în special pentru publicişti.

— Aveţi bunăvoinţa, domnule preşedinte, să spuneţi şi câte ceva despre separaţia bisericii de stat?

— In această privinţă mi-am spus de multe ori părerea, în mod lămurit. Sunt pentru separaţia dintre stat şi biserică, dar recomand această separaţie nu din antipatie pentru religie, ci, din contră, în interesul religiei.

Tocmai prăbuşirea Austriei trebue să înveţe pe orice cugetător, că înlănţuirea dintre stat şi biserică, şi în special subordonarea bisericii intereselor politice, n'a fost de folos religiei şi bisericii. Biserica n'a putut salva Austria de desmembrare.

Istoria tuturor statelor, dar mai ales a celor catolice ne arată că pretutindeni, în ultimul timp, se produce separaţia dintre stat şi biserică, în grade şi forme deosebite.

Noi nu ne putem sustrage acestei tendinţe generale. Ştiu că biserica, adică Vaticanul, n'a recunoscut şi nu va recunoaşte în nici un stat separaţia, totuşi există în practică un „tolerari posse." Poate că în această direcţie partidele creştine ar putea stabili un program positiv. Se înţelege că, eu cunosc greutăţile cari se opun, de ex. în dreptul matrimonial etc. Totuşi cred că soluţia problemei este de dorit şi e posibilă fără un aşa zis „Kulturkampf."

Dates concernant l'ordonnance Nro 46.838.

L'ordonnance du ministre des cultes Ladislaus Goldis Nro 46.838 concernant la congrue, qui stipula comme condition pour la subvention d'état votée aux communités religieuses la présence de 200 familles dans les villages et de 400 familles dans les villes, ainsi qu'une paroisse ne contenant qu'un nombre restreint ne serait pas subventionné — cette ordonnance donc a provoqué une consternation chez toutes les Églises minoritaines. Ce fait a eu pour conséquence une résolution unanime, enoncée par l'assemblée du „Status" catholique le 25 novembre, selon laquelle le „Status" déclare nettement sa position envers la décision de M. le ministre des cultes et des arts du 15 novembre 1926 Nro 46.838 en chargeant le Conseil administratif de faire — d'accord avec Son Excellence l'évecque et autant que possible aussi avec les autres confessions minoritaines — tous les pas, afin que l'éxécution de cette décision, comme désavantageuse pour toutes les confessions minoritaines, n'ait pas lieu.

C'est possible que le résultat de cette résolution était justement le communiqué du ministre des cultes du 27 novembre qui constate, que la susdite ordonnance concernant la congrue ne se rapporte pas aux anciennes communités des cultes mais seulement aux paroisses créées dès ce temps là.

Si le gouvernement se tiendra en effet aux paroles du communiqué, la doléance est essentiellement atténuée et en ce cas il ne faut que demander quel soit l'intérêt de l'État de troubler le calme des églises minoritaines par des ordonnances mal rédigées précisément au moment quand le message du trône veut justement le calme des susdites églises?

Que la façon du Gouvernement roumain de doter les églises n'est point généreux, c'est prouvé par le tableau que le gouvernement a présenté à la Société des Nations en répondant aux plaintes des Églises hongroises.

Ce tableau, publié par un imprimé de la Société des Nations, édit le 25 décembre 1925 Nro 41/48067/1481 démontre les faits suivants:

Art. du Budget	CHAPITRE IV	Salaires	Loyers	Renchérissement	Prime pour ceux ayant de la familie	TOTAL
19	Le personnel des évêchés catholiques romains; les états de paye No 71-74	799.766	24.060	898.650	12.000	1,734.476
20	Le personnel des Instituts théologiques chatoliques rom.; état de paye No 75	348.000	—	263.205	—	611.205
21	Le personnel des paroisses catholique-romaines; état de paye No 76 . . .	5,023.071	—	7,348.920	—	12,371.991
22	Le personel archipresbytéral catholique-romain; état de paye No 77 . .	172.800	—	—	—	172.800
23	Le personnel du vicariat catholique-romain de la Bucovine à Cernâutz; état de paye No 78 . .	348.624	—	565.143	48.000	961.767
24	Le personnel des paroisses catholiqes arméniennes de Bucovine; état de paye No 79	23.571	—	49.056	5.400	78.027
25	Le personnel des évêchés reformé, luthérien évangélique et unitaire; état de paye No 80-82 . .	630.400	120.960	844.800	78.600	1,674.760
26	Le personnel des Instituts théologiques: réformés, unitaires; états de paye Nos 83-84	528.600	153.720	331.400	23.400	1,037.120
27	Le personnel des paroisses urbaines et rurales réformées; état de paye No 85	7.123.180	—	9,430.390	1,341.000	17,894.570
28	Le personnel des archiprêtres réformés; état de paye No 86 . . .	194.400	—	—	—	194.400
29	Le personnel du culte unitaire, prêtres; état de paye No 87	1,085.035	—	1,338.510	207.600	2,631.145
30	Le personnel du culte unitaire, archiprêtres; état de paye No 88 . . .	57.600	—	—	—	57.600
31	Le personnel du culte luthérien évangélique, prêtres; état de paye No 89	2,258.064	—	3,553.290	585.600	6,396.954
32	Le personnel du culte luthérien évangélique, archiprêtres; état de paye No 90	100.800	—	—	—	100.800
33	Le personnel des communautés israélites; état de paye No 91 . . .	400.000	—	—	—	400.000
34	Le personnel des mosquées et les mouftis; état de paye No 92 . .	540.000	—	1,846.980	624.000	3,010.980
35	Le personnel didactique, administratif et de service du séminaire musulman; état de paye No 93 . .	376.660	62.340	341.188	27.000	807.188

Prenons de ces chiffres le plus grand. La congrue des paroisses réformées nous montre la somme de 17,894.570 Lei. Or, il y a en Roumanie dans les territoires agrégés de la Hongrie selon les dates du „recensement de la population" de 1910 — 695.338 réformés, dans l'ancien royaume cependant selon la conscription de 1912 à peu près 12.000. Cela veut dire : les curés d'à peu près 700.000 personnes reçoivent 18,000.000 Lei de congrue ce qui nous démontre que l'état contribue annuellement 25 Lei 70 bani pour la sollicitude pastorale d'un citoyen de confession réformée, ainsi, en valeur d'or, 70 centimes, ce qui fait, converti en ancienne valeur hongroise 0.68 couronnes d'or.

Maintenant jetons un coup d'oeil dans le passé.

En 1918 le ministre hongrois des cultes et de l'instruction publique a assigné aux prêtres de l'archévêché et des trois évêchés grec-orientaux 2,555.250 couronnes d'or comme appointements de congrue, 396.572 couronnes d'or comme suppléments de vieillesse, 1,729.400 couronnes d'or comme soutiens pour les familles, 3,176.900 couronnes d'or comme suppléments pour revêtements, enfin 234.000 couronnes d'or pour de diverses exigeances extraordinaires. Ainsi, tout en tout, les prêtres de l'Église grecque-orientale ont touché de l'État hongrois 8,092.122 couronnes d'or précisément dans l'année, quand la guerre lui a imposé les plus accablantes charges. Selon les dates statistiques pour 1910 il y avait dans ce territoire 1,803.356 Roumains de réligion grecque-orientale. Ainsi donc, l'État hongrois a payé pour les exigeances de la sollicitude pastorale pour chaque Roumain grecque-oriental de son territoire annuellement 4·44 couronnes d'or, ainsi le sextuple de la somme que l'État roumain paie maintenant pour les Hongrois calvinistes.

Ainsi Ladislas Goldis, qui eut autrefois tant de plaintes contre le Gouvernement hongrois, n'a point le droit moral de solliciter des réductions aux dotations des Églises des minorités!

Die Agrarrevolutionen und die Minderheiten.

(Schluss.)

Eine in der Septembernummer 1922 der Zeitschrift „International Labour Review" erschienene agrar- juristische Studie, die sich mit der neueren Agrarpolitik der baltischen Staaten, Polens und der Nachfolgestaaten der österreichisch-ungarischen Monarchie beschäftigt, hebt als augenfälligste Erscheinung hervor, dass die neueste Agrargesetzgebung Deutschlands, Österreichs und Ungarns sich wesentlich von jener der übrigen Staaten unterscheidet. Hier ist die Reform rationeller und weniger agressiv.

Den Grund der auffallenden Unterschiede sucht diese Studie nicht, obwohl sie bei den Gesetzen Deutschlands, Ungarns und Österreichs die Gleichheit der Bestrebungen feststellt.

Es ist nicht schwer sich die Unterschiede zwischen diesen einzelnen Agrarreformen zu erklären. Aus dem Innenleben der besiegten Staaten fehlt der imperialistische Hass — es fehlen in diesen Staaten jedenfalls die Tendenzen, die das Unterdrücken der Minderheiten bezwecken und die die Nachfolgestaaten karakterisieren.

Diese Agrarreformen überschritten schon lange die Grenzen, die ihnen als soziales Ziel bei der Durchführung der Bodenreformen gesteckt wurden. Nach der Konfiszierung des Grossgrundbesitzes kam die Reihe an die Güter der Kirchen, der Fonde, der Wohltätigkeitsvereine, dann kam der Kleingrundbesitz an die Reihe, natürlich immer falls der zu konfiszierende Grundbesitz nicht den Zielen der staatsbildenden Rasse dient oder den Besitz von Personen bildet, die den nationalen Minderheiten angehören. In der Tschechoslovakei geriet die Staatsmacht mit der ungarischen und deutschen katholischen Kirche in Konflikt, da sie die Huss-Feiern durchzwingen will. Der Staat erhebt Anspruch auf ungarische Kirchen mit der Begründung, dass diese nach der Schlacht am Weissen Berge zu ungarischen Kirchen umgewandelt wurden.

Nach erfolgter Expropriierung wird dieser ungarische Grossgrundbesitz nur zum geringsten Teil unter die Bodenbeansprucher verteilt, zum grössten Teil wird er in der Form von

„Restgütern" an die neue nationaltreue Grundbesitzerklasse verschenkt. In demselben Sinne wurde auch in Rumänien vorgegangen. Den ungarischen Gemeinden werden die Waldungen und Weiden weggenommen, die gleichartigen Besitztümer werden den rumänischen Gemeinden belassen, wie zum Beispiel im Komitate Csik und in den Naszóder Gemeinden.

Die Grundbesitze der sogenannten Absentisten werden weggenommen, da deren Besitzer sich auf siebenbürgischem Gebiet, welches schon vor Friedensschluss durch Rumänien besetzt wurde, aufhalten sollten. Diese derzeitige Abwesenheit ist jener Absentismus, der die Konfiszierung dieser Grundbesitze herbeiführt. Die Absentisten wenden sich an den Genfer Völkerbundsrat, der sich mit einer ausweichenden Erklärung von einer Entscheidung fernhält. Inzwischen konfiszieren die Nachfolgestaaten Privateigentümer – natürlich solche, die Personen der Minderheitsnationen gehören – und überreichen solche als Nationalgeschenke ihren Helden. Rumänien beschenkt mit dem Gute der Familie Baron Nopcsa und mit dem Farkadini Gut den französischen General Berthelot, der dieses Geschenk annimmt, ebenso wie Präsident Massaryk das Nagytapolcsanyer Kastell des Erzherzogs Josef.

Die lange Reihe der Ungerechtigkeiten und Unrechtmässigkeiten berührt aber auch das Schicksal der vielen kleinen Leute.

Die durch drei und vierfache Gebietsvergrösserung zu Grossmächten emporgestiegenen neuen Staaten können den staatlichen Erfordernissen in Justiz, Verwaltung, Technik und Wirtschaft nicht nachkommen. Die geschichtlichen und völkerkundlichen Unterschiede, die auf jenen Gebieten herrschenden verschiedensten Gewohnheiten, die Verschiedenheiten in der wirtschaftlichen Reife des Volkes produzieren Karrikaturen der sogenannten Grundbesitzregelungsverfahren. Mancherorts werden damit bitter ernste Scherze gemacht.

In Rumänien wird das Vermögen von Schulen, die durch Donationen von früheren siebenbürgischen Fürsten gegründet und aus diesem Vermögen aufrechterhalten werden, konfisziert. Laut einer Klage-Eingabe an den Völkerbund wurden während 5 Jahren mehr als 2000 ungarische Schulen gesperrt.

Am interessantesten ist aber jener Umstand, dass in keinem Lande die diesbezüglichen Gesetzestexte Bestimmungen enthalten, die sich ausgeprochenermassen gegen die Minderheiten richten

würden. Die Äusserungen der Politiker, die erläuternden Verordnungen zu diesen Gesetzen oder die Regierungsäusserungen lassen aber keinen Zweifel über die Tendenz dieser Gesetze entstehen.

In einem Bericht des Plenums des estländischen Staatsgerichtshofes, der auf Ersuchen des Justizministers als Erklärung zum Gesetzestexte abgegeben wurde, heisst es wörtlich: „Laut der Meinung der Verwaltungsabteilung des Staatsgerichtshofes sind im Sinne des Gesetzes vom Jahre 1919 alle Adelsgüter zu expropriieren. Diese Meinung deckt sich mit dem Ziel der Verfassungskörperschaft als Gesetzgeber, wie sich dies aus den Erklärungen der Vertreter der Mehrheitsparteien gelegentlich der Behandlung des Gesetzes klar ergibt, wonach die Adelsgüter zu enteignen sind und die Gesammtheit dieser enteigneten Güter im Interesse des estländischen Staates und seiner angestammten Urbevölkerung zu verwenden ist".

Der Präsident des tschechischen Bodenamtes gab – wie dies das tschechische Blatt „Venkow" schreibt – im Budgetausschuss des Prager Parlaments am 16. November 1923 folgende Erklärung ab: „Gegenüber den Behauptungen des Abgeordneten Masek stelle ich fest, dass ich niemals weder als Amtsperson noch als Privatperson behauptet habe, dass wir bei der Durchführung der Agrarreform auf nationele Gesichtspunkte keine Rücksicht nehmen werden. Allein die Tatsache, dass die Agrarreform 100.000 ha Grundbesitz in den Besitz kleiner Leute überführt, ist ein Ergebnis, das wir auch vom nationalen Gesichtspunkt würdigen müssen. Dies ist auch dann ein Erfolg, wenn es sich um tschechischen Grossgrundbesitz handelt, denn es schafft die Daseinsmöglichkeit von zehn selbständigen tschechischen Kleingrundbesitzern und Bauern neben einem (also nicht „statt" einem) tschechischen Grossgrundbesitzer.

Der gewesene lettländische Minister des Innern Berg schreibt in einem Artikel der Zeitung „Lawis" eine Kritik über die im Jahre 1922 erbrachte Resolution der deutschen Minderheitspartei und sagt: Wir verstehen vollends die Denkart und die schwierige Lage unserer deutschen Mitbürger und ihrer Führer, was aus ihrer Stellungnahme klar ersichtlich ist. Die Deutschen mussten während des Krieges und nachher während der bolschewistischen Herrschaft besonders viel erdulden. Die

gegen das Deutschtum sich richtende Agrarreform verjagte sozusagen diese von ihrem Grundbesitz.

Amtliche Verordnungen verraten zum Beispiel in Serbien klar das Ziel der Bodenreform. „Ein besonderes Augenmerk muss dem mittleren Grundbesitz dann zugewendet werden, wenn dieser sich in nationalen Händen befindet, denn bei der Durchführung der Agrarreform dürfen wir die nationalen Gesichtspunkte niemals übersehen, entweder mit Bezug auf diejenigen, die mit Boden zu versehen sind oder mit Bezug auf diejenigen, die durch die Agrarreform getroffen werden." (Verordnung des Ministers Dr. Krnics vom Jahre 1920).

Es ist nur ein politisches Schlagwort, dass eine Bauerndemokratie geschaffen werden soll, denn den übertriebenen nationalistischen Bestrebungen fallen auch die bestehenden Bauerndemokratien zum Opfer.

Laut den Daten der dem Völkerbund überreichten deutschen Beschwerde (vom 7. November 1921) erbrachte Polen am 14 Juli 1920 ein Gesetz, wonach alle Besitzveränderungen, die seit dem 11. November 1918 durchgeführt wurden, ungültig erklärt wurden. Dagegen wäre noch nichts einzuwenden. Bei der Durchführung wurde das Gesetz aber in der Form angewendet, dass alle früheren Ansiedlungen in Posen annulliert wurden und man zu der Räumung der kleinen Bauernsiedlungen überging.

Es enstand eine wahre Völkerwanderung (170.000 Personen wechseln den Wohnort.) Estland greift die Rittergüter an und enteignete diese samt ihrer Ausrüstung, denn im Sinne des Gesetzes soll das Ungeheuer gründlich vernichtet werden.

Unter all diesen Erscheinungen ist am karakteristischesten der Angriff, den Rumänien im Namen der Demokratie gegen die ungarischen Kolonisten führt, die durchwegs Zwerg- und Kleingrundbesitzer sind. Über die dem Völkerbund überreichten Beschwerden dieser Kolonisten und über die im Jahre 1921 erfolgte rasche Erledigung dieser Beschwerden erschienen in der europäischen Presse ganz widersprechende Nachrichten. Die kurze objektive Darstellung der Sachlage ist besonders deswegen erforderlich, da sie als klarster Beweis für unsere Behauptung dient, dass diese Agrarreform sich in erster Reihe gegen die Minderheiten richtet und nur in zweiter Reihe ein demokratisches Ziel erstrebt.

Diese Kolonisationen wurden in den südlichen Teilen Un-

garns und in Siebenbürgen seit der türkischen Herrschaft bis zum Ende des vorigen Jahrhunderts durchgeführt.

In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts wurden nur aus wirtschaftlichem Gesichtspunkte Siedlungen geschaffen, meistens durch Gutsherrschaften um genügende landwirtschaftliche Arbeiter zu haben, besonders aber auch zum Zwecke des Tabakanbaues. Diese Ansiedler wurden durch die Grossgrundbesitzer der Bácska und Torontals, meistens aus dem Komitate Csanád herunter gebracht; damit wurde die Grundlage für die sich später entwickelnden ungarischen Gemeinden geschaffen. Durch diese Ansiedlungen wurden 151.685 Katastraljoch besetzt und beanspruchten einen Kostenaufwand von 38.5 Millionen Kronen. Das letzte Siedlungsgesetz ist das Gesetz V. vom Jahre 1904, wonach bis zum Jahre 1914 21 Siedlungsgemeinden entstanden, undzwar mit 1873 selbständigen Landwirtsfamilien und mit 169 Arbeiterfamilien.

All diese besetzten 40.773 Katastraljoch staatlichen Bodenbesitz, die Grösse der einzelnen Güter beläuft sich auf 15 – 37 Katastraljoch, die der Zwerggüter auf $1^1/_2$ – 5 Katastraljoch.

Es ist dies eine durchdachte, sich auf Jahrzehnte erstreckende Grundbesitzpolitik, die Generationen der Kleingrundbesitzer heranzuziehen berufen war.

Die rumänische Agrarreform brachte eigentümliche Verordnungen gegen diese Siedler. Die Tatsache an und für sich, dass das Gesetz sich auf die Banater, Siebenbürger und Marmaroscher Gebiete bezieht, widerspricht dem Prinzip der gleichen Behandlung, was aber ein grundlegender Punkt des Trianoner Vertrages ist. Laut dem Artikel 10 werden die Parzellen der nach dem 1. Jänner 1885 gegründeten Ansiedlungen bis zur Grenze jener Parzelle enteignet, die laut den Bestimmungen des § 92 für die dortigen Bodenbeansprucher festgesetzt wurde, undzwar höchstens 7 Joch. Die Durchführungsverordnung des Gesetzes beruft sich darauf, dass die Siedlungsgüter grundbuchlich noch staatliches Eigentum bilden. Obwohl es also Siedler-Landwirte gab, die nur mehr mit den letzten ein-zwei Ablösungsraten im Rückstand waren, so wurde dieser Umstand nicht in Betracht gezogen, sondern diese wurden ihres Siedlungsgutes beraubt und ihnen nur höchstens 7 Joch belassen.

Der Völkerbundsrat befasste sich in der Frühjahrs- und

Herbsttagung des Jahres 1925 mit diesen eingereichten Beschwerden.

Der in Angelegenheit der Banater und Siebenbürger ungarischen Ansiedler verfasste Bericht Mello-Francos besagt unter Anderem folgendes:

– Die Gesuchsteller berufen sich in ihrem Gesuch hauptsächlich auf zwei Gesetze der rumänischen Gesetzgebung: auf den Artikel 10 des Gesetzes über die Banater, Siebenbürger, Marmaroscher und Körösgegender Agrarreform vom 23. Juli 1921 und auf den § 1 des Titel 2 des Gesetzes vom 25. Oktober 1921.

– Nach Untersuchung der Sachlage fand ich die Frage für berechtigt, ob die Anwendung des Titel 10 des Siebenbürger Agrargesetzes und des § 1 Titel 2 des Gesetzes vom 25. Oktober 1921 auf die in Frage stehenden Siedlungen volkommen den Bestimungen des Minderheitsvertrages entspricht.

– Der Vertreter Rumäniens – Titulescu – teilte mir mit, dass die Zahl der betroffenen Siedler sich auf 2258 beläuft. Das Gesamtausmass der in Frage stehenden Siedlungen ist 42.101 Joch. Von diesem Gebiet wurden laut Titel 10 des Agrargesetzes zusammen 24.015 Joch enteignet, also ungefähr 60% des Gesamtgebietes. Der Gesamtkaufpreis der Siedlungen (ohne Zinsen) beträgt laut den Kontrakten 11,286.014 Ung. Kronen. Die Siedler erhielten im Sinne des Agrargesetzes für die enteigneten oder zu enteignenden 24.000 Joch Boden eine gewisse Entschädigung. Diese Entschädigung wird von dem Vertreter Rumäniens auf ungefähr 300.000 Goldfranken geschätzt.

– Der Vertreter Rumäniens vertritt die Meinung, dass eine grosse Zahl der Siedler rechtmässig ihrer Siedlung verlustig erklärt werden kann, wenn man ihnen gegenüber ohne Weiteres die Bestimmungen ihres eigenen Vertrages anwenden würde. Der Vertreter Rumäniens hat weiter hervorgehoben, dass seine Regierung keineswegs die Absicht hat ihr Rückkaufsrecht den Siedlern gegenüber zu gebrauchen, insoweit dies den Titel 10 des Agrargesetzes nicht berührt.

– Unter solchen Umständen ergab sich jener Vorschlag, wonach die rumänische Regierung sich der Sache annehmen und der Lage Rechnung tragend, den Siedlern eine angemessene Entschädigung bieten soll. Es wird sich aber nicht darum handeln, dass der Titel 10 des Agrarreformgesetzes eine Abänderung erfahren soll, da dieser voll und ganz durchgeführt

wird, sondern nur darum, dass den durch den Titel 10 getroffenen Siedlern eine materielle Entschädigung geboten werden soll. – Der Vertreter Rumäniens teilte uns mit, dass seine Regierung diesen Vorschlag anzunehmen geneigt ist. Der Betrag, den die rumänische Regierung für diesen Zweck bestimmt, beläuft sich auf 700.000 Goldfranken.

Die Lösung wurde vom Völkerbundrat angenommen.

Es ergibt sich nunmehr die Frage, für welches Gebiet die rumänische Regierung diese Entschädigung von 700.000 Goldfranken bestimmte. Von dem 40.763 Katastraljoch ausmachenden Siedlungsgebiet entfällt ein Teil auf Serbien, dieses Gebiet müssen wir also ausschliessen. Im Durchschnitt erhielten die einzelnen Siedler vom ungarischen Staate 24 Katastraljoch als Siedlungsgebiet, wovon jetzt 17 Joch weggenommen wurden, so dass im Eigentum der Siedler nur 7 Joch geblieben sind. Annähernd genaue Berechnungen ergeben, dass ungefähr 25.000 Katastraljoch jenes enteignete Gebiet ist, wofür die 700.000 Goldfranken angeboten wurden. Auf ein Katastraljoch entfallen also rund 28 – 29 Goldfranken; auf die enteigneten 17 Joch per Siedlung entfallen also bei den heutigen valutarischen Stand des Goldfranken Lei 18.000. Diesen Betrag würden also die Siedler für die jeweils enteigneten 17 Katastraljoche erhalten, einen Betrag, wofür im Banat und Siebenbürgen bei dem heutigen Verkehrswert des Bodens kaum ein 1/2 Katastraljoch zu kaufen ist.

Nicht 700.000 Goldfranken, sondern 24 Millionen Goldfranken wäre der Kaufpreis für die enteigneten Siedlungen.

Auf diese Weise nahm Rumänien das Gut seiner eigenen Staatsbürger weg, weil diese Ungarn sind und muss diesen Umstand auch vor dem Völkerbund als Richter zugestehen. Gegenüber dem Rechte der kleinen Siedler kann sich Rumänien nicht einmal auf die Erfordernisse der Demokratie berufen.

Die sich gegen die Minderheiten richtende Tendenz der Bodenreformen wird meistens damit begründet, dass auf den in Frage stehenden Gebieten die gesellschaftliche Minderheit und nationale Minderheit, die den Boden besitzt, zusammenfallen.

Überwiegend in den Händen der Mehrheitsnation befindet sich der Grossgrundbesitz in Kongresspolen, dann in den östlichen Gebieten Polens, in Galizien, in Wolhynien, in Podolien und in der Vilnagegend. In den letzteren Gebieten steht neben

dem fast ausschliesslich polnischen Grossgrundbesitz der Kleingrundbesitz, der in den Händen von Weissrussen, Polen und zum kleinen Teil Deutschen und Tschechen ist. Rumänisch ist der Grossgrundbesitz im Altreich, wogegen der Grossgrundbesitz in Siebenbürgen fast durchwegs ungarisch ist; dasselbe besteht auch in den neuerworbenen Banater Gegenden, in Jugoslavien und in dem früheren Oberungarn, in der heutigen Tschechoslowakei. Starken polnischen Einschlag weist auch der Grossgrundbesitz in Littauen und in einzelnen Gebieten Lettlands auf, wogegen in den übrigen Gegenden Lettlands und in Estland der Grossgrundbesitz sich überwiegend in deutschem und russischem Besitz befindet. Dass in all diesen Staaten der Grundbesitzstand der Nationalitäten irgendwie angetastet worden wäre, auch wenn die Agrarreformen sich nur von sozialen und ökonomischen Gesichtspunkten leiten lassen würden, ist selbstverständlich. Die meisten Agrarreformen bezwecken aber direkt die Vernichtung der Minderheiten.

In all diesen Staaten ist die Lage der Minderheiten, ihre grössere wirtschaftliche und politische Reife, das Ergebnis jahrhundertlanger Entwicklung. Diese Minderheiten repräsentieren in diesen Staaten die intellektuelle Überlegenheit, die leitenden Fähigkeiten, mit einem Wort all dies, was das gesellschaftliche Zusammenwirken ermöglichte und die Voraussetzung schuf zur Administration und Regierung dieser Staaten. Die Entgüterung der intellektuellen Minderheiten, wenn auch unter nationalistischer Flagge, bedeutet eigentlich nichts anderes als das Vordringen der Machtgier und des verwüstenden Instinktes der rohen Massen, deren Ergebnis uns am deutlichsten die Leiden des russischen Wirtschaftslebens vor Augen führen.

Das Hervortreten der gesellschaftlichen Schichten erfolgt unter der Gesetzmässigkeit des Gleichgewichtes. Die gewaltsame Störung dieses Gleichgewichtes bringt Erscheinungen mit sich, die den geologischen Erscheinungen der Erdrisse ähneln.

Die minderheitsfeindliche Politik untergräbt die staatliche Ordnung, indem sie die Harmonie des gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Lebens auflöst. Dieser Umstand bringt aber weitgehende Folgen mit sich. In all diesen Staaten entzieht man eigentlich den leitenden gesellschaftlichen Schichten den Boden.

Das Gleichgewicht zwischen Stadt und Land, bei Handel und Industrie, bei der Kirche, sämtliche progressiven und kon-

servativen Kräfte die mit dieser Differenzierung im Volksleben verbunden sind, die gegenseitige Wirkung des autonomen Lebens und der Zentralgewalt, all dies ist gestört, es entstand eine gesellschaftliche Schwächung, die noch weiter anhält und immer weitere Kreise mit sich zieht.

Die lebensfähigen Vereinigungen, die durch ihre natürliche Kohäsionskraft die verschiedensten Formen der Zusammenfassung von Geschäftssinn und Gewerbekunst und dadurch die städtische Kultur schufen – sind heute zum Niedergang verurteilt.

Das, was sich als einigende ethische Kraft, Disziplin, Gewissenhaftigkeit im Arbeitseifer des Volkes äusserte, was sich im staatlichen Leben, in der Justiz zeigte, ist heute zusammengebrochen. Das Nationalitätenprinzip Wilsons ebnete den Weg zur territorialen Organisierung der einzelnen Rassen, konnte aber keine ethische Interessengemeinschaft herstellen.

Die Herrschaft der zentralisierten Bürokratie, die die Nachfolgestaaten nach französischem Muster eingeführt haben, werden die Minderheiten in diesen Gebieten niemals vertragen können, dieses System wird aber auch durch die Mehrheitsvölker dieser Gebiete als etwas Fremdes empfunden. Dieser bürokratische Absolutismus steht aber auch mit dem Gemeinschaftsgeist jener Völker im Gegensatz, die jetzt als eroberte Gebiete unter das Imperium der neuen kleinen Staaten gelangten. Dieser Zentralismus erscheint als der Terror der organisierten Bürokratie. Welche Mittel benützt aber dieser Zentralismus?

Das Gerechtigkeitsgefühl der früheren Regierungssysteme wurde durch das Selbstbestimmungsrecht der Völker mit einem starken agressiven Geist ersetzt. Die Exponenten der Diktaturen dieser neuen Staaten lasten mit dem Hochmut der Emporkömmlinge, rücksichtslos, mit der Leidenschaft der Grosstuer auf den früheren gesellschaftlichen Schichten.

So entstand jene grosse Kluft zwischen den unter dem Schutze des Volksbundes gestellten Minderheiten und den neuen staatlichen Ordnungen.

Die Gewaltfrieden, die in die Seelen der Massen die agressive Habgier träufelten, vernichteten jene Ideale, durch die ein Neuaufbau Europas möglich gewesen wäre. Statt des Patriotismus, der Ehre und des nationalen Selbstbewusstseins tritt jetzt

die militärische Gewalt, die Demagogie, oder gar der blutige Terror hervor.

Zwischen den Siegern und Besiegten zeigt sich ein Terror, von dem es eben ungewiss ist, ob er anhaltend sein wird.

Die imperialistische staatliche Ausbreitung fasste mit all ihrer Unbarmherzigkeit im wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und ethischen Leben der neuen Staaten Fuss. Jeder Bürger der Siegerstaaten will das Imperium selbst ausüben. Er stärkt die Zentralgewalt nur zum Wohle seiner eigenen Rasse und nicht zum Wohle aller Staatsbürger.

Wenn wir jene gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Reformen, die man in Europa nach dem Kriege eiligst durchführen will, verfolgen, kommen wir zum Ergebnis, dass es sich nicht um die Stützung der früheren Gesellschaft, auch nicht um die Schaffung der neuen Gesellschaft handelt, sondern dass sich hier eine planlose Gewalt bemerkbar macht, die die westliche Zivilisation untergräbt und den Weg für den östlichen Schrecken ebnet.

Wer zweifelt noch daran, dass die sogenannten Minderheitsbeschwerden nicht gleichzeitig die Hilferufe der untergehenden westlichen Zivilisation sind.

Erschreckend ist dabei, dass die französische und englische Gesellschaft, die grossen Mächte der bürgerlichen Kultur, des Rechtes und des Fortschrittes nicht jene Gefahr erkennen, die die Aufopferung von Kulturschichten für sie bedeutet.

Dionis Sebess.

Die Behandlung der Ukrainer in Rumänien.

Von: **Elias Ritter von Semaka**
gewesener Reichsrats- und Landtagsabgeordneter.

Die Ukrainer sind in Rumänien gleich den Magyaren zum grossen Teil Grenzminderheit. Das ukrainische Siedlungsgebiet in Grossrumänien gehört dem geschlossenen ukrainischen Siedlungsgebiet an und erstreckt sich von der Marmarosch in die Bukovina und von dort in die Nordbezirke Bessarabiens.

Gegenüber den Ukrainern, die eine Bevölkerungszahl von 1,000.000 Seelen aufweisen, wird die vom gewesenen Minister I. Nistor in seinem im Jahre 1919 in Bukarest unter dem Titel „Lupta națională în Bucovina" („Der nationale Kampf in Bukovina") erschienenem Buche vertretene Kolonisationstheorie, wonach der Entnationalisierung des in Rumänien wohnenden ukrainischen Volksstammes mit allen zu Gebote stehenden Mitteln zur Pflicht aller Rumänen erhoben wird, beobachtet.

In Verfolgung dieser Theorie und unter dem Einflusse des damals als activen Minister wirkenden I. Nistor wurde unter § 8 des Gesetzes über den Volksschulunterricht vom 24/7 1924 Monitor Oficial (Amtsblatt) Nr. 101 (Lege pentru învățământul primar al Statului) nachstehende Bestimmung aufgenommen: „Bürger rumänischer Abstammung, welche ihre Muttersprache verlernt haben, sind verpflichtet ihre Kinder *nur* in Schulen mit rumänischer Unterrichtssprache zu unterrichten.

In Anwendung dieses mit den Bestimmungen der §§ 9 und 10 des Friedensvertrages dto Paris 9. Dezember 1919 und mit der Constitution im Widerspruche stehenden Paragrafen des Schulgesetzes wurde der ukrainische Unterricht in allen ukrainischen Volks- und Mittelschulen, sowie an der Hochschule verboten, so dass heute auch nicht ein Wort, auch nicht eine Silbe, ja selbst nicht einmal der Religionsunterricht den ukrainischen Kindern in der ukrainischen (ruthenischen) Muttersprache erteilt wird.

Der in Rumänien in Geltung stehende § 8 des Schulgesetzes steht in krassem Gegensatze zu den von Rumänien angenommenen und im Artikel 12 des Friedensvertrages von Paris 9/12 1919 enthaltenen Bestimmungen, inhaltlich deren die von Rumänien in Bezug auf die Minoritäten übernommenen Verpflichtungen von internationalem Interesse sind und unter die Garantie des Völkerbundes gestellt wurden. Bestimmungen, wie sie im mehrzitirten § 8 des Schulgesetzes enthalten sind, können nach § 12 des Friedensvertrages nur mit Zustimmung der Mehrheit des Völkerbundrates geändert werden.

Auf Grund des mehrbezogenen § 8 des Schulgesetzes hat die frühere Regierung sämtliche nach dem ämtlichen statistischen Ausweise der österreichischen Regierung bestandenen 199 ukrainischen Volksschulen mit 800 ukrainischen Klassen und 800 ukrainischen Lehrern, sowie 40.000 ukrainischen Schulkindern ge-

sperrt und wird in diesen Schulen auch nicht ein Wort ukrainisch unterrichtet. Ebenso wurden sämtliche ukrainische Mittelschulen und zwar in Cernauţ, Coţmani, Vijniţa, Varcauţi, Şiret, sowie die gewerblichen Fachschulen in Storojineţ und Vijniţa gesperrt und wird an diesen Mittelschulen ebenso wie an den Volksschulen ausschliesslich rumänisch unterrichtet.

In Bessarabien wurden gleichfalls die bestandenen 200 ukrainischen Volksschulen total romanisiert und wird in diesen Schulen auch nicht ein Wort ukrainisch unterrichtet.

Nach den geschichtlichen, selbst rumänischen Quellen sind die Ukrainen seit dem 10. Jahrhunderte nach Chr. in dem von den Ukrainern bewohnten Siedlungsgebiete Bukovinas und Bessarabiens autochton d. i. Urbewohner, während die Rumänen erst im 13. Jahrhunderte in dieses Siedlungsgebiet eingewandert sind.

Ebenso wie die Ukrainer, werden auch die in Bessarabien wohnenden Russen und Bulgaren behandelt.

Der Gebrauch der Muttersprache ist in allen öffentlichen Ämtern, selbst bei Gericht verboten und dürfen Eingaben in der Sprache der Minoritäten bei sonstiger Nichtigkeit bei den Behörden nicht eingebracht werden.

Ungarische Ritterlichkeit und deutsche Gründlichkeit.

Der ungarische Handelsminister Dr. Hermann über die deutschen Rechte.

Als Handelsminister Dr. Max Hermann in Oedenburg seine Programmrede hielt, bedankte er sich in einer formvollendeten Rede für den Empfang und versprach, sein Möglichstes zu tun, um Oedenburg vor dem wirtschaftlichen Zusammenbruch zu retten. Sodann ergriff Domherr Dr. Johannes Huber das Wort, um in tiefer Ergriffenheit dem hohen Gast für die schönen Worte zu danken, die so schnell den Weg zu den Herzen der Wirtschaftsbürger gefunden haben. Redner bat des weiteren den

Handelsminister, als den zukünftigen Abgeordneten der Stadt Oedenburg, auch der deutschen Minderheit dasselbe Wohlwollen entgegenbringen zu wollen, wie dies Ministerpräsident Graf Bethlen in seiner denkwürdigen Pilisvörösvárer Rede dokumentiert. Die deutsche Minderheit nahm seinerzeit die warmen Worte des Ministerpräsidenten mit pflichtschuldigem Dank und grosser Freude entgegen und bringt dem Ministerpräsidenten volles Vertrauen entgegen, so wie sie es auch dem anwesenden Handelsminister gegenüber bekundet, der dem Kabinett Bethlen angehört. Domherr Dr. Huber gab auch die Versicherung, dass alle Wirtschaftsbürger wie ein Mann zur Urne schreiten werden, um auch ihrerseits beizutragen zu dem glänzenden Sieg, der dem Handelsminister, dem jetzt schon alle Herzen in Liebe und Vertrauen entgegenschlagen, zuteil werden soll.

Ergriffen dankte Handelsminister Dr. Hermann für die schönen Worte und gab auch seinerseits die Versicheruug, dass er bezüglich der Rechte der deutschen Minderheit ganz die Auffassung Bethlens teilt. Anknüpfend daran erzählte nun der Minister eine Episode aus seinem Leben, die sich bei seinem Aufenthalte in der Schweiz zutrug. Man fragte ihn dort, ob er Ungar oder Deutscher sei? Und er erzählte den dortigen Herren folgende Geschichte:

Der Sage nach verpflanzte man in uralten Zeiten Weinstöcke vom Rheinlande nach Ungarn. Mit Sorgfalt wurden die Reben im Rheinlande gepflegt, sie lieferten einen weltberühmten Wein von hervorragender Qualität und Güte. Die ins Ungarnland verpflanzten Weinstöcke gediehen auch im ungarischen Boden vortrefflich. Ja, der Wein, der aus diesen Reben gewonnen wurde, war feuriger, da die Sonne bei uns wärmer scheint, er wurde aber auch etwas herber, da wir Ungarn viel Kämpfe für das Christentum gegen den Osten auszufechten hatten, er wurde aber auch süsser, da sich ihm auch die alte ungarische Ritterlichkeit und Tapferkeit beigesellten. Die Frage ist nun: Ist der Wein aus dieser verpflanzten Rebe nun ungarisch oder deutsch? Er ist ungarisch, weil er auf ungarischem Boden gewachsen ist. Daran lässt sich nicht rütteln. Sollte man aber aus unverzeihlicher Kurzsichtigkeit oder gewissenloser Engherzigkeit dieses edle Gewächs vernichten, weil es vom deutschen Boden herstammt? Ungarn und Deutsche gleichen zwei edlen Metallen, deren harmonische Vereinigung einen guten Klang gibt. Darum

– sagte Dr. Hermann weiter – heisst es festhalten am Alten und nichts verleugnen, was den Vorfahren heilig war, nach besten Kräften trachten, ein rechtschaffener und ehrlicher Bürger des Vaterlandes zu sein, der sich nicht zu schämen braucht, selbst wenn er auch – Hermann heisst.

Die Worte des Handelsministers lösten einen unbeschreiblichen Jubel bei den Wirtschaftsbürgern aus und minutenlang feierte man mit lebhaften Zurufen und Händeklatschen den Mann, dem alle Herzen in spontaner Liebe, Begeisterung und Hochachtung stürmisch entgegenschlugen.

Mitteilung der Geschäftsführung des Ausschusses zur Vorbereitung des dritten Kongresses.

Bekanntlich ist vom diesjährigen Nationalitätenkongress, der in Genf vom 25.–27. August tagte, der Beschluss gefasst worden, dem Ausschuss zur Vorbereitung des nächsten Kongresses – zu seinen Gliedern wurden die Herren Abg. Dr. J. Wilfan Triest, Prof. Maspons y Anglassell Barcelona, Leo Motzkin Paris, Abg. Dr. P. Schiemann Riga, Graf Stanislas Sierakowski Grosswapplitz (Westpreussen) und Abg. Geza von Szüllő Prag gewählt – den Auftrag zu erteilen, ein Bulletin mit Mitteilungen über die wichtigsten Ereignisse auf dem Gebiet der Nationalitätenbewegung herauszugeben. Der Ausschuss hat daraufhin auf seiner Sitzung vom 29. Aug. Dr. Ewald Ammende mit seiner Geschäftsführung sowie mit der Herausgabe der Mitteilungen betraut. Unvorhergesehene Gründe machten es nicht möglich, mit der Herausgabe des Bulletins früher zu beginnen, doch ist den Teilnehmern des Kongresses bereits eine Zusammenfassung eines grossen Teils der Pressestimmen übermittelt worden.

Zur Verhaftung Dr. Wilfans.

Die Verhaftung unseres Präsidenten, der bekanntlich Abgeordneter des italienischen Parlaments ist, fand am 10. November ds. Js. statt. Diese Verhaftung hat in weiten Kreisen

der Nationalitäten Europas, wie gleichfalls auch bei der Bevölkerung Jugoslawiens eine tiefe Erregung hervorgerufen. Dr. Wilfan wurde in Rom nach kurzer Haft auf eine persönliche Intervention des italienischen Ministerpräsidenten Benito Mussolini in Freiheit gesetzt. Am 12. November fand anlässlich einer Interpellation an den Aussenminister über die Verhaftung Dr. Wilfans in Belgrad eine grosse Kundgebung für Dr. Wilfan statt, an der sich sämtliche Fraktionen des Parlaments beteiligten. Auf dieser Sitzung ergriff auch Dr. Hans Moser – Delegierter der deutschen Gruppe Jugoslawiens auf der ersten Nationalitätenkonferenz – das Wort. Er sagte unter anderem, dass es auf Erden „keine Gerechtigkeit gäbe, die berechtigt wäre, den Gliedern eines Volkes das Recht streitig zu machen, mit den anderen Angehörigen dieses Volkes, wo immer in der Welt sie sich befinden, mitzufühlen und mitzustreben". Die Rede Dr. Mosers wurde seitens der Versammlung durch mehrfachen Beifall unterbrochen. In diesem Zusammenhang sei ferner erwähnt, dass der Begründer der Interpellation Dr. G. Boskowic in seiner Rede anführte, dass Dr. Wilfan die Ehre zu teil geworden wäre, den Vorsitz der beiden Minderheitenkongresse zu führen.

Dem Sekretariat unseres Ausschusses ging von Seiten Dr. Hans Mosers anlässlich der Verhaftung Dr. Wilfans das folgende Telegramm zu:

„Mit Entrüstung haben wir erfahren, dass Dr. Josip Wilfan, slowenischer Abgeordneter im italienischen Parlament, in Rom verhaftet wurde. Wir appellieren an die Solidarität aller europäischen Minderheiten, dass sie gegen diese und die anderen an der slowenisch-kroatischen und an der deutschen Minderheit in der letzten Zeit neuerlich verübten Gewalttaten das Weltgewissen aufrufen. Für die parlamentarische Vertretung der deutschen Minderheit Südslawiens in Vertretung Dr. Hans Moser".

Auch von anderer Seite ist es für Dr. Wilfan anlässlich seiner Verhaftung zu Sympathiekundgebungen gekommen. So wurde seitens einer Reihe von Abgeordneten der beiden polnischen Kammern — es zeichneten die Abg. Jeremicz und Taraskiewicz für die Weissrussen, der Abg. Hartglas für die Juden, der Abg. Piesch für die Deutschen, der Abg. Kocick für die Ukrainer und der Abg. Serebrjennikow für die Russen — ein Telegramm an den Präsidenten der italienischen Regierung ge-

sandt, in welchem nachdrücklichst gegen diese Massregelung eines Vorkämpfers für die Freiheit der Völker Einspruch erhoben wird. Von Seiten der katalonischen Delegierten unseres Nationalitätenkongresses traf beim Sekretariat des Ausschusses das folgende Telegramm ein:

„Délégués catalans protestent contre indigne arrestation président Wilfan".

Ferner veröffentlichte das Mitglied unseres Ausschusses, Dr. Paul Schiemann in Riga einen Aufruf, in welchem er anlässlich des Vorgehens gegen Dr. Wilfan unter anderem das folgende sagt:

„Für jeden, der die höchst gemässigte und loyale Politik des Abg. Wilfan auf den beiden Kongressen in Genf der Jahre 1925 und 1926 kennen gelernt hat, steht es völlig ausser Zweifel, dass ihm im Rechtssinne irgend ein Verbrechen wider den Staat nicht vorgeworfen werden kann. Dr. Wilfan, der sich an führender Stelle stets für den nationalen Verständigungsgedanken eingesetzt hat, ist allerdings ein überzeugter Apostel der nationalen Toleranz. Dieses Prinzip der Toleranz, das im zwanzigsten Jahrhundert wahrhaftig eine Selbstverständlichkeit für jeden Kulturstaat sein sollte..."

Es würde zu weit führen, hier alle Kundgebungen und Sympathieäusserungen wiederzugeben, die anlässlich der Verhaftung resp. der Freilassung Dr. Wilfans bei den verschiedenen nationalen Gruppen der Staaten Europas erfolgt sind, — Kundgebungen, die erneut den Beweis liefern, dass die Solidarität der Nationalitäten Europas heute eine Tatsache ist, an der nicht mehr gerüttelt werden kann. Aus diesem Grunde darf die Erklärung der Glieder unseres Ausschusses, die in verschiedensten europäischen Blättern, darunter in dem „Journal de Genève" veröffentlicht wurde, denn auch tatsächlich als Ausdruck der Gefühle aller an den Genfer Kongressen beteiligten Gruppen gelten. Diese Erklärung hat folgenden Wortlaut:

„Im Hinblick auf die vor einigen Tagen erfolgte Verhaftung des Abg. Dr. Josip Wilfan (Triest) halten es die unterzeichneten Mitglieder des Komites zur Vorbereitung des dritten Kongresses der organisierten nationalen Gruppen Europas für ihre Pflicht, dem Vorsitzenden ihres Komites vor der europäischen Öffentlichkeit ihre Sympathie und Solidarität zu bezeugen. Dr. Wilfan hat mit bewunderenswertem Eifer und grosser Selbst-

losigkeit auf mannigfaltigen internationalen Tagungen, so den Kongressen der Interparlamentarischen Union, der Völkerbundligen usw., insbesondere aber auf den beiden Genfer Tagungen der organisierten nationalen Gruppen Europas unter Einsetzung seiner ganzen Kraft und Persönlichkeit dem Werke des Friedens und der Verständigung unter den Völkern gedient. Er war es auch gerade, der bei der Festlegung der programmatischen Forderungen unserer Gruppen mit aller Entschiedenheit dafür eintrat, dass nur die nationale Toleranz zum leitenden Grundsatz der Regelung des nationalen Problems erhoben werden kann". (Die Erklärung ist von den Gliedern des Ausschusses unterzeichnet.)

Es ist bemerkenswert, dass über die Gründe der Verhaftung Dr. Wilfans bisher nichts authentisches verlautete. Dr. Wilfan selbst hatte nach seiner Befreiung ein Telegramm nach Belgrad gesandt, in dem er mitteilte, dass seine Befreiung auf Anweisung des Präsidenten Mussolini erfolgt sei, und dass er den Zwischenfall damit für erledigt anzusehen bittet.

Zur Tätigkeit der internationalen Organisationen.

Die diesjährige Vollversammlung des Völkerbundes hat sich mit der nationalen Frage resp. mit den Minderheitenschutzbestimmungen nicht befasst.

Auf seiner Tagung vom 2.—4. Oktober in Salzburg hat der Rat der Völkerbundligen-Union einem österreichischen Antrage folgend, die Frage über die Lage der Minderheiten in Italien auf die Tagesordnung seiner nächsten Session im März gesetzt. Somit ist damit zu rechnen, dass es im März zu einer umfassenden Behandlung dieser Frage seitens des Rates kommt. Zur gleichen Zeit wurde seitens Prof. Bowet, auf einer Sitzung der gleichfalls in Salzburg tagenden Minderheitenkommission des Rates, über die Herausgabe eines Minderheitenbulletins berichtet. Prof. Bowet beantragte die Einsetzung eines viergliedrigen Redaktionskomites, das neben ihm und Sir Willoughby Dickinson noch Dr. J. Wilfan und Dr. E. Ammende umfassen sollte. Dieser Antrag, der eben nur ein Vorschlag ist, soll vom Rate der Union auf seiner nächsten Tagung behandelt werden. In der gleichen Kommission wurde ein Bericht des Senators Dr. Wilhelm Medinger über unseren Nationalitätenkongress zur Kenntnis genommen.

Anfang Oktober hat in Wien der Paneuropäische Kongress getagt. Auf Vorschlag des Reichstagsabgeordneten Dr. Mittelmann nahm er einstimmig die folgende Entschliessung an:

„Der erste Paneuropakongress möge die Einsetzung eines Ausschusses beschliessen, der die Frage der Minderheiten zum Gegenstand eingehender Prüfung macht und auf Grund dieser Prüfung im Einvernehmen mit der Interparlamentarischen Union und mit der Union der Völkerbundligen genaue Vorschläge zur Sicherung des Kulturlebens der nationalen Minderheiten ausarbeiten. Der Kongress geht dabei von der Voraussetzung aus, dass ohne befriedigende Erledigung dieser Frage die Paneuropäische Bewegung bei der heutigen Führung der Europäischen Grenzen nicht den gewünschten Erfolg haben kann".

Wie der letzte Satz dieser Entschliessung beweist, hat man somit auch in den Kreisen der Paneuropäischen Beweguug jetzt eingesehen, dass es ohne eine Regelung der nationalen Frage für diese Bewegung keine Erfolge gibt.

Erneute Fortschritte der estländischen Kulturautonomie.

In Reval hat Ende November der deutsche Kulturrat – das Organ der deutschen Kulturautonomie in Estland – zum dritten Male regelmässig getagt. Während dieser Tagung erwies es sich, dass in der Verwirklichung der estländischen Minderheitenautonomie – dieser ersten kulturellen Selbstverwaltung der Welt – erneut grosse Erfolge zu verzeichnen sind. Es zeigt sich, dass es gelungen ist, gerade die schwierigste Frage – das Problem der Besteuerung des gesamten Deutschtums für die Zwecke der Autonomie im wesentlichen zu lösen. (Über die estländische Kultursteuerverordnung vgl. das vom. Abg. Hasselblatt auf den Kongress ds. Js. gehaltene Referat.) Der auf der Tagung gehaltenen Rede des Leiters des Finanzamts der Kulturverwaltung, Dir. Meyer, entnehmen wir die folgenden Angaben: Auf Grund der von der Autonomie im Herbste ausgeschriebenen Steuerzettel sind bereits in den ersten Monaten 6·1 Mill. est. Mark oder 83% der gesamten ausgeschriebenen Summe eingelaufen. Es verbleiben somit nur 16%, die nicht eingegangen sind, von denen aber noch der Eingang eines grossen Teils zu erwarten ist. Diese „Feuertaufe des estländischen Deutsch-

tums", wie Dir. Meyer sich ausdrückte, ist umso höher zu bewerten, als verschiedene technische Schwierigkeiten bei Durchführung dieser ersten Steuer zu überwinden waren, und die Besteuerungszeit, da sie mit den staatlichen Steuererhebungen zusammenfiel, eine sehr ungünstige war. Wenn man sich daran erinnert, wie skeptisch die Gegner der Autonomie sich gerade bezüglich der Durchführung einer allgemeinen Zwangsbesteuerung äusserten – sie stellten in Aussicht, dass eine grosse Zahl von Angehörigen der Autonomie durch die Steuer zum Austritt veranlasst werden würde, wodurch dann das ganze Werk gefährdet werden müsste – so wird man zugeben müssen, dass es sich hier nicht nur um einen Erfolg für das estländische Deutschtum, sondern ganz allgemein für die Sache der Autonomie handelt. Weder ist es nun zum Austritt von Mitgliedern gekommen, noch sind die erwarteten Steuerbeträge ausgeblieben, so dass die deutsche Gruppe Estlands jetzt, wo die finanzielle Grundlage seiner Autonomie gesichert ist, mit Ruhe in die Zukunft sehen kann.

Diesem finanziellen Erfolg der Autonomie stehen aber, wie sich das aus dem Bericht des Präsidenten der Kulturverwaltung ersehen lässt, auch neue Leistungen auf dem Gebiet des kulturellen Schaffens gegenüber. Der Kulturpräsident konnte feststellen, dass im ganzen Lande ein Netz von öffentlichen Bibliotheken bestehe, dass in Dorpat und Reval Vortragszyklen bekannter ausländischer Professoren erfolgreich abgehalten wurden und dass seit einiger Zeit bei der Kulturverwaltung ein neues Amt für Sport und Jugendfragen gegründet wäre – ein Amt, das bereits mit der Ausbildung von Turnlehrern wie überhaupt einer Organisation und Zusammenfassung der Kreise und Vereine auf sportlichem Gebiet begonnen hat. Auch was das Schulwesen anbetrifft, wären organisatorische Erfolge zu verzeichnen. In dieser Beziehung erwächst der Autonomie aber gerade jetzt eine Schwierigkeit in der Verhandlung mit den Kommunen über die finanziellen Beiträge, die diese laut Gesetz zum Unterhalt der Minderheitsschulen beisteuern müssen. Einige dieser Kommunen, so die der Hauptstadt Reval, lehnen es ab, die Beiträge in erforderlichem Masse zu zahlen. Laut Gesetz hat das letzte Wort in dieser Frage jedoch die Regierung zu sagen. Berücksichtigt man die ganze bisherige Einstellung der Regierung und des Parlaments zur Autonomie, so

wird man wohl annehmen dürfen, dass diese für die Zahlung der in Frage kommenden Beiträge Sorge tragen werden, damit die Durchführung der kulturellen Selbstverwaltung – die ohne Zweifel einen grossen Erfolg für den estländischen Staat darstellt, nicht gefährdet wird.* Präsident Koch beschloss seinen Bericht mit den folgenden Worten:

„Es könnte der Eindruck entstehen, dass viele Probleme noch immer ungelöst sind — immer neue Aufgaben auftauchen. All diese Probleme existierten aber auch schon früher. Wir haben mangels einer entsprechenden Organisation aber vielfach garnicht an diese Fragen herantreten können und uns somit beschränken müssen, nur das Allernotwendigste zu stützen und zu halten. Auf die Dauer hätte dieser Zustand mit einer Katastrophe enden müssen. Heute sind wir in der Lage ein Programm aufzustellen, das wir vielleicht nur langsam werden durchführen können, das aber doch ein planmässiges Arbeiten ermöglicht. An Stelle der durch Krieg und Revolution zerbrochenen Gebilde entstehen neue Organisationsformen, die den neuen Verhältnissen angepasst, uns zu neuem kulturellem Leben erwecken sollen. Es ist ein Wille zum Aufbau da, und wenn die Resultate heute auch noch nicht für alle klar zutage treten, so werden die Erfolge dieser Arbeit sicher nicht ausbleiben. Es kann für uns nur eine Losung geben — vorwärts und aufwärts!"

Auch der Kulturrat der jüdischen Minderheitenautonomie Estlands hat in diesem Herbst getagt. Dabei erwies sich, dass die kleine, aber gut organisierte jüdische Gruppe Estlands jetzt auch – jedenfalls für eine Zeit lang — über die schwierige Frage der Unterrichtssprache in den Schulen der Autonomie hinweggekommen ist. Es wurde beschlossen, dass über die Unterrichtssprache an jedem Orte im einzelnen zu beschliessen ist.

* In Anbetracht des grossen Interesses, das bei allen nationalen Gruppen für die Durchführung der estländischen Autonomie besteht, haben wir ihre neuesten Fortschritte hier besonders ausführlich behandelt.

Verschiedene Mitteilungen.

Auf der Sitzung des Gremiums unseres Nationalitätenkongresses vom 26. Aug. ds. Js. wurde bekanntlich der Beschluss gefasst, dass die Frage einer *Teilnahme der Friesen Deutschlands* an unserem nächsten Kongress von einer vom vorbereitenden Ausschuss einzusetzenden dreigliederiegen Kommission geprüft und behandelt werden müsse, und zwar im Laufe dreier Monate, vom 1. Sept. ab gerechnet. Entsprechend diesem Beschluss sind vom Ausschuss denn auch Dr. Kaczmarek, Abg. R. Brandsch (als Vertreter Dr. Schiemanns) und Dr. J. Wilfan (als Präsident) zu Gliedern der Kommission bestimmt worden. Am 16. Nov. ist es nun, nachdem sich die einzelnen Glieder der Kommission mit dem Studium der Frage befasst hatten, zu einer Zusammenkunft der Glieder der Kommission: Abg. Brandsch und Dr. Kaczmarek — es fehlte somit nur der Präsident der Kommission, Dr. J. Wilfan, der kurz vorher in Rom verhaftet war — gekommen. Entsprechend dem von den Anwesenden angenommenen Protokoll über diese Sitzung wurde auf ihr das folgende festgestellt: Bezüglich des Punktes B) der vom Ausschuss auf seiner Tagung in Dresden (April 1926) angenommenen Bedingungen, denen jede neue Gruppe genügen muss — die Gruppe muss organisiert sein — wurde einstimmig festgestellt, dass die Friesen Deutschlands genügend organisiert sind, d. h. die erforderlichen Organisationen besitzen und in dieser Beziehung für ihre Teilnahme am Nationalitätenkongress somit kein Hindernis besteht. Bezüglich des Punktes C) — die Gruppe muss sich mit den gefassten Resolutionen und Organisationsgrundsätzen der Nationalitätenkongresse einverstanden erklären — wurde ebenso einmütig anerkannt, dass an eine Klärung dieser Voraussetzung erst dann geschritten werden müsse, wenn die Klärung der anderen Voraussetzung bereits mit einem positiven Resultat für die Gruppe erfolgt ist. Bei Behandlung der Voraussetzung A) — der selbständige Kulturwille der betreffenden Nationalität muss ausser Zweifel stehen, darum muss sie auch in ihrer Majorität an der Nationalitätentagung teilnehmen wollen, negativ ausgedrückt: die Majorität darf nicht dagegen sein — wurde bezüglich des Umfangs der Gruppe, von welcher die Klärung der in Frage kommenden Voraussetzung auszugehen hätte, zwischen allen Teilen ein Ein-

vernehmen erzielt, und zwar wurde beschlossen, dass als dieser Umfang derjenige Kreis von Personen zu gelten hätte, die sich einerseits um den „Friesisch-Schleswigschen Verein" und andererseits um den „Nordfriesischen Verein für Heimatkunde und Heimatliebe" gruppieren. Im Folgenden wurde eine mit ca. 7800 Unterschriften versehene Erklärung zur Kenntnis genommen, die von Elementen, die wohl Friesen, nicht aber Angehörige einer nationalen Minderheit sein wollen, unterzeichnet war. Nachdem Abg. R. Brandsch und Dr. Kaczmarek zu dieser Deklaration resp. zur Art ihres Zustandekommens und entsprechend zu ihrer Bedeutung Stellung genommen hatten, wurde beschlossen, die Anschauungen beider Seiten schriftlich zu fixieren und sie dem Präsidenten der Kommission Dr. J. Wilfan zu übermitteln.

Infolge des Zwischenfalles mit seiner Verhaftung hat Dr. Wilfan zur Frage einstweilen noch nicht Stellung nehmen können, aus welchem Grunde die Kommission ihre Arbeit — somit aus von ihr unabhängigen Gründen — zum ersten Dezember auch leider nicht beenden konnte.

Auf der Sitzung vom 29. Aug. war seitens unseres Ausschusses der Beschluss gefasst worden, die Herausgabe des Kongressberichts in französischer und deutscher Sprache vorzunehmen. Die Berichte sollten in beiden Sprachen gleichzeitig erscheinen. Da der franz. Bericht eine Uebersetzung fast aller in Genf gehaltener Reden erforderte, war in der Fertigstellung eine Verzögerung unvermeidlich. Gegenwärtig liegen beide Texte in Korrekturbogen vor und darf mit ihrer Fertigstellung bereits in den nächsten Wochen gerechnet werden.

Auf Vorschlag der katalonischen Delegation wurde seitens unseres Kongresses dem Ausschuss der Auftrag erteilt, *eine Enquête* über die Bedingungen bei den verschiedenen Gruppen durchzuführen. Zu dieser Enquête ist jetzt ein katalonischer Vorschlag beim Sekretariat eingegangen, der den Ausschuss auf seiner nächsten Tagung beschäftigen wird.

LIVRES ET REVUES.

La Constitution hongroise.

Récension du Journal de Genève.

Quelques professeurs, MM. Jellineck, Laband, Koelreutter publient en Allemagne, depuis 1907, un annuaire de droit public dans lequel se trouvent toujours des articles de valeur. L'édition de 1926 vient de paraître.[1] Elle contient un travail important du professeur Lassar, de Hambourg, sur l'administration de l'Empire sous le régime de la Constitution de Weimar, une étude du Dr. H. Helfritz sur le nouveau droit public prussien, une étude de M. N. Alexejew sur l'évolution de l'État russe dans les années 1923 à 1925, enfin un travail du professeur Csekey sur le droit public hongrois actuel. L'annuaire constitue donc un ouvrage utile pour la connaissance du développement des institutions, à la suite de la guerre, dans le centre et l'est de l'Europe.

Nous attirons spécialement l'attention des lecteurs de l'annuaire sur l'article du professeur de Csekey. Il répond tout à fait aux questions que peuvent se poser ceux qui n'ont pas suivi de près l'histoire de la Hongrie depuis l'armistice et qui se demandent quelle est la constitution actuelle de ce pays ?

En 1918, à la suite de la guerre, la Hongrie n'a pas seulement perdu plus des deux tiers de son territoire et près des deux tiers de ses habitants. Elle a subi l'épreuve de deux révolutions, celle de Károlyi, qui l'a dotée d'une constitution républicaine mort-née ; celle de Béla Kun, qui lui a fait vivre, pendant trois mois, le régime de la dictature prolétarienne et de la république des conseils. Comment est-elle sortie de ce gâchis et quelles sont les bases de la constitution actuelle ? M. de Csekey explique avec clarté comment l'Assemblée nationale, élue au suffrage universel en 1920, a renoué le fil de la tradition. L'ancien droit hongrois, dont les

[1] Jahrbuch des öffentlichen Rechts. Band XIV. Tübingen 1926. J. C. B. Mohr.

origines remontent à la bulle d'or d'Andreas II, de 1222, et à la loi du conseil d'Andreas III, de 1298, est un des plus anciens droits parlementaires de l'Europe. Il repose sur le symbole de la Sainte Couronne. La souveraineté n'est pas dans la personne du roi, mais dans la Sainte Couronne, qui représente à la fois le roi et la nation. Dès 1298, le droit hongrois enlève aux décisions du roi toute validité si le Conseil du peuple ne les a pas ratifiées.

Le régime de 1920 reste fidèle à l'idée de la Sainte Couronne, en ce sens que la Hongrie reste un royaume et qu'au lieu d'un président de République, elle possède un gouverneur, mais elle fait un grand pas en avant dans la voie de la démocratie en ce sens que l'Assemblée nationale devient la véritable émanation de la souveraineté et que le gouverneur ne reçoit pas le droit de sanction et de veto que possédait le roi. Tout au plus peut-il soumettre une loi qu'il désapprouve à une nouvelle étude de l'Assemblée.

Le droit de vote en Hongrie est très étendu. Il appartient à tout homme de 24 ans qui est citoyen hongrois depuis dix ans et qui habite sa commune depuis deux ans. Il appartient également à toute femme de 30 ans dans les mêmes conditions. Les conditions de durée de domicile tombent s'il s'agit d'un électeur qui a fait l'école primaire.

Une loi de 1921 a prononcé l'extinction des droit de Charles IV et des Habsbourg et la cessation du régime de la pragmatique sanction de 1723.

La Hongrie, soucieuse de rester fidèle à sa tradition historique, désireuse de marquer une rupture avec le bolchevisme, a repris la ligne du droit de la Sainte Couronne et sa terminologie; mais cette mystique patriotique est néanmoins plus formelle que réelle. En fait, la Hongrie a fait un grand pas vers la démocratie en réduisant encore les pouvoirs du gouverneur. Sa Constitution est en beaucoup de points comparable à la Constitution belge.

CUPRINSUL: – SOMMAIRE: – INHALT:

Seite

În pragul noului an. (An der Schwelle des neuen Jahres). De Dr. Elemér Jakabffy 1

Les Droits des Minorités et la Défense de ces Droits en Roumanie. Par M. le Dr. Arthur de Balogh (Cluj) . 2, 55

Stellungnahme der Minderheiten in der Tschechoslowakei Von Dr. Ernst Flachbarth (Prag) 12

Paşii Făcuţi de bisericile ardelene la Geneva. (Die Klagen der Siebenbürger Minderheiten-Konfessionen in Genf). De Dr. Andrei Balázs (Cluj) 15

Minderheiten in Jugoslavien 23

Pétition des Colons Hongrois du Banat et de la Transylvanie 33

Die erste öffentliche Sitzung der Minderheiten-Sektion der Ungarischen Landespartei in Rumänien 49

Das politische Leben und die Kämpfe des Ungartums in SHS. von Josef Gáj 65, 133, 167

Spargerea frontului dela Bucureşti. De Dr. Nicolae Meskó (Deva) 72

Die politischen Parteien der nationalen Minderheiten der Nachfolgestaaten 76

Caracterul averilor bisericii catolice. De Ludovic Brösztel (Oradea-Mare) 89

După alegeri. De Dr. Elemér Jakabffy 97

Graf Albert Apponyi über die Nationalitäten- und Minderheitenfrage 98

La Situation des Minorités roumaines Trans-Danubiennes . 119

Pan-Irredentismus — der heilige Irredentismus. Von Josef Széll 122

Minorităţile în focul concentric 129

Die Revision des rumänischen Staatsbürgerschaftsgesetzes Von Dr. Árpád Bedő 138

Literatură română — în limba maghiară. De Dr. Gh Kristóf 145
Wie lange werden wir eine Minderheit bleiben? Von J. Széll 149
Das geistige Leben der Siebenbürgischen Ungarn seit 1919. Von Dr. Ludwig György 156
Le manifeste du „Heimatbund" 164
Der europäische Nationalitätenkongress 175
Rolul liceului r. cat. din Cluj în trecutul vieţii intelectuale române. De Dr. Arpad Bitay 176
Congrès des groupes nationaux organisés des États Européens. Par: Ewald Ammende 193
Bericht des vorbereitenden Ausschusses an den Kongress 195
Eröffnung des Kongresses. Die Rede Dr. Josip Wilfans . 196
Discours d'ouverture du député hongrois en Tchécoslavaquie Géza de Szüllő 208
Die Eröffnungsrede des lettländischen Abgeordneten Dr. Paul Schiemann 210
Aus der Rede Dr. Jan Kaczmarek 220
Die Begrüssungsrede des Abgeordneten Dr. Motzkin . . . 221
Die Comités 224
Wichtige Resolutionen 225
Referat Dr. Jakabffy's über Sicherung des Rechtes auf die Staatsbürgerschaft 229
Referat Dr. Deák's über Gleichberechtigung im Wahlrecht 237
Rezultatele congresului Partidului Maghiar dela Gheorgheni. De Dr. Elemér Jakabffy 241
Die Nachfolgestaaten der österreich-ungarischen Monarchie und ihre Agrarreformen 243
Criza monetară şi stabilizarea Leului. Conferinţa d-lui Elemér Gyárfás, ţinută la Gheorgheni în şedinţa secţiei econ. 258
Die Lage des Ungarntums im SHS. Staat seit 1924. Von Josef Gáj 265
Discours de M. le Dr. Maspons y Anglassel au Congrès des Nationalités, Genève, le 25 août 1926 278
La visite de Mr. Erik Colban par le Dr. Elemér Jakabffy . 289
Die Agrarrevolutionen und die Minderheiten. Von Dionis Sebess . . . . . 291—345
Eine Botschaft des Grafen Bethlen an das ungarische Deutschtum 306
Pressestimmen zur Rede Bethlens 308

Pentru ce au denegat coloniştii trimiterea delegaţilor lor în comisiunea de despăgubire? 312
Die neue Gerichtseinteilung und die Rechte der Minderheiten in der Slowakei. Von Dr. Ernst Flachbarth . 314
Zur Elsass Lothringischen Frage. Von Gabriel Betegh . . 317
Die politischen Organisationen der ungarischen Minderheiten und deren Richtlinien. Von Dr. Elemér Jakabffy 333
Masaryk asupra problemelor minoritare 340
Dates concernant l'ordonnance Nro 46 838 342
Die Behandlung der Ukrainer in Rumänien. Von Ritter von Semaka 354
Ungarische Ritterlichkeit und deutsche Gründlickheit. Der ungarische Handelsminister Dr. Hermann über die deutschen Rechte 356

Mitteilung der Geschäftsführung des Ausschusses zur Vorbereitung des dritten Kongresses.

Zur Verhaftung Dr. Wilfans 358
Zur Tätigkeit der internationalen Organisationen 361
Erneute Fortschritte der estländischen Kulturautonomie . . 362
Verschiedene Mitteilungen 365

Societé des Nations.

Résumé Mensuel des Travaux de la Société des Nations Protection des Minorités 93
Note du Secrétaire général concernant la procédure actuellement suivie en ce qui concerne les réponses adressées, en matière de protection de minorités aux pétitionnaires privés 180

Livres et Revues. – Bücher und Zeitschriften.

Staat und Volkstum. (Bücher des Deutschtums 2. Band.) Herausgegeben von Dr. K. C. von Loesch in Zusammenarbeit mit A. Hillen Ziegfeld. — Viktor Otte: Die unterdrückten Völker der Welt. — Dr. Stefan Csekey: Ungarns Staatsrecht nach dem Weltkriege 321
La Constitution hongroise. Récension du Journal de Genève 367

Statistische Mitteilungen.

Statistik der Abgeordneten- und Senatorwahlen Siebenbürgens und des Banates. Von Dr. Ladislaus Fritz . 47

Die Magyaren in Rumänien. Von Karl Braunias (Wien) . 94

Statistische Betrachtung der rumänischen Parlamentswahlen 1926 mit besonderer Beachtung Siebenbürgens, Banats und der angeschlossenen Gebiete. Von Dr. Ladislaus Fritz . . . . . 184—281

Die Statistik der Buch- und Steindruckereien in Rumänien 288

Statistik der Buch-, Musikalien- und Papierhandlungen Siebenbürgens. Von Nikolaus Veress 331

BIBLIOTECA CENTRALĂ
A REGIUNII BANAT

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.